LIBRARIES
UNIVERSITY OF WISCONSIN–MADISON

Histoire illustrée de la guerre de 1914. Tome 15 1923

Hanotaux, Gabriel, 1853-1944
Paris: Gounouilhou, 1923

https://digital.library.wisc.edu/1711.dl/PMWQBHKMU2C5Z8A

Copyright by Gabriel Hanotaux, 1923.

For information on re-use see:
http://digital.library.wisc.edu/1711.dl/Copyright

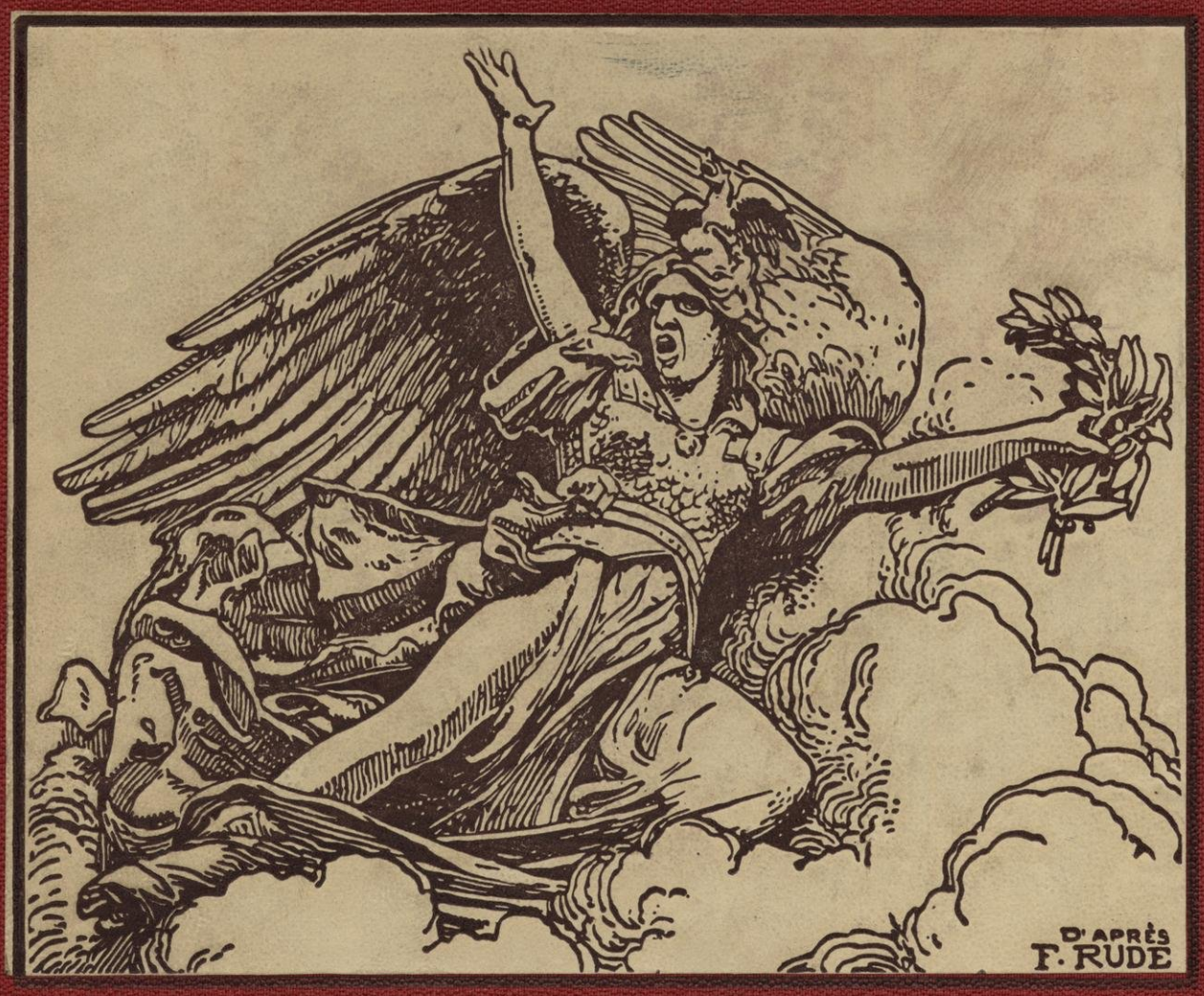
The libraries provide public access to a wide range of material, including online exhibits, digitized collections, archival finding aids, our catalog, online articles, and a growing range of materials in many media.

When possible, we provide rights information in catalog records, finding aids, and other metadata that accompanies collections or items. However, it is always the user's obligation to evaluate copyright and rights issues in light of their own use.

728 State Street | Madison, Wisconsin 53706 | library.wisc.edu

GABRIEL HANOTAUX

de l'Académie Française



HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA GUERRE DE 1914

Library
of the
University of Wisconsin

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DE LA

GUERRE DE 1914

TOME XV

Copyright by
Gabriel Hanotaux.
1923

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

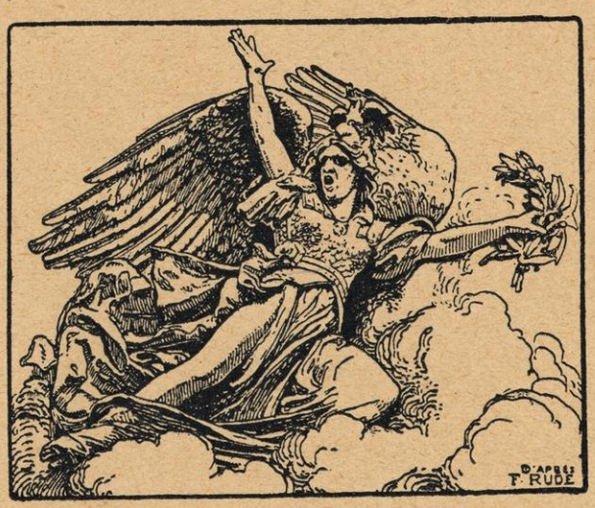
GABRIEL HANOTAUX
de l'Académie Française

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DE LA

GUERRE DE 1914

TOME QUINZIÈME



GOUNOUILHOU, ÉDITEUR
PARIS, 30, RUE DE PROVENCE. — BORDEAUX, 8, RUE DE CHEVERUS
1923

271229
NOV 13 1928
+F0807
+H19
15

CHAPITRE LXV

FIN DES BATAILLES DE LA SOMME ET DE VERDUN (fin Juillet-Décembre 1916).

Conception d'ensemble du général Joffre pour la fin de l'année 1916 : poursuite ardente de la bataille de la Somme. — Collaboration étroite de l'armée française et de l'armée anglaise. — Succès sur la Somme jusqu'en novembre. — Fin de Verdun en décembre. — Découragement dans l'armée allemande. Dépression parmi les Alliés. — Considérations sur la bataille de la Somme. — Plan d'offensive générale conçu par le général Joffre pour le début de 1917.

ENTRAÎNÉS par l'enchaînement et le mouvement des faits militaires, nous avons quelque peu perdu de vue l'action du haut commandement. Elle est, pourtant, d'une importance capitale, car c'est par l'exécution fidèle d'une conception réfléchie que l'année 1916 est en voie de se clore sur deux succès : l'échec des Allemands devant Verdun et leur refoulement sur la Somme. Et ces succès ne sont pas isolés et locaux ; fortement combinés entre deux des armées alliées, ils sont de portée générale ; ils ont contribué, comme nous l'avons dit, à briser la volonté de l'ennemi.

Mais, par contre, nous avons dit aussi et nous devons redire, en y insistant, le poids des sacrifices que ce double effort impose aux pays alliés et les responsabilités qui portent sur le haut commandement. La guerre va prendre, de ce chef, une tournure nouvelle et plus dramatique s'il est possible.

Voyons, cependant, le haut commandement à l'œuvre : car sa volonté domine encore les événements. Penché sur sa tâche particulière, il se préoccupe surtout, en ce moment, de déterminer les conditions de l'équilibre entre les deux grandes opérations engagées simultanément : d'une part, à Verdun, il ne faut pas se laisser entraîner par la séduction du succès, jusqu'à des tentatives trop coûteuses *et qui ne paieraient pas* ; d'autre part, sur la Somme, il faut se garder du découragement qui serait la suite de la lenteur et de la difficulté des exécutions : après de longs et persévérants labeurs, le paravent qui cache la victoire tombera d'un seul coup.

Le succès un peu tardif et si chèrement acheté de l'offensive sur la Somme ne commence à s'affirmer, en effet, que vers le milieu du mois d'août ; les opérations qui déblaient les alentours de Péronne se succèdent, comme nous l'avons indiqué, dans la deuxième quinzaine de ce mois et dans les premiers jours de septembre : elles bousculent tout le système de Falkenhayn et le renversent lui-même ; elles imposent aux grands chefs allemands cette conférence de Cambrai, étape caractérisée vers la débâcle finale.

Joffre pense que le moment est arrivé de presser les événements. Le 11 août, il adressait au général Haig une lettre où il exposait

son idée maîtresse en insistant sur la continuation immédiate de l'action franco-britannique.

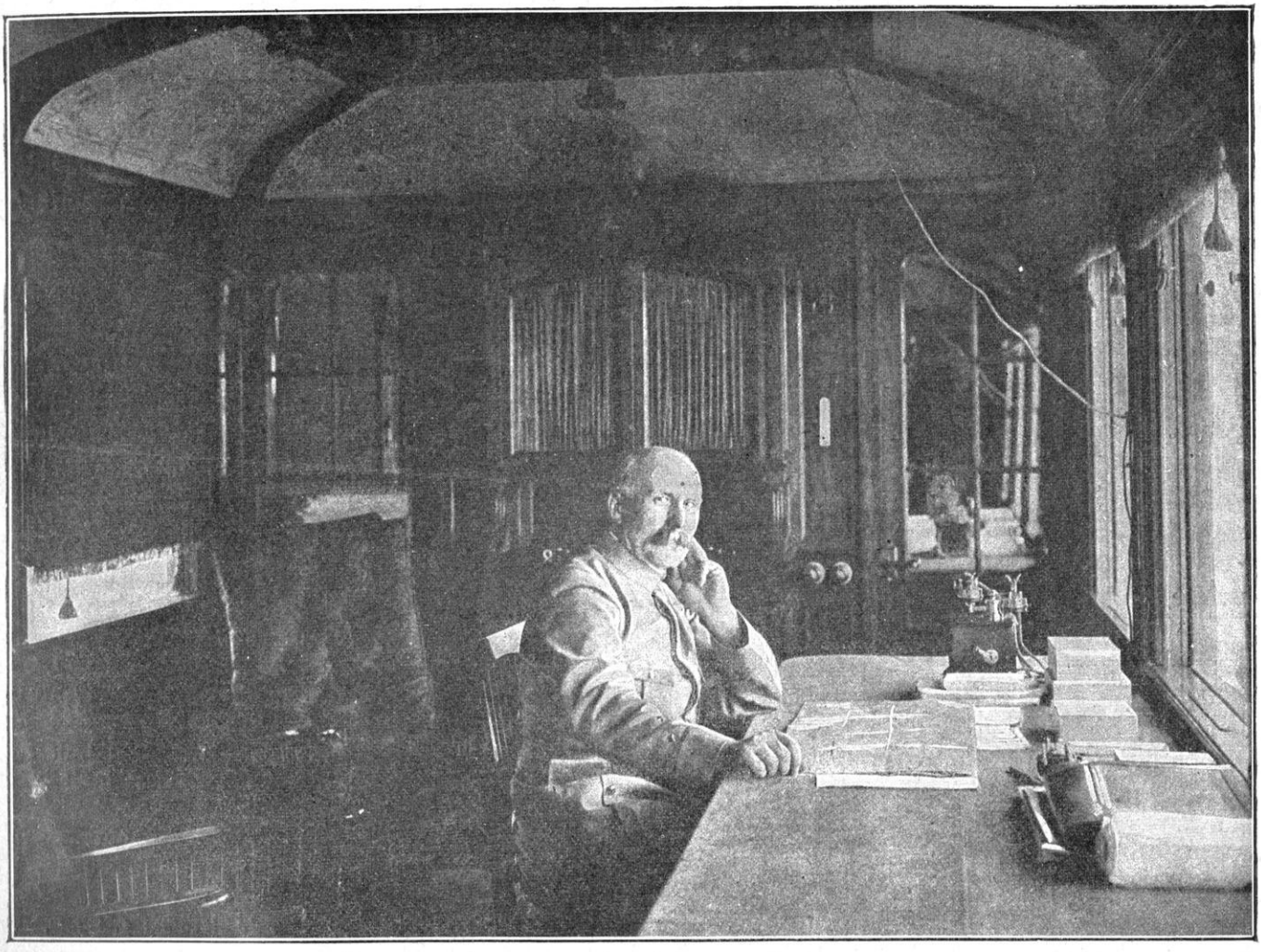
Après les importants résultats du début, écrit-il, la bataille de la Somme a, d'abord, pris le caractère d'une suite d'opérations secondaires constituant l'exploitation des succès obtenus. Maintenant, *une nouvelle attaque générale s'impose* pour empêcher l'ennemi de reprendre sa liberté d'action. On signale une recrudescence d'activité à Verdun, et l'envoi de divisions allemandes sur le front oriental, ce qui crée une sorte d'affaiblissement de la défensive allemande sur la Somme : il faut en profiter. Le but à atteindre est de passer à l'attaque du front Grandcourt, Martinpuich, Morval, Rancourt, Bouchavesnes. Trois actions d'ensemble sont nécessaires pour donner à cette large offensive une base de départ : *a*) de la route de Bapaume à la Somme ; *b*) de la route de Bapaume à l'Ancre ; *c*) au nord de la Somme avec objectif : signal de Ginchy-Combles.

C'est en vue de renforcer cette triple opération que des ordres sont adressés aux commandants des armées françaises pour que soit bien coordonnée l'activité des divers fronts. Au groupe des armées du Centre (général Pétain), on écrit qu'il doit désormais subvenir avec ses ressources propres aux besoins de la 2e armée. Les Allemands ne disposent plus, d'ailleurs, d'unités fraîches à amener à Verdun et les ressources du groupe sont suffisantes pour conserver l'attitude agressive prescrite à la 2e armée (Nivelle).

Au groupe des armées du Nord (général Foch), on fait observer que l'action principale sur la Somme doit être celle de la 6e armée (Fayolle), opérant en liaison avec l'armée anglaise. Quant au rôle de la 10e armée (général Micheler), tout en laissant à ce général la liberté de chercher une plus large exploitation, on prévoit que ses objectifs se borneront utilement au plateau sud de Chaulnes et à celui de Villers-Carbonnel. L'affaire principale reste celle qui doit, de concert avec l'armée britannique, entourer Péronne et dégager la route de Lille. On renforce Douglas Haig par des prêts d'artillerie lourde. On le cale, en vue de l'action commune, par une brillante attaque française sur Maurepas, et on monte, en commun avec lui, l'affaire de Guillemont. La manœuvre française est combinée de telle sorte qu'elle coïncide avec une action d'ensemble de l'armée britannique (20 août). Chaque commandement ayant une tendance à « tirer de son côté », un rappel à l'ordre constant maintient, en quelque sorte, l'alignement. C'est cette opération de Guillemont qui frappe, comme nous l'avons vu, à la porte de la conférence de Cambrai et qui donnera une si forte émotion à Ludendorff.

Mais, en vue de cette offensive fixée définitivement au 2 septembre, il est nécessaire d'insister encore, auprès de Douglas Haig (25 août), sur la nécessité, pour les armées britanniques, de faire un effort aussi important que les armées françaises et de le faire *en même temps*. Au fond, c'est toujours la question de l'unité de commandement qui se pose et, malgré la bonne volonté incontestable de Douglas Haig, une sorte de discompréhension des choses produit fatalement de l'incohérence et du désordre. Le rouage grippe à chaque instant. Il n'y a qu'à parcourir le livre du colonel Repington où sont exposés fidèlement les sentiments si parfaitement loyaux des cercles militaires anglais, pour voir à quel point, malgré tout, la coordination intellectuelle manque entre les deux directions. Joffre écrit à Douglas Haig que la 10e armée (Micheler) attaquera le 2 septembre, la 6e armée presque en même temps. On compte absolument que l'armée britannique passera à l'offensive à la même date, sur tout le front entre Ancre et Somme. « *Après avoir supporté à Verdun, pendant de longs mois, le poids de la poussée allemande, les forces françaises vont, non seulement poursuivre leur effort sur la Somme dans les conditions prévues, mais l'intensifier résolument au delà de toute prévision.* Elles doivent compter sur le concours complet de l'offensive britannique. » Le général Fayolle reçoit une mission spéciale auprès du G. Q. G. britannique pour mettre sur pied cette opération combinée.

Rappelons-nous les circonstances ambiantes qui donnent à cette mission toute son importance. La Roumanie vient d'entrer en guerre ;



LE GÉNÉRAL PÉTAIN DANS SON WAGON-SALON

la grande offensive russe déclenchée a besoin d'un concours immédiat. D'autre part, il faut bien reconnaître que, dans les arrières, une sorte de fléchissement se produit par suite de la longueur de la guerre et de la propagande défaitiste. On est dans la nécessité de faire passer aux officiers des différentes armées une note sur la situation générale pour leur permettre d'entretenir leurs hommes et de maintenir élevé le moral de la troupe. L'heure presse, une victoire est indispensable.

Le 28 août, une lettre résumant tout le travail de la préparation et de la mise au point, est adressée à sir Douglas Haig : elle constate le plein accord des Alliés *pour un effort prolongé* et, rappelant qu'une grande bataille de la coalition va s'ouvrir en septembre, elle déclare que la France y tiendra son rang, à la fois à Verdun et sur la Somme, et qu'elle apportera tout l'appui possible à l'offensive générale.

L'attaque contre la IIe armée allemande (Fritz von Below) au nord de la Somme, sur Ginchy-Cléry, est combinée avec l'armée britannique ; l'attaque contre la Ire armée (von Gallwitz) au sud de la Somme, Chilly, Vermandovillers, Soyecourt, est confiée à l'armée française seule (4 septembre).

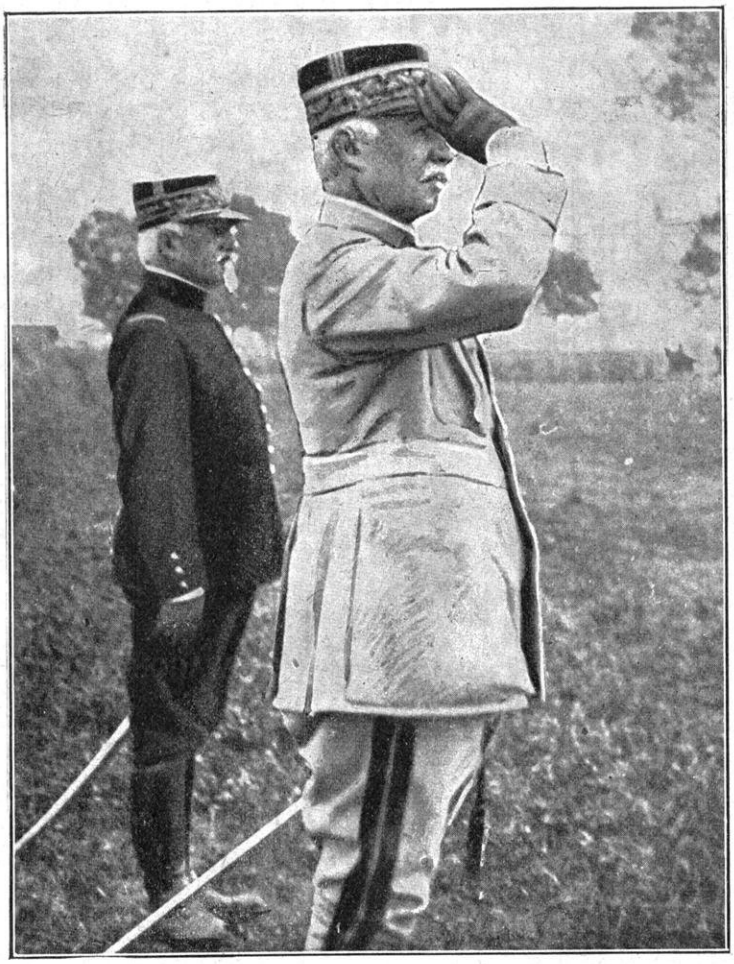
C'est un succès, mais non pas complet. Il faut y revenir encore, insister, frapper avant que l'ennemi se remette des coups qui lui sont portés. Le 8, nouvelle lettre au général Douglas Haig pour obtenir de lui une précision au sujet de la date à laquelle il est décidé à recommencer ; autre lettre, le 9 : « L'ennemi est sérieusement ébranlé au nord de la Somme ; le poursuivre, l'achever sur tout le front entre Ancre et Somme ; ne plus perdre une minute

et rapprocher même la date fixée à la mi-septembre. »

Nous savons, qu'à ce moment même, Ludendorff se sent à bout, qu'il appréhende *une catastrophe.*

Mais, d'autre part, les choses vont mal en Roumanie : le territoire est envahi, le gouvernement Bratiano crie au secours. L'offensive alliée est bien déclenchée en Macédoine, mais c'est sur le front principal qu'il faut agir, c'est-à-dire ici même, sur la Somme. La conférence de Cambrai est aux écoutes et libelle le premier document demandant la paix.

Le 12 septembre, c'est l'affaire de Bouchavesnes : au prix de quelle insistance, de quelle persévérance dans les vues, dans l'action, on vient de le voir ! Le bond en avant est des plus importants. Le succès s'est affirmé, mais encore faut-il continuer, poursuivre, exploiter. Or, en Angleterre comme en France, l'opinion incline malgré tout au pessimisme. Rien ne porte. L'échec de l'intervention roumaine sur laquelle on avait tant compté, abîme les courages : « Entré aux *Horse Guards*, écrit Repington ; causé avec French qui ne se montre pas plus satisfait qu'auparavant de la façon dont la guerre est conduite en France. Il juge, qu'à ce jour, nous avons perdu plus de 200 000 hommes et qu'on est en train de détruire nos armées sans obtenir de résultats proportionnés aux sacrifices (1). »



LE GÉNÉRAL FAYOLLE PASSANT EN REVUE LA 6e ARMÉE SUR LE FRONT DE LA SOMME

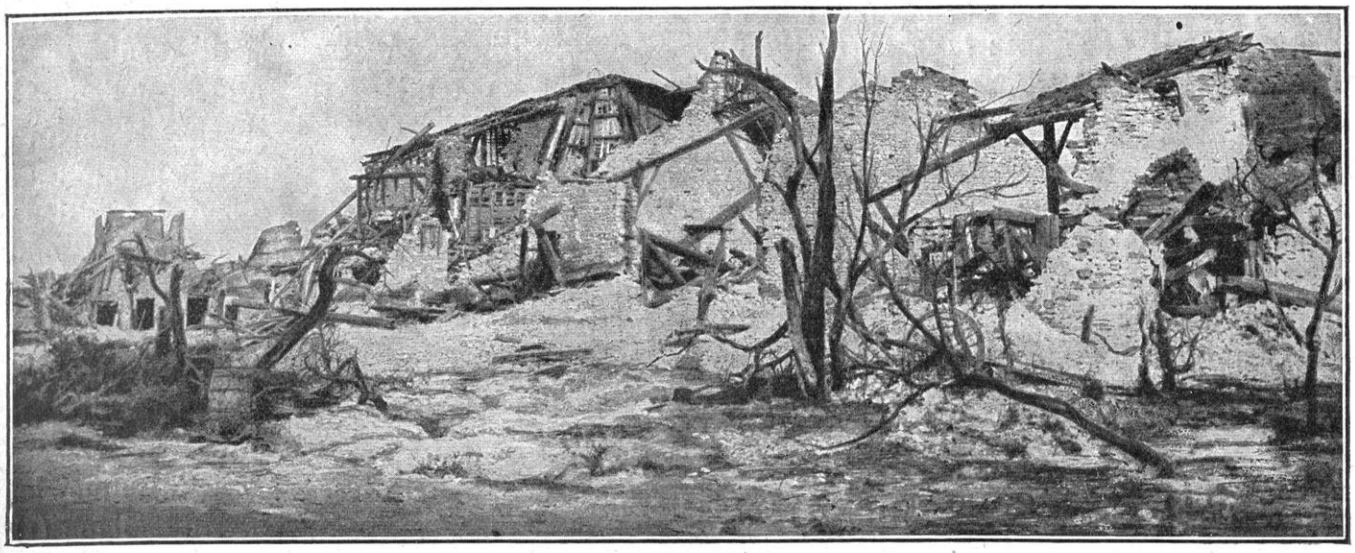
Et pourtant, les esprits attentifs discernent bien qu'il y a quelque chose de changé en Allemagne et que, de ce côté, l'orgueil fléchit. Le même Repington écrit judicieusement à la même date, 29 août :

D'après les dernières nouvelles, Hindenburg succède à Falkenhayn comme chef d'État-major général : voilà qui est intéressant. Ce changement peut impliquer, dans les plans stratégiques, une modification que nous ferons bien de découvrir ; mais il peut aussi signifier *un raccourcissement du front* ou même des intentions de paix. Dans cette dernière éventualité, le prestige de Hindenburg permettrait au Kaiser des initiatives qui lui eussent été interdites avec toute autre personnalité militaire à la tête de ses armées. *Je ne crois pas que, de la tournure actuelle des événements, on puisse augurer un revirement favorable à l'Allemagne sur les champs de bataille.*

Ainsi les opinions se heurtent et celui qui voit juste, comme Repington, n'ose vouloir hardiment. Il faudrait des faits évidents, une victoire éclatante pour exorciser ce découragement.

Joffre revient à la charge : après avoir félicité Douglas Haig, il lui demande la continuation immédiate de la bataille « avec toute l'intensité possible ». Il est nécessaire d'atteindre, dans le plus bref délai, la ligne Achiet-

(1) *Guerre mondiale*, p. 355.



RUINES DE BOUCHAVESNES

le-Grand, Bapaume, Bertincourt. Évidemment, des horizons nouveaux s'ouvriraient par la prise de possession de la route de Paris à Lille : on commence à préparer le terrain d'une manœuvre éventuelle vers Lille, Valenciennes, Maubeuge. Quelles belles heures si l'on bousculait l'ennemi jusque-là, et qui justifieraient tout !

L'OFFENSIVE FRANCO-BRITANNIQUE SUR LA ROUTE DE PARIS-LILLE

Ces larges percées stratégiques entrevues pour la campagne d'hiver des alliés sur la Somme (vues autorisées par ce que nous savons de l'état moral des grands chefs allemands à la conférence de Cambrai) sont confirmées par l'exposé officiel de Douglas Haig :

> Le plan d'opérations allié comprenait, écrit-il, si les choses tournaient bien, une avance sur la ligne générale Le Transloy, sud de Bapaume, bois Loupart. Les forces britanniques devaient alors *développer leur succès vers le nord et le nord-est,* tournant les défenses ennemies *au sud de la Scarpe* et menaçant les troupes allemandes de cette zone de capture et de destruction. *Ce plan semblait réalisable, nos succès de septembre paraissant en avoir mis l'exécution à notre portée.*

Nous avons déjà donné le sens général de la campagne de la Somme jusqu'à la date du 15 septembre (1). Par la prise de Bouchavesnes par le 7e corps, qu'une seule ligne retranchée séparait encore de la rase campagne, la route de Lille était en perspective, mais cela ne suffisait pas ; il fallait la dégager complètement. Il y a lieu de reprendre dans l'ensemble cette belle opération qui produit l'effet d'un double coup de massue sur le front allemand : c'est Combles et Thiepval.

La bataille de Combles fut l'œuvre de la 6e armée secondée par les forces britanniques. La préparation avait été poursuivie avec ténacité pendant les jours précédents par une approche en tenaille des deux armées, sur le bourg de Combles formant un réduit ou une poche puissamment fortifiée dans le fond de la vallée. Il fallait la conviction où étaient les Allemands que le moindre point d'appui protégeant la grande route nº 37 devait être défendu à tout prix, pour qu'ils se décidassent à tenir dans ce *trou* qui n'était qu'un vrai nid à obus, les troupes alliées s'étant déjà emparées des crêtes environnantes. Cependant Combles résistait. Il fallait en avoir raison. On débarrassa les abords : les Anglais s'avancent avec leurs tanks, qui font leur première apparition, et ils enlèvent Martinpuich et Flers (15 septembre). La 6e armée opère par le sud ; le 1er corps enlève, le 14, la ferme Le Priez qui est comme la gâche du verrou qui va fermer la porte sur la garnison de Combles.

(1) Voy. ci-dessus, t. XIV, p. 210.

Des relèves importantes se produisent dans les rangs de la 6e armée : le 6e corps (Paulinier) remplace le 7e corps ; le 32e corps (Berthelot et plus tard Debeney) entre en ligne entre le 1er corps et le 5e. Le général Fayolle prend ses mesures pour une attaque concentrique qui débordera le réduit de Combles en le coupant de la route de Péronne à Bapaume. Dans cette vue, le 33e corps marche sur Feuillancourt, Mont-Saint-Quentin, les 5e et 6e corps sur la Tortille, le 32e corps sur Rancourt et le 1er corps sur Frégicourt.

D'autre part, au nord, les Anglais avancent sur Lesbœufs et Morval. Ainsi l'encerclement de Combles est parfaitement préparé. Le signal d'attaque est retardé jusqu'au 25 : une puissante préparation d'artillerie a rendu la position intenable à l'ennemi. Rancourt, Frégicourt sont dépassés ; à la fin de la journée du 25, le 1er corps (Guillaumat) monte une attaque sur le cimetière de Combles ; sa chute fermera définitivement le cercle sur la garnison prise au piège. Mais la nuit porte conseil et voile la retraite allemande de ses ombres : le lendemain, 26, Combles est évacué, et les Anglais s'avançant par le nord, les Français par le sud n'ont plus qu'à occuper des ruines. Immédiatement le front des troupes alliées est reporté en avant jusqu'aux approches de Sailly-Saillisel.

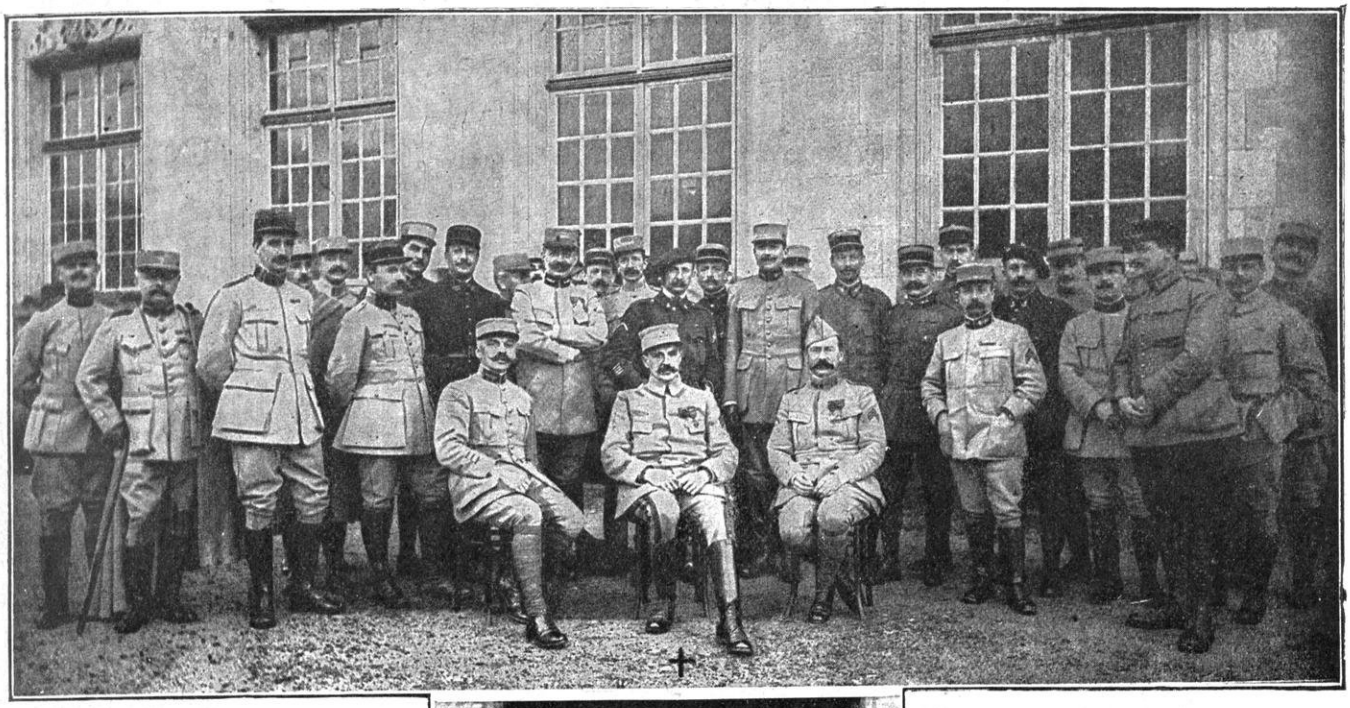
LIEUTENANT-GÉNÉRAL SIR J.-H.-G. BYNG
COMMANDANT LE CORPS CANADIEN

Sur Thiepval, l'opération des Britanniques a été tout aussi vigoureuse et tout aussi heureuse.

Le 26 à midi, avant que l'ennemi ait eu le temps de se remettre du coup qui lui était porté par la 4e armée, une attaque générale est dirigée sur Thiepval et la crête de Thiepval, ensemble puissamment fortifié et qui résistait depuis trois mois. Il s'agissait d'enlever la crête sur 3 000 mètres d'étendue, car l'emporter c'était faire tomber la défense allemande dans le saillant qui défendait toujours, au nord, la route d'Albert à Bapaume. Les deux divisions du corps canadien (général Byng) prennent le train et enlèvent tout le système de tranchées en avant de Thiepval. Puis c'est le tour du 2e corps (général Jacob) qui, après un assaut des plus rudes, s'empare de la « Zollern Redoubt ». A la gauche de l'attaque, les tanks entrent en ligne (1). Les Allemands se défendent avec une énergie farouche ; il faut les écraser dans leurs tranchées. Le 27, vers 8 h. 30, Thiepval était entièrement déblayé et occupé par les troupes britanniques. 10 000 prisonniers, 27 canons, 200 mitrailleuses, 40 mortiers de tranchée étaient le butin de cette belle opération. On constatait que les Anglais ménageaient mieux leurs forces et perdaient moins de monde. Au 30 septembre, ils avaient capturé, au cours de la bataille de la Somme, 28 000 prisonniers, 121 canons et 400 mitrailleuses. Joffre dicte, le 29 septembre, pour les armées françaises, l'ordre du jour suivant :

Le général en chef adresse l'expression de sa profonde satisfaction aux troupes qui combattent sans relâche sur la Somme depuis bientôt trois mois.

(1) Cette entrée en ligne, d'une importance si capitale pour la fin de la guerre, suscite dès lors les premières discussions : « Grande discussion au sujet des fameux tanks, écrit Repington, qui firent leur apparition vendredi dernier sur le terrain de la bataille. Winston Churchill assure que, bien qu'il eût dans l'esprit toutes les prédictions de H.-G. Wells à ce sujet, ces engins réalisaient vraiment un énorme progrès pour la guerre des tranchées » (p. 379).

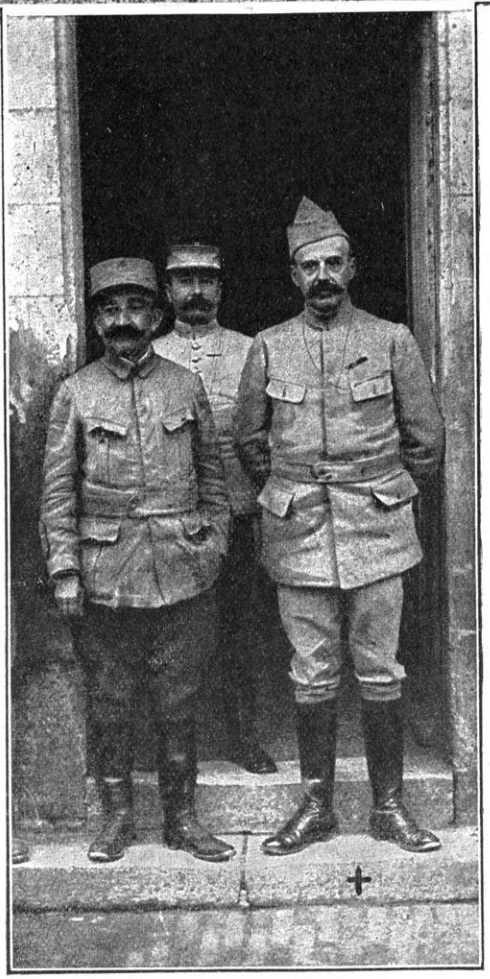


Par leur vaillance et leur persévérance, elles ont porté à l'ennemi des coups dont il a peine à se relever.

Verdun dégagé, 25 villages reconquis, plus de 35 000 prisonniers, 150 canons pris, les lignes successives ennemies enfoncées sur 10 kilomètres de profondeur, tels sont les résultats déjà obtenus.

En continuant la lutte avec la même volonté tenace, en redoublant d'ardeur en union avec nos valeureux alliés, les vaillantes armées de la Somme s'assureront une part glorieuse dans la victoire définitive.

Et von Kuhl, le confident de toutes les pensées de l'État-major allemand, donne l'exacte contre-partie de cette proclamation si mesurée, en nous révélant l'abattement qui était, à ce moment, celui du haut commandement.



LE GÉNÉRAL DEBENEY
ET SON ÉTAT-MAJOR

Nous étions au milieu de la bataille de la Somme. Je dis au général Ludendorff ma manière de voir qui était que, nous autres, comme soldats, nous avions le devoir de remporter la victoire, mais que je doutais que nous puissions parvenir à dicter la paix à nos ennemis. Nous devions donc rechercher toute occasion de conclure une paix acceptable. Et cet avis était exactement celui de Ludendorff lui-même (1).

Si, dans le camp des alliés, on eût eu connaissance d'un tel état des esprits dans le camp allemand, on eût mieux compris toute la valeur des conseils donnés avec tant d'insistance par Joffre. La situation était des plus favorables et telle que Douglas Haig la constate dans son rapport :

A l'exception des tranchées aux abords de Sailly-Saillisel et de sa position précaire sur la crête nord des hauteurs dominant Thiepval, l'ennemi avait maintenant été chassé de tout le mouvement de terrain qui s'étend entre la Tortille et l'Ancre.

La possession de la partie nord-ouest de la crête au nord de Mirpont donnait des vues sur la vallée de l'Ancre entre Miraumont et Hamel et les croupes et vallées tenues par l'ennemi sur la rive droite de la rivière. C'est pourquoi les Allemands firent des efforts désespérés pour se cramponner aux dernières tranchées qu'ils conservaient dans cette zone et, au cours des trois

(1) *L'Etat-Major durant la guerre mondiale*, p. 194.

semaines qui suivirent notre avance, poussèrent des contre-attaques répétées et très coûteuses dans le vain espoir de recouvrer le terrain perdu. Pendant cette période, nos gains aux abords de la « Stuff Redoubt » et de la « Schwaben Redoubt » furent graduellement augmentés et préparèrent les opérations futures. J'avais toute confiance que les troupes pourraient non seulement repousser les attaques de l'ennemi, mais le chasser entièrement de ses dernières positions de la crête...

L'armée anglaise étant ainsi couverte par le nord, le principal objectif restait toujours d'atteindre Bapaume en combinant la manœuvre décisive avec la 6e armée française. Voici le problème tel qu'il se posait devant le général en chef des forces britanniques :

Sur notre flanc Est, au contraire, il était important de gagner du terrain. En ce point, l'ennemi possédait encore un puissant système de tranchées couvrant les villages de Transloy et de Bouleaucourt, ainsi que la ville de Bapaume ; mais, bien qu'il travaillât avec une hâte fébrile, il n'avait pas encore été capable de construire de très sérieuses défenses en arrière de cette ligne. *La résistance des troupes opposées avait sérieusement faibli pendant nos dernières opérations, et il n'y avait pas de raison de supposer que l'effort nécessaire fût au-dessus de nos forces.*

LES OPÉRATIONS DE LA SOMME JUSQU'AU 1er NOVEMBRE

Nous sommes arrivés à la première quinzaine d'octobre. Que manque-t-il pour réaliser le succès décisif et débarrasser le pays de l'occupation ennemie? Ainsi que vient de le dire Douglas Haig, un effort nouveau sur un ennemi affaibli et dont on observe le découragement. Cette pensée est plus fortement encore, si possible, celle du grand commandement français. Il sent d'autant plus le besoin d'en finir au moment où il touche le but que, d'autre part, il est averti, de partout, que les « arrières » semblent lui échapper. A peine le grand succès de Combles-Thiepval est-il obtenu que le haut commandement est obligé de renouveler ses recommandations au sujet de l'état moral. Le 6 octobre, une instruction générale est envoyée aux armées, indiquant la nécessité de mettre les troupes au courant du but des opérations : une action constante est à exercer *au point de vue moral* par les officiers sur les soldats.

Et il faut tenir grand compte aussi de l'opinion publique anglaise et surtout de la pénurie des ressources en hommes quand on se prépare à demander à l'armée britannique le principal effort en direction du nord. Car, dans les documents anglais apparaissent aussi, à cette époque, les méfaits de ce que Repington appelle les *cliques pacifiques des ministères du Commerce et de l'Intérieur*. « En réalité, dit cet écrivain supérieurement renseigné, la machine gouvernementale travaillait, jusqu'au dernier de ses rouages, à appauvrir les rangs de l'armée et, lorsque tous ces gens se trouvaient acculés à de graves difficultés, ils jouaient aussitôt des *troubles ouvriers* ; ce spectre empêcha toujours lord Kitchener d'arriver aux mesures véritablement énergiques » (p. 406).

« Le général Geddes rend les tribunaux responsables de la nonchalance que mettent les recrues à s'enrôler, ainsi que de l'abus des exemptions. Il confirme l'existence de 1 600 000 individus *porteurs du brassard* » (p. 371). « Macready assure, qu'au point de vue des exemptions, nous nous trouvons encore par rapport aux Français dans la proportion de 7 à 1. »

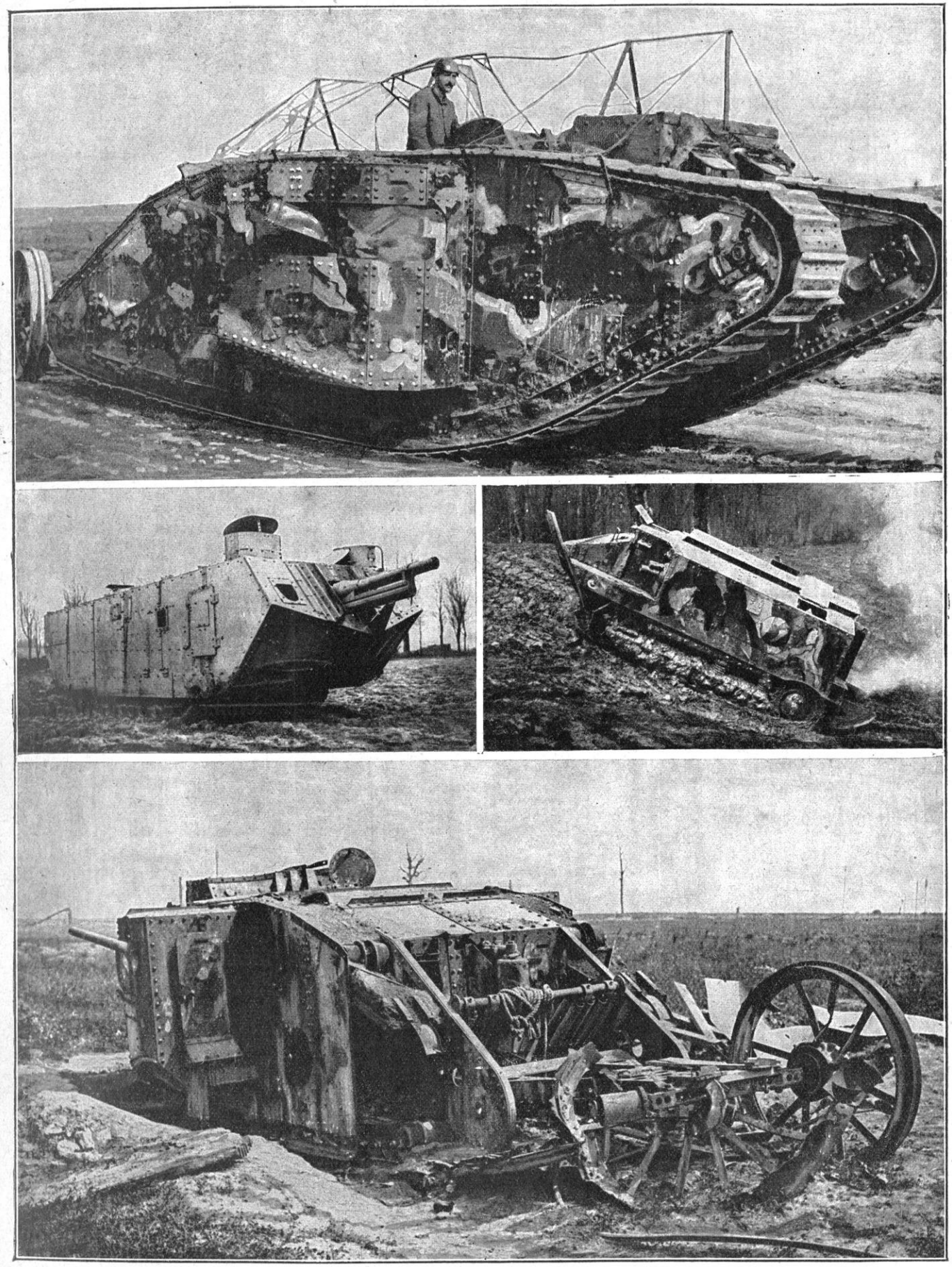
Or, voici comment se présentait, dans l'ensemble, cette question du recrutement anglais qui déciderait sans doute du sort de la guerre :

16 *octobre*. — Je viens de discuter de près la question du *Man Power*. Sur 7 200 000 civils en âge de servir avant le début de la guerre, il en restait au 1er janvier 1916, 4 300 000 disponibles, réduits depuis à 3 400 000 en gros, encore susceptibles d'être levés. Sur ce nombre, 1 500 000 ont reçu le brassard, 1 100 000 sont encore ajournés temporairement par les tribunaux ; 500 000 sont tenus de se présenter à une deuxième visite médicale, *et* 170 000 *hommes environ attendent d'être appelés*. Reste 130 000 *absents*. En somme, à moins que l'on apporte des modifications à cet état de choses, il ne nous reste *comme suprême ressource, que les* 170 000 *hommes dont il vient d'être question*. Du 1er juillet au 15 octobre, les pertes dans la Somme s'élèvent approximativement à *300 000 hommes* (1) ; nous avons en Angleterre 350 000

(1) La statistique relève les pertes suivantes, pour les quatre mois de *juillet, août, septembre, octobre* :

Pertes britanniques sur tous les fronts : 413 000 hommes tués, blessés, prisonniers, disparus.

Pertes françaises sur la Somme et à Verdun : 341 000 hommes dont, pour la *Somme* : 36 000 tués, 130 000 blessés, 28 000 prisonniers.



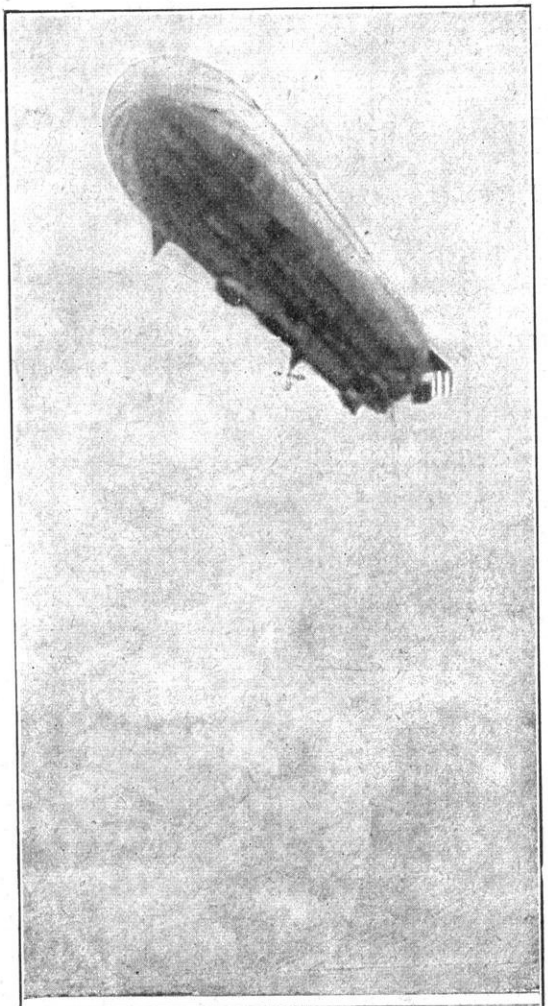
LES PREMIERS TANKS DANS LA SOMME

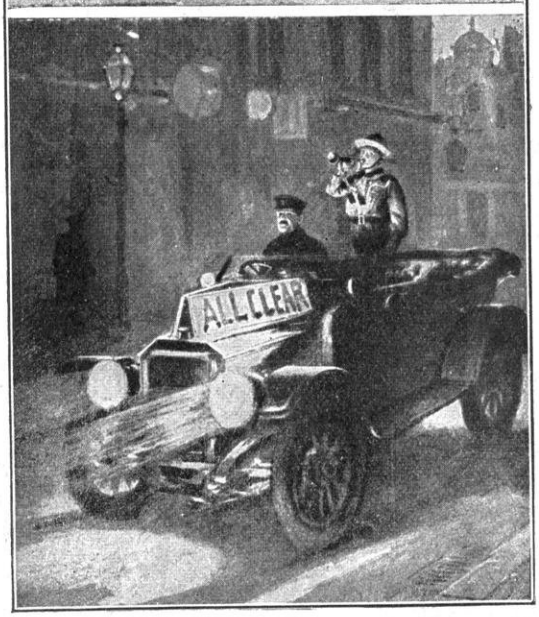
(EN HAUT) : TANK ANGLAIS CAMOUFLÉ. — (EN BAS) : TANK ANGLAIS DÉTRUIT A THIEPVAL. AU MILIEU) : TANKS FRANÇAIS : *(à gauche)*, MODÈLE SAINT-CHAMOND ; *(à droite)*, MODÈLE SCHNEIDER.

recrues à l'instruction, et il faut prévoir que d'ici au 31 décembre, il nous en faudra encore 350 000 et un million en tout pour maintenir les effectifs des unités existantes... Nous sommes donc à court de 350 000 hommes sur les chiffres garantis, par le Cabinet, au mois de février dernier. (p. 403).

Telles étaient les constatations des esprits les plus optimistes. Quoi d'étonnant si des caractères moins solides se demandent comment on en sortira. Ajoutez l'impression produite sur la population de Londres par la « visite » redoutable des Zeppelins. Plus tard, l'effet sera contraire et surexcitera le sentiment patriotique et l'ardeur belliqueuse. Mais, en ce moment, c'est plutôt une vague de dépression :

Winston et Balfour, écrit Repington, n'ont cessé de ressasser combien fut inutile la bataille de la Somme [et c'est au moment des efforts les plus énergiques et à l'heure où l'armée britannique cueille ses plus beaux lauriers : 25 septembre] ! Finalement, je leur demandais ce qu'ils eussent proposé, et ils demeurèrent cois ; pourtant Balfour reconnaît que nous nous trouvions obligés à quelque effort pour aider les Français à se tirer d'affaire. « Maintenant, ajouta-t-il, [que nous nous sommes montrés capables d'accomplir des sacrifices et que, d'autre part, Verdun est sauvé, *je ne crois pas que nous ayons besoin de continuer.* Du reste, toute décision incombe exclusivement aux militaires » (p. 383).





UN ZEPPELIN SUR LONDRES (EN BAS) : APRÈS L'ALERTE, LA BERLOQUE ANGLAISE

Quoi d'étonnant si un tel état d'esprit chez les membres mêmes du gouvernement, si l'état des choses que révèlent, dans la réalité, les chiffres donnés-ci-dessus au sujet du recrutement des hommes et des disponibilités pour combler les vides effrayants qui se sont produits dans les rangs, ont leur retentissement jusque sur les décisions du haut commandement britannique à l'heure précisément où l'armée anglaise doit prendre la tête et mener à bonne fin cette grande opération sur le nord vers laquelle se tournent tous les espoirs.

Ce mois d'octobre donne au général Joffre bien du souci. Pour ne parler que du front occidental, c'est le moment où Nivelle et Mangin préparent leurs grands mouvements offensifs sur Douaumont et Vaux ; il faut penser sans cesse à les alimenter en hommes, en munitions, en ressources de toute nature : un échec dans une tentative d'une telle importance prendrait figure de désastre : la France ne peut plus faire de sacrifices, elle est à bout de ses contingents ; à tout prix, il faut ménager la classe 1916 qui arrive sur le front. Sur la Somme, rien n'est possible sans le concours à fond de l'armée britannique ; or, si le front de Somme s'immobilise, quelle occasion manquée et quel découragement en présence de la stérilité de si longs et si sanglants efforts !

A tout prix, il faut donc une victoire qui en réalise le bénéfice stratégique. Le général Joffre se décide à exposer son plan pour

LLYOD GEORGE PASSE EN REVUE DES VOLONTAIRES DU LANCASHIRE

la bataille d'hiver, dès le milieu d'octobre ; et déjà il fait entrevoir les conséquences générales pour l'année 1917. L'ensemble du projet est exposé dans une série de lettres qui s'échelonnent du 15 octobre au 1er novembre 1916. Voici les principales données :

Lettre du 16 octobre au général Douglas Haig. — L'attitude défensive de l'ennemi ne présente plus dans la résistance le même caractère d'acharnement. Son organisation en profondeur ne nous permet d'obtenir, par des attaques locales, que des succès de peu d'importance. Il faut en revenir aux procédés du début de la bataille de la Somme : chaque attaque, exécutée *sur un front aussi étendu que possible,* doit viser à *conquérir tous les objectifs que le canon aura pu battre* et *être suivie d'une exploitation à fond.*

Cela voulait dire : avant tout, des forces ! Bien entendu, le général Foch (groupe des armées du Nord) recevait, le même jour, des instructions semblables, car la France était résolue à faire, au moins, ce qu'elle demandait à ses alliés.

Le 18, sur des observations présentées par le général Douglas Haig, on insistait avec des précisions nouvelles, et en indiquant les objectifs géographiques et la manœuvre d'ensemble :

Il y a nécessité que l'armée britannique exécute des actions offensives larges et profondes en direction d'*Achi t-le-Grand, Bapaume, Bertincourt, et de ne pas s'arrêter, au moment où la résistance de l'ennemi va en diminuant* et où la situation d'ensemble de l'Entente exige que nous développions les succès déjà acquis.

Achiet-le-Grand, Bapaume, Bertincourt : mais c'est l'éventail qui s'ouvre, c'est la direction du nord-est, c'est la route de Lille !

Suivons les synchronismes : le 24 octobre, c'est le jour de la grande attaque française sur la rive droite de la Meuse et de la reprise de Douaumont ; mais c'est le moment, par contre, où les Allemands entrent à Constantza. L'Allemagne battue sur le front principal, victo-

rieuse sur un des points accessoires, cherchant un moyen de déboucher vers la paix : c'est l'heure ou jamais d'assener le coup décisif.

Le 2 novembre, Mangin reprend le fort de Vaux : précisément, le général Joffre adresse au général Douglas Haig le 1er novembre la lettre qui contient ses prévisions définitives pour la campagne d'hiver sur la Somme :

Le principe est le suivant : l'offensive continuera en vue de poursuivre sans répit l'usure des armées allemandes et de ne pas leur laisser une minute pour respirer. La conduite des opérations pour la fin de 1916 et surtout pour la reprise de 1917, comportera : 1° la simultanéité des offensives ; 2° des fronts très étendus. La région d'offensive la plus favorable est entre Arras et l'Oise. Le plan sommaire des opérations comportera : 1° une offensive française entre Somme et Oise ; 2° simultanément une offensive britannique entre Somme et Vimy ; entre ces deux attaques qui formeront un V, le front le Transloy-Péronne reste initialement défensif. Chacune des deux offensives pourrait être exécutée sur un front de 30 à 40 kilomètres. La mise à exécution de ce plan entraînerait naturellement des modifications dans la disposition du front et une répartition nouvelle entre les armées française et britannique du front passif qui joint les deux zones d'attaque.

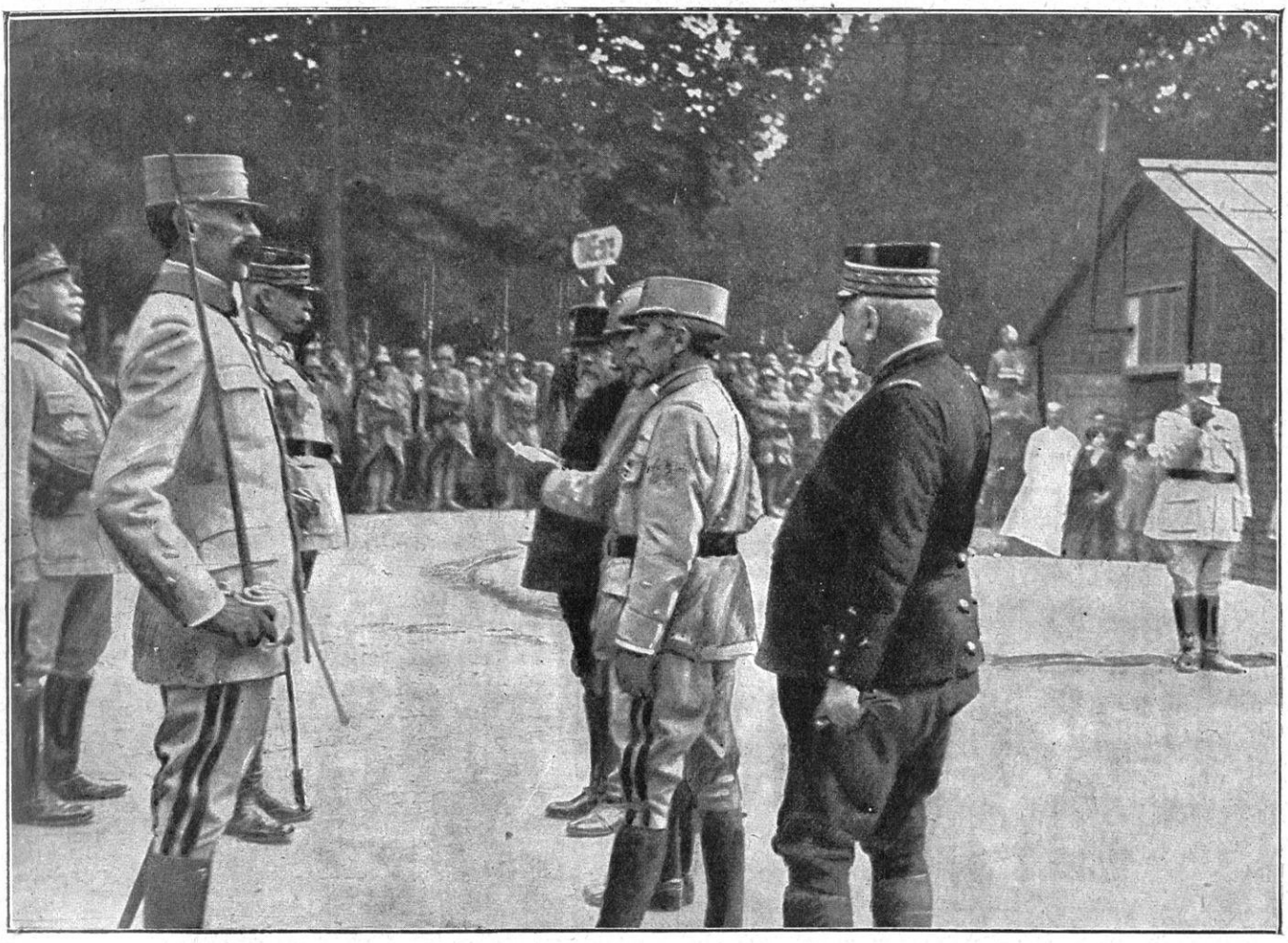
N'oublions pas que Vaux va succomber et que l'affaire de Verdun, en tant que défensive, est close : on peut disposer d'une partie des forces et des ressources qu'absorbaient la 2e armée et le groupe des armées du Centre. Pour bien affirmer ce caractère de puissant coup d'assommoir que doit être l'opération à très large envergure méditée pour le début de l'année 1917 par le général Joffre, il suffit d'ajouter immédiatement, qu'avec les forces et les ressources rendues libres à Verdun, non seulement on renforçait considérablement le front de la Somme, mais en plus on préparait en Haute-Alsace une offensive ayant pour but de *rompre* le front ennemi entre Cernay et la Suisse et d'atteindre, si possible, le Rhin ; on comptait agir sur ce point par surprise et effectuer, dans le minimum de temps et avec le minimum de moyens, une brèche rapidement exploitée. Les moyens à prévoir pour la campagne d'hiver étaient les suivants : libération de quatre armées (10e armée, 6e, 3e et 1re), ayant chacune, en principe, trois corps d'armée en ligne et formant le cadre permanent dans lequel viendraient successivement se placer les divisions d'infanterie appelées à la bataille. Le général Foch est chargé de mettre sur pied cette vaste entreprise qui donne déjà idée de celle qui mettra fin à la guerre. Pour les études et les préparatifs, il disposera des états-majors d'armée et de corps d'armée du groupe des armées du Nord.

Cette lettre importantissime, qui n'est que la suite logique des succès de Verdun et de la Somme et qui prépare, sur les données nouvelles résultant de ces succès, la face prochaine de la guerre, est du 8 novembre 1916. Nous reviendrons sur ce projet qui se résume en deux mouvements, suite naturelle des succès antérieurs : exploitation à fond de la bataille de la Somme pour agir en grandes forces *sur les communications* de l'ennemi ; exploitation à fond de la bataille de Verdun par une offensive dans l'Est destinée à peser à la fois sur l'Autriche qui fléchit et sur les États du centre de l'Allemagne, renouvelant ainsi la vraie campagne d'Allemagne, celle des Turenne et des Napoléon, celle qui fera connaître enfin à la population ennemie le fardeau de la guerre.

Or, à cette date, précisément, l'Allemagne demande la paix : Hindenburg et Ludendorff ont rédigé le mémoire destiné au président Wilson : la Russie tient encore et, comme l'a constaté von Kuhl dans son entretien avec Ludendorff, l'état des choses ne laisse aucune chance d'aboutir, par les armes, à une issue favorable.

On peut apprécier les résultats que la grande entreprise militaire menée dès les premières semaines de l'année 1917 eût obtenus si d'autres événements ne s'étaient mis à la traverse.

Ce qui importe d'observer, cependant, avant d'exposer la suite des événements qui s'opposèrent à leur mise à exécution, c'est que ces grands desseins stratégiques avaient été l'objet d'un accord complet entre les deux commandements alliés du front occidental. Le général



LE PRÉSIDENT POINCARÉ REMETTANT LA CRAVATE DE COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR AU GÉNÉRAL MICHELER, A MOREUIL (SOMME)

(AU PREMIER PLAN, LE GÉNÉRAL JOFFRE ET LE GÉNÉRAL ROQUES, MINISTRE DE LA GUERRE)

Douglas Haig constate, en effet, dans le *Recueil* de ses dépêches officielles, que le plan d'ensemble à poursuivre par les alliés au cours de l'année 1917 fut arrêté de commun accord — et nous reviendrons sur ce point capital — dans une conférence des représentants militaires des puissances alliées, tenue au Grand Quartier général, à Chantilly, en novembre 1916, alors que le général Joffre était encore commandant en chef des armées françaises.

Novembre, c'est donc bien la date décisive. Mais il faut en venir, maintenant, à l'exposé des circonstances qui arrêtent l'élan militaire au cours de ces mois de novembre et de décembre ; nous dirons ensuite comment, à l'heure où tout paraissait se préparer pour une prochaine victoire, tant et de si nobles espoirs entrevus n'aboutirent qu'à une nouvelle et anxieuse prolongation de la guerre.

FIN DE LA CAMPAGNE DE LA SOMME

Après le double succès de Combles et de Thiepval, alors qu'on avait en perspective la prompte délivrance de la route de Paris-Lille, du moins dans la région de Bapaume, personne ne pensait à un arrêt quelconque de l'offensive sur la Somme.

A l'armée britannique, quelques affaires secondaires consolidant la ligne Lesbœufs-Gueudecourt permettaient d'entourer Sailly-Saillisel et d'aborder bientôt les abords de la route : on n'avait plus, pour y atteindre, qu'à enlever le point fortifié du Transloy ; ce point

était donc l'objectif de l'armée britannique, tandis que l'armée française aurait à attaquer, plus au sud, Sailly-Saillisel.

Malheureusement, une circonstance à laquelle il était bien difficile de faire, dans les prévisions, une part aussi large qu'elle le fut dans la réalité, entrava soudain, pendant tout le mois d'octobre et les premiers jours de novembre, l'action de l'armée britannique : il faut laisser la parole à Douglas Haig lui-même :

Malheureusement, à ce moment, un très mauvais temps s'établit et dura, pour ainsi dire, sans répit pendant la fin d'octobre et le début de novembre. La mauvaise visibilité gêna sérieusement le travail de notre artillerie et la pluie continue transforma la plus grande partie des tranchées, hâtivement construites, dans lesquelles nous combattions, en profonds ruisseaux de boue. Les chemins coupés d'innombrables trous d'obus devinrent rapidement impraticables, faisant du ravitaillement en vivres, en matériel et en munitions un sérieux problème. Ces conditions augmentèrent à tel point les difficultés de l'attaque qu'on reconnut bientôt l'impossibilité d'exploiter la situation avec la rapidité nécessaire pour permettre de récolter tous les bénéfices des avantages que nous avions remportés... A mesure que la saison s'avançait, et comme le mauvais temps continuait, ajoute le général, *l'envergure de notre plan dut être constamment réduite...*

C'est à peine si l'on put, à la faveur d'une éclaircie, le 13 novembre, aborder l'entreprise couronnée de succès de Beaumont-Hamel, sur laquelle nous allons revenir.

Il est intéressant de constater, cependant, que, malgré ces difficultés imprévues, l'armée française ne renonça nullement à sa tâche et qu'elle répondit, par des succès importants, à l'appel de ses chefs.

Nous avons laissé la 6e armée (Fayolle) au moment où elle occupe l'importante position de Combles. Aussitôt (27 septembre), elle se met en marche sur Frégicourt pour atteindre la cote 140 qui commande Sailly-Saillisel. Le commandement anglais lui a cédé Morval, qui, de la cote 151, lui permet de dominer les fonds de la carrière et le boqueteau du Mouchoir ; mais des tranchées très solidement tenues font une bretelle de Morval au bois de Saint-Pierre-Vaast. Une première tentative sur Frégicourt échoue le 27 septembre ; elle est reprise le 29 par le 32e corps qui enlève la partie sud du système. Le 4 octobre, le 1er corps s'empare de la ligne qui empêche le débouché de Morval. Ainsi, grâce au concours de l'armée britannique, qui appuiera au nord, on pourra s'avancer en tenaille sur Sailly-Saillisel. L'attaque est fixée au 7, les Anglais débouchant sur le nord de Morval, le 1er corps français au centre, les 5e et 6e corps à droite, c'est-à-dire au sud. Mais la préparation d'artillerie n'a pas été suffisante ; les crêtes et le bois de Saint-Pierre-Vaast représentent un ensemble fortifié presque inexpugnable. Il faut recommencer la préparation d'artillerie, tandis que le 1er corps est relevé par le 9e corps.

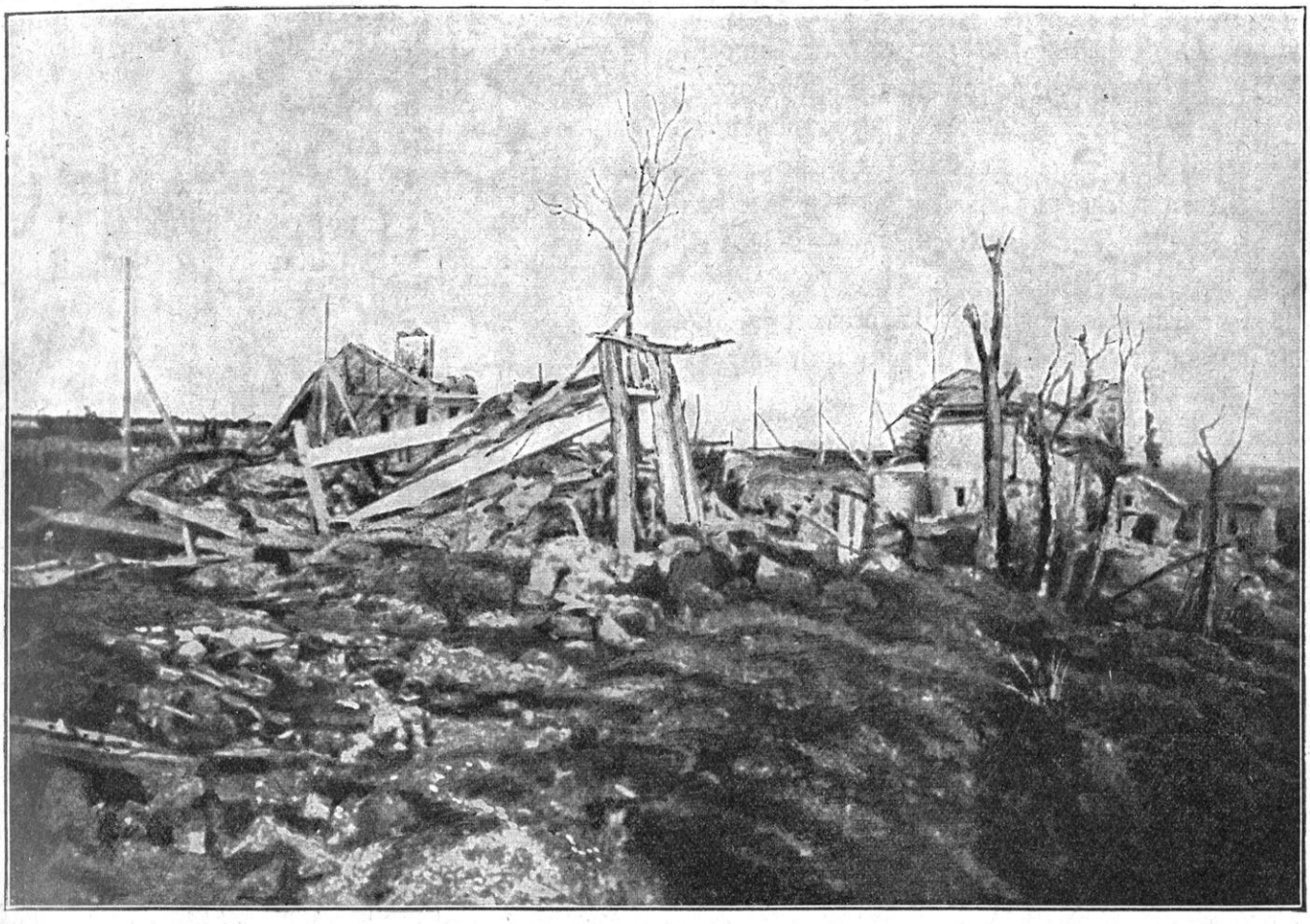
Le général Douglas Haig dit :

Le délai dans notre progression, tout inévitable qu'il fût, avait donné à l'ennemi le temps de se réorganiser et de rallier ses troupes. Sa résistance redevint obstinée et il saisit toutes les occasions favorables pour contre-attaquer.

Cependant, le commandant français entend avoir le dernier mot ; le général Douglas Haig l'appuie par le nord «toutes les fois qu'une légère amélioration dans le temps rendait possible la coopération de l'artillerie et de l'infanterie ».

Le 15, le 32e corps enlève la partie sud du village de Sailly ; le 9e corps, appuyé par les Anglais, s'approche du Transloy. Et enfin, le 18, les deux villages de Sailly et de Saillisel sont occupés ; nous sommes maîtres de la route, tandis que les Anglais tiennent les approches du Transloy.

On voudrait, selon les ordres reçus de l'armée, déboucher immédiatement vers Rocquigny et le Mesnil-en-Arrouaise pour produire un saillant, débordant Péronne au sud et Bapaume au nord; on s'assurerait ainsi, avant l'hiver, de la route, base essentielle de toute manœuvre ultérieure. Mais, cette fois, le mauvais temps est installé : pluies diluviennes, boues argileuses où le pied colle, les troupes



VESTIGES DE SAILLY-SAILLISEL RECONQUIS PAR LES TROUPES FRANÇAISES

n'en peuvent plus. Et les Allemands contre-attaquent avec vigueur. Hindenburg et Ludendorff, sentant la gravité de la partie qui se jouait, ont envoyé sur la Somme tout ce dont ils pouvaient disposer en hommes et en canons.

Tandis que ces événements se passent au nord de la Somme, au sud, le 33e corps, qui lutte dans Biaches, subit, le 29 octobre, l'effet d'une formidable préparation d'artillerie suivie d'une contre-attaque sur la Maisonnette qui est perdue. Il est vrai qu'une nouvelle offensive de la 10e armée réparera cet incident et au delà, le 5 novembre, en enlevant au sud de la Somme, Pressoire et Ablaincourt.

Mais les Allemands contre-attaquent sur Sailly, le 1er novembre. On se bat pour des tronçons de tranchées dans des conditions de plus en plus pénibles : si le 32e corps débouche dans le bois de Saint-Pierre-Vaast, il ne peut s'en emparer et s'arrête sur la lisière.

Les Anglais ne se sentent plus en mesure d'enlever le point fortifié du Transloy : renonçant à l'offensive sur la route, ils tournent leurs regards sur un autre secteur qui gêne singulièrement leur flanc nord, Beaumont-Hamel ; partout ailleurs, ils prennent leurs cantonnements d'hiver.

Tout s'oppose donc à l'exécution de cette pensée, si chère au cœur du général Joffre : l'occupation complète avant l'hiver de la route de Péronne à Bapaume (à l'exclusion peut-être de la position dominante du mont Saint-Quentin).

Le général Foch lui-même est obligé de se conformer aux circonstances et de constater, qu'en raison du mauvais temps, les opérations des armées alliées sont forcées de se ralentir et de se borner à une bonne consolidation de la pointe de Sailly-Saillisel. Le village entier est occupé et ses environs largement déblayés.

Tandis que l'armée française achevait la campagne de la Somme par ce succès qui, tout de même, est le gage du futur développement stratégique sur la route nº 37, puisqu'on y mettait le pied, l'armée britannique terminait la même campagne également sur un succès : elle enlevait, au nord de Thiepval, le redan de Beaumont-Hamel.

La première offensive anglaise avait échoué devant ce formidable ouvrage qui, sur la rive nord de l'Ancre, était le seul témoin resté debout du fameux saillant de Fricourt. Les Allemands avaient établi en ce point une sorte de quadrilatère fortifié à cheval sur les deux rives de l'Ancre et comprenant deux bastions sur la rive sud : Saint-Pierre-Divion et Grandcourt, et deux bastions sur la rive nord : Beaumont-Hamel et Beaucourt-sur-Ancre, avec une queue se prolongeant, par terre, jusqu'à Hébuterne.

Une éclaircie s'étant produite le 9 novembre, Douglas Haig, qui avait mûrement réfléchi à la nécessité de se rendre maître de la vallée de l'Ancre pour ses opérations ultérieures, faisait commencer la préparation d'artillerie. Le 11 novembre, elle redoublait de puissance ; un formidable tir de barrage couvrait le débouché de l'infanterie le 13 novembre à 5 h. 45. Le brouillard favorisait l'assaut. A 7 h. 20, Saint-Pierre-Divion était enlevé : 1 400 prisonniers étaient ramassés et toute la rive sud de la rivière succombait. Au nord de la rivière, le succès était plus disputé. Cependant, la 63e division (général Shute), assiégeait Beaumont où l'ennemi continuait à se défendre ; Beaucourt était entouré, mais la difficulté du terrain avait empêché l'attaque de se développer sur Serre. Elle est reprise le lendemain 14, dès la première heure. Beaumont-Hamel et Beaucourt tombent presque simultanément ; la gauche de l'armée britannique est ainsi complètement libérée. Le général Douglas Haig peut terminer, en ces termes, son rapport sur ce beau fait d'armes :

Nous avions pris, sur les deux rives, les positions commandant la vallée de l'Ancre au point où la rivière entrait dans les lignes ennemies et, sans beaucoup de sacrifices, nous avions infligé à l'ennemi des pertes que lui-même avouait considérables.

Ce beau fait d'armes, complétant celui de Sailly-Saillisel, était, à la fois, une heureuse conclusion de la campagne d'automne et un heureux augure pour la reprise de la bataille de la Somme en 1917.

CONSIDÉRATIONS SUR LA BATAILLE DE LA SOMME

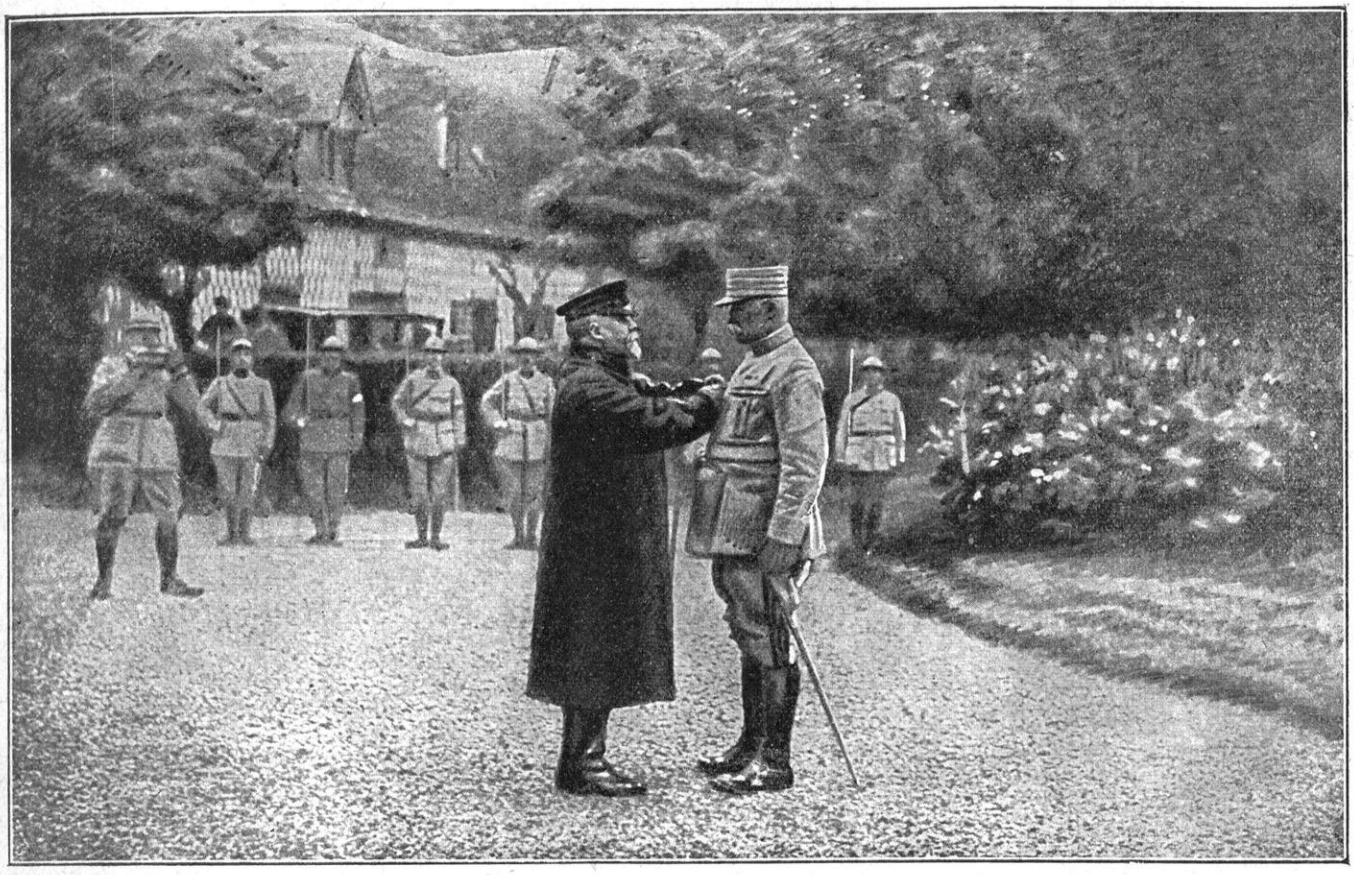
Au sujet de cette bataille qui, par le fait des événements, deviendra « la bataille interrompue », quelques considérations purement militaires se présentent à l'esprit. Douglas Haig les précise en ces termes mesurés :

Les trois objectifs principaux de notre offensive commencée en juillet avaient été atteints : *Verdun était dégagé ; le gros des forces allemandes avait été maintenu sur le front occidental ; la puissance ennemie avait été considérablement affaiblie...* Le nombre total des prisonniers faits par nous dans la bataille de la Somme entre le 1er juillet et le 18 novembre, dépasse 38 000, dont plus de 800 officiers ; nous avons pris 29 pièces lourdes, 96 canons et obusiers de campagne, 136 mortiers de tranchées et 514 mitrailleuses... Pendant l'évolution de notre offensive, les quatre cinquièmes des divisions allemandes du front occidental (1) furent jetées l'une après l'autre dans la bataille de la Somme, certaines deux fois, quelques-unes trois fois, et vers la fin de l'opération, quand le temps se mit contre nous, la capacité de résistance adverse avait sans aucun doute été très fortement diminuée.

Les résultats matériels, plus considérables encore, obtenus par les armées françaises, sont résumés dans la proclamation du général Joffre citée ci-dessus. Le moins que l'on puisse dire, c'est que, au point de vue tactique, la bataille de la Somme, malgré les lourds sacrifices qu'elle entraînait, en particulier, pour l'armée anglaise, était une suite discontinue de succès.

Au point de vue stratégique, l'opération, quoique toujours voilée comme d'une brume et noyée, en quelque sorte, dans les pluies

(1) En novembre, il y a, sur le front occidental, *130 divisions allemandes* sur un total de 209 divisions.



LE GÉNÉRAL FAYOLLE REÇOIT LA PLAQUE DE GRAND-OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

discontinues de cet automne implacable, était plus avantageuse encore. En deux mots, c'était Verdun délivré, *c'était l'initiative reprise par les armées alliées*, c'était le désarroi moral jeté dans le camp adverse. Deux faits matériels vont le prouver demain : le repli des armées allemandes abandonnant tout le saillant de Noyon et la demande de paix adressée au président Wilson.

Ainsi les prévisions du général Joffre, persévérant dans la bataille éminemment stratégique de la Somme, seront justifiées.

Mais le général était en droit de compter sur des résultats bien plus considérables encore : il pouvait espérer aborder dès février 1917 (c'est-à-dire à peine le temps de souffler et de se réorganiser) la grande bataille manœuvrière préparée sur tous les fronts à la fois qui, profitant du désarroi profond des armées allemandes et des alliés de l'Allemagne, devait mettre celle-ci sur les genoux. On peut entrevoir, dès maintenant, ce qu'eût été cette bataille si, le front russe tenant encore, *elle fût tombée, en quelque sorte, sur les derrières de l'armée allemande en train d'opérer le difficile repli.*

Février 1917, date pour laquelle Joffre avait déjà donné ses ordres et date pour laquelle Hindenburg avait déjà donné les siens en vue du repli. L'offensive se fût précipitée sur le désarroi. Quel coup de fortune !

Nous reviendrons sur l'ensemble de ces considérations : pour le moment, il vaut mieux considérer les faits qui achèvent la campagne de 1916 sur les deux champs de bataille où Joffre, malgré les attaques incessantes qui tâchent à l'ébranler sous Verdun, se consacre jusqu'au bout, avec son imperturbable sang-froid, à l'usure systématique des armées allemandes tant sur la Meuse que sur la Somme, en vue de la manœuvre décisive sur leurs lignes de communications.

FIN DE L'ANNÉE 1916 SUR LA SOMME ET A VERDUN

Sur la Somme, à partir du 8 novembre, les mesures prises sont surtout des dispositions préparatoires à la grande bataille d'hiver. C'est ainsi que sont envoyés au groupe des armées du Nord les généraux de plusieurs corps d'armée, 8e, 4e, 18e, sans parler de l'artillerie, « pour les mettre dans l'ambiance de la bataille ». C'est ainsi, qu'à la même date, la 3e armée (général Humbert) est introduite sur la partie passive du front de la 10e armée, en vue d'étudier et d'aménager un terrain d'attaque dans le cadre du projet établi, savoir deux armées ayant chacune trois corps en ligne. La 1re armée fera les mêmes études et aménagera un terrain jointif au précédent pour trois corps d'armée en ligne. Tout un mouvement de relève de corps d'armée suit ces dispositions générales. On étudie en même temps avec le général Douglas Haig une modification profonde dans la répartition des charges entre les armées françaises (fortes de 95 divisions) et les armées britanniques (fortes de 55 divisions) et il est convenu que celles-ci relèveront immédiatement (10 novembre) les 9e et 10e corps français qui seront employés ailleurs (1).

L'ensemble de ces préparations et de ces modifications est étudié dans la conférence interalliée de Chantilly (15 novembre). Il en résulte un accord complet sur le plan d'action pour 1917 : les armées de la coalition seront prêtes à entreprendre les offensives d'ensemble *dès la première* quinzaine de février avec tous les moyens dont elles disposeront.

Spécialement en ce qui concerne le front de la Somme, il est décidé, qu'à partir du 1er décembre, l'armée britannique occupera le front de la 6e armée jusqu'à Bouchavesnes.

Tout est donc en voie d'accomplissement sur des données fortement arrêtées à cette date de fin novembre. Les armées et les corps d'armée nécessaires au groupe d'armées du Nord pour la « manœuvre d'ensemble », projetée pour le 1er février, sont désignés. En attendant, au nord de la Somme, on se tient dans une attitude défensive tout en multipliant les opérations d'artillerie destinées à entretenir l'usure de l'ennemi.

Le groupe des armées du Centre (général Pétain) est averti qu'il participera à l'offensive par une opération de la 5e armée qui, en cas de succès dans le Nord, coopérera à l'exploitation, ou, en cas d'arrêt dans le Nord, cherchera la rupture du front ennemi. L'opération de la 5e armée devra être tenue prête à partir du 20 février.

Le général Joffre n'a que le temps de signer cette instruction suprême qui achève le plan d'ensemble si soigneusement élaboré, et déjà mis en voie d'exécution. Ayant tout ordonné, les relèves, les munitions, les artilleries nouvelles et, en particulier, cette arme d'offensive formidable, les tanks (2), le général Joffre n'a plus qu'à surveiller le front ennemi pour déclencher l'attaque à l'heure opportune; mais c'est alors qu'il est lui-même appelé à Paris.

Avant de dire ce qu'il en advint, il est nécessaire, pour avoir un historique complet des deux batailles conjuguées, Verdun-la Somme, d'exposer encore ce qui s'était fait à Verdun depuis la prise du fort de Vaux, à la date du 2 novembre.

VERDUN DÉGAGÉ 15 DÉCEMBRE 1916

A Verdun, le mois de décembre 1916 devait se clore sur un succès couronnant logiquement l'année la plus dure peut-être, mais la plus féconde de la guerre, en attendant celle de la victoire, et ce fut la rupture complète, par le groupe du général Mangin, de la circonvallation que l'offensive allemande, commencée en février, avait portée autour de la ville assiégée jusqu'à Vacherauville-Bras.

(1) Le *roulement total* des divisions françaises, de février à novembre 1916, avait été *formidable* : à Verdun, 84 divisions.; sur la Somme, 81 divisions, soit un ensemble de *165 relèves* pour 95 divisions (J. Revol, *L'effort militaire des Alliés*, p. 52).

(2) Lettre au ministre, datée du 4 décembre : « La réunion des unités de chars d'assaut, dès leur constitution, se fait au camp de Champlieu. Il est indispensable que tout le monde garde à leur sujet la discrétion la plus absolue. »

LE GÉNÉRAL MANGIN EST FAIT GRAND-OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Nous avons dit comment le premier objectif de l'ennemi avait été précisément cette bretelle Vacherauville-Charny-Bras, tendue sur les deux rives de la Meuse, et comment il l'avait surprise le 25 février, c'est-à-dire le jour même de la prise de Douaumont. Une fois les forts de Douaumont et de Vaux rentrés en notre possession, Verdun ne pouvait être considérée comme délivrée que si l'on reportait la ligne d'investissement jusqu'au delà de la côte du Poivre qui abritait fortement le coude formé par la rivière entre Charny et Vacherauville.

Depuis la reprise des deux forts, un labeur acharné s'était efforcé de dégager les abords de cette crête extérieure. Surtout, on s'était entraîné pour livrer l'assaut qui devait la délivrer elle-même.

A partir du 3 novembre, le général Mangin avait attiré l'attention du haut commandement sur une opération tendant à enlever la crête d'Hardaumont, de façon à boucher à peu près toutes les vues de l'ennemi sur le secteur de la rive droite. Le général Nivelle avait approuvé ce projet et même il avait été entendu, de commun accord, que le mieux était d'envisager, comme en octobre, une opération d'ensemble comprenant à la fois la crête d'Hardaumont et la côte du Poivre. Le projet étant ainsi arrêté, toutes les mesures pouvant permettre d'obtenir un succès à fond, tout en ménageant le sang du soldat, avaient été prises avec l'appui du haut commandement.

L'opération demandait l'emploi d'une artillerie formidable et de 6 divisions d'infanterie, 4 en première ligne et 2 en réserve. La situation générale et les positions de l'ennemi sur la rive gauche de la Meuse limitaient d'avance le succès : mais on le savait et on s'en tenait à la

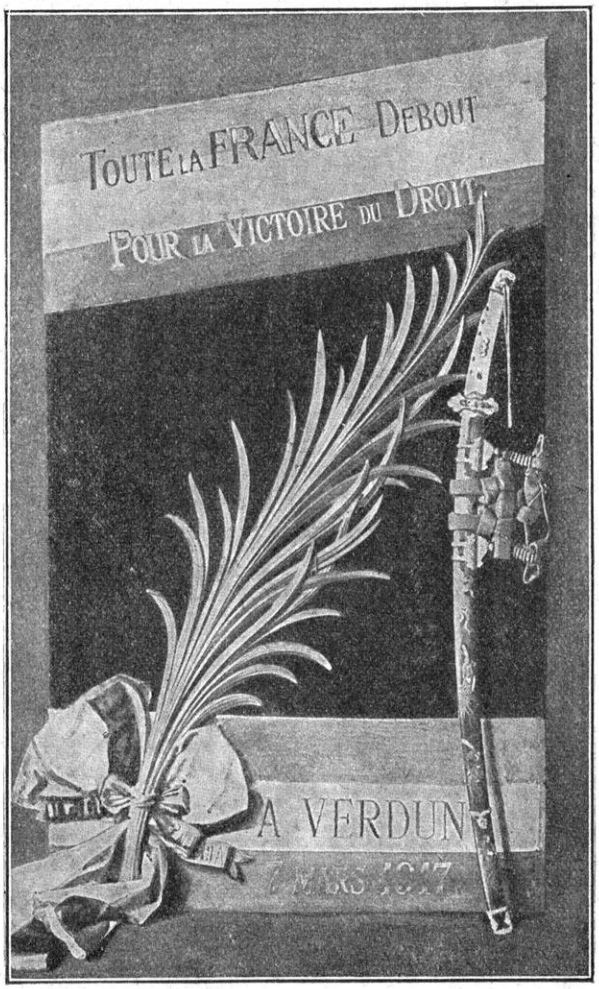
conquête des observatoires absolument indispensables.

L'ordre d'opérations définitif du groupement D. E. est daté du 2 décembre 1916. « Le groupement D. E. a pour mission de prendre l'offensive sur la rive droite de la Meuse pour enlever à l'ennemi ses observatoires de la côte du Poivre, cote 342, cote 378, croupe d'Hardaumont, et de dégager largement les abords du fort de Douaumont. »

La préparation d'artillerie, poursuivie jusqu'au jour de l'attaque, fut admirable et réduisit au silence un tiers au moins des batteries ennemies. Elle poursuivit son tir d'écrasement avec une telle régularité qu'elle n'eut pas à l'arrêter ni à le transformer en tir de barrage quand l'heure sonna pour l'attaque d'infanterie : il y eut donc, de ce chef, surprise complète de l'ennemi.

La préparation du terrain sur lequel allait se développer l'assaut avait été elle-même une affaire considérable :

Il fallait pousser l'artillerie, creuser des pistes, combler le sol percé de trous d'obus, refaire les routes et les moyens d'accès. Travail obscur et gigantesque qui était toutefois la condition du succès. Sans ce labeur préliminaire, toute attaque au départ était vouée à l'échec et faisait naufrage dans la boue. Dans les parties les plus mauvaises du terrain, on renonça aux boyaux de communication enterrés et on se résolut à circuler sur des pistes en bois. En cinq semaines, on rendait ce chaos praticable, on y jetait 25 kilomètres de routes, 10 kilomètres de Decauville. On créait des dépôts ; on aménageait des sources, des puits, des conduites d'eau.



GLAIVE D'HONNEUR OFFERT A VERDUN PAR L'EMPEREUR DU JAPON

Le front de bataille adverse, mesurant une dizaine de kilomètres, était tenu, de Vacherauville à Bezonvaux, par 5 divisions allemandes : une dizaine de mille hommes en première ligne, autant en soutien immédiat, autant dans les cantonnements proches du front, sans parler de 4 divisions plus à l'arrière, mais pouvant intervenir dans l'espace d'une nuit (1).

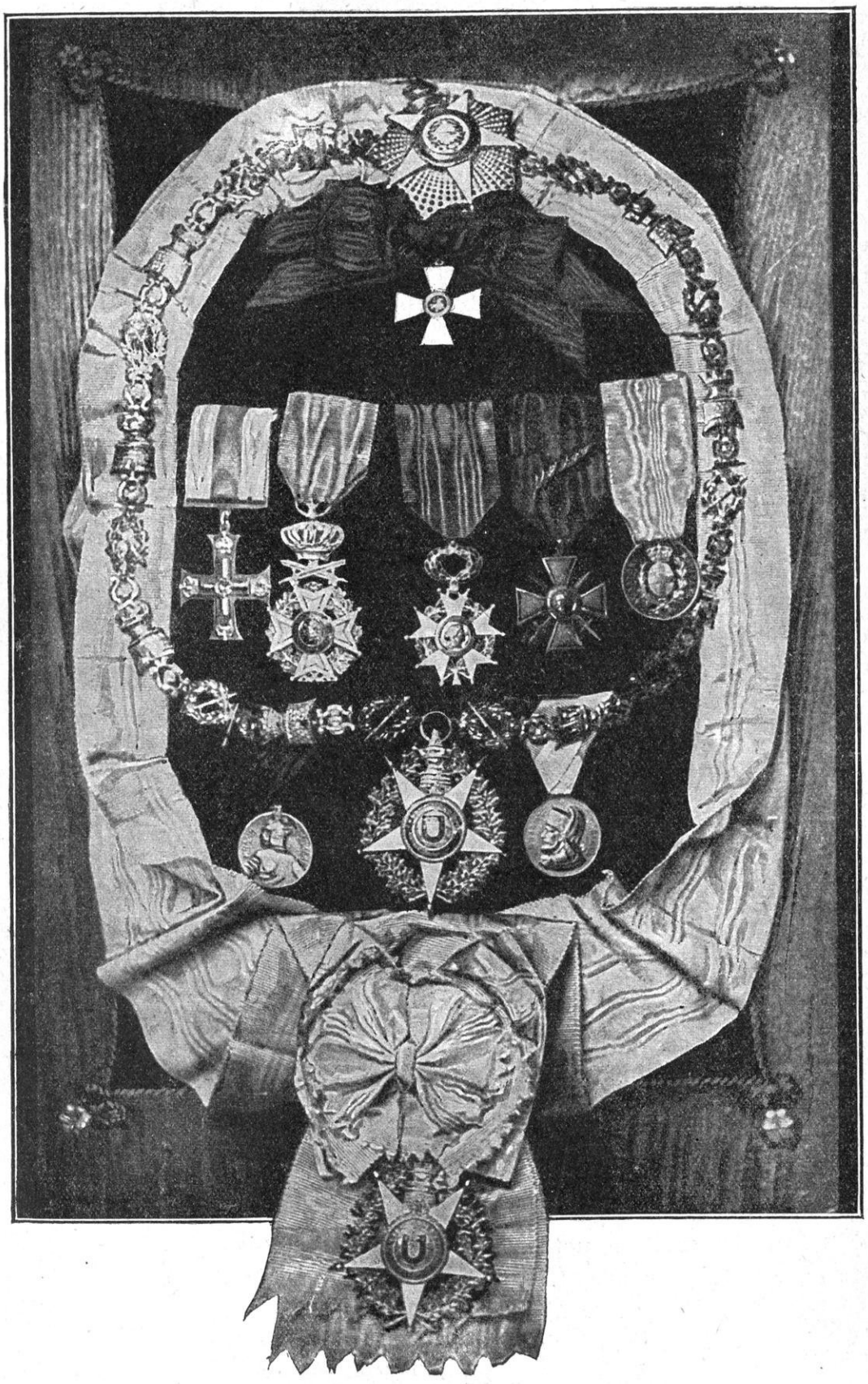
L'attaque fut fixée définitivement au 15 décembre.

Le 15 décembre, à 10 heures précises, sans qu'aucun signe, aucun changement dans la cadence du tir ait donné l'éveil à l'ennemi, d'un seul mouvement les bataillons d'attaque, précédés d'un rideau d'éclatements sortent de la tranchée.

La 126e opère sur Vacherauville et cote 342.

A gauche, la 251e brigade (Woillemont) a pour objectifs Vacherauville et la côte du Poivre. Son attaque est impétueuse et rapide. A 10 h. 7, nos observateurs signalent les troupes sur les crêtes. Le bataillon Morat a pour objectif Vacherauville. Le village est solidement fortifié. On décide d'enlever la position « à la course » : par le talus du canal, par la chaussée, par le remblai du chemin de fer, trois colonnes

(1) Voici les unités allemandes de la Ve armée qui prirent part à la bataille de Louvemont-Bezonvaux les 15 et 16 décembre : VIIe corps de réserve, XIVe corps, XVIIIe corps de réserve, 4e, 5e et 10e divisions, 13e division de réserve, 14e division, 14e et 21e divisions de réserve, 30e et 39e divisions, 39e division de réserve bavaroise.



A LA GLOIRE DE VERDUN

LA LÉGION D'HONNEUR, LA CROIX DE GUERRE FRANÇAISE ET LES ORDRES ÉTRANGERS

s'élancent, accompagnées par une batterie d'autos-canons. Le village est emporté : des officiers allemands sont pris au saut du lit. Au centre, un réduit fortement aménagé arrête le 55e (colonel Vignal) et va créer un saillant ennemi dans nos lignes portées en avant.

A droite, la brigade Steinmetz (252e) enlève également au pas de course tous ses objectifs et, en particulier, la cote 342. Sur toute la ligne, le succès dépasse les prévisions. A 17 heures, on entreprend de résorber la poche. On monte l'opération avec soin; mais la nuit tombe, et le résultat ne sera obtenu qu'à l'aube du lendemain.

L'attaque de la 38e division a entièrement réussi · l'objectif ici était Louvemont ; c'est le bataillon Nicolaï qui attaque de front un camp caverne où l'ennemi s'est retranché ; le camp est enlevé par le bataillon Nicolaï avec le concours du bataillon Modat (Maroc) ; malheureusement le commandant Nicolaï, le vainqueur de Douaumont, tombe frappé d'une balle au front, sur le seuil du camp. A droite, le régiment mixte enlève le ravin du Pré et fait 1 000 prisonniers.

La 76e brigade s'empare, par vagues successives, de la cote 378. Mais l'ennemi s'est ressaisi en fin de journée. Les reconnaissances envoyées à la découverte reviennent le soir péniblement, homme par homme. Un bombardement intense et un feu de mousqueterie indiquent que l'ennemi ne considère pas la partie comme perdue. Cependant, aucune contre-attaque ne se produit, et si nos éléments qui se sont emparés de la ferme des Chambrettes doivent l'abandonner, c'est uniquement parce qu'un tir trop court de notre artillerie ne permet pas d'y rester.

La journée du 16 est marquée par une vive réaction de l'artillerie ennemie, notamment sur la région du fort de Douaumont. Cependant les colonnes d'attaque se portent sur les objectifs assignés pour cette journée : c'est le ravin du Helly où le 2e tirailleurs engage un combat acharné contre le 6e grenadiers ; mais l'ennemi cède et la cote 347 est enlevée. La croupe du Moyemont est prise par le 3e tirailleurs, seulement à 13 h. 30. En fin de journée, une grande partie du deuxième objectif (tranchée du Chaume), est emportée ; cependant, les troupes sont arrêtées devant les tranchées de Weimar et des Deux-Ponts. Il faut engager les réserves.

C'est la journée la plus dure. Vers midi seulement une brillante progression du détachement Mondielli permet la reprise générale du mouvement en avant. Le 3e tirailleurs s'empare de la tranchée Weimar et enlève le bois des Caurières, ce qui va décider du succès de l'opération.

La 133e division occupe le village de Bezonvaux. Tous les objectifs prévus pour la journée sont atteints.

La journée du 17 décembre est marquée d'abord par une activité considérable des deux artilleries. Mais l'ennemi ne tente plus aucune opération d'infanterie et se reconnaît battu sur toute la ligne.

Il ne restait plus qu'à reconquérir la position des Chambrettes que l'ennemi avait réoccupée : de là, il avait encore un *regard* sur le fort de Douaumont. C'est l'affaire de la 38e division qui met ainsi le sceau au succès de ces trois belles journées.

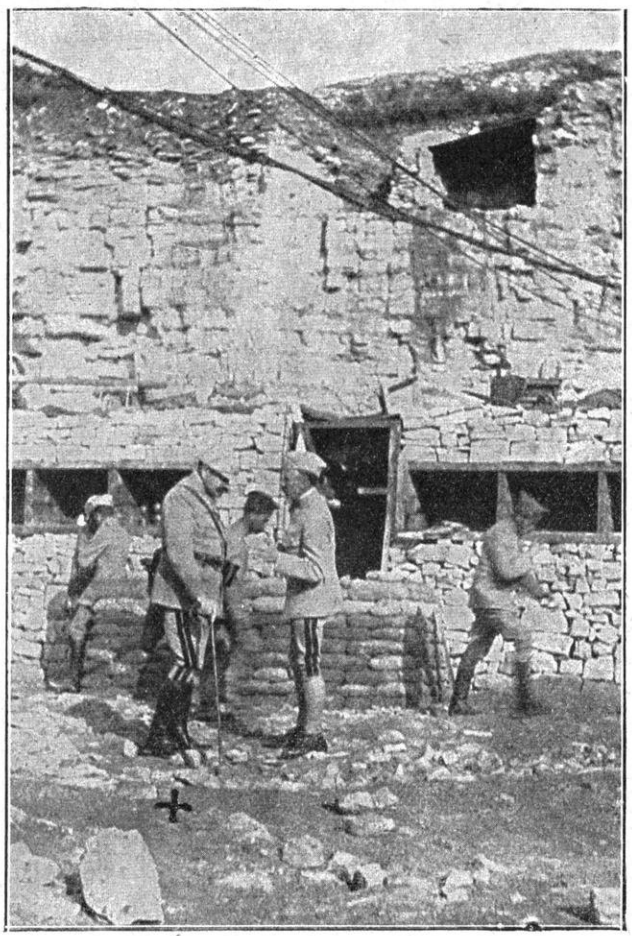
Avec des alternatives diverses, inévitables sur un champ de bataille aussi vaste et aussi complexe, les objectifs, y compris la ferme des Chambrettes, étaient enlevés le 17.

Des divisions d'attaque, deux, déjà illustres, avaient pris part au premier assaut. C'était, d'abord, la division Passaga, surnommée « la Gauloise », avec ses régiments de ligne et ses bataillons de chasseurs qui portaient, pour noms de baptême, ceux qu'ils avaient ramassés dans le sang des batailles : Nouvron, Schonholtz, Bois-Volant, Seppois, Navarin, Védegrange ; la division Guyot de Salins, formée de zouaves, de coloniaux et de tirailleurs algériens et qui avait, dans son blason, le nom de Douaumont ; auprès d'elle, la division du général Garnier Duplessis qui avait déjà subi les ruées de février et d'avril ; enfin la division du général Muteau, à ses débuts comme troupe de choc, mais qui allait se classer, par son magnifique succès, comme une de nos meilleures divisions d'attaque.

Le moral des troupes allemandes était cer-

tainement inférieur à celui des troupes françaises : on leur avait dit que tout était fini à Verdun et que c'était un secteur de relève et de tout repos ; l'empereur Guillaume venait, dans son ordre du jour du 12 décembre, d'annoncer que l'Allemagne faisait des propositions de paix. Le soldat concluait qu'il n'avait plus à se battre. Et voici cet ouragan de fer et cette avalanche d'hommes qui tombaient sur lui !

Outre l'occupation des objectifs qui mettait définitivement un terme à l'offensive sur Verdun, les journées des 15 et 17 décembre eurent une portée presque symbolique. Les pertes allemandes, en ces trois jours, peuvent s'évaluer à 25 000 hommes, avec 11387 prisonniers dont 284 officiers. A la lettre, les prisonniers affluaient de telle façon qu'on ne savait qu'en faire. On en a vu qui vaguaient errants entre les deux armées. Toutes les unités en ligne ou en réserve, soit 29 bataillons, furent ou prises ou détruites. Le bilan comprend, en outre, *115 canons pris ou détruits*, sans parler des mortiers de tranchée, mitrailleuses, etc.



LE GÉNÉRAL AIMÉ (+), TUÉ A VERDUN

(Photo prise le 6 septembre, dix minutes avant sa mort, à l'endroit même où il est tombé).

Nous terminerons cet exposé trop court pour une si belle victoire, par ces lignes du rapport officiel :

« L'Allemagne a sacrifié 700000 hommes à l'ambition présomptueuse d'anéantir la France devant Verdun. Elle a engagé toutes ses forces, ses meilleures troupes pendant dix mois en assauts furieux contre la forteresse inviolable.

« Elle a engagé division sur division, corps d'armée sur corps d'armée, pour gagner *en cinq mois*, quelques mètres de terrain sur le chemin de la ville. Et ce terrain acheté si cher, elle l'a perdu brusquement *en deux jours*. Au bout de dix mois d'efforts surhumains, notre ennemi n'est pas plus avancé qu'il ne l'était au premier jour : voilà le fait. Le chapitre de Verdun se termine à notre avantage. »

Que l'on revienne par la pensée sur les péripéties de la lutte, sur les cruels échecs du début, sur cette irruption subite qui porte d'un seul coup les avant-gardes allemandes jusqu'aux boulevards de la ville assiégée ; que l'on revoie cette nuit de neige et de tempête où Castelnau arrive, où Pétain le suit, et que l'on assiste au soudain revirement de la fortune. La vigueur des chefs, l'endurance incomparable du soldat, la résolution farouche prise par tous de vaincre ou de périr, décident du sort de cette lutte décisive. La fortune aide aux courageux. Le « soldat de Verdun» devient un type pour le pays et pour l'univers tout entier. Il le sent. Se nourrissant de sa propre énergie, il tient. L'esprit offensif, prescrit par les chefs, se substitue peu à peu à l'énergie défensive. Voici Nivelle, voici Mangin. Il faut de nouveaux sacrifices : le soldat ne s'y refuse pas. Il sort de sa tranchée, il attaque, il refoule l'ennemi, il brise le cercle. Citons encore le texte officiel si sobre et si magnifique :

« *L'épilogue de l'immense bataille est une victoire française.* »

GÉNÉRAL BROUSSILOFF

CHAPITRE LXVI

LES FRONTS EXTÉRIEURS EN 1916

Le front russe. — Épuisement de la Russie. — L'empereur Nicolas commandant en chef. Le général Alexeieff. — L'offensive de Broussiloff. — La Roumanie entre en guerre. — Campagne de Roumanie. Le front de Salonique. — Les affaires de Grèce. — Le front italien. — Le front de mer : bataille du Jutland ; le blocus et la guerre sous-marine.

Nous avons comparé le groupe central de l'Europe, l'Allemagne et l'Autriche son alliée, à une place assiégée. En l'année 1916, la place, se sentant étroitement bloquée, mais ayant, tout de même, pris de l'air à l'Est par les campagnes de 1915 contre la Russie et la Serbie, juge le moment venu de tenter une sortie décisive : c'est l'offensive sur Verdun. En même temps, une partie de la garnison essaye de déboucher sur un front secondaire, c'est l'attaque de l'Autriche-Hongrie contre l'Italie. Ni l'une ni l'autre de ces entreprises ne réussit. Mais une occasion s'offre de trouver un autre débouché : la Roumanie s'est engagée dans la lutte. On se tourne contre elle, comme on l'a fait contre la Serbie, et on l'accable. On tente, en même temps, par la Grèce, par la Syrie, par l'Égypte, de pénétrer jusque sur les côtes de la Méditerranée, en un mot, de tous côtés on s'efforce de briser le cercle. La guerre sous-marine est déchaînée dans le même but et pour rompre le blocus par mer : l'affaire du Jutland a encore le même sens et la même portée. Finalement, aucune de ces tentatives désespérées n'obtiendra le résultat si ardemment désiré. La bête s'épuise. L'échec de l'offensive sur Verdun, la victoire de la Somme obtenus par la persévérance des alliés, ont resserré le nœud qui l'étrangle. La magnifique offensive de Broussiloff paraît, un moment, comme une reviviscence de la Russie.

La place assiégée en sera réduite à capituler bientôt, si elle ne parvient pas à désunir ou à désagréger les assiégeants. Telle est la stratégie que se proposent Hindenburg et Ludendorff, les nouveaux chefs militaires allemands. Nous l'avons définie : la politique de Cambrai. Sous le coup de ces événements, par suite de ce nouveau système, l'année 1916 se terminera sur les premières propositions de paix de l'Allemagne et de l'Autriche.

Faisons donc le tour du vaste front extérieur, de façon à nous rendre compte des faits dont nous venons de dégager d'avance la conclusion.

LA RUSSIE EN 1916 Rien que par cet examen général, il saute aux yeux que le drame de cette année 1916, c'est le drame russe. C'est lui qui va bientôt créer une péripétie à laquelle les événements militaires ne condui-

saient pas en eux-mêmes : et il ne s'agit pas seulement de la chute de la dynastie des Romanof : il s'agit de l'issue tragique qui va accabler un grand peuple tout entier. La défaite de la Russie est une des leçons les plus hautes de l'histoire. Elle prouve que ce sont les nations les moins maîtresses d'elles-mêmes qui succombent dans la lutte pour la vie. Que cet enseignement ne soit pas perdu ! La guerre apparaît comme la mesure de la force des peuples. Qui s'y laisse entraîner ou s'y trouve contraint est obligé de se donner tout, s'il présente une tare ou une infériorité grave, ou une simple faiblesse, — fût-elle économique, — il succombe. Le courage même ne suffit pas. La Russie est battue plus par ses insuffisances et défaillances que par la force et le savoir-faire de ses ennemis : elle périt dans ses victoires mêmes. Une observation de l'ambassadeur Paléologue résume tout : « Souvent, lorsque je réfléchis à tout ce qu'il y a d'arriéré, d'archaïque, de primitif et de suranné dans les institutions politiques et sociales de la Russie, je me dis : « Voilà pourtant où en serait l'Europe, si nous n'avions eu ni la Renaissance, ni la Réforme, ni la Révolution française (1). »

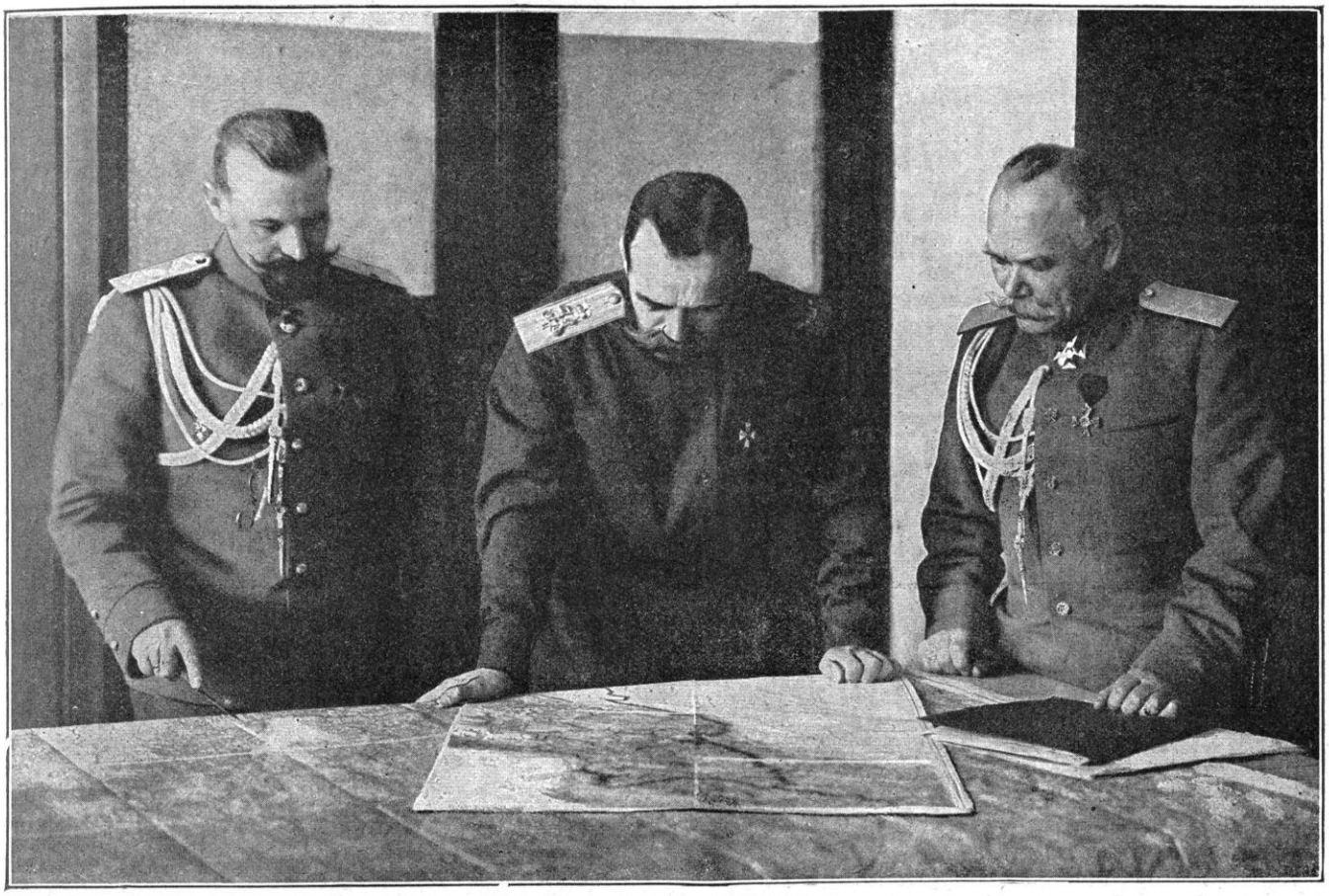
GÉNÉRAL ALEXEIEFF
CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

L'HIVER DE 1915-1916 SUR LE FRONT RUSSE

Nous avons laissé l'histoire de la guerre sur le front russe au moment où, après la série des terribles défaites de l'année 1915, le tsar écarte le grand-duc Nicolas Nicolaïevich, envoie celui-ci au Caucase et assume pour lui-même, le commandement en chef avec, comme chef d'État-major général, le général Alexeieff. Ce général est un homme sage, sérieux, appliqué, de caractère ferme et pourtant accommodant. Il ferait un excellent commandant en chef s'il se sentait tout à fait libre et s'il n'avait pas affaire à une armée déjà épuisée, à un pays affolé par de terribles désastres et où germent des semences intérieures de révolution et d'anarchie.

Quelques semaines avant la décision de l'Empereur, le général ministre de la Guerre Soukhomlinow, accusé de concussion et même de trahison, avait été contraint de donner sa démission ; il avait été remplacé par le général Polivanow, libéral et bon administrateur ; la Douma avait été rappelée ; on put croire à un réveil national et à une sorte d'« union sacrée» autour de la dynastie ; l'Empereur lui-même a fait un pas vers un régime moins rigoureuse-

(1) *La Russie des Tsars pendant la Grande Guerre*, t. II, p. 161, Plon, in-8°. — J'ai à peine besoin de dire que, pour ces pages sur la Russie, j'ai toujours eu sous les yeux cet ouvrage d'un si passionnant intérêt.



LE TSAR, LE GRAND-DUC NICOLAS (*à gauche*), LE GÉNÉRAL ALEXEIEFF (*à droite*).

ment autocratique : il paraît vouloir avancer dans ces voies nouvelles ; il écoute ses plus sages conseillers, le vieux Gorémykine, Samsonow, Alexeieff. Cependant, Raspoutine est toujours là.

Le plus grave, c'est l'état des armées russes : un document précis, communiqué au début de l'automne 1915 à l'ambassade de France par le général Bielaïew, chef d'État-major de l'armée, expose la situation ainsi qu'il suit :

1° Les pertes de l'armée russe sont énormes. De 350 000 hommes *par mois* en mai, juin et juillet, elles se sont élevées à 450 000 en août. Depuis les premières défaites sur la Donnaïetz, l'armée russe a donc perdu environ 1 500 000 hommes.

2° Les ressources quotidiennes en projectiles d'artillerie sont actuellement de 35 000 ; elles seront bientôt de 42 000.

3° Les usines russes fabriquent actuellement 67 000 fusils par mois ; les usines étrangères en expédient 16 000, soit au total, 83 000. Ce chiffre restera fixe *jusqu'au* 15 *novembre*. A partir de cette date, les expéditions étrangères seront de 6 000 par mois. L'infanterie russe pourra donc compter sur une disponibilité de 143 000 fusils.

4° Les armées allemandes qui opèrent dans les régions de Brest-Litovsk ne semblent pas menaçantes pour Moscou, tant à cause de la distance (1 100 kilomètres), qu'en raison des obstacles naturels et de l'état des routes pendant l'automne.

5° Pour la défense de Pétrograd, quatre armées, comprenant seize corps et commandées par le général Roussky, sont disposées sur la ligne Pskow-Wilna. Quand la section Dwinsk-Wilna ne sera plus tenable, les quatre armées reculeront en pivotant autour de Pskow. Dans ces conditions, et si l'on tient compte encore de l'automne qui est imminent, il n'est pas vraisemblable que les Allemands s'emparent de Pétrograd.

Un autre tableau, fourni quand les choses se sont un peu améliorées (décembre 1915), donnera les chiffres suivants relatifs aux forces russes :

1° *Infanterie* : L'effectif présent au front s'élève à 1360 000 hommes, *dont* 160 000 *n'ont pas de fusil.*

2° *Artillerie* : Les armées combattantes disposent de 3 750 canons de campagne approvisionnés à 550 coups par pièce et 250 canons de montagne approvi-

sionnés à 260 coups par pièce. L'artillerie lourde est composée de 650 canons, approvisionnés à 260 coups par pièce.

3° *Fusils* : Si les transports en cours s'effectuent sans accident, on peut espérer que, d'ici au 15 janvier, l'armée russe recevra 400 000 fusils et 200 000 de plus dans le mois suivant. Elle disposerait donc de 1 800 000 fusils vers le 15 février.

4° *Munitions d'artillerie* : La fabrication est en progrès constants. Les disponibilités quotidiennes, qui ne dépassaient pas 14 000 au mois de mai dernier, sont de 59 000 aujourd'hui ; elles atteindront 84 000 vers le 15 janvier et 122 000 vers le 15 mars.

De ces tableaux, il résulte à l'évidence que ce qui met la Russie en péril, ce n'est (malgré ses pertes immenses et malgré le recul général de la ligne du front) ni le danger immédiat couru par le centre et les capitales de l'Empire, ni le manque d'hommes, ni l'invasion du territoire; ce n'est même pas, à proprement parler, la supériorité militaire de l'ennemi, c'est la rapide déchéance industrielle et économique avec toutes les conséquences matérielles et morales qui en résultent. Telles sont les véritables causes d'affaiblissement de cet empire qui possède tout, sauf la capacité de se suffire à lui-même.

Le général Basile Gourko, qui commanda en chef les armées russes en 1917, donne, à ce sujet, des détails qui méritent toute l'attention. Il attribue une grande part de la défaite et de la Révolution qui s'ensuivit au délabrement rapide de l'outillage national et surtout des moyens de transport ; il montre, avec une précision extrême, l'action de plus en plus serrée et finalement allant jusqu'à l'étranglement d'un peuple et d'un régime, de ce qu'il appelle le *cercle vicieux*.

Il faut d'abord parler, dit-il, de la difficulté croissante d'obtenir des produits alimentaires tant pour les armées que pour les grands centres ; et il faut tenir compte à ce point de vue d'une dépréciation constante dans le trafic des chemins de fer et des dérangements continuels dans l'extraction des mines.

L'amélioration dans la livraison du matériel pour l'artillerie fut obtenue par divers moyens : en partie, parce que nos alliés et aussi les puissances neutres et, en particulier, l'Amérique, vinrent à notre secours en nous fournissant, parmi d'autres articles, une grande quantité de fils de fer barbelés et des rails. Mais surtout, le plus grand effort, de ce côté, fut accompli par le développement graduel de nos propres industries. De nouvelles exploitations, surtout de petites se développèrent et, en même temps, les usines du Gouvernement augmentèrent leur activité.

Mais, voici ce qui en résulta : une heure arriva où la production des mines intérieures ne suffit plus aux nécessités immenses de la guerre, quoiqu'on reçût une certaine quantité de fer de la Suède. Cet état de choses réagit sur les articles employés par les populations, particulièrement par les paysans dans leurs travaux agricoles, et aussi sur les matériaux nécessaires à l'entretien ou à la construction des voies ferrées. Les chemins de fer n'étaient déjà plus en état de suffire aux exigences de la guerre : le mal s'accrut, au fur et à mesure que la guerre se prolongeait, on se trouva dans un « cercle vicieux » qui se rétrécit de plus en plus.

Au commencement de la mobilisation, non seulement les paysans furent appelés aux armes, mais aussi les ouvriers des usines, ceux qui travaillaient aux mines, aux chemins de fer, aux mines de charbon. On ne voulait pas faire peser le poids de la guerre uniquement sur les populations agricoles. Ces mesures eurent pour effet de faire baisser considérablement la production du charbon. On avait des stocks et on y puisa à plein ; ils furent consommés. C'est alors que l'on se trouva dans le *cercle vicieux* : la diminution progressive du métal réagit sur le matériel roulant des chemins de fer. Finalement, il n'y eut plus assez de wagons ni de trucks pour transporter le charbon. Ne pouvant le livrer, on renonça à l'extraire. Le *cercle vicieux* devenait de plus en plus angoissant : la population agraire ne pouvait plus écouler ses produits et l'armée commençait à souffrir du manque de ravitaillement (1).

Tout périclitait en même temps. En somme, une guerre de pénurie, pénurie de munitions, pénurie de production, pénurie de moyens de transports, pénurie d'approvisionnements, se substituait à la guerre du courage et du sang.

Ainsi s'affaiblit la force combative du front russe. L'adversaire ne l'ignore pas. Il rafle par milliers des prisonniers mal vêtus, mal nourris, qui vont au feu sans fusil ; l'artillerie ne songe qu'à ménager ses munitions : on l'entend à peine ; les renforts, les approvisionnements n'arrivent pas ; la Russie n'est plus défendue que par sa propre immensité. Sur un front démesuré et inarticulé, la manœuvre elle-même

(1) Général Basile GOURKO, commandant en chef des armées de l'Ouest en 1917, *Souvenirs et impressions de guerre*, p. 131, London, John Murray.

devient si difficile qu'elle en paraît à peu près impossible ; ou plutôt, il n'y a plus qu'une manœuvre, le recul.

EFFORT DES ALLIES POUR SOUTENIR LE FRONT RUSSE

Un mot commence à circuler : « La France laisse peser sur son allié tout le poids de la guerre. »

A ce reproche, les Alliés ne sont pas insensibles. A la conférence de Chantilly, tenue en juillet 1915, le général Joffre avait fait accepter par tous les Alliés les principes exposés par lui, à savoir qu'il est du devoir des puissances occidentales de soulager le front russe : « C'est une question d'honneur autant que d'intérêt. »

Malheureusement l'heure n'était pas encore venue de faire parvenir des envois importants de canons, de fusils, de munitions. Les usines françaises suffisaient à peine aux besoins de nos propres armées ; et puis, les moyens de communication manquaient. On avait compté sur la voie des Détroits et de la mer Noire. Mais la guerre avait été déclarée par la Turquie et l'entreprise sur les Dardanelles était en train d'avorter.

Malgré tout, on se prépare à faire le maximum d'efforts pour, du moins, parer au plus pressé. On comptait aussi sur « l'élan national » qui venait de se manifester sur tout le territoire de la sainte Russie. On compte sur la fidélité du tsar Nicolas à l'alliance. Et celui-ci vient d'en donner une preuve qui ne peut laisser aucun doute : au pire moment de la défaite russe, l'empereur Guillaume s'est efforcé, par l'intermédiaire de certains personnages ayant des attaches dans les deux cours, d'aborder une négociation de paix séparée. L'empereur Nicolas a tourné le dos dédaigneusement (1). En chaque circonstance, il renouvelle le témoignage de la solidarité des pays et des fronts. Aux premières nouvelles de la magnifique résistance opposée par l'armée française à Verdun, il donne l'ordre au général Alexeiew de féliciter le général Joffre et ce ne sont pas de simples paroles, c'est un engagement, une promesse de collaboration immédiate : « ... L'armée russe entière suit avec une attention soutenue les hauts faits de l'armée française. Elle lui adresse tous ses vœux de frères d'armes pour la victoire complète et *n'attend que l'ordre d'engager le combat contre l'ennemi commun.* » (21 mars 1916).

SOUKHOMLINOW
ANCIEN MINISTRE DE LA GUERRE.

On peut donc compter sur une action en force de l'armée russe dès que les préparatifs seront achevés et dès que l'heure fixée à la

(1) Cette tentative est indiquée et son résultat négatif confirmé dans les *Mémoires* de Falkenhayn, p. 118.

conférence de Chantilly de décembre 1915 sera sonnée.

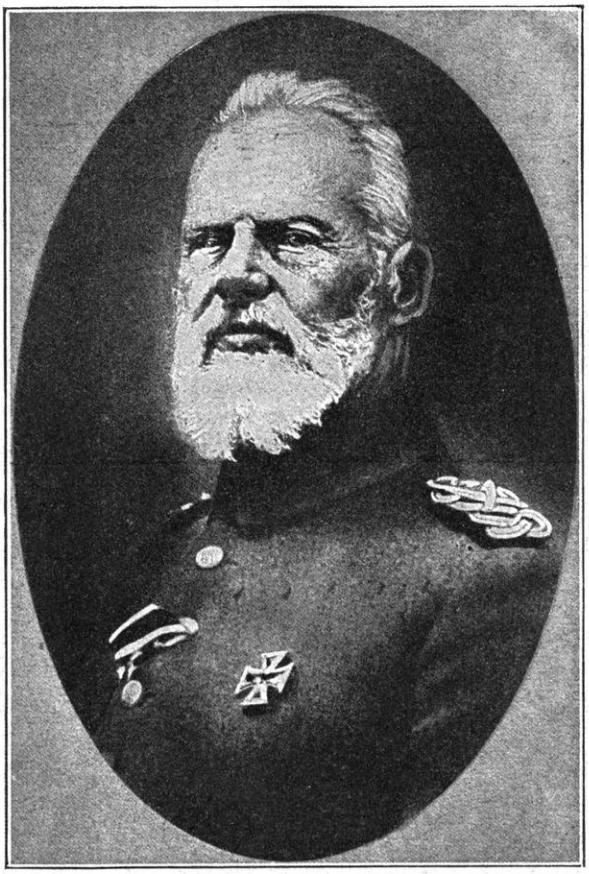
On va employer cet hiver à relever, dans la mesure du possible, le matériel et le moral russes.

Mais pourra-t-on disposer du laps de temps nécessaire ?

LES ALLEMANDS RENONCENT A UNE CAMPAGNE POUR L'HIVER 1915-1916 EN RUSSIE

Les Allemands vainqueurs poursuivront-ils leur campagne? Frapperont-ils sans relâche sur le front russe ou le laisseront-ils se reprendre? Nous sommes en automne 1915. Quelles sont les intentions, les projets, les ressources, de part et d'autre?

La Russie a une grande chance, à cette date. L'ennemi, malgré ses victoires si considérables, ne peut plus, ne veut plus avancer. Voici ce qui se passe :



PRINCE LÉOPOLD DE BAVIÈRE
GÉNÉRAL FELD-MARÉCHAL.

Après la prise de Brest-Litovsk et l'échec du mouvement tournant tenté par le nord, Hindenburg avait reconnu lui-même qu'il ne pouvait être question de poursuivre ces succès par un effort immédiat dans le même sens. Il est vrai qu'il demandait encore le maintien de forces importantes sur le front, affirmant la conviction où il était toujours qu'on finirait par abattre la Russie et que le sort de la guerre se déciderait ainsi. Une polémique très vive s'était engagée, à ce sujet, entre Falkenhayn, qui commandait encore, et les Dioscures du front Est. C'est un nouvel exemple de cette discorde entre les chefs et de cette indiscipline qui caractérisa si spécialement les armées allemandes pendant la Grande Guerre. Hindenburg avait reproché par écrit à Falkenhayn ce qu'il appelait « la conduite arbitraire des opérations », et Falkenhayn lui avait répondu de la même encre ; il lui avait écrit, soulignant les derniers insuccès du maréchal : « Je tire une preuve indirecte en faveur de ma manière de voir du cours des opérations au sud-est de Wilna. Il s'y est précisément produit ce que je craignais et ce que j'avais prédit : on ne peut espérer frapper à mort, par un grand mouvement tournant, un adversaire numériquement supérieur, qui ne se laisse arrêter par aucun sacrifice de terrain ni d'hommes, et qui, avec cela, a derrière soi l'immense Russie et de bonnes voies ferrées. »

Cela prouve, qu'à cette date, on ne considérait nullement la Russie comme hors de cause. En tout cas, Hindenburg avait été contraint de se taire et de renfermer sa rancune. L'Empereur lui donna tort en décidant qu'il aurait à céder les divisions nécessaires sur les autres fronts et, après quelques opérations sans grands résultats dans la direction de Smorgon, Dunabourg et Riga, Hindenburg reconnut lui-même qu'il n'avait qu'à prendre une position permanente pour l'hiver 1915-1916.

Cette ligne se trouva constituée ainsi qu'il suit : au Nord, sous les ordres de Hindenburg, les armées allemandes : mer du Nord, Schlok, Mitau, Frederichstadt, Duna, ouest de Dunabourg, lac Narotsch, est de Wilna, confluent de la Bérésina et de la Narew ; plus

au sud se tenait le groupe d'armées du prince Léopold de Bavière, derrière le Seretsch, la Chara, à l'est de Baranovitchi, sur le lac Wygonowskoïé, le canal Oginski, la Jasiolda, jusqu'au Pripet et 40 kilomètres au delà, les troupes allemandes protégeant ainsi le nœud de voies ferrées de Brest-Litovsk. Plus au sud encore, la ligne de front, qui traversait ainsi la Russie du nord au sud, était gardée par les forces austro-hongroises. A partir de 40 kilomètres au nord du Pripet, cette ligne se prolongeait en arrière du Stockhod, en aval de Rafalowka, longeait le Styr à l'ouest, coupait la voie ferrée à peu près à égale distance entre Rowno et Brody et, se maintenant derrière la Strypa, gagnait le Dniester où elle rejoignait la frontière de Bessarabie à proximité du territoire roumain.

HINDENBURG EN RUSSIE

On voit à quel point cette guerre nouvelle était peu napoléonienne ; elle se bloquait toute en un système de positions. Cependant, sur cette grande étendue de front, les troupes des deux partis étaient loin d'être toujours en contact ; il y avait de vastes *no man's land*. Des portes s'ouvraient partout ; mais personne ne songeait à s'en servir. Les possibilités économiques se fussent imposées au génie lui-même.

Ludendorff raconte les difficultés qu'il éprouva à assurer ses ravitaillements et les conditions générales d'existence de son armée durant le cours de l'hiver. Il insiste particulièrement, en général administrateur, sur l'application avec laquelle il organisa le territoire polonais tombé ainsi sous sa coupe, le quartier général allemand étant à Kowno. Il dépeint l'esprit des populations, l'irréductibilité des Polonais, le concours efficace du clergé protestant de la Courlande et même du clergé catholique lithuanien, les difficultés que rencontrait l'administration de la Pologne, part à demi avec les autorités austro-hongroises. On faisait les plus grands efforts pour gagner du terrain au moins moralement en Pologne, espérant trouver, à un jour prochain, de ce côté, les bases d'un accord avec la Russie. C'est le moment où le chancelier Bethmann-Hollweg prononçait le fameux discours où il caressait l'idée d'une annexion de la Pologne comme prochaine carte de guerre :

Les fatalités de la géographie et de la politique ont

depuis longtemps obligé Allemands et Polonais à lutter les uns contre les autres. Le souvenir de ces vieux démêlés ne diminue pas le respect pour la passion, le patriotisme et la ténacité avec lesquels le peuple polonais a défendu sa vieille culture occidentale contre la puissance de la Russie et s'est maintenu à travers les malheurs de cette guerre. Les promesses hypocrites de nos ennemis ne seront pas imitées par moi. Mais j'espère que l'occupation actuelle des frontières orientales de la Pologne marquera le début d'une ère qui éliminera du monde les vieux conflits entre l'Allemagne et la Pologne et conduira ce pays *délivré du joug russe* vers un avenir meilleur dans lequel les particularités de sa vie nationale pourront prendre racine et se développer.

C'était donc, maintenant, l'empereur Guillaume « libérateur ».

LE FRONT RUSSE SE REORGANISE PENDANT L'HIVER

Ces manifestations oratoires ne faisaient qu'exalter la volonté du gouvernement russe de lutter jusqu'au bout. On profitait de l'accalmie résultant de l'hiver pour reprendre des forces, se réorganiser, armer les troupes Fin décembre, on tenta même une surprise sur le front austro-hongrois ; on enleva un important secteur du front austro-hongrois, dans la région de Czernowitz ; mais il avait fallu s'arrêter en présence des pertes énormes (70 000 hommes tués, blessés ou prisonniers.)

L'attention était absorbée, d'ailleurs, par l'invasion et la défaite de la Serbie : la « trahison » de la Bulgarie et l'anéantissement des Slaves de l'Occident frappaient au cœur les éléments dirigeants de la Russie. Jusqu'à la dernière minute, Samsonow avait cru pouvoir compter sur la fidélité bulgare. L'événement donnait à ses prévisions un démenti cruel. C'était une cause de dépression ajoutée à tant d'autres.

Cependant, on commençait à entrevoir, même de ce côté, des perspectives plus favorables : la Roumanie se rendait compte du péril que l'alliance de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne, de la Bulgarie et de la Turquie lui faisait courir, puisqu'elle se trouvait ainsi isolée dans les Balkans ; elle se tournait vers les puissances de l'Entente, et l'État-major russe cherchait les modalités d'un programme de convention militaire avec la Roumanie. Ces raisons simultanées entretenaient, malgré tout, chez l'élément militaire russe, la volonté de ne pas laisser tomber les armes.

Au Grand Quartier général dont l'empereur Nicolas avait fait sa résidence habituelle, on travaillait ferme. Au moment où l'offensive allemande sur Verdun commença, Alexeieff donna au général Joffre l'assurance qu'il n'avait rien oublié des engagements pris à Chantilly en décembre 1915 et que la Russie serait prête pour l'offensive générale et même un peu plus tôt que la date convenue (1er juillet), si c'était absolument nécessaire. « On faisait des préparatifs fiévreux pour recommencer les opérations actives, bien qu'on n'eût pas l'intention de les mener sur une large échelle avant le printemps bien établi » (B. Gourko).

Le front russe était alors divisé en trois parties : Nord, Ouest, Sud-Ouest. Le groupe des armées du Nord, composé de quatre armées, était commandé, comme nous l'avons dit, par le général Roussky. Ce général tomba malade ; il fut remplacé, temporairement, par le général Plevhe et puis par un revenant de la guerre russo-japonaise, le général Kouropatkine. C'était un homme expérimenté et de sang-froid, très exact administrateur, mais un peu alourdi par l'âge et manquant vraiment trop de génie militaire. Son rôle, pendant le court séjour qu'il fit au groupe des armées du Nord, eut d'assez heureux effets sur les conditions matérielles et morales des armées qu'il commandait. Mais il ne réussit pas, ainsi que nous allons le voir, dans les opérations qu'il déclencha — dans la région des lacs et sur Jacobstadt (mars 1916) — et le front du Nord s'assoupit comme s'était assoupi le front du Sud-Ouest.

Cependant, Verdun continuait à lutter, les Italiens étaient attaqués sur l'Isonzo ; l'époque où les Russes devaient agir, à leur tour, approchait. Le général Joffre insistait par chaque courrier. A quand cette intervention si nécessaire pour permettre au front

occidental de se libérer de l'étreinte allemande et de préparer l'offensive de la Somme ?

En janvier 1916, l'empereur Nicolas avait adressé à ses troupes un ordre du jour qui, d'ores et déjà, sonnait comme une fanfare :

Au seuil de l'année 1916, je vous envoie mes salutations, ô mes vaillants guerriers. De cœur et de pensée, je suis avec vous dans les combats et dans les tranchées. Retenez bien ceci : notre Russie bien-aimée ne peut assurer son indépendance ni ses droits sans avoir remporté une victoire décisive sur l'ennemi. Pénétrez-vous de cette idée, qu'il ne peut y avoir et qu'il n'y aura *pas de paix sans victoire.* Quelques efforts, quelques sacrifices que cette victoire puisse nous coûter, nous devons la donner à la patrie...

GÉNÉRAL KOUROPATKINE

L'Empereur pouvait tenir ce langage. Déjà les armées russes commençaient à se réorganiser, grâce au concours des alliés et au travail assidu fourni par le général Alexeieff. Rien que pour les fusils, voici les progrès accomplis au 19 janvier 1916 :

1° Fusils en service sur le front : 1 200 000 ;
2° Fusils débarqués à Arkengelsk : 155 700 ;
3° Fusils débarqués à Alexandrowsk : 530 000 ;
4° Fusils en partance d'Angleterre : 113 000.

Les transports dans la mer Blanche s'effectuaient à l'aide de brise-glaces au prix de difficultés inouïes. Pour la région d'Alexandrowsk, on avait organisé un vaste système de traîneaux tirés par des rennes : et la distance de Mourmansk à Petrosadodsk n'était pas moindre que mille kilomètres!

De janvier à la fin d'avril, on escomptait un arrivage de 850 000 fusils en surplus (1).

L'hiver ne se passait pas, il faut le dire dès maintenant, sans qu'un courant opposé à ce beau mouvement d'« union sacrée » et de concession libérale ne se manifestât. L'Allemagne travaillait de toutes ses forces en Russie, et l'esprit d'anarchie qui continuait à se répandre lui ouvrait la voie. Le sage Goremykine était remercié en raison de son âge et remplacé par un homme beaucoup moins sûr au point de vue de l'alliance, Wladimirovitch Sturmer. A tort ou à raison, le bruit courait que Sturmer serait favorable à l'idée d'une paix séparée.

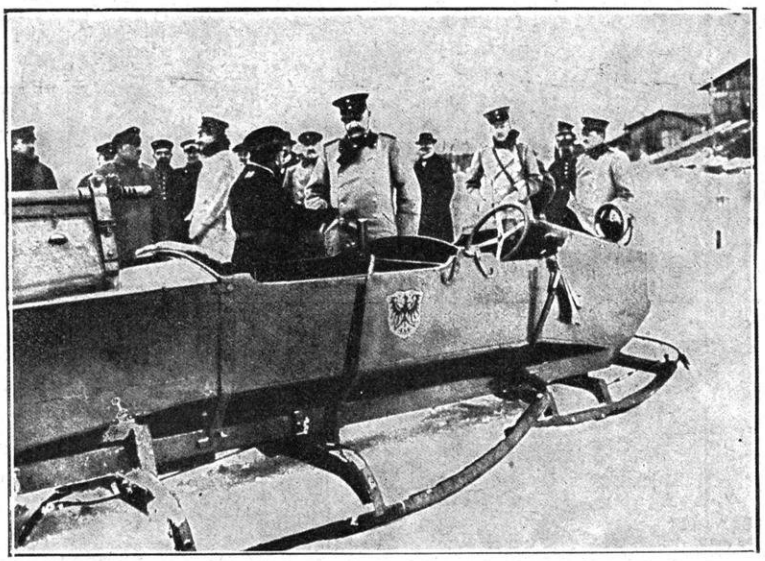
Par contre, un événement d'heureux augure et qui contribua à maintenir l'opinion en Russie se produisit dès les premiers jours de février. Le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch avait fait son entrée solennelle à Erzeroum : la perte de cette ville avait coûté aux Turcs 40 000 hommes tués ou blessés, 13 000 prisonniers, 323 canons et 9 drapeaux. Les Russes étaient maîtres de toute l'Arménie, et l'occupation imminente de Kermanchah en Perse leur ouvrait la route de Bagdad. L'empereur Nicolas allait, de lui-même, ouvrir la nouvelle session de la Douma le 22 février. Les négociations avec la Roumanie, quoique lentes, paraissaient en bonne voie. En somme, c'était sous

(1) Tableau officiel publié par Paléologue, *loc. cit.*, p. 154.

des perspectives meilleures que l'hiver approchait de sa fin.

REPRISE SUR LE FRONT RUSSE. DÉBUT DU PRINTEMPS 1916

Au début de mars, avait eu lieu l'offensive du général Kouropatkine dans la région de Vilna-Jacobstadt. Le plan des Russes était vaste. Il s'agissait de couper l'armée allemande du Nord dans la région de Kowno et, pour cela, on l'attaquait d'abord dans la région de Dunabourg-lac Narotsh. Un second coup frappé plus au sud devait rejeter toute la 10e armée allemande sur la côte au nord du Niémen. La supériorité numérique des Russes était considérable ; le soldat, grâce à la vigilance du vieux général, était bien armé, mieux organisé. L'attaque fut des plus brillantes. Ludendorff reconnaît lui-même que le combat d'artillerie se poursuivit avec une violence qu'on n'avait pas connue jusque-là sur le front oriental. Il y eut une heure pénible pour l'armée allemande à la suite du succès que l'armée russe remporta à l'ouest de Postavy. Si la percée se produisait, le front allemand, dégarni de réserves, perdait tout le terrain conquis ; c'était un recul forcé sur toute la ligne ; mais les Allemands se défendirent avec ténacité ; leurs tranchées étaient supérieurement organisées, leur artillerie plus abondamment fournie. Peu à peu l'élan des Russes se brisa ; leurs pertes étaient extraordinaires : le calme se fit donc dans le Nord, dès les premiers jours d'avril.



LE TRAINEAU AUTOMOBILE D'HINDENBURG

L'attaque russe continuerait-elle sur ce front? Stratégiquement, il devait en être ainsi. Mais ces armées épuisées étaient de nouveau à réorganiser. Et puis, ici, on avait affaire aux Allemands ! Cependant le général Joffre insistait pour que, à la veille de la Somme, la Russie ne se décourageât pas. MM. Viviani et Albert Thomas avaient été envoyés par le gouvernement français pour demander une intervention immédiate : une offensive générale pouvait seule achever le succès obtenu à Verdun et mettre l'Allemagne sur les genoux. D'ailleurs, il y avait parole donnée. Les Alliés avaient fait d'immenses sacrifices pour armer les contingents russes. Albert Thomas apportait de nouvelles promesses : il offrait le concours de son expérience comme ministre de l'Armement, et son voyage, en effet, ne fut pas inutile, même à ce point de vue. Une autre raison était non moins pressante. Le 15 mai, s'était déclenchée l'offensive austro-hongroise contre l'Italie, et elle avait obtenu, du premier coup, de très sérieux résultats ; elle avait pénétré jusqu'à la ligne Asiago-Arsiero. Dans de telles circonstances, l'allié russe manquerait-il au rendez-vous fixé depuis décembre 1915?

La date de l'offensive générale avait été fixée, de commun accord, au 1er juillet : c'était l'époque déterminée pour la bataille de la Somme. Le gouvernement russe ne crut pas qu'il lui fût possible de retarder encore : Alexeieff comptait sans doute, et avec raison, s'assurer le bénéfice du secret et de la surprise en précipitant les événements. Quoi qu'il en soit, le grand commandement russe prit une

décision héroïque et ordonna au général Broussiloff de commencer l'offensive dans le plus bref délai possible et de ne considérer ni la date ni l'état de la préparation pour produire le choc attendu par les alliés avec tant d'impatience.

L'OFFENSIVE DE BROUSSILOFF. DÉSASTRE AUTRICHIEN

Hindenburg, qui commandait encore sur le front oriental, reconnaît lui-même que les armées allemandes et austro-hongroises furent surprises par l'offensive de Broussiloff : on attendait le coup au nord où tous les préparatifs étaient accumulés pour reprendre la lutte aussitôt la fin du dégel, et tout à coup c'est dans le sud que la partie s'engage à fond. Hindenburg reconnaît aussi qu'il y eut une autre surprise : on croyait la Russie plus bas. « Cette puissance, écrit-il, n'est pas aussi épuisée qu'on le croyait à la fin de 1915. Sur les bords du lac Narocz, toute l'intrépidité des masses russes s'est manifestée à nouveau avec une brutalité et une puissance en face desquelles maintes unités austro-hongroises, mélangées fortement d'éléments slaves, se sont montrées jusqu'à présent peu capables de résistance. » Il pouvait ajouter que même les troupes allemandes avaient cédé plus d'une fois, devant l'élan des troupes russes.

WLADIMIROVITCH STURMER

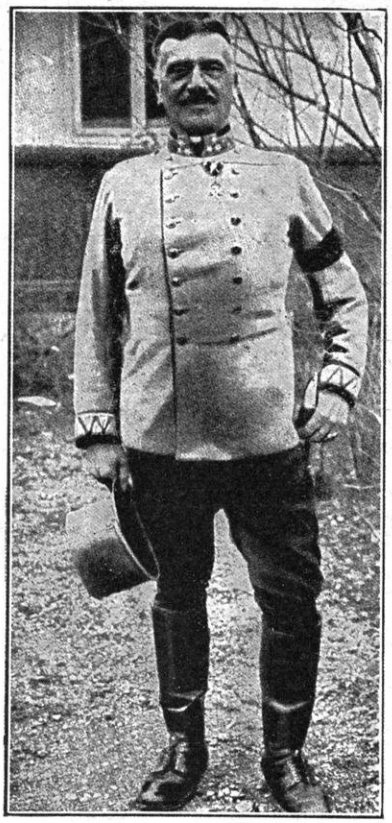
Les choses en étaient là. « Notre inquiétude augmentait, ajoute le commandant des armées allemandes du Nord, malgré les comptes rendus des victoires qui nous arrivaient d'Italie. » On s'attendait à quelque chose, mais l'on ne savait trop à quoi, lorsque la bombe éclata.

Le 4 juin, le général Broussiloff attaquait dans le sud. C'était surtout pour répondre à l'appel du roi d'Italie que le tsar Nicolas avait, en quelque sorte, improvisé cette décision. Il est certain que la première attaque de Broussiloff fut plutôt, dans la pensée de tous, une manifestation ou, comme on l'a dit, une reconnaissance en force. Naturellement, puisque l'on voulait soulager le front italien, c'est contre l'Autriche-Hongrie que l'on décida d'agir. Des forces sérieuses furent mises dans la main de Broussiloff, mais non pas avec le projet initial de soutenir à fond une affaire à très grande envergure. Hindenburg va plus loin ; il affirme, d'après un auteur qu'il ne cite pas, que la surprise fut à peu près aussi grande du côté du vainqueur que du côté du vaincu : « Le plan de Broussiloff, ajoute-t-il, doit être considéré, à son origine, comme une simple reconnaissance ; c'est une reconnaissance entreprise sur un

grand front avec résolution et audace, mais ce n'est toujours qu'une reconnaissance ; ce n'est pas une offensive visant un objectif bien défini... Broussiloff avait pour mission de tâter la force de résistance des lignes ennemies *sur un front de près de* 500 *kilomètres*, entre le Pripet et la Roumanie. Broussiloff ressemble à un homme qui frappe sur un mur pour voir quelles sont les parties de ce mur qui sont faites de pierre et celles qui ne renferment que des lattes et du mortier. » Il est vrai qu'Hindenburg, surpris, a toute raison d'exagérer la prétendue irréflexion de ses adversaires.

GÉNÉRAL BOTHMER

Le coup qui a si bien réussi n'était pas frappé sans cause ni sans examen en ce point si bien choisi. Tout d'abord, on savait que la volonté de vaincre manquait déjà dans la double monarchie ; on savait que les troupes autrichiennes ne tenaient pas devant les troupes russes ; on n'ignorait pas non plus que le haut commandement austro-hongrois, pour obtenir des succès qu'il considérait comme faciles, avait engagé la plus grande et la meilleure partie de ses forces sur le front italien ; on comprenait enfin que, si on voulait engager la Roumanie dans la cause des Alliés, il fallait se montrer prêt à soulager et même à nettoyer sa frontière. L'attaque au sud était donc tout indiquée. En la précipitant, on échappait aux indiscrétions et aux intrigues intérieures. Cette affaire avait tous les avantages de « l'improvisation » ; mais une improvisation qui porte sur 500 kilomètres n'est jamais une fantaisie ni un coup de tête.



GÉNÉRAL VON PFLANZER-BALTIN

Les résultats le prouvèrent. L'attaque se produisit le 4 juin, uniquement contre le front austro-hongrois, depuis l'est de Loutsk en direction du Styr, et en passant par Tarnopol, jusqu'à proximité de Czernowitz à l'est du Dniester. On peut dire que les deux directions médianes étaient, au nord, Ivangorod et, au sud, Lemberg avec, au delà, Przemysl.

Dans le centre et dans la région de Tarnopol, l'entreprise ne réussit pas complètement ; elle s'accrocha bientôt, et ce fait ne fut pas sans gravité ; il permit une reprise allemande ; Bothmer, qui avait succédé à von Linsingen, tint bon. Mais, partout ailleurs, le succès fut foudroyant. Il se créa, en quelque sorte, deux poches, l'une au centre de la ligne, dont la pointe était vers Kowel, l'autre au sud, en direction de Koloméa et au delà. Les troupes austro-hongroises cédèrent partout, s'entraînant les unes les autres dans une panique générale. La poche du nord, se développant le long de chemin de fer de Kowel, atteignit le Stockhod, tandis que les troupes austro-hongroises essayaient de s'arrêter tant bien que mal derrière le Styr. Loutzk était fortement dépassé.

Au sud, « l'attaque russe sur le Dniester avait enfoncé les divisions austro-hongroises du général von Pflanzer-Baltin, en partant du nord-est en direction d'Ocna (à l'est de Zalesch-

tschyki), Sniatyn, et conquis très vite une étendue considérable de terrain au sud du Dniester. A la fin de juin, les Russes avaient atteint la ligne Thumatsch, Dniester, Koloméa sur le Pruth, Kimpolung sur la Moldawa et l'avaient même dépassée en poussant vers les défilés des Karpathes. Le front autrichien au sud du Dniester, resserré d'abord entre le fleuve et la frontière roumaine, à l'est de Czernowitz, s'était élargi considérablement. Les nouvelles lignes ainsi allongées n'étaient, par suite, que très faiblement occupées (1). »

En somme, si ce n'était pas exactement la percée, puisque l'on en arrivait comme toujours à la muraille des Carpathes, c'était un enfoncement considérable et qui rendait toute défense sur un point particulier à peu près impossible ; l'effet matériel et l'effet moral étaient énormes. Stratégiquement et politiquement, un grand résultat était obtenu, puisque le champ était libre à l'entrée en ligne vers le sud des forces roumaines, si Bratiano se décidait rapidement à prendre le parti auquel il paraissait résolu.

(1) LUDENDORFF, *loc. cit.*, I, p. 244.

LES GÉNÉRAUX BROUSSILOFF (*à droite*), ET GOURKO (*à gauche*).

A Pétrograd, on suivait avec émotion d'abord, puis avec surprise, puis avec joie, enfin avec enthousiasme, l'annonce de ces magnifiques résultats :

8 *juin.* — En quelques jours, le front austro-allemand a été enfoncé sur une étendue de 150 kilomètres. Les Russes ont capturé 40 000 hommes, 80 canons et 150 mitrailleuses.

15 *juin.* — Les Russes progressent, sans arrêt, vers Tarnopol et Czernowitz ; ils ont franchi la Strypa et le Dniester. Le total de leurs prisonniers s'élève aujourd'hui à 153 000.

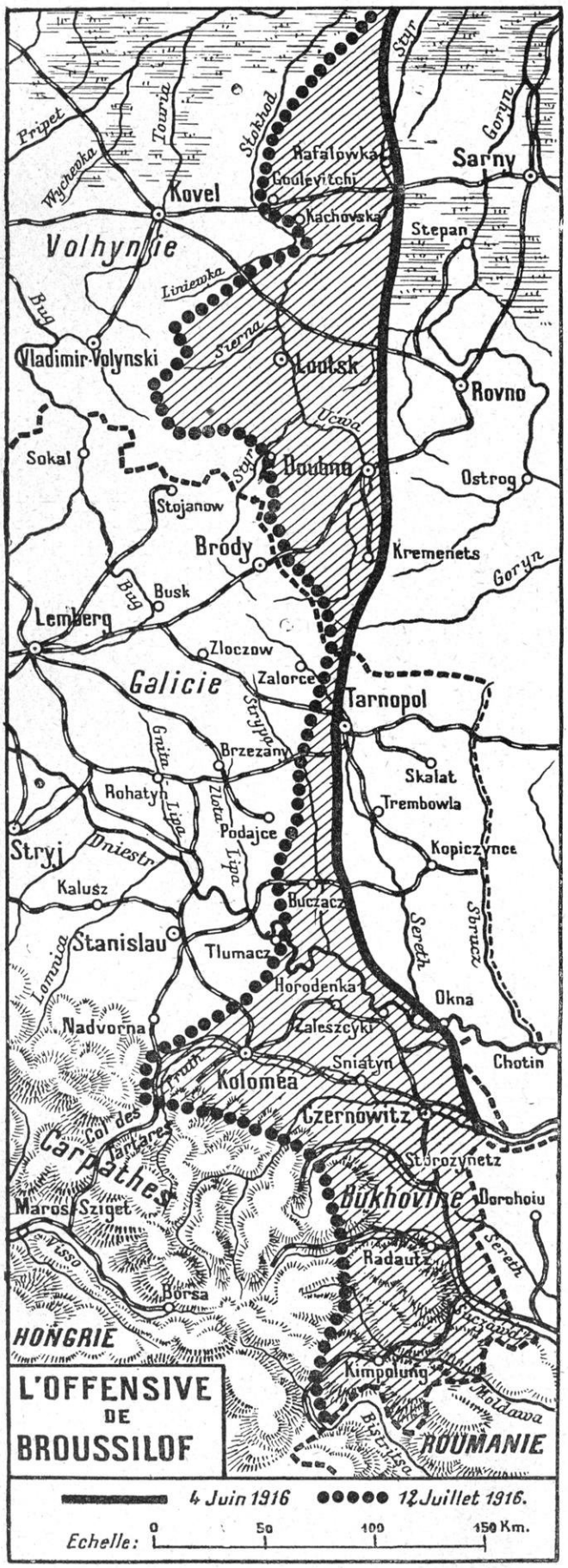
18 *juin.* — L'armée russe de Bukovine a franchi le Pruth et occupé Czernowitz; les avant-gardes sont déjà sur le Séreth moldave, aux environs de Strorotzynetz.

27 *juin.* — L'entrée des Russes à Kimpolung, au sud-ouest de Czernowitz, les rend maîtres de toute la Bukovine et les amène au pied des Carpathes.

29 *juin.* — L'armée russe de Galicie s'étend à 50 kilomètres au sud du Dniester jusqu'à Koloméa ; elle accentue sa conversion vers le nord-ouest en marchant sur Stanislau. Pendant le mois de juin, elle a fait 217 000 prisonniers dont 4 500 officiers ; elle a capturé en outre 230 canons et 700 mitrailleuses.

8 *juillet.* — Sur le front de Riga, dans la région du lac Narotch, les Russes enlèvent toute une série de positions allemandes. Au centre, ils s'avancent sur Baranowitchi. En Volhynie, ils franchissent le Stockhod et s'approchent de Kowal.

En Galicie, ils s'étendent le long des Carpathes. Depuis le 4 juin, ils ont fait 266 000 prisonniers.



19 *juillet.* — Près de Loutsk, à la frontière de Volhynie, les Russes bousculent les Austro-Allemands qui leur laissent 13 000 prisonniers.

En Bukovine. les avant gardes russes *franchissent les Carpathes.*

Et la bataille de la Somme est déclenchée depuis le 1er juillet, et Verdun est entièrement dégagé, et le front italien, soulagé, non seulement est maintenu, mais commence à reprendre l'offensive !

DÉVELOPPEMENT DE L'OFFENSIVE DE BROUSSILOFF

Il semble que la victoire va se décider en faveur des alliés. L'État-major allemand est pris d'une émotion indicible. Broussiloff est-il en mesure de poursuivre ses exploits? S'il s'agissait d'une simple surprise, l'effet de surprise était passé... Et maintenant ?

Rien que par la distance et sans parler des renforts, le front adverse se consolidait devant lui. Le haut commandement russe n'avait qu'une pensée : donner au général Broussiloff les moyens de continuer sa marche formidable, de franchir définitivement les Carpathes et d'amener la Hongrie et la double monarchie à rendre les armes. Mais, quoique victorieux, Broussiloff demandait sans cesse des renforts en hommes et en munitions. Il avait payé chèrement son admirable succès. Or, pour répondre à son insistance, il n'y avait d'autre moyen que de dégarnir les autres parties du front, et deux inconvénients graves apparaissaient aussitôt : la distance et l'insuffisance de rendement des voies ferrées alourdissaient infiniment la manœuvre des réserves ; d'autre part, en dégarnissant les fronts du Nord, on prêtait le flanc à une offensive des armées allemandes restées intactes. On était en plein été : les Allemands étaient en train de regagner les avantages que leur excellent réseau de chemins de fer et leur organisation supérieure leur assuraient.

A partir de ce moment commença un transfert de corps d'armée aussi considérable que les voies ferrées pouvaient l'entreprendre

BÉNÉDICTION DONNÉE PAR UN POPE A DES BLESSÉS DANS UNE AMBULANCE RUSSE

d'abord du front nord et ensuite du front nord-ouest vers le front sud-ouest. Rien n'était plus nécessaire puisque la ligne des Carpathes se renforçait sans cesse de réserves rappelées en hâte, soit de l'armée allemande, soit du front italien. En même temps, les conditions de la marche en avant pour les troupes de Broussiloff devenaient de plus en plus difficiles. Tous les corps d'armée, toutes les munitions enlevées aux armées du Nord mettaient celles-ci dans un embarras extrême. Le front de l'offensive se rétrécissant permettait aux ennemis de concentrer leurs forces sur le point le plus menacé ; dès la fin de juillet, Broussiloff était obligé de donner un peu de repos à ses troupes. Le général Gourko, qui précise les conditions de cette victoire un peu hâtive, fait, à ce sujet, une observation pleine d'intérêt : « La raison de cet arrêt ne fut pas tant dans le manque de réserves (puisqu'on en trouva bien encore à bref délai pour garnir le front russo-roumain) que dans la fatalité qui nous a poursuivis depuis le début de cette guerre : le manque de munitions pour l'artillerie et, en particulier, pour l'artillerie lourde. Il est absurde de prendre foi au bruit qui se répandit alors que l'arrêt de l'offensive fut prématuré et fondé sur les ordres du G. Q. G. pour des motifs qu'on ne pouvait déclarer. La meilleure preuve que ce vilain bruit était sans fondement, c'est qu'on avait assuré à Broussiloff les moyens de poursuivre son offensive en septembre et en octobre. Et on le munit même de munitions plus abondamment que les autres armées qui durent cesser leur offensive en raison du manque de réserves fraîches (1). »

Ces offensives sur le front nord n'avaient pas été sans importance et elles avaient grandement aidé, tout compte fait, à la puissante avancée de Broussiloff. Un instant suspendues, elles avaient été reprises en juillet entre les lacs Narotsch et Vischnir, dans la région de Smorgony, et aussi sur le front du groupe d'armées du prince Léopold, au nord-est et au sud de Baronovitchi, et jusque vers la

(1) *Loc. cit.*, ch. XIV.

boucle du Styr, en face de l'armée von Linsingen. En un mot, on se battait partout. Le front russe pesait de tout son poids dans la bataille générale. « Avec une vigueur extraordinaire, dit Ludendorff, les Russes attaquèrent encore le 16 juillet, un peu à l'ouest de la Duna en partant de la tête de front de Riga... Ces combats n'étaient pas encore terminés, lorsqu'à la fin de juillet, nous découvrîmes de sûrs indices que les attaques allaient reprendre dans la région de Baranovitchi et sur tout le cours du Stockhod. » Broussiloff reprenait donc son élan. « C'est avec angoisse, ajoute Ludendorff, que nous vîmes venir cette nouvelle offensive ; les troupes étaient épuisées par ces combats continuels et devaient tenir de larges fronts ; les troupes austro-hongroises avaient perdu toute confiance en elles mêmes et avaient besoin d'être soutenues partout par les troupes allemandes. »

Quand, le 27 juillet, on apprit, dans le camp allemand, la chute de Brody qui menaçait la jonction des armées allemandes et austro-hongroises, la coupe déborda. Hindenburg et Ludendorff furent appelés auprès de l'Empereur, à Pless. On commençait à ne plus se faire d'illusions sur l'attitude de la Roumanie ; on était au courant des négociations qu'elle avait engagées avec l'Entente, et il fallait compter bientôt avec un ennemi de plus sur le front oriental.

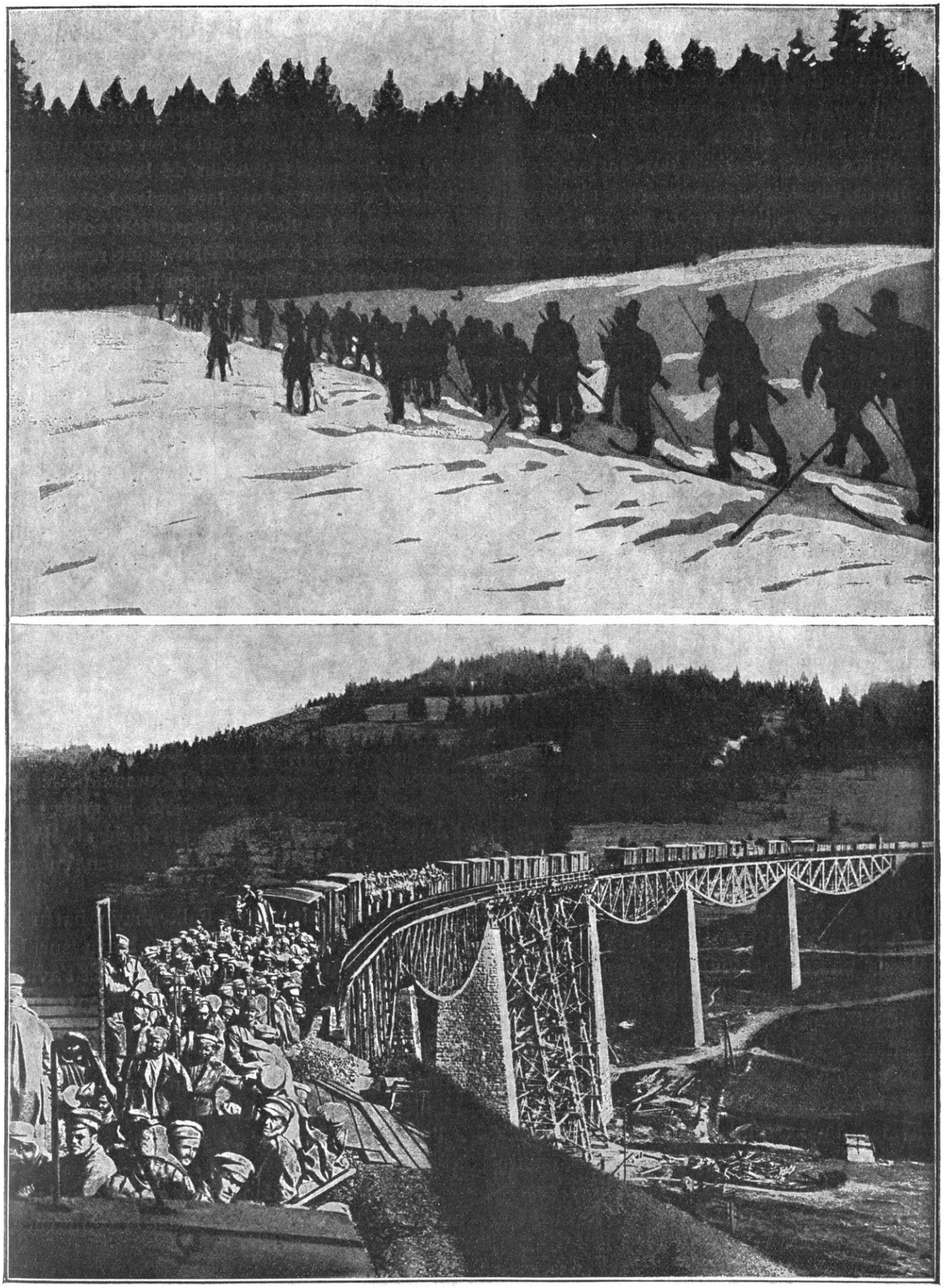
Les conceptions du général Falkenhayn aboutissaient, en somme, l'une après l'autre, à un fiasco général : Verdun, la Somme, les Carpathes, la Roumanie : écroulement partout.

C'est le moment où l'intrigue, menée depuis longtemps à Berlin pour amener au haut commandement le maréchal Hindenburg, se dévoile. En somme, ses prévisions sur la nécessité d'abattre d'abord le front russe semblent bien se réaliser. Les grandes victoires obtenues en 1915 sur le front oriental se trouvent annulées, faute d'audace et de persévérance. Que ne l'avait-on écouté? Une dépression croissante sapait ce qu'il restait de confiance aux masses populaires allemandes. Tant de sacrifices, et voilà où l'on en était ! La défaite de Verdun avait produit un effet moral extraordinaire et la résurrection soudaine du front russe le redoublait (1). L'empereur Nicolas ressaisissait son prestige ; en Italie, on portait aux nues le nom de Broussiloff.

Quel nom pouvait-on opposer à ceux des généraux vainqueurs alliés ? Un seul, celui de Hindenburg. Falkenhayn écrit dans ses *Mémoires* : « Le but final était de confier au feldmaréchal le poste de chef d'État-major général. Le chancelier de l'Empire, chaud partisan de cette opinion, faisait tous ses efforts en vue de cette réalisation... On comptait sur lui surtout pour la politique intérieure... » C'est pourquoi l'empereur Guillaume convoquait Hindenburg à Pless le 28 juillet et c'est pourquoi, après entente avec l'empereur François-Joseph, il lui confiait, à partir du 30 juillet, le commandement de la partie du front Est depuis l'aile droite de la IIe armée austro-hongroise, dans la région de Salotsche à l'est de Lemberg, jusqu'au littoral de la Baltique. La partie sud du front Est, de l'aile gauche de l'armée du Sud à la frontière roumaine, restait comme un front indépendant sous les ordres de l'archiduc Charles (2). Hindenburg commandait, ainsi, à quatre armées plus son propre groupe, et ce front était renforcé de six divisions prises sur le front occidental. L'archiduc Charles, de son côté, disposait désormais de trois armées, l'armée du Sud, la IIIe armée austro-hongroise et la VIIe armée austro-hongroise. Un chef d'État-major allemand lui était adjoint. C'était, sur le front oriental, l'unité de commandement. A la fin d'août, cette unité dans les mains allemandes était définitivement consacrée.

On était précisément au jour où Broussiloff reprenait son offensive sur le Stockhod ; en même temps les armées russes attaquaient, au nord, le groupe d'armées von Gronau. La bataille se prolongea jusqu'au 1er août au soir. Les Russes, encore vainqueurs, payè-

(1) Voir, sur l'opinion en Allemagne à cette date, André HALLAYS, *loc. cit.*, p. 98.
(2) FALKENHAYN, *loc. cit.*, p. 210.

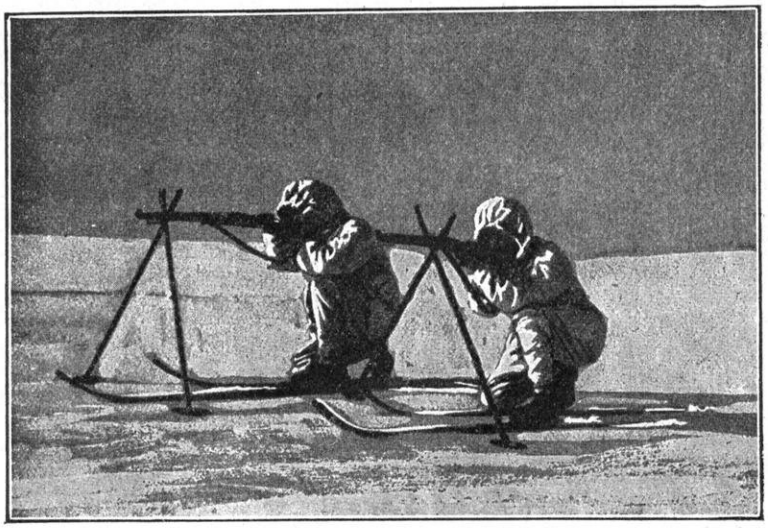


DANS LES CARPATHES

(EN HAUT) SKIEURS AUTRICHIENS EN AVANT-GARDE. — *(EN BAS)* TRAIN DE TROUPES RUSSES

rent leur victoire des plus lourds sacrifices. Cependant, ils ne cessaient pas d'attaquer et les Autrichiens ne tenaient plus nulle part. A l'armée de l'archiduc Charles, on ne se croyait plus en état de garder la région du Dniester : les Russes avaient franchi les Carpathes entre le défilé des Tartares et la frontière roumaine. Ludendorff résume la tournée d'inspection qu'il fit sur le front autrichien et austro-allemand pour se rendre compte de la situation, en deux mots : « Partout nous avions entendu la même antienne : la crise sur le front Est conserve toute son acuité. »

Dans la première quinzaine du mois d'août, le nouveau commandant en chef du front oriental allemand se consacre à tamponner ce front qui fait eau de toutes parts. On appelle la Turquie elle-même au secours : Enver-Pacha, débarrassé de l'entreprise des Dardanelles, cède à l'Allemagne le XV^e^ corps qui est encadré dans les troupes allemandes. Les six divisions envoyées du front occidental arrivent également.



SKIEURS AUTRICHIENS EN VÊTEMENTS BLANCS POUR SE CONFONDRE AVEC LE FOND DE NEIGE

Les Russes n'attaquaient plus au nord ; mais ils poussaient toujours aussi vigoureusement leur offensive vers le centre en direction de Kowel et sur le groupe d'armées de l'archiduc Charles en Galicie.

De ce côté, on perd le secteur du Sereth ; les Russes avancent plus au sud et c'est en ces semaines d'août qu'ils chassent les Austro-Hongrois de Stanislau et de Nadworna, pointe extrême de l'offensive de Broussiloff. L'armée qui, jusque-là, avait tenu bon dans le sud, est obligée de perdre le contact avec la frontière roumaine et de se rabattre sur la 2^e^ armée austro-hongroise, derrière la Zlota-Lipa.

Tout ce que l'on pouvait faire, maintenant, c'était de fortifier ce front et de préparer la défense des Carpathes. Les renforts allemands accouraient de toutes parts : on envoyait jusqu'à la première division de landwehr, cantonnée à Mitau ; on établissait des services d'étapes à Lemberg et dans les Carpathes. Hindenburg et Ludendorff avaient reculé leur Grand Quartier général jusqu'à Brest-Litovsk.

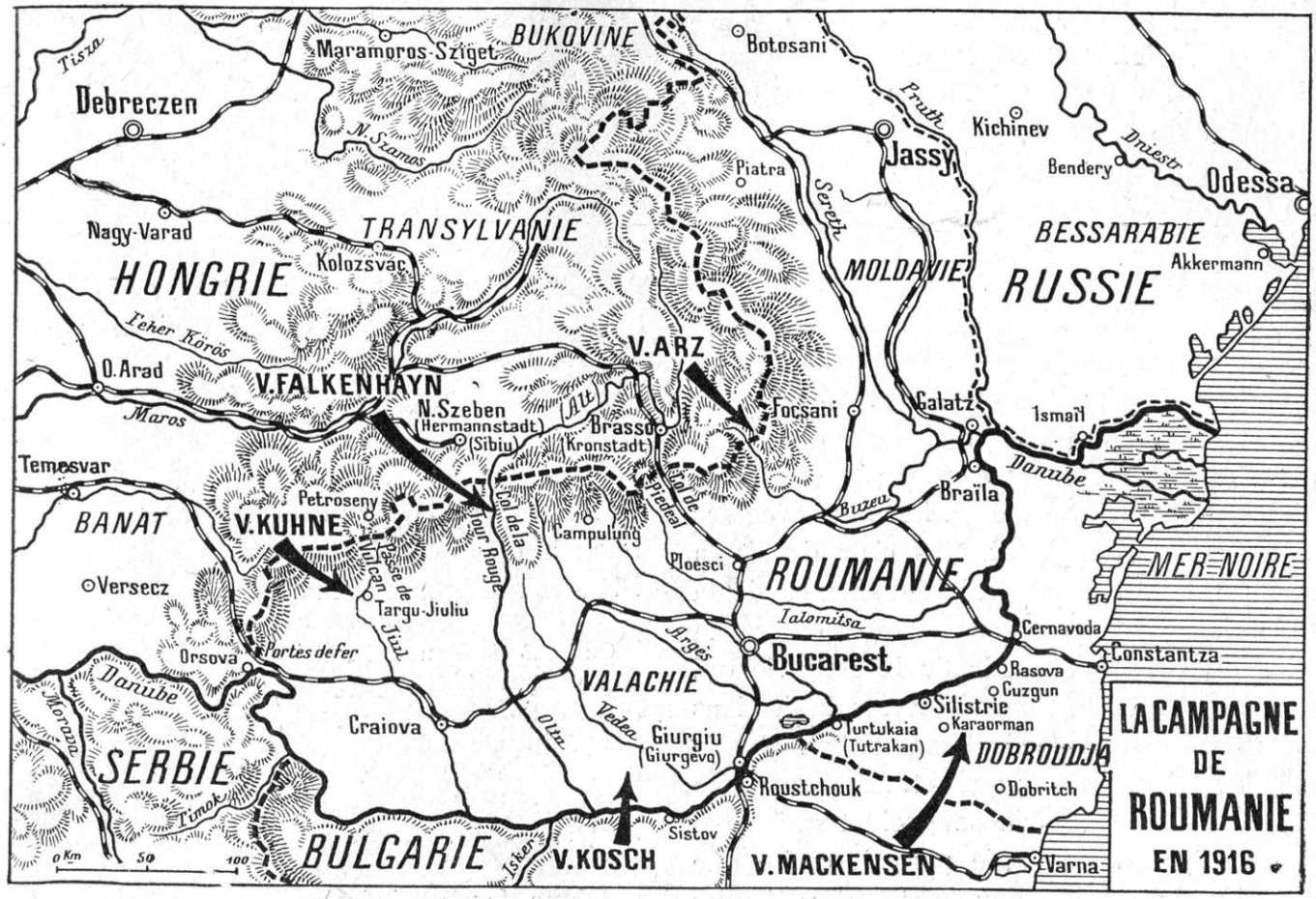
Allait-on revoir les tristes journées qui avaient suivi les grandes avancées de 1914 quand le front allemand avait dû se retirer jusque sur le sol national ? Cette offensive russe, que l'on croyait épuisée, ne s'arrêterait-elle donc jamais ?

Le 27 août, on apprit du Grand Quartier général allemand que la Roumanie déclarait la guerre à l'Autriche-Hongrie. Ainsi les tâches déjà si lourdes du front oriental s'accroissaient encore soudainement !

La coupe était pleine. Falkenhayn, battu à Verdun, battu sur la Somme, battu sur le front oriental, avait joué la partie et l'avait perdue ; le destin était décidément contre lui.

Le 28 août, à une heure de l'après-midi, le chef du cabinet de l'Empereur, général von Lyncker, transmit au maréchal von Hindenburg et au général von Ludendorff « l'ordre de Sa Majesté » de venir sans délai à Pless.

Nous avons dit dans quel esprit ces deux nouveaux chefs allaient aborder la conférence de Cambrai.



CARTE DE LA CAMPAGNE DE ROUMANIE EN 1916

LA ROUMANIE ENTRE DANS LA GUERRE

En exposant, dans nos deux premiers volumes, les origines de la Grande Guerre, nous avons dit l'importance des événements qui, à partir du 8 octobre 1912, s'étaient déchaînés dans les Balkans. Le mal universel est venu de ce coin de terre toujours agité. La perfidie de Ferdinand de Bulgarie décida de la crise. Ce prince n'était pas satisfait des résultats obtenus à la suite de la guerre des Balkans ; il se voyait déjà empereur de Constantinople. Mais, pour régner à Byzance, il ne suffit pas d'être un Byzantin ; ce gros homme aux bracelets sonnants était, en fait, un tout petit homme, esclave de ses passions et de ses illusions. En agissant, il ne pouvait faire que du mal, car il avait l'esprit et le cœur faux. Il a dit, paraît-il, même après la guerre, que « si c'était à refaire, il recommencerait. » La mort de 10 millions d'hommes et la ruine de l'Europe, le dégoût et le mépris universels ne lui ont pas servi de leçon.

Les Balkans et l'Europe vivaient en paix sur l'accord de Muersteg qui avait mis une pause dans la rivalité de la Russie et de l'Autriche à propos des Balkans ; ainsi apaisées, les choses eussent pu évoluer vers une sorte de consolidation : en tout cas, on gagnait du temps.

Les ambitions des princes et des principautés balkaniques arrachèrent la politique européenne à cet équilibre bien précaire. La première guerre balkanique éclate, puis la seconde, et celle-ci par la volonté du roi Ferdinand de Bulgarie.

La paix de Bucarest avait été, pour celui-ci, une immense désillusion. Le trouble-fête était refoulé sur lui-même et sur son peuple

déçu : c'est alors que Ferdinand rumine, en lui-même, la vengeance qui devait déchaîner les événements : il se porte définitivement du côté autrichien ; la politique de son gouvernement et l'opinion de la Bulgarie sont entraînées dans des sentiments d'ingratitude et de vengeance contre la Russie et contre le tsar libérateur.

L'Autriche-Hongrie saisit l'occasion qui lui est offerte ; ayant à peine conscience de sa propre faiblesse, elle se met à la disposition de l'Allemagne qui a le prurit de la guerre et, par suite de ces deux égarements combinés, l'ultimatum serbe est rédigé. Le fond des choses est devenu on ne peut plus clair depuis la publication des deux traités d'alliance de la Bulgarie avec l'Autriche-Hongrie contre la Roumanie (1). L'attitude de la Bulgarie qui arrache l'Autriche-Hongrie à ses hésitations est la suite de la paix de Bucarest. Que le monde périsse, pourvu que cette basse rancune et ce misérable impérialisme soient satisfaits !

Ferdinand de Bulgarie pouvait croire que sa vengeance serait à double et triple détente ; car il s'alliait avec l'Autriche-Hongrie *contre* la Roumanie à un moment où l'on pouvait croire encore que la Roumanie resterait attachée aux Empires centraux en cas de guerre générale. Le roi Carol n'avait jamais fait, en Roumanie, que de la politique allemande, et, par conséquent, austro-hongroise. Contenu par les sentiments d'une grande partie de son peuple, il avait pu chercher à paraître neutre ; mais ses protestations ne trompaient personne. Dès 1883, il avait conclu un traité d'alliance avec l'Allemagne et il l'avait renouvelé en 1913, en le faisant contresigner par Titus Majoresco. En Roumanie il y a toujours un parti germanophile ; en plus, la Roumanie était entièrement, à cette époque, aux mains des financiers et des hommes d'affaires allemands ; ses admirations étaient de ce côté, ses canons et ses armes sortaient des usines Krupp.

La guerre éclate. M. Jean C. Bratiano, chef du parti radical, était président du Conseil. Le 5 août, dans un *Conseil de la Couronne* tenu à Sinaïa, le roi Carol met sur la table le traité d'alliance et, affirmant que les puissances du Centre seront victorieuses, il demande l'exécution du traité. M. Carp le soutient. On reçoit, en ce moment, l'avis que l'Italie se prononce pour la neutralité. M. J. Bratiano se prononce pour l'abstention et fait prévaloir son avis. Le roi Carol est battu dans son propre Conseil ; il en sort désespéré, s'excuse auprès de ses grands alliés et meurt.

La Roumanie se maintenait dans l'expectative. Pesant le pour et le contre, elle agirait selon le cours des événements. On attribue à Bismarck ce propos tenu dès 1868 :

> Quant à la Roumanie, elle n'a qu'à entretenir des relations aussi bonnes que possible avec tous ses voisins et attendre avec patience que les fruits mûrs de l'arbre européen tombent d'eux-mêmes dans son tablier..., être en aussi bons rapports avec une puissance qu'avec l'autre et, à la dernière heure, si tout s'écroule, s'associer à celle des puissances dont la victoire paraîtra certaine ...

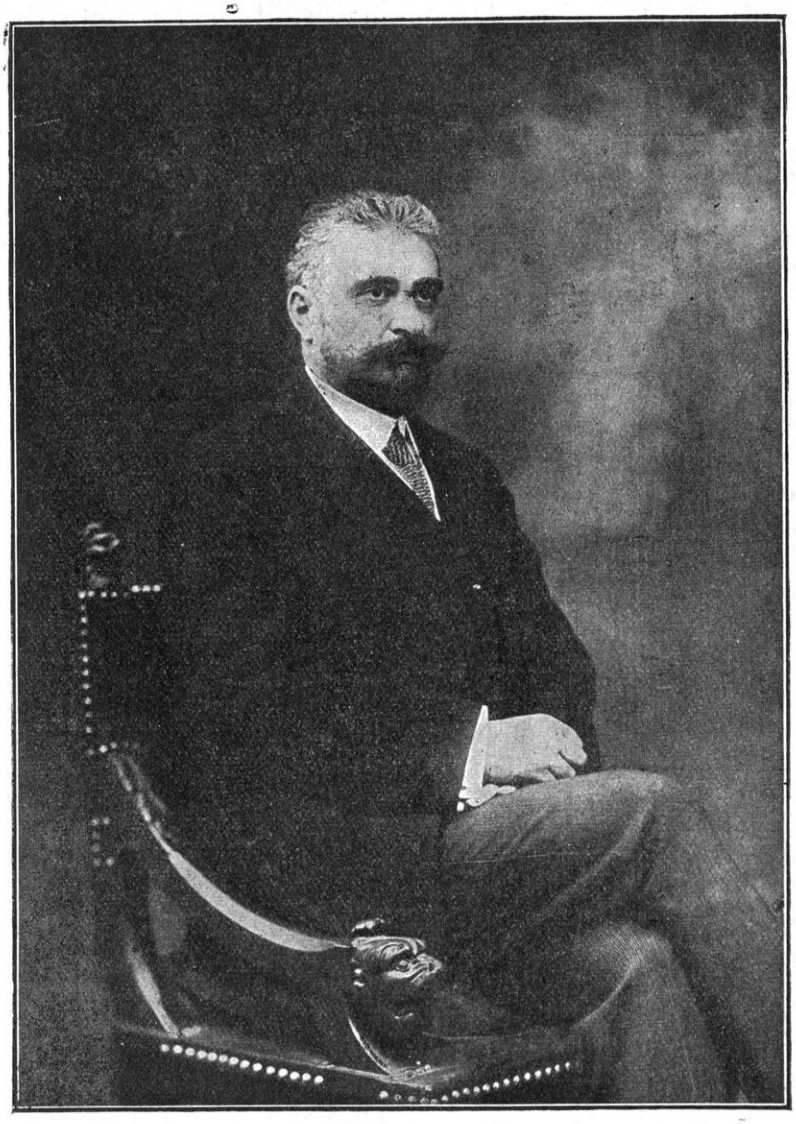
D'une façon générale, la Roumanie avait une tendance à calquer sa politique sur celle de l'Italie. Comme l'Italie, elle était un héritier déclaré de l'Autriche-Hongrie au cas où la succession viendrait à s'ouvrir ; comme l'Italie, ses affinités étaient latines ; en cas de triomphe de l'élément allemand en Europe centrale, elle serait infailliblement écrasée. Coincée à l'extrémité de l'Europe, elle n'avait aucun avenir si les puissances germaniques s'installaient dans les Balkans et à Constantinople. Le voisinage de la Russie était même, tout considéré, moins dangereux pour elle.

Par contre, cette situation géographique, si inquiétante en cas de triomphe allemand, devenait tout à fait périlleuse si la Roumanie se jetait, isolée, dans la guerre contre les Empires du Centre. N'ayant d'armes que des armes allemandes, obligée de renouveler ses munitions aux mêmes sources, encerclée entre la Bulgarie, la Turquie, l'Autriche-Hongrie, elle était à la merci d'un coup monté contre elle si on le poussait à fond comme on avait fait

(1) *Journal des Débats* du 1er avril 1919.

contre la Serbie. Son principal appui et ses seules ressources venaient fatalement d'un voisin dominateur et dans lequel elle n'avait que peu de confiance, la Russie.

Sa position à l'égard de la Russie était, en effet, des plus délicates : à la suite de la guerre de 1878, où l'intervention des armées roumaines avaient été d'un si précieux concours pour les armées russes, la Roumanie n'avait pas obtenu satisfaction pour ses réclamations ethniques en ce qui concerne les populations roumaines de Bukovine et de Bessarabie. En outre, toute politique d'expansion russe vers Constantinople mettait en danger les communications de la Roumanie par mer et vers la Méditerranée.



JEAN C. BRATIANO
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE ROUMANIE

Il y avait donc de très sérieuses raisons pour que la Roumanie se tînt dans l'abstention ; elle était militairement et économiquement mal préparée, la politique du roi Carol ayant subordonné tout son développement technique à la bonne volonté des Empires allemands. Cependant, la Roumanie, — sans parler de ses affinités de race et de ses sympathies déclarées pour la France qui l'avait toujours soutenue, — comprenait fort bien que si elle ne prenait aucune part à la guerre, elle ne pourrait non plus participer à la paix et que, en cas de victoire des Alliés, il serait passé outre à ses revendications sur les populations roumaines, soit de l'Empire d'Autriche-Hongrie, soit des Balkans, soit de la mer Noire.

Il s'agissait donc d'une question d'heure et d'opportunité. Pendant de longs mois, Bratiano se renferma dans le silence : il laissait venir vers lui les propositions des deux partis, les opposant les unes aux autres et les faisant monter l'une par l'autre. Cependant, quand la Turquie et la Bulgarie se furent déclarées et que tout espoir de se libérer de l'encerclement autrement que par les armes eut disparu, la politique du roi Ferdinand et de ses ministres, quoique toujours influencée par des attaches allemandes et par le péril d'une action isolée, prêta l'oreille aux propositions des puissances de l'Entente.

Les négociations furent arrêtées à diverses reprises, soit par la difficulté de s'accorder sur ce que réclamait la Roumanie, soit par la pression des influences allemandes, soit par la méfiance réciproque de la Russie et de la Roumanie, soit par les difficultés de toute nature s'opposant à une mise en état des ressources militaires de la Roumanie. Il y avait, cependant, une date qui constituait en quelque sorte,

à elle seule, un ultimatum pour toutes les puissances devant prendre part à la guerre, c'était celle de juin-juillet 1916, date où devait se produire la grande offensive générale destinée à encercler les deux Empires du Centre. Le général Joffre, intervenant dans la discussion, l'avait écrit franchement le 23 juin-6 juillet 1916: «*ou maintenant ou jamais*». La Roumanie ne se décidait toujours pas ; pour un peu, elle laisserait passer l'heure. Enfin, après de longues et pénibles discussions, l'accord se fit. Le 4-17 août 1916, fut signé à Bucarest le traité stipulant les conditions sous lesquelles la Roumanie se décidait à participer à la guerre.

La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie garantissaient l'intégrité territoriale de la Roumanie ; on lui reconnaissait le droit d'annexer les territoires revendiqués par elle dans l'Empire d'Autriche-Hongrie et, notamment, une ligne suivant le thalweg de la Lissa jusqu'à son confluent avec le Danube et suivant ensuite le thalweg du Danube.

Une convention militaire était jointe au traité politique : la Russie agirait vigoureusement en Bukovine, la flotte russe assurerait la sécurité du port de Constantza. La Russie s'engageait en outre à envoyer deux divisions en Dobroudja, c'est-à-dire contre la Bulgarie ; l'armée alliée de Salonique devait commencer l'offensive contre la Bulgarie le 7-20 août 1916. Les Alliés fourniraient à la Roumanie tous les moyens matériels et techniques de soutenir la guerre. Il était dit expressément :

ART. 9. — En principe, les troupes royales roumaines et les troupes impériales russes conserveront leur commandement propre, leurs zones d'opérations distinctes et une complète indépendance dans la conduite des opérations. La ligne de démarcation entre les deux armées passera de Dorna-Vatra par la Bistritza et les vallées des Chaio et Samesch à Debreczen. Le but principal de l'action roumaine, en tant que la situation militaire au sud du Danube le permettra, sera par la Transylvanie dans la direction de Budapest.

ART. 15. — Pour pouvoir prendre à temps les mesures préparatoires au commencement des opérations, les parties contractantes devront s'entendre sur le plan de l'action militaire avant le jour de l'ouverture des hostilités par l'armée roumaine...

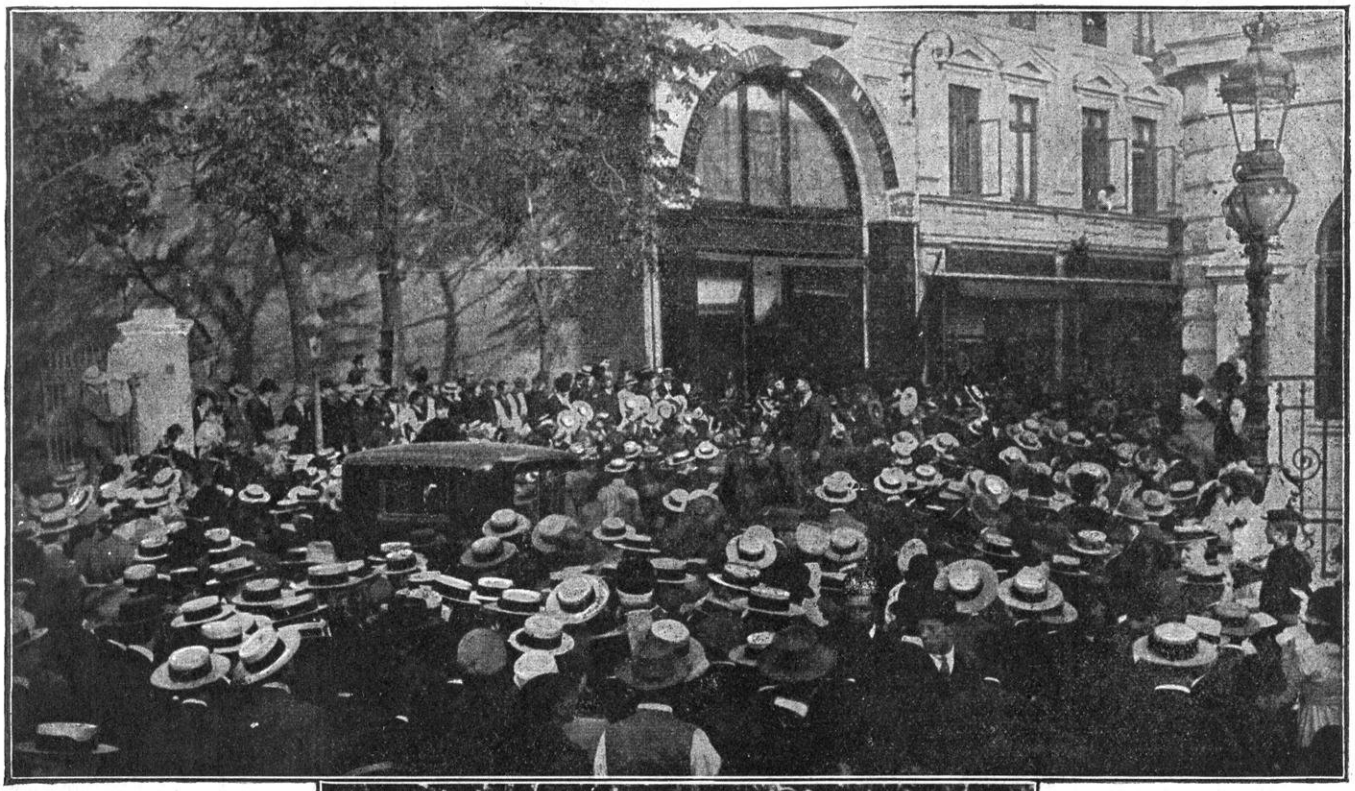
On le voit, le traité lui-même supposait un accord immédiat et complet de toutes les puissances et notamment de la Russie avec la Roumanie. Or, bien des questions étaient restées en suspens ; et, au fond, tout au fond, entre la Russie et la Roumanie l'entente morale n'existait pas : il n'y avait pas communauté de vues sur la date ; il n'y avait pas communauté de vues sur le rôle de la Bulgarie ; il n'y avait pas communauté de vues sur les conditions de la paix à la suite de la victoire. Cependant il y avait un intérêt pressant à agir, et, en fermant les yeux, jusqu'à un certain point, sur les détails, la décision fut prise : la Roumanie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie.

Par le document emportant la déclaration de guerre, document signé Em. Porumbaro et daté de Bucarest, le 27 août 1916, à 9 heures du soir, le gouvernement donnait sans barguigner les raisons de sa politique : une raison d'ordre spécialement roumain, l'affranchissement des Roumains faisant partie de l'Empire austro-hongrois ; une raison d'ordre général, la nécessité pour la Roumanie de prendre part aux négociations qui, après la guerre, décideront du sort de l'Europe. Voici les deux passages principaux :

L'espoir conçu par nous que notre adhésion à la triple alliance améliorerait le sort des Roumains de Transylvanie a été déçu. Pendant une période de plus de trente ans, les Roumains de la monarchie n'ont jamais vu des réforme de nature à leur donner un semblant de satisfaction ; ils ont même été traités comme une race inférieure et condamnés à subir l'oppression d'un élément étranger (les Magyars), qui ne constituait qu'une minorité parmi les diverses nationalités composant l'État austro-hongrois. Toutes ces injustices auxquelles nos frères ont été soumis ont maintenu entre notre pays et la monarchie un état continuel d'animosité que le gouvernement du royaume n'est parvenu à calmer qu'au prix de grandes difficultés et de nombreux sacrifices...

La guerre à laquelle participe l'Europe remet en question les plus graves problèmes qui affectent le développement national et l'existence même des Etats ; la Roumanie, imbue du désir de contribuer à hâter la fin du conflit et sous la nécessité impérative de sauvegarder les droits de race, se voit dans la nécessité d'entrer dans les rangs de ceux qui sont le mieux en mesure d'assurer son unité nationale.

Pour ces raisons, elle se considère, à partir de ce moment, en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie.



L'effet produit fut considérable dans les deux camps qui se partageaient l'Europe.

Dans les pays alliés, on eut l'impression, qu'après les succès de Verdun, de la Somme et de l'offensive de Broussiloff, cette intervention d'une armée de 500 000 hommes recrutée parmi les meilleurs soldats de l'Europe ferait pencher la balance. L'enthousiasme se répandit comme une traînée de poudre jusque dans la plus lointaine des tranchées : les soldats interpellaient les Allemands au-dessus du *no man's land* et leur annonçaient la fin prochaine de la guerre. En Allemagne, en Autriche-Hongrie, la dépression fut profonde. Maximilien Harden écrivait dans la *Zukunft*, le 3 septembre :

A BUCAREST
A LA NOUVELLE DE LA DÉCLARATION DE LA GUERRE A L'AUTRICHE-HONGRIE, LA FOULE MANIFESTE EN FAVEUR DES ALLIÉS

> Il ne sert à rien de dissimuler la gravité de la situation pour les Allemands, les Autrichiens, les Hongrois, les Bulgares et les Turcs. C'est notre existence qui se joue et la pièce se terminera en tragédie. Si l'ennemi impose sa volonté, la Bulgarie sera écrasée, la Grèce entraînée, la Turquie cernée, la Hongrie démembrée et l'Allemagne traquée comme une bête malfaisante.

Telles devaient

être, en effet, les suites probables de l'intervention si elle eût mieux choisi son moment. L'impression des hommes réfléchis était dès lors que la Roumanie entrait en ligne ou trop tôt ou trop tard, et qu'elle attirait sur elle la foudre, sans que, de nulle part, on pût la faire dériver.

Trop tard : car, si elle eût déclenché son offensive trois mois plus tôt et en connexité avec celle de Broussiloff, alors que l'affaire de la Somme commençait à peine et que celle de Verdun n'était pas finie, l'Autriche-Hongrie était battue à fond et sans espoir, et les forces allemandes n'eussent pu accourir à son aide. Tandis, qu'au mois d'août ou de septembre, l'armée russe était à bout de souffle, les Allemands avaient pris la décision de se tenir sur la défensive à Verdun, le front italien s'était de nouveau stabilisé, l'armée austro-hongroise avait eu le temps de reprendre haleine. La Roumanie avait donc à supporter seule, maintenant, le poids de la lutte en Orient ; la Bulgarie et la Turquie profiteraient de sa situation si difficile pour essayer de régler son compte une bonne fois (1).

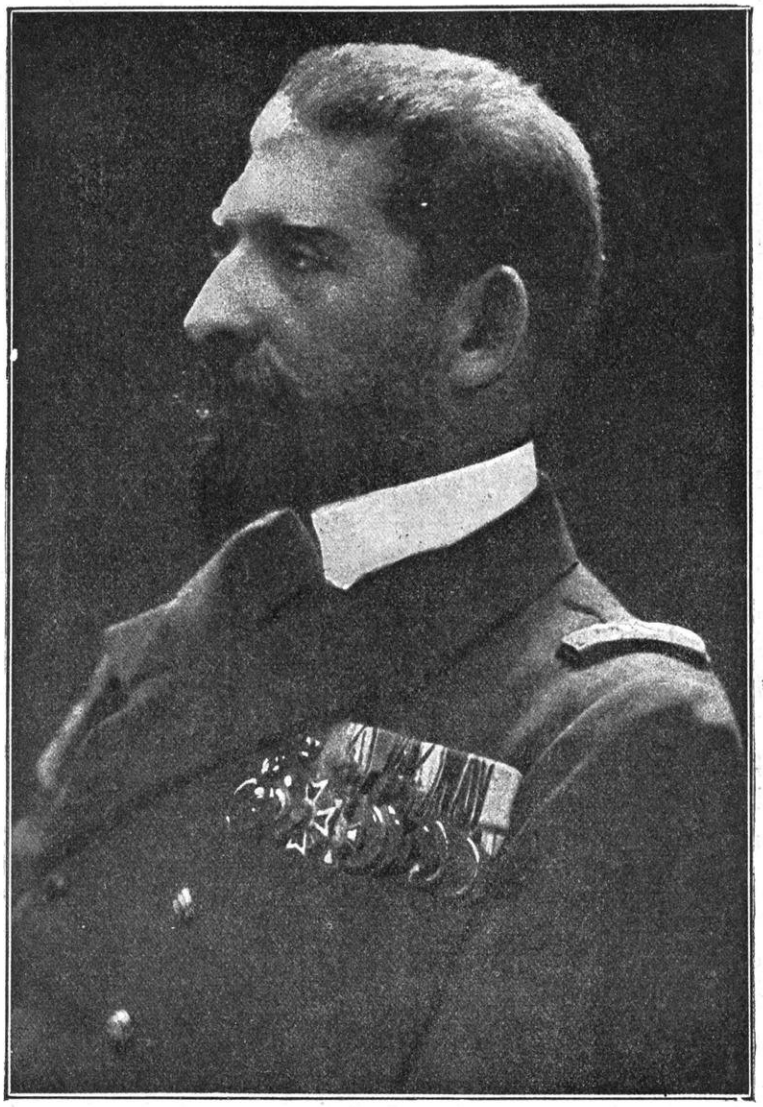
LA REINE MARIE DE ROUMANIE
ET LA PRINCESSE ILEANA

Ou bien trop tôt : car, si elle eût attendu, au risque de perdre tout, du moins elle eût pu combiner nettement son action avec la marche victorieuse de l'armée Franchet d'Espérey en Macédoine et avec l'amélioration générale des choses qui marqua l'été de 1918.

On a dit que la Roumanie avait été la victime de la perfidie de Sturmer dont les agents auraient dévoilé à l'ennemi le plan d'attaque roumain. Il semble qu'il y aurait eu surtout, de la part du premier ministre russe, un double jeu tenant à l'inquiétude que les ambitions roumaines sur la Bessarabie donnaient au cabinet de Saint-Pétersbourg, celui-ci préférant porter l'effort roumain contre la Bulgarie et dans la Dobroudja, tandis que la Roumanie était résolue à attaquer sur le front de la Transylvanie pour obtenir, de ce côté, des résultats territoriaux immédiats. Ce désaccord aurait augmenté la mésintelligence entre ces deux « alliés » que des causes de dissentiment si nombreuses séparaient encore à ce moment.

(1) Le général Cramon, détaché par l'État-major allemand auprès du G. Q. G. austro-hongrois, dit : « Si la Roumanie s'était hâtée davantage de régler ses affaires avec l'Entente, elle y aurait peut-être eu avantage ; mais elle a trop tardé et elle a perdu ainsi l'occasion d'un succès facile. » (P. 131.)

Ce qui est certain, c'est que le colonel Rudeanu avait négocié et conclu, le 23 juillet, avec les délégués des États-majors alliés, une convention fixant à 150 000 hommes l'effectif que le haut commandement roumain devait employer à une attaque immédiate de la Bulgarie ; mais M. Bratiano s'était refusé à sanctionner cet accord et à attaquer la Bulgarie : il était même en pourparlers avec celle-ci. L'ambassadeur Paléologue donne ce renseignement précis dans sa *Russie des Tsars* :



LE ROI FERDINAND DE ROUMANIE

> Neratow me fait savoir que le général Alexeiev n'admettrait pas d'envoyer 50 000 russes dans la Dobroudja s'ils n'avaient pour mission d'attaquer immédiatement les Bulgares. Il semble que ce point de vue ait été le mieux fondé et qu'il faut partager, sur ce point, l'avis du gouvernement français et du général Joffre qui mettaient en garde les Roumains contre la perfidie des Bulgares. M. Briand télégraphiait, en effet, le 5 août : « Quant à la déclaration de guerre de la Roumanie à la Bulgarie, j'estime, comme sir Edward Grey et d'accord avec le général Joffre, que nous pourrions, en dernière analyse, ne pas exiger une déclaration de guerre immédiate à la Bulgarie : car il est tout à fait probable que les Allemands pousseront les Bulgares à attaquer les Roumains et il sera loisible aux divisions russes d'engager les hostilités. »

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce malentendu fut la cause d'un retard grandement préjudiciable aux intérêts de tous et que la Roumanie allait bientôt avoir à en déplorer les suites tragiques (1).

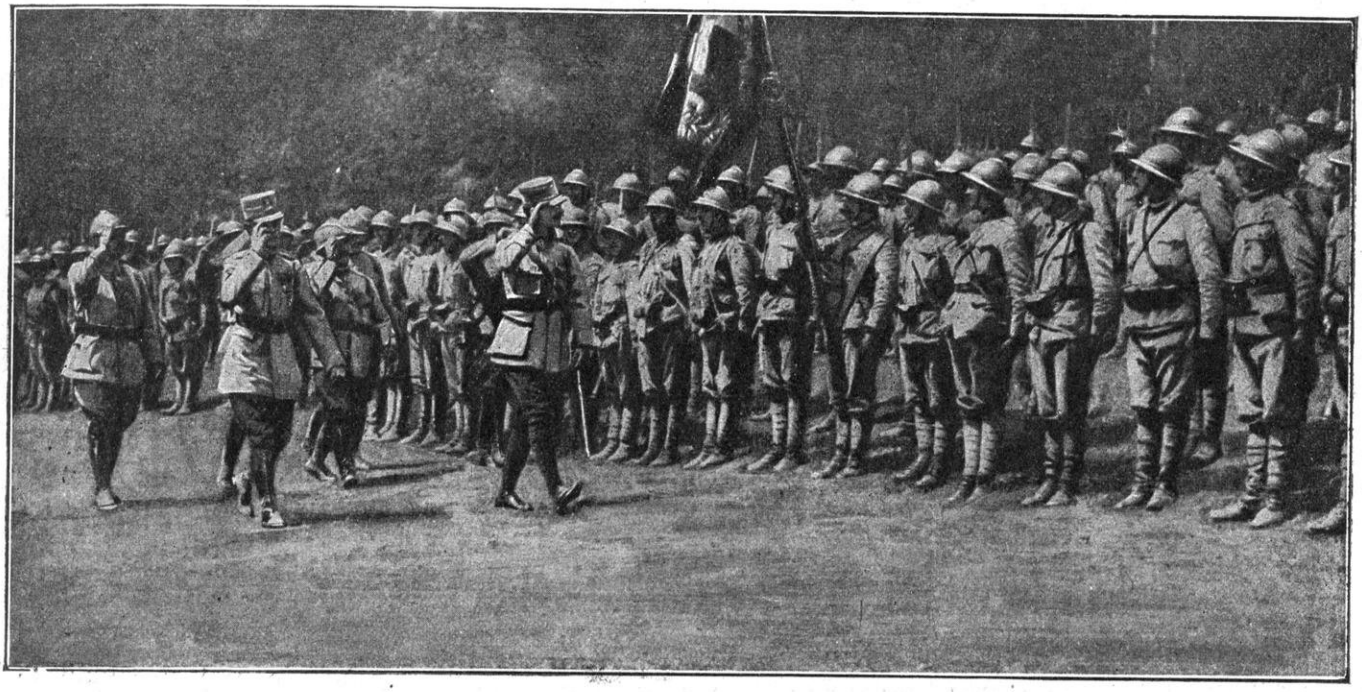
LA CAMPAGNE DE ROUMANIE EN 1916

La guerre était donc déclarée par la Roumanie à l'Autriche-Hongrie seule, le 27 août 1916. La position militaire allait être juste l'inverse de ce qu'avait pensé le gouvernement roumain. Il croyait devoir attaquer au nord en ne conservant qu'une simple flanc-garde du côté de la Bulgarie.

Or, il avait été arrêté dès le mois de juillet, d'un commun accord entre la Bulgarie et les Puissances centrales, que, tandis que les troupes de celles-ci feraient une simple démonstration contre le front nord roumain, les troupes bulgares, franchissant le Danube à Sistov, marcheraient sur Bucarest, en se couvrant face à la Dobroudja par un groupement de forces secondaires, qui se porterait en direction de Silistrie-Nitrakan... L'Autriche-Hongrie mit sa flottille du Danube et son matériel de pontage à la disposition des Bulgares ; l'Allemagne consentit à renforcer les troupes bulgares avec l'une de ses divisions du front de Salonique, ainsi qu'avec de l'artillerie et du matériel ; la Turquie s'engagea à tenir des troupes prêtes dans la région de Constantinople (2).

(1) Il reste beaucoup d'obscurités sur ce point. On avait pensé aussi faire coïncider l'attaque roumaine avec une large offensive dans les Balkans, et cette offensive fut, elle-même, retardée (Voir PALÉOLOGUE *Op. cit.*, t. I, p. 325 ; N.-P. COMMÈNE, *Notes sur la guerre roumaine* ; N. BASILESCO, *La Roumanie dans la guerre et dans la paix*, t. I, p. 169 et suiv.).

(2) Général A. von CRAMON, *Quatre ans au G. Q. G. austro-hongrois*. Payot, 1922, p. 139. —Cf. LUDENDORFF, t. I, p. 174.



LE PRINCE HÉRITIER CAROL DE ROUMANIE PASSANT UNE REVUE

En un mot, la manœuvre allemande, concertée d'avance, était une manœuvre renversée : on prenait par le dos le territoire et les forces roumaines. De la part de Ferdinand de Bulgarie, c'était une tromperie et une trahison de plus. Comment la Roumanie négligeait-elle la leçon de la Serbie ? Quoi qu'il en soit, il est certain que ce plan, quelque peu modifié après l'avènement du maréchal de Hindenburg et de Ludendorff au haut commandement, servit de base à toute l'opération contre la Roumanie. Le maréchal Mackensen fut chargé d'exécuter la manœuvre par le sud ; c'est assez dire l'importance qu'on y attachait.

Cependant, au nord, la Roumanie sans méfiance prenait l'offensive. Ses troupes pénétraient sur un large front en Transylvanie, s'appuyant, à gauche, sur le Danube en direction d'Orsowa et des Portes de fer, à droite sur les armées russes de Bukovine. 650 000 soldats étaient mobilisés : trois armées opéraient du nord au sud : 1re armée, général Costecou (Moldavie) ; 2e armée, général Coanda (Valachie) ; 3e armée, général Averesco (Orsowa et Banat). Le général Arz von Straussenburg, l'un des plus capables parmi les généraux austro-hongrois, commandait l'armée qui défendait la frontière transylvaine ; il ne disposait, au début, que de 25 000 hommes ; mais, devant s'en tenir à une simple démonstration, il avait reçu l'ordre de se replier derrière le Maros. Les armées roumaines poursuivaient donc leur avance sans coup férir. La Transylvanie était envahie sur une profondeur de 50 kilomètres. Orsowa, Petroseny, Sibiu étaient occupées ; les nouvelles de ces faciles succès répandaient un enthousiasme général.

Cette façon de commencer la campagne était précisément ce qui répondait le mieux aux vues du haut commandement allemand. Ludendorff écrit :

L'offensive directe sur la Bulgarie eût été la manœuvre la plus redoutable. Il était tout naturel, pour la Roumanie, de chercher à tendre la main à l'armée Sarrail en attaquant en direction du sud. Quelle serait alors notre situation si nos adversaires parvenaient à nous priver de communications avec la Turquie, ou même à détacher la Bulgarie de notre alliance? Une Turquie isolée, menacée en même temps en Arménie et en Thrace, une Autriche-Hongrie ayant perdu presque toute espérance, ne pourraient jamais se remettre d'un tel renversement de situation.

TROUPES ROUMAINES DÉFILANT DEVANT LE ROI ET LE GÉNÉRAL AVERESCO (×).

La Roumanie tomba dans le piège qui lui était tendu ; sa marche en Transylvanie permit à ses adversaires de rameuter les troupes nécessaires pour la défense de la Hongrie et elle reçut, par derrière, un coup au cœur avant d'avoir même le temps de se retourner.

Une armée russo-roumaine traversait la Roumanie pour venir protéger la Dobroudja. Mackensen la prévint ; il envahit le territoire roumain par le sud en direction de Dobrich ; il enlevait, dès le 3 septembre, le tête de pont de Turtukaïa sur le Danube, puis occupa Silistrie et se mit en devoir de couper les communications de Bucarest avec la mer en direction de Constantza-Cernavoda. Les contingents russo-roumains accouraient ; on confiait le commandement au meilleur général roumain, Averesco.

Le choc eut lieu dans la région de Ouzgun-Kara-Orman, le 14 septembre. L'armée russo-roumaine, après une lutte acharnée, se replia sur la ligne de Constantza-Cernavoda. Nouvelle bataille le 16, qui, cette fois, fut un succès pour l'armée roumaine : Mackensen fut arrêté dans son élan, le 20, à Rasova. Il dut, à son tour, se replier et se retrancher sur une ligne entre Silistrie et la mer. L'État-major roumain conçut alors le projet hardi, téméraire, de prendre cette ligne à revers en passant le Danube, près de Routschouk (1er octobre). La tentative, assez mal combinée, ne réussit pas et ce qu'il restait des douze bataillons roumains chargés de cette mission dut repasser le Danube, le 4 octobre. Mackensen, — assailli, il est vrai, par les forces russo-roumaines, — n'en était pas moins installé au plein cœur de la Dobroudja, menaçant Bucarest et les communications avec la mer. Comme conséquence, le plan roumain était renversé de fond en comble. Il fallait bien, maintenant, revenir sur la Dobroudja où l'on avait affaire aux armées bulgares.

Que se passait-il, cependant, en Transylvanie où s'était porté le gros des forces roumaines ? Le haut commandement allemand était décidé à tout sacrifier pour sauver l'allié austro-hongrois et pour remettre du baume sur les plaies de la Hongrie où l'on parlait déjà de paix séparée. N'étant plus pressé par l'offensive de Broussiloff et s'étant résigné à la perte de la partie à Verdun, il avait les mains

libres pour porter un coup en Roumanie. Des divisions allemandes furent empruntées au front occidental, plusieurs descendirent du front oriental du Nord ; l'armée du général von Arz vit s'accroître rapidement ses effectifs.

Cependant les Roumains avaient une supériorité numérique si écrasante, qu'ici encore, le haut commandement comprit qu'il y avait lieu, non d'attaquer de front, mais de manœuvrer. Falkenhayn, qui, à ce moment même, perdait le haut commandement, fut chargé d'exécuter en Transylvanie un plan dont il avait tracé les grandes lignes. Il s'agissait de prendre les forces roumaines, une fois de plus, par le sud en les tournant entre le Maros et le Danube. Cette manœuvre présentait de grands avantages : 1° elle se reliait, éventuellement, avec celle de Mackensen arrêtée sur la Dobroudja ; 2° elle frappait droit en direction de Bucarest ; 3° elle forçait le col de la Tour Rouge qui était la porte de la Roumanie ; 4° elle éloignait, le plus possible, les événements militaires du front russe de Bukovine, et évitait ainsi une intervention trop immédiate de la Russie ; 5° enfin, conjuguée avec la manœuvre de l'armée von Arz, qui opérait dans le nord de la Transylvanie, elle formait une tenaille qui réussirait peut-être à encercler toute l'armée roumaine, si celle-ci se portait à la défense de la capitale, et à lui faire rendre les armes d'un seul coup. C'était la manœuvre de « Cannes » sur un champ de bataille restreint. Elle réussit en partie. Mais nous dirons comment elle manqua, cette fois encore, la fameuse et difficile équation de l'encerclement.

GÉNÉRAL VON MACKENSEN

Falkenhayn déclencha vers la mi-septembre sa manœuvre combinée avec celle de von Arz. Il prit pour objectif Hermanstadt, en plein sur la gauche de l'armée roumaine occupant la Transylvanie ; il occupa les hauteurs du passage de Vulcan et marcha à l'enveloppement. Le Vulcan fut repris, mais Falkenhayn, un peu plus au nord, força le col de la Tour Rouge, franchit les crêtes et déboucha sur Hermanstadt. La bataille s'engagea au sud de la ville ; après une lutte qui dura trois jours, les Roumains durent se replier sur la ville, non sans que leur aile gauche ait été mise en pièces (29 septembre).

Falkenhayn, fort de ce succès, allonge le mouvement de la tenaille du sud et marche sur Cronstadt. L'armée roumaine de Transylvanie est menacée sur ses communications ; un sanglant échec à Cronstadt, le 8 octobre, accroît encore le péril. La cavalerie ennemie s'avançait dans la vallée de l'Alt. Déjà le mouvement en direction de Bucarest devenait difficile et la retraite se dessinait vers le nord en direction de la Moldavie où l'on comptait trouver l'appui des armées russes. Et c'est cette direction, seule restée libre, qui fut prise, en effet.

Sur les réclamations instantes de Bratiano, le haut commandement russe envoya des troupes pour consolider la droite du front roumain en Moldavie ; en même temps, pour la soulager, il ordonnait une offensive sur les Carpathes (octobre).

Maintenant que l'armée de Falkenhayn occupait la riche région pétrolifère de Cronstadt,

le but définitif de la grande opération se découvrit : c'était Bucarest ; toutes les armées se trouvaient en place comme des pions sur un échiquier : Von Arz au nord pénétrant en Moldavie, Falkenhayn au centre ayant franchi la Tour Rouge, Mackensen au sud entre Silistrie et la mer. On pouvait penser, cependant, que la situation s'était améliorée pour les armées roumaines combattant sur un front plus restreint et communiquant par leurs lignes intérieures. Elles s'étaient fortifiées sur la ligne de crêtes d'Orsowa au col de Prédéal. Le soldat, comprenant la grandeur du danger couru par le pays, combattait héroïquement ; mais les armes, les munitions, les moyens de ravitaillement faisaient défaut, et les officiers manquaient, ayant succombé les premiers. On tenait, cependant ; en attendant les renforts annoncés par les alliés et l'arrivée du général Berthelot que Joffre expédiait en toute hâte, pour aider de ses conseils l'État-major roumain.

LE GÉNÉRAL BERTHELOT EN ROUMANIE

Falkenhayn comprit qu'il n'obtiendrait pas le succès en tentant de percer le front ennemi dans la zone de résistance maxima. Contrairement aux principes ordinaires d'une bonne stratégie, il résolut de procéder à une manœuvre de surprise *par détachement*. Ordre fut donné au général von Kuhne, placé à la tête d'un groupement peu nombreux mais éprouvé, de forcer les passages encore plus au sud par le col de Szurduk, dans la région de Petroseny de se porter encore plus vers le sud et puis, par un face à l'est, de marcher droit sur Bucarest. C'était un coup risqué. En raison du désarroi dans le camp roumain, il réussit.

Certaines alternatives rendirent cependant quelque espoir à la résistance roumaine : une division bavaroise qui s'était avancée dans la vallée du Giul fut taillée en pièces par la 2e division roumaine, perdant 25 canons et 45 mitrailleuses (5 novembre). Cependant, le mouvement tournant s'accomplissait. La 9e armée austro-allemande débouchait des montagnes le 11 novembre et prenait à partie l'aile gauche roumaine à Targu Jiu. La cavalerie traversait l'Alt le 23. Les armées roumaines de Transylvanie, tournées par le sud, n'avaient plus qu'à abandonner la Tour Rouge et toutes les crêtes de montagne pour se replier en direction de Campolung.

A partir de ce moment, le plan de Falkenhayn se développait magistralement dans le sud : l'armée de Mackensen, qui était restée jusque-là immobile dans la Dobroudja, s'étendit à sa gauche. Le 23 novembre, un détachement aux ordres de von Kosch traversa le Danube et fit sa liaison avec la droite de von Kuhne ; le cercle se refermait. Mackensen prenait le commandement de toute l'armée du sud. D'un mouvement unanime, les forces alliées marchaient sur Bucarest. Mackensen avait, d'autre part, occupé Constantza à la fin du mois d'octobre

et il avait fait occuper Cernavoda, tête de pont sur le Danube. Il est vrai qu'il avait été arrêté et quelque peu bousculé dans cette région par l'arrivée des renforts russes sous le commandement de Sakharof. Mais la menace sur Bucarest n'en subsistait pas moins à la fois par l'est, par le sud-est, et par l'ouest.

En effet, Falkenhayn, s'avançant à marches forcées, s'élançait des montagnes sur Craïowa et, ayant établi sa liaison avec Mackensen, dans la vallée de l'Oltu, se trouvait, le 30 novembre, sur une ligne Giurgevo-Campolung. Trois cent mille hommes étaient aux portes de la capitale. La supériorité numérique elle-même n'appartenait plus aux armées roumaines... et il s'agissait de Bucarest ! Le soldat roumain, qui avait combattu pied à pied pour défendre le sol national, était décidé aux derniers sacrifices. Le général Iliesco, assisté du général Berthelot, résolut de livrer une bataille d'arrêt, une véritable Marne, en vue de sauver la ville. On choisit la ligne de l'Argès ; on comptait sur les Russes ; mais ceux-ci ne voulaient se battre que derrière le Sereth. Le terrain étant bon en lui-même et solidement fortifié, on se décida quand même à la bataille. Elle s'engagea le 2 novembre. Cinq divisions roumaines donnèrent à fond ; elles furent d'abord victorieuses ; trois divisions bavaroises et une division turque furent cernées ; elles étaient sur le point de se rendre, quand les réserves de Mackensen intervinrent et à un moment où, par un ordre inexplicable, le général roumain Socecu faisait reculer ses troupes. La bataille de l'Argès était perdue ; Bucarest était sans défense.

On hésita, un instant, sur le parti à prendre.

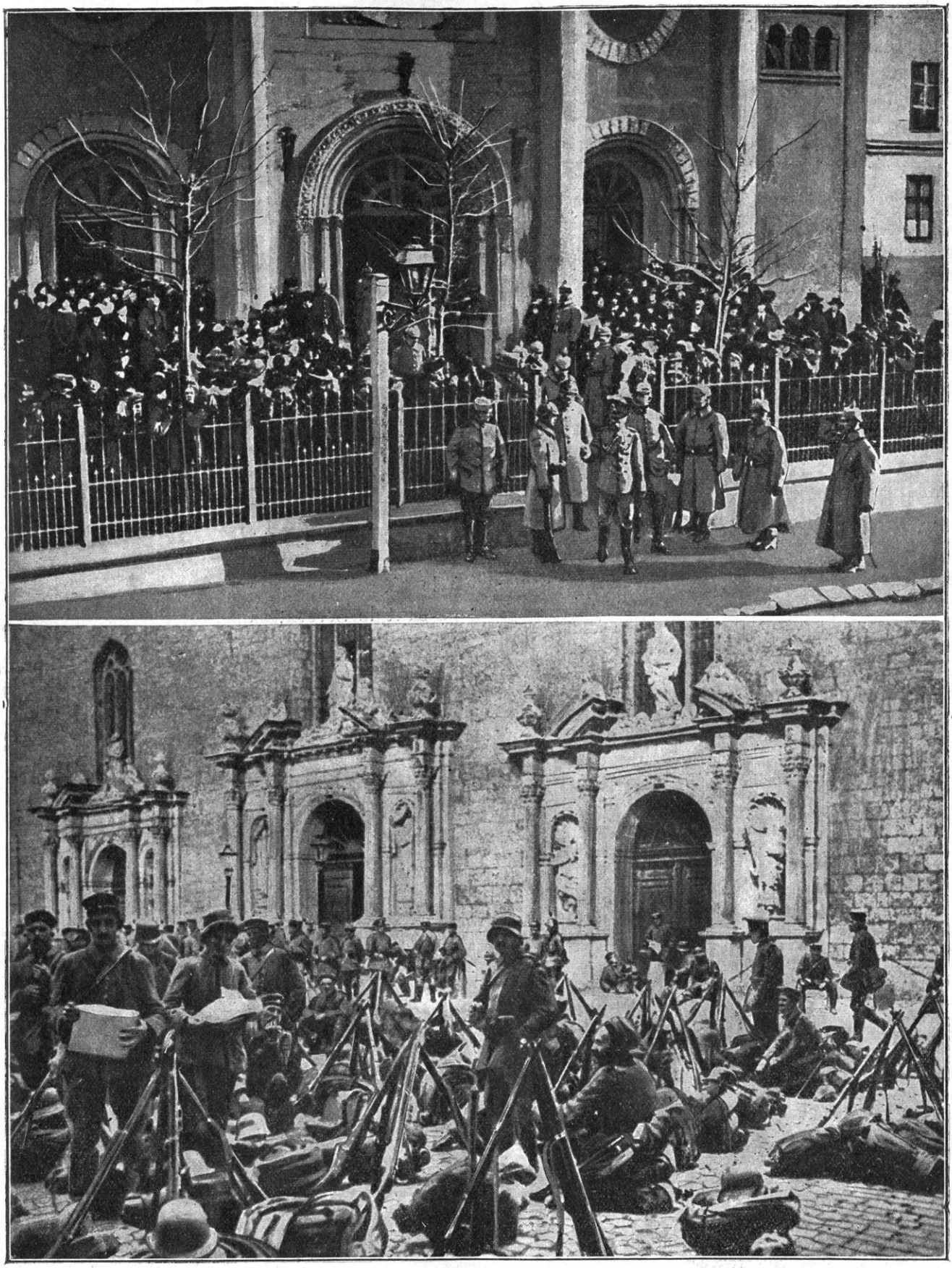
LE SIÈGE DU GOUVERNEMENT ET DU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL ROUMAINS A JASSY

L'armée roumaine s'enfermerait-elle dans le camp retranché de Bucarest qui, avec ses dix-huit forts et ses dix-huit redoutes, paraissait pouvoir supporter un siège jusqu'à l'arrivée des renforts russes, ou bien tiendrait-elle la campagne, quitte à abandonner la ville ?

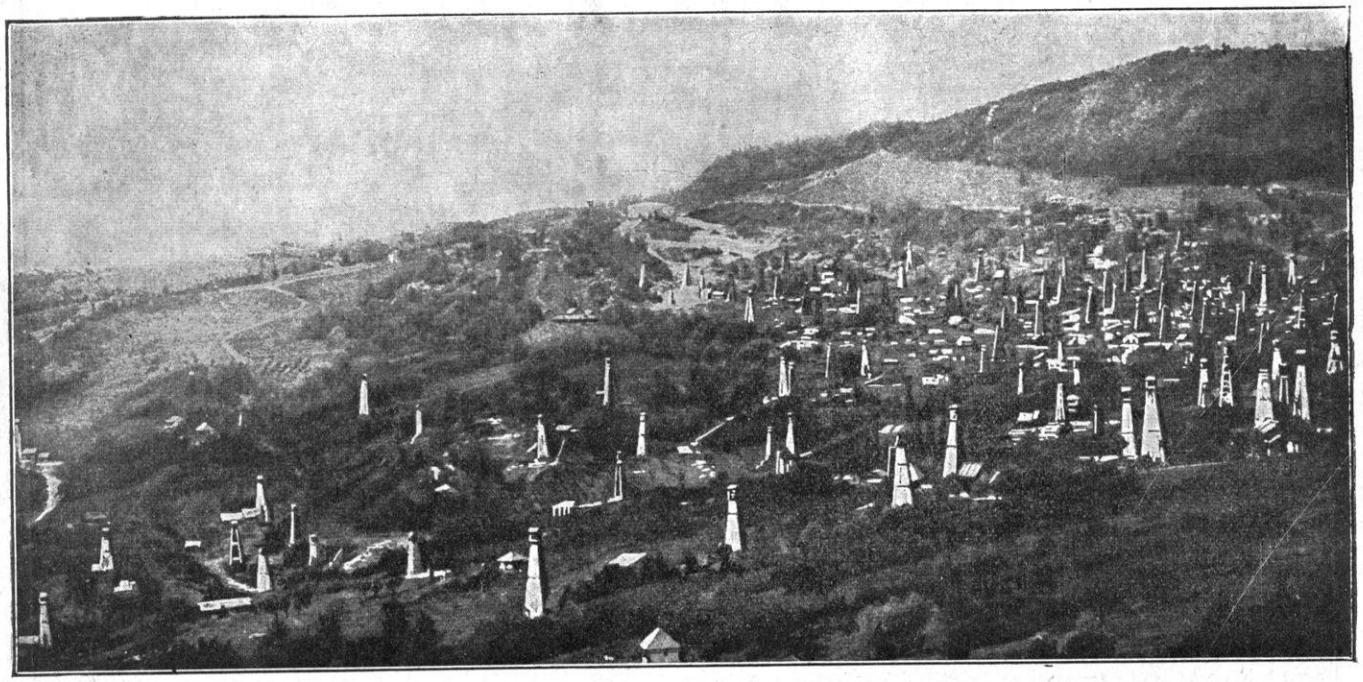
Très sagement, il fut décidé que l'on ne ferait pas de Bucarest un Metz ou un Przemylz. Avant tout, le gouvernement roumain devait échapper à la fièvre obsidionale ; il se transporta à Jassy et l'armée remonta vers le nord. De toutes parts, des forces roumaines isolées durent être abandonnées à leur sort ; nombre d'entre elles périrent bravement, les armes à la main ; d'autres furent capturées ; les villes du Sud et Sud-Ouest furent occupées l'une après l'autre ; des richesses immenses et notamment des ravitaillements en céréales accumulées depuis plusieurs années tombèrent aux mains de l'ennemi. On avait pris la précaution de détruire scientifiquement de nombreux puits à pétrole. Ce n'en était pas moins un désastre pour la Roumanie et pour ses alliés : le ravitaillement de l'Allemagne et de l'Autriche était assuré pour longtemps ; et, en plus, le sort du nouvel allié, tant fêté, paraissait réglé à la suite de cette courte campagne.

L'effet moral était d'autant plus profond chez toutes les puissances alliées que l'espoir avait été plus grand. Plus on voyait les choses d'ensemble et plus on ressentait la gravité du coup. Repington écrit, le 30 novembre :

La marche des opérations a conduit, cette semaine, l'invasion austro-allemande jusqu'aux postes de Bucarest... Londres est sur le coup d'une forte dépression ; l'on parle de changements dans le gouvernement. Peu de personnes, en admettant qu'il y en ait, entrevoient la



LES ALLEMANDS A BUCAREST
(EN HAUT) VON MACKENSEN SORTANT D'UNE ÉGLISE. — *(EN BAS)* TROUPES SUR UNE PLACE PUBLIQUE



EXPLOITATIONS PÉTROLIFÈRES ROUMAINES

fin de la guerre ; celle-ci, à leur avis, ne saurait se terminer que par un *pat*, comme on dit aux échecs. Nos hommes d'Etat se montrent impuissants à diriger les affaires publiques...

Et le 3 décembre :

L'écrasement de la Roumanie a fortement impressionné et découragé tout le monde. Lloyd George tient l'occasion de devenir premier ministre et il se hâte de la saisir.

Avant de clore ce bien triste épisode de la Grande Guerre, qui assombrit si cruellement la fin de l'année 1916 et qui eut d'autres conséquences générales sur lesquelles nous aurons à revenir, il convient de faire observer, toutefois, que la vigoureuse *initiative* prise par le gouvernement roumain, quand il eut décidé de laisser Bucarest et de chercher son appui dans le nord, devait avoir sa récompense.

L'exposé de la situation militaire en Roumanie au début de décembre a suffi pour dégager ce fait considérable : le grand plan d'encerclement militaire tenté par Falkenhayn avait, en somme, échoué ; on occupait une très grande partie du territoire roumain ; on avait pris la capitale ; mais l'armée elle-même avait échappé. Le roi Ferdinand restait à la tête d'une force de 400 000 hommes qui, passant le Sereth, s'abritait derrière les forces russes.

L'échec du grand plan de Falkenhayn était dû à deux raisons principales. L'armée de von Arz, qui opérait par le nord, n'était pas arrivée à temps et elle avait laissé la voie libre aux armées roumaines battant en retraite dans cette direction. Aussitôt la prise de Bucarest, l'armée de Falkenhayn se mit à la poursuite, mais déjà il était trop tard ; les Roumains étaient à l'abri et les renforts russes, se déployant sur la ligne même du Sereth, défendaient la ligne du fleuve, formant, à l'aile sud du front russe, une masse formidable.

L'armée Falkenhayn et l'armée Kosch firent leur jonction avec le groupe des armées autrichiennes venant du nord et commandé par l'archiduc Joseph pour enfoncer l'armée russe qui s'était avancée sur Foscani. Celle-ci dut d'abord se replier ; le général Kuehne occupant la partie inférieure du Sereth, le général Kosch s'étant emparé de Braïla, le 6 janvier, le général Sakharof abandonnait la rive sud du Danube. Mais l'hiver était installé ; les routes

SALONIQUE. — TROUPES FRANÇAISES DANS LE RAVIN DU DREVNO, PRÈS DU VARDAR

étant devenues impraticables, les troupes étant épuisées, les moyens d'action faisant défaut, il n'y avait plus qu'à s'arrêter. Au fond du cœur, les chefs allemands et autrichiens ressentaient une grande amertume : le succès était magnifique, mais il n'était pas décisif. Qu'adviendrait-il de ces forces roumaines qui, placées sous l'autorité de nouveaux chefs et reformées avec la collaboration des officiers français, allaient renforcer de leur nombre et de leur ardeur le front russe de Bukovine? La Roumanie était vaincue, elle n'était pas hors de combat.

Nous dirons, dans l'exposé consacré aux événements de 1917, comment la politique allemande traita la Roumanie et comment elle essaya de mettre sur pied une politique roumaine sous le protectorat germanique. Mais la Roumanie tint bon et les positions géographiques et ethniques, supérieures à toutes les combinaisons diplomatiques, s'opposèrent à la constitution rêvée d'une Mittel-Europa.

LE FRONT DE SALONIQUE, LES BALKANS ET LA GRÈCE EN 1916

Les événements s'enchaînent avec une logique si rigoureuse au cours de cette année 1916 qu'il eût fallu, en réalité, unir dans un même récit, pour l'intelligence complète des événements, ceux du front russe, ceux de la Roumanie, ceux de Macédoine et même ceux de Grèce, tant les uns réagissent sur les autres. Mais, si la compréhension profonde des choses y eût gagné, peut-être la clarté y eût perdu ; car la trame des événements est liée, sur chaque terrain, par des considérations locales qui ne peuvent faire partie d'un exposé d'ensemble. Il suffit donc que, par la pensée, on se reporte sans cesse aux contre-coups des faits

les uns sur les autres et que leur synchronisme ne soit pas perdu de vue.

Il est incontestable, par exemple, que l'évolution de la crise roumaine fut, dès le début, en relation très étroite avec ce qui se passait à Salonique et que Salonique, d'autre part, fut continuellement influencée par les événements de Grèce. Si Mackensen et les Bulgares eussent été fortement accrochés par le général Sarrail, ils n'eussent pu se retourner aussi violemment sur la Dobroudja : ni les Roumains, ni les Russes n'auraient été pris à revers d'une façon aussi décisive par l'attaque brusquée sur le Danube inférieur qui les désarçonna complètement. Quant au général Sarrail, pour expliquer certains retards, il invoque la situation qui lui était faite, au point de vue militaire, par le danger d'une attaque grecque en Thessalie, et par l'incohérence, apparente au moins, qui présida à toute cette phase des relations de l'Entente avec le roi Constantin.

Il incrimine vivement le Grand Quartier général français dont les directives sont pourtant, le plus souvent, d'accord avec ses propres vues ; mais il mentionne à peine ce qui fut sa véritable chaîne, le boulet au pied qui entrava le développement des événements militaires dans les Balkans, à savoir l'opposition constante plus ou moins formelle de l'Angleterre à toute mesure énergique, — qu'il s'agît de Salonique ou qu'il s'agît d'Athènes (1).

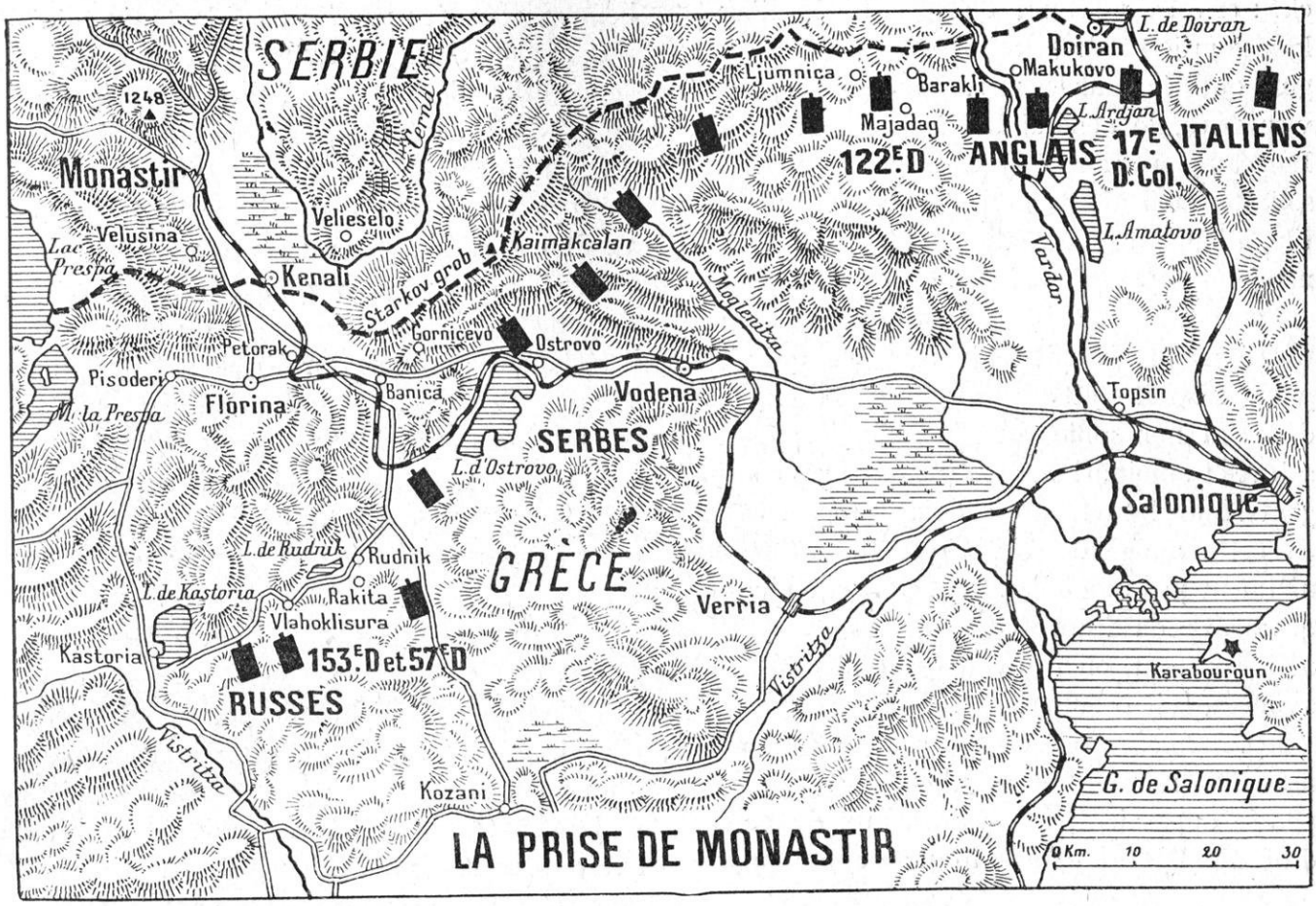
Nous touchons ici au fond du débat. L'Angleterre avait, en Orient, une politique qui lui était propre et qui était, en somme, indépendante de celle de l'Entente. L'Angleterre n'avait pas confiance dans l'intervention de la Roumanie ; ses cercles militaires étaient contraires à une action énergique sur le front de Salonique ; en outre, elle eût préféré ménager le roi Constantin et la Grêce elle-même contre toute autre hégémonie méditéranéenne.

Il est possible que la politique anglaise, ou du moins la politique de l'Amirauté, eût fait son choix dès cette date, et elle se fût désigné, à elle-même, la Grèce comme le soldat de ses propres revendications quand la question d'Orient viendrait à se rouvrir, soit à Constantinople, soit en Asie. Peut-être s'agissait-il aussi des vues particulières de tel ou tel agent britannique. Lord Kitchener, certainement, songeait beaucoup à l'Égypte et très peu à Salonique. A Londres, les sentiments contraires à l'expédition de Salonique et en particulier au général Sarrail, ne se dissimulaient pas. Ces raisons et ces sentiments pesaient à la fois sur ce coin unique du monde dont le général Sarrail disait, pourtant, avec une vue claire des choses : « C'est là uniquement que peut être montée une grande manœuvre offensive. » On le vit bien à la fin de la guerre.

Les choses se présentant ainsi dans leurs caractéristiques générales, nous les suivrons à la fois sur le front de Salonique et à Athènes, au cours de l'année 1916 : ce ne sont encore que les prodromes d'une crise qui se prépare, et dont les années 1917 et 1918 verront l'issue.

Nous avons dit comment, à la fin de 1915, l'armée serbe vaincue dut quitter le territoire national et se réfugier sur la côte d'Albanie, tandis que le front de Salonique se trouva formé par l'armée de secours en retraite. Le 29 décembre, le Montenegro avait capitulé et le prince Mirko licencié l'armée. On décide de centraliser ce qui reste des armées serbes à Corfou. Le 8 janvier 1916, l'amiral Chocheprat arrive de Bizerte avec le *Quinet*, le *Waldeck-Rousseau*, le *Renan*, le *Jules Ferry*, le *Lavoisier*, et une flottille de torpilleurs, petits bateaux et chalutiers. Corfou est occupé sans coup férir dans la nuit du 10 au 11. Les transports serbes commencent à partir de cette date. Quand ils seront terminés, vers la fin de mars, les bâtiments alliés auront amené près de 150 000 Serbes qui, sustentés, rééquipés, instruits, remis en main par les soins de la mission du général de Mondésir, deviendront, à partir d'avril, un renfort sans prix pour l'armée de Salonique. Cet effort est fait, en

(1) Voy. le livre du général Sarrail : *Mon commandement en Orient*, Flammarion. — Cf. DARTIGE DU FOURNET, *Souvenirs de guerre d'un amiral*, Plon.



LA PRISE DE MONASTIR

grande partie, par la France au fort de l'offensive de Verdun.

A partir du 13 avril commencent les transports en sens contraire qui amèneront cette armée dans le camp retranché de Salonique. Pour cet acte de bonne confraternité militaire et de haute prévoyance alliée, le charbon est vendu à la flotte 150 francs la tonne !

Le 5 juillet, se sont concentrés, en Chalcidique, 122 000 hommes, 33 000 chevaux, 4 000 voitures. Cette armée est fournie de 120 000 fusils français, de 72 sections de mitrailleuses, de 18 millions de cartouches, des outils, du matériel télégraphique et médical, des bagages, des vivres de réserve de l'infanterie française (trois jours sur l'homme, trois jours aux trains régimentaires), de 10 000 mulets de bât, etc. La totalité du matériel et des équipages d'artillerie est fournie par la France : 6 groupes de batteries de 75 de campagne, 6 groupes de 80 de montagne, bientôt remplacés par du 65 à tir rapide, 6 groupes de 70 Krupp ou de 75 Schneider de montagne, 6 groupes de 2 batteries d'obusiers de 120, 6 batteries de 6 canons de tranchée, etc. (1).

(1) J. ANCEL, *Les travaux et les jours de l'armée d'Orient*, Bossard, p. 66.

Cette guerre a coûté très cher.

Elle coûtait aussi très cher dans le camp de Salonique. Et encore le matériel n'était rien. C'était le personnel, le soldat qui payait de sa personne, de sa santé, de sa vie.

Un point délicat était soulevé par la décision, prise le 3 décembre, de créer un camp retranché à Salonique. Là, comme à Corfou, on était en territoire grec. Mais le roi Constantin, dont nous avons dit la situation ambiguë et l'attitude obscure, avait, en somme, un certain avantage à ce que Salonique fût occupé par les Alliés. Si la ville était abandonnée à elle-même, les Bulgares assurément feraient tout au monde pour la prendre, et s'ils s'y installaient, c'était pour toujours ; ou bien alors, il fallait leur résister par les armes et c'était la guerre, dont le roi Constantin ne voulait à aucun prix. On lui rendait service, au fond, en lui forçant la main. Il laissa faire.

Nous avons dit les mesures prises immédiatement pour la fortification du camp retran-

ché : envoi de France de 26 batteries d'artillerie lourde et de la mission du génie Refroignet outillée pour les terrassements. Le 10 janvier 1916, le général Sarrail pouvait écrire : Le camp retranché présente une véritable solidité, et il ajoute dans son ouvrage : « Inutile, d'ailleurs, d'insister sur sa valeur, l'ennemi ne l'ayant jamais attaqué. »

La question angoissante était celle des effectifs. Sarrail réclamait toujours, — ce qui s'explique : car il était bien exposé et la longueur du front non moins que la maladie amincissaient et amoindrissaient sans cesse ses contingents. Mais les ressources de la France surtout en cette année de Verdun et de la Somme, n'étaient pas indéfinies. On s'accusait réciproquement ; on frappait aux portes des Alliés ; mais, partout, on trouvait des difficultés, soit avouées, soit occultes.

Les *Mémoires* de Repington nous font connaître les raisons que les plus ardents pour la guerre opposaient, à Londres, aux demandes du général Joffre pour le front de Salonique :

J'ai opposé à Berthier, écrit-il, que j'approuvais absolument la fin de non-recevoir opposée par Robertson à la note de Chantilly, attendu que nous étions à court en France et de 50 p. 100 de nos effectifs normaux à Salonique ; que nous ne pouvions, pour le moment, nous passer de nos troupes d'Égypte et que si Sarrail ne réussissait pas à faire grand'chose avec ses 17 divisions — 5 françaises, 5 britanniques, 6 serbes et 1 italienne, — rien ne prouvait qu'il ferait davantage avec 21, puisqu'il est réduit à l'impuissance beaucoup moins par insuffisance d'effectifs que par manque de voies de communication et de moyens de transport... Je lui fis observer, qu'en retenant devant nous 8 divisions bulgares — qui correspondent à 16 des nôtres — nous donnions une aide effective à la cause générale, mais que la chute même de Monastir n'affecterait guère la marche des Allemands, pas plus qu'elle n'influerait sérieusement sur la campagne de Roumanie...

Cette campagne de Macédoine, ajoutai-je, est l'affaire des Russes ; moi, personnellement, je trouve inutile de gaspiller encore nos ressources là-bas. Nous n'y sommes allés que pour être agréables aux Français... (1).

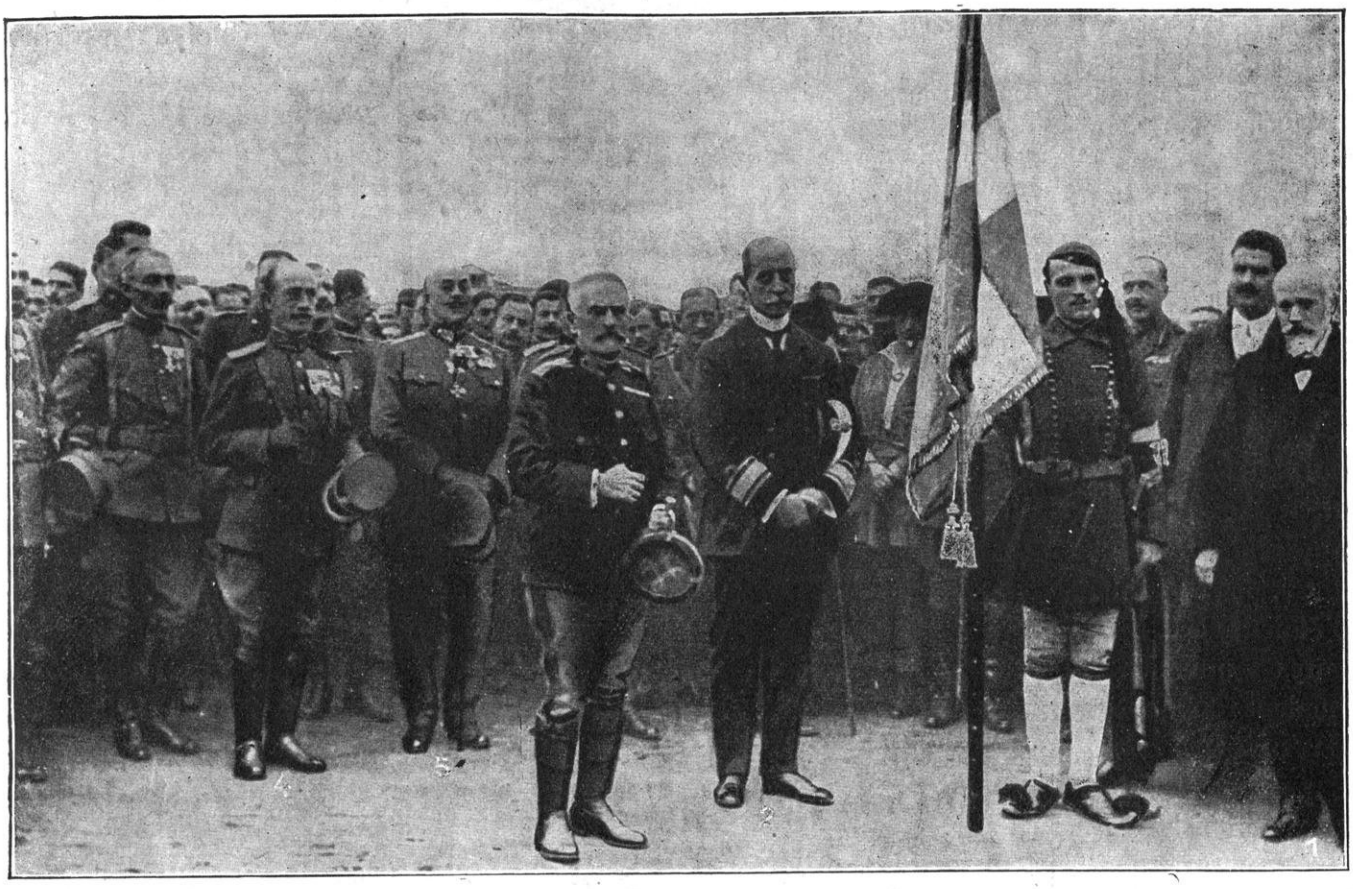
Ces lignes sont du mois d'octobre, mais elles résument les raisons, bonnes ou moins bonnes, opposées par les confidents du ministère anglais de la Guerre au principe même de l'expédition de Salonique. On trouve la trace de ces objections dans tout le cours de l'année 1916. Cependant, dès les premiers mois de 1916 et au plus mauvais de l'offensive de Verdun, on fit savoir au général Sarrail qu'il y aurait avantage à ce qu'il tentât une offensive de diversion ; pour faire quelque chose, il réclamait au moins 21 divisions. Le 1er juin, il avait reçu 118 000 combattants serbes, équipés comme nous avons dit ; cependant, leur artillerie n'était pas encore arrivée. Il se préparait à la marche en avant qui lui était demandée, quand des nouvelles d'Athènes le retardèrent encore.

Des troupes grecques étaient massées sur la frontière thessalienne et sur le front de Cavalla : que faisaient-elles là, que feraient-elles le lendemain d'une attaque et surtout d'un recul et d'une défaite des troupes alliées, si jamais elle venait à se produire ? Sarrail avait pris ses précautions, dès le 12 janvier 1916, en faisant sauter le pont de Demir-Hissar. Le 30 janvier, il fait occuper le fort Kara-Boroum, qui ferme à l'est la rade de Salonique, et, en même temps, on l'autorise de Paris à proclamer l'état de siège. Le 23 mai, un fait des plus graves se produit : de concert entre les Bulgaro-Allemands et le gouvernement du roi Constantin, le fort d'arrêt Ruppel est livré aux premiers. Peu à peu les contingents bulgares s'insinuent aux abords du camp retranché. En août, les Bulgares enlèvent Drama, Sèrès, dont les garnisons grecques sont faites prisonnières. La mesure était dépassée. Un mouvement d'indignation soulève les éléments patriotes de la garnison de Cavalla. A Salonique, un comité se rassemble pour défendre la *terra irredenta* que les Bulgares tentent de ressaisir pièce à pièce : telle fut la naissance de l'armée grecque de Salonique, qui devint bientôt l'armée venizeliste.

Mais, enfin, que faisait-on, que voulait-on à Athènes ?

Jusqu'alors, le Quai d'Orsay, influencé par

(1) *La première guerre mondiale*, p. 399.



4 Général Miliokis — 5 Général Zimbrakakis — 3 Général Danglis — 2 Amiral Condouratis — 1 Venizelos

PRÉSENTATION D'UN DRAPEAU OFFERT AUX TROUPES VÉNIZÉLISTES PAR LES DAMES DE SALONIQUE

le Foreign Office et par le gouvernement russe, avait considéré l'alliance grecque « comme possible et désirable ». Mais l'occupation du fort Ruppel et surtout la démobilisation de l'armée grecque ordonnée par le roi finissent par ouvrir les yeux. La Grèce ne remplira pas les engagements contractés à l'égard de la Serbie : elle reste neutre, mais au fond hostile. Le ministre français à Athènes, M. Guillemin, n'a cessé d'avertir le gouvernement, tandis que les ministres anglais et russes gardent encore quelque espoir. Des troubles se produisent à Athènes, l'armée française est ridiculisée sur les scènes des théâtres, un fonctionnaire anglais est insulté. Sir Francis Elliott se fâche à la fin et fait savoir qu'il va appeler la flotte. Le samedi 17 juin, on avait même décidé une démonstration navale. L'amiral Dartige du Fournet avait reçu des ordres à ce sujet. Puis tout s'était arrangé, le roi ayant cédé à l'ultimatum de l'Entente et ayant accordé les réparations exigées. Le cabinet grec démissionne et M. Zaïmis, qui passe pour moins hostile, constitue le nouveau cabinet.

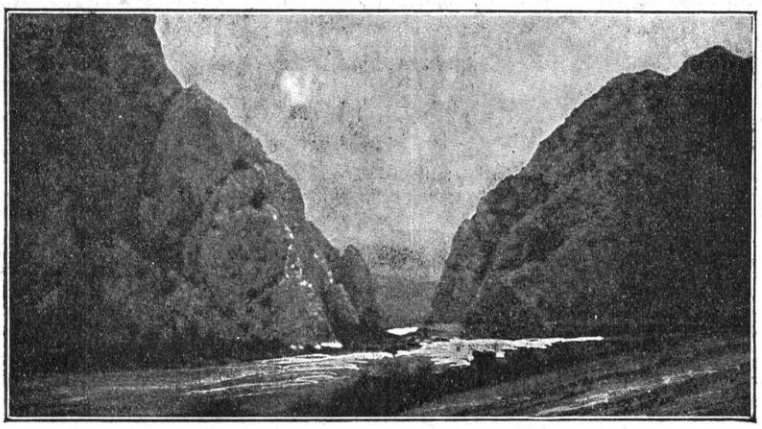
Mais les Bulgaro-Allemands savent à quoi s'en tenir et c'est le moment qu'ils choisissent pour s'étendre vers Salonique. Sarrail, donc, préoccupé de ce qui se passe en Grèce, ne bouge toujours pas. Nous sommes en août, à l'heure où la Roumanie entre dans la guerre. C'est aussi le moment où la Grèce venizeliste lève la tête et où le mouvement de Cavalla commence à gagner la Grèce tout entière. Venizelos annonce sa prochaine arrivée à Salonique.

Le 15 juillet, Sarrail avait reçu cette directive générale : « Accrocher les forces bulgares pour qu'elles n'aillent pas sur la Roumanie ». Le général Robertson, à ce moment, télégraphiait encore au général Milne, commandant des forces britanniques :

Vous pouvez faire immédiatement ce que demande le général Sarrail dans les limites de la possibilité; tout en vous souvenant que le gouvernement de Sa Majesté n'approuve pas que l'on prenne l'offensive jusqu'à l'entrée en campagne définitive de la Roumanie. *Je doute encore qu'elle entre en jeu* et, même si elle entre en jeu, une offensive sérieuse ne paraîtrait ni nécessaire, ni possible pour vous *pendant les trois ou quatre semaines prochaines.*

Cette dépêche publiée par le général Sarrail précise les responsabilités. Le général anglais avait même reçu l'avis officiel que la Bulgarie ne marcherait pas contre la Roumanie et, en effet, l'erreur de Bratiano autorisait cette appréciation.

Or, le 17 août, c'étaient les Bulgares qui attaquaient : on n'avait pas su les prévenir, ils prenaient l'avantage de l'initiative; Mackensen se portait sur la Roumanie tandis que les Bulgares allaient fixer l'armée de Sarrail. En somme, toute cette phase diplomatique et militaire obscure, secondée par les hésitations du commandement local et ses éternelles plaintes contre le Grand Quartier général, aboutissait à cela. On avait voulu attendre pour se battre en réclamant de nouvelles forces et, maintenant, on était bien obligé de se battre avec les ressources dont on disposait.



LE VARDAR. — LES PORTES DE FER

Sarrail, heureusement, avait, dans le camp retranché, l'armée serbe en bon état et animée de sentiments de vengeance irréductibles : le prince régent était, pour lui, un loyal collaborateur et le général Bojovitch, qui commandait l'armée, était un homme de toute sûreté et de grande aménité. Les forces serbes, divisées en trois armées, avaient pris position à l'ouest de Salonique jusqu'à Florina. Or, c'était précisément de ce côté qu'attaquaient les Bulgares secondés par les Allemands. Leur plan était, de toute évidence, celui-ci : prendre Sarrail à revers par Florina, le séparer des avant-postes grecs de Thessalie, le couper de l'Albanie, entrer en contact avec la Grèce, si possible s'assurer le concours de celle-ci, sinon la réduire à l'impuissance, puis se rabattre sur Salonique, enlever le camp retranché, resserrer contre la mer ou coincer sur Cavalla les débris de l'armée Sarrail. Plan très vaste, trop vaste pour être exécuté avec des troupes médiocres et des ressources morales plus médiocres encore. Sarrail comptait attaquer le 20 août sur le Vardar : son propre plan étant renversé de fond en comble, il y renonce, obligé qu'il est de faire tête à l'ouest d'abord.

L'initiative ennemie commença par réussir : le 17 août les avant-postes bulgares enlevaient Petorak; les Serbes étaient obligés d'abandonner Florina. Mais, dès le 18, ils contre-attaquent ; ils ont devant eux trois divisions bulgares ; ce n'est plus une affaire d'avant-postes. Les régiments bulgares prennent le dessus, marchent sur Banica, s'en emparent et rejettent les Serbes sur Ostrovo. Le mouvement débordant commençait bien. Cependant, les deux autres armées serbes tenaient solidement ; l'une abordait une crête difficile, mais dont la possession disposerait du sort de la région, le Kaïmakalan, et l'autre, secondée par la 122e division française, tenait vers Ljemmica.

Un télégramme du Grand Quartier général faisait remarquer au général Sarrail que les instructions d'offensive qui lui avaient été données « s'accomplissent d'elles-mêmes du fait que les Bulgares ont pris l'offensive et que vous manœuvrez pour les battre ».

Sarrail était en forces ; il disposait de 300 000 hommes ; il n'avait qu'à contre-attaquer. Les ordres furent donnés, en effet. Mais il faut bien reconnaître que l'on comptait, avant tout, sur les Serbes.

Leur position s'était grandement améliorée ; ils avaient tenu partout. Sarrail télégraphiait le 28 août :

> Depuis début des opérations, succès bulgares se résument à occuper territoire grec, défendu ni par alliés ni par Grecs, et à échec sanglant devant position aile gauche serbe, vers lac Ostrowo.

Le 30 août, la révolution venizeliste éclatait à Salonique. Sarrail se sent rassuré pour la ville ; il décide de passer à la contre-offensive et de mener les choses rondement sur tout le front : la 17e division coloniale marchera face à Doiran, les Anglais à droite sur la rive gauche de la Struma ; la 122e division au nord de Majadag et les Italiens devant leur propre front. Le général Cordonnier, qui commandait depuis le 10 août les forces françaises sous les ordres de Sarrail, disposait des 156e et 57e divisions. Le commandant en chef gardait en réserve les 35e, 44e, 54e et 56e colonial. C'était bien l'offensive, mais en ordre dispersé.

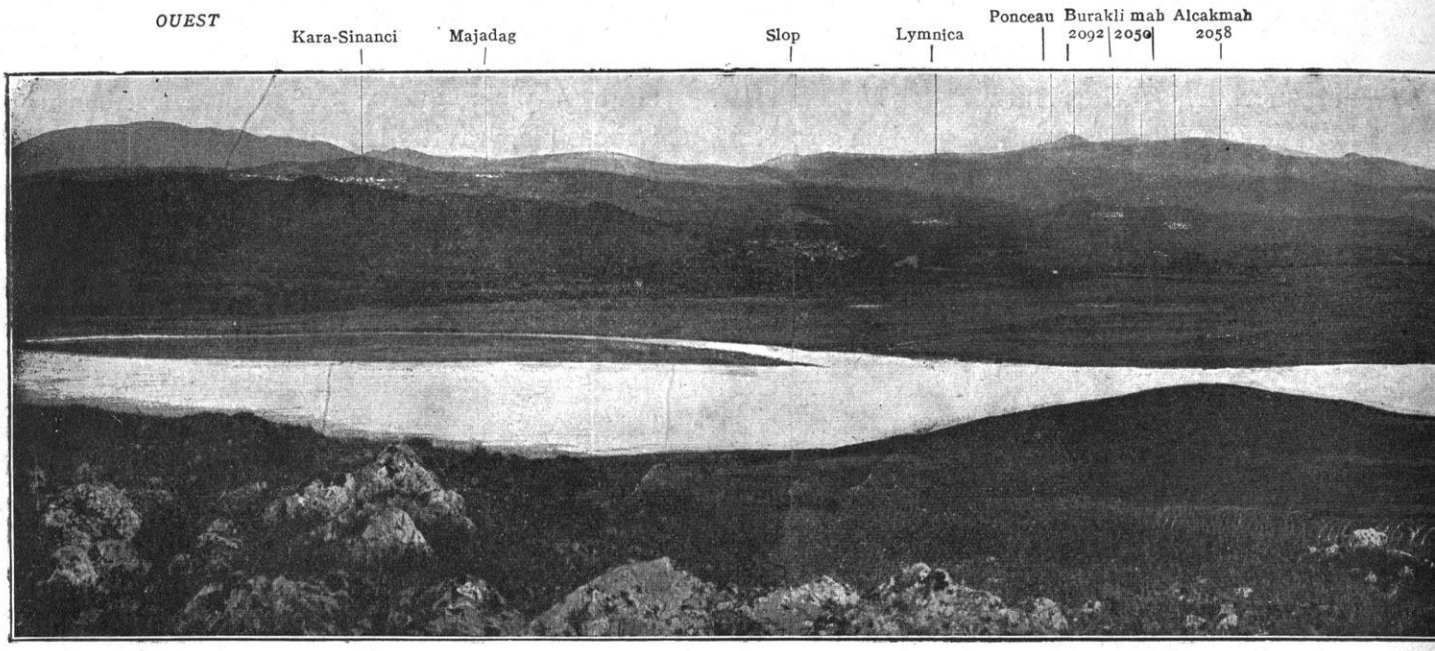
Le 11 septembre, Cordonnier, avec les Russes mis sous ses ordres, s'emparait de Rakita et de Vlakokilisura, puis de Rudnik, tandis que les Russes montaient les pentes 1414, 1348. On était en pleine guerre de montagnes. Terrain impossible, ravitaillement difficile, communications et liaisons laissées au hasard. Une muraille à grimper en perspective ou bien des marais et des déserts à franchir les pieds dans l'eau, tel était le tableau exposé devant des troupes impaludées, dégoûtées, sous un commandement difficultueux ; malgré tout, elles étaient heureuses de sortir de l'inaction.

GÉNÉRAL CORDONNIER

Les Serbes s'engageaient à fond. Ils étaient sur leur terrain, eux ; ils marchaient à la délivrance de leur propre pays. Le 14, ils enfonçaient le centre bulgare à Gornicevo ; 32 canons pris à l'ennemi.

Cordonnier avançait lentement ; les Anglais s'emparaient de Makukovo, à l'est du Vardar, et puis stoppaient, bientôt rejetés. Les Serbes marchaient ; ils prenaient, sur leurs sveltes épaules, le fardeau principal de la campagne. Cependant, le 18, le général Leblois, avec des fragments des deux divisions, 57e et 156e, leur donne un fameux coup de main en s'emparant de Florina.

Tout le monde sur la route de Monastir ! Les Bulgares barraient cette route près de



PANORAMA DE L

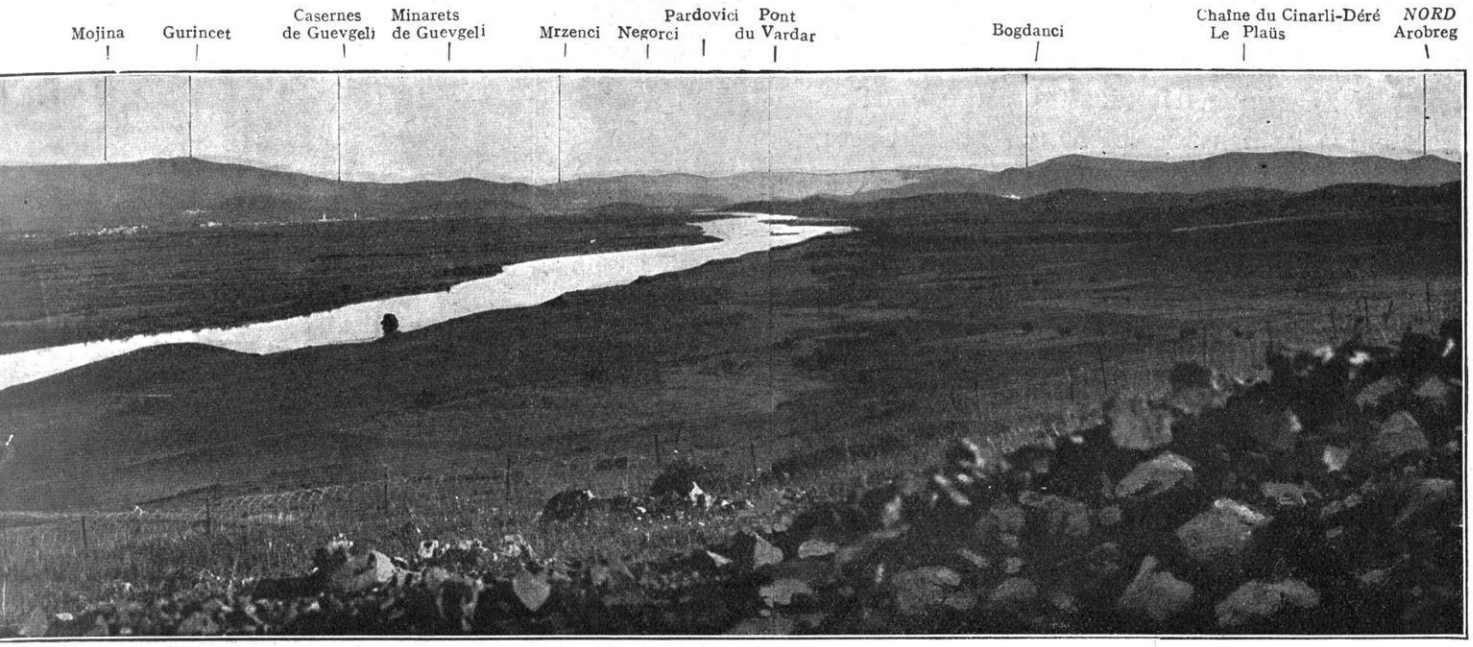
Pisoderi : barrière redoutable dans un couloir que des montagnes dominent ; il faut rompre la bretelle ou périr. Les Anglais ayant cessé d'attaquer de l'autre côté, sur la Struma, les Bulgares avaient ramené 20 bataillons sur la route de Monastir. Ordre formel au général Cordonnier d'attaquer, le 3 octobre ; dès le 30 septembre, les Serbes, prenant encore les devants, progressaient sur le Kaimakalan et tournaient la position ennemie ; ils abordaient la crête frontière à Starkovgrob. Sarrail pressait, pressait Cordonnier qui ne se pressait pas. L'offensive générale était enfin préparée pour le 3 octobre. Or, les Bulgares exécutent, précisément à cette date, un repli général devant les Serbes. La route de Monastir s'ouvrait. Quel élan, quel enthousiasme !

A partir de ce moment, les Bulgares sentent bien qu'ils ont perdu la partie qui devait les porter sur la frontière grecque ; pivotant et refusant leur droite, ils reculent pour gagner, à l'est, la ligne de la Cerna. Les forces françaises partant de Florina pouvaient leur couper la route vers Velonsina. Mais Cordonnier continuait à agir « méthodiquement », c'est-à-dire qu'il marchait à pas comptés avec de solennelles préparations d'artillerie. Il était malade, brouillé avec son chef ; l'indiscipline s'affichait sur ce point si éloigné, si douloureux. Cordonnier est rappelé et Leblois prend le commandement. Les Serbes avançaient toujours ; le 19, ils étaient à Valionlo qui flanc-garde Monastir du côté de la Cerna.

La Cerna devenait donc, maintenant, l'objectif. C'est assez dire que la lutte s'orientait vers le Vardar ; tout ce que l'on ferait du côté du Vardar dégagerait la Cerna ; les Bulgares, pris de peur, se mettaient, en somme, à regagner leur pays. Le lac Doiran, situé juste au nord de Salonique, doit devenir le point de mire pour une sortie du camp retranché, et on hâtera leur fuite. Les

VUE GÉNÉRALE DE FLORINA

LES FRONTS EXTÉRIEURS EN 1916



(Photo Meys.

IÉGLEN, LE VARDAR

Anglais marchent dans le secteur du Vardar au lac Doiran ; les Italiens se développent vers la Struma. Les Anglais commencent le mouvement contre la retraite bulgare en s'emparant de Barakli Dzuma. C'est bien la manœuvre, mais à l'état embryonnaire (31 octobre).

Les Serbes avançaient toujours et bousculaient devant eux l'aile marchante bulgare ; ils allaient de l'avant, secondés par le 2e *bis* zouaves et ramassaient prisonniers et canons à la pelle. A partir du 12, les forces françaises prennent la piste, s'engagent dans la boucle de la Cerna et se mettent sur les talons des Bulgares ; on cueille même des prisonniers allemands. L'ennemi fait un nouveau bond en arrière : il abandonne les lignes de Kenali (15 novembre).

De Paris, on ne comprenait pas grand' chose à ce qui se passait : les plaintes s'exagéraient, le moindre incident était grossi, les retards paraissaient incompréhensibles : Sarrail dépêchait, auprès des ministres, ses amis du Parlement. Et puis, il y avait toujours cet imbroglio grec. Sarrail écrit :

> On me réclamait des explications pour avoir toléré en Grèce un mouvement révolutionnaire et anti-dynastique, *ce qui avait empêché la Russie et l'Angleterre de donner satisfaction aux propositions de la France au sujet de Salonique.*

On voit tous ces fils entrecroisés. Pourtant, Sarrail, en ce point, avait raison. La tentative d'un député, plus ou moins accrédité, M. Benazet, pour jeter les bases d'une entente avec le roi Constantin, avait échoué par la mauvaise foi de celui-ci. Imbroglio.

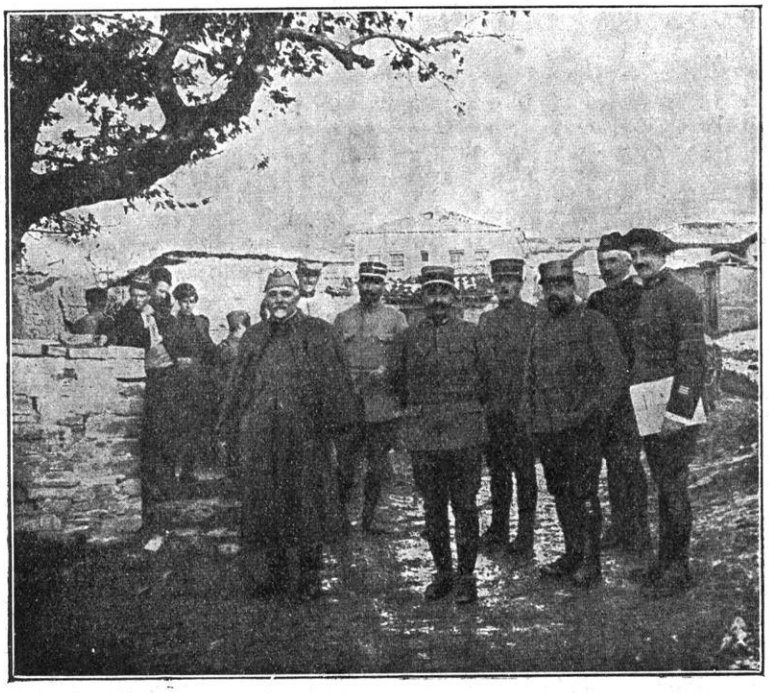
Il fallait y voir clair! Paris, d'accord avec le Grand Quartier général, décide d'envoyer une sorte d'inspecteur, et l'on désigne le plus équitable des hommes et le plus qualifié, le ministre de la Guerre, général Roques. Il arrive en novembre, examine tout, pèse le

VUE GÉNÉRALE DE MONASTIR

pour et le contre, et revient avec l'impression nette que, si l'on veut faire quelque chose sur le front de Salonique, il faut assurer au général Sarrail, outre les Russes, les Serbes et les Grecs, 30 divisions.

Trente divisions ! Que pourrait faire la France, que voudrait faire l'Angleterre ?

La France avait encore de bien lourdes tâches (novembre-décembre 1916 : achèvement des campagnes de Verdun et de la Somme) ; quant à l'Angleterre, elle gardait sa mauvaise humeur contre Sarrail, son indécision à l'égard de l'affaire de Salonique et le désir de ne pas rompre avec la Grèce. Mais la Roumanie suppliait qu'on lui vînt en aide. La grande tenaille allemande, autrichienne, bulgare l'étreignait ; Bucarest succombait. Au secours !



LE GÉNÉRAL LEBLOIS ET SON ÉTAT-MAJOR

Les Serbes marchaient toujours. Le temps était épouvantable et arrêtait les plus ardents. Les Serbes marchaient. Leblois, entraîné, attaquait sur les deux rives de la Presba ; les Italiens grimpaient vers la ligne de montagnes du Belès, et cela devenait une menace bien dangereuse pour la retraite bulgare. Tout le monde s'y mettait. Selon leur méthode militaire, les Bulgares, une fois de plus, évacuèrent. Ils abandonnèrent Monastir, le 19 novembre.

Les Serbes entraient dans leur ville sainte, à bout de souffle, épuisés, les larmes dans la gorge. C'était le commencement de la délivrance !

Sarrail, s'adressant aux armées alliées, disait aux Serbes :

Vous avez les premiers ouvert le chemin ; vous les premiers, avez enfin vu nos ennemis en fuite et vos efforts soutenus ont permis la prise de Monastir.

et aux Français :

Je suis fier d'avoir été à votre tête en Orient. Que le succès présent ne soit que le prélude de plus beaux encore !

En effet, ce ne pouvait être qu'*un prélude*. Mais il fallait au général Sarrail des forces plus nombreuses et l'apaisement en ce qui concernait l'attitude de la Grèce.

Or, un événement nouveau et d'une importance capitale allait lui apporter l'un et l'autre. Le 9 septembre, Venizelos débarquait à Salonique. Il était accompagné du général Danglis et de l'amiral Condouriotis, patriotes éprouvés. Il avait été résolu de leur laisser constituer un gouvernement grec que l'on traiterait comme « gouvernement de fait ». Venizelos eut pour premier soin de constituer une armée pro-alliée sous les ordres du général Danglis. On fit appel aux volontaires de la Grèce entière ; et, de la Grèce entière, les volontaires accoururent pour aider la Grèce elle-même à *fara da se* et à sauver, par son propre courage, et avec le concours des Alliés, les territoires convoités par la conquête bulgare. Car tel fut le service rendu à la Grèce par le grand et clairvoyant patriote, Venizelos ; il garda Salonique et la Macédoine à son pays, cependant que la radicale inopportunité de Constantin menaçait de tout perdre.

M. CHAUMET ANCIEN MINISTRE, EN COMPAGNIE DU PRINCE ALEXANDRE DE SERBIE ET DU GÉNÉRAL SARRAIL

Cependant, la Roumanie implorait toujours ! Elle râlait. Une aide, un geste ! Or les Serbes n'en pouvaient plus ; les Anglais ne bougeaient pas ; les effectifs fondaient par l'inaction et les maladies. C'était l'abominable hiver des Balkans ! Les Serbes s'emparèrent encore de la cote 1248 qui protégeait Monastir. Leblois leur prêta la main ; puis tout s'arrêta.

Le grand mouvement tournant offensif conçu par les Germano-Bulgares était brisé : on s'en tint là, pour l'heure. On verrait ce que l'hiver amènerait de nouveau à Salonique et à Athènes. D'ailleurs la Roumanie était vaincue, Bucarest occupée. Que faire pour le moment? Sarrail dicta les ordres d'arrêt :

A. S'établir dans une situation solide permettant de résister à toutes les attaques que l'ennemi pourrait diriger contre l'armée d'Orient et pouvant servir de base pour une reprise ultérieure de l'offensive ;

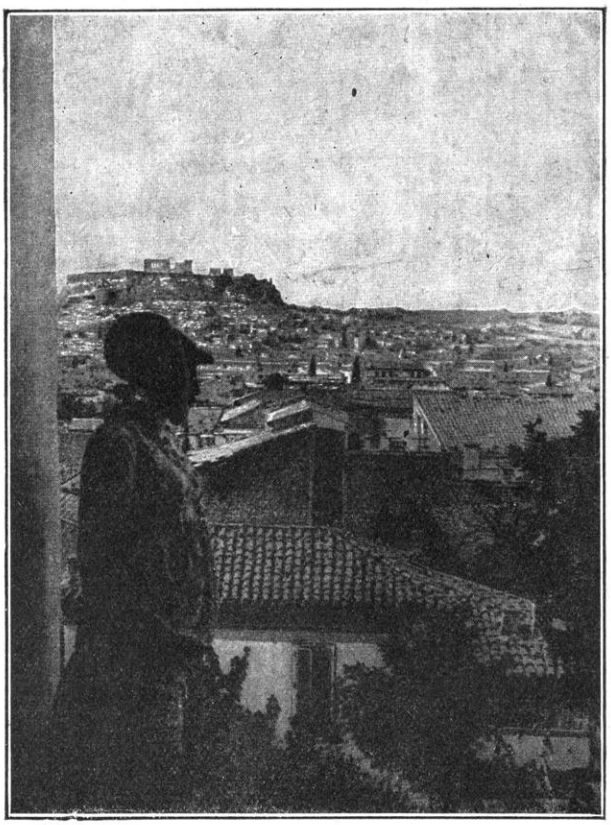
B. Ne pas abandonner, sans nécessité militaire, les gages territoriaux qu'elle détient ;

C. Se réserver la possibilité d'agir rapidement, en cas de besoin, contre la Grèce.

La lecture de ces ordres purement négatifs indique assez que le front de Salonique, malgré le beau succès, dû surtout aux Serbes, n'avait pas donné, au cours de l'année 1916, ce que l'on attendait de lui. On pouvait se demander, en vérité, comme on le faisait encore à Londres, s'il justifiait tant et de si grands sacrifices. Secours bien inefficace dans cette grande affaire de la campagne roumaine, il ne montrait en somme aucun allant d'aucun côté, sauf vers cette frontière serbe, la plus éloignée du théâtre principal des opérations. Et puis, il continuait à soulever les complications de la question grecque !... Quant à l'espoir d'agir sur la conduite générale de la grande guerre

par le « détachement », la division de Salonique, que valait cette conception ? N'était-ce pas une fausse manœuvre, une illusion, un rêve ? Clemenceau était formel : l'affaire était mal engagée. Mieux valait le suivre et y renoncer ?

Dans les dernières semaines de l'année 1916, deux graves événements donnaient encore à réfléchir aux chefs de l'Entente : d'une part, le grand État-Major allemand, qui exerçait définitivement le commandement suprême, réorganisait le front des Balkans dans un sens qui devait lui assurer à la fois plus d'importance et plus d'efficacité : Mackensen était chargé de prendre en main, non seulement le front de Roumanie, mais aussi le front de Macédoine, et les deux, ainsi, n'en faisaient plus qu'un. Sous ses ordres, le général von Below commandait à la fois la 2e armée allemande (von Winckler), opérant de l'Albanie à la Marupa, et les armées bulgares, celle du général Grékhoff (jusqu'au mont Belès) et celle du général Todoroff (Strouma). Ces mesures indiquaient la résolution du haut commandement allemand de ne pas renoncer au front de Macédoine, avec une tendance sensible à s'approcher de la frontière hellénique. Elles marquaient aussi une méfiance croissante à l'égard de la Bulgarie ; Ludendorff, dans ses *Mémoires*, ne cache pas les inquiétudes qui étaient les siennes à ce sujet : « Il ne pouvait être question, écrit-il, d'enlever de nouvelles troupes bulgares pour les employer contre la Roumanie... Le front macédonien reprit quelque fermeté ; malheureusement, ce fut en y engageant des bataillons allemands dont l'absence fut douloureusement ressentie en Roumanie... (1) ».



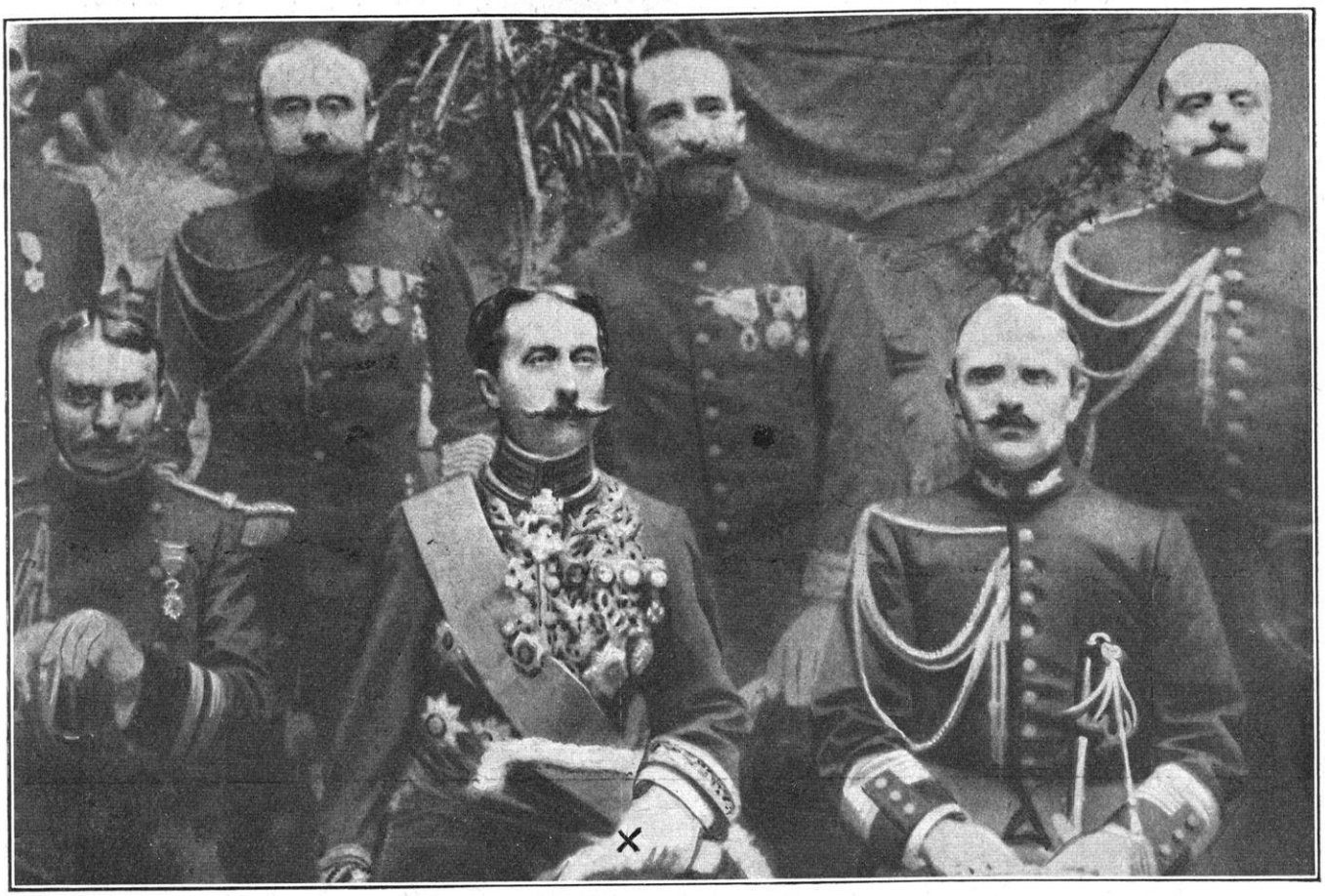
ATHÈNES. — VUE SUR L'ACROPOLE

LES AFFAIRES GRECQUES A LA FIN DE 1916 D'autre part, à Athènes, la pression allemande sur le roi Constantin se faisait sentir si gravement que la situation devenait, en quelque sorte, intenable pour l'Entente. Cette fin de l'année 1916 voyait un bien triste événement que la polémique a qualifié de « vêpres athéniennes ».

Ce fut le résultat de l'incohérence avec laquelle les affaires des Alliés furent conduites en Grèce, le général Sarrail poussant, d'une part, à une rupture absolue avec le roi Constantin et rêvant d'une expédition militaire par la Thessalie en direction de Larissa et d'Athènes, les gouvernements anglais et russe étant opposés à toute rupture, du moins immédiate ; et, entre ces deux extrêmes, le ministre français à Athènes, M. Guillemin, l'amiral commandant l'escadre alliée, Dartige du Fournet l'attaché naval, M. de Roquefeuil, suivant tous trois une politique différente, tantôt appuyée, tantôt contrariée par les ordres venus des diverses capitales. Ce fut l'un des plus pénibles tableaux présentés par la guerre et, en particulier, par ce proche Orient où il y avait, à la fois, tant de dessous, tant d'intrigues et tant d'illusions ambitieuses.

Comme moyen terme, et pour faire pression sur le roi Constantin, on en était venu à l'idée

(1) Cf. Colonel FEYLER, *La Campagne de Macédoine*, 1916-1917. Genève,. 1920



M. GUILLEMIN (+), MINISTRE DE FRANCE A ATHÈNES

d'exiger de lui la démobilisation de son armée de Thessalie et la livraison d'une partie de ses armements à l'Entente ; et cette exigence s'était traduite, finalement, par la demande de dix batteries d'artillerie qui se trouvaient à Athènes. Le roi refusa de les livrer. On résolut de les saisir. A cet effet, on procéda au débarquement de 2 500 fusiliers marins, appartenant, pour la plus grande partie, à la division légère française, accompagnés de quelques contingents anglais et italiens, le tout sous les ordres du capitaine de vaisseau Pugliesi-Conti. On croyait à une simple démonstration pacifique. L'objectif principal de cette troupe débarquée au Pirée, — tandis qu'Athènes était sous le canon de la flotte, — était le tombeau de Philopappos qui domine l'Acropole. Le débarquement eut lieu le 1er décembre à l'aube. La troupe arriva sans encombre au Zappeion ; de là, l'amiral Dartige du Fournet, qui l'accompagnait, monta au tombeau de Philopappos occupé par une compagnie grecque que l'on somma de se rendre. Des coups de fusil furent échangés. Une bagarre terrible s'ensuivit. Les troupes grecques et les civils entouraient, pressaient de toutes parts la petite force française, en partie divisée, qui, occupant le Zappeion et quelques autres points, avait beaucoup de peine à garder ses communications avec le Pirée. L'amiral donna, par télégraphie sans fil, l'ordre à la flotte de tirer sur Athènes en prenant pour objectifs les casernes et le Palais-Royal.

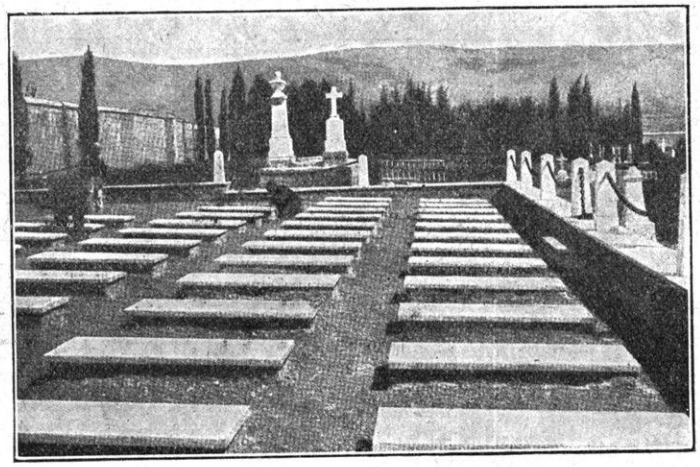
Le roi Constantin prit peur : il demanda la cessation du feu et offrit un compromis : six des batteries réclamées seraient livrées immédiatement et la troupe alliée regagnerait librement le Pirée et la flotte. Pour éviter une vaine effusion du sang, et peut-être une catastrophe, l'amiral Dartige du Fournet accepta le compromis apporté au Zappeion par le ministre de Russie, prince Demidoff.

La convention fut exécutée et les détachements alliés regagnèrent le port sans encombre. Mais 60 morts, dont 6 officiers, et 167 blessés manquaient à l'appel. On fit aux morts des obsèques solennelles auxquelles, cependant, l'amiral n'assista pas. Les blessés furent soignés à terre et la plupart, bientôt guéris, regagnèrent le bord.

En plus de ces tristes événements, une véritable émeute avait sévi pendant quelques heures dans les rues d'Athènes : les Vénizélistes, victimes des Épistrates, partisans du roi, avaient été traqués ; plusieurs avaient péri.

Il fut question, tout d'abord, de tirer du roi Constantin et de la ville d'Athènes une vengeance immédiate et éclatante, par un bombardement en règle ; on songea aussi à une déclaration de guerre suivie d'un débarquement en forces, ou bien encore à une expédition par la frontière thessalienne, qui eût été, en somme, l'expédition réclamée par le général Sarrail. L'amiral Dartige du Fournet, puis le général Sarrail, reçurent successivement et simultanément des ordres énergiquement contradictoires. L'amiral, rappelé à Paris, passa devant un conseil d'enquête : on finit par reconnaître qu'il n'avait fait qu'un peu timidement son devoir. Quant à Sarrail, au moment où il croyait tenir son expédition, il reçut, le 11 décembre, ce télégramme qui lui était communiqué par la légation française à Athènes :

Le ministre de la Guerre télégraphie ce qui suit : « Accord avec nos alliés en ce qui concerne attitude à observer vis-à-vis gouvernement royal de Grèce est imminent, mais pourrait être compromis par tout acte d'hostilité de notre part, tel que destruction d'ouvrage d'art, bombardement d'Athènes, initiative d'attaque contre les troupes royales. Je vous prie d'informer de cette situation le général Sarrail et de l'inviter à s'abstenir de tout acte de cette nature. »



AU CIMETIÈRE DU PIRÉE.
LES TOMBES PROVISOIRES DES MARINS FRANÇAIS TUÉS A ATHÈNES LE 1er DÉCEMBRE 1916

Sarrail répondait :

Conformément à vos ordres, je ne ferai procéder à aucun bombardement, à aucune destruction, à aucune opération militaire, en Grèce, au sud zone neutre ; attendrai d'être attaqué dans zone dite neutre.

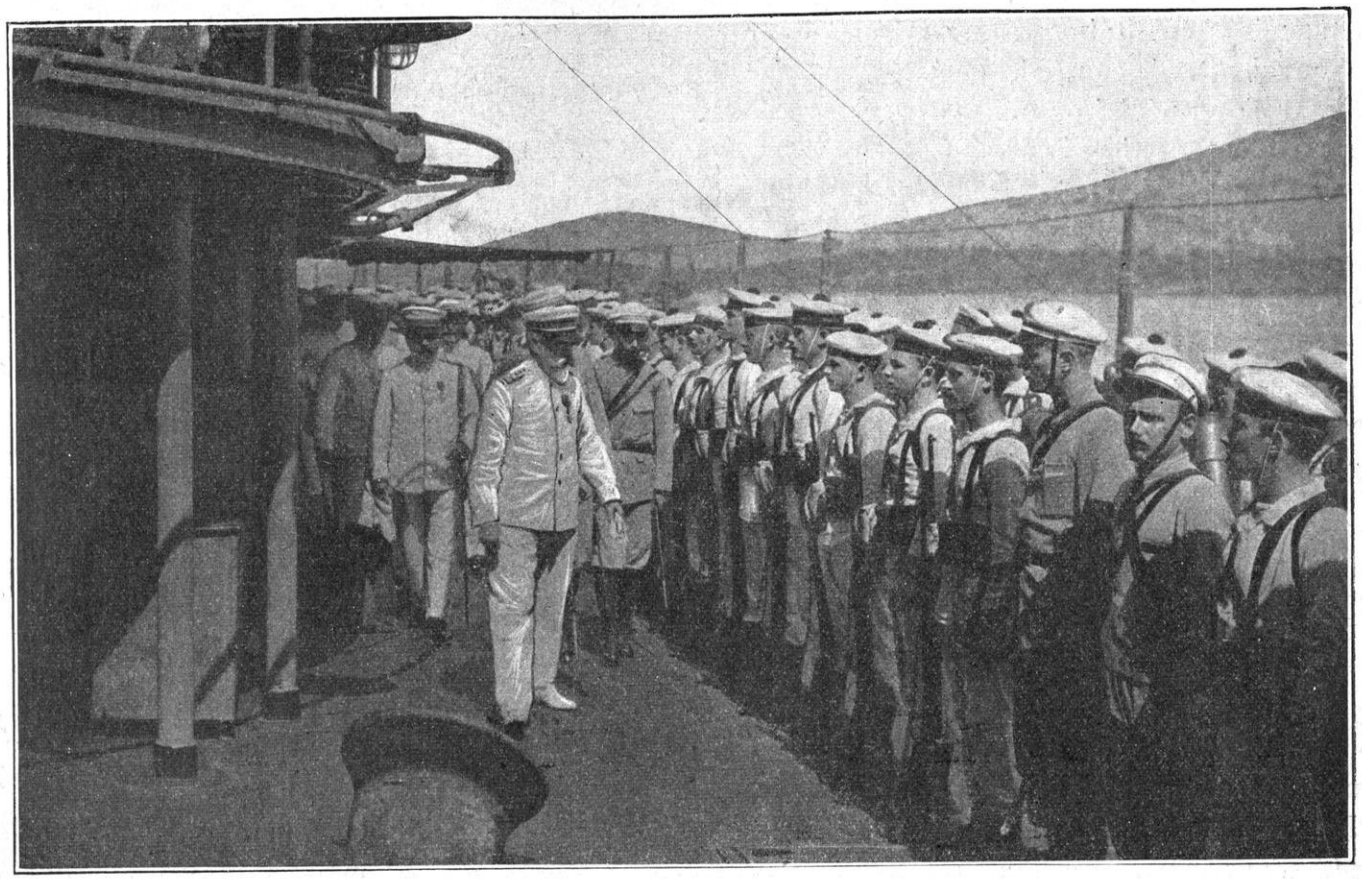
Il ajoute, dans son livre, *Mon commandement d'Orient* : « Le gouvernement français avait abdiqué entre les mains du gouvernement britannique», et il cite ce télégramme de M. Guillemin du 12 décembre :

Mes instructions me permettent de me conformer à l'attitude de mon collègue d'Angleterre ; je suis son exemple... Je fais savoir à sir Francis Elliott que je suis autorisé à accepter le projet anglais et à me joindre à lui pour remettre l'ultimatum dans le plus bref délai possible et à régler ensuite mon attitude sur la sienne.

Le projet de sir Francis Elliott était un « ultimatum » ainsi conçu : « Les troupes grecques massées en Thessalie se retireront. » Le sang versé au Zappeion restait invengé.

LA GUERRE DANS LES PAYS TURCS D'ASIE EN 1916

Avant de quitter les parages de l'Orient, il faut exposer les événements qui se développent au cours de l'année 1916, dans les pays dépendant de l'Empire turc en Asie. Ces régions sont comme une sorte d'État-tampon entre l'Europe et l'Asie des Jaunes : si on y regarde de près, on s'aperçoit qu'elles sont, en somme, une survivance lointaine de l'Empire d'Alexandre et



L'AMIRAL DARTIGE DU FOURNET, A BORD DU CUIRASSÉ *PROVENCE*, PASSE EN REVUE LE DÉTACHEMENT QUI VA DÉBARQUER AU PIRÉE

de l'Empire romain : je veux dire que l'Asie antérieure, toujours mêlée à la vie européenne, n'a jamais échappé à la politique des puissances héritières de la civilisation gréco-romaine ; les Croisades l'ont rattachée encore au développement historique de notre moyen âge ; et, finalement, dans les temps modernes, elle reste englobée, par suite de l'établissement des Turcs à Constantinople, dans le problème qui fait pâlir nos diplomates : la question d'Orient.

La descendance des peuples qui ont présidé aux origines mêmes de la civilisation : Persans, Phéniciens, Grecs, Arabes, Syriens, et la rivalité des religions qui se divisent l'âme universelle : judaïsme, christianisme, mahométisme, bouddhisme, etc., cet énorme mélange où s'est cuvée la fermentation des siècles, projette ses complications infinies sur les difficultés que soulève d'ailleurs une situation géographique sans égale : le canal de Suez, le Bosphore et les Dardanelles, la route des Indes et la route de la Chine, sont dominées par ces provinces et par ces rivages. On ne peut y remuer une sentinelle ou un bureau de douanes sans que le monde sursaute d'inquiétude. Les îles du Nord et tout le continent européen vibrent au moindre incident qui émeut ces contrées.

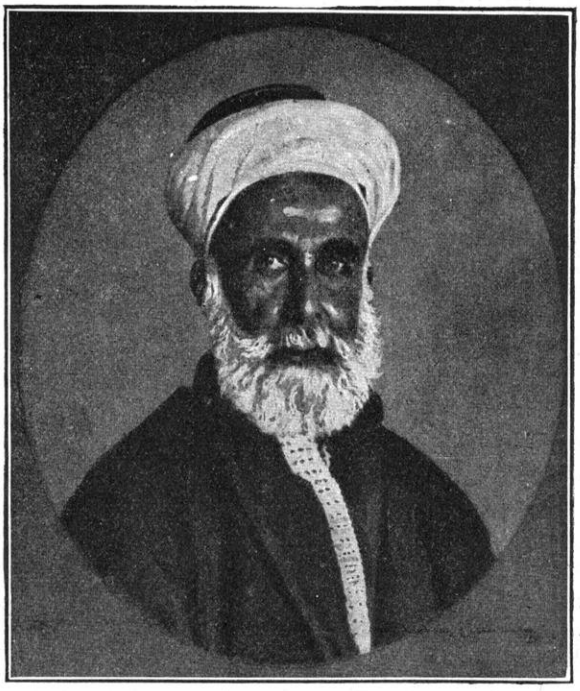
La guerre mondiale devait fatalement s'étendre jusque-là et, en fait, une fois réglée partout ailleurs, elle y survécut à elle-même et s'y prolongea pour le désespoir des hommes d'État européens, toujours préoccupés par ces éternels conflits de l'Orient.

L'année 1916 assista à l'une des phases les plus émouvantes du grand duel pour l'Asie antérieure engagé entre les puissances de la terre et les puissances de la mer. La baleine et l'éléphant, l'Angleterre et la Russie, étaient aux prises depuis un siècle pour la possession du pays entre Caspienne et golfe Persique : or, par le jeu des alliances nouvelles, ces deux

ennemis héréditaires se trouvaient unis contre les États intermédiaires qui semblaient destinés à devenir leur proie, la Turquie, la Perse. Cette fois, les deux armées alliées s'avançaient l'une au devant de l'autre, non pour se combattre, mais pour s'appuyer, la Russie franchissant le Caucase et l'Angleterre remontant le Tigre et l'Euphrate.

Au milieu, la Turquie faisait tête des deux côtés ; elle menaçait l'Égypte par la Syrie et la Russie par la mer Noire. Nous avons dit les progrès des Russes fonçant en Arménie. Sous les ordres du grand-duc Nicolas, arraché au front occidental, ils avaient pris Erzeroum le 16 février 1916. Débouchant en tenaille à droite par Trébizonde sur la mer Noire, à gauche, c'est-à-dire en Perse, par Kermanchah et Hamadan (général Baratof), ils tendaient la main aux Anglais marchant de Bassorah vers Bagdad par Kut-El-Amara. Mais nous avons dit aussi l'échec du général Townsend capitulant à Kut-El-Amara, le 25 avril. Un raid d'escadrons russes avait seulement fait une liaison d'un jour avec le corps anglais du général Gorrinje en aval de Bagdad.

Les Turcs, s'intercalant entre les deux fronts russe et anglais dans la région de Mossoul, avaient énergiquement maintenu leur position centrale. On pouvait se demander si la tenaille se fermerait jamais assez fortement pour les écraser (juillet 1916).

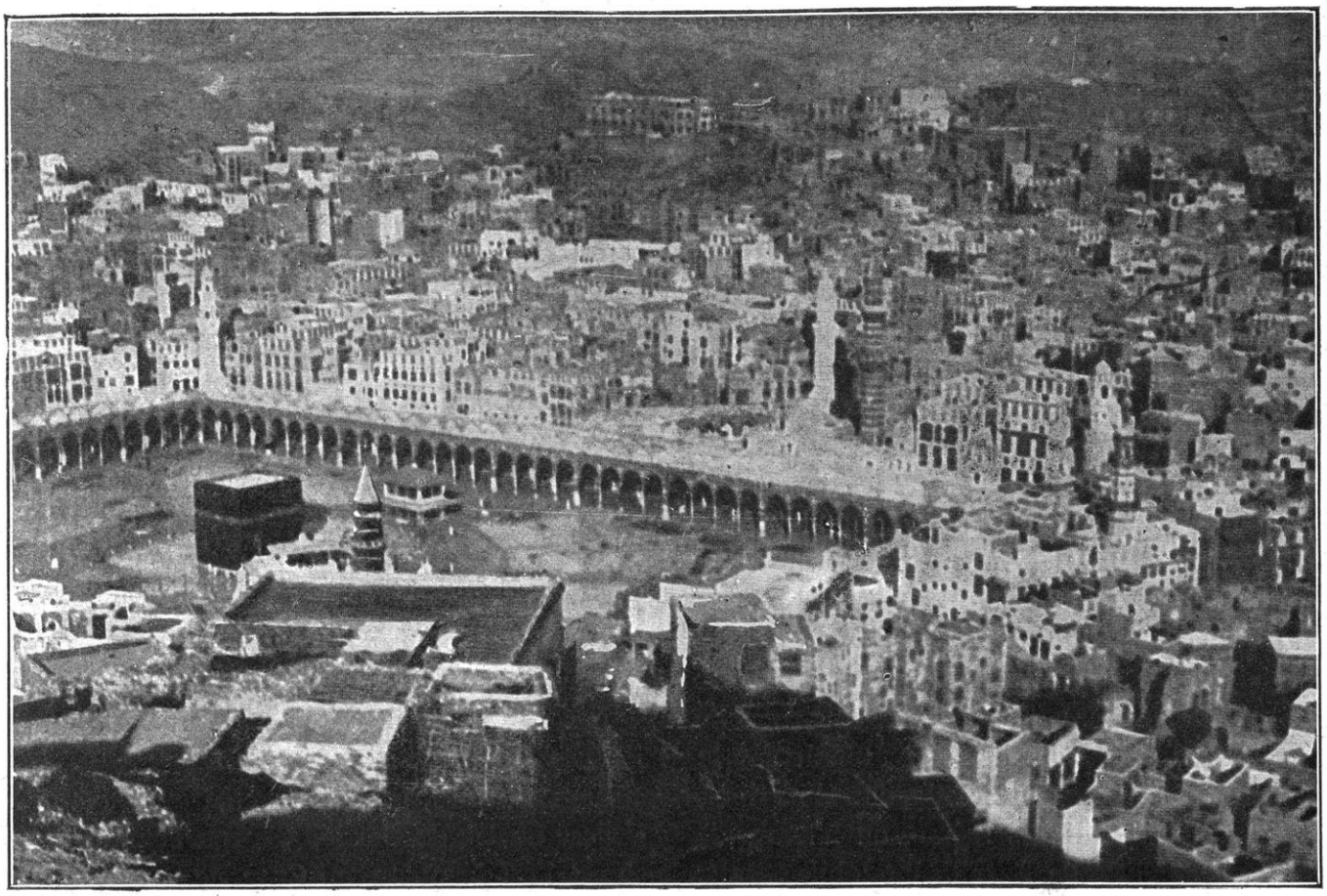


HUSSEIN BEY, ROI D'ARABIE

L'ÉMIR FAIÇAL, FILS D'HUSSEIN BEY

Une diversion d'une importance historique considérable, et dont les effets apparurent d'abord à peine, se trouva produite, au même moment, par la cavalerie de Saint-Georges : contre les Turcs, le monde arabe se souleva et le chérif de La Mecque rompit l'union avec le sultan de Constantinople. Un royaume arabe indépendant était proclamé aux dépens de la Turquie. C'était une grave scission dans le monde musulman. On put croire que, désormais, il n'y avait plus qu'à le partager et on disposa aussitôt des dépouilles de « l'homme malade ». La France et l'Angleterre, par des accords secrets, conclus en mai 1916, reconnurent le futur royaume arabe et s'attribuèrent l'une la Syrie avec des prolongements en Cilicie, l'autre la Mésopotamie avec des antennes vers la Méditerranée à travers la Palestine (Caïffa et Acre). Une délimitation franco-russe réservait, d'autre part, à la Russie l'Arménie jusque dans la région de Mossoul. C'était vendre la peau de l'ours tout en semant des germes de dissensions âpres et de désillusions profondes.

L'été de 1916 fut une période de combats difficiles : les armées russes parvinrent à occuper Erzindjan le 25 juillet, mais elles durent



LA MECQUE VUE A VOL D'OISEAU

se replier dans la région de Bitlis au centre et dans celle de Kermanchah-Hamadan à l'est. Il est vrai qu'elles reprirent bientôt, par une contre-attaque vigoureuse, la route de Diarbékir en s'emparant de Mouch (23 août) et qu'un gros succès à Rayatt, le même jour, dégagea la route de Mossoul. L'Arménie était ouverte ainsi à la conquête russe : mais les événements du front occidental et la révolution des Soviets allaient bientôt tout remettre en question. La solution du problème de l'Asie antérieure n'était pas encore pour cette fois. Car, comment la régler, sans la Russie?

Quant à l'Angleterre, après l'échec de Kut-El-Amara, elle se préparait à un effort nouveau en Mésopotamie et en Palestine, grâce à l'appui que lui apportait la révolte arabe ; en attendant, elle se tenait sur la défensive en Égypte et au canal de Suez. Ses forces refoulaient une attaque turque à Romani, au sud-est de Port-Saïd, le 4 août, et l'occupation d'El-Arich, aux confins de l'Arabie, par les Anzacs, lui permettait de consolider la manœuvre diplomatique qui pénétrait comme un coin dans le monde musulman.

Restait toujours un problème : le monde musulman se laisserait-il diviser? Question qui devait rester en suspens jusqu'à la fin de la guerre et au delà.

La résistance un peu inattendue de la Turquie à l'encontre d'ennemis si divers et si puissants prouvait, tout au moins, que l'Asie antérieure, l'Asie musulmane ne se laisserait pas si facilement conquérir. Un Godefroy de Bouillon n'y suffirait pas : il y faudrait, tout au moins, un Alexandre chrétien. La Turquie, soutenue, il est vrai, par l'Allemagne, conservait, en somme, cette vigueur militaire qui avait toujours distingué le soldat anatolien. L'État-tampon ottoman résistait à la fois aux deux forces qui, venant du nord et venant du sud, cherchaient à le détruire pour se partager ses dépouilles. L'avenir seul pourrait dire ce que vaudrait finalement ce sentiment dont se

méfiait Hindenburg lui-même au moment où, tout en se servant de lui, il le dénonçait avec inquiétude, le « fanatisme mahométan ».

LE FRONT ITALIEN PENDANT L'ANNÉE 1916. L'ATTAQUE AUSTRO-HONGROISE: ARSIERO-ASIAGO. LA MANŒUVRE DE CADORNA

Le front italien, après le premier élan de mai 1915, s'était immobilisé au pied du vaste hémicycle de montagnes qui entoure la Vénétie. Nous avons dit la manœuvre par les deux ailes conçue par le général Cadorna, l'une filant vers Trente en longeant le lac de Garde et s'élevant jusqu'à Ripa et Rovereto, l'autre marchant sur Trieste par Monfalcone et se heurtant au Carso avec, pour premier objectif, Gorizia. Partout ailleurs, au flanc du vaste cirque de montagnes, l'armée italienne se tenait sur la défensive; en Cadore, en Carnie, dans le Frioul, sur les Alpes Juliennes même, on n'avançait qu'au pic et à la pelle. Bataille immobile et sans manœuvre, guerre de légionnaires romains et de terrassiers.

Les Austro-Hongrois, solidement fortifiés dans la montagne, tenant les sources et les crêtes, guettaient une occasion favorable pour faire payer aux Italiens ce qu'ils appelaient leur perfidie et leur trahison. Le commandant en chef des armées autrichiennes, le général Conrad de Hœtzendorf, avait une idée arrêtée : tomber sur l'armée de Cadorna et, la prenant par derrière, l'envelopper en débouchant soudainement sur la plaine de Vicence. Dans le camp autrichien, on était d'avis que l'on n'emporterait de succès décisifs que sur le front italien, et on allait répétant le mot d'un vieil officier, le comte von Hœn : Croyez-moi, les croix de Marie-Thérèse ne poussent que sur les palmiers (1). »

Conrad avait exécuté son projet en se cachant aussi longtemps qu'il l'avait pu du G. Q. G. allemand. Il s'agissait d'exécuter une manœuvre préparée dès le temps de paix. Les États-majors s'y appliquèrent avec une minutie toute allemande. On massa sur le front du Trentin et sur les hauts plateaux de Vielgereuth-Lafraun les troupes d'élite du Tyrol, de Salzburg et de la Haute-Autriche. Elles formèrent le XX^{e} corps et on mit à sa tête l'archiduc Charles-François-Joseph, c'est-à-dire l'héritier de la couronne, avec, pour chef d'état-major, le colonel von Waldstätten. On réunit 2 000 bouches à feu, parmi lesquelles les puissantes artilleries lourdes autrichiennes. Le commandement en chef était dévolu à l'archiduc Eugène, qui avait sous ses ordres trois armées, celle du Trentin et de la haute Adige (général Dankl), celle du haut Isonzo (général Rohr), celle du bas Isonzo (général Borœvic), en tout 25 divisions.

A ces forces étaient opposées les forces italiennes suivantes :

La 1re armée, armée du Trentin : 3 corps à l'ouest du lac de Garde, 5 corps et une division à l'est jusqu'au val Cismone;

La 4^{e} armée, armée de Cadore, le 9^{e} corps d'armée à gauche et le 1er corps sur la haute Piave; le 12^{e} corps dans la Carnie;

Sur le front des Alpes Juliennes, la 2^{e} armée avec les 4^{e}, 2^{e} et 6^{e} corps, en face de Cormons-Gorizia;

Et enfin la 3^{e} armée (duc d'Aoste), 10^{e}, 11^{e} et 7^{e} corps, descendant jusqu'à la mer.

Les bataillons alpins étaient répartis en avant des fronts, dans les montagnes.

En réserve, à la disposition du commandement suprême, restaient 7 divisions et 2 corps d'armée, 13^{e} et 14^{e} corps, chacun de trois divisions.

La position était extrêmement pénible pour les Italiens, parce que, d'une part, ils se trouvaient partout dominés par les formations autrichiennes et que, d'autre part, tout « recul élastique » leur était interdit en raison même de la configuration du terrain : on ne pouvait lutter que de crête en crête avec des difficultés immenses pour déplacer les artilleries et pour faire parvenir les convois. Certains en étaient

(1) Voir tout le récit du général VON CRAMON, *Quatre ans au G. Q. G. austro-hongrois*. Payot, in-8°, p. 100.

L'ARCHIDUC CHARLES-FRANÇOIS-JOSEPH D'AUTRICHE INSPECTANT UN CANTONNEMENT

à se demander s'il ne valait pas mieux regagner franchement la plaine pour y reprendre, du moins, la liberté de manœuvre.

Les choses n'allaient pas non plus au gré du haut commandement austro-hongrois. Le déclenchement de l'offensive était fixé au 10 avril. Mais on avait compté sans la prolongation de l'hiver à cette altitude. Il fallut attendre plusieurs semaines, l'arme au pied, et l'État-Major italien, averti, eut le temps de parer hâtivement et de prendre des dispositions de fortune sur les points où les renseignements signalaient que les troupes ennemies étaient massées. Le bénéfice de la surprise fut ainsi perdu. Même, le commandement allemand déconseilla, une fois de plus, l'offensive. Mais Conrad s'entêta.

Le 14 mai, une formidable préparation d'artillerie accabla le front italien sur toute son étendue : on ne savait au juste en quel point se porterait l'attaque principale. Le général Cadorna était à Paris. Sur les renseignements qui lui parvinrent par le télégraphe, il eut immédiatement le sentiment que l'ennemi attaquerait sur le front du Trentin, et il commença à masser ses troupes de réserve dans cette direction.

L'attaque s'étendait en forces du val d'Adige au val Sugana. Ainsi l'objectif spécial du haut commandement austro-hongrois se découvrait : son intention était, en grimpant au plateau des « Sept Communes », de faire ventre en direction de Asiago-Arsiero, de façon à enfoncer l'armée italienne et à déboucher sur la plaine de Vicence par la vallée de l'Astico et par celle de la Brenta.

Le premier effort réussit au delà de toute espérance. Les infanteries austro-hongroises dévalaient de Rovereto sur l'Adige ou s'installaient presque sans coup férir sur le massif

des « Sept Communes », principal objectif de la manœuvre. La 2e armée italienne (Brusati) qui, par suite d'opérations trop risquées, se trouvait un peu en l'air, dut se replier sur les lignes de Coni-Zugna. La vallée du haut Astico était enlevée d'un seul élan ; le val d'Assa, qui fait barrage, n'arrêtait même pas l'offensive.

C'est seulement à l'est, dans la vallée de la Brenta (val Sugana), qu'une défensive pied à pied s'organisait et gardait ainsi une position entièrement avantageuse sur le flanc de la poche ou du « ventre » déterminé par les premiers succès austro-hongrois.

Du 15 mai au 21 juin, l'armée italienne, tout en se battant courageusement, dut reculer, perdant l'une après l'autre des positions formidables, laissant artillerie et prisonniers aux mains de l'ennemi : 30 000 prisonniers et 300 canons. Asiago et Arsiero, les deux points qui dominent de haut la plaine de Vicence, succombèrent. Il ne restait plus aux Italiens que les pentes méridionales de la montagne et ils s'y accrochaient désespérément.

Le retentissement chez tous les alliés fut immense. Il semblait que Cadorna n'avait plus qu'à abandonner en toute hâte l'Adige et la plaine vénitienne ; la manœuvre classique des Austro-Hongrois réussissait à fond. « Falkenhayn envoya un télégramme de chaudes félicitations à Conrad, qui répondit non moins chaudement. Au quartier général de Teschen on exultait. » Cependant, un son de cloche nouveau fut bien vite donné : « Le 4 juin, le feldmaréchal Frédéric célébrait à Teschen son anniversaire. Retraite aux flambeaux, hymnes nationaux, enthousiasme général. Or, ce soir même, les écouteurs autrichiens saisirent un télégramme sans fil de Broussiloff : « L'heure est venue de chasser l'ennemi infâme ! Toutes les armées de notre front vont attaquer. Je suis persuadé que notre armée de fer remportera une victoire complète. »

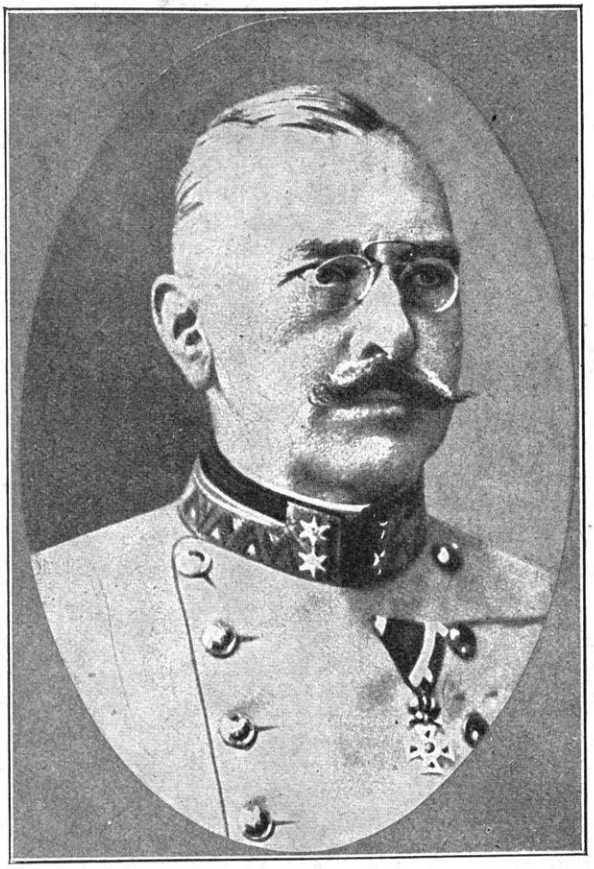
L'ARCHIDUC EUGÈNE D'AUTRICHE
COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES CONTRE L'ITALIE
(En costume de Chevalier de l'Ordre de Malte).

Nous avons dit comment, à la demande du roi Victor-Emmanuel, l'empereur Nicolas avait déclenché hâtivement l'offensive de Broussiloff et surtout en vue de soulager le front italien ; mais il convient d'ajouter que, d'ores et déjà, celui-ci s'était consolidé de lui-même. Une très belle manœuvre de Cadorna avait porté à l'offensive austro-hongroise un coup dont elle ne devait pas se relever. Voici

cette manœuvre que les historiens italiens comparent à celle de Bonaparte à Rivoli.

Nous avons signalé la forme de « poche » ou de « ventre » qu'avait prise l'offensive austro-hongroise, s'efforçant de crever le front italien pour déboucher vers la plaine de Vicence-Bassano. Nous avons dit aussi que les deux attaches de la poche étaient restées assez solides tant du côté du lac de Garde et de Rovereto que du côté de la haute Brenta, c'est-à-dire du val Sugana.

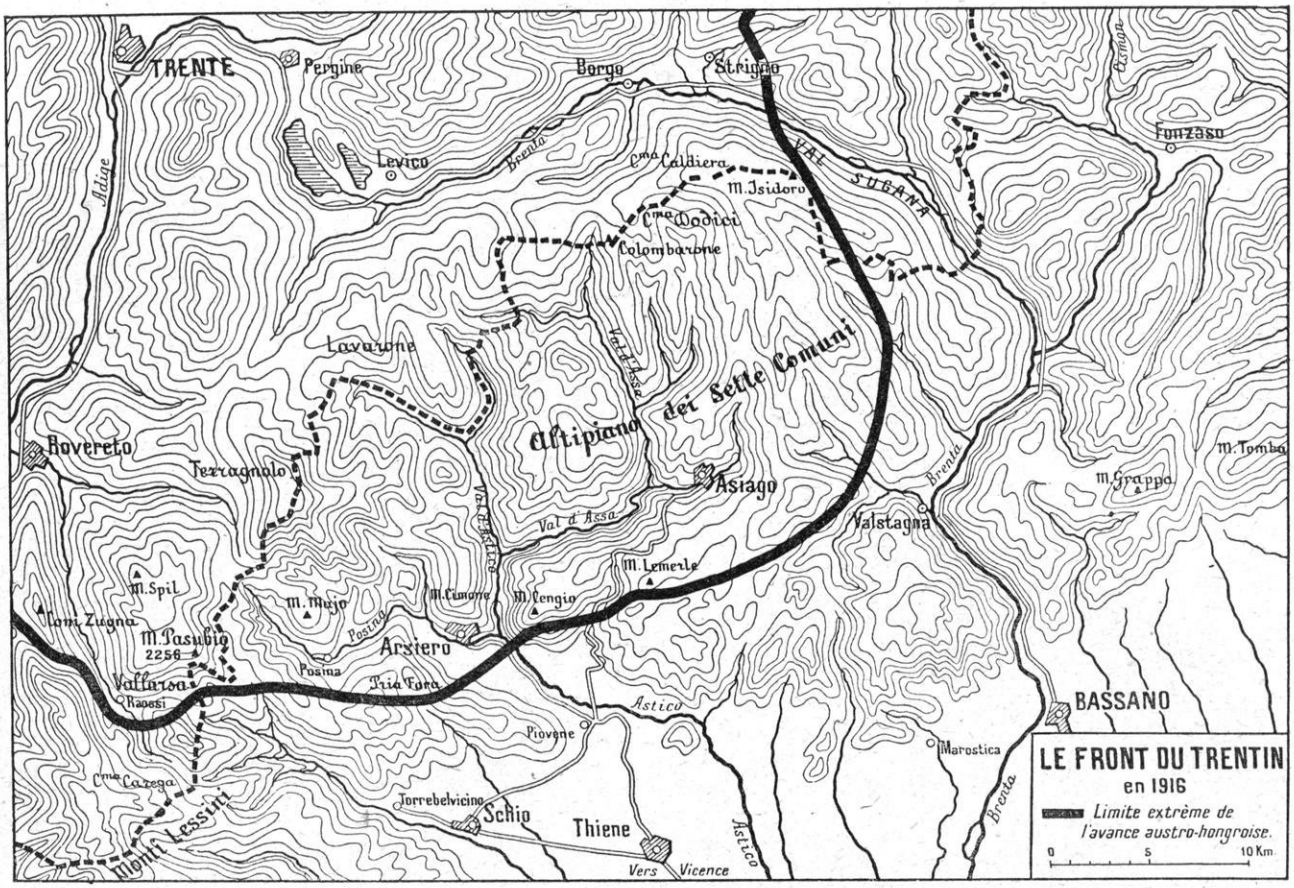
Le général Cadorna avait toujours prévu qu'un jour viendrait où il serait menacé de ce côté, et il avait signalé, dans un communiqué du 29 janvier 1916, « cette région de la frontière où sont concentrées les forces autrichiennes et qui sera toujours considérée comme une zone d'invasion dangereuse sur la plaine de Venise ». C'est avec la perpétuelle préoccupation de ce danger qu'il avait gardé des réserves puissantes dans cette région. Sur un ordre, ces réserves se massèrent avec une rapidité exemplaire ; et, en quelques jours, fut constituée une armée nouvelle, la 5e armée. Le télégramme qui créait cette armée était daté du 22 mai, lendemain du jour où la ligne italienne s'était effondrée. Elle fut composée immédiatement de quatre corps d'armée et bientôt d'un cinquième venu de Castelfranco. Concentrée dans le triangle Vicence-Vérone-Padoue, le 5 juin, c'est-à-dire le jour même où l'on surprenait le télégramme de Broussiloff, elle était prête.



GÉNÉRAL VICTOR DANKL
COMMANDANT DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE DU TRENTIN ET DE LA HAUTE ADIGE.

GÉNÉRAL BOROEVIC
COMMANDANT DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE DU BAS ISONZO.

Mais cette force étant constituée, comment allait-on s'en servir? La manœuvre la plus simple eût été de jeter ces troupes fraîches sur le front qui avait cédé mais qui s'accrochait encore au penchant de la montagne, d'en consolider les débris et de contenir, par une digue de fortune, l'avalanche austro-hongroise demi épuisée. Cadorna eut une idée toute différente : il résolut de « manœuvrer ». Son plan fut de menacer hardiment les attaches de la poche en tombant sur le flanc de l'ennemi par cette vallée de la haute Sugana qui ne s'était pas laissé emporter. Ainsi l'ennemi, visé sur ses communications, serait vaincu en quelque sorte sans combat. C'est exactement ce qui se réalisa. Et ce qui fut non moins remarquable que la conception elle-même, ce fut, selon la remarque d'un historien italien, la promptitude de la décision, la rapidité foudroyante de l'exécution et



l'exacte combinaison de tous les efforts pour atteindre le but. Tandis que le front principal recevait l'ordre de résister jusqu'à la mort aux coups que l'ennemi frappait au prix de sacrifices terribles vers la conque d'Asiago pour déboucher sur la plaine, l'aile droite de la 5e armée se défilait vers le nord, le long du plateau des « Sept Communes » et gagnait la région sud de la vallée de la haute Brenta (val Sugana). A partir du 22 juin, un ordre général de marche concentrique sur le Trentin est donné et, au val Sugana, cette marche par le mont Isidora et Borgo menaçant directement les arrières de l'armée austro-hongroise pousse en direction de Trente. Le Quartier général austro-hongrois a compris la gravité de la situation : s'il ne recule pas en hâte, toute son armée est prise comme dans une souricière. De puissantes lignes de tranchées sont préparées en arrière, sur le plateau même ou dans les vallées qui le découpent, et la retraite est ordonnée ; elle ne s'arrête et fait tête que dans ces tranchées, sans atteindre, il est vrai, par ce recul, la ligne de départ de l'offensive.

De brillants combats affirment partout l'heureuse maîtrise des opérations par les Italiens. Rossi et le mont Lemerle dans le val Arsa, la vallée de la Posina et le mont Pria-Fora sont reconquis, Arsiero, Asiago sont ressaisis, le mont Colombara est pris d'assaut. Le mont Spil et le mont Majo cèdent le 30 juin. La victoire était complète, victoire matérielle, intellectuelle et morale. Les Autrichiens voyaient leur grand dessein et leur hautain orgueil s'écrouler du même coup. Il suffit de citer, pour conclure, le jugement du général allemand Cramon, observateur attentif et un peu ironique du Quartier général austro-hongrois :

> Je tiens pour certain que ce ne fut pas l'intervention des Russes sur le front oriental qui arrêta l'offensive autrichienne du Tyrol méridional ; celle-ci avait atteint son « point culminant » avant le déclenchement des Russes et n'aurait pu être poursuivie qu'en engageant des forces fraîches importantes : or, *on n'en avait pas* (1).

(1) Dans son ouvrage, *la Guerra alla fronte italiana*, le

Les Puissances centrales n'auraient pas dû se laisser entraîner à prendre l'offensive sur deux points à la fois (Verdun et le Trentin). Cette faute contre les principes sacrés de la conduite de la guerre provoqua chez elles une crise qui aurait pu les amener à perdre la guerre.

LA PRISE DE GORIZIA

Le général Cadorna, en véritable homme de guerre, ne s'endormit pas sur ce succès. La défensive du Trentin ne lui faisait pas délaisser son offensive du Carso, tout au contraire. Quoiqu'il se fût trouvé dans la nécessité d'employer ses réserves et son artillerie nouvelle pour former sa 5e armée, il avait résolu de tenter, le plus tôt possible, la manœuvre qui devait lui rendre l'initiative : il disait lui-même, « qu'avec une grande rapidité d'exécution, on pouvait avoir quelque chance de surprendre l'ennemi, celui-ci ne devant pas supposer une attaque à fond sur le front des Alpes Juliennes quand les troupes étaient encore accrochées sur le front du Trentin ».

LE GÉNÉRAL CADORNA

Un mouvement très actif par les voies ferrées et les lignes intérieures amena donc, pendant le mois de juillet et jusqu'au 4 août, tout ce dont on pouvait disposer de troupes et de canons pour renforcer la 3e armée commandée par le duc d'Aoste dans le secteur de Gorizia. Une préparation méthodique se déploya dès lors depuis le mont Sabotino jusqu'à la mer ; une flottille de torpilleurs italiens entra en action, comme si l'on préparait un débarquement dans la région sud de Monfalcone. Le 5, l'ennemi, qui s'était déjà dépouillé de ses meilleures troupes réclamées sur le front oriental, tomba dans le piège et poussa ses réserves dans la région maritime. Le 6, Cadorna découvrit son attaque principale en direction de Gorizia : un formidable bombardement rendit intenable la région située entre le mont Sabotino et le mont San Michele, et quand on fut assuré que les premières lignes étaient détruites, l'infanterie s'élança à l'assaut. La position du Sabotino fut enlevée, c'était le principal boulevard de Gorizia. Puis le San Michele succomba. La cavalerie du comte de Turin prit la poursuite. La bataille fut sanglante et dura trois jours. Le 9, les troupes italiennes entraient dans Gorizia.

Elles ne s'arrêtèrent point encore et poussèrent jusqu'à Vallone du Carso et sur le plateau du Doberdo. Le butin fut important : 20 000 prisonniers, 30 canons, etc. Les historiens italiens proclament avec raison la promptitude intellectuelle et l'abnégation intrépide du chef et des soldats qui obtinrent ces résultats inespérés, et ils ajoutent dans des termes que l'histoire ne peut qu'enregistrer : « Le vigoureux génie du commandement suprême et la valeur du soldat italien eurent raison en quelques semaines de l'insanité orgueilleuse de l'État-Major austro-hongrois (1). »

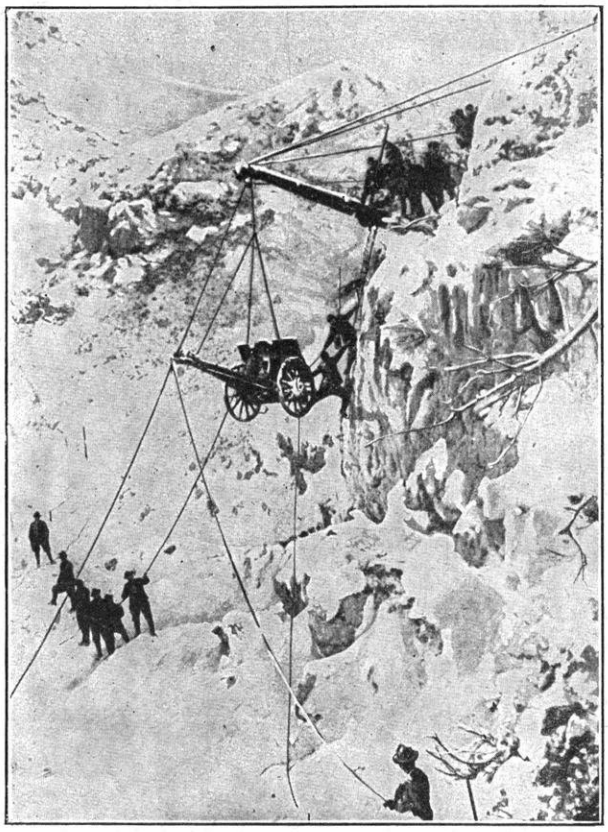
Le roi Victor-Emmanuel fit une entrée

général Cadorna cite cette lettre du général Falkenhayn au général von Conrad, lettre datée du 11 décembre 1915 et désapprouvant d'avance l'offensive du Trentin : « Si cette opération réussit, elle serait d'une grande efficacité ; mais, selon mon expérience, cette opération limitée, ne disposant que d'une seule ligne d'attaque, ne peut avoir de résultats ni stratégiques ni tactiques ; pour la réussir, il faudrait, au moins, 25 divisions. » Voilà un conseil que Falkenhayn eût bien dû se donner à lui-même pour Verdun. — CADORNA, *Op. cit.*, t. I, p. 205.

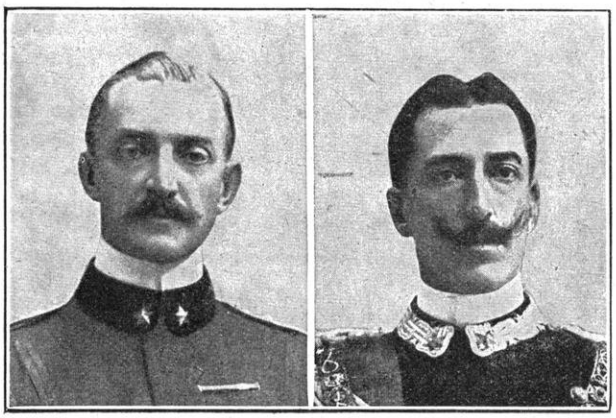
(1) ENRICO BARRONE, *La Storia militare della nostra guerra*, Bari, 1919, p. 94. — Cf. l'ouvrage capital du général LUIGI CADORNA, *La Guerra alla fronte italiana*, 2 vol., Milan. — ADDO VALORI, *La Guerra italo-austriaca*, Bologne, in-8.

solennelle à Gorizia le 21 août. Il adressait à l'armée un ordre du jour où respirait la simplicité et la majesté : « Soldats d'Italie, grâce à vous, la patrie joyeuse accueille Gorizia dans son sein ; un nouveau et grand pas a été fait sur le chemin ardu et glorieux qui nous conduira au couronnement de nos saintes aspirations. »

Au cours de cette année 1916, l'Italie, jeune puissance militaire, s'était mesurée victorieusement avec l'Empire austro-hongrois : refoulées d'abord, les armées italiennes avaient, à leur tour, refoulé l'ennemi. Gorizia était le premier fruit de ce labeur, mais combien incomplet si l'on considérait les deux objectifs indispensables, à ne parler que des plus rapprochés, Trente et Trieste. Un effort constant, persévérant, inlassable, était nécessaire si l'on voulait obtenir, du moins, l'un de ces gages, — celui qui paraissait le plus abordable : Trieste.



LA GUERRE DES CIMES



LE DUC D'AOSTE LE COMTE DE TURIN

Le duc d'Aoste se remit avec vigueur à la tâche : on était sur le Vallone qui traverse la ligne du Carso ; maintenant, il fallait se saisir du massif de l'Hermada qui, à la partie méridionale du Carso, commande la route de Trieste. C'était la dure bataille qui recommençait, l'armée Boroevic luttant pied à pied pour ces rochers inexpugnables du Carso.

Lutte héroïque où les Italiens eurent le plus souvent l'avantage, notamment dans les belles journées d'Oppachia-Sella et de Nova-Vas (14 septembre), de Castagnevizza et de Faïti-Hrib (3 novembre), mais qui ne valurent à l'armée assaillante, en plus de nombreux prisonniers, qu'une avance de quelques kilomètres.

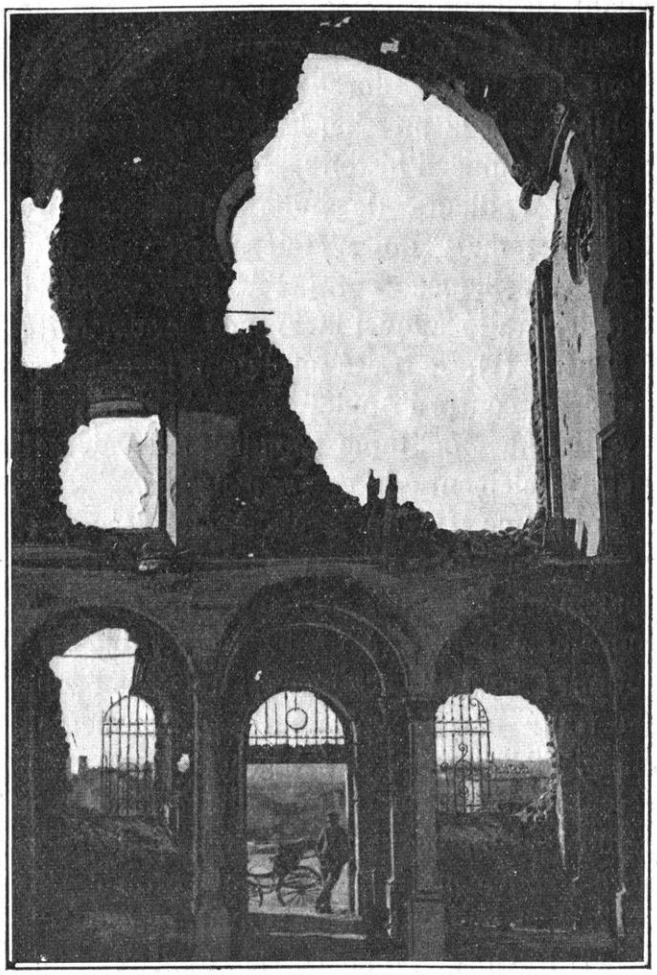
Il devenait évident que les aspirations nationales italiennes ne seraient exaucées que si les deux Empires du centre étaient battus à fond et succombaient en même temps. Aussi l'Italie, avec sa belle et claire intelligence politique, comprit que son sort était lié, désormais, à celui de la grande guerre ; dès le 27 août 1916, elle avait déclaré la guerre à l'Allemagne.

LES FRONTS DE MER EN 1916 BATAILLE DU JUTLAND

Par le cours naturel des choses, nous voilà revenu à la circonvallation maritime, c'est-à-dire à l'usage que les Alliés font de la mer pour encercler l'Allemagne, l'isoler du reste du monde et l'amener à rendre les armes.

Comme il est logique, également, nous voyons la guerre prendre de plus en plus son véritable caractère, celui d'une lutte économique entre l'Allemagne et l'Angleterre. Bismarck l'avait prévu. Quant à l'Angleterre, elle savait aussi à quoi s'en tenir depuis longtemps.

GORIZIA. — LE CHATEAU



GORIZIA. — L'ÉGLISE

Dès 1897, un article du *Saturday Review*, que Tirpitz a gardé avec soin dans ses archives, relevait en ces termes la prédiction de Bismarck :

> Bismarck a reconnu depuis longtemps, et le peuple anglais finit par s'en apercevoir, qu'il y a en Europe deux grandes forces adverses inconciliables, deux grandes nations qui font du monde entier leur domaine et voudraient exiger de lui un tribut commercial, l'Angleterre et l'Allemagne. Le voyageur de commerce allemand et le colporteur anglais se font concurrence dans tous les coins de l'Univers... Un million de petites tracasseries provoquera la guerre la plus formidable que le monde ait jamais vue. Si l'Allemagne était détruite demain, il n'y aurait pas après-demain un seul Anglais sur terre qui ne fût plus riche. Des peuples ont lutté des années pour une ville ou pour une question de succession ; ne faut-il pas qu'ils fassent la guerre pour un commerce annuel de 5 milliards ?

Deux questions cependant, en dehors des raisons de prudence et d'humanité, pouvaient retarder le choc : la première était de savoir sur quel terrain s'engagerait la lutte entre les deux adversaires que la mer séparait ; il ne pouvait guère s'agir évidemment que de la France et de la Belgique : de l'attitude de ces deux pays, séparément ou isolément, devaient donc dépendre jusqu'à un certain point les conditions du conflit (1). Et l'autre question — surtout diplomatique, — était de savoir lequel des deux rivaux se découvrirait le premier et se mettrait, de lui-même, dans la plus mauvaise posture morale devant l'opinion universelle.

Or, dès 1905, l'empereur Guillaume, vaniteux et léger, avait, par une faute insigne, mis à nu à la fois ses projets et l'étrange duplicité avec laquelle il entendait les conduire a bonne fin : c'est au moment où, en 1905,

(1) V. mon livre : *La Politique de l'équilibre*, Étude sur les alliances. Plon, 1912.

allant surprendre l'empereur Nicolas qui stationnait à bord de son yacht l'*Etoile polaire* dans la baie de Bjorkoë, il avait extorqué à celui-ci, sous la pression la plus extraordinaire qu'ait connue l'histoire, la signature d'un accord, d'ailleurs de nulle valeur constitutionnelle, mais qui n'était rien moins qu'un traité d'alliance entre l'Allemagne et la Russie, traité auquel la France serait invitée à adhérer (1). Ce traité impliquait logiquement la guerre contre l'Angleterre. L'Angleterre fut avertie. La « politique mondiale » devait conduire fatalement à la *guerre mondiale.*

Guillaume II, après avoir été découvert, chercha-t-il à voiler sa faute, s'efforça-t-il seulement de gagner du temps, hésita-t-il un moment à pousser à fond cette terrible résolution? Ce qui est certain, c'est qu'après l'échec du traité par la volonté du gouvernement russe, l'Allemagne et l'Angleterre se mesurèrent d'abord du regard, puis se caressèrent comme si on eût voulu chercher encore un accommodement, à la veille même du conflit.

C'est le moment où le ministre anglais sir Edward Grey prononce le fameux mot : « Nous n'empêcherons pas les autres de prendre dans la mangeoire », offrant ainsi à l'Allemagne sa part de l'Empire africain ; c'est le moment où lord Haldane vient à Berlin pour négocier un accord sur les bases suivantes : des colonies à l'Allemagne pourvu qu'elle suspende, dans une certaine mesure, ses constructions navales ; mais cet accord, quoiqu'il ait été signé par les deux parties, ne fut jamais ratifié et Tirpitz qui, par ses exigences en matière de constructions navales, fit échouer la négociation, conclut : « Un hasard qui, en un certain sens, symbolise le caractère tragique de cette guerre mondiale, a voulu que la convention coloniale anglo-allemande, déjà dûment paraphée, fût envoyée à la signature à notre ambassadeur à Londres *le jour même de la déclaration de guerre* (2). »

Il est aisé de reporter sur *le hasard* ce qui fut l'aboutissant d'un long dessein au sujet duquel le livre de Tirpitz, pas plus que l'arrangement de Bjorkoë, ne peuvent laisser aucun doute. L'Allemagne ne voulait pas, selon l'expression même de Tirpitz, *rester un pauvre pays agricole.* Elle entendait donner l'essor à son industrie, à son commerce, à ses appétits coloniaux, mais elle en concluait qu'elle devait abattre, par les armes, la suprématie de l'Angleterre ; c'était l'Angleterre qu'elle visait. Selon les termes de l'article publié par le *Saturday Review,* « il s'agissait de savoir laquelle des deux puissances ferait du monde entier son domaine et exigerait de lui un tribut commercial ».

L'occasion de précipiter cette lutte par les armes fut donc saisie par l'empereur Guillaume et ses conseillers. Telles sont les véritables et profondes origines de la guerre.

Mais, de toute évidence, cette guerre étant une guerre pour la mer, devait être essentiellement une guerre navale, une guerre économique, une guerre de famine et de blocus.

Il s'agissait de savoir lequel des deux serait le maître des communications pour réduire l'autre. Au moment où les forces terrestres s'épuisaient dans des étreintes terribles à Verdun, sur la Somme, en Galicie, à Salonique, dans le Trentin, les deux puissances rivales se mesuraient pour la lutte navale suprême dans les mers du Nord ; on allait savoir si Guillaume II avait vu juste et si sa flotte était assez puissante pour enlever à l'Angleterre la maîtrise des Océans : « Notre Empire est sur les eaux » ! Ou bien l'Angleterre serait assiégée dans ses îles, bloquée par ses rivages, menacée dans son ciel, affamée et accablée par tous les moyens, et alors elle périrait; ou bien si, par une réaction vigoureuse, elle bousculerait cet appareil de meurtre et garderait sa position souveraine : ce serait elle, alors, qui, à son tour, bloquerait, affamerait et réduirait à néant son jeune adversaire.

(1) V. *Mémoires d'Alexandre Iswolsky.* Payot, 1923, in-8°. Cf. *Revue de Paris,* 1er déc. 1922, 1er janv. 1923.

(2) Sur ce nœud capital de l'Histoire, V. les *Mémoires du grand amiral von Tirpitz* (Payot, in-8°), la publication de lord Haldane, *The vindication of Great Britain* (1916), les *Mémoires de l'ambassadeur prince Lichnowsky* dans les *Etudes de la guerre* (1918, in-8°, Payot), les *Souvenirs* de Bethmann-Hollweg, (Lavauzelle in-8°).

L'AMIRAL JELLICOE (×) SUR LE QUAI DE PORTSMOUTH

Cette étreinte suprême semblait devoir aboutir, en l'année 1916, à une grande bataille entre les deux flottes; mais la lutte navale ne fut qu'un simple engagement, une passe à peine esquissée, et l'Allemagne renonça à la lutte. Cette passe, perdue pour ainsi dire, dans l'immense bruit de la guerre universelle, s'appelle la bataille du Jutland.

Nous avons dit déjà le sentiment où était l'amiral Tirpitz, le véritable créateur de la flotte allemande, que cette flotte eût dû, dès le début, sortir des ports de la mer du Nord où elle était enfermée et se jeter coûte que coûte sur la flotte anglaise (1). L'amiral Jellicoë a reconnu de son côté que les deux flottes en présence étaient de force à peu près égale et que, en raison de la supériorité du matériel allemand, les pertes qu'aurait subies la flotte britannique, dans une lutte engagée à fond, même si elle en fût sortie victorieuse, lui auraient interdit, peut-être, de reprendre complètement la domination des mers. Détruire, à tout prix, du matériel et du personnel anglais, tel devait être le premier objectif du commandement naval allemand. Mais l'empereur Guillaume, si fier de sa flotte, n'avait pas osé prendre ce parti héroïque, et, malgré les avertissements réitérés de Tirpitz, il avait laissé la flotte allemande — personnel et matériel — croupir dans les ports : ils devaient y périr ou être livrés à l'ennemi sans avoir servi.

Dans les premiers mois de l'année 1916, les mers lointaines étant nettoyées des rares survivants des croisières allemandes, l'attention, au point de vue naval, se concentre sur les

(1) V. ci-dessus, t. XIII, p. 166 et suiv.

mers du nord : on commence à assister, au même moment, à un essai un peu plus développé de ce qui devait être à bref délai l'instrument le plus puissant de la guerre économique, les entreprises sous-marines.

Dès avant la guerre, l'antagonisme entre cuirassés et sous-marins était apparu comme une des questions les plus angoissantes pour la sécurité des grandes flottes (1). L' « infirmité du sous-marin », selon l'expression de l'amiral Degouy, était encore, en ces temps reculés, son manque de vitesse et de rayon d'action. On ne s'était habitué qu'exceptionnellement à l'idée qu'il jouerait un rôle décisif. Or, à peine la guerre commencée, les perspectives avaient changé. La guerre mécanique, la guerre par la torpille et par les mines s'était, avec une rapidité foudroyante, imposée à l'attention universelle et il était arrivé ce qu'avait prévu un article retentissant de l'amiral Percy Scott, l'homme des gros canons et des gros cuirassés qui, abandonnant, soudainement, sa confiance dans les monstres cuirassés, avait prédit qu'ils seraient obligés de fuir devant les attaques du moustique des mers, le sous-marin.

L'Allemagne était en bonne posture pour cette guerre mécanique. Son matériel était relativement important et des plus perfectionnés. L'attention était à peine attirée de ce côté que, soudain, des faits troublants se multiplièrent : sans que l'on sût très bien pourquoi, les mers proches et lointaines devinrent pour ainsi dire impraticables soit aux bâtiments de guerre, soit aux bâtiments de commerce. On enregistrait des coulages ou même simplement des disparitions, et c'était tout. Les rares naufragés recueillis en mer rapportaient des histoires invraisemblables de torpillages sans avertissements. La mer se dépeuplait par dessous ; c'était la mine et le sous-marin qui révélaient leur existence. Rien que dans le mois de février, un croiseur cuirassé français, l'*Amiral Charner*, coule à proximité de Beyrouth ; un croiseur anglais, l'*Arethusa*, disparaît ; un croiseur auxiliaire français, la *Provence II*, ne sauve que son équipage ; et puis, des navires de commerce sans nombre, la *Maloja* en plein Pas-de-Calais, la *Louisiane*, la *Ville-du-Havre*, le *Silius*, etc. Le 24 mars, le courrier de Folkestone-Dieppe, le *Sussex*, est torpillé ; un croiseur anglais, *Alcantara*, rencontre un navire battant le pavillon norvégien ; il l'arraisonne et celui-ci, arborant le pavillon allemand, démasque ses batteries et canonne l'*Alcantara* qui répond : les deux navires coulent en même temps. La guerre sous-marine rayonne au loin ; elle infeste la Méditerranée. Un navire-hôpital franco-russe, le *Portugal*, coule ; un paquebot français, le *Colbert*, coule ; un cuirassé anglais, le *Russel*, coule dans les eaux de Malte.

Qu'était-ce donc que cette fameuse maîtrise des mers, si on ne pouvait même plus y paraître ? Allait-on voir se réaliser l'espoir desmarins allemands de l'école de Tirpitz et, malgré son infériorité apparente, la flotte allemande tiendrait-elle en suspens la fortune de l'Angleterre ?

Nous sommes au milieu de l'année 1916 : le sort de la grande offensive de Verdun se dessine contre l'Allemagne ; Broussiloff se prépare à mener rondement la grande attaque tandis que Joffre et Douglas Haig massent leurs troupes sur la Somme. Les vastes plans de Falkenhayn n'aboutissent pas et déjà la population allemande consternée commence à trouver insupportables les privations et la menace de la faim. Il faut, à tout prix, desserrer l'étreinte. Que fait donc cette flotte construite à si grands frais ? Se bornera-t-elle à la garde de la côte du Nord qui n'est même pas menacée ? N'aura-t-elle jamais d'autre horizon que ce rocher d'Heligoland, sentinelle devenue geôlier ? Ces beaux bâtiments dont on était si fier sont donc cadenassés par la crainte : est-ce pour toujours ?

La flotte allemande ne sortait que rarement de ses abris ; la flotte anglaise d'ailleurs pas davantage. Une crainte, fort légitime, s'impo-

(1) Voir l'article de l'amiral Degouy, *Cuirassés et sous-marins*, dans *Revue de Paris*, 15 novembre 1914. Et aussi, du même, *Les croiseurs dans la mer du large* (*Ibid.* 15 février 1916).

sait des deux côtés, même au courage, même à l'audace, celle de perdre ces beaux cuirassés, si coûteux et chargés de tant de vies humaines. L'amiral Jellicoë écrit sous la date du 26 mai :

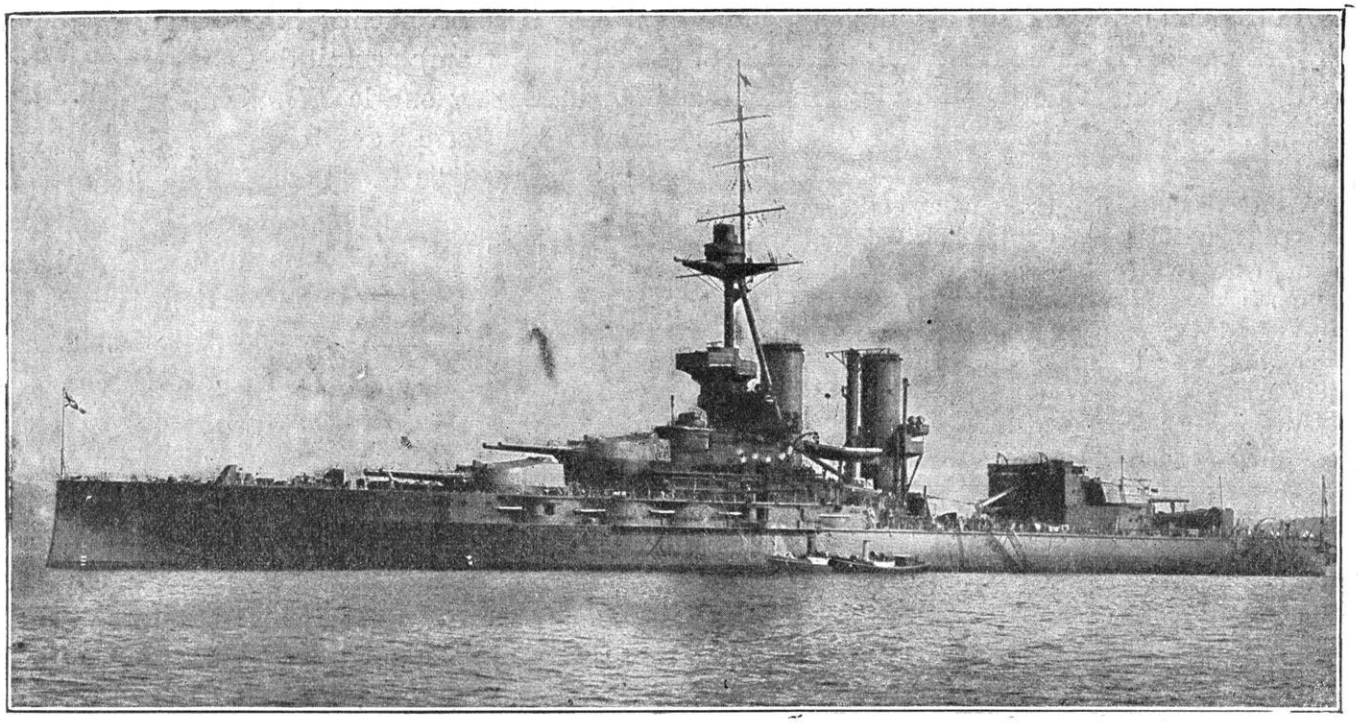
A mesure que le danger des mines et des sous-marins s'accrut, il devint de plus en plus difficile de quitter Scapa Flow et d'y rentrer en sûreté... En ce qui concerne les mines, si le temps le permettait, on explorait toujours, avant le départ et le retour de la flotte, le chenal qui devait être suivi. Il y avait trois chenaux, dont chacun avait une largeur comprise entre 7 et 10 milles... Par brume épaisse, il était très dangereux de quitter Scapa avec une grande flotte et, seules, les circonstances les plus graves auraient pu justifier pareille expérience.

AMIRAL SIR DAVID BEATTY

Que l'on considère, outre le danger des sous-marins, celui des bateaux dissimulés, des chalutiers bons enfants et recélant une mine ou quelque engin dans leurs soutes, ajoutez les autres périls de la mer, et l'on se rendra compte de la terrible responsabilité qui pesait sur les épaules du haut commandement dans ce *triangle humide* de la mer du Nord où la flotte anglaise et la flotte allemande se devinaient face à face, et se surveillaient sans oser s'approcher : car la position et les sentiments étaient à peu près les mêmes des deux côtés.

Le 31 mai au matin, par un temps clair, la Grande Flotte britannique appareilla afin d'effectuer en mer du Nord une de ses habituelles opérations d'examen et de recherche ; elle gouvernait en direction des récifs de Horn ; en même temps, les escadres secondaires étaient mises en mouvement ; la 2e escadre (amiral Martyn Jerram) partait de Comartry ; l'amiral David Beatty sur le *Lion*, vaisseau amiral, avec la flotte des croiseurs de bataille, accompagnée de la 5e escadre de ligne, descendait du nord et longeait à distance la côte du Jutland. On avait pris toutes les précautions d'usage, pour la protection contre les mines, les sous-marins, les éclaireurs ennemis déguisés. C'était un arroi énorme et fastueux : cinquante gros navires au moins s'avançaient vers le point A, formant comme une espèce de triangle dont la pointe effilée, formée par les croiseurs de bataille de l'amiral Beatty, s'allongeait le long de la côte danoise. Très en arrière, la flotte de ligne suivait lentement, indolemment, commandée par l'amiral Jellicoë sur l'*Iron Duke*.

On avança à vitesse réduite pendant tout le cours de la matinée. A 14 heures, la *Galatea*, de la 1re escadre légère, signala par le sud deux bâtiments paraissant stoppés pour arraisonner un vapeur neutre. L'amiral Beatty donna immédiatement l'ordre à toute l'escadre légère, c'est-à-dire aux onze croiseurs de bataille dont il disposait, de filer le long de la côte danoise et en direction des récifs de Horn pour couper l'ennemi de sa base. A 14 h. 35, la *Galatea* signala, dans l'Est-Nord-Est, une grande quantité de fumée, « qui semblait provenir d'une flotte », et fit connaître ensuite que ces navires gouvernaient au nord. Les croiseurs de bataille vinrent alors



LE CUIRASSÉ BRITANNIQUE *IRON DUKE*, PORTANT PAVILLON DE L'AMIRAL JELLICOE A LA BATAILLE DU JUTLAND

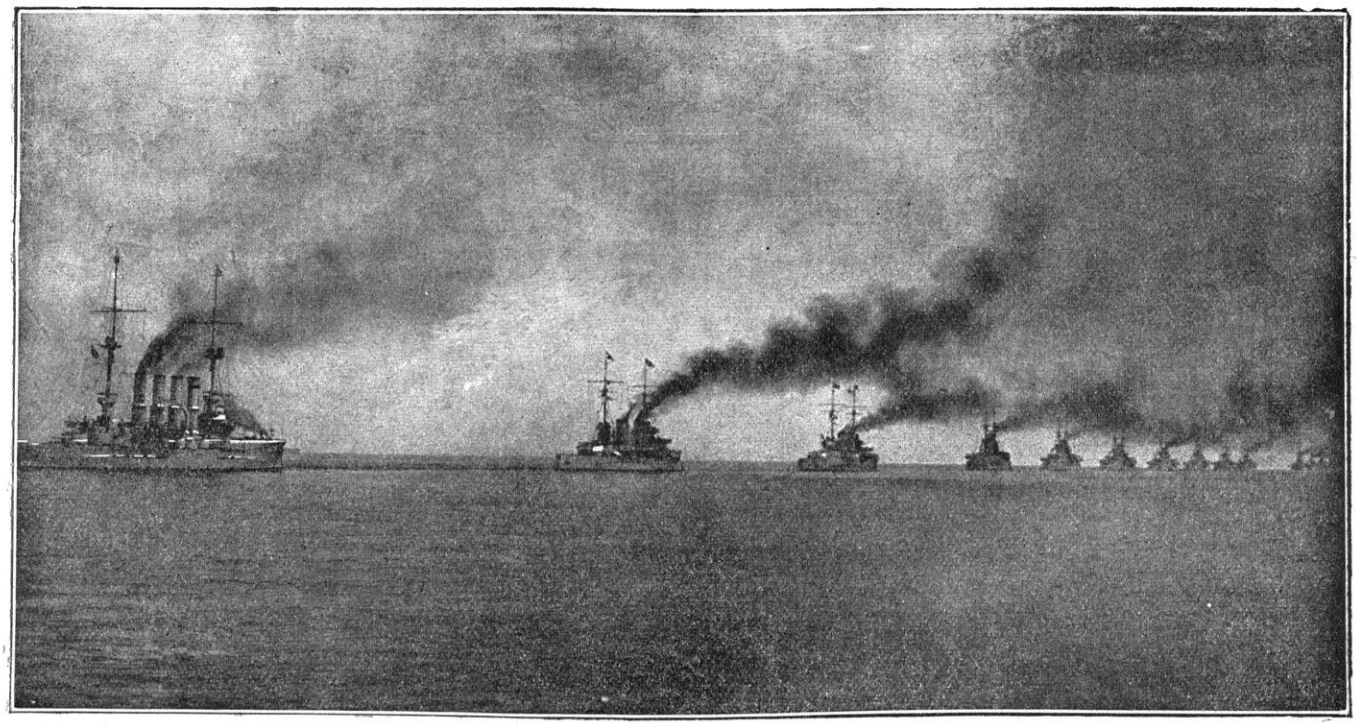
à l'est puis au nord-est, cherchant à envelopper le point d'où venait la fumée. A 15 h. 31, on aperçut cinq croiseurs de bataille ennemis (amiral Hipper) accompagnés de contre-torpilleurs.

Les escadres averties se concentrèrent sur le point de rencontre, tandis que la flotte de ligne, tenue, bien entendu, au courant du moindre incident, prenait sa vitesse maxima pour rejoindre le lieu du combat ; elle avait près de 100 milles à parcourir. « Vers 16 heures, dit l'amiral Jellicoë, nous donnions 20 nœuds, vitesse qui n'avait jamais été atteinte. »

Cette rencontre était sans doute fortuite ; car voici comment s'exprime l'amiral Tirpitz : « Au cours d'une des sorties à objectif éloigné (?), nos croiseurs, précédant d'assez loin le gros de nos unités, rencontrèrent des croiseurs anglais supérieurs en nombre et attaquèrent aussitôt. Une supériorité marquée s'affirma bientôt de notre côté. Au début, il y avait six croiseurs de bataille anglais contre cinq des nôtres. L'air était d'une pureté absolue la distance au début du combat d'environ 15 000 mètres. »

Le combat s'engagea donc, à cette distance, à 15 h. 48. Le jour était encore très clair, mais la nuit allait venir rapidement. Dix-huit minutes après l'ouverture du tir, le croiseur de bataille *Infatigable* sautait ; vingt minutes plus tard, c'était le tour du *Queen Mary*. Le *Lion* fut touché plusieurs fois et une fois gravement ; de même le *Niger*, la *Princess Royal* ; il n'y avait pas la moindre illusion à se faire : le tir allemand était puissant et efficace. Le tir anglais était aussi très redoutable, mais sans qu'on pût préciser exactement ses effets.

Heureusement, la 5e escadre de ligne arrivait ; elle engagea le feu à une distance de 17 000 à 18 000 mètres. L'amiral Beatty se rapprocha d'elle pour obvier, autant que possible, à l'erreur tactique qui avait été commise de s'engager par paquets successifs. Des sillages de torpilles étaient signalés dans la direction des bâtiments anglais qui ne les évitaient qu'en zigzaguant : l'escadrille des contre-torpilleurs britanniques sortit alors de la ligne pour contre-attaquer à 16 h. 15. Cette manœuvre eut un bon résultat ; les bâtiments des escadres furent efficacement protégés. Mais



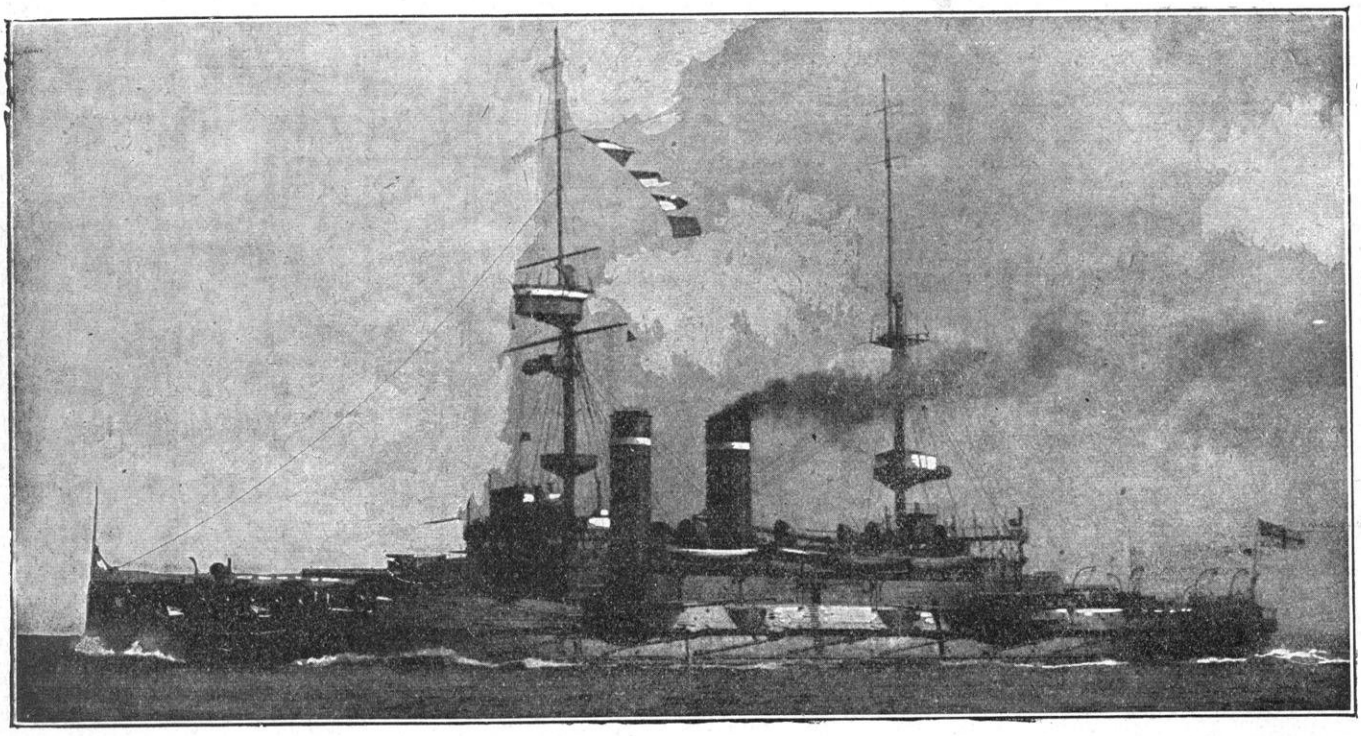
BATAILLE DU JUTLAND. — LA FLOTTE DE LIGNE DES CUIRASSÉS ALLEMANDS APPARAIT DANS LE SUD

plusieurs contre-torpilleurs, le *Nestor*, le *Nomad*, coulèrent. Par-dessus, la bataille d'artillerie continuait entre les grands navires : on vit un ou deux croiseurs ennemis en flammes.

Cependant, à 16 h. 42, un élément nouveau se présentait : dans le sud on voyait apparaître la flotte de ligne des cuirassés allemands (amiral Sheer). La 5e escadre de ligne britannique entrait justement dans le champ de combat ; elle ouvrit le feu sur les premières unités de la flotte de ligne ennemie à la portée maxima de 17 000 mètres. Il était plus de 17 heures, le soleil s'approchait de l'horizon. Chacune des deux parties affirme que, dès cette heure, l'éclairage devint plus favorable à la partie adverse.

La 3e escadre de bataille britannique (amiral Hood) arrivait à son tour, à la vitesse de 25 nœuds, en tête le bâtiment amiral l'*Invincible* ; ses contre-torpilleurs l'entouraient. Mais la visibilité diminuait. On entendait une canonnade lointaine : c'était, sans doute, la flote de ligne ennemie qui tirait, mais on ne l'apercevait pas. Un croiseur, le *Chester*, fut envoyé à cette aire de vent pour prendre des renseignements. Il reçut des coups de canon qui l'endommagèrent gravement. La bataille continuait cependant très ardente entre les petits bâtiments qui s'étaient rapprochés. Pour éviter les torpilles, la 3e escadre dut remonter vers le nord. Les destroyers britanniques attaquèrent les croiseurs légers ennemis venus au secours de l'escadre engagée. Il y eut, de part et d'autre, de sérieuses pertes. Le *Shark*, anglais, périt corps et biens. A 17 h. 47, un autre combat particulier s'engagea, sur la droite, entre les croiseurs légers et deux croiseurs britanniques, la *Defence* et le *Warrior*. La *Defence*, ayant à bord l'amiral Arbuthnot, coula, et le *Warrior*, très grièvement atteint, ne fut sauvé que par une habile manœuvre de son capitaine. Quelque temps après, le *Black Prince* était coulé au canon.

La 3e escadre de croiseurs de bataille s'engageant pour couvrir la ligne, ce fut le tour de l'*Invincible*, vaisseau amiral de l'amiral Hood, qui explosa sous les coups, sans doute, d'un cuirassé de la classe *Kaiser*. Plusieurs bâtiments ennemis, notamment le *Wiesbaden*, avaient été atteints ou avaient péri dans cet



L'INVINCIBLE, CROISEUR DE BATAILLE BRITANNIQUE, COULÉ A LA BATAILLE DU JUTLAND

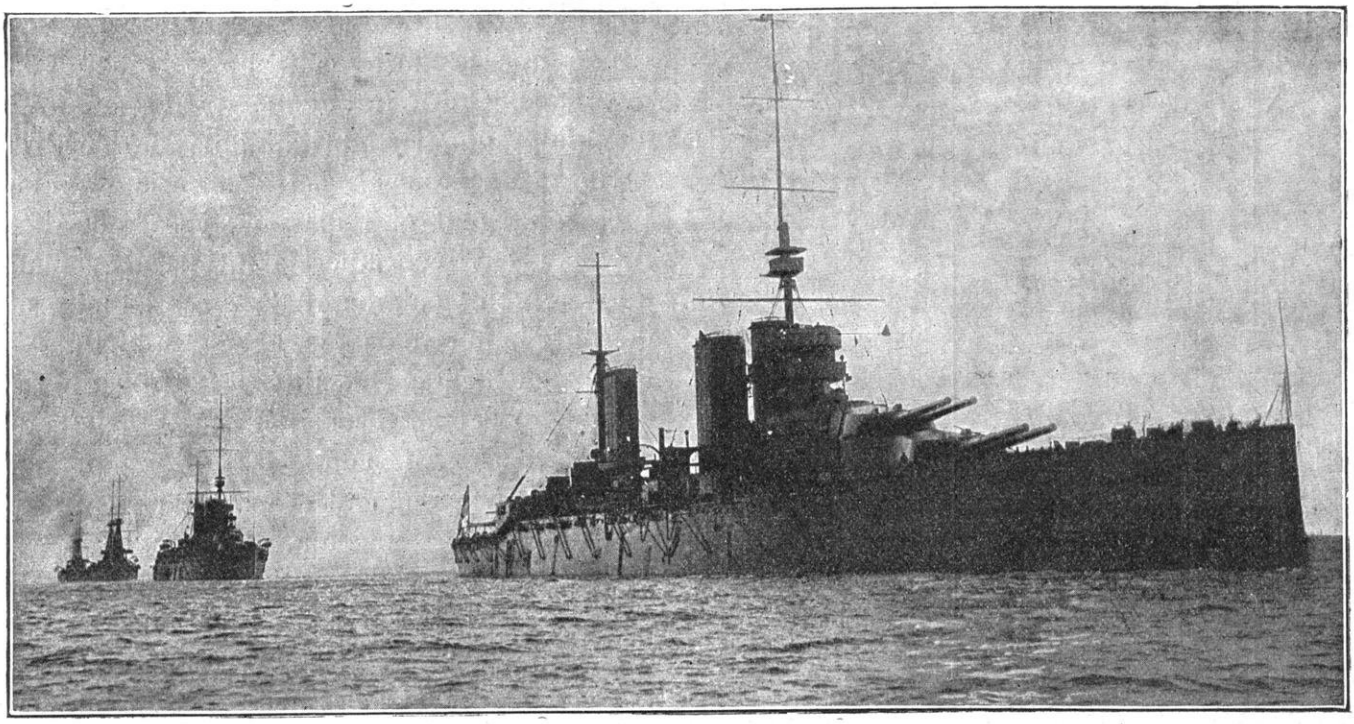
engagement à distance qui avait lieu à la nuit tombante : on voyait les flammes qui illuminaient la mer au loin.

La position paraissait, en somme, satisfaisante pour la flotte allemande. Les cuirassés de la classe *Kaiser* ou *Kœnig* arrivaient en ligne et secondaient la flotte des croiseurs de bataille qui avaient pris les devants.

Mais l'aspect des choses changea, encore une fois, soudainement. « Au moment, écrit l'amiral Tirpitz, où la flotte allemande venait, dans l'espace de quelques minutes, de mettre hors de combat le croiseur de bataille *Invincible* nouvellement arrivé et deux croiseurs-cuirassés de la classe *Warrior*, on vit apparaître tout à coup, dans un nuage de vapeur et de fumée, le gros de la flotte anglaise déployée sur une longue ligne qui, aussitôt, ouvrit le feu de toutes ses unités. La situation tactique était *par hasard* devenue très défavorable pour notre flotte... »

L'AMIRAL HOOD
MORT A BORD DE L'*Invincible*,
VAISSEAU AMIRAL

Tirpitz abuse du *hasard*. En fait, c'étaient les sages mesures prises par le haut commandement britannique qui portaient leurs fruits. La flotte des bâtiments de ligne arrivait du nord ; mais, renseignée par l'amiral Beatty, elle se dirigeait de façon à pouvoir rencontrer sur sa route la flotte allemande. Elle paraissait pouvoir prendre le contact avec celle-ci par le centre de la ligne des croiseurs. Mais les indications ne permirent qu'une insuffisante approximation et, au lieu de tomber sur la ligne allemande en plein centre, la grande flotte la laissa de 12 milles sur la droite. Il était 17 h. 40 : la visibilité baissait de plus en plus. Ce fut seulement à 18 h. 6 que l'on put reconnaître avec certitude les grands bâtiments ennemis à petite distance ; à ce moment, le *Lion* signalait : « J'ai aperçu la flotte de ligne ennemie par le sud-ouest. » A 18 h. 14 on reconnut la position exacte. Il n'y avait pas une minute à perdre ;



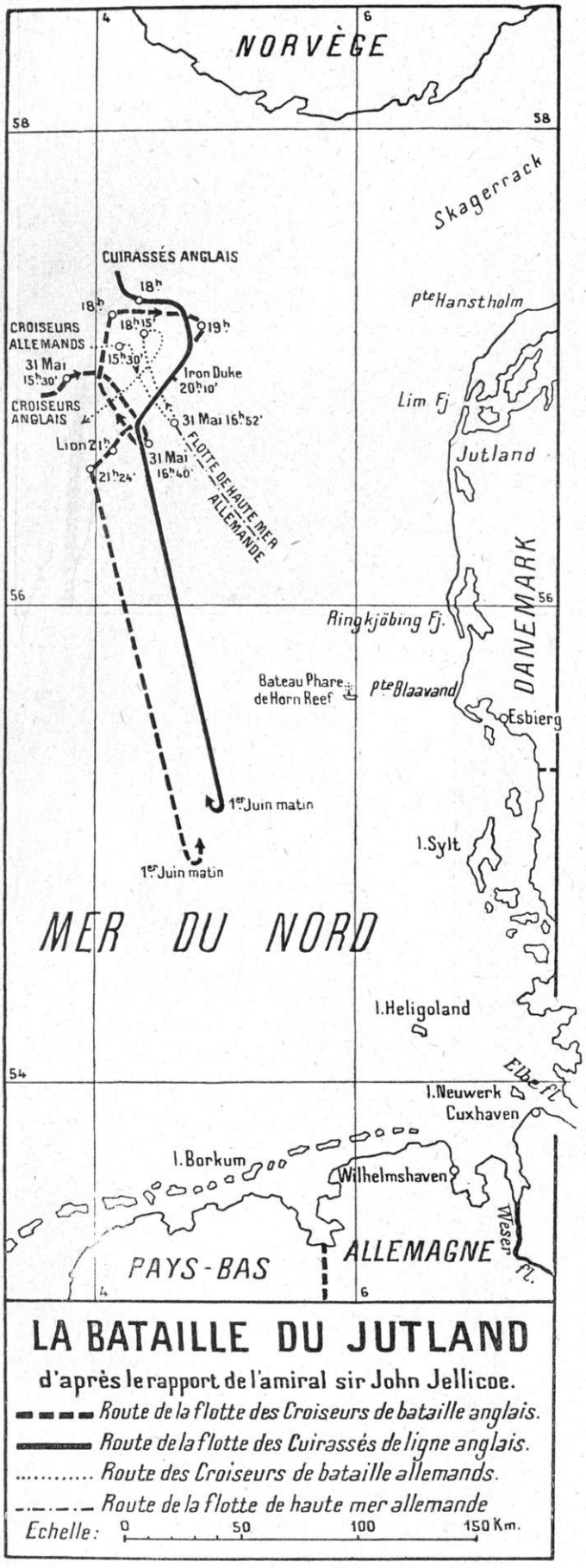
LE *QUEEN MARY*, CROISEUR DE BATAILLE BRITANNIQUE, COULÉ A LA BATAILLE DU JUTLAND

l'amiral Jellicoë commanda le déploiement en ordre de bataille. La flotte ennemie se trouvait à environ 12 milles à droite de l'ordre britannique. La canonnade commença, toute la flotte ennemie tirant sur la droite britannique, notamment sur le *Marlborough*. A ce moment, par suite de la fumée et de la brume, il était déjà difficile de distinguer lesbâtiments ennemis des bâtiments britanniques. L'*Iron Duke* s'engagea à son tour et bientôt l'un des bâtiments ennemis coula par l'arrière et sauta; il était 18 h. 50. Cependant, une fumée épaisse commençait à se répandre et empêchait tout à fait la visibilité. On s'aperçut bientôt que cette fumée était produite volontairement par une escadrille de torpilleurs ennemis qui s'était jetée en avant pour voiler les mouvements de la flotte allemande et pour attaquer la flotte britannique à la torpille. Cette attaque faisait, en somme, lâcher prise en partie à celle-ci, au moment le plus intéressant.

L'AMIRAL ARBUTHNOT
MORT A BORD DE LA *Défence*.

Derrière cet épais rideau de fumée et à l'abri de cette manœuvre, la flotte de l'amiral Sheer opéra un changement de route à la fois pour prendre la chasse et pour interrompre le combat. Elle fuyait. Il y eut encore quelques engagements partiels. Mais, peu à peu, la ligne allemande disparut grâce à la fumée et grâce à la nuit. Elle fut perdue de vue définitivement à 20 h. 38. L'amiral Jellicoë se décida alors à prendre ses dispositions pour la nuit.

Sans entrer dans le détail, disons qu'il y eut encore quelques engagements de nuit avec les croiseurs allemands qui couvraient la retraite. Ceux-ci, armés de projecteurs puissants, étaient supérieurement organisés pour le combat de nuit. Cependant, les destroyers anglais lancés à leur poursuite leur causèrent de sérieux dommages. Le lendemain matin, à 5 h. 15, les croiseurs de bataille anglais avaient rallié la flotte de ligne et l'on s'occupait de sauver les navires en détresse ou de porter



secours aux naufragés. On avait dès lors la certitude que la flotte ennemie regagnait son mouillage. Ordre fut donné de faire rentrer aussi la grande flotte britannique tout entière.

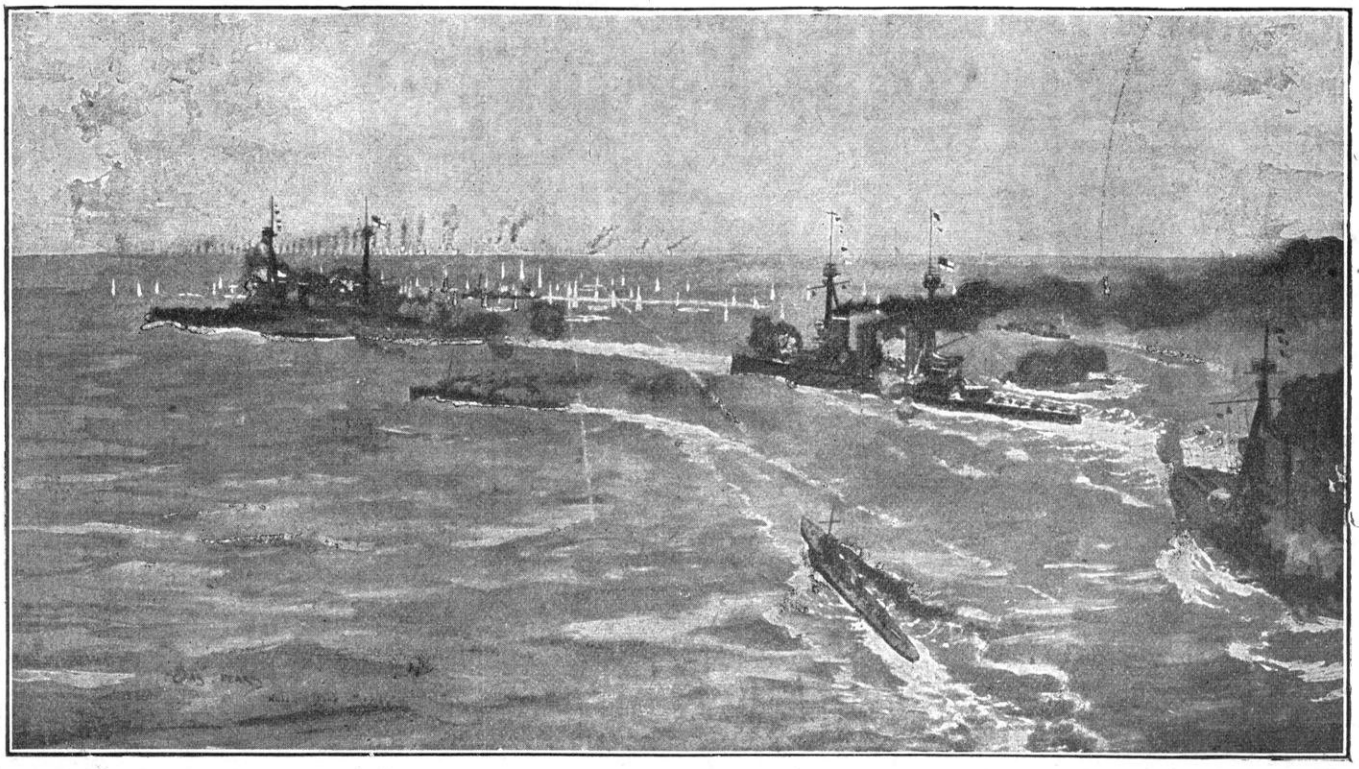
Nous conclurons par cette appréciation d'un juge compétent et impartial : « Ce refus des Allemands de continuer la lutte est évidemment le point culminant de toute l'affaire et de toute la guerre navale. Malgré un début relativement heureux, facilité (il faut bien le reconnaître) par les dispositions prises par l'adversaire, les Allemands cèdent quant au moral. Ils abandonnent la mer à l'ennemi. Le sort de la guerre sous-marine est réglé par ricochet. La décision est d'une portée incalculable. » (Note dans la traduction du livre de l'amiral Jellicoë, p. 267.)

Les pertes matérielles furent estimées à peu près égales : 15 unités britanniques dont 3 croiseurs de bataille, 3 croiseurs cuirassés, 9 destroyers, 2 amiraux et environ 5 000 marins ; 16 unités allemandes, dont 3 cuirassés, 6 croiseurs, 6 destroyers et 1 sous-marin. En raison de la proximité, plusieurs unités allemandes ayant reçu des avaries graves purent regagner le port.

Les Allemands ont affirmé que leur conversion de l'après-midi n'avait été qu'une manœuvre et qu'ils étaient prêts à recommencer le combat le lendemain matin, l'obscurité seule ayant préservé la flotte anglaise des risques que lui faisait courir l'attaque des destroyers allemands. Chacune des parties, en somme, revendiqua la victoire et affirma que sa flotte était restée maîtresse du champ de bataille.

Le jugement que nous avons reproduit plus haut sera sans doute celui de l'histoire. Ce n'était pas le lendemain que la flotte allemande eût dû continuer la bataille si elle en avait eu réellement l'intention, mais bien le jour même, étant donnés les avantages que la supériorité des projecteurs et le plus grand nombre des destroyers assuraient à la flotte allemande.

Celle-ci abandonna la lutte, faute de confiance



TROIS CROISEURS BRITANNIQUES, SUIVIS DE DESTROYERS, DESSINENT UN MOUVEMENT TOURNANT POUR COUPER LA RETRAITE A LA FLOTTE ALLEMANDE DE HAUTE MER

et faute d'énergie, voilà la vérité. L'arrivée de la flotte de ligne britannique pesa de tout son poids et décida de la retraite allemande. Or, cette retraite était un aveu de manque de confiance et cela voulait dire que, même dans l'esprit des marins, la guerre navale était perdue : l'instrument de conquête forgé par Tirpitz et par Guillaume II n'avait pas servi et ne pouvait pas servir. Atrophié par son inutilité, il allait pourrir au port et son infection gagnerait le grand corps sain auquel on l'avait inconsidérément soudé.

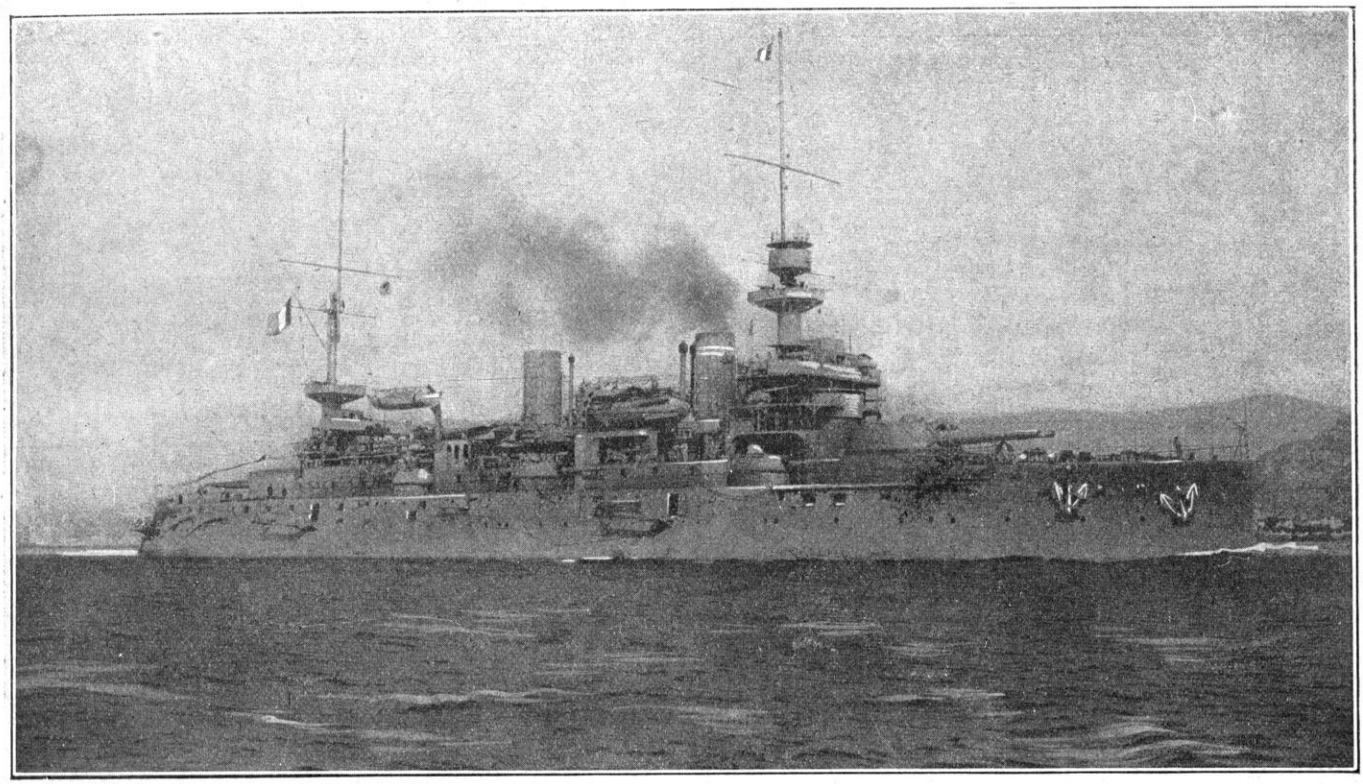
LA GUERRE SOUS-MARINE

On eût dit que l'Angleterre, de son côté, avait le sentiment que la guerre navale proprement dite était terminée : car son principal chef de guerre, l'amiral Jellicoë, était retiré de la flotte, où il était remplacé par l'amiral Beatty, pour devenir lord naval, chargé spécialement de l'organisation de la lutte contre les sous-marins.

Le reste de l'année 1916 se tourne, en effet, de plus en plus vers la guerre sous-marine. Une tentative d'une flottille de destroyers allemands dans le Pas-de-Calais en vue de gêner les transports entre France et Angleterre, n'aboutit qu'à détruire un paquebot anglais et quelques patrouilleurs (26 octobre) ; une autre tentative dans la Baltique contre la côte russe échoue également. Ce sont les derniers soubresauts d'un animal blessé à mort.

Le sous-marin, au contraire, poursuit et élargit son œuvre sournoise. Le *Suffren*, cuirassé d'escadre, est torpillé et coulé au large de Lisbonne (26 novembre) ; puis, c'est le *Gaulois* (décembre) et la *Regina Margharita*, etc. On ne peut citer que pour mémoire les pertes infinies de la flotte commerciale. Tous les yeux sont tournés de ce côté. L'Angleterre se sent prise à la gorge. Périra-t-elle d'inanition ?

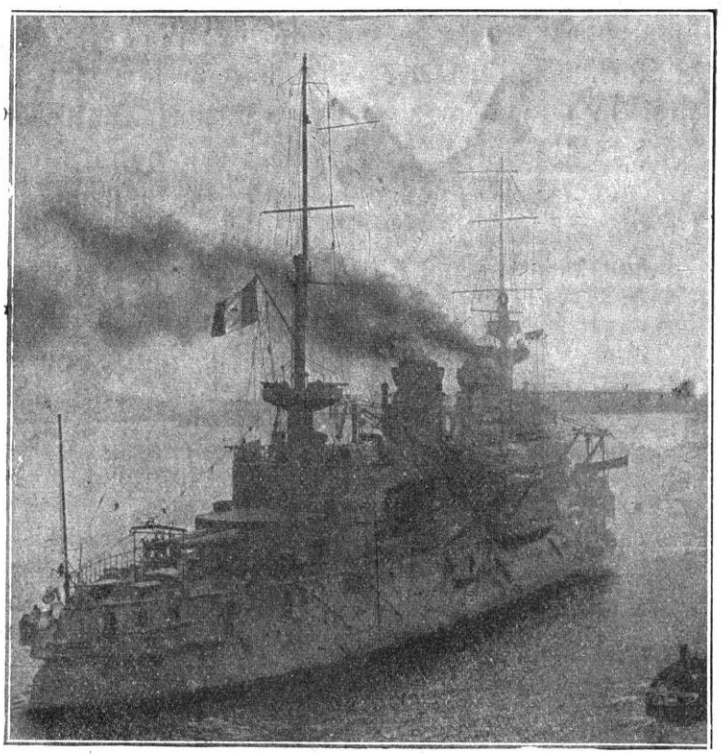
Mais le point de vue va changer encore. L'Allemagne entend frapper un coup décisif : puisqu'elle n'a plus d'autre arme navale que le sous-marin, elle se demande si le mieux n'est pas de s'en servir à fond. La vraie question se



LE CUIRASSÉ D'ESCADRE FRANÇAIS *SUFFREN*, TORPILLÉ ET COULÉ AU LARGE DE LISBONNE.

pose donc devantelle, c'est à savoir si, pour détruire l'Angleterre, elle se résoudra à attaquer tous les neutres et si elle osera s'en prendre à l'Amérique elle-même.

Voici que le problème sous-marin en arrive au *to be or not to be*. Portée inéluctable du terrible dilemme dont l'Allemagne délibère dans ses conseils secrets depuis la Conférence de Cambrai.



LE CUIRASSÉ *LE GAULOIS*, TORPILLÉ ET COULÉ.

Or, il s'agit d'un système tout entier, d'un système où le sort de la guerre et celui de l'Allemagne vont se décider. Nous avons donc à envisager, dans son ensemble le problème agité par l'État-major allemand en ces trois termes : guerre sous-marine à fond ; attitude à l'égard de l'Amérique ; propagande défaitiste chez les Alliés.

L'Etat-major sait qu'il ne peut plus vaincre par ses propres armes: il couvre sa défaite en essayant de se raccrocher à quelque lambeau de chance victorieuse. Nous reviendrons sur le problème vital de la guerre sous-marine.

CHAPITRE LXVII

LA GRANDE CRISE DE L'HIVER 1916-1917

Hiver 1916-1917. — Suites de la conférence de Cambrai. — La manœuvre pacifiste chez les Alliés, chez les neutres et en France. — Remplacement du général Joffre. — Chute du cabinet Briand. — La crise en Autriche et en Allemagne. — Proposition de paix allemande. — La guerre sous-marine. — Les États-Unis entrent dans la guerre. — La « manœuvre pacifiste » en Russie. — La chute du Tsar et la Révolution russe. — « L'arrière » en Allemagne.

La fin de l'année 1916 avait donné quelque répit à l'Allemagne et à ses alliés : l'offensive de Broussiloff, si redoutable jusqu'en août, s'était soudain comme enlisée ; la Roumanie avait été vaincue et, si son armée avait pu s'abriter derrière le Sereth, elle n'était pas en état de reprendre, par elle seule, le territoire national occupé par l'ennemi; la tentative austro-hongroise sur la Haute-Italie avait finalement échoué, mais non sans causer un grave préjudice à la cause de l'Entente ; la bataille de la Somme arrêtée ne paraissait pas avoir obtenu le résultat décisif sur lequel les Alliés avaient pu compter.

Grâce à ce répit, Hindenburg et Ludendorff pouvaient se croire en situation de réparer, jusqu'à un certain point, le mal que Falkenhayn n'avait pu enrayer. Mais la réalité était beaucoup moins satisfaisante que les apparences. A Verdun, les succès obtenus par les offensives de Nivelle et de Mangin avaient forcé l'armée allemande à se cantonner dans une défensive sans avenir ; et, sur la Somme, si la bataille se trouvait suspendue par la mauvaise saison et par la nécessité d'une nouvelle préparation, elle pouvait reprendre de plus belle, même avant la fin de l'hiver ; on savait tout cela dans le camp allemand et c'est pourquoi on ne renonçait nullement au programme général tracé par la conférence de Cambrai.

Hindenburg avait conçu, d'ailleurs, un plan militaire destiné, dans sa pensée, à lui permettre de raccourcir son front, de concentrer ses forces sur le front occidental et de gagner du temps. Ce projet consistait à abandonner le saillant de Noyon et à se replier sur la ligne qualifiée depuis ligne Hindenburg.

Quand nous reprendrons l'exposé des événements militaires en 1917, nous insisterons sur le caractère de cette résolution : c'était, en somme, une défaite assez analogue à celle de la Marne et elle était la suite incontestable de la bataille de la Somme. Les conséquences en eussent été aggravées, sans doute jusqu'au désastre, si Joffre, selon son projet, était tombé sur l'armée allemande au moment où elle accomplissait ce travail si hasardeux d'une grande retraite stratégique en présence de l'ennemi, c'est-à-dire dans la seconde quinzaine de février.

De toutes façons, le parti adopté par l'État-Major allemand comportait un changement complet d'horizon : on renonçait, pour le moment, au projet caressé depuis trois ans de

terminer la guerre par une avance victorieuse sur Paris. Tout se tient, et un tel repli, si grave en lui-même, avait pour corollaire naturel le développement des trois conceptions déjà esquissées à la conférence de Cambrai : propagande pacifiste à outrance au sein des puissances de l'Entente, accroissement sans restriction de la guerre sous-marine, ouverture de négociations, plus ou moins sincères, pour la paix auprès du président Wilson.

LA MANŒUVRE PACIFISTE

Relevant les traits principaux de ce triple travail allemand dans les premiers mois de l'année 1917, nous le verrons contribuer — parallèlement à d'autres éléments — aux évolutions et aux révolutions qui amèneront la prolongation de la guerre avec, même, une chance pour l'Allemagne de la gagner : en France, ce fut un certain affaiblissement du haut commandement se manifestant par le remplacement du général Joffre ; en Russie ce fut la rébellion des ouvriers et des soldats qui amena bientôt la chute de la dynastie des Romanoff ; par contre, le développement de la guerre sous-marine aura pour conséquence, l'entrée de l'Amérique dans la guerre.

Nous avons terminé l'exposé militaire des campagnes d'été par cette phrase : « Si la Somme et Verdun ne paient pas tout de suite, l'ébranlement causé par la propagande défaitiste peut atteindre, soudain, la sécurité des Alliés et la certitude, pourtant apparue, de la victoire. »

Or, la Somme et Verdun ne paient pas immédiatement : les suites prévues vont se produire.

L'effet de la victoire de Verdun ne fut pas tel qu'on eût pu penser en raison de l'immensité de l'effort accompli et de la lenteur des résultats tangibles. Reprendre Douaumont et reprendre Vaux, c'était assurément un grand succès tactique et de haute portée stratégique ; mais, aux yeux du public, la place restait toujours assiégée. Le Mort-Homme restant aux mains de l'ennemi, une reprise par la rive gauche n'était pas chose impossible, et une nouvelle offensive pouvait exiger, un jour ou l'autre, de nouveaux et cruels sacrifices alors que l'armée et la nation se sentaient accablées par un effort vraiment surhumain.

Nous avons dit aussi ce qu'il en était de la campagne de Picardie. Certainement Joffre l'avait conçue, non comme une « percée » soudaine, mais comme un long martèlement devant écraser, par la puissance matérielle et par la persévérance morale, la volonté de l'ennemi ; cependant la question se posait de savoir si cette persévérance serait récompensée. L'ennemi luttait toujours pied à pied et, après des mois, il ne cédait pas.

Ces impressions de caractère pessimiste se seraient sans doute effacées d'elles-mêmes, emportées dans la volonté de vaincre, si le désastre roumain ne les avait cruellement ravivées. On avait tant compté sur cette intervention roumaine pour faire pencher la balance : et voilà le résultat ! L'Allemagne et ses alliés, Autriche-Hongrie et Turquie, tiraient, du succès éclatant remporté en Roumanie, non seulement un réconfort moral, mais un avantage matériel considérable : les blés et les pétroles de Roumanie assurés, la voie du Danube dégagée, cet écrasement de la Roumanie succédant à l'anéantissement de la Serbie, tout cela rendait aux puissances centrales en Orient une liberté d'action, une aisance, un allégement que multipliait encore le fléchissement déjà appréciable du front russe. L'Allemagne, parfaitement renseignée de ce côté, gagnait tout ce que perdaient en confiance et en espoir les puissances de l'Entente.

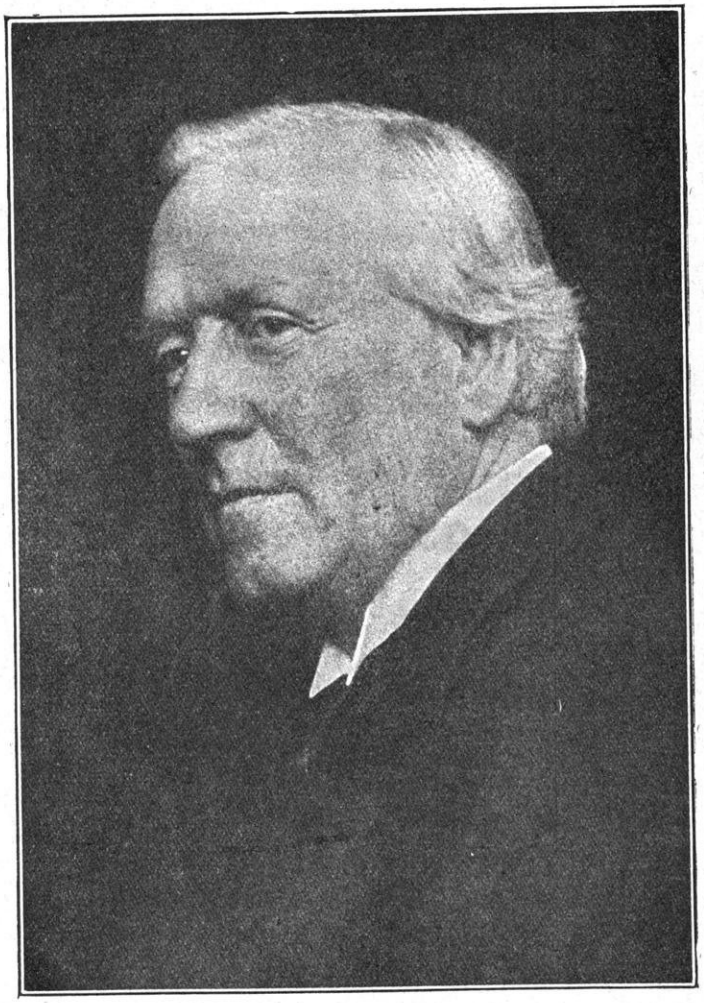
Les nouvelles devenaient de jour en jour plus inquiétantes ; on sentait le front d'Orient craquer de toutes parts.

Que pouvait faire Sarrail, étroitement bloqué entre la Bulgarie et la Grèce, et enchaîné en quelque sorte au rivage de Salonique?

DÉPRESSION ET PACIFISME EN ANGLETERRE

Repington, qui est tout le contraire d'un défaitiste, traduit exactement les sentiments de Londres en présence d'un état de choses si impressionnant.

30 novembre. — La marche des opérations a conduit, cette semaine, l'invasion allemande aux portes de Bucarest ; au même moment, les Russes engageaient une contre-offensive dans les Carpathes, de Bukovine aux défilés de Buzen. Notre attaque, partie de Salonique, a atteint Monastir, mais elle s'arrête là. Cependant, sur mer, les sous-marins redoublent d'activité et causent de grandes pertes. *Londres est sous le coup d'une forte dépression* ; l'on parle de changements dans le Gouvernement. Peu de personnes, *en admettant qu'il y en ait*, entrevoient la fin de la guerre ; celle-ci, à leur avis, ne saurait se terminer que par un *pat*, comme on dit aux échecs. Nos hommes d'État se montrent impuissants à diriger les affaires. (P. 449.)



LORD ASQUITH

Comme il est d'usage en pays parlementaire, la crise se traduisait par la chute du cabinet Asquith et par l'accession d'un nouveau personnel aux affaires. « Lloyd George tient l'occasiondedevenir premier ministre ; il se hâte de la saisir. »

6 décembre. — Joffre a de nouveaux ennuis ; on le prend assez vivement à partie. Du même coup, il serait possible que Briand tombe en raison de sa politique dans les Balkans.

9-11 novembre. — Nous causâmes de la guerre, de la politique. L'une de ces dames rentre justement de France ; *elle est toute acquise aux idées de paix*, soutenant que les Français ne pourront pas tenir au delà de l'automne 1917... Les membres du *Council* (Comité de guerre) auraient demandé à Robertson de répéter à Joffre ce que lui, chef d'État-Major, venait de leur exposer (il s'agissait de la difficulté de poursuivre la campagne en Macédoine). C'est chose déjà faite, et Robertson part maintenant de l'autre côté de la Manche afin d'en causer encore une fois avec le généralissime français.

Mais Joffre est-il destiné à rester généralissime ? Londres commence à se poser la question :

La situation réservée à Joffre ne se précise toujours pas. On va vraisemblablement dissoudre le G. Q. G. de Chantilly et Joffre viendrait à Paris, etc...

Voyez, maintenant, la soudaine coïncidence :

13 décembre. — Au cours de l'après-midi, se répandit la stupéfiante nouvelle que les Allemands venaient d'offrir aux Alliés d'entamer des négociations de paix. Toute la conversation roule sur la proposition de paix de l'ennemi. Ponsonby en a entendu parler au palais de Buckingham ; mais il ne connaît pas le texte exact des conditions... Le fonctionnaire des renseignements assure que sur l'ensemble de notre territoire, et plus spécialement dans le pays de Galles, *on tient çà et là par semaine une centaine de réunions en faveur de la paix ; mais cette propagande se poursuit sans bruit, personne n'en parle.* Nous fûmes unanimement d'avis qu'il y aura lieu d'examiner avec une prudence extrême les avances allemandes...

La première quinzaine de décembre 1916 se résume donc, à Londres, en ces quelques traits : pessimisme, découragement spécialement au sujet du front des Balkans, crise gouvernementale, dislocation de Chantilly, propagande défaitiste, propositions de paix allemandes.

EN RUSSIE Voyons maintenant ce qui se passe, au même moment, en Russie et laissons parler le témoin le mieux renseigné, l'ambassadeur Paléologue :

26 novembre. — Depuis quelques jours, on s'agite beaucoup dans les conciliabules des « cadets ». Les entraîneurs du parti, Nekrasow, Milioukow, Chingarew, Konowalow, etc., se disent que l'heure est peut-être venue non certes de renverser le régime impérial, mais d'organiser quelque manifestation éclatante qui, en intimidant le Tsar, l'obligerait enfin à se dépouiller de ses prérogatives autocratiques et à fonder le gouvernement libre. C'est tout à fait l'esprit qui animait les membres de « l'opposition monarchique » en France, vers la fin de 1847. On sait où les conduisit l'ingénieuse campagne des banquets...

28 novembre. — Les nouvelles sont mauvaises de toutes parts. D'abord les bruits de grève courent en ville et l'enchérissement quotidien des vivres a provoqué des scènes violentes dans les marchés. Puis, en Roumanie, la tenaille germano-bulgare se referme autour de Bucarest ; le Danube est franchi à Zimnitza et à Giurgewo ; la ligne de l'Oltu est brisée ; Kampolung et Pitesti sont aux mains de l'ennemi ; le gouvernement royal se réfugie en hâte à Jassy... Avec la promptitude qu'ont les Russes à se décourager, à prévoir toujours les pires catastrophes et à anticiper, pour ainsi dire, sur les arrêts du destin, on escompte déjà l'arrivée des Austro-Allemands sur le Pruth, la perte de la Bessarabie et de la Podolie, la prise de Kiew et d'Odessa.

Le premier ministre Trépow, qu'un sursaut d'énergie de l'empereur Nicolas vient de substituer à Sturmer, dit à l'ambassadeur, le 30 novembre :

L'heure est décisive pour la Russie. Du train où nous allons, le parti allemand sera bientôt le maître. Et alors, *c'est la catastrophe, la révolution, la honte !*... Il faut que le gouvernement prononce des paroles irrévocables et qui engagent tous les gouvernements futurs à la face de la Russie et à la face du monde.

Mais, dans son propre ministère, Trépow a dû, par la volonté de l'impératrice, garder un membre gangrené, Protopopow. La séance du 2 décembre à la Douma n'est qu'un long cri d'opprobre et de discorde. Trépow monte à la tribune pour lire la déclaration du gouvernement. Les cris retentissent et couvrent toute délibération : « A bas les ministres. A bas Protopopow ! »

On laisse tomber dans un silence méprisant le paragraphe de la proposition ministérielle qui assure à la Russie, à l'issue de la guerre, Constantinople. C'est l'évanouissement consenti du grand rêve byzantin. *Le charme est rompu,* écrit l'ambassadeur.

Les défenseurs du tsarisme intégral, Bobrinsky, Pourichkiewicz se sentent perdus. Le Conseil de l'Empire, lui-même, formule l'avis officiel qu'il n'est que temps de lutter *contre l'action néfaste des influences occultes* (9 décembre).

Or, le 13 décembre, les propositions de paix de l'Allemagne tombent sur une opinion en plein découragement, dont l'émotion infiniment complexe touche à l'angoisse :

13 décembre. — Hier, l'Allemagne a fait remettre aux États-Unis d'Amérique une note par laquelle, en son nom et au nom de ses alliés, elle se déclare prête à ouvrir immédiatement une négociation de paix. A l'appui de cette solennelle affirmation, aucune condition quelconque n'est indiquée. Du premier coup d'œil, cette note apparaît comme un stratagème, un piège destiné *à provoquer dans le camp ennemi un mouvement de pacifisme et à disloquer notre coalition.*

L'ambassadeur voit très clair : c'est le plan de Cambrai qui s'exécute : manœuvre pacifiste en vue de « disloquer la coalition ».

LA MANŒUVRE PACIFISTE DANS LES PAYS NEUTRES S'il était possible de suivre la manœuvre dans tous les autres pays, soit alliés, soit neutres, on assisterait partout à la même recrudescence, et avec les mêmes caractères. Dans ses origines, la campagne remonte aux premiers mois de la guerre : mais on la sent qui se précise, s'organise, et qui se sert avec une ténacité sans seconde de ce qui deviendra, un jour, son arme principale, le concours des marxistes, visant spécialement la division des Alliés et la révolution russe.

Le centre principal de ses efforts ou, plus exactement, leur lieu de convergence est la Suisse. En Suisse s'étaient réfugiés tous ceux que des raisons diverses, y compris la peur

4e Année. — N° 582 — 5 PFENNIG — Tirage: 175.000 Exemplaires — Charleville, le 19 Mars 1918

Gazette des Ardennes

On s'abonne dans tous les bureaux de poste, s'adresser éventuellement à la Kommandantur

JOURNAL DES PAYS OCCUPÉS PARAISSANT SIX FOIS PAR SEMAINE

L'« Édition Illustrée de la Gazette des Ardennes » paraît trois fois par mois. Prix de numéro 80 cent.

L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE

Un Neutre qui a eu l'occasion d'habiter en France l'esprit régnant actuellement dans l'armée et dans la population, nous fait les impressions que voici :

En France, le parti de la guerre à outrance joue son dernier atout avec le ministère Clemenceau, mesure du tout ou rien pour la guerre à outrance. La grande masse du peuple est fatiguée d'en supporter les charges. Ne vous méprenez pas sur la violence extrême, sur l'intransigeance fanatique de Clemenceau : cette attitude extérieure ne sert qu'à masquer, probablement, une foi intérieure qui vacille. On veut donner le change aux autres ou bien se faire illusion à soi-même.

C'est pourquoi on s'attaque avec tant de véhémence, lorsque les défaitistes auraient manqué leur but, au *pacifisme* ! On tâche de le discréditer en le baptisant « défaitisme ». Et pour étouffer les clameurs des jeunes qui souffrent, des « affamés » qui furent improvisés ! Ne pouvant enrayer le mouvement de paix, on s'évertue du moins à en discréditer les chefs. Clemenceau vint, vit, et... fit arrêter Caillaux ! Mais c'est là un jeu bien dangereux. Car les persécutés d'aujourd'hui pourront considérés demain peut-être comme des martyrs, et la poussée élémentaire vers la paix saura, malgré tous ces efforts, trouver de nouveaux chefs. Et ceux-ci seront finalement si nombreux qu'on ne pourra les arrêter tous, fût-on même, comme Clemenceau, le premier « flic » de France !

A la grande vague de découragement qui monte, [illegible] espoir jusqu'à la classe 1894, et encore il y a des exceptions qui sont assez graves, puisqu'en Italie on n'appelle pas les hommes des classes 1896 et 1895 qui ont 4 enfants. Or, chez les Italiens étant beaucoup plus prolifiques que les Français, il semble qu'on devrait, relativement, y voir descendre la limite d'exemption en faveur des familles nombreuses.

Il faut voir aussi ce qui se passe en Angleterre.

On n'y a mobilisé que jusqu'à la classe 1897, c'est-à-dire jusqu'aux hommes de quarante et un ans. La loi anglaise du 29 janvier 1916 qui est encore la loi fondamentale du recrutement, prescrit une sorte de *service obligatoire atténué où l'on tient compte pour les appels de la situation des hommes dans la vie civile. Le bill du 5 avril 1917 ne procède guère qu'à une révision de la loi précédente. Au fond, on peut bien dire que, chez nos voisins, la conscription reste voilée, n'est le sorti, l'exception, c'est l'appel.*

Il est même un peu exorbitant, mais il faut avoir le courage de dire la vérité à nos Alliés, qu'en Angleterre tous les enrôlements sont surtout le fait des enrôleurs eux-mêmes. Je n'ai pu obtenir ce renseignement au ministère de la guerre ; on n'a pas pu ou pas voulu me le donner probablement, parce que c'était pénible et j'en ai été obligé d'aller jusqu'en Angleterre pour me le procurer. Là, j'ai pu savoir d'une façon exacte que tous les enrôleurs de dix-huit à quarante et un ans — vous entendez bien, messieurs — sont mis en sursis et qu'en outre, bénéficient de cette mesure tous les hommes [illegible] à la guerre en [illegible]

soldats anglais et français ne sont point mes, et les voix ne manquent pas qui souhaitent à ces « chers alliés » une « petite roseé à Fitalienne ».

Beaucoup de Français sont obsédés par la pensée que l'Angleterre pourrait bien s'établir définitivement dans le Nord de la France, et cette pensée seule les remplit de chagrin et d'inquiétude, tandis que d'autres se soucient à voir descendre la France abandonnant sa liberté d'action. [illegible]

Souvent j'ai entendu la remarque : « *Qu'importe le ministère qui gouverne à Paris! Le vrai maître est à Londres. Nous serons forcés de nous mettre aussi longtemps que les intérêts anglais l'exigent.* »

Autre principal grief contre Clemenceau, c'est sa sympathie marquée pour l'Angleterre.

Pendis qu'on est presque unanime à considérer les Anglais comme insupportables, les opinions sur les Américains sont partagées. Ils jouissent d'un grand avantage : on ne les connaît pas encore. Les jeunes soldats se font de grandes illusions, ils attendent des Yankees de l'oncle Sam. Les vieux, par contre, trop souvent déçus dans leurs attentes, n'y croient qu'à moitié. Ainsi un homme posé, un entrepreneur habitant les Landes, me dit en haussant les épaules :

« *L'Amérique ne nous viendra jamais en aide. La guerre européenne ne lui sert que de prétexte pour armer contre le Japon. Elle se gardera bien d'envoyer beaucoup de troupes en Europe.* »

Militairement, on ne tient pas les Américains en très haute estime. « Ils valent encore moins que les Anglais », entend-on dire. Beaucoup espèrent que [illegible] guerre en

seulement vraie, nous pourrions avoir quelque confiance dans la réussite des négociations, mais les faits nous démontrent malheureusement que nous sommes devenus méfiants vis-à-vis de toutes les paroles qui ne disent ni « oui » ni « non ».

La Russie aussi !

On mande de Malmö :

Les « Sydsvenska Dagbladet » écrit :

Au cours d'une réunion tenue à Gothenburg entre pionniers armateurs suédois et les représentants du gouvernement, ce dernier a demandé la cession [illegible] Nationalisent, les armateurs ont poliment répondu qu'une telle proposition n'était comme si le gouvernement n'était d'ores et déjà lié les mains et avait fait cadeau de la flotte marchande suédoise sans consulter ses propriétaires. On leur a finalement donné à comprendre que si on ne les contentait pas de bon gré, le gouvernement ferait usage de la loi d'expropriation et réquisitionnerait de force le tonnage.

L'Angleterre, infligeant ainsi un démenti aux beaux discours de ses ministres, ne saurait donner de meilleure preuve du travail fécond des émissaires allemands. Toutes les fausses paroles ne servent de rien, elle n'a confiance ni dans la force et dans son empire, ni dans le royaume britannique n'hésite pas à employer des moyens contraires au droit des gens. L'Angleterre « proclamée des petites nations » met à présent les poucettes à la Hollande et à la Suède et leur arrache le tonnage dont ils ont tant besoin. Peut-être les ministres verront-ils enfin de compte de que cela est de la plus grande importance, durant cette guerre, les droits des petites nations. Les journaux hollandais donnent libre cours à leur indignation.

Le nouveau duché indépendant de Courlande.

On se rappelle que la Diète (« Landesrat ») de Courlande a adressé ces jours-ci à S. M. l'Empereur un télégramme lui exprimant sa profonde gratitude et son respectueux hommage et le priant d'accepter la couronne de la [illegible]

saire a obtenu en trois jours ce que la diplomatie n'avait pu réaliser en six semaines. Mais la paix avec l'Ukraine est, tout bien considéré, moins le résultat des négociations diplomatiques que de la pression que les bolchévistes exercent sur ce pays, et c'est probablement pour échapper à cette pression que la République ukrainienne s'est jetée dans les bras de la paix. Les choses n'en sont pas moins extrêmement en Roumanie.

Si bon qu'on soit de considérer la manière forte comme une méthode souveraine, il est impossible d'être un spectateur averti de la situation actuelle sans

La presse de l'Entente reproche à l'Allemagne son impérialisme et ses annexions disposées. Elle a fait guère bien venue à pousser de la sorte la cause de la Russie, que n'a cessé non plus une seule fois de la considérer comme un territoire de son vaste empire colonial. Elle n'a pas le droit d'agir que l'ancien grand-duché de Courlande, animée par la Russie depuis un siècle tout au plus, en retour à la mère-patrie ? ... »

Réponse évasive.

Voici deux informations officieuses de Londres :

Dans la Chambre des communes, M. King demande si la Roumanie a conclu la paix avec les empires centraux, si les termes de cette paix ont été soumis aux Alliés avant leur acceptation et s'il fait partie de la politique des Alliés de les présenter pour révision devant la conférence de la paix ou la ligue des nations après la guerre.

M. Balfour répond :

J'apprends que la paix a été conclue provisoirement, mais non encore ratifiée. Le gouvernement n'a reçu des conditions de l'armistice aucune communication officielle. En ce qui concerne la dernière partie de la question, le gouvernement pourrait ne pas vous sympathiser à l'égard de la Roumanie dans la crise actuelle, où elle se trouve. Il ne s'agit pas seulement de notre devoir et nos efforts tendront à obtenir de la conférence de la paix la revision des dures conditions qui lui ont été imposées. »

M. Balfour a omis sans doute que la Roumanie a attaqué et trahi ses anciens Alliés ; il n'importe, pour que la déclaration de guerre de ce pays [illegible] œuvre criminelle [illegible]

les poursuites contre Hélène Brion et avait été mise en liberté provisoire, vient de recevoir avis de son acquittement définitive, comme ayant tenu des propos défaitistes devant deux gardes Territoriaux de l'arrondissement de Thonon.

Elle comparaîtra prochainement devant le conseil de guerre de Grenoble et elle sera assistée par Me Moutet, député de Lyon.

« Sauvons les Embusqués ! »

Sous ce titre M. Louis Maffert publie l'article suivant dans le « Viticulteur » :

« En novembre 1917, le général C... inspectant une caserne de Rouen, indiqua au commandement tous les soldats des jeunes classes qui devaient être vidés des postes de tout repos qu'ils occupaient et ce parmi les embusqués !

Le général parti, on jeta brutalement la liste au panier et on continua de s'asseoir sur les bancs et sur les lits.

Un jour, pourtant, il y eut alerte, le général C... allait au Havre et il aurait pu avoir la tentation de s'arrêter à Rouen.

Vite, et pour plus de sûreté, les hommes visés lors de l'inspection furent expédiés à Pont-de-l'Arche, qui est un centre de C. V. C., et là, on leur infligea, d'office, une permission de quinze jours.

Après quoi, ils revinrent tranquillement, n'eut pour, le danger et la guerre étant passés.

A quoi bon, dès lors, tant de zèle, tant de rapidité ? Le colonel désigné a la vérification du Rohrer.

Il resta quinze jours à surveiller ce cantonnement [illegible] et long — il y a [illegible] mètres.

Le quatrième jour, le colonel, un bien sincère homme, comme vous allez voir, sort le rapport C. de sa poche et dit :

— A propos, que sont devenus les soldats dont il est ici question ?

Et le commandant de répondre :

— Ils sont à la garde des prisonniers !

— Depuis combien de temps ?

— Depuis que l'ordre en a été donné !

— Je voudrais bien les voir !

— Qu'à cela ne tienne, mon colonel. »

Or, les preux, cause de tout ce souci, écoutaient, dans une chambre contiguë, le dialogue qu'on vient de lire. Au pas de course, ils sont dirigés sur le magasin de corps, où on les revêt de pantalons immaculés, de vérines et [illegible] à soubiat — l'histoire ne dit pas si on eut le temps de convoquer les [illegible]

LA GAZETTE INFAME

de servir, avaient « mobilisés » contre la guerre. Là, on prétend pouvoir rester « au-dessus de la mêlée » ; là accourent de toutes parts les hommes disposés à s'enrôler dans les campagnes de diverses sortes qui se préparent dans le trouble universel. Et là figurent, au premier rang, ces réfugiés russes qui, la plupart, sont en contact direct par le marxisme avec les agents allemands. On affirme que, dès le 2 novembre 1914, Zinowieff et Lunartchasky sont inscrits au compte de la Banque impériale allemande ; le 11 novembre 1914, Lénine écrivait dans le *Social Democrat* : « Levons le drapeau de la guerre civile ! » c'est-à-dire « insurgeons les arrières ! » Cette semence couve pendant le cours de l'année 1915 : on la suit, à son inspiration originaire, dans la *Gazette des Ardennes*, journal officiel des autorités allemandes dans les pays occupés. Ce journal, où tout est mensonge, commence à paraître le 1er novembre 1914 ; en novembre 1917, profitant du besoin de nouvelles des populations envahies à défaut de toute autre publication, il tirait 175 000 numéros. Cette publication ne parvient pas, d'ailleurs, à égarer ceux qui la lisent et le sénateur de l'Aisne, M. Touron, a pu dire au Sénat le 19 décembre que, « dans les pays envahis, personne ne demande la paix, personne ne pensait à la paix ».

C'est dans la *Gazette* que l'on peut suivre le thème et les variations du thème livrés à la presse propagandiste de tous les pays. Toute différente de celle du début qui vantait le droit de la force et mettait « l'Allemagne au-dessus de tout », la « manœuvre morale » nouvelle a changé de ton ; elle s'attache à démontrer, en particulier, trois points : l'Allemagne a été attaquée et elle ne combat que pour se défendre ; c'est la campagne des

« *origines* », campagne qui, de son mensonge, encombrera l'histoire à jamais. Second point : la guerre est un horrible sacrifice imposé aux peuples par les gouvernants et les *capitalistes* anglais et français ; le peuple se fait tuer pour assurer des gains immenses aux profiteurs de la guerre ; donc il faut mettre à bas les gouvernements qui combattent l'Allemagne : c'est la « campagne révolutionnaire ». Enfin l'Allemagne est prête à faire la *paix*, elle est disposée à engager les négociations par l'intermédiaire d'un neutre, quel qu'il soit. Pourquoi se refuse-t-on à la suivre sur ce terrain?... C'est la « campagne pacifiste » proprement dite. On n'ajoute pas, bien entendu, que l'Allemagne, tout en prononçant le mot *paix*, refuse d'indiquer ses buts de guerre et de faire connaître ses propositions ; son mutisme s'en tient perfidement à la « carte de la guerre », c'est-à-dire à la revendication des pays occupés par ses armées, y compris la Belgique, l'Alsace-Lorraine, la Serbie, la Roumanie, etc. Sur ce point, le machiavélisme du système ressort d'un article du *Vorwaerts* (13 décembre) paru en même temps que les propositions de paix du chancelier Bethmann-Hollweg :

> Maintenant, les peuples qui habitent de l'autre côté de la tranchée sont préparés à entendre la vérité. Disons-leur qu'on les a sans cesse trompés quand on leur a raconté que l'Allemagne ne voulait qu'une seule espèce de paix, celle qu'elle dicterait. Disons-leur que l'Allemagne à présent, et à présent plus que jamais, est prête à conclure une paix à l'amiable. Les gouvernements de nos ennemis n'ont pas le courage de faire la paix. Ce courage, le gouvernement allemand peut et doit l'avoir. Qu'il soit courageux à l'arrière comme les soldats le sont sur le front, *jusqu'à ce que les peuples d'en face chassent leurs gouvernements* qui ne savent ni vaincre, ni traiter, ou bien jusqu'à ce que les gouvernements d'en face ouvrent les yeux (1).

Pour compléter le tableau, il faudrait l'étendre aux autres pays, à l'Amérique, où la propagande dirigée par l'ambassadeur Bernstorff est si profuse et si violente qu'elle finit par produire l'effet contraire (1) ; à l'Espagne, où le pro-germanisme gagne surtout les milieux catholiques, habilement excités contre la *France athée* (2).

Dans les pays du Nord, Hollande, Norvège, Danemark, Suède, la propagande est d'autant plus active que la presse et la culture germaniques ont des accès plus faciles et que l'Allemagne est une cliente incomparable pour les comptoirs et ateliers usant et abusant du privilège de la neutralité. Bientôt la question du blocus se posera avec une intensité telle qu'elle forcera les neutres du Nord à *choisir* ; mais nous n'en sommes pas encore là. La Norvège est au pôle actif en faveur de l'Entente ; la Suède est au pôle négatif. « En 1870, après Sedan, tous les journaux de Suède avaient paru encadrés de noir. » En 1914, des officiers de l'armée suédoise se jetaient, délirant, dans les bras les uns des autres en criant : « Mort à la Belgique ! » Cependant les victoires franco-anglaises du début ont donné à réfléchir à ces exaltés du pangermanisme. Les chefs des partis avancés, comme M. Branting, ne se laissent pas entraîner. « Après la Marne, la Suède a été surprise ; après l'Yser, la Somme, Verdun, décontenancée ; jour à jour on a vu poindre l'annonce de ce qu'on appelle honnêtement une « évolution »... Mais a-t-elle maintenant un autre sentiment que le culte de la force et des intérêts matériels, cette nation fine, cultivée, aux traditions si anciennes, sans parler de son enrichissement depuis la guerre qui offre à certains égards quelque chose de monstrueux? » (3).

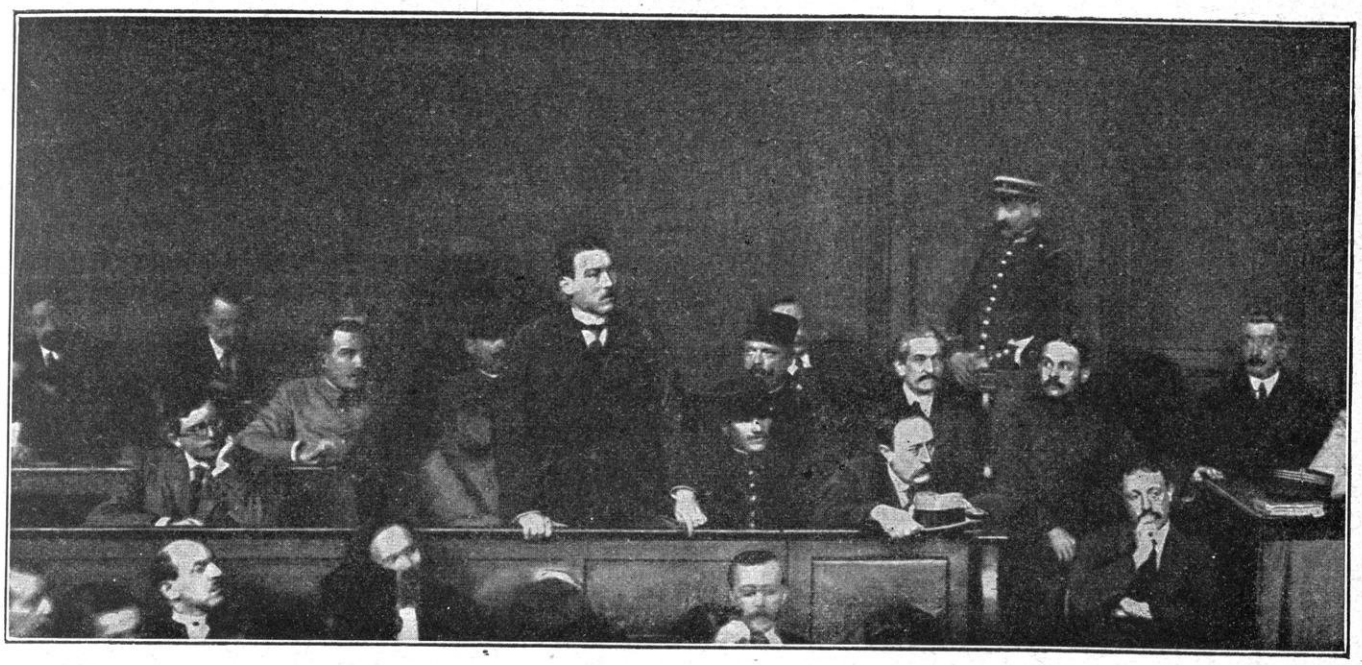
Est-il un meilleur terrain de propagande?

(1) Louis Marchand, *L'offensive morale*, p. 171. — Cf. la lettre de l'empereur Guillaume du 31 octobre, publiée ci-dessous, p. 112.

(1) V. le livre de M. Alphaud, *Les États-Unis contre l'Allemagne*, t. II.

(2) Sur l'opinion en Espagne pendant la guerre, et sur l'attitude du fameux carliste Vasquez de Mella avec son programme en trois points : Gibraltar, Portugal, Amérique, et son cri : « Avec l'Angleterre, jamais ! », voir l'article de Louis Bertrand dans *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1916. Dans sa grande majorité, l'Espagne resta fidèle à sa ligne de neutralité et à ses relations de bon voisinage avec la France.

(3) Voir les études de M. Rocheblave, *Les neutres du Nord*, dans *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1917, p. 868. — Voir aussi les excellentes études de M. Maury.



LE PROCÈS DU *BONNET ROUGE* EN CONSEIL DE GUERRE. — L'INTERROGATOIRE DE JOUGLA

L'opinion neutraliste et les menées pacifistes allemandes s'unissent et se confondent, ici, naturellement.

LA MANŒUVRE EN ITALIE Mais la campagne, pour porter réellement, doit agir sur toutes les puissances engagées dans la guerre. Méthodique, elle se concentre, à partir de la fin de 1916 et après l'échec d'Asiago-Arsiero, sur le pays qui est entré le dernier dans la guerre et que l'on espère pouvoir séduire, l'Italie. Un homme la dirige à visage découvert, c'est Cavallini ; il entretient la presse pacifiste et il paye de nombreux acolytes, Scarfoglio, Mathilde Serao, etc. L'ancien président du conseil Caillaux passe en Italie une partie du mois d'octobre. Cavallini vient à Paris en novembre. Caillaux retourne en Italie et voit le ministre Martini ; on résume en ces termes les explications données à celui-ci :

M. J. Caillaux explique que le ministère Briand était fini ; il s'attendait à un ministère Clemenceau-Barthou qui ne pouvait vivre qu'en intensifiant la guerre. Mais il était évident que ce ministère ne vivrait que quelques mois, la France *ne pouvant soutenir son effort militaire au delà du printemps.*

A ce moment Caillaux prendra le pouvoir et signera la paix. Il a promis que le monde entier serait étonné des avantages que l'Allemagne comptait accorder à l'Italie et à la France. Tous les frais devront être payés par la Russie et les Balkans. (*On promettait en même temps, sous main, Constantinople à la Russie.*)

Que désire l'Allemagne? La route de Bagdad qu'elle vient de conquérir ; elle veut ensuite faire une grande Bulgarie et une grande Turquie d'Europe. En quoi cela nous gêne-t-il? Notre champ d'action est en Afrique. La Serbie disparaîtra. La Roumanie disparaîtra également. Aussitôt la paix signée, la France conclura un traité d'alliance avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne contre l'Angleterre et la Russie qui sont nos véritables ennemis (1).

Inutile d'insister sur la futilité de ces propositions. A chaque puissance on offre la paix que l'on suppose être dans ses désirs. Ce qu'il faut obtenir, c'est que l'une ou l'autre mette le doigt dans l'engrenage de « la paix » ; car l'objet principal, c'est de les diviser.

EN FRANCE Cette manœuvre particulière tend à se développer en France par la mainmise sur de grands journaux, sur des personnages influençables, influents ou supposés tels. Une lutte des plus ardentes, où sont

(1) Résumé des conversations avec le ministre Martini, d'après l'attaché naval amiral de Saint-Pair, dans Marquis DE ROUX, *Le Défaitisme*, etc., p. 96.

engagés les noms de Cavallini, de Bolo, de Lenoir, du sénateur Ch. Humbert, du député Turmel, de Desouches, avoué, s'engage autour de la cession du *Journal* à une direction germano-suisse dont l'agent paraît être un certain Arthur Schœller, Suisse d'origine allemande. L'argent est transmis à Paris par la complaisance du conseiller d'État Hoffmann qui dirige la politique étrangère de la Confédération helvétique, et cela devient grave. La campagne a ses prolongements jusqu'en Amérique, où l'ambassadeur Bernstorff s'ingère pour faire passer à travers les comptes de diverses banques l'argent qui vient du gouvernement allemand. En France, le principal agent de la campagne est Almereyda, directeur du *Bonnet Rouge*. Or, Almereyda est en relations directes avec le ministre de l'Intérieur Malvy et son chef de cabinet Leymarie. Dans son journal, il a, d'abord, affecté le patriotisme ; mais, à partir des premiers mois de 1916, il prend position carrément : ses articles sont inspirés évidemment par ceux de la *Gazette des Ardennes* ; il se manifeste défaitiste, mais ce défaitiste est subventionné ! Sébastien Faure et tant d'autres mènent cette campagne abominable qui vise bientôt le soldat dans la tranchée et, en particulier, le permissionnaire dans les gares.

Des voyages nombreux en Suisse, en Italie, en Espagne, relient et rapprochent tous ces complices d'une même entreprise qui, par tous les moyens, s'est insinuée jusqu'à leurs appétits, leurs ambitions ou leur orgueil. Il s'agit toujours d'amener les puissances de l'Entente à capituler devant les exigences dissimulées des puissances centrales, en détachant les peuples des gouvernements et les soldats de leurs chefs. En décembre 1916, la campagne touche à son but ; c'est le moment où, comme nous allons le dire, le chancelier Bethmann-Hollweg demande la médiation du président Wilson. Le *Bonnet Rouge* écrit :

« L'événement était prévu, la situation le dictait et l'indignation de la grande presse (au sujet de ces propositions) ne se concevrait pas, si le grand public n'était habitué à ce ton d'échappé de cabanon. La question posée par M. de Bethmann-Hollweg vaut, pourtant, qu'on l'examine sérieusement, gravement, ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'incliner devant la volonté ou les désirs de l'Allemagne et de ses chefs ». (Ici les trois cartes de guerre allemandes, et ainsi est glissé le principe même d'une compensation territoriale en faveur de l'Allemagne.) L'article reprend : « M. de Bethmann-Hollweg est un trop fin renard pour ne pas connaître exactement les conséquences d'une pareille situation. S'il se risque à parler de paix, c'est sans doute qu'il a de bonnes raisons pour cela.

« Un piège... disent certains. *Peut-être pas.* L'Allemagne, plus que quiconque, a eu de fortes raisons de vouloir la guerre : ce n'est pas une raison pour ne pas voir ce que proposent exactement les ennemis.

« Ce qu'il faut examiner, c'est ce que pourrait nous valoir de plus une victoire nouvelle et si ce supplément d'avantages *compense les pertes inévitables qu'il nous faudrait encore subir.* »

Cet argument est très habile ; il décidera, un jour, d'un armistice prématuré.

Et si les chefs s'opposent à cette propagande fatale si séduisante pour le soldat, accablé de misères dans cette funèbre année de Verdun, immédiatement on s'en prend à eux, et l'on invente contre les meilleurs la légende du « *Boucher de Verdun* ». Le général Mangin, en vue de réagir sur le moral de la troupe, a dicté, au lendemain de la reprise de Douaumont-Vaux, sa belle proclamation :

Nos pères de la Révolution refusaient de traiter avec l'ennemi tant qu'il souillait le sol sacré de la Patrie, tant qu'il n'était pas rejeté en dehors des frontières naturelles, tant que le triomphe du droit et de la liberté n'était pas définitivement assuré contre les tyrans...

Aussitôt le *Bonnet Rouge*, familier du ministre de l'Intérieur, fulmine :

Cette fois, la protestation s'impose. Il est seulement dommage que ni la censure, ni le gouvernement n'aient compris l'indécence d'une pareille publication... Eh bien ! non ! non ! et non ! Ce n'est pas aux généraux à faire la loi.

LA MANŒUVRE PACIFISTE ET LES INTERNATIONALES Il faut toujours en revenir à la principale offensive de paix, celle qui est conduite par l'intermédiaire et avec le concours des différentes Internationales.

Ici, comme nous l'avons dit, c'est l'élément russe qui tient la corde. Quand on examine ces choses à la lumière des événements postérieurs, on voit bien que cette campagne, menée avec une ardeur extrême et non entièrement désintéressée, était d'une réelle infériorité intellectuelle et morale. Trotzky, qui est l'un de ses principaux meneurs, apparaît, dans ses écrits et ses discours, comme un sous-élève de Karl Marx. Ces Russes, quand ils n'obéissent qu'à leurs instincts, sont souvent d'une sensibilité magnifique ; mais, s'ils essayent de philosopher, ils ne sont plus que de médiocres *scholars* de la civilisation européenne. Ils apprennent les doctrines, les savent mal et les appliquent plus mal encore. Dans un révolutionnaire russe, il y a toujours un singulier mélange de doctrinaire et de policier. Il n'est pas étonnant que l'autocratie, le bellicisme impérial allemand, ait pris à sa solde ces révoltés et ces pacifistes. Tout cela se complète, s'associe, se trompe et se dénigre à plaisir. L'erreur commune à ces théoriciens, bâtards du Livre et de la Haine, c'est le dédain et l'ignorance du travail agricole et de la propriété rurale qui seuls les font vivre pourtant et qui, dans toutes les révolutions, finissent par avoir le dernier mot. Car, on ne peut se passer du travail ni du pain, et « celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger ». On a cru à l'avènement politique et social des ouvriers des villes, à la *dictature du prolétariat* incapable de ce destin ; et l'on a vu quoi? l'avènement des avocats, des policiers et des bourgeois traîtres à la bourgeoisie.

LA CARTE DE PRESSE DE TROTZKY ALORS QU'IL ÉTAIT RÉFUGIÉ A PARIS

L'effort révolutionnaire et pacifiste porta d'abord sur ce que Trotzky appelle le *point faible* de la civilisation capitaliste, c'est-à-dire la Russie ; cette campagne n'est que l'application exacte, dans le temps et dans les faits, du programme de Cambrai. Les choses étant ce qu'elles étaient, le front russe devait claquer presque infailliblement. On y travailla avec une ardeur extrême et un savoir-faire satanique, pendant les derniers mois de 1916 et jusqu'à la révolution du printemps de 1917 (1).

Les étapes sont les suivantes : Trotzky rédigeait, à Paris, le *Nosche Slovo*, et il pourra le faire impunément jusqu'en décembre 1916, époque où il est expulsé. Dès novembre 1914, aussitôt après la bataille de la Marne, une organisation ouvrière fait une manifestation en faveur de la paix, ce qui veut dire déjà en faveur du jeu allemand. Cela couve pendant toute l'année 1915 ; l'Allemagne a repris quelque espoir. Mais en septembre 1915, la politique impérialiste a conscience de son échec : la guerre n'ayant plus de chance d'être gagnée, il faut « gagner » la paix. Selon le vœu formulé par le Kronprinz, le jeu est d' « opposer les peuples à leur gouvernement ». Après le Congrès international des femmes socialistes (Berne, 25-26 mars), c'est la convocation, préparée sous main par le parti socialiste allemand, et la réunion de Zimmervald qui a lieu en septembre ; Trotzky rédige le manifeste du parti. C'est déjà tout le programme de la Révolution russe *par* l'Allemagne. Dans les pays de l'Entente, la propagande des tracts s'organise. La doctrine de la paix *quand même* a pris corps et s'est jointe étroitement à l'idée

(1) Voir la doctrine, la méthode et les aveux, dans les ouvrages de Trotzky : *Nouvelle Étape*, *Entre l'impérialisme et la Révolution*, etc.

internationale, à la révolution prolétaire et au défaitisme russe à Kienthal (avril 1916). Mussolini dirige encore l'*Avanti* avec Trotzky. Il ne fonde le *Popolo d'Italia* qu'en novembre 1916.

La recrudescence de la campagne est très marquée à Paris durant tout l'été de 1916. Quand Verdun et la Somme accablent le pays de sacrifices immenses, au moment où l'offensive allemande échoue, l'heure est favorable ; elle le paraîtra de plus en plus quand les événements de Roumanie, promis comme « la fin de la guerre » par la victoire, aboutissent pour les puissances de l'Entente à une cruelle déception et à la nécessité de nouveaux efforts. Trotsky est expulsé le 4 décembre 1916. Preuve que Malvy lui-même commence à s'inquiéter. C'est qu'une réaction énergique se manifeste dans le sentiment français. Caillaux part pour Rome : mais il y est suivi et signalé par la méfiance universelle. Toute une littérature « pacifiste » venait de surgir, agressive et soldée. De petites revues circulaient sous le manteau, propageant, sous des formes diverses, les arguments de la *Gazette des Ardennes*. Le *Demain* de Guilbeaux avait paru en janvier 1916, lançant la formule de la « reprise des relations entre les peuples ». Il y joignait l'idée « de la Révolution nécessaire ». « La Révolution ! écrivait-il ; le reste n'est que littérature. » Le *Demain*, mort en novembre 1916, allait renaître (janvier 1917) subventionné par l'Allemagne. Le plan entier de la Révolution bolcheviste partira bientôt de ses colonnes (1).

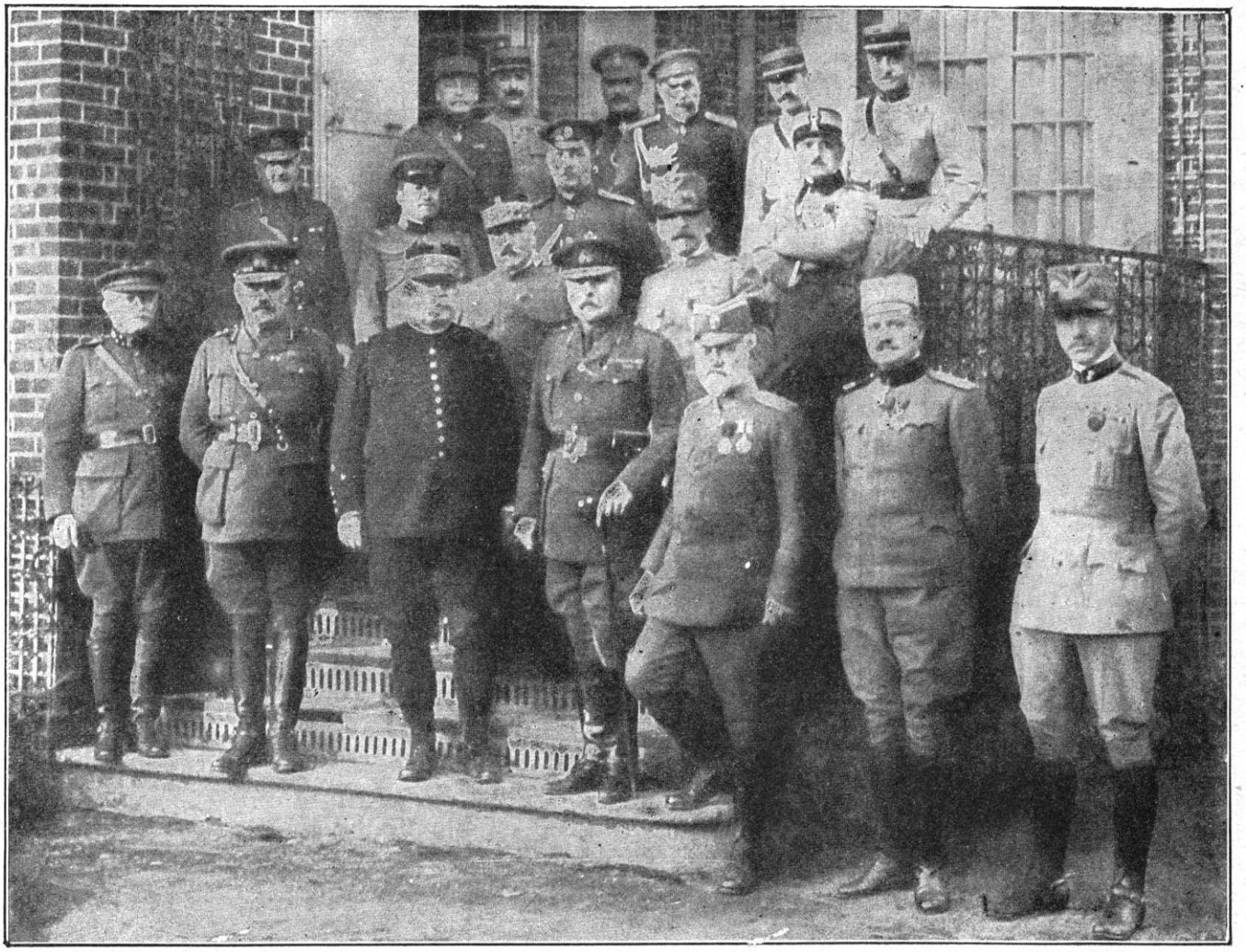
Le lien se trouve, ainsi, nettement établi entre les trois ordres d'activité, se manifestant simultanément et émanant de l'Allemagne : 1° la manœuvre de la paix tendant à gagner du temps pour organiser la guerre sous-marine ; 2° la campagne pacifiste, tendant à désunir les Alliés et à renverser les gouvernements à l'aide de formules insidieuses ; 3° la vieille campagne révolutionnaire poursuivant consciemment le même but : renverser les gouvervements dans les pays hostiles à l'Allemagne ; et spécialement avènement du bolchevisme (c'est-à-dire du gouvernement anti-bourgeois) en Russie pour, de là, rayonner chez tous les ennemis de l'Allemagne. C'est le plan que, dès juin 1917, Guilbeaux considère comme en voie d'exécution : « La Révolution gronde en France... La révolution russe a les effets d'une heureuse contagion... Le front est gagné par l'esprit révolutionnaire... Les grèves se multiplient, soldats et paysans se fatiguent de la guerre. »

L'Allemagne tente donc cette aventure ; elle la tente aussi follement qu'elle a tenté l'aventure de la guerre elle-même, et qu'elle tentera, après la paix, l'aventure de l'inflation monétaire. Les chefs militaires, politiques et économiques sont toujours frappés du même vice intellectuel et moral : orgueil sans frein avec surévaluation de leurs propres forces et sous-évaluation des forces de l'adversaire. Et c'est cet orgueil, qui, sur ces divers terrains, la conduira par l'aveuglement à la défaite. La manœuvre pacifiste se retournera contre elle-même et c'est en Allemagne que les « arrières » fléchiront.

LES COMITÉS SECRETS. REMPLACEMENT DE JOFFRE. CHUTE DU CABINET BRIAND

Car, tout compte fait, il convient d'observer, dès maintenant, pour avoir une idée exacte et profonde des choses, que si la simple manœuvre qui s'inspirait du programme de Cambrai obtenait certains résultats chez les neutres et parmi les personnes ou les groupements plus ou moins entraînés ou corrompus, elle était loin de produire, au sein des puissances principales de la coalition, l'effet qu'avaient escompté ses organisateurs. En France et en Angleterre, notamment, le moral restait très haut dans l'ensemble. Si l'on se garde de confondre avec le pacifisme le souci légitime de limiter les sacrifices, la préoccupation d'améliorer, même au prix d'une polémique

(1) MAXE, *L'alliance du Défaitisme et du Bolchevisme*. Ed. Bossard.



LA CONFÉRENCE DE CHANTILLY (15-16 nov. 1916).
LES COMMANDANTS EN CHEF DES ARMÉES ALLIÉES ET LEURS REPRÉSENTANTS

ardente, les moyens de gagner rapidement la guerre, en un mot la vigilance de l'opinion, on s'aperçoit que cette campagne de trahison « ne paya pas ».

En Russie seulement, la manœuvre allemande devait porter bientôt son plein et entier effet ; et nous l'y suivrons jusqu'à l'heure où, par la chute du tsar Nicolas II, s'écroulera un des piliers de l'Entente. Partout ailleurs, après des alternatives diverses, l'autorité du droit et la vigueur du bon sens réagirent et le venin fut éliminé.

Exposons, cependant, ces alternatives et voyons comment, sous l'influence des circonstances, certaines modifications parfois heureuses, parfois regrettables, se produisirent dans les organismes de la guerre chez les Alliés durant le cours de l'hiver 1916-1917, comment elles donnèrent une figure nouvelle aux hostilités, comment enfin, non sans contribuer à les prolonger, elles travaillèrent, tout compte fait, à assurer la victoire finale.

Cet hiver est fécond en revirements profonds : Joffre quitte le haut commandement ; Briand est renversé ; Lloyd George prend la haute main sur les affaires ; l'Allemagne demande officiellement la paix ; la guerre sous-marine développée à outrance détermine l'entrée de l'Amérique dans la guerre ; la dynastie des Romanoff succombe ; relevons le fil qui rattache les uns aux autres ces grands événements.

Nous avons indiqué déjà que, les 15 et 16 novembre 1916, avait eu lieu à Chantilly

une conférence de tous les commandants en chef des armées alliées ou de leurs représentants pour examiner en commun le plan de campagne général pour l'année 1917. La pensée qui prévalait était celle d'une grande offensive simultanée sur tous les fronts. Le but que se proposait la commune bonne volonté était la concordance des efforts ; mais le point faible était celui de toutes les coalitions : pas d'union militaire efficace sans commandement unique ; quand chaque chef est maître en dernier ressort de sa propre conduite, il ne suit que ses sentiments parce que, de très bonne foi, il les croit justes. Celui qui commande a, seul, l'*intelligence de la responsabilité.*

Les résolutions de Chantilly avaient été consignées dans un protocole qui, par sa rédaction, affaiblissait le principe de l'unité qu'il prétendait consacrer. Voici ses principales dispositions :

Pour interdire à l'ennemi toute reprise de l'initiative des opérations, les armées de la coalition seront prêtes à entreprendre des offensives d'ensemble dès la première quinzaine de février 1917 *avec tous les moyens dont elles disposeront.*

Si les circonstances ne s'y opposent pas, ces offensives d'ensemble seront déclenchées sur tous les fronts aussitôt qu'elles pourront être concordantes.

Avec une telle série de *si* et de *mais*, c'était tout l'opposé du commandement unique.

Ceci dit, le général Joffre jouissait d'une telle autorité personnelle que l'on acceptait, de sa main, les directives comme des ordres. Aussi, dès que l'hiver eut suspendu les opérations sur la plupart des fronts, tout le monde se mit au travail pour être prêt à la date fixée, à savoir la première quinzaine de février. Nous avons déjà indiqué et nous exposerons, quand nous en viendrons au récit des événements militaires de l'année 1917, comment Joffre prit ses dispositions pour poursuivre la bataille de la Somme en l'élargissant du côté de l'Aisne et comment ce projet fut abandonné: pour nous conformer à l'ordre chronologique, nous devons, d'abord, donner la suite des événements politiques qui, durant ce même hiver, eurent pour effet de porter une atteinte pathétique à ces grands projets.

LA CRISE DU HAUT COMMANDEMENT

La conférence de Chantilly avait compté sur l'appel de la classe 1918 en France. Au moment où il dut prendre cette mesure, M. Briand, sentant l'émotion qu'elle causerait dans le pays, fit connaître qu'il était disposé à s'expliquer en comité secret « tant sur cette question que sur toutes les autres ».

L'appel de ces jeunes gens, de ces enfants presque, mettait le comble à l'émotion universelle.

Ne parlons plus de la campagne pacifiste, sinon pour dire qu'elle trouvait un terrain favorable parmi ces trop réelles souffrances qui accablaient le pays.

Le haut commandement était particulièrement visé ; quand les hommes souffrent, il faut qu'ils accusent quelqu'un.

Une campagne ardente s'était déchaînée progressivement contre l'État-major de Chantilly et contre le général Joffre. Dans cette campagne, il y avait de tout : souvenir toujours présent des défaites du début de la campagne, Charleroi, les Ardennes, Morhange, l'Alsace ; douleur causée par l'abandon d'une partie du territoire national, notamment du bassin de Briey, qui fournissait à l'ennemi les minerais nécessaires pour la fabrication des obus ; plainte agressive des « limogés », c'est-dire des officiers supérieurs mis à la retraite qui, tous, avaient de bonnes raisons pour expliquer que si on les avait laissés en place, la France eût été rapidement victorieuse ; émotion au sujet des résultats insuffisants de la bataille de la Marne, gagnée, insinuait-on, par hasard, et insuffisamment exploitée ; découragement résultant des offensives sanglantes de l'Artois, de Champagne, des Éparges ; et puis les autres reproches accumulés : insuffisante utilisation des réserves ; défaut d'artillerie lourde ;

LE GÉNÉRAL JOFFRE, LE GÉNÉRAL NIVELLE

erreur sur la force de résistance des Allemands ; prépondérance dangereuse des *missi dominici* de Chantilly et empiétement des « Jeunes Turcs » ; parti pris politique du même État-major, aujourd'hui contre Castelnau, demain contre Sarrail ; accaparement de l'autorité par ce groupe de jeunes officiers arrivistes, chambrant le commandant en chef ; et, finalement, subordination insuffisante au pouvoir civil, attitude un peu distante dans les relations avec les membres du Parlement. Le comble fut mis à ce réquisitoire par les surprises du début à Verdun, par la prolongation tragique de la bataille de la Somme et par les sacrifices qu'avaient exigés, sans résultat décisif, cette terrible année 1916.

A l'ensemble de ces critiques, parfois fondées, parfois contradictoires, parfois injustes, le haut commandement eût pu répondre, le plus souvent, par des explications raisonnables se rattachant, pour la plupart, à la nouveauté et à la difficulté d'une guerre où tant d'éléments inopinés entraient en jeu. Mais les adversaires de parti pris couvraient sa voix ; et puis, il avait d'autres soucis que de s'attarder à ces polémiques. C'était le rôle du gouvernement de le défendre. M. Briand l'avait déjà fait avec opportunité et efficacité, devant la Chambre et devant le Sénat. Le général Roques l'avait également couvert dans la polémique relative aux affaires de Salonique. Mais des mois s'étaient écoulés depuis le comité secret de juin, et, dans les brumes de novembre, avec une nouvelle année de guerre en perspective, le découragement et la campagne pacifiste ayant fait leur œuvre, on était à bout : il fallait un holocauste.

Le président Briand allait donc s'expliquer devant le comité secret : il ouvrait bravement la discussion et il songeait tout à la fois au moyen de sauver le haut commandement et le ministère. Les influences parlementaires, très agissantes auprès de lui, le traquaient; il les subissait et cherchait à les déjouer sans les décevoir ; tout cela simultanément dans son esprit vers le 20 novembre, au lendemain de la conférence de Chantilly, au moment où il convoquait la classe 1918. Le Comité secret ! Les paroles ne suffisaient plus : il fallait faire quelque chose. Joffre était déjà bien attaqué ;

il devenait dangereux à défendre ; en somme, il était *en l'air*, mais comment le décrocher tout à fait?

Qu'en ferait-on? Par qui le remplacerait-on?

Les belles journées de Verdun, la reprise de Douaumont et de Vaux, coïncidèrent précisément avec cette disposition de moindre résistance qui était celle du gouvernement au sujet de la question du haut commandement. Le nom de Nivelle venait d'éclater comme celui d'un général jeune et vainqueur, tout à fait « nouvelles couches » et pas du tout « vieux Quartier général ». Mis en avant par certains groupes politiques, surtout par ceux qui se déclaraient hostiles à Joffre et à Castelnau, il était loué par tous pour la vigueur de ses actions récentes, et désigné, en quelque sorte, par la faveur que lui témoignait Joffre lui-même.

Singulière circonstance : le parti le plus contraire en principe à la tactique en bourrade se prononçait pour la personnalité qui représentait éminemment le système de l'offensive immédiate et vigoureuse ; et, autre circonstance non moins singulière, le président du Conseil, au moment où il cherchait une combinaison renforçant l'élément civil, crut la trouver en grandissant soudain ce nouvel astre militaire apparu. Ne blâmons personne ! Les temps étaient douloureux et difficiles, les jours sombres, l'horizon voilé ; tous cherchaient le mieux. Quelle sûreté d'œil et de main pour le découvrir et le saisir parmi tant de tâtonnements et d'exigences diverses !

Ces sentiments gonflèrent à la fois, comme un sanglot près d'éclater, ces tristes séances du Comité secret de novembre 1916 et ne les rendaient que plus obscures et plus pesantes. Le pays lui-même, tenu en dehors de ce débat vital, mais devinant ses péripéties au silence compact qui entourait les séances, attendait dans l'oppression.

Au cours de ces débats, tout est en cause : coopération des Alliés, événements d'Athènes et de Roumanie, guerre sous-marine, situation matérielle et morale des armées et toujours, au fond, la crise du haut commandement. Briand, de sa voix prenante, lutte, plaide, invoque, insinue ; mais il ne porte pas la tête haute d'un victorieux, son éloquence discrète ne fait ni sonner le triomphe de Verdun ni le succès plein de conséquences de la Somme. Il se défend, il dénonce la manœuvre de l'ennemi qu'il connaît trop bien, car elle a pénétré jusque dans son ministère :

> Est-ce à dire, monsieur Cachin, que devant la propagande germanophile nous devions rester là, bras croisés ?... Faites bien attention, notre ennemi est redoutable, non pas seulement par sa puissance mais par son habileté. Il n'est pas que brutal, il est aussi astucieux. Il sait, qu'après vingt-huit mois de guerre, un des éléments essentiels, peut-être autant que les obusiers, c'est le moral des peuples, et que celui qui résistera moralement un quart d'heure peut-être de plus que l'autre au moment décisif, c'est celui qui saluera la victoire.

Si intelligent, si perspicace, il trace ainsi d'avance le programme du futur cabinet de la victoire, — le cabinet Clemenceau.

Sur la question du haut commandement, M. Briand se défend encore, mais avec des aveux, des réticences :

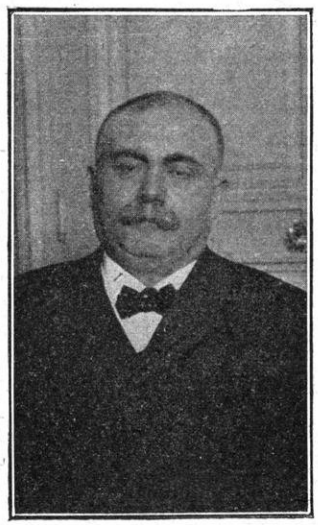
> Nous avons fait les plus grands efforts pour, selon la réclamation du Parlement, rendre plus étroite chaque jour la solidarité des différents fronts... Mais l'unité de direction, étant donné l'amour-propre des divers pays et des divers gouvernements, est un idéal qu'il ne faut pas songer à réaliser d'une manière complète... On peut y arriver par des moyens indirects, mais par des moyens directs, non ! Cela ne se peut que dans la personne d'un général en chef, ayant assez d'autorité, assez de prestige reconnu par les États-majors des autres pays pour que, je ne dirai pas ses ordres, mais ses directives s'imposent sur les différents fronts. A ce point de vue, l'action de notre Grand Quartier général, de notre commandement en chef, s'est affirmée efficacement dans bien des circonstances décisives et critiques...

La lance rompue pour Joffre le protège mal : elle prête le fer au duel parlementaire d'où le grand chef sortira vaincu.

Le ministre de la Guerre, général Roques, apporte, en toute sincérité, des chiffres — combien émouvants : ce sont ceux des pertes donnés pour la première fois ; il est vrai que la progression va en diminuant ; mais quelles hécatombes !

M. LE MINISTRE DE LA GUERRE. — Il me reste à donner les chiffres qui indiquent la dégression des pertes : je ne prends que le chiffre des morts, des disparus et des prisonniers.

En 1914, nous en avons eu 491 000 hommes et pour le premier semestre de 1915 : 249 000 hommes ; le deuxième semestre de 1915 : 190 000 hommes ; le premier semestre de 1916 : 190 000 hommes ; du 1er mai au 30 novembre 1916 : 202 000. Si l'on prend le total de ces morts, disparus ou des déchets sur les blessés, nous arrivons à un total de 571 000 pour l'année 1914 ; 339 000 pour le premier semestre de 1915, 273 000 pour le deuxième semestre de 1915 ; 238 000 au 1er mai 1916 et enfin du 1er mai au 30 novembre, les six derniers mois que nous venons de passer, dans lesquels il y a eu, à la fois, Verdun et la Somme, 252 000. La moyenne mensuelle des pertes est de 114, 57, 46, 39, c'est-à-dire une baisse constante, avec un léger relèvement à 42 pour les six derniers mois.



M. CLAVEILLE
MINISTRE
DES TRAVAUX PUBLICS
(*Cabinet Briand*).

Le ministre de la Marine, amiral Lacaze, apporte certaines précisions réconfortantes sur la façon dont s'organise la guerre contre les sous-marins ; mais là aussi, que d'embarras, d'atténuations et d'aveux, quand on réclame la confiance :

Un mois après mon entrée au ministère, le commandant en chef m'envoyait ce cri d'alarme que, déjà, 46 p. 100 de nos petites unités étaient hors de service, et que nous allions, vraisemblablement, à ce point que nous ne pourrions plus arriver à faire nos convois du tout...

Et encore :

Vous m'avez demandé combien j'ai mis de sous-marins en chantier depuis que je suis arrivé au ministère. Je n'en ai mis aucun, parce que je n'en ai pas les moyens... J'ai estimé que ce qu'il nous faut avant tout, ce ne sont pas des sous-marins en ce moment, — nous en avons une quantité qui, pour moi, est suffisante, — mais des bâtiments pour la lutte contre les sous-marins...

M. LOUCHEUR
MINISTRE DE L'ARMEMENT
(*Cabinet Briand*).

La guerre sous-marine devient, en somme, l'angoisse suprême : il s'agit de savoir si on pourra vivre, et si l'Angleterre tiendra jusqu'au bout ; l'Allemagne, assure-t-on, arrive à l'épuisement de ses ressources alimentaires et autres analogues, mais ne bloque-t-elle pas tout le commerce maritime et ne vient-elle pas de saisir les blés et les pétroles de Roumanie? N'a-t-elle pas les ressources qu'elle se procure auprès des neutres par intimidation ou, tout simplement, en payant à tout prix?

Ainsi, partout, c'est la note pessimiste qui l'emporte, et c'est, plus ou moins, contre le haut commandement qu'elle s'élève.

Les séances du comité secret de novembre-décembre sont clôturées par un ordre du jour de confiance *dans le gouvernement*, mais précédé de ces considérants :

La Chambre, prenant acte des déclarations du gouvernement sur la *réorganisation du commandement*, approuvant sa résolution de concentrer sous une direction restreinte la conduite générale de la guerre et l'organisation économique du pays, confiant en lui pour obtenir en plein accord avec les Alliés les sacrifices et les accords communs pour arriver, par une énergie redoublée, à la victoire définitive.

A lui seul, ce texte, par sa rédaction embarrassée, indique la crise de confiance et formule l'exigence parlementaire : une réforme du haut commandement.

M. Briand commence par modifier son cabinet, pensant que c'était une bonne façon de le consolider : il remplace les ministres d'État, personnages considérables mais conseillers un peu inefficaces, par des hommes nouveaux, des hommes d'action, même pris en dehors du Parlement, comme MM. Loucheur, Claveille, etc., et il crée un comité de guerre où se groupent, autour du président du Conseil, les ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et de l'Armement. Et, le

13 décembre, le jour même où paraît le décret promulgant la constitution du comité de guerre, est publié un autre décret nommant le général Joffre conseiller technique du gouvernement et le remplaçant par le général Nivelle en qualité de commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est.

Que s'était-il passé?

Dès la fin de novembre, on avait essayé d'aborder Joffre par différents émissaires qui allaient et venaient de Paris à Chantilly. Mais le général, absorbé par son travail, n'était pas homme à se prêter à ces palabres parlementaires.

Ce que l'on cherchait, c'était d'arriver à lui faire admettre qu'il y avait avantage pour tout le monde et pour lui-même à ce qu'il fût élevé dans des régions plus sereines d'où rayonnerait de plus haut son autorité non seulement sur les armées françaises, mais sur les armées alliées. M. Briand a donné l'explication suivante :

> Mon intention avait toujours été de placer sous le commandement suprême d'un *seul* chef les armées alliées opérant sur tous les fronts. Virtuellement chef d'État-major général, le général Joffre devait remplir cette mission au comité de guerre avec le titre et la charge de conseiller technique. Nous l'élevions au-dessus du champ de bataille pour qu'il pût considérer tous les champs de bataille (1).

Toutes les habiletés parlementaires et les plus agréables images composaient cette potion si savamment édulcorée. Joffre ne pouvait se refuser à de telles tentations, à de telles objurgations : il y allait de l'intérêt public ; la plus noble des causes, la première institution d'un commandement unique dépendait de son acceptation ; un refus tournerait à l'obstination. Joffre ferait-il, de sa situation, une forteresse anticonstitutionnelle et contraire à la volonté du Parlement ? Officiels et officieux s'appliquaient à créer l'atmosphère. Mais Joffre ne se prêtait guère à la manœuvre amicale, ou plutôt il était seul dans l'ignorance de tout ce remue-ménage qui, en fait, n'osait s'élever jusqu'à lui. Vers le 4 décembre, le bruit commença à se répandre dans les couloirs de la Chambre que le général Joffre ne s'éloignait plus autant de la combinaison projetée et le 7 décembre, est voté l'ordre du jour indicatif cité ci-dessus. Cinq jours plus tard, paraît le décret appelant Joffre aux fonctions de « conseiller technique ». On obéissait ainsi à la manifestation parlementaire obtenue si heureusement pour le salut du gouvernement.

Au gouvernement, maintenant, de répondre à cette question d'où dépendait le sort du général Joffre : « Quelles sont les fonctions d'un conseiller technique?... »

Pour rendre au cabinet une force nouvelle, pour le délivrer de l'emprise de l'État-major, pour lui assurer une valeur militaire indépendante de Chantilly — c'était ainsi que s'exprimaient les officieux, — on avait remplacé le général Roques au ministère de la Guerre par le général Lyautey appelé du Maroc. Mais il fallait que Lyautey eût le temps d'arriver de son poste lointain et, en plus, ce n'était pas un homme facile à manier.

Durant l'intérim, — les périodes d'intérim sont toutes désignées pour les opérations délicates, — on avait publié les décrets suivants : 1° un décret contresigné par l'amiral Lacaze, intérimaire du ministre de la Guerre, et séparant les deux commandements, celui des armées du Nord et Nord-Est et celui de l'armée d'Orient ; 2° un décret statuant sur la situation du général Joffre : « Le général Joffre, commandant en chef des armées françaises, remplit auprès du gouvernement le rôle de conseiller technique en ce qui concerne la direction de la guerre. »

Tout le jeu était, comme nous allons voir, sur le sens de ces derniers mots : « concernant la direction de la guerre ». Un autre décret, avons-nous dit, nommait Nivelle au commandement des armées du Nord et du Nord-Est. Et la question se posa tout de

(1) Marcel Laurent, *Nos gouvernements de guerre*, p. 81.

LE GÉNÉRAL LYAUTEY, MINISTRE DE LA GUERRE, INSPECTE LE FRONT

suite, — elle fut posée par Nivelle : oui ou non, celui-ci et Sarrail d'autre part, jouissaient-ils, conformément aux décrets antérieurs, d'une pleine indépendance militaire pour la conduite de la guerre?

Le comité secret du Sénat se réunissait le 23 décembre. M. Doumer, rapporteur général de la Commission de l'armée, opposé de tout temps au commandement du général Joffre, souligna avec force l'ambiguïté de la situation. Après une pénible discussion, M. Briand n'obtenait qu'une majorité diminuée ; et le général Lyautey arrivait à Paris ! Que pensait-il? Que voulait-il? Comment son tempérament nerveux et son intelligence lucide s'accommoderaient-ils de toutes ces obscurités?

Durant l'intérim, on avait pris des mesures graves. Foch avait été relevé du commandement du groupe du Nord; Castelnau avait été envoyé en mission en Russie ; Mangin et Guillaumat avaient été élevés l'un et l'autre au commandement d'une armée ; un ministère de l'Armement avait été constitué à part et prétendait enlever l'artillerie au ministère de la Guerre. Lyautey arrivait d'un pays où le chef commande. Or, il entendait réserver un rôle important à Castelnau, peut-être le commandement en chef ; il était résolu également à prendre la haute main sur la conduite de la guerre, à garder l'Artillerie au ministère, etc., etc. Qu'allait-il faire en présence du château de cartes élevé en son absence ? Comment prendrait-il Joffre avec son titre de commandement en chef de toutes les armées?

Lyautey se logea, non au ministère de la Guerre, mais à l'hôtel, et attendit que l'on fît réponse à ses questions, à ses revendications et que tout fût tiré au clair. Briand ne songeait qu'à sortir d'embarras et à sauver son cabinet. Les explications qu'il avait données au Sénat en réponse à l'argumentation de M. Doumer avaient paru bien embarrassées.

Joffre, d'autre part, posait nettement la question de savoir quelles seraient ses attributions. Dès le 14 décembre, on les avait mises sur le papier d'après les indications qui lui avaient été données et que confirmait le décret du 12 : le conseiller technique assiste aux séances du comité de guerre, transmet les décisions du comité aux armées et en assure l'exécution ; il exerce la direction supérieure sur les divers théâtres des opérations et est responsable

devant le comité. Les affectations des hauts commandements lui sont soumises. Le Quartier général du général Joffre est au gouvernement militaire de Paris ; il a un État-major et des officiers de liaison auprès des armées. En un mot, c'était l'esquisse, selon les désirs mêmes de M. Briand relatés ci-dessus, du rôle d'un chef d'État-major général de toutes les armées alliées, — un chef d'État-major unique.

Mis en présence de son propre système, le gouvernement réfléchit. Il fallait bien aussi connaître le sentiment du nouveau ministre de la Guerre, le général Lyautey. Le 21 décembre seulement on répondit au général Joffre par une sorte de contre-proposition : Le conseiller technique a pour fonction de préparer toutes les études, de réunir tous les renseignements, de donner son avis sur les sujets que le comité de guerre lui prescrira de rapporter, dont lui-même jugera utile de suggérer l'étude en vue de propositions à soumettre aux délibérations du gouvernement concernant les buts de guerre ou la coordination de l'action des armées alliées. Le conseiller technique aura encore pour mission de transmettre les décisions ou suggestions du gouvernement aux commandants en chef de nos armées ou aux chefs de nos missions militaires *avec la mention P. O.*, étant ainsi indiqué qu'il n'agit qu'au nom du gouvernement. La liaison avec les armées se fera uniquement par les officiers qui sont chargés d'assurer celle du gouvernement, etc.

En deux mots, le général Joffre n'était pas un chef d'État-major général allié, mais une sorte de secrétaire du nouveau comité de guerre.

Ces fonctions n'étaient pas de nature à satisfaire son esprit clair et habitué aux responsabilités. Une discussion s'engagea le 22 décembre et finit par se préciser sur la mention P. O., qui était tout, en effet.

Or, le 23, parut dans la presse une note qui réduisait à néant même la dernière autorité laissée au «conseiller technique». Le ministre de la Guerre, disait la note, est chargé de notifier les décisions prises par le gouvernement et d'assurer leur exécution. C'était le général Lyautey qui entrait en ligne et renversait le fragile édifice esquissé par les intérimaires.

Le 26 décembre, Joffre adressait sa démission au gouvernement, en la motivant sur le refus qu'on lui avait fait de l'autorité minima qu'il considérait comme indispensable à l'exercice des fonctions qui lui avaient été confiées. Le même jour, le ministre de la Guerre, général Lyautey, se rendait chez lui et lui annonçait que le gouvernement l'avait nommé maréchal de France.

Nous dirons les suites en ce qui concernait le commandement des armées et nous dirons aussi comment, le 19 mars 1917, Lyautey quittait le ministère en faisant claquer les portes et comment Briand, ne pouvant lui donner de remplaçant, préféra se retirer. Le sacrifice du haut commandement n'avait pas sauvé le ministère.

LES PROPOSITIONS DE PAIX DE L'ALLEMAGNE

La campagne pacifiste de l'Allemagne supposait des propositions de paix ; nous avons vu comment ces propositions émanèrent du Grand Quartier général allemand et y furent rédigées en septembre 1916. Une fois que le chancelier Bethmann-Hollweg les eut en main, il en accepta, selon sa propre expression, toute la responsabilité politique et il réfléchit aux meilleurs moyens d'en tirer parti. Plusieurs mois se passèrent.

Or, au moment où, à Paris, le comité secret délibérait, au moment où le cabinet Briand se dissolvait, à l'heure où le général Joffre quittait le commandement et que l'on abandonnait, du même coup, la continuation de l'offensive sur le front de la Somme, à cette heure précise le gouvernement allemand crut saisir l'opportunité la plus favorable en adressant ses propositions de paix au président Wilson. Ainsi, le remplacement de Joffre et la démarche auprès du président Wilson coïncident exactement.

Cette coïncidence est évidemment déterminée par une raison supérieure, celle de la

conduite de la guerre au point de vue allemand. Expliquons-le en quelques mots : au Quartier général allemand, on sait que, si Joffre reprend l'offensive sur la Somme, la guerre est perdue, puisqu'on ne peut plus tenir sur la route de Péronne et que la ligne de retraite (la ligne Hindenburg) n'est pas achevée. Il ne reste donc qu'une chance de salut, c'est de mettre l'Angleterre à bas par un prompt succès de la guerre sous-marine à outrance, à moins que la menace de cette guerre n'amène l'Entente à entrer dans les voies de l'accord par les bons offices et un peu sous la pression du président Wilson.

Remarquons que les Allemands ne sont pas très intelligents, Bethmann-Hollweg moins que tous les autres, et qu'ils prennent volontiers leurs désirs par des réalités. Ils se font un rêve, un *tableau* de toute cette machination qui nous paraît un peu cousue de fil blanc. L'Allemagne joue son sort à cette date et sur le court délai qui va s'écouler jusqu'au mois de février 1917, époque fixée par Joffre pour la reprise des hostilités et par l'Allemagne pour la guerre sous-marine à outrance si la manœuvre de la paix ne réussit pas.

JOFFRE, MARÉCHAL DE FRANCE

Nous avons, de tout cela, les preuves les plus formelles dans les documents publiés par les Allemands depuis la guerre. Ludendorff, dans ses *Mémoires*, affecte de dire qu'il ne croyait pas à l'efficacité décisive de la guerre sous-marine ; cependant, comme explication de son adhésion, il ajoute que, dans sa pensée, elle lui donnait un an, c'est-à-dire la prolongation de la guerre avec on ne sait quoi d'heureux qui pourrait arriver ; voici ses propres paroles :

> La connaissance que j'avais de la guerre et l'estime dans laquelle je tenais l'énergie de nos ennemis m'empêchèrent de prendre à la lettre les calculs de l'Amirauté au sujet de l'efficacité probable de la guerre sous-marine à outrance ; je savais que les questions d'économie et de trafic sont particulièrement difficiles à apprécier. Je croyais pouvoir compter sur des résultats décisifs *au moins dans le délai d'un an*, par conséquent avant que l'Amérique pût entrer dans l'arène avec ses nouvelles formations... (1).

En un mot, c'était une chance à courir. Peut-être s'en tirerait-on soit par la paix, soit même par la guerre avant que l'Amérique, si elle venait à se fâcher, pût entrer en ligne.

C'est dans ce sens que l'on forgea l'esprit malléable et emphatique de l'empereur Guillaume, et l'on voit très bien le travail accompli sur lui dans la lettre solennelle qu'il adresse au chancelier

(1) Les « Souvenirs » de Ludendorff sont en contradiction complète avec la lettre d'Hindenburg, datée du 16 décembre 1916, lettre que nous publions plus loin, d'après les Mémoires du chancelier Bethmann-Hollweg et qui exigeait la guerre sous-marine sans restrictions. Ludendorff fait ici, comme il lui arrive souvent, la stratégie de l'escalier.

Bethmann-Hollweg sous la date du 31 octobre 1916 :

Mon cher Bethmann,

J'ai soigneusement approfondi notre conversation. Il est évident que les populations des pays ennemis, qu'on oblige à continuer cette dure guerre à l'aide de mensonges et de tromperies et qui sont égarées par les combats et par la haine, ne possèdent aucun homme capable, ou ayant le courage moral de prononcer le mot qui leur apportera le soulagement, de proposer la paix.

Ce qu'on désire, c'est un acte moral qui libère le monde, y compris les neutres, du fardeau qui l'oppresse. Il est nécessaire, pour cela, de trouver un chef d'État qui ait une conscience, qui se sente responsable vis-à-vis de Dieu, qui possède un cœur pour son propre peuple comme pour ses ennemis et qui, indifférent à toute fausse interprétation possible ou voulue de son action, possède la volonté de libérer le monde de ses souffrances.

J'aurai ce courage.

Me reposant en Dieu, j'oserai faire cette démarche.

Veuillez élaborer une note dans ce sens et me soumettre sans délai toutes les dispositions nécessaires.

Cette lettre est curieuse à encadrer dans le récit de Ludendorff, faisant ses plans pour un an de guerre tout au moins et rédigeant à la même date, au nom du feld-maréchal Hindenburg et *sans attendre la réponse américaine* au sujet des ouvertures de paix, un long exposé adressé au chancelier Bethmann-Hollweg où se trouvent exposées leurs idées communes *sur la nécessité de la guerre à outrance*. Bethmann-Hollweg adhère dans les derniers jours de décembre. La conférence décisive sur la question de la guerre sous-marine eut lieu le 9 janvier, sous la présidence de l'empereur Guillaume et, *avec son assentiment*, le conseil ordonna que la guerre sous-marine à outrance commencerait le 1er février : ainsi, le massacre des femmes et des enfants et l'entrée en guerre de l'Amérique sont étroitement unis dans le tissu que fabrique le Grand Quartier général allemand au moment même où l'empereur se livre à ses manifestations si atrocement mensongères.

Il faut voir le fond des choses et non les formules pompeuses et trompeuses : dès cette époque, et même avant cette époque, sous la pression de l'amirauté d'abord et puis du Grand Quartier général désespérant de la victoire sur terre depuis la bataille de la Somme, toute l'Allemagne s'accroche à cette ancre de salut, la guerre sous-marine à outrance. Erzberger écrit :

A partir de février 1916, une propagande opérant avec des chiffres fantastiques fut faite en faveur de cette conception... Quand je revins d'Orient, ajoute-t-il, je trouvai Berlin transformé en une maison de fous. Quand on n'était pas pour la guerre sous-marine à outrance, on était considéré comme un ennemi de la patrie, un défaitiste, etc. Quand on demandait timidement ce qu'il adviendrait de l'Allemagne, si, comme il était sûr, les États-Unis entraient alors dans la guerre, ces héros maritimes de cabinet avaient une réponse toute prête : ils disaient qu'on verrait plus tard, ou bien que la guerre maritime aurait des effets si prompts que l'Amérique n'aurait même pas le temps d'entrer dans la guerre... »

Cette dernière phrase exprime précisément le point de vue auquel se rattache maintenant Ludendorff.

LES PROPOSITIONS DE PAIX, LA GUERRE SOUS-MARINE ET LES ÉTATS-UNIS

Voyons, cependant, quelle tournure prennent les choses du côté américain.

Il semble bien que le président Wilson ait eu, par le comte Bernstorff, quelque notion de la manœuvre pacifiste qui devint la tactique de l'Allemagne à la suite de la conférence de Cambrai. Mais il était encore engagé dans la campagne électorale pour sa réélection à la présidence : il attendit donc avant de faire un pas. A ce même moment, M. Gérard, ambassadeur américain à Berlin, sur les instances de M. de Jagow, et peut-être un peu à l'instigation du président Wilson, prit le 28 septembre le bateau pour l'Amérique. Le 28 septembre ! Ce départ inopiné suivait de bien près la conférence de Cambrai (1) ! Des confidences qui lui avaient été faites, notamment par M. de Jagow,

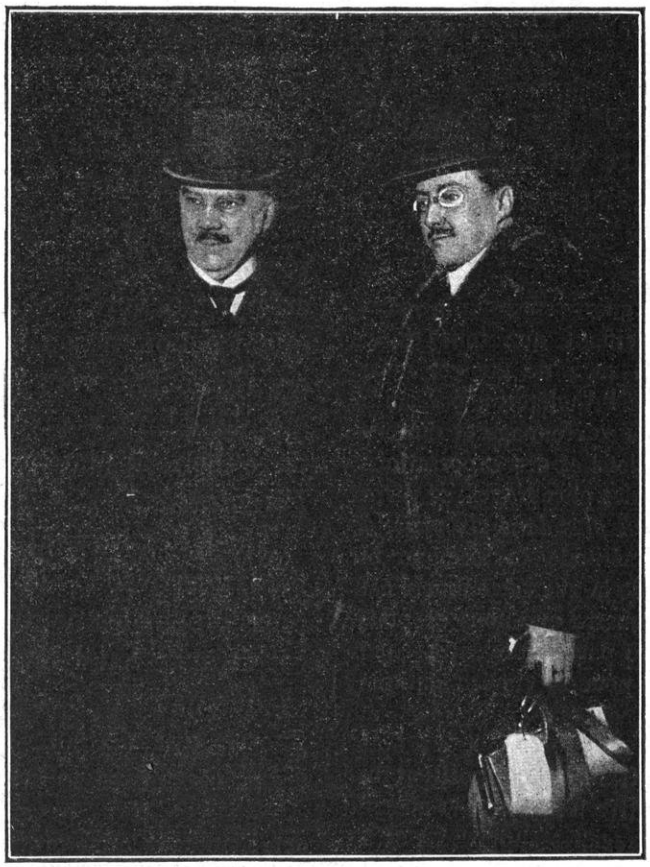
(1) M. Gérard lui-même, sans connaître le fond des choses, est frappé de l'évolution qui se fait à cette date, dans l'esprit des Allemands : « Je crois, écrit-il en septembre 1916, que les Allemands cherchent un prétexte pour reprendre la guerre sous-marine sans restrictions »... (p. 105). « Von Jagow m'a dit que l'offensive de la Somme n'aurait pu être poursuivie sans les approvisionnements d'obus américains » (p. 107).

confidences qui, certainement, déterminent son voyage, il tire lui-même cette conviction que « l'Allemagne se préparait à inaugurer la guerre sous-marine sans restrictions, à moins qu'un effort vers la paix ne se dessinât quelque part et cela d'une façon précise ». La question est ainsi bien posée : la paix ou la guerre sous-marine : la bourse ou la vie.

M. Gérard resta quelques semaines à peine en Amérique. De ses entretiens avec le président Wilson, le même ambassadeur dégagea cette impression « qu'il était animé du double désir de ne pas entrer en guerre et d'arriver à faire la paix, et que ce désir, chez lui, primait tout et qu'il était résolu d'aller jusqu'à l'extrême limite pour amener les belligérants à conclure la paix ». M. Wilson s'exprime dans ces termes notamment le 4 décembre, après sa réélection comme président. L'accord paraît s'être fait avec le comte Bernstorff pour régler l'initiative que Wilson va prendre. Mais le gouvernement allemand ne lui laisse pas le temps (1) : il le surprend en lui adressant et en faisant publier ses propres propositions; Bernstorff lui-même en tombe de son haut.

La raison de cette précipitation voulue est bien simple : le gouvernement allemand, ne se servant de cette proposition de paix que comme d'une manœuvre, entendait ne mettre dans son texte que ce qui était conforme au but qu'il se proposait, en un mot il voulait interroger et non être interrogé.

Quand l'ambassadeur Gérard rentra à Berlin, il trouva donc les propositions publiées et M. de Jagow remplacé au ministère des Affaires étrangères... « Dans l'intervalle, écrit-il, et en dépit des assurances officielles qui m'avaient été données, certaines personnalités allemandes parmi les plus autorisées m'avertirent que le gouvernement se disposait à reprendre la politique de la guerre sous-marine sans restrictions. Ces personnes m'affirmèrent que Ludendorff s'était déclaré en faveur de cette politique. Elles ajoutaient qu'une pareille déclaration équivalait à l'adoption du principe (1). »



L'AMBASSADEUR GÉRARD
A SON PASSAGE A PARIS, AU RETOUR DES ÉTATS-UNIS.

S'il restait la moindre illusion à l'ambassadeur, il n'allait pas la garder longtemps. La manœuvre avait pour objet de mettre les puissances de l'Entente dans leur tort, y compris l'Amérique, et de gagner du temps ; nous reconnaissons, à chaque pas, le système de Ludendorff.

Ce serait ici le lieu de donner un aperçu du caractère politique ou des « dessous politiques » de la guerre sous-marine. Une documentation des plus précises nous est fournie à ce sujet (2) ; sa lecture met au grand jour la progression singulière par laquelle l'idée de la guerre sous-marine s'empara peu à peu des esprits en Allemagne. On n'a peut-être pas assez remarqué

(1) « Tout à coup, écrit Erzberger (p. 255), sans qu'on eût averti Wilson, l'offre de paix allemande eut lieu, à la surprise générale, le 12 décembre 1916. »

(1) *Mémoires* de l'ambassadeur Gérard, t. I, p. 291.
(2) Voir les articles de M. Edmond DELAGE dans la *Revue maritime*, numéros de septembre, octobre, novembre et décembre 1920.

jusqu'à quel point ce développement, non sans hésitations et contradictions, est fonction de la guerre continentale.

Jusqu'au milieu de 1915, écrit M. Delage, la politique sous-marine allemande n'avait été qu'une suite ininterrompue de tergiversations, mais la situation militaire et économique de l'Allemagne, la pression de l'opinion publique et l'influence sans cesse croissante de l'aristocratie militaire allaient peu à peu précipiter la décision impériale, donner une force irrésistible aux arguments en faveur de la guerre sous-marine sans restrictions et triompher des dernières hésitations de la prudence.

Nous avons le rapport de l'amirauté qui marque le point de départ de la guerre à outrance : il est daté de janvier 1916. Les deux principaux articles sont les suivants :

Si nous menons une nouvelle guerre sous-marine sans restrictions, c'est-à-dire en spécifiant que tout trafic maritime sera interdit dans la zone de guerre, nous pouvons prévoir avec sûreté que l'Angleterre, par suite du resserrement insupportable de son tonnage et du renchérissement accru des importations et des exportations compliqué de dangers financiers des plus graves, se verra contrainte, *en un temps limité, au plus dans six mois, à conclure la paix*. Toute autre méthode de terminer la guerre nous apparaît, par suite de la guerre commerciale projetée contre l'Allemagne — guerre que nous ne pouvons interdire à l'Angleterre que par ce moyen, — que comme une menace dangereuse pour la vie économique allemande.

Les États-Unis d'Amérique ne sont pas en état d'apporter à l'Angleterre, en mettant à sa disposition du tonnage, une aide essentielle contre une nouvelle guerre sous-marine. Vu les charges financières supportées et à supporter par l'Angleterre, on ne saurait prévoir un appui durable de l'Angleterre par les États-Unis. D'ailleurs cette aide resterait sans effet sur les conséquences de la guerre sous-marine sans restrictions, car elle ne saurait obvier à la raréfaction des matières premières indispensables ni assurer le maintien des exportations.

C'est sur des arguments de cette force, dénués, comme on le voit, de toute base sérieuse et critique, que les grands chefs se prononcent, dupes de leur propre propagande ou plutôt acculés à une solution de désespoir à laquelle, se sentant battus sur terre, ils finissent par adhérer les yeux fermés (1).

(1) Czernin, à qui, dans la visite qu'il fait à Berlin en janvier 1917, on révèle le fond des choses, ne manque pas de mentionner, dans ses *Souvenirs*, que la manœuvre de la paix et le chantage à la guerre sous-marine résultaient directement de l'angoisse qui étreignait le G. Q. G. au sujet de l'issue de la guerre à la suite des batailles de Verdun et de la Somme : on dirait que Hindenburg et Ludendorff ont su quelque chose (peut-être par Londres où l'on parlait beaucoup) de la résolution prise par Joffre de reprendre l'offensive sur la Somme à partir de la mi-février. Voici quelques-uns des textes probants détachés des *Mémoires* de Czernin : « Lors de leur première entrevue à Berlin, Bethmann-Hollweg se répandit dans le sein de Czernin : les guerriers « de la terre ferme et de l'onde » déclaraient ne plus garantir le maintien du front occidental, sans l'adjuvant d'une action massive des sous-marins, tandis que la flotte de haute mer s'immobilisait. La guerre sous-marine, c'était le salut. » Et encore : « On redoutait la grande offensive, si pompeusement préparée par Nivelle (en janvier, date de l'entretien, il s'agit encore d'une reprise éventuelle sur la Somme). Mais, avec le plan projeté, on réduirait l'Angleterre à merci. » Et encore : « Les interlocuteurs autrichiens et hongrois témoignèrent leur surprise d'une révélation toute nouvelle pour eux : le peu de solidité du front occidental, alors que, jusqu'ici, on annonçait l'échec des attaques ennemies. » Nous reviendrons sur ce point capital. — Analyse dans AUERBACH, *Archives de la Grande Guerre*, octobre 1921, p. 404.

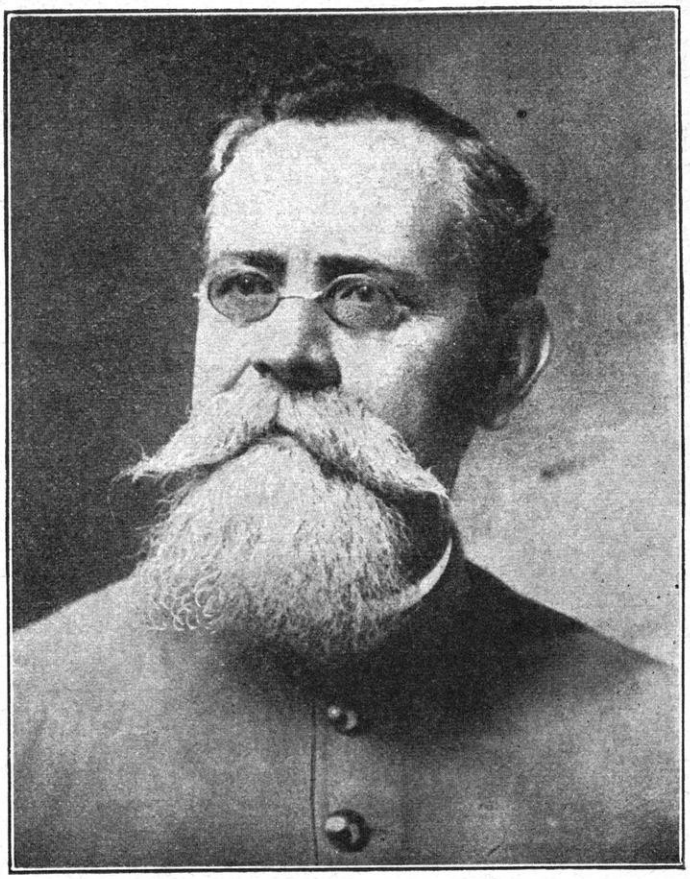
Et c'est dans cet entraînement universel, qui pendant tout le cours d'une année se développe et s'exalte par lui-même, que se rue la foule des emballés et des fanatiques. Erzberger nous a montré le point de départ en février 1916 ; un an plus tard, toutes les digues sont emportées. Helfferich s'écrie dans un article fameux (19 février 1917) : « L'édifice, miné déjà jusque dans ses fondements, de l'empire britannique, reçoit sans arrêt les coups violents et impitoyables de notre flotte sous-marine puissamment accrue en nombre et en efficacité ; le jour viendra, souhaité avec tant d'ardeur par tout cœur allemand... La guerre sous-marine sera, pour l'Angleterre, le destin inéluctable... »

La *Gazette de Cologne* : « Il le faut ! cela réussira ! » La presse viennoise : « La grande crise est ouverte, notre plan est le plus hardi que les hommes aient jamais conçu. Par là on s'achemine vers la paix solide que tout le monde désire. » « Nous retournons à l'Angleterre son argument de famine », conclut le *Fremdenblatt*.

Ainsi, défaite continentale, propagande pacifiste, guerre sous-marine, propositions de paix, pression sur les neutres, tout s'entremêle dans cet étrange amalgame où le G. Q. G. allemand se débat pour obtenir une conclusion de la guerre qui ne soit plus exclusivement militaire. Car cette solution, il sait que désormais,

par ses propres moyens, il ne l'apportera pas.

Du côté de l'Amérique, la menace de la guerre sous-marine et les propositions de paix jouent à la fois : on caresse et on menace. Il faudrait rappeler ici, ne serait-ce que pour mémoire, la propagande pro-allemande qui a eu son maximum au cours des élections pour la présidence et la bizarre tentative de lancer le président du Mexique Carranza dans la guerre contre les États-Unis. Tout cela hâtif, précipité, irréfléchi, sent l'improvisation et la main maladroite des militaires peu accoutumés à ce genre d'activité.



CARRANZA
PRÉSIDENT DU MEXIQUE.

POSITION PRISE PAR LE PRÉSIDENT WILSON

Le président Wilson n'en est pas moins au pied du mur : l'Allemagne eût pu profiter de ses sentiments si nettement pacifiques, tout au moins de son hésitation en face d'une telle responsabilité : la rupture et la déclaration de guerre.

Pas du tout : sa maladroite exigence somme le président ou plutôt le provoque et le force dans ses derniers retranchements.

Dès le 3 décembre, le président Wilson avait ressenti quelque chose de la grande irritation que, peu à peu, la violence germanique avait fait naître dans la grande démocratie américaine, et c'est vers l'idée démocratique qu'il se tourne lorsqu'à la fête pour l'illumination de la statue de la Liberté, il dit :

> Avec tout le respect dû aux représentants des autres formes de gouvernement, on me permettra de dire que la paix sera impossible aussi longtemps que la destinée des hommes sera déterminée par de petits groupes de personnes imposant leur volonté égoïste.

C'était le coup droit à l'empereur Guillaume, et la phrase qui suivait, déterminant, d'ores et déjà, le rôle futur de l'Amérique : « *Aussi longtemps que les peuples n'auront pas la libre disposition de leur destinée* », devenait un programme.

L'Allemagne brusque les choses et, le 12 décembre, le chancelier Bethmann-Hollweg adresse au président Wilson ses propositions de paix :

> Conscientes de leur force militaire et économique et prêtes, s'il le faut, à continuer la lutte qui leur est imposée, mais animées en même temps du désir d'arrêter le flot de sang et de mettre fin aux horreurs de la guerre, les quatre puissances alliées proposent d'entrer, dès maintenant, en négociations de paix.

Cette déclaration était adressée, en même temps, à toutes les puissances neutres ; on les saisissait de l'opportunité d'intervenir pour arrêter l'effusion du sang. Parmi ces puissances dont l'action pouvait être la plus efficace, on s'adressait en particulier au Pape pour une sorte de pression morale, et au président Wilson pour l'action politique.

Une initiative si soudaine embarrassa le président Wilson ; il fut frappé aussi de la grave lacune que présentait la note allemande, à savoir le manque de conditions concrètes ; les Allemands disaient, en quelque sorte : « Réunissons-nous d'abord, et nous causerons

après. » La pensée du président Wilson avait été de poser aux belligérants une question concrète : « Quels sont vos buts de guerre? » Cette question précise, il l'adressa à la fois aux Allemands et aux autres parties. Une négociation sérieuse ne pouvait en effet s'ouvrir sur d'autres bases.

La « note en faveur de la paix », adressée par le président Wilson aux États belligérants, est du 19 décembre 1916. Elle se refusait d'abord et très nettement à reconnaître une corrélation quelconque entre sa propre initiative et l'initiative allemande. Le secrétaire d'État, M. R. Lansing, exposait ainsi la situation :

Voici longtemps que le président a pensé à faire la suggestion que je suis chargé de présenter... En fait, elle n'est associée d'aucune manière avec les récentes ouvertures des puissances centrales... Le président ne peut que demander que sa suggestion soit jugée sur ses propres mérites et comme si elle s'était produite en d'autres circonstances...

Et voici, maintenant, la proposition elle-même dans sa substance :

Le président suggère qu'une occasion rapprochée soit recherchée *pour demander à toutes les nations actuellement en guerre une déclaration publique de leurs vues respectives quant aux conditions auxquelles la guerre pourrait être terminée* et aux arrangements qui pourraient être considérés comme satisfaisants, etc.

C'était tenter de faire pénétrer un rayon de lumière là où la proposition allemande n'était qu'obscurité. Le président Wilson faisait valoir, qu'à la solution de la question ainsi posée des conditions raisonnables de l'issue de la guerre, non seulement le monde entier était intéressé, mais les États-Unis en particulier avaient un intérêt spécial et immédiat.

Les Puissances centrales, interrogées, ne modifièrent en rien leur attitude ; elles répondirent simultanément : « Qu'on se réunisse d'abord et l'on verra ! »

Quant aux Alliés de l'Entente, ils n'avaient rien à cacher. Ils rédigèrent un texte commun et, dès le 30 décembre 1916, ce texte était dans les mains du président Wilson. C'était le principe même de la paix proclamé dans ses lignes générales. Le monde de la liberté se levait contre les puissances de domination. Ce document mérite d'être cité *in extenso*, car il est indispensable pour la compréhension des événements ultérieurs :

Note du 30 décembre 1916 approuvée par les gouvernements de Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Monténégro, Portugal, Roumanie, Russie et Serbie.

Les gouvernements alliés de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, du Monténégro, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie et de la Serbie, unis pour la défense de la liberté des peuples et fidèles à l'engagement pris de ne pas déposer isolément les armes, ont résolu de répondre collectivement aux prétendues propositions de paix qui leur ont été adressées de la part des gouvernements ennemis par l'entremise des États-Unis, de l'Espagne, de la Suisse et des Pays-Bas.

Avant toute réponse, les Puissances alliées tiennent à s'élever hautement contre les deux assertions essentielles de la note des puissances ennemies, qui prétend rejeter sur les Alliés la responsabilité de la guerre et qui proclame la victoire des Puissances centrales.

Les Alliés ne peuvent admettre une affirmation doublement inexacte et qui suffit à frapper de stérilité toute tentative de négociation.

Les nations alliées subissent depuis trente mois une guerre qu'elles ont tout fait pour éviter. Elles ont démontré par des actes leur attachement à la paix. Cet attachement est aussi ferme aujourd'hui qu'en 1914 ; après la violation de ses engagements, ce n'est pas sur la parole de l'Allemagne que la paix, rompue par elle, peut être fondée.

Une suggestion sans conditions, pour l'ouverture de négociations, n'est pas une offre de paix. *La prétendue proposition dépourvue de substance et de précision, mise en circulation par le gouvernement impérial, apparaît moins comme une offre de paix que comme une manœuvre de guerre.* (Souligné par l'auteur du livre.)

Elle est basée sur la méconnaissance systématique du caractère de la lutte dans le passé, dans le présent et dans l'avenir.

Pour le passé, la note allemande ignore les faits, les dates, les chiffres, qui établissent que la guerre a été voulue, provoquée et déclarée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. A La Haye, c'est le délégué allemand qui avait refusé toute proposition de désarmement. En juillet 1914, c'est l'Autriche-Hongie qui, après avoir adressé à la Serbie un ultimatum sans précédent, lui a déclaré la guerre, malgré les satisfactions immédiatement obtenues. Les empires du Centre ont alors repoussé toutes les tentatives faites par l'Entente pour assurer à un conflit local une solution pacifique. L'offre de conférence de l'Angleterre, la proposition française de commission internationale, la demande d'arbitrage de l'empereur de Russie à l'empereur d'Allemagne, l'entente réalisée entre la

Russie et l'Autriche-Hongrie la veille du conflit, tous ces efforts ont été laissés par l'Allemagne sans réponse ou sans suite. La Belgique a été envahie par un empire qui avait garanti sa neutralité et qui n'a pas craint de proclamer lui-même que les traités étaient « des chiffons de papier » et que « nécessité n'a pas de loi ».

Pour le présent, les prétendues offres de l'Allemagne s'appuient sur une « carte de guerre » uniquement européenne, qui n'exprime que l'apparence extérieure et passagère de la situation, non la force réelle des adversaires. Une paix conclue en partant de ces données serait à l'avantage unique des agresseurs qui, ayant cru atteindre leur but en deux mois, s'aperçoivent après deux ans qu'ils ne l'atteindront jamais.

Pour l'avenir, les ruines causées par la déclaration de guerre allemande, les attentats innombrables commis par l'Allemagne et ses alliés contre les belligérants et contre les neutres exigent des sanctions, des réparations et des garanties ; l'Allemagne élude les unes et les autres.

En réalité, l'ouverture faite par les Puissances centrales n'est qu'une tentative calculée en vue d'agir sur l'évolution de la guerre et d'imposer finalement une paix allemande. (Idem.)

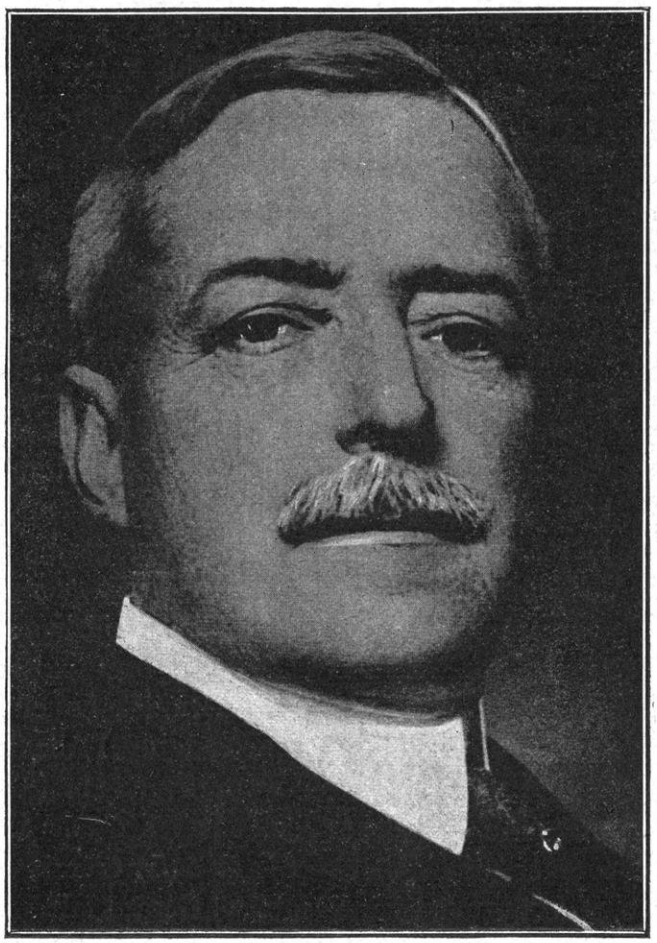
Elle a pour objet de troubler l'opinion dans les pays alliés.

Cette opinion, malgré tous les sacrifices consentis, a déjà répondu avec une fermeté admirable et dénoncé le vide de la déclaration ennemie.

Elle veut raffermir l'opinion publique de l'Allemagne et de ses alliés, si gravement éprouvés déjà par leurs pertes, usés par le resserrement économique et écrasés par l'effort suprême qui est exigé de leurs peuples.

Elle cherche à tromper, à intimider l'opinion publique des pays neutres, fixée depuis longtemps sur les responsabilités présentes, et trop clairvoyante pour favoriser les desseins de l'Allemagne en abandonnant la défense des libertés humaines.

Elle tente enfin de justifier d'avance aux yeux du monde de nouveaux crimes : guerre sous-marine, déportations, travaux et enrôlements forcés de nationaux contre leur propre pays, violations de neutralité. (Idem.)



ROBERT LANSING
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES (ÉTATS-UNIS).

C'est en pleine conscience de la gravité, mais aussi des nécessités de l'heure, que les Gouvernements alliés, étroitement unis entre eux, et en parfaite communion avec leurs peuples, se refusent à faire état d'une proposition *sans sincérité et sans portée.* (Idem.)

Ils affirment une fois de plus qu'il n'y a pas de paix possible tant que ne seront pas assurées la réparation des droits et des libertés violées, la reconnaissance du principe des nationalités et de libre existence des petits États ; tant que n'est pas certain un règlement de nature à supprimer définitivement les causes qui, depuis si longtemps, ont menacé les nations et à donner les seules garanties efficaces pour la sécurité du monde.

Les puissances alliées tiennent, en terminant, à exposer les considérations suivantes, qui font ressortir la situation particulière où se trouve la Belgique, après deux ans et demi de guerre.

En vertu de traités internationaux signés par cinq grandes puissances de l'Europe, au nombre desquelles figurait l'Allemagne, la Belgique jouissait, avant la guerre, d'un statut spécial, qui rendait son territoire inviolable et la mettait elle-même, sous la garantie de ces puissances, à l'abri des conflits européens. La Belgique a cependant, au mépris de ces traités, subi la première l'agression de l'Allemagne. C'est pourquoi le Gouvernement belge estime nécessaire de préciser le but que la Belgique n'a jamais cessé de poursuivre, en combattant à côté des puissances de l'Entente, pour la cause du droit et de la justice.

La Belgique a toujours observé scrupuleusement les devoirs que lui imposait sa neutralité. Elle a pris les armes pour défendre son indépendance et sa neutralité violées par l'Allemagne et pour rester fidèle à ses obligations internationales.

Le 4 août, au Reichstag, le chancelier a reconnu que cette agression constituait une injustice contraire au droit des gens et s'est engagé, au nom de l'Allemagne, à la réparer.

Depuis deux ans et demi, cette injustice a été cruellement aggravée par des pratiques de guerre et d'occu-

pation qui ont épuisé les ressources du pays, ruiné ses industries, dévasté ses villes et ses villages, multiplié les massacres, les exécutions et les emprisonnements. Et au moment où l'Allemagne parle au monde de paix et d'humanité, elle déporte et réduit en servitude des citoyens belges par milliers.

La Belgique, avant la guerre, n'aspirait qu'à vivre en bon accord avec tous ses voisins. Son roi et son gouvernement n'ont qu'un but : le rétablissement de la paix et du droit. Mais ils ne veulent que d'une paix qui assurerait à leur pays des réparations légitimes, des garanties et des sécurités pour l'avenir.

La proposition du président Wilson et la réponse si catégorique des puissances de l'Entente avaient coulé du premier coup tout le système allemand. Erzberger raconte qu'un diplomate lui avait dit alors : « Vous n'avez pas offert la paix ; vous avez menacé des travaux forcés ceux qui la refuseraient. » Et il ajoute : « On disait au Pape : « Inébranlables, les « glorieuses armées alliées protègent les fron- « tières de leurs patries, animées et soutenues « par la conviction que les adversaires ne « réussiront pas à rompre le rempart qu'elles « opposent. » Ces paroles, inutilement mensongères, n'étaient pas faites pour préparer réellement la paix.

C'est le moment où l'Empereur prononçait son fameux discours à ses soldats : « Soldats, d'accord avec les souverains alliés et conscient de votre victoire, j'ai fait une offre de paix à l'ennemi. Il n'est pas encore certain qu'elle sera acceptée. Vous vous battrez jusqu'à ce que le moment arrive ! »

Tout rendait de plus en plus visible le double jeu joué par l'Allemagne derrière le manteau des propositions de paix. Il semble bien qu'on tenait la porte ouverte jusqu'à cette date de février où devait reprendre l'offensive de Joffre en préparation sur la Somme. En tout cas, la coïncidence des dates est frappante : 1er février, date de la guerre sous-marine à fond et sans restrictions ; 15 février, date de l'offensive prévue. Et c'est entre ces deux époques : conférence de Cambrai, et ordre de guerre sous-marine, que s'encadre toute la manœuvre des propositions de paix. Elle n'aboutit, pour le moment, à rien autre chose qu'à provoquer la déclaration de guerre de l'Amérique.

Car les faits se sont précipités : d'abord, dans la guerre sous-marine, graves violations du droit des gens, contraires aux engagements pris lors du règlement de l'affaire de la *Lusitania* : torpillage sans avertissement de la *Marima* ayant entraîné la mort d'un certain nombre de passagers américains ; capture, à bord du *Yarrowdale*, de plusieurs américains déclarés prisonniers et que l'on refuse de libérer, etc. La presse allemande se livre avec une violence croissante et certainement ordonnée, à des attaques inouïes contre le président Wilson et contre le peuple américain... Malgré tout, le président Wilson et l'ambassadeur Gérard en sont encore à se demander, au début de janvier 1917, si les efforts des Allemands en faveur de la paix sont sincères ou dissimulés (*Gérard*, p. 295).

Assez naïvement, l'ambassadeur met l'Allemagne en garde contre le danger qu'une reprise de la guerre sous-marine sans restrictions allait offrir au point de vue du maintien des rapports existant entre l'Allemagne et l'Amérique. Le chancelier lui répond sèchement que l'Allemagne est contrainte d'y recourir, puisqu'il devient évident que le président Wilson *ne peut rien accomplir en faveur de la paix*. C'était donc lui qui était dans son tort ! Gérard fait un dernier effort pour qu'on lui fasse connaître, du moins, les buts de guerre de l'Allemagne, et voilà ce qu'il finit par arracher, en janvier 1917, à un ministre rogue et boutonné : « Je lui demandai s'il était disposé à évacuer la Belgique ; il me répondit : « Oui, avec des garanties. — Quelles sont ces garanties? — Il faut que nous ayons les forts de Liége et de Namur ; il nous faut d'autres forts et il faut que nous entretenions des garnisons sur tout le territoire belge. Les voies ferrées doivent nous appartenir aussi bien que les ports et certains autres moyens de communication. Il ne sera pas permis aux Belges de maintenir une armée, mais il faut que l'on nous permette de maintenir des forces impor-

PASSAGERS AMÉRICAINS DÉBARQUÉS D'UN NAVIRE TORPILLÉ

tantes en Belgique. Il faut que nous ayons le droit de contrôle sur le commerce avec la Belgique. — Je vois que vous n'avez pas laissé grand'chose aux Belges. — Nous ne pouvons pas permettre que la Belgique demeure comme une sorte d'avant-poste de la Grande-Bretagne. — Je ne pense pas que le peuple britannique désire qu'elle devienne un avant-poste de l'Allemagne. Et le Nord de la France? — Nous sommes disposés à l'évacuer, mais il faudra procéder à une rectification de la frontière. — Et la frontière orientale? — Une rectification de frontière importante en notre faveur. — Et la Roumanie? — Nous laisserons à la Bulgarie le soin de traiter avec la Roumanie. — Et la Serbie? — On pourra autoriser le maintien d'une très petite Serbie, mais cette question relève de l'Autriche. On doit laisser à l'Autriche toute liberté d'agir à l'égard de l'Italie. Il faut que nous recevions des indemnités de tous les pays, et que nous rentrions en possession de tous nos navires et de toutes nos colonies. »

C'était la carte de guerre d'un vainqueur. Or, nous savons que l'Allemagne se savait battue. Donc, il s'agissait d'un jeu. Tous les documents connus confirment ces revendications de l'Allemagne formulées si audacieusement dans des circonstances si graves.

Ne parlons pas des autres exigences lancées de toutes parts par des personnages plus ou moins qualifiés. Tirpitz insiste sur la « liberté des mers », c'est-à-dire que les bases maritimes de l'Angleterre, Suez, Malte, Gibraltar, soient internationalisées, etc.

Dernburg expose que l'Allemagne, pour des raisons militaires, réclamera des annexions à son propre territoire, la neutralisation des côtes de la Manche, en Belgique, en Angleterre, en France, une sphère d'influence allemande du golfe Persique aux Dardanelles avec une manière de protectorat sur la Turquie ; les grandes associations industrielles et agricoles n'oublient ni les régions de Briey, de Longwy, les territoires charbonniers du nord de la France, tout l'empire colonial français ! Ce sont des énumérations folles, une démence de convoitise inouïe, et c'est pour ouvrir cette liste que les Allemands suggéraient que l'on

se réunît autour d'une table (1). Et voilà ce qu'on appelait la paix équitable. Qu'eût-on demandé de plus si l'on eût été vainqueur à la Marne et à Verdun?

Ou ces gens étaient fous ou ils avaient un autre dessein : gagner du temps pour obtenir un résultat sur lequel on se taisait encore. Car, pouvait-on admettre sérieusement, sur les données de l'Amirauté allemande, que l'Angleterre serait abattue en quelques mois? Avait-on des raisons sérieuses de supposer que les Puissances centrales tiendraient plus longuement que l'Angleterre et plus solidement que la France?

Tout allait s'éclaircir sur le caractère du jeu qui, s'étant prolongé jusqu'au 30 janvier, avait probablement rempli suffisamment les vues de l'État-major.

Le 31 janvier, l'ambassadeur Gérard fut prié de passer à la Wilhelmstrasse, et M. Zimmermann lui remit une note déclarant l'inauguration de la guerre sous-marine sans restrictions à partir du même jour, 31 janvier, minuit. En remettant la note, Zimmermann dit à l'ambassadeur que cette guerre sous-marine était une nécessité pour l'Allemagne et que l'Allemagne était incapable de tenir encore un an en raison de la question des vivres : « Accordez-nous deux mois de guerre sous-marine : dans trois mois, nous aurons terminé la guerre et obtenu la paix. »

Deux mois ! trois mois ! Ce n'était donc plus ni un an, ni six mois. On était en pleine absurdité, ou bien les chefs allemands entrevoyaient déjà une autre issue. Zimmermann ajoutait encore (était-ce sérieusement, était-ce ironiquement?) : « *L'Amérique ne fera rien, car le Président est uniquement pour la paix* » (p. 304).

Le samedi 3 février, le Président annonça au Congrès la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne. Le dimanche 4, l'ambassadeur Gérard s'adressait à M. Zimmermann et lui demandait ses passeports. Dans son récit si loyal et si sincère, l'ambassadeur écrit :

« Je suis certain, d'après mes observations personnelles, que la rupture des relations diplomatiques lui causa la surprise la plus vive — à lui comme aux autres membres du gouvernement, — et cependant je n'arrive pas à comprendre comment des hommes qui passent à juste titre pour être si intelligents aient pu penser que les États-Unis supporteraient un pareil affront... »

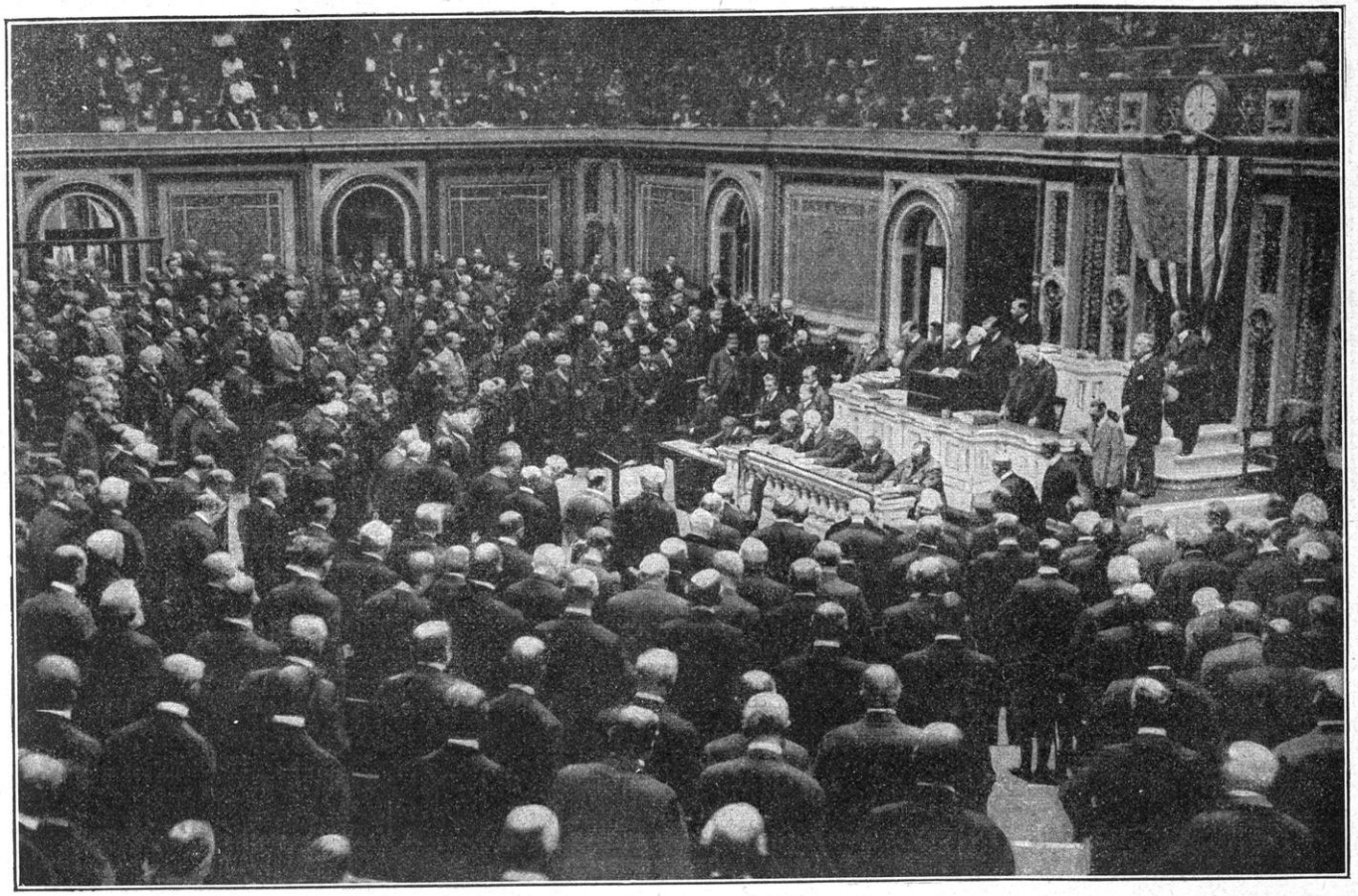
Sûrement, il y avait autre chose : sans doute la certitude déjà apparue que la bataille de la Somme ne serait pas continuée, sans doute aussi de premières notions précises sur ce qui allait se passer en Russie.

L'Amérique avait rompu les relations diplomatiques ; ce n'était pas encore l'état de guerre. L'Allemagne était mise, pour ainsi dire, en surveillance. Mais elle était décidée à ne plus rien ménager. Les attentats sur terre et sur mer se multipliaient ; des tentatives d'assassinat sur le président Wilson subissant la suggestion de la presse germanophobe furent avérées ; faits plus graves, on surprit une correspondance officielle allemande datée du 19 janvier 1917, proposant au Mexique l'alliance allemande avec suggestion de lancer une armée mexicaine sur le territoire des États-Unis ; de nouveaux torpillages intéressant la vie et les propriétés américaines (*Algonquin, Healdton*) se succédaient. La patience de l'Amérique était à bout.

Le 5 mars, au lendemain du renouvellement de ses pouvoirs présidentiels, le président Wilson avait réuni le conseil de guerre américain. Le 2 avril, il demanda au Congrès de décider que les États-Unis entreraient auprès des puissances de l'Entente dans la guerre contre les Puissances centrales. Le président Wilson s'exprimait en ces termes :

Je ne pense pas, en ce moment, aux pertes matérielles qui sont immenses, mais seulement à la destruction totale et voulue de vies de non-combattants, hommes, femmes ou enfants... Les biens perdus peuvent être payés, mais

(1) Ch. Daniélou, *Les Buts de guerre*, p. 100 et suivantes. Cf, sur les textes officiels et la campagne de presse, Parisot, *Leurs buts de guerre*, Berger-Levrault.



LES CHAMBRES AMÉRICAINES RÉUNIES EN CONGRÈS VOTENT LA GUERRE CONTRE L'ALLEMAGNE

non les existences d'êtres pacifiques et sans défense. La guerre sous-marine de l'Allemagne contre le commerce est une guerre contre l'humanité, une guerre contre les nations... Il est clair que la neutralité armée apparaît comme une chose impraticable. Le gouvernement allemand refuse aux neutres le droit, dans les zones qu'il a prescrites, de se servir d'aucune manière de leurs armes pour la défense de droits que personne, dans les temps modernes, n'a jamais contestés...

Obéissant sans hésitation à ce que je considère comme mon devoir constitutionnel, je conseille au Congrès de considérer l'action récente du gouvernement impérial contre le peuple des États-Unis, d'accepter formellement l'état de guerre qui lui a été imposé et de prendre les mesures immédiates, non seulement pour mettre le pays en état de défense complet, mais aussi pour obliger l'Allemagne, en employant toutes nos ressources, à accepter de terminer la guerre à nos conditions.

Les Chambres votaient, par 82 voix contre 6 au Sénat et par 373 voix contre 50 à la Chambre des députés, la résolution suivante :

Il est résolu par le Sénat et la Chambre des représentants assemblés en Congrès :

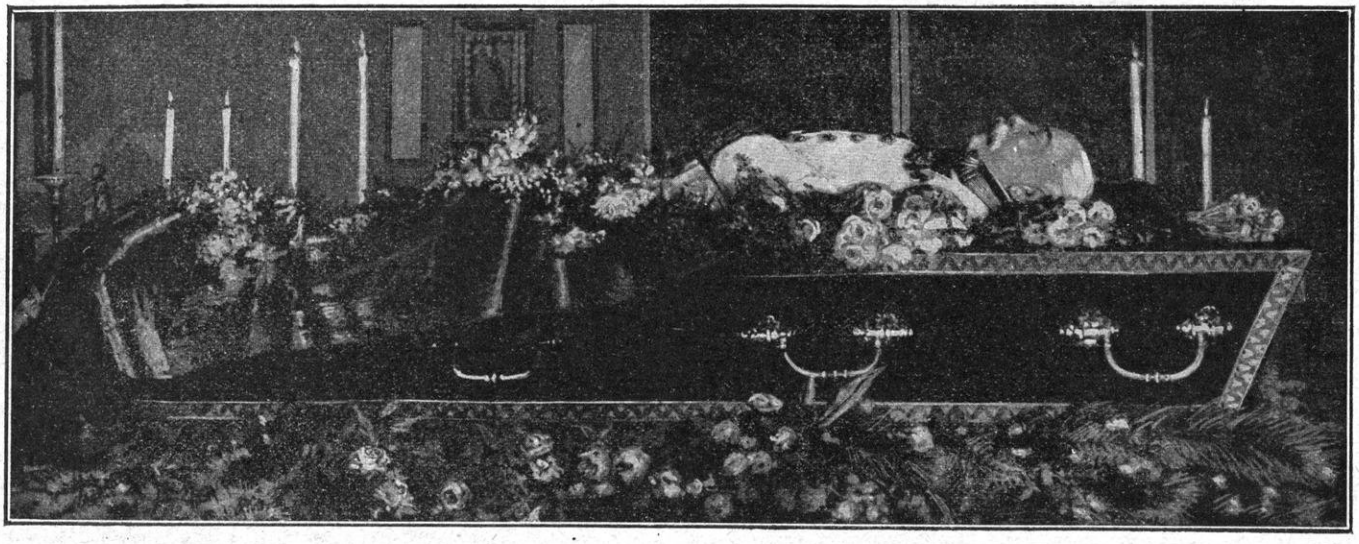
Que l'état de guerre entre les Etats-Unis et le gouvernement impérial est, par les présentes, formellement déclaré.

Et que le Président est autorisé à prendre des mesures immédiates, non seulement pour mettre le pays en complet état de défense, mais aussi pour mettre en œuvre tout son pouvoir et employer toutes ses ressources afin de conduire la guerre contre le gouvernement impérial allemand et d'amener le conflit à une fin victorieuse.

Les Puissances centrales s'étaient, de gaîté de cœur, attiré ce nouvel et formidable ennemi. Quelle était donc leur situation et dans quelles étranges dispositions abordaient-elles cette seconde phase de la guerre?

SITUATION EN AUTRICHE. MORT DE FRANÇOIS-JOSEPH. L'EMPEREUR CHARLES. SES VELLÉITÉS EN FAVEUR DE LA PAIX

Depuis leur échec dans le Trentin et depuis le succès de la grande offensive de Broussiloff, les armées austro-hongroises n avaient jamais,



MORT DE L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH. — LA CHAPELLE ARDENTE

malgré les victoires remportées avec le concours de l'Allemagne et de la Bulgarie contre les Roumains, retrouvé la confiance en elles-mêmes, et les peuples encore moins. La conviction qu'on avait été jeté dans la guerre sous la pression et pour les intérêts de l'Allemagne avait peu à peu gagné toutes les classes ; les maux que les victoires russes avaient fait peser, à diverses reprises, sur le territoire de l'Empire, la menace qui ne s'était jamais éloignée de la frontière des Carpathes, les difficultés du ravitaillement et les dissensions qui s'étaient élevées à ce sujet entre l'Autriche et la Hongrie, toutes ces causes multipliées par la faiblesse congénitale d'un Empire où des populations considérables réclamaient leur indépendance ethnique et politique, tout faisait du « brillant second » un allié bien misérable. Au fond, l'Autriche voulait la paix. Mais ce sentiment n'avait pas d'organes ; la presse était étroitement censurée et le parlement ne siégeait pas. Le gouvernement allemand savait qu'il pouvait compter sur la ferme volonté, qui était celle de François-Joseph, de rester fidèle à l'alliance.

Or, le 21 novembre 1916, François-Joseph mourut à la suite d'une courte maladie. Le général von Cramon dit, avec raison, que ce fut, après la bataille de la Marne, l'événement le plus grave pour les Puissances centrales : « L'Autriche-Hongrie cessa dès lors, ajoute-t-il, d'être, au sens complet du mot, fidèle à son alliance ».

Le vieil empereur défunt était une intelligence médiocre, une nature sèche, un esprit sans horizon, mais sa volonté était obstinée et continuait à rouler sur le rail où, depuis longtemps, elle était lancée. Après avoir hésité entre deux politiques, l'une à tendance slavophile et l'autre catégoriquement allemande, celle-ci inspirée par la crainte des Hongrois et par le souvenir toujours cuisant de Sadowa, il s'était finalement attaché à cette dernière et il l'avait suivie jusqu'à la mort. Peut-être s'y tenait-il avec d'autant plus de force qu'il y cherchait le moyen de sauver les Autrichiens-allemands d'une subordination entière à la Prusse. D'Andrassy à d'Œrenthal, ses ministres lui avaient forgé une politique balkanique qui lui avait conquis quelque sorte de succès, en Bosnie et Herzégovine notamment. Cela lui avait suffi. Il gardait précieusement l'héritage impérial de plus en plus chancelant que ses ancêtres lui avaient laissé. Celui-là, du moins, mourut dans son lit !

Son héritier désigné, l'archiduc François-Ferdinand, ne partageait pas toutes ses idées ; on lui attribuait le projet de transformer le dualisme austro-hongrois en trialisme avec, en plus, une couronne slave ; mais il semble bien que, dans les derniers temps, il s'était

convaincu, lui aussi, qu'il n'y avait rien à faire sans l'Allemagne ; du moins avait-il eu avec l'empereur Guillaume ces fameux entretiens de Konopitz dont rien ou à peu près rien n'a transpiré. L'archiduc François-Ferdinand et sa femme périrent dans le coup qui provoqua la guerre, emportant leur secret dans la tombe. On ne sait quel était le sens exact de ces paroles que la nouvelle de l'assassinat arracha à l'empereur Guillaume : « Tout est à recommencer ! » Désirait-il ou redoutait-il l'avènement de François-Ferdinand? Quels sont les dessous politiques du complot qui aboutit au drame de Serajevo?

François-Joseph mort, l'archiduc Charles devenait empereur. Celui-ci avait pour mère la sœur du roi de Saxe, « catholique rigoureuse et peu favorablement disposée pour la Prusse protestante et pour les Hohenzollern. » Mais pouvait-on la dire contraire à l'alliance allemande ? Dans les cours, les nuances se multiplient par le secret et par la finesse des sentiments. Charles avait épousé la princesse Zita de Parme ; celle-ci, appartenant à la famille des Bourbons, était, comme sa mère, la princesse de Parme, très attachée aux sentiments catholiques, mais le bruit public en Autriche les traitait assez inconsidérément d' « Italiennes » et de « Françaises ». Quoi qu'il en soit, l'impératrice avait deux frères, les princes Sixte et Xavier de Bourbon, fils du duc de Parme, qui, n'ayant pu être admis, selon leur désir, à prendre du service dans l'armée française, s'étaient enrôlés en qualité de brancardiers dans l'armée belge. Plus tard, ils avaient servi dans un régiment d'artillerie en qualité de sous-lieutenants.

L'EMPEREUR CHARLES-FRANÇOIS-JOSEPH,
L'IMPÉRATRICE ZITA,
LE KRONPRINZ FRANÇOIS-JOSEPH-OTHON

Dès janvier 1916, c'est-à-dire longtemps avant la mort de François-Joseph, le prince Sixte de Bourbon fait savoir au gouvernement français « que si les intérêts de la France viennent à l'exiger, on peut entrer en relations, par son intermédiaire, avec la famille impériale d'Autriche. » Il donne cette indication : « L'archiduc Charles n'aime pas les Hohenzollern dont il trouve la tutelle trop pesante à son pays. »

Cette démarche est-elle autorisée? On n'en sait rien, mais elle n'est pas négligeable. L'Autriche-Hongrie fléchit ; peut-être un jour sera-t-il question d'une paix séparée. On a des égards particuliers pour les princes, on leur accorde la croix de guerre (mai 1916). En octobre, le prince Sixte, qui doit être reçu par M. de Freycinet, ministre d'État, rédige un mémoire destiné à être remis au gouvernement français. « Les sentiments de mon beau-frère me sont connus ; il a été en butte à l'hostilité des éléments prussianisés ; ses sentiments sont prouvés par son mariage ; le dessein de l'écarter du trône a été avoué par les adeptes du pangermanisme ; l'ennemi principal, c'est la Prusse Il est de l'intérêt de la France et de l'Europe que l'Autriche subsiste », etc.

Ces notes vont chez le président du Conseil et chez le président de la République. M. Jules Cambon a invité le prince à déjeuner pour le 23 novembre. Or, François-Joseph était mort le 21.

« Eh bien ! voilà de grands événements ! »

s'écrie d'abord M. Jules Cambon. Le prince reprend son thème habituel ; mais, quelle garantie offre-t-il ? Il est question d'une audience du président du Conseil, du président de la République.

La volonté de paix semble s'affirmer chez l'Autriche. Dès les 5 et 14 décembre, la mère de l'empereur Charles écrit au roi et à la reine des Belges et demande aux princes Sixte et Xavier de venir la voir. Le rendez-vous est en Suisse. Ils s'y rendent le 28 janvier 1917. L'Empereur a chargé sa mère de leur faire connaître qu'il désire la paix : « Ma mère insista, au nom de l'Empereur, pour que l'on se hatât le plus tôt possible. Elle nous remit une lettre de l'Impératrice, accompagnée de quelques mots de l'Empereur, dans laquelle celle-ci nous demandait instamment à tous deux notre aide pour réaliser le désir de paix de l'Empereur, conçu dès son avènement. »

Mais voici que ces vagues pourparlers prennent soudain une réelle importance ; dès le lendemain de son avènement, le nouvel empereur d'Autriche, Charles Ier, adresse à ses peuples deux rescrits, l'un pour les Autrichiens, l'autre pour les Hongrois, où se trouvent ces paroles :

> Je veux tout faire pour bannir, dans le plus bref délai, les horreurs et les sacrifices de la guerre et rendre à mes peuples les bénédictions disparues de la paix aussitôt que le permettront l'honneur des armes, les conditions vitales de mes États et de leurs fidèles alliés et l'entêtement de nos ennemis (1).

En même temps, le nouvel empereur change ses ministres ; le comte Tisza, président du Conseil hongrois qui passe, à tort d'ailleurs, pour un des inspirateurs de la guerre (il est démontré, maintenant, qu'il s'y était opposé de toutes ses forces), est remplacé. Le comte Clam-Martinitz étant nommé président du Conseil d'Autriche, le comte Czernin, confident particulier du jeune empereur, remplace le baron Burian au ministère des Affaires étrangères. Czernin, magnat de Bohême, avait un programme de gouvernement qu'il avait esquissé dans plusieurs brochures publiées par lui avant et depuis la guerre : rénovation de l'Autriche dans un système fédératif, renoncement au dualisme, répugnance à s'inféoder à l'Allemagne (1). Est-ce un *novus ordo?*

Une fois arrivé aux affaires, le comte Czernin se rendit compte des difficultés de sa tâche : à supposer qu'on en ait le désir et les moyens, on ne se déboîte pas si facilement de tout un système politique anciennement et fortement consolidé. Il faut penser aussi que l'empereur Charles et son entourage avaient plutôt des aspirations, des sympathies et des antipathies que de réelles volontés ; les princes de Bourbon, pleins de bonnes intentions, prenaient parfois pour argent comptant le beau langage des familles augustes et des cours : en deux mots, tout ce monde autrichien voulait assurément la paix, mais personne n'était de taille à accomplir la rupture avec l'emprise allemande : une demi-résolution est parfois pire qu'une inimitié déclarée. Tout ce travail secret pouvait finir par aider l'Allemagne dans l'effort qu'elle tentait pour diviser les puissances de l'Entente ; on ne savait quel sentiment dominait la famille impériale, lassitude, faiblesse, appréhension, scrupule, candeur ou tromperie ; c'était surtout une dangereuse impuissance. Le nouveau gouvernement autrichien sentait cruellement peser le boulet de l'alliance allemande, mais il ne savait comment s'en détacher.

Quoique certains faits marquassent une nouvelle orientation, un jeu très serré s'engageait entre l'Autriche et l'Allemagne. Au sujet des propositions de paix, on pourrait presque dire qu'on luttait à qui arriverait le premier pour gêner le travail de l'autre et prélever le bénéfice de l'initiative. Ainsi l'empereur Charles,

(1) On remarqua l'emploi du mot « bénédictions » paraissant répondre intentionnellement au même mot employé par Guillaume II dans le télégramme à Charles sur la mort de François-Joseph : « Le règne de l'Empereur défunt qui, par la grâce de Dieu, a atteint la rare durée de soixante-huit ans, comptera dans l'histoire de la monarchie, comme un temps de *bénédictions*. — Prince SIXTE DE BOURBON. *L'Offre de paix séparée de l'Autriche*, p. 36.

(1) AUERBACH, *La crise de l'alliance austro-allemande sous le ministère du comte Czernin*, dans les *Archives de la Grande Guerre*, octobre 1921.

à peine sur le trône, publie sa proclamation à ses peuples (24 novembre). Aussitôt le gouvernement allemand adresse ses propositions de paix aux neutres et au président Wilson (12 décembre). Charles se trouve ainsi en quelque sorte le pied en l'air et désaxé (1) ; il tâche de reprendre l'initiative et, en même temps qu'il engage les négociations secrètes par l'intermédiaire du prince Sixte, il envoie le général Cramon auprès de l'empereur Guillaume pour remettre à celui-ci un télégramme suggérant l'idée d'une nouvelle proposition de paix. « Le télégramme de l'empereur Charles se terminait par ces mots : « Je prie Dieu de nous « donner la paix et de « délivrer nos peuples « des horreurs de la « guerre. » L'empereur Guillaume fit la remarque suivante : « Nous prions tous « pour la paix, mais « *mendier* la paix à nos « ennemis, je n'y con- « sentirai jamais. » On répondit au télégrame de l'empereur Charles en rejetant la proposition austro-hongroise et insistant particulièrement sur ce fait que « toute nouvelle tentative de paix ne servirait, pour le moment, qu'à accroître la force de résistance de l'Entente en lui donnant la conviction que nous étions déjà près de notre fin (2). »

LES PRINCES SIXTE ET XAVIER DE BOURBON

Le gouvernement allemand ressaisit ainsi une position prédominante sur la négociation, soit publique, soit secrète. Nous avons déjà dit que la négociation publique n'avait qu'un but : gagner du temps et donner un prétexte plausible à l'établissement de la guerre sous-marine sans restrictions. Quant à la négociation secrète, elle n'avait guère de chance d'aboutir, puisque l'empereur Charles et son conseiller Czernin se trouvaient rembarrés et matés dès qu'ils tentaient de s'immiscer dans les projets de l'Allemagne.

Inutile de s'attarder au détail de ces négociations : elles révèlent l'embarras, la fragilité, l'espèce d'honnête duplicité de la famille impériale. Le prince Sixte, confiant en des paroles et des lettres émouvantes, porte à Vienne, le 10 février, un projet de convention dont il est l'auteur et où sont esquissées les clauses qu'il suppose conformes au sentiment des puissances de l'Entente : cession de l'Alsace-Lorraine, rétablissement de la Belgique, Constantinople et les détroits pour les Russes, la Serbie libérée et agrandie, un armistice général avec les troupes austro-hongroises, le maintien de l'Empire d'Autriche; en plus, ouvertures vagues au sujet des cessions territoriales en Pologne, Galicie, Roumanie, Serbie, Italie...

A cet avant-projet, une note austro-hongroise approuvée ou rédigée par Czernin oppose une réponse qui contient quoi? uniquement les vues du Grand Quartier général allemand. L'alliance entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Turquie et la Bulgarie est *absolument*

(1) Ce point de vue n'a pas échappé à la diplomatie française : M. J. Cambon le fait observer au prince Sixte, dans son entretien du 11 février : « Le même jeu s'est renouvelé lors des propositions officielles de paix. On n'ignore point que ces propositions émanaient du désir de paix de l'empereur Charles. L'Allemagne a exploité à son profit ces idées généreuses en publiant ses propositions avant celles de l'Autriche. » Prince SIXTE, p. 48.

(2) CRAMON, p. 164.

indissoluble. Une paix séparée d'un de ces États est *toujours exclue.* C'est une grande erreur que de croire que l'Autriche-Hongrie se trouve *sous la tutelle de l'Allemagne.* Par contre, en Autriche-Hongrie, l'opinion est répandue que la France agit complètement *sous la pression de l'Angleterre,* etc.

Le prince Sixte n'était pas fier d'apporter un tel papier : aussi dans les conciliabules et les chambres secrètes, on rédige un document parallèle, d'ailleurs secret et secrétissime, dont on brûle le texte et dont il ne restera qu'une copie : ce document, rédigé, assure-t-on, par l'Empereur lui-même, atténue plutôt la forme que le fond des contre-propositions de Czernin. Mais, dès ce moment, les puissances de l'Entente sont sur leurs gardes. Un empereur qui ne sait pas ce qu'il veut, un ministre qui, de l'avis de l'Empereur lui-même, « exagère tout », la camarilla qui les entoure ne sont-ils pas — peut-être à leur insu — les instruments de la politique allemande ? Le grand État-major allemand ne se servirait-il pas de ce piège pour arriver à diviser les Alliés, selon le programme de Cambrai?

COMTE CLAM-MARTINITZ
PRÉSIDENT
DU CONSEIL D'AUTRICHE.

COMTE CZERNIN
MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES D'AUTRICHE.

Le prince Sixte a multiplié les voyages, les notes et la correspondance ; il s'anime au jeu. Cependant l'empereur Guillaume a appelé l'empereur Charles à Charleville et celui-ci s'y est rendu, humble et repentant, désavouant même Czernin. Au même moment, le prince Sixte est reçu par le Président de la République. On l'écoute (8 mars), comme si l'on craignait de laisser échapper ce fil, si ténu fût-il, d'une paix séparée. Un moment on paraît faire un pas. Le prince Sixte écrit à l'empereur Charles le 16 mars : « L'affaire prend une tournure favorable »; il expose les conditions de la France, agite l'épouvantail italien. Il est appelé à Vienne, reprend de vive voix la trame de la négociation avec l'Empereur lui-même ; le comte Czernin est présent à l'entretien, ainsi que l'Impératrice. Enfin, le 24 mars, l'Empereur remet au prince Sixte une lettre autographe qui peut servir de point de départ à une négociation séparée: « Je te prie de transmettre secrètement et inofficiellement à M. Poincaré que j'appuierai, par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle auprès de mes alliés, les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine... Quant à la Belgique, elle sera rétablie dans sa souveraineté, etc. La Serbie sera de même rétablie, sauf certaines conditions de sécurité réciproque. » Une note nouvelle résulte cependant de la situation de la Russie : « Les événements qui s'y sont produits *m'obligent de réserver mes idées à ce sujet jusqu'au jour où un gouvernement légal et définitif y sera établi.* »

Les négociations vont se poursuivre à Paris, où les princes multiplient leurs entretiens avec M. J. Cambon, avec M. Poincaré, avec M. A. Ribot, le nouveau président du Conseil, successeur de M. Briand, ceci durant la dernière quinzaine du mois de mars.

Mais il faut tenir compte du grand événement visé déjà dans la lettre de l'empereur Charles et qui, à lui seul, embraye, pour ainsi dire, toute la manœuvre ; c'est sans doute cet événement qui était attendu par le grand État-major allemand et qui lui faisait multiplier les remises à des dates de plus en plus rapprochées : à un an, à six mois, à trois mois !... La Révolution russe a éclaté le 14 mars.

Nous reviendrons sur la négociation avec l'Autriche à partir de cette date : elle change naturellement de caractère et se prolonge assez

vainement jusqu'au moment où elle échoue piteusement. Czernin s'est noyé dans un machiavélisme un peu danubien. Il n'était pas de taille s'il avait entrepris, comme l'affirme son interprète, de «jouer sur les deux tableaux».

LA RÉVOLUTION RUSSE. CHUTE DE NICOLAS II

En Russie, le destin s'accomplit : la chute du colosse autocratique donne le caractère suprême à cette sarabande des dynasties qui devient de plus en plus la caractéristique macabre du temps.

Czernin le sentait, avec l'instinct de la fidélité qui s'attache à une cause perdue :

J'estime, écrivait-il, qu'il n'y a pas plus de sentiment dynastique que de sentiment républicain chez les peuples, — chez les Allemands, pas plus qu'ailleurs, — mais un sentiment de satisfaction ou de mécontentement... Chez 90 p. 100 de la population, le patrotisme et l'attachement pour telle ou telle forme de gouvernement n'est jamais qu'une question d'estomac. Il faudrait enseigner à tous les monarques que leurs peuples n'ont pas la moindre affection pour eux; que, dans le cas le plus favorable, ils ont pour eux une parfaite indifférence, que leurs ovations ne procèdent pas de l'enthousiasme, mais de l'entraînement et du bourrage de crâne, qu'ils n'ont nul besoin d'être fidèles, mais veulent simplement être satisfaits.

Ces mélancoliques paroles sont de celles que les grands de ce monde, soit en république, soit en monarchie, comprennent les dernières et, au fond, ils ne les admettent jamais ! Tant est nécessaire un optimisme enraciné pour se donner au gouvernement des hommes !

Nicolas II avait cette philosophie résignée : dès le début de son règne, il avait dit, dans l'un des salons du palais de Versailles, à celui qui écrit ces lignes : « Je ne suis pas fait pour régner », et il avait eu, dès lors, comme une vision de la longue catastrophe que serait son règne et à laquelle il assisterait impuissant. Chose plus extraordinaire encore, ses qualités et ses défauts étaient combinés de telle sorte qu'ils provoquaient le drame des deux côtés à la fois, et qu'ils le poussaient soit vers un assassinat à la Paul Ier, soit vers une exécution révolutionnaire à la Louis XVI. Jamais la fatalité n'appliqua plus fortement et plus exactement le doigt au point malade des institutions humaines.

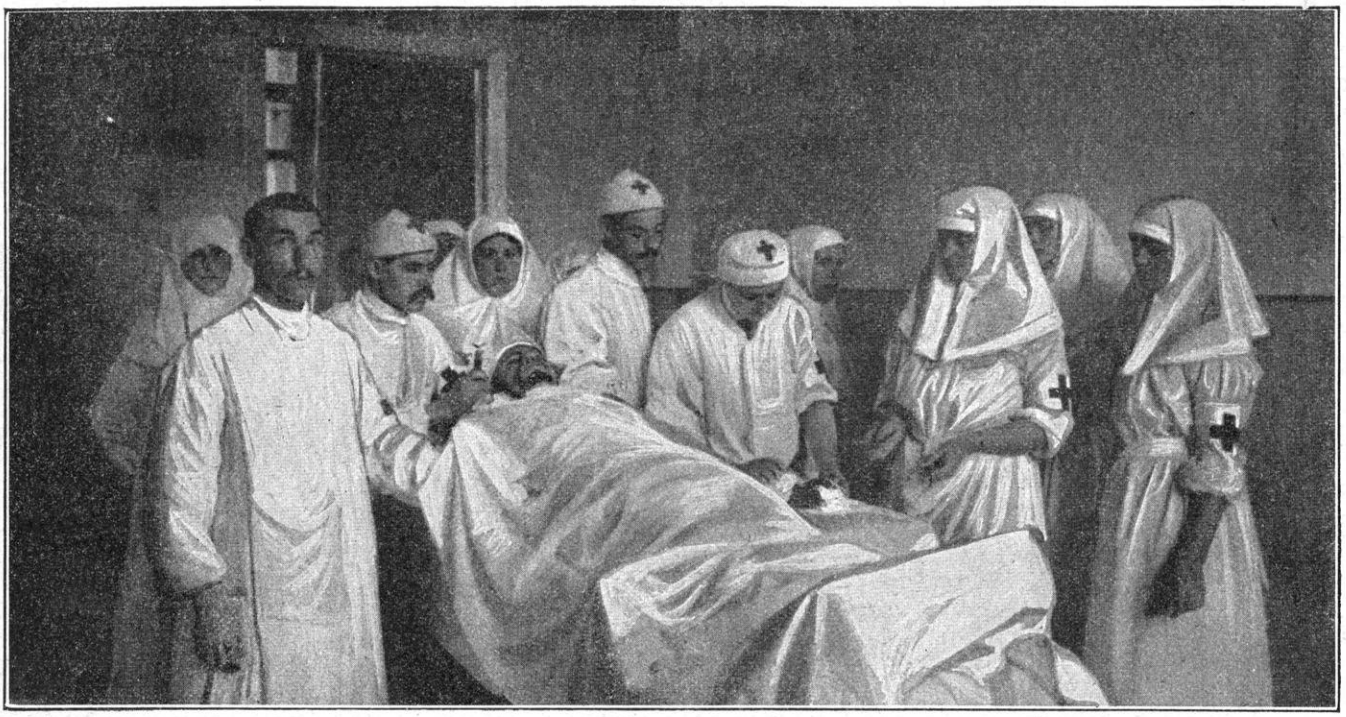
La Russie avait été galvanisée un moment par le succès de l'offensive de Broussiloff en juin 1916. Puis cette offensive s'était en quelque sorte éteinte d'elle-même ; la grande désillusion roumaine s'était abattue sur l'opinion russe plus lourdement encore que sur celle des autres puissances alliées.

Sturmer était toujours au pouvoir. Il y défendait les principes autocratiques et la bureaucratie des tchinovichs, avec une tendance à chercher une issue dans la paix, fût-elle séparée. La classe des intellectuels russes croyait qu'une modification constitutionnelle et l'avènement d'un certain libéralisme rendraient quelque vigueur au grand corps atteint à la fois d'ataxie et de neurasthénie ; illusion partagée à peu près par tous ceux qui raisonnaient, en Russie ou hors de Russie. L'ambassadeur Paléologue écrit à ce sujet :

Une erreur aussi répandue en France qu'en Angleterre est que le tsarisme résoudrait aisément ses difficultés intérieures s'il renonçait à ses principes surannés pour s'engager avec hardiesse dans la voie des réformes démocratiques. On verrait alors apparaître tout ce qu'il y a d'énergies latentes et de vertus insoupçonnées dans le peuple russe... Les Alliés occidentaux devraient donc faire pression sur l'empereur Nicolas pour le déterminer aux innovations nécessaires. Du même coup, l'alliance décuplerait sa valeur efficace... Je pense, quant à moi, ajoutait l'ambassadeur, que le tsarisme est la charpente maîtresse de la Russie, le lien unique de tous les territoires et de tous les peuples disparates que dix siècles d'histoire ont peu à peu groupés sous le sceptre des Romanoff... Je vais plus loin, je suis convaincu que, avant un temps très long, une ou deux générations peut-être, les maux intérieurs dont souffre la Russie ne comporteront qu'une modification palliative, partielle et prudemment graduée. *La raison majeure en est l'ignorance radicale où végète la masse du peuple russe.* »

Cette raison majeure est précisément celle que Mazarik donne pour affirmer que la Russie n'est pas davantage mûre pour le communisme (1). La Russie se trouve donc

(1) Voy. MAZARIK, *Le Bolchevisme*. Trois discours in-8°.



LA TZARINE ALEXANDRA-FÉODOROWNA ASSISTANT UN CHIRURGIEN DANS UNE OPÉRATION
(A DROITE, DERRIÈRE ELLE, LES GRANDES-DUCHESSES OLGA ET TATIANA, SES FILLES, COMME ELLE, INFIRMIÈRES)

ballottée entre des tendances diverses ou des appétits concurrents déchaînés sur la surface de son vaste territoire, à la merci soit des tchinovichs, soit des nihilistes, ou des clans étrangers. Seul un grand prince, un Pierre le Grand, une Catherine II, eût sauvé Pergame, si Pergame eût pu être sauvée. Or, le souverain était Nicolas II !

On connaissait la faiblesse de son caractère ; la bataille s'engagea autour de lui. La lutte était personnifiée, en somme, par deux femmes qu'il aimait toutes deux, sa mère, veuve d'Alexandre III, et sa femme, appartenant à la famille allemande des grands-ducs de Hesse. La première avait groupé autour d'elle à peu près tous les grands-ducs : elle se prononçait pour la fidélité à l'alliance et pour quelques concessions sinon au peuple, du moins à certains groupes influents, les Zemstvos, peut-être la Douma. L'impératrice Alexandra-Féodorowna ne jurait que par Raspoutine ; celui-ci n'avait probablement pas d'autre système que de lutter contre tout ce qui était contraire à son influence exclusive, et c'est pourquoi il combattait l'autorité et les idées de la mère, des grands-ducs et des libéraux. La crise russe, dans son processus mystérieux, se résume, en somme, dans ce nom : Raspoutine.

Par la correspondance de l'Impératrice avec Nicolas II, correspondance qui vient d'être publiée, on sait qu'elle était tendre, aimante, attachée à son mari et à ses enfants mais exclusive jusqu'à la fureur, jalouse jusqu'à la démence, obstinée jusqu'à l'endurcissement, religieuse jusqu'à la superstition ; étroitement chambrée par ceux qui l'approchaient, elle ignorait le reste du monde et vivait dans un rêve obscur et solitaire auquel elle ne tenta pas une seule fois d'échapper. Ceci dit, elle n'était ni traîtresse, ni hostile, ni infidèle à l'alliance. Elle s'était faite Russe et orthodoxe et se croyait bonne Russe et bonne chrétienne. Tournant comme une lionne autour de son mari et de ses enfants, en proie à je ne sais quelle terreur de l'inconnu, elle cherchait pour eux tous, une protection quelconque, humaine ou surhumaine. C'est ainsi que,

d'intelligence faible mais de volonté forte, elle était tout le contraire de Nicolas II. Ce ménage, plein de vertus, avait justement des défauts ou des lacunes faits pour le perdre et pour perdre l'Empire. Jeu cruel de la destinée qui élit comme victimes les meilleurs des hommes : Louis XVI et Nicolas II.

Pendant la guerre de 1914, l'Impératrice se montre prodigue de son cœur, dévouée, attentive, charitable ; elle se penche sur les blessés, les soigne dans ses hôpitaux, s'attelle à son devoir avec une simplicité, une tenue morale où la femme honore et élève en quelque sorte l'Impératrice. Elle écrit le 20 novembre 1914 :

Je suis trop fatiguée et je ne puis aller en ville. De plus, à cinq heures et demie, nous avons une amputation au grand hôpital. Ce matin, nous avons assisté à notre première grande opération : on a coupé un bras et après nous avons fait le pansement. Dans mon hôpital, il y a des malheureux qui ont des blessures terribles. C'est tout noir. C'est horrible à voir. J'ai lavé, nettoyé, badigeonné d'iode, de vaseline. Je les ai pansés tous. Tout a bien été et je suis heureuse quand je le fais tranquillement, seule, sous la direction du docteur. J'ai pansé trois pareils blessés. Le cœur saigne pour eux (1).

GREGORY RASPOUTINE
AU MILIEU D'UN GROUPE DE SES ADEPTES
(Au second plan, Mme Vyrubova,
Confidente de Raspoutine et de l'Impératrice).

Cette femme, cette impératrice devrait être adorée, elle est détestée. La cause : Raspoutine.

L'histoire de Raspoutine est connue ; dans un certain sens, c'est la Russie : ignorance, mysticisme, coterie, passions incompressibles, fatalisme et fatalité. Comment ce paysan madré, ce faux moine dénoncé par l'Église, cet insigne manieur d'âmes féminines, ce débauché, thaumaturge, rebouteux et sorcier, put s'introduire au plus secret de la Cour et de la famille impériale, s'imposer, dominer, régner, et se survivre, peut-être, comme une manière de saint, dans la superstition populaire, c'est une aventure qui n'était réalisable que là : il fallait le vase clos des chambres intimes et l'atmosphère renfermée des palais en perpétuelle ébullition, — secret et méfiance, — pour que la chose se produisît. A diverses reprises, d'autres Raspoutine s'étaient introduits : celui-ci resta le maître. Il finit par imposer l'idée qu'il était en relation directe avec la divinité et que, lui écarté ou mort, le cher tsarewitz toujours malade périrait, l'Empereur succomberait et l'Empire s'écroulerait. Cette conviction ayant une fois pénétré dans l'esprit de l'Impératrice, le sort de l'Empire était entre les mains de ce drôle. Et la prédiction devait se réaliser, en effet ; car le mal était tel que le chancre ne pouvait plus être arraché sans que le malade pérît.

Voilà donc les diverses données du problème; multitude ignorante et passionnée, souffrances indicibles suites d'une guerre trop prolongée, bureaucratie corrompue et incapable, armées pleines de courage, mais supportant le fardeau de la guerre dans des alternatives d'enthousiasme et de désespoir; révolution latente toujours amorcée, lourdement réprimée, s'entretenant de ses chutes mêmes et de ses violences renaissantes; classe ouvrière entassée récemment dans les villes et y vivant dans la pire

(1) Compte rendu des lettres de l'Impératrice, *Mercure de France*, 15 novembre 1922, p. 254.

misère, sans direction, sans consolation, sans espoir; paysan avide des terres, mais incapable de les cultiver ou en tout cas de les améliorer; classe intellectuelle ardente, active, nombreuse, supérieure par mille dons de la nature à toute autre des pays occidentaux, vive, sensible, impétueuse, mais sans expérience et sans frein; cour divisée par des ambitions âpres, toute à ses coteries, à ses plaisirs, à ses complots et à la concussion; famille impériale aux contrastes violents, portant au front, sous la couronne, le signe fatidique. Et ce pays si mal organisé, si mal hiérarchisé, si mal conduit et inspiré, en proie à la plus terrible guerre que le monde ait jamais connue; nourrissant dans son sein son ennemi qui le surveille, l'isole, le guette, multiplie les pièges avec une habileté satanique. Comment le mal pressenti, prédit par tous, ne se serait-il pas accompli?

Voici les dates principales à partir de ce mois d'août 1916 qui vit l'arrêt de l'offensive de Broussiloff jusqu'en mars 1917, date de la chute de Nicolas II.

Raspoutine et Sturmer ne font qu'un ; ils ont pour dessein de tenir l'Impératrice, par l'Impératrice l'Empereur, et d'écarter toute autre influence pour aboutir sans doute à une issue quelconque qui sauve la dynastie, l'Impératrice et Rapoustine : c'est leur plan et tout leur plan. Sturmer songe peut-être à une paix allemande, mais il ne se laisse pas découvrir. Sturmer et Raspoutine amènent au pouvoir un ancien libéral, pourri jusqu'aux os, malade, halluciné, dont on fera un ministre à poigne et qui sera l'homme fatal du régime, Protopopow.

Ainsi entourée, ligotée, s'appuyant sur le principe de l'autocratie absolue, l'autorité de l'Impératrice se développe sans contrepoids. La Douma étant convoquée de nouveau, des scènes d'une violence inouïe s'y produisent : réquisitoire de Miliovkow contre Sturmer, — *Herr von Sturmer*, s'écrie un des chefs de la droite, Bobrinsky. Sturmer, attaqué à fond par le parti libéral et poussé du pied par l'ambassadeur d'Angleterre, Sir G. Buchanan, est obligé de céder la place ; il est remplacé par Trépow (24 novembre) ; mais l'influence de l'Impératrice, guidée par Raspoutine, sauve Protopopow. Rien n'est donc changé au fond. Le conflit s'engage entre la Douma et Protopopow : celui des deux qui réussira anéantira l'adversaire ; duel à mort.

Tout va tourner autour de cette question de Protopopow. Trépow lui-même, à peine aux affaires, s'en explique franchement avec l'ambassadeur Paléologue, le 30 novembre :

« Protopopow au pouvoir devient un danger public, un danger national. — L'Empereur est trop judicieux pour ne pas s'en apercevoir. Mais c'est l'Impératrice qu'il faudrait convaincre et, sur cette question, elle est intraitable ! » Après un silence, il reprend à voix basse, comme s'il se parlait à lui-même : — L'heure est décisive pour la Russie. Du train où nous allons, le parti allemand serait bientôt le maître. Et alors, c'est la catastrophe, la révolution, la honte !... »

Ne voilà-t-il pas très nettement déterminé, et par la voix de ceux qui vont en mourir, l'effet du programme de Cambrai? Le parti allemand, avec la paix séparée ; sinon la révolution et la catastrophe.

On est averti des deux côtés. Mais, par une fatalité de plus, ce sont les adversaires du parti allemand les nationalistes qui vont accomplir la révolution tant désirée par l'Allemagne !

A la Douma, les attaques se produisent maintenant à visage découvert contre « les puissances occultes qui perdent la Russie ».

Le 12 décembre arrivent les propositions allemandes de paix. Le contrôleur général de l'Empire, Pokrowsky, vient d'être nommé ministre des Affaires étrangères. Malgré son inexpérience complète, il se prononce nettement contre ces propositions où il ne voit qu'un piège et il acquiesce spontanément à toutes les clauses de la réponse des puissances de l'Entente à la note du président Wilson : celles-ci ne feront la paix qu'après la victoire et pour la réorganisation de l'Europe. Nicolas II confirme ces points de vue dans un manifeste solennel à ses armées : les buts de guerre de la Russie

sont nettement définis : restauration de la Pologne intégrale, acquisition de Constantinople.

Les deux forces opposées se contredisent en quelque sorte jusque dans la pensée et le cœur du monarque : de son cœur ou de son intelligence, qui l'emportera? Heure critique !

Or, c'est à ce moment précis que la destinée des Romanoff, avec l'assassinat pour instrument, se met en marche. Le 30 décembre, le bruit se répand dans Pétrograd que Raspoutine vient d'être tué. C'est exact ; dans la nuit du 29 au 30, au palais du prince Youssoupow, dans un souper où il était invité par Félix Youssoupow, fils du prince et mari d'une nièce de l'Empereur, Raspoutine a été empoisonné et achevé à coups de revolver. Son corps devait être retrouvé le 2 janvier dans les glaces de la petite Newska, à proximité du palais Bélossewsky.

LE PRINCE FÉLIX YOUSSOUPOW

On sut depuis que Raspoutine avait été attiré dans un véritable guet-apens par des personnages de la plus haute société russe et de la famille impériale, décidés à sa perte. Assistaient au souper, outre le prince Félix Youssoupow, le grand-duc Dimitry, le député de la Douma Pourichkiéwitch, le capitaine Soukhotine, et le docteur Stanislas de Lazowert, médecin militaire d'un haut grade. « Quoi qu'on en ait dit, il n'y a, ce soir-là, aucune orgie au palais Youssoupow; aucune femme, ni la princesse R..., ni Mme D..., ni la comtesse P..., ni la danseuse Karally n'assistaient à la réunion (1). »

(1) PALÉOLOGUE, III, 140.

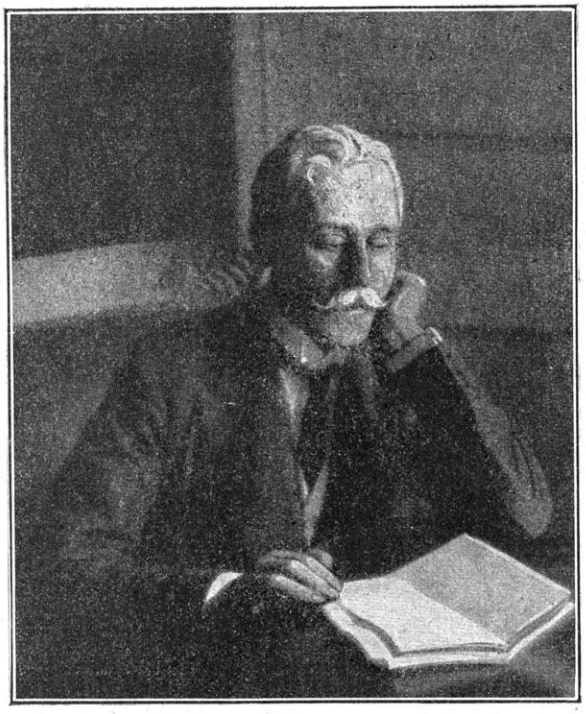
La mort de Raspoutine fut un coup terrible pour l'Impératrice et, eut par suite, un contre-coup non moins terrible sur l'Empereur. A partir de ce jour, les événements sont déchaînés. La famille impériale essaye de ressaisir l'autorité. On fait agir le roi d'Angleterre, cousin de l'Empereur. Les grands-ducs poursuivent presque au grand jour la conjuration : il s'agit de déposer Nicolas II.

L'état de choses est dépeint en des termes émouvants par un témoin attristé du drame, le grand-duc Nicolas Michaëlowich, cousin du tsar et qui, historien, esprit libéral, « vrai Français » comme il le disait lui-même, se plaçait naturellement au-dessus du monde dont il faisait partie. Ce document est sans prix :

> Les racines du mal datent du début de la guerre. Mais l'éclosion de toutes ces horreurs s'est révélée depuis l'avènement du sieur Sturmer au pouvoir... Sazonoff tombe (juillet 1916). Sturmer a l'audace de prendre sa succession en gardant la présidence du Conseil. A ce moment, Protopopow rentre de son voyage parlementaire dans les pays alliés où on lui a fait le plus grand accueil comme à un libéral du centre gauche ; il lui raconte aussi l'avance allemande, faite par Lucius, ministre d'Allemagne à Stockholm qui lui expédia le banquier Worburg de Hambourg, avec des propositions de paix séparée (Voilà le programme de Cambrai qui s'exécute)... Entre temps, Protopopow rencontre journellement Raspoutine et, par sa protection, devient gérant du ministère de l'Intérieur. Ainsi se passe l'automne... Commencent les vacances de Noël et, pendant cette période, a lieu le meurtre de Raspoutine à la Moïka... Sur la mort de Raspoutine, Trépoff tombe avec le comte Ignatieff qui, lui aussi, a tout dit, le plus franchement du monde, à son souverain; le garde des sceaux Makaroff, droitier, mais honnête et parfait gentleman, quitte sa place. A ce moment, commence le règne

absolu de Protopopow qui, du jour au lendemain, remplace Raspoutine en employant ses trucs et en devenant l'homme indispensable de Tsarskoïé-Sélo. De gérant, il devient ministre de l'Intérieur, et il met un homme de paille, le prince Nicolas Galitzine, à la présidence du Conseil ; il prend comme ministre de la Justice un certain Drobovosky, spirite, homme taré et prêt à tout ; un Koutchisky remplace le comte Ignatieff à l'Instruction publique, et ainsi de suite. Voilà un mois que nous subissons ce régime d'arbitraire et de folie, à l'exaspération de la Russie entière. Bark, l'amiral Grégorovitch, le prince Schakivoskoy et Pokrowski avaient *tous* démissionné. On leur a ordonné de rester en tombant malades ou de voyager pour se rafraîchir.

Cet état de choses ne peut durer longtemps. Cela *frise* de grandes catastrophes dans un avenir *très peu éloigné*. Quel chagrin et quelle honte je dois éprouver avec une masse d'autres bons patriotes russes, en assistant à ce spectacle lamentable de la chute de la monarchie, grâce à l'entêtement ou à la démence d'une... femme (1). »



SIR G. BUCHANAN, AMBASSADEUR D'ANGLETERRE A PÉTROGRAD.

Cette vue des choses est encore confidentielle ; mais elle se répand, devient la lumière et l'aube vers laquelle l'histoire se met en marche. A tout prix, il faut guérir le mal que nul ne se dissimule plus. A Moscou, centre de la vieille Russie, s'était réunie une assemblée des Zemstvos, le plus vieil organisme délibératif du pays, qui adopte un projet de résolution « dénonçant les hommes qui, ayant entouré d'un cercle étroit le pouvoir suprême, ont apporté le poison dans la conscience populaire, minant les racines de la force de l'État ». Prenez garde, cela veut dire que le mal s'est généralisé et que le pays tout entier est atteint.

En effet, de partout, les avertissements arrivent. Les ambassadeurs Paléologue, Buchanan essayent vainement d'éclairer l'Empereur ; il les écarte de son silence volontaire et attristé. Buchanan cherche un lendemain tel quel dans la préparation d'un gouvernement libéral s'appuyant sur la Douma. Le vieux Worontzow-Dackow, un survivant du règne d'Alexandre III, un administrateur de haute autorité et de dignité intègre, vient vers Nicolas II : « Maintenant, il faut que je te parle. Sais-tu que tu vas à ta perte, que tu joues le trône de ton fils? » Le tsar s'effondre sur un divan et pleure : « Pourquoi Dieu m'a-t-il confié une si lourde tâche? »

Le grand-duc Nicolas Michel se décide à parler, lui aussi. Il a avec son cousin un entretien où il vide son cœur. L'Empereur Nicolas l'écoute en silence et, quelques jours après, lui donne l'ordre de quitter la Cour (fin décembre) ; mais Nicolas Michaëlowich a écrit la lettre qui met la plaie à nu :

Tu m'as souvent déclaré que tu n'avais confiance en personne et que tu étais constamment trompé. S'il en est ainsi, cette remarque s'applique en particulier à la femme qui t'aime et qui, cependant, t'a induit en erreur, entourée qu'elle est de personnes dominées par l'esprit du mal... Tes premières impressions et décisions sont toujours justes. Mais, dès que d'autres influences surviennent, tu commences à hésiter et tes décisions finales ne sont plus les mêmes. Si tu pouvais faire disparaître l'intervention constante de ces facteurs malfaisants, la régénération de la Russie ferait immédiatement un progrès énorme et tu regagnerais la confiance de l'immense majorité de tes sujets qui n'ont plus foi en toi... Tu es à la veille de nouvelles épreuves, je dirais plus, de nouveaux attentats contre ta personne. Crois-moi, si j'insiste autant pour te voir secouer les chaînes qui t'emprisonnent, c'est dans l'unique espoir de te sauver, de sauver ton trône et notre cher pays des effroyables et irréparables malheurs qui les attendent.

De toute évidence, la révolution ne pouvait plus être conjurée que si elle se faisait, préven-

(1) La lettre du grand-duc, qui fut mon ami et dont je connaissais la haute droiture intellectuelle, est du 20 février 1917. Elle a été publiée par M. Frédéric Masson, dans l'*Echo de Paris* du 10 avril 1917 : *Un regard en arrière*.

LE TSAR, LA TSARINE, LE TSAREWITZ ET LES GRANDES-DUCHESSES
(PHOTOGRAPHIE PRISE A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION.)

tivement en quelque sorte, dans l'esprit du tsar. Lui seul pouvait se sauver lui-même et sauver son peuple en brisant les chaînes et l'influence prestigieuse de l'Impératrice. Mais, c'était... Nicolas II !

Une conférence des Alliés était décidée à Pétrograd pour janvier 1917 ; on pensait qu'on fortifierait ainsi et qu'on réglerait à la fois l'alliance et l'action de l'alliance pour 1917. Le gouvernement français avait décidé, en particulier, que, disposé à donner son assentiment à la prise de possession de Constantinople par la Russie, il réclamerait sa propre liberté d'action sur le Rhin. La délégation française avait à sa tête M. Doumergue, ancien président du Conseil, et le général de Castelnau. La conférence devait se réunir dans les derniers jours de janvier. La présentation à l'Empereur fut triste, l'échange de paroles insignifiant ; les gouvernants russes acquiescaient aux propositions venues de l'Occident, mais du bout des lèvres ; il y eut des dîners somptueux, des paroles gracieuses, mais le terrain s'écroulait sous les pas ; on le sentait et tout en était d'avance ruiné. Le général Gourko, successeur d'Alexeieff depuis novembre 1916 fit connaître que les armées russes n'étaient plus de force à prendre l'offensive et qu'elles essaieraient tout au plus de garder un front défensif. Les puissances de l'Entente allaient donc se trouver, en quelque sorte, exposées à l'offensive massive de toutes les forces des Puissances centrales libérées.

L'ambassadeur ne cacha pas son sentiment : c'était une question d'heures, on allait à l'abandon ou à la ruine du grand allié oriental :

Veuillez dire, de ma part, à M. le Président de la République et à M. le président du Conseil que vous me laissez très inquiet. Une crise révolutionnaire se prépare en Russie ; elle a failli éclater, il y a cinq semaines ; elle n'est que différée... Une grève ayant éclaté dans le quartier de Viborg et la police ayant été fort malmenée par les ouvriers, on a requis deux régiments d'infanterie casernés dans le voisinage. *Ces deux régiments ont tiré sur la police.* Il a fallu faire venir une division de cosaques pour mettre les mutins à la raison. *Donc, en cas d'émeute, on ne peut compter sur l'armée.* (21 février.)

Cette dernière phrase contenait la vision même du drame : l'armée ne défendrait pas le régime. Il était perdu. Mais alors que deviendrait la Russie ?

Huit jours se passent (7 *mars*). Pétrograd manque de pain et de bois ; les queues s'organisent, les figures de ceux qui attendent sont mauvaises ; neige exceptionnelle exagérant les souffrances. —8 *mars*. Des cortèges populaires se forment ; cris : « Du pain et la paix ! » — 9 *mars*. Agitation violente dans les faubourgs ; on pille les boulangeries. — 10 *mars*. « Conseil extraordinaire » à la présidence du Conseil ; on y appelle le président de la Douma et le maire de Pétrograd. Protopopow organise la résistance : grand déploiement de forces dans les rues. Cortèges chantant la *Marseillaise* et criant : *A bas Protopopow ! A bas la guerre ! A bas l'Allemagne !* — 11 *mars*. Protopopow fait placarder une affiche : *Les troupes se serviront de leurs armes !* La foule grossit, emplit la perspective Newsky. — 12 *mars*. Dès huit heures et demie, la foule s'avance sur le pont Alexandre qui est interdit. Un régiment accourt pour la repousser. Mais, au lieu de se heurter, les deux masses fusionnent. Partout l'armée refuse de se servir de ses armes. Le régime est sans défenseur. Il s'affaisse et tombe sans résistance. Quelques incidents locaux, mais insignifiants ; les portes de l'arsenal sont forcées, le palais de justice est en flammes. On entend le tic-tac des mitrailleuses. Puis tout s'apaise. Le Conseil se réunit : il est question de confier la dictature au général Roussky. Un télégramme est expédié à l'Empereur pour qu'il rentre à Pétrograd.

Voilà que les flammes s'élèvent à l'arsenal, au ministère de l'Intérieur, à l'hôtel du gouvernement militaire, aux bâtiments de la police, la fameuse Okrana. Les prisons sont ouvertes, la forteresse de Saint-Pierre et Saint-Paul assiégée. Des soldats se répandent dans la ville, le fusil au poing, la plupart ivres, hurlant, tirant des coups de fusil. L'armée a quitté les casernes ; elle a rompu toute discipline ; elle manquera demain à un gouvernement quel qu'il soit. La Douma, qui avait été dissoute, se réunit.

13 *mars*. Le drapeau rouge. Les ministres Galitzine, Sturmer, Protopopow, etc., le métropolite Pitirim sont arrêtés. On les voit passer dans les rues, nu-tête, la pelisse déchirée, la figure lacérée, entourés d'une foule hurlant et insultant. La forteresse des Saints-Pierre et Paul s'est rendue et est devenue le quartier général de l'insurrection. On apprend dans les ambassades que le comité exécutif de la Douma s'efforce de constituer un « gouvernement provisoire ». — 14 *mars*. C'est fait : on peut croire que le mal est endigué. Le comité exécutif de la Douma a constitué un gouvernement provisoire composé de douze membres dont Milioukow, Schoulguine, Konovalow, Kerensky et Tcheïdzi ; donc à la fois de simples libéraux, et des révolutionnaires ardents.

Mais voici ce que l'on apprend aussi : c'est qu'un « conseil des députés et des soldats », le SOVIET, siégeant à la gare de Finlande, a proclamé la République sociale.

Et, d'autre part, que le « Quartier général des troupes » en révolte siège à la forteresse des Saints-Pierre et Paul. Ce sera la garde prétorienne de la Révolution. L'armée — du moins la garnison de Pétrograd — n'a pas seulement abandonné le régime, elle se dresse contre lui.

Les chefs libéraux prétendent maintenir la dynastie, sauf à imposer la démission du tsar. Celui-ci est parti de Mohilew sur l'appel du gouvernement provisoire et des siens pour rentrer à Pétrograd. Mais le train a été arrêté à Pskow, à mi-chemin entre Dvinsk et Pétrograd. A une station intermédiaire se dirigeant sur Pétrograd, il avait appris les événements et avait donné l'ordre d'aiguiller sur Moscou : « Moscou, disait-il, me restera fidèle. » Mais, à Pskow on avait appris que Moscou avait adhéré à la Révolution : d'où l'arrêt à Pskow. Pendant la nuit, le général Roussky est venu conférer avec l'Empereur et lui a déclaré qu'il ne

APRÈS L'ABDICATION : L'EX TSAR NICOLAS SOUS LA GARDE DE SES SOLDATS

lui restait plus qu'à abdiquer. Les commissaires de la Douma, Goutchkow et Schoulguine, avertis, ont quitté Pétrograd et se sont dirigés sur Pskow avec l'ordre formel du gouvernement provisoire d'exiger l'abdication.

Ils sont reçus par l'Empereur dans son wagon. Du ton le plus calme, celui-ci leur annonce que sa volonté est d'abdiquer. Il se retire et rapporte l'acte d'abdication écrit au crayon :

Par la grâce de Dieu, nous Nicolas II, empereur de toutes les Russies, tsar de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., à tous nos fidèles sujets savoir faisons :

En ces jours de grande lutte contre l'ennemi extérieur qui, depuis trois ans, s'efforce d'asservir notre patrie, Dieu a trouvé bon d'envoyer à la Russie une nouvelle et terrible épreuve. Des troubles intérieurs menacent d'avoir une répercussion fatale sur la marche ultérieure de cette guerre opiniâtre. Les destinées de la Russie, l'honneur de notre héroïque armée, le bonheur du peuple, tout l'avenir de notre chère patrie veulent que la guerre soit menée à tout prix jusqu'à une fin victorieuse.

. . . . . .

C'est pourquoi, d'accord avec la Douma d'empire, nous estimons bien faire en abdiquant la couronne de l'Etat russe et en déposant le pouvoir suprême.

Ne voulant pas nous séparer de notre fils bien-aimé, nous léguons notre héritage à notre frère le grand-duc Michel-Alexandrovich, en lui donnant notre bénédiction à l'instant de son avènement au trône...

LE GRAND-DUC MICHEL-ALEXANDROVICH, FRÈRE DU TSAR

L'empereur pensait qu'il n'avait plus qu'à se retirer avec sa femme et ses enfants à Livadia. Le gouvernement provisoire, qui acceptait son abdication, le protégerait.

Mais, qu'était ce gouvernement provisoire ?

La grave question du pouvoir *réel* avait été tranchée tandis que l'acte de Pskow s'accomplissait. Le gouvernement comptait relever la dynastie en la personne du grand-duc Michel. Mais une voix s'est élevée, celle du Soviet : « Nous ne voulons plus des Romanow, nous voulons la République. »

A la première réunion avec les délégués du gouvernement provisoire, le grand duc Michel comprend qu'il n'a qu'à abdiquer à son tour. Le gouvernement provisoire a capitulé.

Il vient, en effet, de consentir au Soviet cette décision qui décide du pouvoir *réel* et qui décide du sort de la guerre (17 *mars*) :

Les troupes qui ont pris part au mouvement révolutionnaire ne seront pas désarmées et resteront à Pétrograd.

Donc, la révolution est à la fois socialiste et militaire : plus de troupes au front !

En Russie, le programme de Cambrai est en pleine voie de réalisation.

EN ALLEMAGNE. — LA RÉCOLTE DES OBJETS EN CUIVRE ET EN BRONZE

LA SITUATION EN ALLEMAGNE. LES EFFETS DU BLOCUS. DEPRESSION ET MISÈRE

Ayant fait le tour de la grande circonvallation qui assiège l'Allemagne, si nous pénétrons en Allemagne même, qu'y trouvons-nous en cet hiver 1916-1917, moment si critique de la guerre? La misère, le découragement, le sentiment de la défaite. L'élan rapace du début s'est déjà transformé en une atonie croissante qui descend lentement vers le désespoir. Si une cause quelconque ne vient pas, du dehors, relever le dedans, « l'arrière » allemand, par lui-même, s'effondrera.

Tandis que, au point de vue militaire, Ludendorff envisageait la « catastrophe », elle était non moins menaçante au point de vue moral et, sans doute, le sentiment de la défaite imminente était le principal agent de ce découragement. Les victoires remportées en Roumanie avaient donné comme un sursaut au ressort allemand ; mais, annoncées par l'Empereur lui-même comme *décisives*, elles ne décidaient rien et on s'en aperçut bientôt.

Un observateur officiel de l'opinion allemande, à cette date, résumait son opinion sur les dispositions de la masse du peuple pendant cet hiver, en ces lignes formelles : « Le doute n'est pas permis : *au printemps de* 1917, l'Allemagne était dans un tel désarroi moral qu'il eût suffi d'un coup rapide et vigoureux pour précipiter sa retraite et sa ruine. » (1) Ce coup eût, sans doute, été assené par l'offensive décidée pour février par le général Joffre ; le simple fait de l'avoir retardée est historiquement une faute de portée incalculable.

Ludendorff donne, dans ses *Souvenirs de guerre*, un tableau des différentes classes du peuple allemand à cette date :

Le G. Q. G., écrit-il, avait acquis, dès lors, la convic-

(1) V. André HALLAYS *L'Opinion allemande pendant la guerre*, p. 113.

tion que la mentalité du peuple allemand n'était plus saine (I, p. 364)...

Une partie des travailleurs allemands, laissés sans direction par le gouvernement, aveuglés et excités par la propagande, ont précipité la patrie, leurs camarades et eux-mêmes dans un malheur immense. Cela demeurera toujours, pour cette partie de la classe ouvrière allemande, un reproche d'une terrible gravité.

Après avoir insisté sur les difficultés du ravitaillement et sur l'échec de la fameuse organisation civile pour la distribution des vivres, il constate :

Le fléchissement de l'esprit public fut souvent en relations essentielles avec la nourriture... Il y eut, chez un grand nombre d'individus, une certaine déperdition de la force de résistance corporelle ou spirituelle qui donna naissance à une *opinion publique lâche et hystérique*... Le blocus agissait. La propagande pacifiste trouva dans le pays un terrain favorable. Elle se tourna ensuite vers le soldat du front qui était devenu lui-même susceptible d'être atteint. Blocus et propagande commencèrent à faire chanceler peu à peu notre moral et à ébranler notre confiance dans la victoire. Le désir de paix qu'ils faisaient naître prit des formes *qui approchaient de la lâcheté, qui menaçaient de diviser notre peuple et qui abaissaient l'esprit de l'armée.* (P. 395.)

Et, enfin (car on ne peut tout citer), cette appréciation sur le rôle de la bourgeoisie et des classes intellectuelles qui paraissaient, cependant, la plus solide assise de l'Empire bismarckien :

La masse considérable de la bourgeoisie, avec son individualisme, ses prétentions au savoir universel et son manque de discipline, continua de suivre sa route et se tint à l'écart orgueilleusement, dans une réserve inquiète et *sans faire preuve d'aucun caractère.* Elle n'avait pas non plus le sentiment de sa responsabilité vis-à-vis de la patrie... Le manque de discipline et de moralité de la plus grande partie du peuple, l'agitation des socialistes indépendants ne trouvèrent aucun contrepoids dans la bourgeoisie. C'est un triste et affreux spectacle que de voir des Allemands, autrefois sensés, perdre la tête dans la détresse présente et se laisser enlever sans réagir ce pour quoi ils avaient jusqu'à présent vécu. *La bourgeoisie se rendit ainsi responsable de l'abaissement de notre pays.* (P. 406.)

Dès cette époque, Ludendorff ne concevait plus d'autre solution, pour maintenir l'arrière, que l'institution d'une dictature militaire soumettant la direction de tous les services publics au seul Grand Quartier général (1). Solution absurde, mais qui, en tout cas, était, d'ores et déjà, absolument irréalisable.

Il faut suivre, dans les faits eux-mêmes, les évolutions de l'opinion publique pour voir comment, passant par les alternatives les plus extrêmes, elle avait, dès lors, perdu l'équilibre.

L'échec devant Verdun avait été la grande déception de cette année 1916; il avait suffi pour rejeter dans l'ombre tous les succès remportés en Serbie, sur le front russe et ailleurs. On avait tant prôné « la grande pensée stratégique », « le trait de génie », la chute de l'« épine dorsale » de la défense française, Douaumont ; et, après d'immenses sacrifices, le fait était là: Verdun n'avait pas succombé ; Verdun avait repoussé le cercle de fer qui, un moment, avait paru l'enserrer jusqu'à l'étouffer : la « place-maîtresse », le « clou de la défense », restait français. De là un abattement infiniment plus profond qu'après la bataille de la Marne ; car, celle-ci, en somme, le peuple ne l'avait pas connue.

Cependant, un immense espoir était revenu au cœur à la nouvelle que Hindenburg et Ludendorff remplaçaient Falkenhayn : Hindenburg, c'était le fétiche allemand, le héros national, le dieu de la guerre, celui qui avait reçu, de la providence germanique, la mission de salut. N'était-il pas l'Allemand type, un survivant de l'âge épique des Moltke et des Bismarck, le « grand Mazurique », comme Annibal, le « grand Punique » ? « *Nous voulions Hindenburg; nous voulions Ludendorff; nous les voulions depuis longtemps !* » s'écriait-on dans les rues et dans les camps... « Un grand soldat, un caractère d'airain va, maintenant, habiter la tente du généralissime allemand. » — « Le nom de Hindenburg, à lui seul, vaut une armée ; il a à l'étranger le son de notre épée; il représente, pour nous et nos alliés, un

(1) Bethmann-Hollweg dit en propres termes : « La dictature à laquelle aspirait Ludendorff. » (*Considérations*, p. 171).

EN ALLEMAGNE. — L'IDOLE HINDENBURG
AU CENTRE : LA STATUE DE BOIS AUX CLOUS DE FER, D'ARGENT ET D'OR

capital de confiance et de certitude victorieuse. »

Les personnes de sens rassis, les ministres responsables, ceux mêmes qui devaient périr de l'avènement des « Dioscures », partageaient cet engouement:

Bethmann-Hollweg écrit :

> Depuis Tannenberg, le feld-maréchal Hindenburg a été le vivant symbole de la croyance populaire allemande. Et il est resté le héros du peuple, même lorsque le sort ne voulut pas lui accorder la victoire finale. Autour de ses mérites militaires se tissaient des forces morales indéfinissables. Il avait été le sauveur de l'Est. La nation croyait et était convaincue que lui seul pouvait, en nous délivrant de nos entraves sur tous les fronts, nous conduire à la victoire. Le peuple se serait considéré comme frustré de sa plus grande force si nos destinées militaires n'avaient pas été confiées au feld-maréchal von Hindenburg. D'autre part, l'Allemagne aurait accepté *une paix même mesquine, mais seulement avec Hindenburg comme chef et seulement avec son assentiment.* L'importance psychologique de ces facteurs était inouïe. Pendant l'été de 1916, j'en ai fait un exposé à l'Empereur *avec une énergie qui ne pouvait être surpassée* (1).

Rien de tel ne s'était produit en France, nul engouement comparable pour un chef, quel qu'il fût. La statue de bois aux clous de fer entraînait les imaginations sur un plan légendaire où aucune autre personnalité humaine n'a jamais atteint de son vivant. Tel était l'état d'aberration où quarante ans de politique impériale et « mondiale » avaient porté le bon bourgeois allemand ! Et, de ce plan exalté, il n'est pas encore retombé !

Les succès remportés en Roumanie confirmèrent, d'abord, ces espérances. Il y avait eu un moment de véritable affolement quand la Roumanie avait déclaré la guerre : la joie n'en fut que plus grande quand on vit cet adversaire tant redouté, abattu si facilement. La presse exultait : « Sous la direction de chefs militaires habiles et méthodiques, les compagnons d'armes allemands, bulgares et turcs volent de victoire en victoire. Nous sommes revenus aux jours glorieux où nous traversions en tempête la Belgique et la Serbie. »

Ludendorff insiste, dans ses *Souvenirs*, sur les excellents effets du ravitaillement en blés, en pétroles, en bétail venu de la Roumanie.

Or, comme une confirmation logique et glorieuse de cette nouvelle phase heureuse des

(1) *Considérations*, p. 169.

événements militaires, on apprend que l'Allemagne magnanime offre la paix à ses adversaires.

Les propositions du 12 décembre et l'appel au président Wilson parurent un achèvement et un couronnement. La diplomatie allemande allait mettre le sceau aux succès militaires; et c'était la fin de toutes les misères, — la paix. Quand il ne s'agissait, au fond, que d'une ruse stratégique du Grand Quartier général pour amorcer la guerre sous-marine, on croyait dur comme fer que l'Angleterre, terrorisée, et conseillée même par l'Amérique, allait être réduite à capituler. Les deux initiatives simultanées: propositions de paix et menaces de la guerre sous-marine sans restrictions, étaient accueillies par l'adhésion enthousiaste de l'opinion tout entière. Scheidemann lui-même, tout en rejetant la responsabilité de la guerre sous-marine, adhérait au principe dans les termes les plus expressifs, comme conclusion de son exposé au Reichstag du 27 février 1917.

Ce sont nos ennemis qui, en refusant nos ouvertures de paix, nous forcent à prendre ce parti. Lloyd George est le parrain des nouvelles décisions prises par les dirigeants de l'Empire en ce qui concerne la guerre sous-marine. La guerre sous-marine à outrance a été véritablement décidée par la conférence des Alliés à Rome. Maintenant que cette décision est prise, maintenant que la chose est en route, nous ne pouvons plus que souhaiter de tout cœur *que cette guerre nous apporte bientôt la paix.*

Tels étaient les heureux résultats de l'astucieuse manœuvre du Grand Quartier général. En fait, les choses s'étaient passées ainsi qu'il suit: dès la Conférence de Cambrai, les grands chefs militaires avaient décidé de recourir à la guerre sous marine sans restrictions. Mais il y avait une résistance très forte dans le peuple, dans l'élément civil, chez les alliés; tous comprenaient que l'on courait un risque terrible, à savoir de déclencher l'intervention américaine. Dès le 19 décembre, Lloyd George ayant prononcé le discours par lequel il rejetait les propositions de paix, Ludendorff, qui n'attendait que cela, avait télégraphié à Bethmann-Hollweg qu'il n'y avait plus qu'à pousser la guerre sous-marine à fond. Hindenburg intervient de haut auprès du chancelier, le 26 décembre :

Dans mon télégramme, j'avais insisté sur la nécessité d'agir bientôt énergiquement sur mer, *parce que c'est pour moi l'unique moyen de terminer rapidement la guerre.* Votre Excellence ne croit pas pouvoir encore entrer dans cette voie, mais notre situation militaire ne permet pas que l'on ajourne des mesures militaires qui ont été reconnues bonnes et que l'on paralyse ainsi l'énergie de la direction de la guerre.

Le prenant sur ce ton, Hindenburg ne pouvait pas ne pas l'emporter ; mais « le dieu de la guerre » assumait la plus grave responsabilité : il ouvrait l'outre d'Éole. La majorité du Reichstag s'inclina. Bethmann-Hollweg, qui avait sa charge de responsabilités, n'osa pas assumer celle de s'opposer à une mesure réclamée d'un tel ton. En somme, ce n'était pas de sa compétence. Le 9 janvier, une conférence eut lieu devant l'Empereur: « Le lendemain, écrit Bethmann-Hollweg dans ses *Mémoires,* la direction suprême de l'armée demanda à l'Empereur un changement immédiat de chancelier. »

Une fois de plus, le civil avait obéi. Maintenant, puisque Hindenburg l'avait promis, c'était la victoire. Le public était plein d'enthousiasme, persuadé qu'il touchait au but.

Mais voici que les grandes désillusions commencent : d'abord, les dernières journées, si accablantes, de la bataille de la Somme et la marche des alliés sur Cambrai ; bientôt la rupture diplomatique venant du président Wilson, l'énergique défense opposée par les Alliés à la guerre sous-marine sans restrictions; enfin une nouvelle invraisemblable et qui ruine l'espoir ingénu en l'infaillibilité de Hindenburg et de Ludendorff, l'annonce du « repli stratégique » de Noyon sur la ligne Hindenburg. Nous allons dire ses raisons et son caractère stratégique : pour le moment, ne mesurons que l'effet produit sur le public allemand.

Dès le 20 février, le bruit avait commencé à circuler. La nouvelle est officielle le 1er mars. Pour les masses, être vainqueurs, c'est marcher

de l'avant. Reculer, c'est être vaincu. Or, il s'agit d'un recul soudain et portant sur une partie considérable du front et dans la région qui avoisine le plus la capitale ennemie... Mais, alors, c'est tout le contraire de la victoire finale promise par la prise de Paris ; s'il en est ainsi, pourquoi cette prolongation d'une guerre épuisante ? L'abîme apparaît entr'ouvert. L'État-Major prodigue en vain les explications, surabonde en raisons stratégiques « géniales » ; arguë de la création d'un « glacis désert » empêchant l'avance de l'ennemi ; on ne l'écoute plus... Il a tant expliqué déjà.

Et puis, ventre affamé n'a pas d'oreilles ; et c'est la dernière et la plus grave cause d'abattement et de désespérance : au point de vue de l'alimentation, l'hiver est de plus en plus accablant ; le mal, à peine tolérable au début, est devenu insupportable à la fin.

Ici, c'est au témoignage de celui qui souffre, c'est-à-dire du peuple lui-même, qu'il faut en appeler : car le mensonge administratif et politique ne peut pas étouffer la plainte de ce qui, chez ce peuple glouton, finit par devenir, selon le mot de Ludendorff, une « hystérie alimentaire ».

Voici donc ces plaintes que le parti adverse recueille dans les lettres écrites aux soldats et aux prisonniers et qui devaient lui servir d'avertissement sur l'état matériel et moral des masses chez l'adversaire : et cela dans toutes les provinces de l'Empire.

Berlin, 13 *janvier* 1917 :

Il faut que nous mangions des betteraves, comme les vaches. Qui aurait pu croire que nous serions ainsi affamés ? Les riches ont à bouffer ; seuls nous sommes à plaindre.

9 *février :*

Comment cela va-t-il sur le front ? A quand la fin de la guerre ? J'ai horriblement faim !...

Et 22 *mars :*

J'ai parcouru aujourd'hui toute la rue R... à la recherche de quelque chose à manger. Mais je suis rentrée comme je suis sortie... On rentre du travail et on ne peut manger à sa faim. Le matin, en me levant, j'ai faim, et le soir je me couche affamée. Et il y en a tellement qui sont dans notre condition !

EN ALLEMAGNE. — LES ÉCOLIERS VONT PIEDS NUS

De Hambourg, 15 *février* :

Ici, il n'y a plus rien à brûler, ni à manger, que toujours des choux-raves ; plus de pommes de terre, et même on commence à rationner les choux-raves. Qu'adviendra-il de tout cela ? Il faut que la guerre finisse bientôt.

D'Osnabruck, le 18 *janvier :*

Le seul problème est la question des vivres. Il faut remplacer les pommes de terre par des raves, mais que le diable en mange s'il veut !

Et le 12 avril, le problème est nettement posé :

Lorsqu'on examine attentivement la situation, alors on arrive à conclure qu'une décision doit intervenir cette année, bonne ou mauvaise.

La campagne a encore quelques ressources, des réserves ; mais cela crée un dissentiment latent entre les villes et les campagnes ; l'unité nationale, si peu solide, en est profondément atteinte. On écrit d'*Erle, le* 11 *mars* :

Par ici, les gens n'ont plus rien à manger. La ville n'a pas de pommes de terre ; on ne touche que de la betterave et des navets. Je ne peux te décrire la situation. Si l'on

n'avait pas soi-même quelques réserves de vivres, on souffrirait de la faim.

De cette différence, il résulte que le moral des campagnes est un peu plus solide. *De Borgentreick, le* 30 *mars* : « Ici tout a été réquisitionné, mais absolument tout, le blé, la viande, les haricots, l'orge. Nous avons maintenant les mêmes rations que les habitants des villes. Mais nous nous en contentons volontiers : *il faut tenir à tout prix.* »

Ce sursaut est purement accidentel et local : de la province rhénane, qui est une des plus riches et qui ne donnera pas trop, à la dernière heure, le spectacle de la misère, ce cri de détresse part le 22 février 1917 :

« Dimanche prochain, j'irai avec M. S..., à H... ; car je souffre terriblement de la faim. Ici, je n'ai rien, mais rien du tout à manger. Si je puis rester un certain temps à H..., je le ferai, car pour la nourriture la situation est épouvantable !

Pourquoi multiplier les témoignages, ils se comptent par milliers. La fameuse « organisation » allemande n'avait pas su prévoir cette situation d'une place assiégée qui devait être, un jour, celle de l'Allemagne, si la guerre se prolongeait ; les militaires avaient cru au fameux plan de Schlieffen, à la victoire en quelques semaines avec écrasement de l'ennemi ; on n'avait pas admis que l'invasion de la Belgique n'assurerait pas une ouverture constante sur le front de mer ; on n'avait pas compris que la guerre sous-marine avec anéantissement des vies humaines même neutres, avec destruction de l'épargne humaine, aurait fatalement pour corollaire le blocus maritime rigoureux que l'Angleterre a toujours considéré comme son arme de domination la plus puissante dans le monde. Ainsi se retournait la devise insolente de Guillaume II et du grand amiral Tirpitz : « Notre Empire est sur les eaux ! »

ORGANISATION DU BLOCUS. BLOCUS A DISTANCE. RATIONNEMENT ET « CONTINGENTEMENT ». Juste revers des choses d'ici-bas : la mer était mobilisée par le monde contre l'Allemagne puisque l'Allemagne avait rêvé de la mobiliser pour dominer le monde. Or, ce fut ici une des grandes imprévoyances de l'Allemagne ; elle n'avait pas compris que son isolement économique l'écraserait si elle ne venait pas rapidement à bout de ses ennemis, et elle avait accumulé contre elle-même les insuffisances économiques par une confiance exagérée dans sa supériorité militaire.

Et pourtant on ne peut pas dire que ce point de vue n'ait pas été considéré en Allemagne. Le général von Kuhl, qui nous révèle ce que l'on peut savoir des secrets de l'Etat-Major, s'explique en ces termes sur le choix de l'offensive sur la Belgique et la France :

Les raisons stratégiques n'étaient pas les seules que l'on dût considérer. En aucun cas l'ennemi ne devait s'avancer jusqu'au Rhin, sans quoi notre région rhéno-westphalienne se trouvait dans un extrême danger, notre charbon de la Sarre et notre minerai de Lorraine seraient perdus. Nos territoires les plus importants *au point de vue économique* se trouvaient malheureusement le long de nos frontières ; dans l'Est, le bassin houiller de Haute-Silésie et nos régions agricoles de Silésie et de Prusse Orientale. Ne pouvant protéger *tous les centres économiques*, nous devions préserver les plus importants. Si nous perdions nos districts de l'ouest, il nous devenait impossible de continuer la guerre.

Ces considérations n'étaient donc pas éloignées de l'esprit de l'Etat-Major ; mais il n'y trouve que la justification de sa formidable erreur stratégique, celle qui consiste à violer la neutralité belge et à déchaîner l'intervention de l'Angleterre. On subordonnait le sort général de la guerre à ce fait particulier : la protection de tel ou tel point du territoire. Erreur colossale ! C'est comme si l'État-Major français eût, sur le conseil de quelques hommes de compétence restreinte, subordonné tout le plan de la grande guerre à la défense du bassin de Briey.

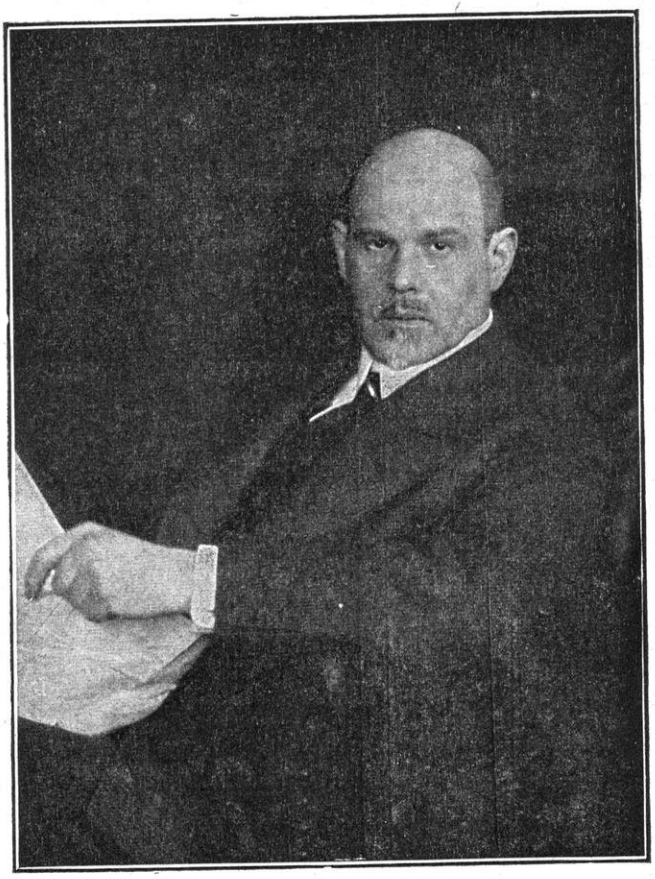
Les conséquences économiques de la guerre ayant ainsi attiré l'attention de l'Etat-Major allemand, qu'a-t-il fait pour y parer? Rien ou à peu près rien, du moins dans la première partie des hostilités, sous Moltke et sous Falkenhayn. Celui-ci dit à peine deux

mots, dans ses *Mémoires de guerre*, sur cette importantissime question. D'ailleurs, voici encore l'aveu de von Kuhl :

« L'État-Major ne pouvait résoudre *seul* ces questions. Elles auraient dû, *en temps opportun*, être mises en discussion par les autorités navales, étudiées en liaison par les *autorités militaires et civiles*, puis soumises à l'autorité supérieure qui aurait indiqué la solution d'ensemble. *C'est ce qu'on a souvent négligé de faire.*

Etrange « omission », puisqu'elle était de telle conséquence ! Omission qui justifie la plainte *après coup* d'un autre membre de l'Etat-Major, le général von Freytag-Loringhoven :

Les moyens d'obtenir une décision radicale de la guerre mondiale ont échappé aux armées, alors que la situation stratégique *est subordonnée à la situation économique mondiale* (1).



W. RATHENAU

Tout au plus, un Allemand de haute valeur intellectuelle, l'israélite W. Rathenau eut-il, à ce sujet, quelques intuitions qu'il essaya de réaliser en créant la « Direction des matières premières de guerre », organisée par le décret du 13 août 1914. Cet office, comme on le voit par les textes précédents, ne fonctionna jamais que médiocrement et n'aboutit guère qu'à une immense désillusion. Et quand Ludendorff, comme il l'a expliqué surabondamment et un peu emphatiquement, dans ses livres publiés après la guerre, essaya d'organiser quelque chose sous la direction du G. Q. G., il était trop tard. Les ressources que l'imprévoyance des administrations civiles n'avait pas su accumuler manquaient et rien ne pouvait plus les remplacer. Le système des ersatz ne pouvait être qu'un palliatif ; d'autre part, l'adversaire avait opposé à la guerre sous-marine sans restrictions l'organisation du blocus général et à fond. Dans ce duel de prévoyance et d'intelligence, l'Allemagne devait finalement succomber.

On a remarqué avec raison que l'expérience coloniale de la plupart des grands chefs militaires français, Joffre, Galliéni, Lyautey, Gouraud, Mangin, les avait entraînés, même avant la guerre, à discerner l'importance de l'ordre économique et les avait habitués à collaborer avec les autres services : marine, finances, affaires étrangères, commerce, agriculture, etc. Notre haut Etat-Major n'était pas resté enfermé dans sa tour d'ivoire ni dans son orgueil corporatif. Cet avantage fut décisif. La collaboration de l'armée et du pays en fut plus étroitement assurée.

Nous avons signalé déjà l'initiative prise à l'Etat-Major du général Joffre en octobre 1915, et qui aboutit à la réunion d'une conférence des Etats-Majors interalliés à Chantilly en vue « d'étudier les dispositions à adopter pour assurer entre les commandants en chef des armées alliées une communauté de vues constante, aussi bien dans les mesures à prendre au point de vue militaire que dans celles à proposer à leur gouvernement dans l'ordre diplo-

(1) Voir les belles études de M. Pierre BRUNEAU: *Le rôle du Haut Commandement au point de vue économique*, dans *Revue militaire générale*, numéros de septembre 1921, février 1922, mars 1922 et suiv.

matique et *économique* ». Au même moment, le général Joffre créait, au G. Q. G., un rouage économique sous la direction du capitaine François-Marsal.

Cette initiative, de caractère exclusivement militaire, concordait avec les vues du Gouvernement. Galliéni, ministre de la Guerre, le prenait en main dès janvier 1916 ; elle trouvait, dans les autres administrations, un terrain bien préparé.

Dès le début de la guerre, on avait songé à organiser la lutte contre la contrebande destinée à favoriser l'approvisionnement de l'ennemi : l'amiral Moreau était venu trouver M. Jean Goût, sous-directeur au ministère des Affaires étrangères, et lui avait suggéré de chercher, à ce sujet, les bases d'un premier accord économique, naval et militaire, avec l'Angleterre : c'était un premier pas dans le sens de l'organisation interalliée du blocus. La négociation fut immédiatement engagée avec Londres, et l'accord se fit sur les bases de la convention de Londres de 1919, modifiée en deux points extrêmement importants : 1° La destination hostile de la contrebande *relative* est présumée si les marchandises sont consignées à ou pour le compte d'un agent des Etats ennemis, d'un commerçant ou de toute autre personne agissant sous le contrôle d'un Etat ennemi ;

2° La théorie du *voyage continu* est applicable à la contrebande *relative* ; les marchandises sont sujettes à confiscation s'il est établi qu'elles sont destinées à l'Etat ennemi ou aux autorités d'un Etat ennemi, quel que soit le port de destination du navire ou celui où les marchandises doivent être débarquées.

C'était déjà le principe du « blocus à distance » qui se faisait jour, et déjà aussi se posait la grave question des neutres, intermédiaires de la contrebande. L'Etat-Major allemand avait compris l'avantage qu'il pouvait tirer, à ce point de vue, de la situation des neutres qui entouraient l'Allemagne : Suède, Norvège, Danemark et surtout Hollande et Suisse. Ces deux derniers pays importèrent. à un certain moment, « jusqu'à *dix fois* plus de denrées qu'il ne leur était nécessaire et ravitaillaient ainsi l'Allemagne » (1). Telle était la principale raison pour laquelle l'Etat-Major allemand avait, de propos délibéré, ménagé la neutralité de la Hollande.

Dès octobre 1914, la question de la contrebande par les neutres apparut comme devant être décisive sur l'issue même de la guerre. On fit savoir, dès lors, aux pays intermédiaires de la contrebande, qu'ils avaient à choisir : ou voir abolir leur commerce maritime, ou consentir à le limiter selon leurs besoins avérés et raisonnables. Les commerçants hollandais furent les premiers à comprendre que c'était leur existence commerciale et peut-être leur indépendance politique qui était en jeu. Ils proposèrent d'eux-mêmes, d'organiser un grand trust, « Netherland Oversea Trust », qui assumerait la responsabilité de ce que l'on devait appeler bientôt le « contingentement ». La confiance s'établit sur ces bases entre les organismes alliés et le trust et il en fut de même avec celui qui, à l'imitation du trust hollandais, s'établit ultérieurement en Suisse. Cette politique fut un grand bienfait et une preuve de la sagesse réciproque des régimes démocratiques. La paix des esprits dans le monde dépendit sans doute de ces excellentes mesures concertées par le bon vouloir commun.

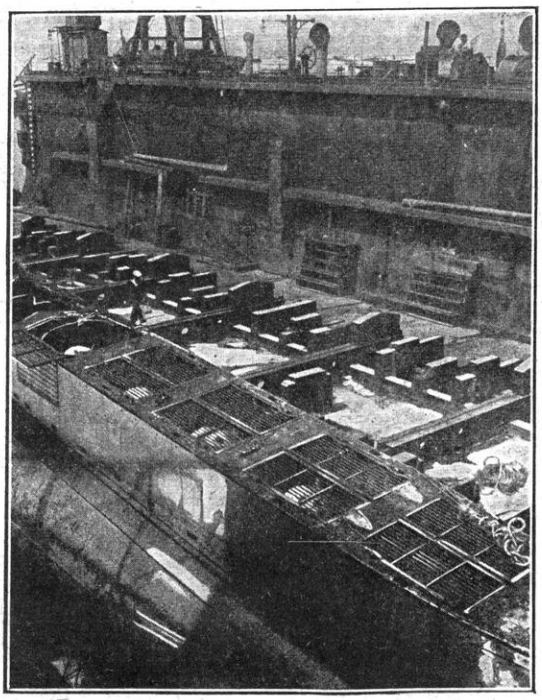
Les principes étaient posés ; l'Allemagne se trouvait sinon isolée, du moins étroitement surveillée et contrôlée : cependant des secours extérieurs lui parvenaient encore par mille fissures, quand elle commit soudain une faute inouïe, dictée, comme toujours, par l'esprit de domination et d'orgueil.

S'appuyant sur le fait que l'Angleterre avait pris à tâche de reconstituer des passages sur la mer en draguant les champs de mines, le gouvernement allemand prétendit qu'il s'agissait d'un blocus des ports et des côtes neutres ; et, le 4 février 1915, il lança une déclaration où, *à titre de représailles*, « toutes les

(1) P. BRUNEAU, *loc. cit.*, mars 1922, p. 221.

eaux entourant les îles britanniques », c'est-à-dire la mer du Nord, la Manche et une partie de l'Atlantique, étaient proclamées *zone de guerre sous-marine.* « Tout navire ennemi qui y serait rencontré serait coulé *sans avertissement préalable* et les navires neutres *pouvaient y être en danger.* »

C'était, par le moyen de l'arme sous-marine, déclarer la guerre à la navigation universelle. Pour parer le coup, il parut qu'il n'y avait pas d'autre moyen que de bloquer, *par représailles*, tout le commerce extérieur qui pouvait atteindre l'Allemagne. Une réunion eut lieu aussitôt à Londres et on décida l'arrêt de tout navire qui se livrerait à ce commerce, mais *sans pertes de vies humaines et sans destruction, ni des navires ni des cargaisons.* Les tribunaux des prises statueraient. C'est ce qu'on appela le « blocus à distance », nécessité par les champs de mines, les sous-marins et autres engins de la science moderne, mais surtout par la déclaration allemande, organisant la guerre sous-marine contre tous. En fait, il s'agissait de la « restriction des approvisionnements de l'ennemi ».



UN SOUS-MARIN POSEUR DE MINES ALLEMAND, CAPTURÉ

En application de ces nouvelles décisions, fut élaboré tout un système réglementant le transport, l'achat, la vente, le contingentement des matières de contrebande ou alimentaires. En mars 1915, fut constitué le « Comité de restriction » sous la présidence de l'amiral Moreau. Peu à peu, les procédés d'action se précisèrent. A la suite de la conférence de Londres, les bases du blocus moderne étaient établies. Le comité se complétait par la création d'une « commission des dérogations » destinée à laisser toute la latitude possible au commerce légitime. Le système fonctionnait dès le milieu de l'année 1915.

C'est alors que M. Denys Cochin, ministre d'Etat, reçut la présidence du « Comité de restriction » et bientôt, en raison de sa haute compétence et de son esprit de loyauté et de modération incontestable, avec le titre de sous-secrétaire d'Etat dépendant des Affaires étrangères, la direction de l'ensemble des services relatifs au blocus.

En relation constante avec lord Robert Cecil qui était chargé des services analogues en Angleterre, M. Denys Cochin donna une impulsion énergique à cette grande affaire du blocus. Les causes de conflit ne manquaient pas, soit avec les neutres d'Europe, soit avec les Etats-Unis d'Amérique : mais tous ces litiges furent réglés dans un esprit d'équité et de modération, tout différent des procédés allemands qui n'hésitaient pas à passer outre aux règles internationales et aux lois de l'humanité.

Pour ménager les neutres, il fut créé, à Paris, une Chambre interalliée des « contingentements » s'appliquant spécialement à régler le cas de la Suisse, celui de la Grèce, en créant à Athènes un « Bureau commercial », etc., etc.

En juin 1916, se réunit à Paris sous la présidence de M. Clémentel une conférence économique des Alliés chargée d'envisager l'ensemble du problème économique. Il s'agissait d'une sorte d'alliance économique visant à la fois le temps de guerre et le temps d'après la guerre. Les résolutions de la Conférence furent groupées en trois chapitres sous les trois rubriques suivantes : 1° mesures pour le temps de guerre ; 2° mesures transitoires pour la pé-

riode de reconstruction commerciale, industrielle, agricole et maritime des pays alliés ; 3° mesures permanentes d'entr'aide et de collaboration entre les Alliés. Pendant la guerre, ces résolutions furent respectées ; mais, après la guerre, elles furent immédiatement écartées : bien des misères et des injustices s'en sont suivies. On avait prévu aussi la constitution d'un « Comité international d'action économique » qui se réunit sous la présidence de M. Denys Cochin. La compétence de ce comité s'étendait non seulement sur l'application du blocus maritime mais sur l'organisation d'un blocus financier. M. Denys Cochin, malgré les deuils cruels qui le frappaient, présida encore à cette œuvre immense.

Dès l'entrée en guerre des Etats-Unis, s'instaurait une « politique du blocus » englobant la grande république américaine. Déjà l'Italie était entrée dans le consortium ; mais la puissance économique des Etats-Unis apportait un appoint formidable. Comment les Allemands, affolés par l'idée du succès immédiat de la guerre sous-marine à outrance, n'avaient-ils pas prévu cela?

Une fois l'ensemble du système (dont nous dirons plus loin les effets sur la fin de la guerre) mis sur pied, M. D. Cochin prenait le parti de se retirer. Par lui une œuvre considérable était accomplie. En se séparant de M. Ribot, devenu président du Conseil, il écrivait à celui-ci :

J'avais à mener à bien, et j'y tenais, le blocus de l'Allemagne. J'espère avoir rendu là quelques services, présidant aux travaux excellents du Comité de restriction, arrangeant les dissentiments avec les Alliés, accoutumé aux sautes de vent de l'Angleterre et aux détours de l'Italie, apaisant aussi les tiraillements entre nos divers ministères, enfin réglant les choses sans concession ni folle enchère. C'est au moins ce que j'ai essayé dans ce domaine où beaucoup de liberté m'a été accordée... Je m'en vais tranquille ; car, d'abord, l'Allemagne est dans une misère noire ; et, d'autre part, pour l'achever, nous ne pouvons plus faire grand'chose ni Lord Robert Cecil ni moi. La grosse clef pour resserrer le blocus est aux mains du président Wilson. J'ai accablé le Gouvernement américain de mes suppliques et de mes renseignements. Grâce au concours actif et intelligent de notre ambassadeur, grâce au précieux appui, à Paris, de M. Sharp, la cause est gagnée ; nos vues, nos méthodes sont adoptées. Le blocus se fera désormais en Amérique et par l'Amérique...

M. Denys Cochin donnait sa démission le 16 août 1917 et était remplacé au blocus par M. Métin, député.

Si l'on repasse dans l'esprit les résultats de cette conférence de Cambrai jusqu'ici à peine signalée par l'histoire, et qui avait marqué pourtant l'avènement tant attendu de Hindenburg et de Ludendorff, on voit que, finalement, les grands espoirs conçus aboutirent, presque partout, à des échecs : échec, de la « manœuvre pacifiste », échec des « propositions de paix », échec de la guerre sous-marine qui n'aboutit qu'à provoquer l'intervention de l'Amérique. La méthode nouvelle réussit, il est vrai, en Russie, puisque la Révolution anti-tsarienne et la chute de Nicolas II devaient amener bientôt la défection de l'alliée russe, mais au prix de quelles conséquences pour la civilisation et pour l'Allemagne elle-même !

Quoi qu'il en soit, ce succès compense, en apparence, les graves échecs enregistrés d'autre part puisqu'il laissa à l'Allemagne un répit. Ce fut ce réconfort venu du dehors dont nous parlions en commençant ce chapitre.

Un tel avantage, l'Allemagne n'avait pu l'obtenir que par suite d'une erreur des plus graves, commise par l'Entente sur le terrain militaire : la chute du général Joffre. Cette chute avait, en effet, retardé la reprise de l'offensive décidée pour le 15 février 1917. Or, exactement à cette date, Hindenburg ordonnait le fameux repli stratégique. Que fut-il arrivé si la coïncidence exacte de l'offensive prévue et de la retraite ordonnée avait permis de tomber sur celle-ci et de la transformer en déroute ?... Mais nous voici ramenés sur le terrain militaire et, après un long détour, nous avons à reprendre les faits de la guerre sur le front occidental.

CHAPITRE LXVIII

LA CRISE MILITAIRE DE 1917

Le plan de campagne de Chantilly. — Nivelle succède à Joffre.
Malaise dans la conduite politique et militaire de la guerre. — La manœuvre principale est transportée de la Somme sur l'Aisne. — Le recul stratégique allemand sur la ligne Siegfried.
L'offensive : la bataille de Vimy et la bataille du Chemin des Dames-Moronvilliers, les 9 et 16-17 avril 1917.
Une nouvelle politique de guerre

La crise générale qui atteignait les belligérants et dont nous avons exposé les différents aspects, avait son origine dans la « terrible » bataille de la Somme où l'armée allemande, de l'aveu de son propre chef, Ludendorff, avait été à tout moment « menacée d'une catastrophe ». Mais le résultat presque décisif de cette bataille n'avait pas été compris dans le camp des vainqueurs. Partout, ce n'était qu'une plainte, et les sacrifices, en effet, avaient été énormes : par un extraordinaire renversement des choses, les vainqueurs de la Somme et de Verdun fléchissaient dans leur victoire même et cette contradiction entre les sentiments et les faits donnait naissance à une des crises les plus pénibles de la guerre.

Rappelons les objectifs que s'était proposés le général Joffre en engageant et en poursuivant la bataille de la Somme ; il les avait exposés avec une netteté parfaite dans sa lettre adressée au général Haig : « Il y a lieu de prévoir une *bataille de durée prolongée*... Elle devra être *constamment alimentée* par l'apport de nouvelles forces en vue de *battre finalement l'ennemi* affaibli par quatre mois de bataille à Verdun et sérieusement menacé à l'est par les Russes. » Ce programme, nous l'avons vu se réaliser et se renforcer chaque jour en un *crescendo* « plein de grandeur » jusqu'à arracher le cri d'angoisse de l'Allemagne à la conférence de Cambrai.

Jamais le général Joffre ne s'était départi de sa conception d'un martèlement puissant sur le front de la Somme, rythmé avec les reprises offensives de Verdun et combiné avec les actions des Italiens, de l'armée de Macédoine et des armées russes.

Cependant, de l'ensemble des résultats qu'il obtenait — résultats qui restaient, encore une fois, comme ignorés ou inappréciés de l'opinion française, — l'expérience le portait à dégager sans cesse des mises au point et des améliorations, en un mot des puissances nouvelles. Non seulement Joffre avait le sentiment que la victoire ne lui échapperait pas, mais il avait l'impression de la serrer de plus en plus près au fur et à mesure que l'hiver approchait. Il avait, en effet, adapté sa première idée stratégique aux progrès considérables réalisés sur l'ennemi tant à la Somme qu'à Verdun.

Rappelons encore qu'il avait recommandé souvent, sur la Somme, d'*étendre* les actions

préparées, de prévoir *une large exploitation*, d'entreprendre des *opérations d'ensemble* franco-britanniques et de les intensifier. « L'ennemi est sérieusement ébranlé au nord de la Somme, écrivait-il à Haig, le 9 septembre ; il est utile d'attaquer sans retard sur tout son front entre Ancre et Somme. » Et, le 23, il insistait pour la continuation de la bataille *avec toute l'intensité possible*, afin d'atteindre, à bref délai, la ligne Achiet-le-Grand, Bapaume, Bertincourt. Le 16 octobre, il appliquait nettement son effort offensif au système défensif nouveau de l'ennemi : « L'attitude défensive de l'ennemi ne présente plus, dans la résistance, le même caractère d'acharnement. *Son organisation en profondeur* ne permet d'obtenir, par nos attaques locales, que des succès de peu d'importance. Il faut en revenir aux procédés du début de la bataille : chaque attaque, exécutée sur un *front aussi étendu que possible*, doit viser à conquérir *tous les objectifs que le canon aura pu battre* et être suivie d'une *exploitation à fond*. » Dans une autre lettre à Haig, il insistait, le 18 octobre, sur « la nécessité d'exécuter des actions offensives larges et profondes, *et de ne pas s'arrêter*, au moment où *la résistance de l'ennemi va en diminuant* et où la situation d'ensemble de l'Entente *exige* le développement des succès acquis ».

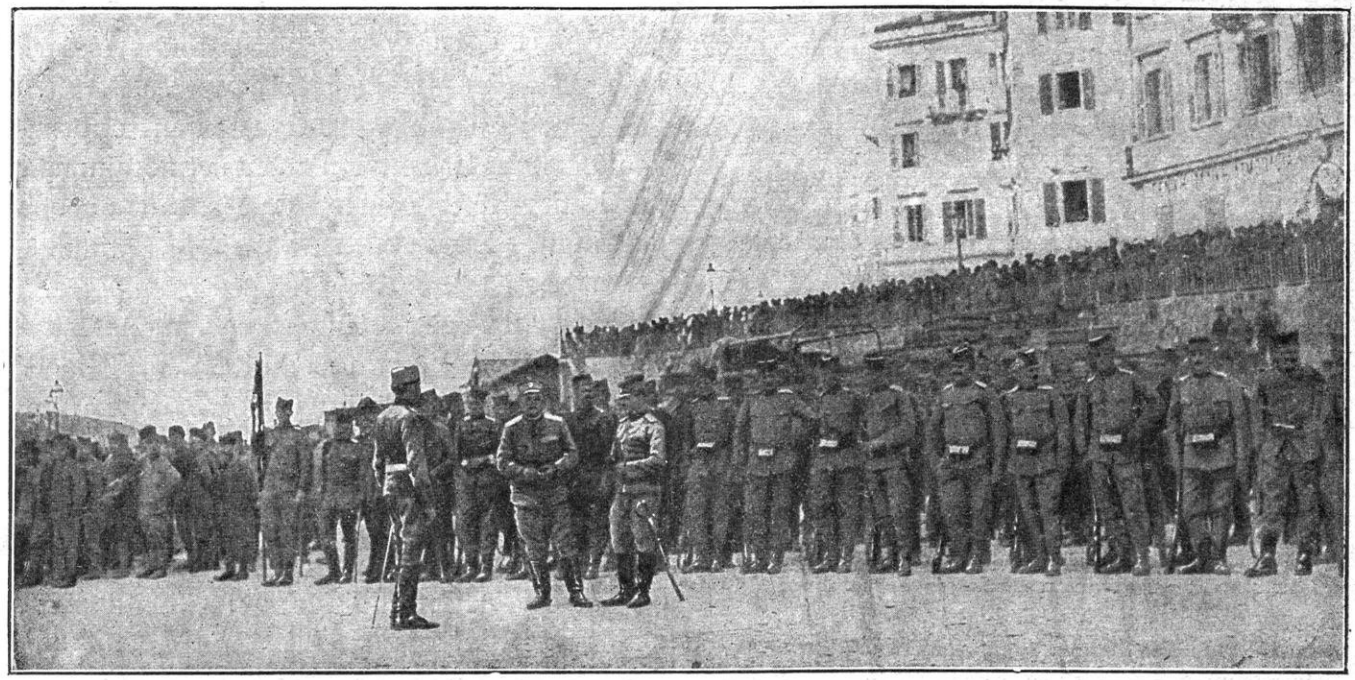
C'était, en un mot, la recherche d'une *forme plus décisive des opérations* au moment où on touchait le but. La première application avait été Bouchavesnes, le 12 septembre, où seule, une tranchée séparait encore le 7e corps de la rase campagne ; mais la plus brillante avait été la victoire de Mangin à Douaumont le 24 octobre.

Joffre, on le voit, ne cesse pas, au cours de l'automne, de harceler Foch et Haig, afin qu'ils élargissent et développent leurs opérations. Le martèlement multiplié précipite les actions comme les idées vers une vigueur et une rapidité plus grandes, et c'est un drame profondément émouvant qui se joue, à cette époque, sur le front occidental.

Six jours après Douaumont, le 1er novembre 1916, le général Joffre envoie, au général Haig, ses premières prévisions pour la campagne de 1917 : On continuera, *pendant l'hiver*, l'offensive de la Somme en vue de poursuivre *sans répit* l'usure de l'ennemi. Dans la conduite des opérations, le principe admis sera la simultanéité des offensives et la grande extension des fronts. L'objectif devient, en effet, stratégique : il s'agit d'engager à fond la « bataille des communications » de façon à pouvoir, par la route de Lille, porter sur le flanc de l'ennemi, cette manœuvre que l'on n'a pas cessé d'avoir en vue depuis la poursuite de la Marne. A ce point de vue, la région d'offensive la plus favorable est entre Arras et l'Oise ; d'où le plan d'opérations suivant : une offensive française entre Somme et Oise, exécutée en même temps qu'une offensive britannique entre Bapaume et Vimy ; le front Le Transloy-Péronne (c'est le Mont-Saint-Quentin) restera initialement défensif, servant de pivot. Chacune de ces offensives pourra être exécutée sur un front de 30 à 40 kilomètres.

Tel est le plan de Joffre pour l'hiver 1916-1917 : POURSUIVRE LA BATAILLE DE LA SOMME AVEC UN ÉLARGISSEMENT STRATÉGIQUE MARQUÉ ET, PAR CONSÉQUENT, UNE MÉTHODE RENOUVELÉE. Ce caractère nouveau ressort de l'ensemble des dispositions prises pour la campagne du début de 1917. C'est ainsi que Joffre songe, un instant, à tenter sur un terrain secondaire, entre Cernay et la Suisse, une opération de rupture, *rapide et par surprise*, qui déterminerait une brèche aussitôt exploitée jusqu'au Rhin. Cette manœuvre offensive devait déterminer l'ennemi à battre en retraite sur un plus large front encore. A Douglas Haig, il faisait connaître, le 13 novembre, la nécessité d'une extension du front britannique et, d'abord, de la relève des 9e et 20e corps français sur 7 kilomètres ; d'autre part, le 15 novembre, à droite de la 10e armée, il faisait entrer en ligne la 3e armée française.

Le même jour, se réunissait la Conférence de Chantilly. On était au début de l'invasion allemande en Roumanie. C'était le moment de frapper sur le front occidental, un coup qui y fixerait la plus grande partie possible des



RECONSTITUTION DE L'ARMÉE SERBE. — FORMATION DE TROUPES A CORFOU

forces de l'ennemi. Il n'y avait pas une minute à perdre.

Jusqu'ici, la bataille de la Somme et sa méthode de martèlement avaient abouti à jeter le désarroi chez l'ennemi et à pomper ses réserves, grâce à l'action combinée des Russes et des Italiens. Maintenant que la Roumanie était entrée en ligne, il fallait prolonger l'effet d'attaque concentrique et, en engageant aussi le front de Macédoine, faire agir de toute sa puissance le front occidental.

Dès le 1er octobre, le général Joffre avait présenté aux commandants en chef alliés les grandes lignes de son plan d'action pour le début de 1917. Celui-ci, adopté en principe par l'Angleterre à Boulogne et par l'Italie à Saint-Michel-de-Maurienne, fut soumis en détail à tous les chefs militaires de l'Entente, les 15 et 16 novembre, à Chantilly. On posa tout d'abord comme principes la simultanéité des offensives et la grande extension des fronts d'attaque. Sur la proposition du général Joffre, le plan d'action de la coalitionfut approuvé tel qu'il avait été exposé et le protocole suivant fut rédigé :

Les conférents donnent leur approbation au plan d'action de la coalition, tel qu'il a été défini dans le mémorandum qui leur a été soumis, plan ayant pour but de donner aux campagnes de 1917 *un caractère décisif.*

Ils prennent, en conséquence, les résolutions suivantes :

I. — SUR LE FRONT OCCIDENTAL.

a. Pendant l'hiver 1916-1917, les *opérations* offensives actuellement engagées *seront poursuivies* dans toute la mesure compatible avec les conditions climatériques de chaque front.

b. Pour être, autant que possible, en mesure de faire face à toute situation nouvelle, et notamment pour *interdire à l'ennemi toute reprise de l'initiative des opérations,* les armées de la coalition seront prêtes à entreprendre des *offensives d'ensemble* DÈS LA PREMIÈRE QUINZAINE DE FÉVRIER 1917 avec tous les moyens dont elles disposeront.

c. A partir de l'époque où les armées seront prêtes à attaquer, les commandants en chef règleront leur conduite respective d'après la *situation du moment.*

d. Si les circonstances ne s'y opposent pas, les offensives d'ensemble, comportant le *maximum de moyens* que chaque armée pourra mettre en œuvre, seront déclenchées sur tous les fronts aussitôt qu'elles pourront être CONCORDANTES (1), aux dates qui seront fixées d'un commun accord entre les commandants en chef.

e. En vue de réaliser tous accords nécessaires dans ces diverses hypothèses, les *commandants en chef* ne cesseront pas de conserver entre eux un *contact étroit.*

(1) Il est admis que la *concordance* sera réalisée s'il ne s'écoule pas un délai supérieur à *trois semaines* entre les dates initiales des offensives déclenchées sur les divers fronts.

II. — Sur le front balkanique.

a. La coalition recherchera *la mise hors de cause de la Bulgarie, le plus tôt possible.* La volonté du haut commandement russe est de poursuivre et d'intensifier dans ce but les opérations entamées.

b. Contre la Bulgarie, les *forces russo-roumaines* agiront dans le *nord* et l'*armée alliée de Salonique* par le *sud*, les actions de ces deux groupements de forces étant *étroitement combinées*, de manière à obtenir la décision sur l'un ou l'autre des fronts d'action, suivant le développement des opérations.

c. L'*armée alliée d'Orient* sera portée aussitôt que possible à l'effectif de 23 *divisions* : cet effectif correspond d'une part à l'importance des troupes qu'il est possible de faire manœuvrer et d'alimenter sur le théâtre d'opérations considéré ; d'autre part, aux prélèvements que peuvent supporter les théâtres d'opérations occidentaux. Dans le but d'atteindre cet effectif, le gouvernement britannique portera sans délai ses forces à 7 divisions, le gouvernement français à 6 divisions ; le gouvernement italien, informé des intentions nettement affirmées par le haut commandement russe, sera sollicité de porter à 3 divisions le contingent des forces italiennes de Salonique

d. L'armée alliée d'Orient sera attentivement entretenue au complet de ses effectifs.

III. — Théatre des opérations secondaires.

Sur tous les *fronts secondaires*, des actions visant à l'*immobilisation des forces ennemies* seront poursuivies avec des moyens aussi réduits que possible, pour réserver le maximum de forces aux théâtres principaux.

IV. — Appui mutuel.

a. Les conférents renouvellent l'*engagement d'appui mutuel* pris à la Conférence du 5 décembre 1915 et pleinement tenu par tous au cours de la présente année, à savoir :

Si l'une des puissances est attaquée, les autres lui viendront immédiatement *en aide dans toute la mesure de leurs moyens*, soit indirectement par des *attaques* que les armées non assaillies par l'ennemi déclencheront sur les zones préparées, soit directement par l'*envoi de forces* entre théâtres d'opérations reliés par des communications faciles.

b. Pour répondre à cette dernière éventualité, des études de transport et d'emploi des forces combinées seront entreprises entre les états-majors franco-anglais et italien.

V. — Entretien des effectifs de l'armée serbe.

Les effectifs de l'armée serbe seront entretenus par enrôlements volontaires de prisonniers de race serbe aux mains de l'Italie et de la Russie, dans toute la mesure et avec toutes les précautions déterminées par ces deux puissances.

Signé : Wielemans, Robertson, D. Haig, Porro, colonel Rudeanu, Palitzine, Pachitch, Joffre.

LA PRÉPARATION DU PLAN DE 1917 POUSSÉE A FOND PAR JOFFRE

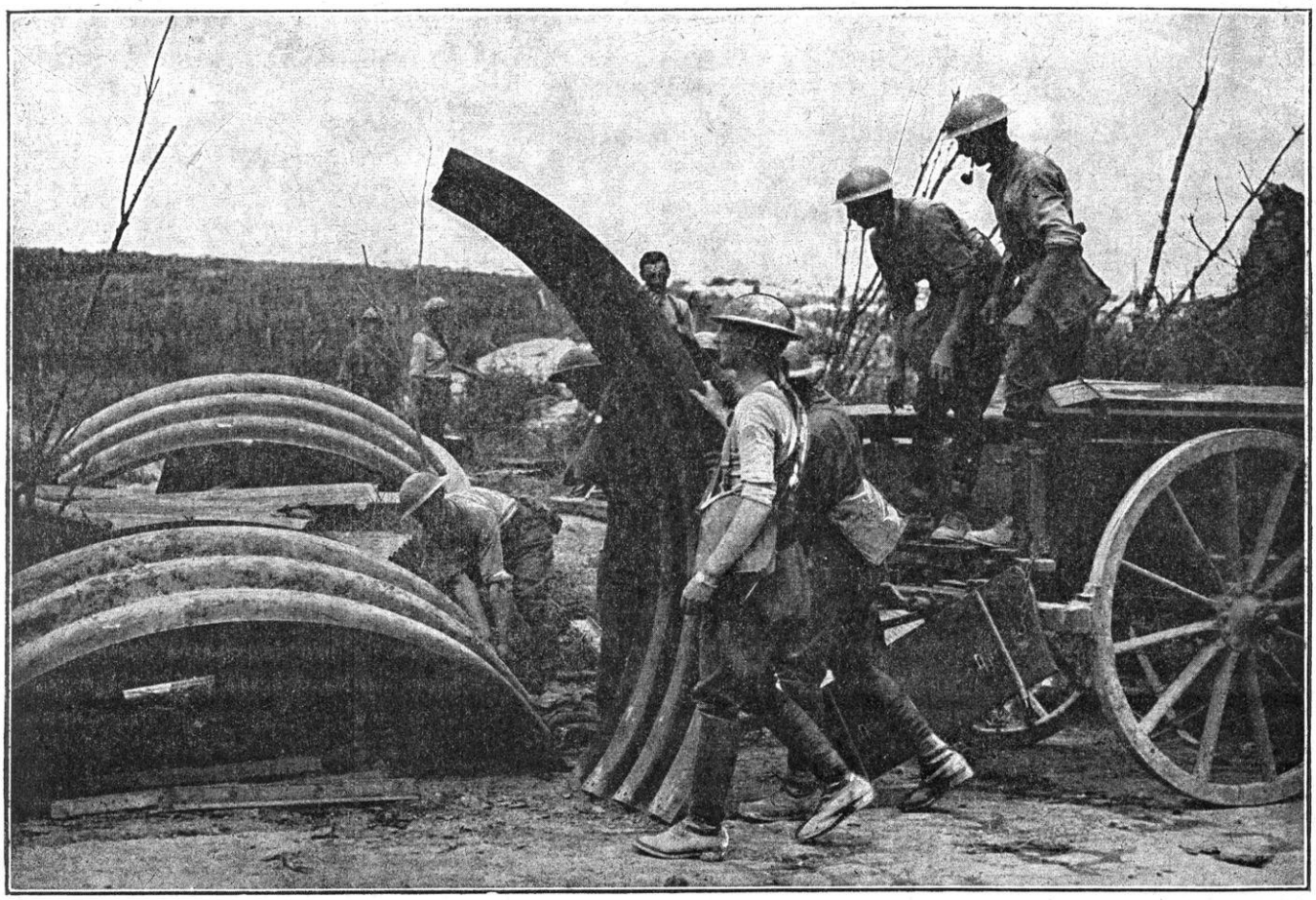
Les propositions du général Joffre étaient ainsi adoptées. Ces résolutions furent approuvées par tous les gouvernements et notamment par le Comité de guerre français, sans aucune objection. « Elles étaient, a écrit M. Painlevé, l'expression même du bon sens. »

Sans qu'il y eût officiellement commandement unique, toutes les armées de l'Entente s'inclinaient spontanément, sans aucune contrainte, devant l'autorité incontestée de Joffre, et se ralliaient aux conceptions de celui qui avait brisé l'invasion de 1914 et qui, malgré la ruée formidable de Verdun, avait su garder l'initiative des opérations. Cette initiative, Joffre entendait, maintenant, lui faire rendre tous ses effets.

Les idées principales étant fixées dans le protocole de Chantilly, — à savoir : continuation de la bataille de la Somme pendant l'hiver, offensive générale des alliés prête pour le 1er-15 février, offensive immédiate combinée dans les Balkans entre les armées russo-roumaines et de Salonique, appui mutuel si l'on est attaqué, — le général Joffre se mit tout entier à la préparation de la campagne.

C'est alors que partent de Chantilly les lettres, les ordres et les instructions destinés à mobiliser ce vaste ensemble. Dans le court espace d'un mois, les textes se succèdent, pressés et concis, empreints d'une certitude sereine émouvante. Il faut en donner ici l'exposé sommaire : on ne peut laisser dans l'ombre ce testament militaire de Joffre.

Dès le 18 novembre, Joffre communique à ses lieutenants le plan d'opérations à poursuivre dans le Nord : il s'agit de rechercher la rupture par une offensive d'ensemble des armées françaises *de la Somme à l'Oise* et une offensive simultanée des armées britanniques *entre Bapaume et Vimy* ; — ces deux offensives seront tenues prêtes *pour le 1er février*. — Les moyens à prévoir du côté français seront : *quatre armées* (10e, 6e, 3e, 1re) ayant chacune en principe 3 *corps en ligne de 4 divisions*, forces devant servir de cadre permanent aux divi-



LA PRÉPARATION ANGLAISE. — SOLDATS CANADIENS AMENANT DU MATÉRIEL

sions appelées successivement à la bataille.

Le 20 novembre, les groupes d'armées sont avertis d'avoir à préparer des *opérations d'artillerie* destinées à entretenir l'usure de l'ennemi, et le général Foch est avisé que la *relève par les Anglais* aura lieu le 1er décembre jusqu'à Bouchavesnes et que la 6e armée doit être retirée par extension de la 10e armée. Au nord de la Somme, on prendra une attitude défensive et, au sud, on fixera l'ennemi ; mais ordre est donné de préparer, pour les opérations futures, *le déploiement de toutes les ressources.*

Voilà donc le rebondissement de la bataille des communications : il s'agit d'atteindre la grande artère de l'Oise et de la Sambre, c'est-à-dire la puissante ligne de ravitaillement qui alimente le front allemand et dont le centre pointe, au saillant de Noyon, en direction de Paris.

Ce saillant offre aux alliés une double prise en tenaille enveloppant ou mieux enserrant ce massif de Laon-Saint-Gobain sur lequel les armées alliées n'ont pu mordre en septembre 1914 : nous voulons parler de la manœuvre dans le nord combinée avec une offensive sur la trouée d'Amifontaine-Sissonne qui ouvre, entre la Champagne et l'Ile-de-France, la porte des Ardennes et de la Meuse. La Sambre d'une part et la Meuse d'autre part, Maubeuge à l'ouest et Sedan à l'est, c'est par ces deux portes que les Allemands sont entrés et qu'ils doivent infailliblement être rejetés hors du territoire national. Jamais le général Joffre n'a perdu de vue ces conditions géographiques et stratégiques de la campagne de France. La bataille de 1915 procédait déjà de ces vues ; l'expérience des combats des deux dernières années les remettait au premier plan. Les réaliserait-on grâce aux connaissances acquises et aux moyens nouveaux dont es armées alliées disposaient maintenant?

Ayant monté sa double offensive franco-britannique sur les communications allemandes de la ligne Oise-Sambre, Joffre la complète ainsi par une troisième offensive, secondaire, bien entendu, mais pouvant devenir principale en cas d'échec des deux premières, et, celle-ci, il la monte sur le front de l'Aisne par la trouée d'Amifontaine.

Le 27 novembre, le général Pétain est avisé que son groupe d'armées (G. A. C.) participera à l'offensive du G. A. N. par une opération exécutée sur le front de la 5e *armée*. Il aura pour but soit de coopérer à l'exploitation en cas de succès complet au G. A. N., soit de chercher la rupture du front ennemi au cas où les armées du G. A. N. se trouveraient immobilisées ou ralenties. L'opération sera postérieure de quinze jours à celle du G. A. N., c'est-à-dire qu'il faudra la tenir prête à partir du 20 *février*. Donc, activer la préparation et l'exécution des travaux de toute nature. Les moyens à prévoir seront : 5 états-majors de corps d'armée et, au dernier moment, 13 divisions au moins de renfort. L'opération devra être considérée (ordre du 15 décembre) comme une opération de *rupture* sur un front peu garni, en envisageant une *exploitation* conduite *à fond* ; elle s'étendra, en principe, jusqu'à la butte de Souain.

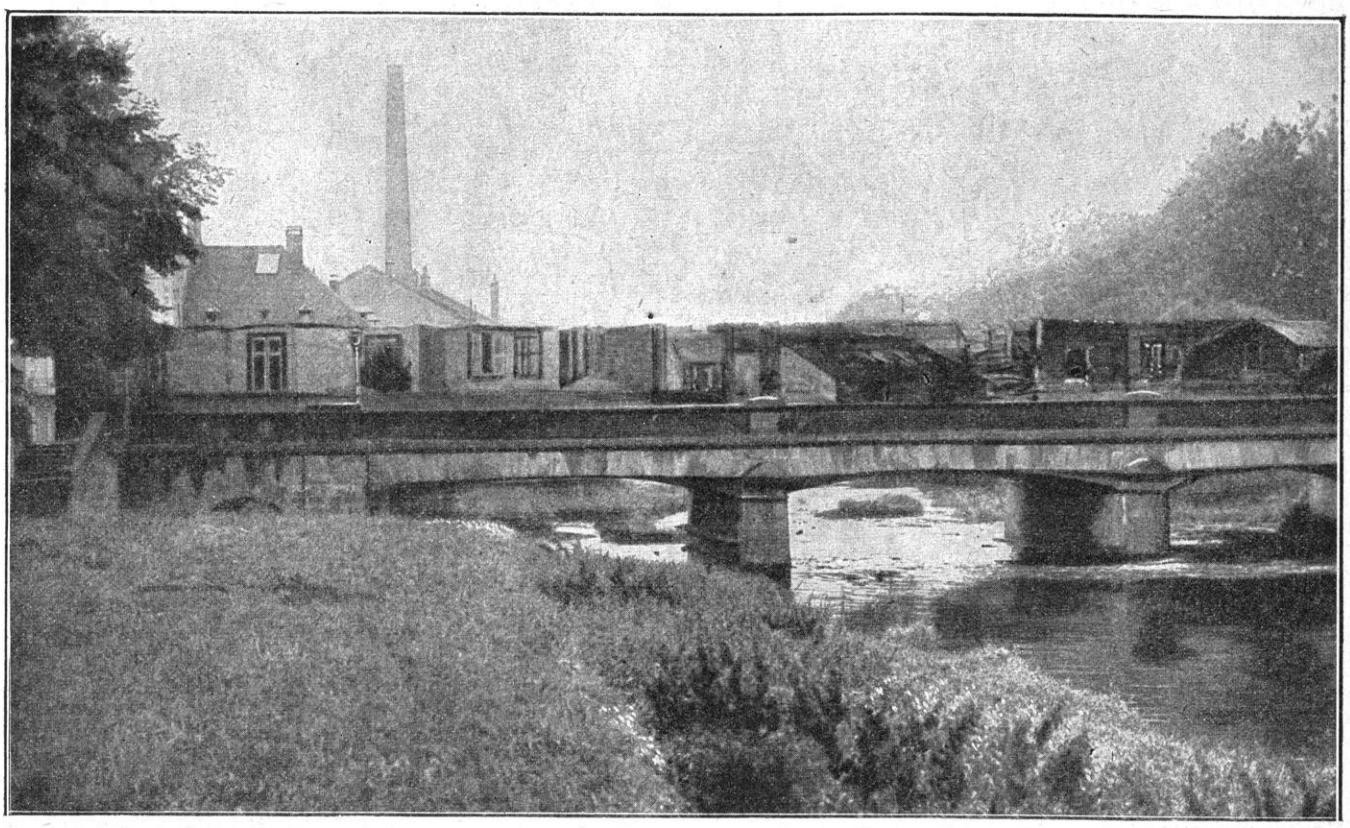
Tel était le plan de Joffre : visant, *non la conquête de vive force du massif de Saint-Gobain*, mais *son débordement à droite et à gauche* ainsi que la *menace sur les communications allemandes*. La bataille était fixée au 1er février-20 février, c'est-à-dire à l'heure exacte où l'ennemi s'était décidé à commencer son mouvement de recul. Nul doute que ces trois offensives tombant sur les Allemands en pleine retraite, n'eussent surpris et désorganisé leurs armées, rendu impraticables les voies de communication, jeté le désarroi dans tous les services et n'eussent rompu, en un mot, sur 150 kilomètres de front, le nœud principal des défenses ennemies. On ne voit pas comment l'armée allemande eût échappé à un désastre complet ; la bataille en rase campagne qui eût suivi, avec la supériorité numérique dont disposait Joffre, eût vraisemblablement amené la victoire décisive. Le destin en décida autrement.

Pour l'intelligence des événements qui suivirent et qui modifièrent ces plans aussi précis que grandioses, il nous faut étudier maintenant, l'évolution des idées telle qu'elle apparaît au cours de ces semaines critiques.

Le plan stratégique étant bien au point dans son principe, et « tout le monde étant d'accord » (1), sa réalisation tactique fut mise en premier lieu et sans délai à l'étude. Nous avons dit comment, en octobre et en novembre, le général Joffre avait, dans ses instructions à Foch et à Haig, cherché à faire passer dans l'esprit des deux chefs la conviction qu'il fallait, tout en profitant des nouveaux enseignements, revenir aux procédés du début de la bataille de la Somme, c'est-à-dire aux *attaques larges et profondes* avec, en plus, l'*exploitation du succès*. La victoire de Nivelle à Douaumont venait précisément de mettre au point de façon brillante un procédé tactique conforme aux idées du commandant en chef. Cette méthode, consacrée par le brillant succès de Verdun, il importait de l'inculquer aux états-majors.

En octobre, le général Joffre communique donc aux armées les résultats obtenus sur la Somme par les études méthodiques des photos aériennes; il organise, dans chaque armée, des cours d'instruction d'artillerie pour les officiers ; il crée, le 29 octobre, le Centre d'instruction d'état-major de Senlis, dont la direction sera bientôt confiée au général Foch. En novembre, des instructions tendent à développer l'observation terrestre par l'A. L. G. P., organisent des écoles de sapeurs-mineurs par armée et la télégraphie de première ligne. Le 20 novembre, le général Joffre a chargé Foch, nous l'avons vu, de préparer sans délai « le déploiement de toutes les ressources ». Le 25, une étude sur la bataille de Douaumont rend compte des beaux résultats qui y ont été obte-

(1) M. PAINLEVÉ, *Revue de Paris* du 15 décembre 1921



UN PONT CAMOUFLÉ

nus, et cette communication à tous les états-majors se termine par ces mots : « *Il est parfaitement possible d'envisager des attaques poussées du premier élan jusques y compris la ligne de l'artillerie ennemie.* »

Coup sur coup, Joffre jette les fers au feu. Le 27 novembre, il lance l'ordre 21590 relatif à la préparation et à l'exécution des attaques d'après ces trois principes : front aussi large que possible, viser à l'enlèvement de la ligne d'artillerie ennemie, déclenchements successifs dans un court délai. Ce sont ensuite des prescriptions sur le secret absolu à garder sur les chars d'assaut, la nécessité urgente de se renseigner sur l'ennemi, l'emploi du camouflage pour le grand déploiement d'artillerie du front de la Somme. Puis, le 11 décembre, une note est rédigée sur l'emploi de l'artillerie dans l'offensive en vue de la rupture et l'exploitation. Enfin, le 16 décembre, c'est-à-dire le jour même où Joffre quittait Chantilly, est publiée la grande Instruction n° 13969 visant le but et les conditions d'une offensive d'ensemble.

Voici cette dernière Instruction marquée au sceau de l'expérience et de l'intelligence militaires. Nivelle, Franchet d'Espérey, Micheler, Mangin, étant chargés de l'exécution, les principes de la nouvelle tactique se trouvaient fixés en ces termes :

> On a constaté, à différentes reprises, au combat comme dans les camps d'instruction, que le commandement et les exécutants avaient parfois une tendance à adopter des procédés tactiques différents de ceux prescrits par l'Instruction du 16 janvier 1916 sur le but et les conditions d'une offensive d'ensemble et par l'Instruction du 26 janvier 1916 sur le combat offensif des grandes unités.
>
> Ces procédés défectueux sont caractérisés par :
>
> La réduction de l'étendue des fronts d'attaque ;
>
> La diminution de la profondeur du terrain à conquérir, résultant du choix d'objectifs rapprochés ;
>
> L'augmentation du temps séparant deux opérations successives.
>
> L'expérience a prouvé que cette méthode, tout en donnant certains résultats, n'assurait pas le rendement maximum des forces mises en œuvre et limitait souvent l'exploitation possible des résultats obtenus. Elle a toujours laissé à l'ennemi le temps de se ressaisir et d'organiser,

au fur et à mesure de notre progression, de nouvelles lignes de défense.

Par contre, toutes les fois où l'on s'est astreint à appliquer les Instructions des 16 et 26 janvier, d'importants succès ont confirmé la valeur de la méthode. Ce sont, en particulier, les opérations du 1er corps colonial au sud de la Somme, au début de juillet ; celles du 7e corps à Bouchavesnes ; du groupement Mangin à Douaumont.

C'est donc une nécessité absolue de revenir sans retard aux règles rappelées ci-après, *règles qui ont fait leurs preuves* et qui n'ont été modifiées par aucune instruction :

Les attaques doivent être effectuées *sur un front aussi large que possible*, afin d'enlever à l'ennemi la possibilité de concentrer ses feux et de contrarier le jeu de ses éléments réservés. C'est, d'ailleurs, à cette seule condition que l'on peut espérer atteindre des objectifs éloignés.

La *continuité du front d'attaque* doit toujours être réalisée en ce qui concerne la préparation d'artillerie ; elle peut ne pas l'être, exceptionnellement, pour l'attaque de l'infanterie, au cours de la progression, quand il y a intérêt à *manœuvrer* pour faire tomber en les débordant les points d'appui particulièrement solides. Encore est-il presque toujours indispensable d'attaquer partout de front, en dosant soigneusement l'infanterie en fonction des zones d'avance les plus favorables.

Les attaques viseront l'*enlèvement de la ligne d'artillerie ennemie*, afin de désorganiser la défense par la prise de ses canons. A cet effet, l'*artillerie*, contre-batterie et destruction, devra être poussée *le plus en avant possible* et effectuer la *préparation* non pas seulement sur la première position ennemie, mais *sur toutes les positions* sur lesquelles elle peut agir. Elle sera ainsi en mesure d'assurer, dans les meilleures conditions, l'accompagnement indispensable de l'infanterie par ses feux.

On observera qu'*il n'est pas indispensable de détruire uniformément toutes les tranchées*, mais surtout certains ouvrages importants : abris de mitrailleuses, ouvrages, réseaux de fils de fer, et de pratiquer des *coupures* aux points choisis. Une bonne combinaison des feux d'artillerie avec la marche de l'infanterie permettra le plus souvent de s'emparer des objectifs assignés, même s'ils n'ont pas été détruits aussi complètement qu'on se le proposait.

Les attaques à conduire au cours des opérations *se succéderont dans le plus court délai*, afin d'*exploiter à fond les résultats* obtenus et de réduire le plus possible le temps dont l'ennemi peut disposer. Il y aura lieu de prévoir et de préparer cette succession rapide des attaques dans un plan détaillé, établi *a priori*.

Et pour expliquer cette directive, voici comment Joffre entend la *rupture* et l'*exploitation* :

1° Un *combat de rupture* se présentant généralement sous la forme d'un premier assaut *minutieusement préparé* contre l'ensemble des positions ennemies efficacement battues par notre artillerie, combat suivi de nouvelles préparations et de nouveaux assauts (on ne s'en tenait pas à un seul et unique combat) sur les positions qui n'ont pu être enlevées par le premier assaut ;

2° Une *exploitation* énergique et audacieuse dès que la rupture de l'organisation ennemie aura été obtenue.

Les combats de rupture et l'exploitation sont conduits d'après un plan d'ensemble arrêté par le commandement aux différents échelons et dérivant d'une *idée de manœuvre*.

L'idée de manœuvre s'exprime dans le plan d'opérations.

Le succès doit être recherché à la fois par la *puissance* et la *vitesse* ; or, l'attaque uniforme sur un front étendu ne permet pas la puissance, et l'attaque des positions successives ne donne pas la vitesse.

Appliquer les moyens les plus puissants *dans les zones du terrain où la progression peut être la plus rapide*, tant en raison des facilités de parcours qu'elles offrent à l'infanterie, que des possibilités d'action qu'y trouve l'artillerie ;

Viser, dans la direction des objectifs que l'on veut atteindre, l'occupation des lignes du terrain sur lesquelles l'ennemi pourrait rétablir son front, ou celles des débouchés nécessaires à la continuation du mouvement ;

Tendre, par l'*enveloppement* de toute aile créée dans le dispositif adverse, à l'élargissement du front de combat initial, et à la destruction de la plus grande partie des forces ennemies ;

Telles sont les idées directrices qui doivent présider à l'établissement du plan de toute opération offensive.

Largeur, puissance, vitesse, manœuvre, tels sont les quatre points de la pensée de Joffre ; mais il les tempère par une aptitude naturelle à la pondération, à la prévoyance, à la persévérance, à l'équilibre des ensembles. C'est ainsi qu'il entend employer les moyens les plus puissants dans les zones de terrain de *parcours facile*, c'est-à-dire en plaine, qu'il exige une préparation d'artillerie minutieuse et *toujours continue*, qu'il prévoit de *nouvelles préparations* d'artillerie et de nouveaux assauts, qu'il recherche l'*enveloppement d'une aile* ennemie, et qu'il veut enfin « éviter, avant tout, qu'il y ait discordance entre le tir de l'artillerie et la marche de l'infanterie ».

Au début de décembre, après avoir jeté les bases de son plan de campagne, Joffre fit part au général Nivelle de son intention de lui confier le commandement du groupe d'armées du Nord chargé de l'offensive principale du 1er février 1917. Si Joffre avait choisi Nivelle, c'est qu'il avait reconnu en lui, après les succès remportés à Verdun, l'exécu-

LE GÉNÉRAL LYAUTEY, MINISTRE DE LA GUERRE, EN TOURNÉE D'INSPECTION DU FRONT

tant capable de mener à bien l'attaque principale. Mais Joffre s'était réservé naturellement d'exercer une action régulatrice, étant donné l'ensemble des circonstances qui lui étaient, à lui seul, parfaitement connues.

En un mot, ce qu'on a appelé, en les opposant beaucoup plus qu'elles ne s'opposaient en réalité, l'école de Verdun et l'école de la Somme, Joffre, par sa présence toujours féconde, par son autorité de plus en plus haute et consacrée par ses succès, les amalgamait en quelque sorte en lui-même ; il en codifiait les enseignements et, à l'heure où, entouré de l'estime profonde de ses subordonnés et des grands chefs de l'Entente, il allait, de l'aveu de l'ennemi, atteindre le but qu'il poursuivait sans relâche depuis deux ans et demi, au moment où il grandissait sans cesse dans la victoire, une vague de lassitude, où se glissait l'intrigue défaitiste, le choisissait comme première et principale victime et amenait sa chute.

Nous en avons dit ci-dessus les circonstances politiques et nous n'avons plus qu'à en suivre ici les conséquences militaires.

La crise était ouverte. Ayant confié à Nivelle la mission principale d'agir par le côté gauche de l'équerre de Noyon sur les communications allemandes, Joffre, s'il fût resté à la tête des armées, eût maintenu le plan si parfaitement logique qu'il venait d'élaborer et Nivelle en eût exécuté, sous ses ordres, la partie essentielle, le 1er février, c'est-à-dire quelques jours avant le déclenchement des opérations allemandes de retraite sur la ligne Siegfried. Mais la crise du haut commandement changeait tout. Le général Nivelle, prenait, le 17 décembre, le commandement en chef des armées du Nord et de l'Est; Foch était remplacé par Franchet d'Espérey au groupe des armées du Nord (1). Toutes ces mesures, prises

(1) En désaccord formel avec ce que rapporte M. Painlevé M. Briand a déclaré à la Chambre, le 10 octobre 1919 : « Je

entre le 12 et le 26 décembre, allaient modifier fortement la conduite politique et militaire de la guerre, la préparation morale des états-majors à la prochaine campagne et l'esprit qui, sous l'impulsion de Joffre, animait, dominait et équilibrait le grand corps de l'armée française.

LE GÉNÉRAL NIVELLE MODIFIE LE PLAN DE JOFFRE

Nommé le 12 décembre pour prendre ses hautes fonctions le 17 au matin, le général Nivelle avait quitté Verdun le soir d'une belle victoire. « L'expérience est concluante, avait-il dit. *Notre méthode a fait ses preuves. La victoire est certaine,* je vous en donne l'assurance. L'ennemi l'apprendra à ses dépens. » Cette confiance était partagée par l'armée, par le gouvernement, par le Parlement, par l'opinion publique ; la vague qui portait au poste suprême le général Nivelle marquait, au fond, une réaction contre ce qu'on appelait les « lenteurs » de la Somme. L'opinion n'avait pas réalisé les succès réels obtenus : Verdun dégagé ; l'Allemagne épuisée. Encore moins prévoyait-elle ce que Joffre savait et confiait à Haig et à Foch : la grande manœuvre stratégique avec le recul certain et la défaite probable de l'Allemagne en février. On réclamait presque unanimement « une autre méthode ». Quant à la modification que Joffre apportait à sa manœuvre en élargissant jusqu'à l'Aisne, on la niait et, en même temps, on demandait Nivelle qui l'incarnait. Ce qu'on ne voulait, à aucun prix, c'était recommencer la Somme ; M. Albert-Favre s'exprimait ainsi devant la Chambre :

> Lorsque, en décembre 1916, j'eus l'honneur d'être reçu par le général Nivelle, je recueillis de sa bouche ce témoignage qu'il n'y avait pas de plan pour la campagne de 1917, qu'*on se proposait simplement, au G. Q. G., de poursuivre la campagne sur la Somme* et de faire une *opération*, que j'appellerai *anecdotique, du côté de l'Aisne* (1).

n'ai jamais entendu émettre au G. Q. G. une critique sur la façon dont le général Foch avait conduit la bataille de la Somme. On lui rendait, au contraire, pleinement hommage... Il n'a nullement été question, à aucun moment, de disgrâce... C'est même lui qui aurait été nommé général en chef *et de l'avis même de celui auquel il aurait succédé,* si son état de santé le lui avait permis. »

(1) Comité secret de la Chambre du 29 juin 1917 (*Journal officiel* du 27 juin 1922, p. 339).

Plus tard M. Ribot, président du Conseil, en donnant son approbation à l'offensive de 1917 ajoutera, qu'en tous cas, « on ne s'entêterait pas dans des attaques indéfinies comme à la bataille de la Somme ».

Nivelle était donc choisi, autant pour sa haute valeur militaire, que pour la fougue qu'il allait apporter dans le commandement des armées. On comptait sur lui pour brusquer la victoire.

Ayant passé en six mois du commandement d'un corps d'armée à celui de toutes les armées françaises, du domaine de la tactique à celui de la plus haute stratégie, inconnu hier et élevé subitement au premier rang sous le regard passionné du pays, Nivelle était certainement un soldat hors pair. Pourtant une question se posait : dominerait-il le flot qui le poussait si brusquement jusqu'au sommet ? Emporté par une confiance native et par l'élan même de sa fortune, saurait-il se maîtriser lui-même, saurait-il adopter, de l'héritage qui lui était remis, les parties qui pouvaient assurer les plus rapides et les plus beaux résultats ?

Il se donna deux jours et, dès le surlendemain de sa prise de possession du commandement, 19 décembre, alors que Joffre était encore, jusqu'au 26, commandant en chef des armées sur tous les fronts, il adressait au général Douglas Haig, à Montreuil, un nouveau projet d'opérations qui, déjà, déplaçait le centre de gravité de la manœuvre de Joffre et le transportait de la *plaine* de Picardie au *massif* du Chemin des Dames. Il ne s'agissait plus de « continuer » la Somme. On écartait définitivement cette suite, devenue si insupportable à l'opinion.

Tandis que Joffre avait donné l'ordre d'y « déployer toutes les ressources », on transportait l'effort principal sur l'Aisne. Le nouveau projet prévoyait donc : 1° une offensive sur la rive nord de l'Oise avec une ou deux armées (20 à 30 divisions) ; 2° une rupture du front dans la zone d'attaque actuellement prévue par la 5e armée (15 divisions environ) ;

3° l'exploitation du succès par l'entrée en opérations, au delà des lignes rompues, d'un groupe de trois armées (y compris l'armée de rupture) se montant à un total d'au moins 30 divisions et 7 divisions de cavalerie.

C'était un véritable renversement du plan de Joffre. Deux jours encore et, le 21 décembre, le général Nivelle précise au général Haig les conditions de la nouvelle opération.

Dans l'offensive de 1917, les armées franco-britanniques doivent rechercher la *destruction* de la masse principale des armées ennemies sur le théâtre occidental. Ce résultat ne peut être obtenu qu'à la suite d'une bataille décisive livrée, avec une supériorité numérique considérable, à toutes les forces disponibles de l'ennemi... (1). Il est indispensable de disposer, en dehors des forces destinées au début à fixer l'ennemi et à rompre son front, d'une *masse de manœuvre* suffisamment puissante pour *battre à coup sûr* toutes les disponibilités adverses... J'évalue à un groupe de trois armées, chacune de trois corps à trois divisions, la force nécessaire de cette masse de manœuvre...

Les forces ennemies seront *fixées* dans la région *Arras-Bapaume* et dans celle *entre Oise et Somme* (seulement *fixées* ; donc plus d'offensive principale sur le front nord), par des attaques menées respectivement par les armées sous vos ordres et par les forces françaises.

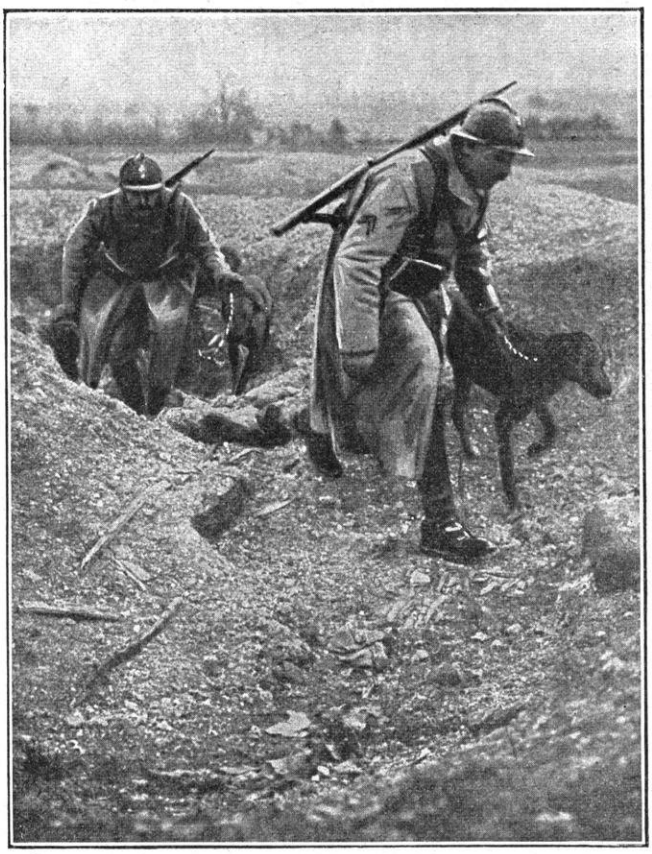
Pendant ce temps, une *attaque brusquée* exécutée sur une autre partie du front français amènera la *rupture.* Celle-ci sera immédiatement suivie par l'*élargissement rapide de la brèche* et par la concentration, au delà, des armées de manœuvre destinées à la bataille décisive...

(1) Le 1er *février* 1917, à la date où Joffre devait attaquer, l'ennemi avait, sur le front occidental, *139 divisions* (à 15 000 hommes), soit environ 2 100 000 hommes.

Les Alliés y disposaient de 109 divisions françaises (à 12 000 hommes), 58 divisions britanniques (à 18 000 hommes), 6 divisions belges (à 24 000 hommes), soit environ 2 500 000 hommes.

Les Allemands auront *156 divisions en avril.*

Or, il m'est impossible, en l'état actuel de la répartition du front entre nos armées alliées, de former cette réserve de 27 divisions. Pour me permettre de le faire, il est indispensable que les armées britanniques relèvent les divisions françaises établies entre Bouchavesnes et la route d'Amiens à Roye. J'estime que ce front peut être tenu aisément par sept ou huit divisions... Cette relève devrait s'effectuer *sans aucun délai,* sous peine d'apporter un retard sérieux à la préparation de notre prochaine opération ; *je vous demande donc* de la faire effectuer pour le 15 janvier au plus tard.



LES CHIENS DE LIAISON

Douglas Haig, nommé maréchal le 25 décembre, avait, comme French, sa pensée toujours portée vers le littoral de la mer du Nord et de la Manche. Il se réservait de prononcer une offensive sur Ostende-Zeebruge, au cours de l'été, en cas d'arrêt dans l'offensive du printemps. De plus, la question du commandement unique posée dès lors par Lloyd George lui causait quelque souci ; le ton un peu impératoire de Nivelle ne lui agréait pas ; il ne promit donc son concours qu'au cas où il recevrait d'Angleterre 6 divisions nouvelles. Nivelle prévint le ministre de la Guerre.

Cependant on craignait toujours une violation de la neutralité suisse par l'Allemagne. Nivelle tourne ses regards vers l'Est : il réduit l'effectif de la 2e armée (Guillaumat) de 25 à 13 divisions et charge le général Foch de toutes les études concernant les opérations du groupe d'armées d'Helvétie ; le G. A. E. sera supprimé le 31 décembre.

Il espère toujours être prêt pour le 15 février, car il sent bien les conséquences d'un retard. De jour en jour, sa pensée se concentre

sur le Chemin des Dames : le 27 décembre, il se rattache directement la 5e armée (Mazel) par l'intermédiaire du général Micheler, nommé adjoint du commandant en chef, et il décide de *limiter les opérations entre Somme et Oise* au front des 1re et 3e armées jusqu'à la voie ferrée Montdidier-Roye ; la 6e armée est en conséquence retirée du front et la 10e armée mise sur la défensive. A toutes les armées, l'Instruction du 16 décembre parvient avec cet ajouté du général Nivelle :

Les opérations de quelque importance engagées jusqu'ici ont établi :

1° Que la rupture du front (pénétration en arrière du gros des batteries lourdes ennemies) est possible, à condition de se faire *d'un seul coup par attaque brusquée, en vingt-quatre ou quarante-huit heures* ;

2° Que pour battre une profondeur suffisante (8 kilomètres), il est nécessaire de *pousser le plus en avant possible l'artillerie* courte de destruction à longue portée (Schneider) ou, en cas d'insuffisance, d'employer à cette destruction un certain nombre de batteries longues ;

3° Que cette rupture doit être immédiatement suivie d'une *exploitation latérale audacieuse,* visant la destruction des batteries, l'occupation des lignes de ravitaillement ennemies et la conquête des voies ferrées nécessaires à notre ravitaillement.

4° En même temps, une *tête de pont* est constituée le plus en avant possible, à l'abri de laquelle se concentrent les troupes destinées à livrer bataille aux forces ennemies encore disponibles.

En résumé, trois temps aussi rapprochés que possible : rupture, exploitation latérale, exploitation en avant en vue de la bataille.

Toutes ces opérations, dans lesquelles le facteur *vitesse* a une importance prépondérante, doivent être *préparées dans le plus petit détail.*

Ainsi, Nivelle exige, avant tout, de la *vitesse,* de l'*audace.* Le 30 décembre, le général Micheler, qui doit s'installer à Dormans, reçoit les instructions suivantes qui affirment la transformation complète du plan d'ensemble :

... Mon intention est de rechercher la rupture sur le front de l'Aisne.

Le G. A. R. aura tout d'abord pour mission de rompre le front ennemi entre Reims et le canal de l'Aisne à l'Oise. Il disposera pour cette tâche de deux armées...

La rupture du front devra être effectuée par une attaque *violente,* visant, du *premier coup,* la conquête des positions de l'ennemi et de *toute la zone occupée par son artillerie.*

Cette opération devra être immédiatement suivie par l'élargissement vers les deux ailes de la brèche effectuée et par l'entrée en ligne d'une troisième armée de manœuvre, A cet effet, l'armée de gauche, opérant à l'ouest de la route de Laon, aura pour mission de poursuivre son offensive en direction de *Laon-Saint-Quentin.* L'armée de droite devra poursuivre son offensive à cheval sur l'Aisne, de manière à couvrir le développement de la manœuvre vers le nord. Le front minimum à atteindre est marqué par le ruisseau des Barres et la ligne Asfeld-Warmerville-Beine, qui rendrait possible la remise en état et l'utilisation de la voie ferrée de Reims à Laon.

L'armée de manœuvre appuiera l'attaque vers le nord et le nord-ouest. Le développement ultérieur des opérations doit avoir pour but de porter, aussi rapidement que possible, le gros des forces vers le nord ; *axe général : Craonne-Guise.*

Le G. A. N. y coopérera en poussant ses attaques en direction de *La Fère et de Saint-Quentin,* tandis que les armées britanniques continueront leur offensive en direction de *Cambrai et du Catelet.*

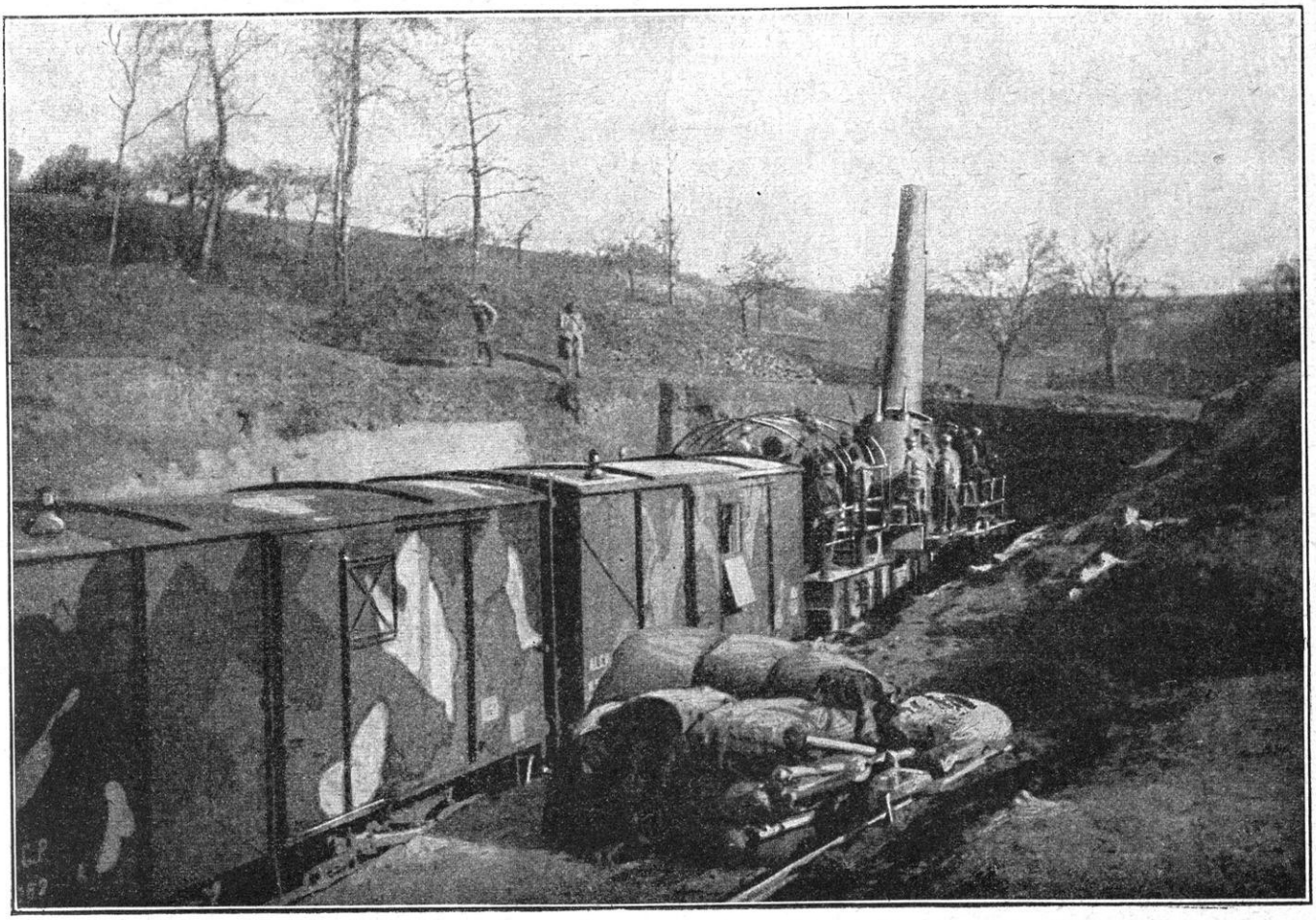
Le G. A. R. disposera, pour la rupture du front et l'exploitation, de trois armées, les 5e, 6e et 10e armées. Les armées de tête, 5e et 6e [le Q. G. de la 6e armée (Mangin) fonctionnera à Oulchy-le-Château à partir du 2 janvier] comporteront en principe chacune 14 divisions, y compris 4 divisions, réserve du commandant en chef. L'armée réservée, la 10e, mise en place ultérieurement après sa relève par l'armée britannique, comprendra initialement 12 divisions...

En outre, il y aura lieu de prévoir l'emploi de 5 divisions de cavalerie pour l'exploitation... Il paraît d'ores et déjà certain que 150 à 200 chars d'assaut pourront être attribués au G. A. R. Il est nécessaire que les attaques puissent être déclenchées à partir du 15 février, mais la date effective que je fixerai pour leur exécution sera déterminée quinze jours d'avance.

Et le général Franchet d'Espérey, le 31 décembre, reçoit les siennes :

... Vous aurez pour mission de rompre le front ennemi entre l'Oise et l'Avre en prenant comme axe de vos attaques la ligne Canny-sur-Matz-Guiscard... Si cette opération réussit dans les conditions de temps qui permettent de la développer par une exploitation étendue, vous prendrez pour objectif la région *Ham-Tergnier-Chauny,* afin de vous saisir des principales communications de l'adversaire dans les vallées de la Somme et de l'Oise...

A gauche et à droite de votre front d'attaque resteront passifs : d'une part la zone entre Dancourt et l'aile droite anglaise, qui sera prolongée par relève de la 10e armée jusqu'à la route Amiens-Roye, d'autre part le front actuel de la 1re armée sur la rive gauche de l'Oise.



MISE EN POSITION D'UNE PIÈCE D'ARTILLERIE LOURDE A GRANDE PUISSANCE

Telles sont les premières données de la préparation pour la bataille de 1917. Nivelle s'appuyait sur deux raisons pour modifier le plan de Joffre, l'une stratégique : il supposait que l'ennemi avait fortifié ses positions sur la Somme jusqu'à les rendre inexpugnables (1) ; l'autre tactique : pour l'efficacité du quotient *vitesse*, il comptait sur une organisation absolument nouvelle du « tir de barrage ». Et puis, il avait foi dans des doctrines plus hardies, plus napoléoniennes.

Le 31 décembre, le général Nivelle s'adressait directement aux troupes françaises et, évoquant les grandes journées de Verdun et de la Somme, il leur disait :

« Jamais notre armée ne fut plus entraînée, plus vaillante, en possession de moyens plus puissants. C'est sous ces brillants auspices que s'ouvre l'année 1917. Vous en ferez une année de victoire. »

Partout on se mit à l'œuvre. Mais malgré la hâte fébrile et la confiance qui suivait l'étoile du nouveau général en chef, ce n'était pas en un jour qu'une pareille transformation pouvait s'accomplir. Le front de la Somme était équipé ; puisqu'on le trouvait « usé », c'était un nouveau front à mettre en chantier : il y fallait prévoir des mois de travaux. Que devenaient les prévisions de la conférence de Chantilly pour la première quinzaine de février?

Nivelle sent toujours la nécessité de se hâter ; il redoute à juste titre (lettre à Haig du 11 janvier), que les Allemands ne se reconstituent des disponibilités après leurs succès en Roumanie. Mais, il compte aussi sur la surprise, sur le coup de violence qu'il frappera en un point où l'ennemi ne l'attend pas.

Dans le courant de janvier, il a mûri ses projets, affirmé ses principes ; il les traduit, le

(1) Commandant De Civrieux, *L'offensive de 1917*, p. 33.

25 janvier, dans un document qu'il intitule « Plan d'opérations pour 1917 ». L'armée britannique devra attaquer au nord sur l'axe Agny-Croisilles, au sud sur l'axe Achiet-le-Grand-Sapignies avec front minimum à atteindre Tilloy-Bapaume. « Ces attaques devront être déclenchées vers le 15 *mars* ; l'attaque du G. A. N. sera exécutée quatre ou cinq jours après et sera suivie elle-même à bref délai par l'attaque es armées de l'Aisne. » Voici qu'on envisage le milieu de mars ; mais déjà l'ennemi aura eu le temps d'achever la retraite de tous ses arrières.

Cependant le général Micheler a donné ses ordres à Mangin et à Mazel et ceux-ci ont préparé leurs plans d'action. Le 29 janvier, Nivelle les approuve ; et, dans sa réponse, il développe et précise sa doctrine de guerre. « J'insiste sur le *caractère de violence, de brutalité et de rapidité* que doit revêtir notre offensive et en particulier son premier acte, la rupture, visant du premier coup la conquête des positions de l'ennemi et de toute la zone occupée par son artillerie... L'exploitation stratégique doit suivre la rupture *sans arrêt.* »

Une nouvelle date apparaît : 1er avril. A Londres, le 15 janvier, Nivelle avait bien obtenu du *War Comitee* la relève jusqu'à la route de Roye, mais on ne lui avait promis le concours des armées britanniques que pour cette date, 1er avril. Nouvelle complication : le réseau du Nord, privé de ses voies les meilleures, se congestionne. La Conférence de Calais, le 27 février, s'efforce de remédier à la situation et, en outre, règle provisoirement une question grave : l'unité de commandement. Briand et Lloyd George, Nivelle et Douglas Haig y signent un accord approuvant le plan de campagne de 1917 ; en outre, le Comité de guerre britannique s'engageait à donner l'ordre au maréchal Haig « de se conformer aux vues du commandant en chef français, *sauf au cas où il estimerait qu'en s'y conformant il compromettait la sécurité de son armée* ».

Nivelle, le même jour, fixa au 8 avril la date de l'offensive britannique avec premier objectif : Cambrai.

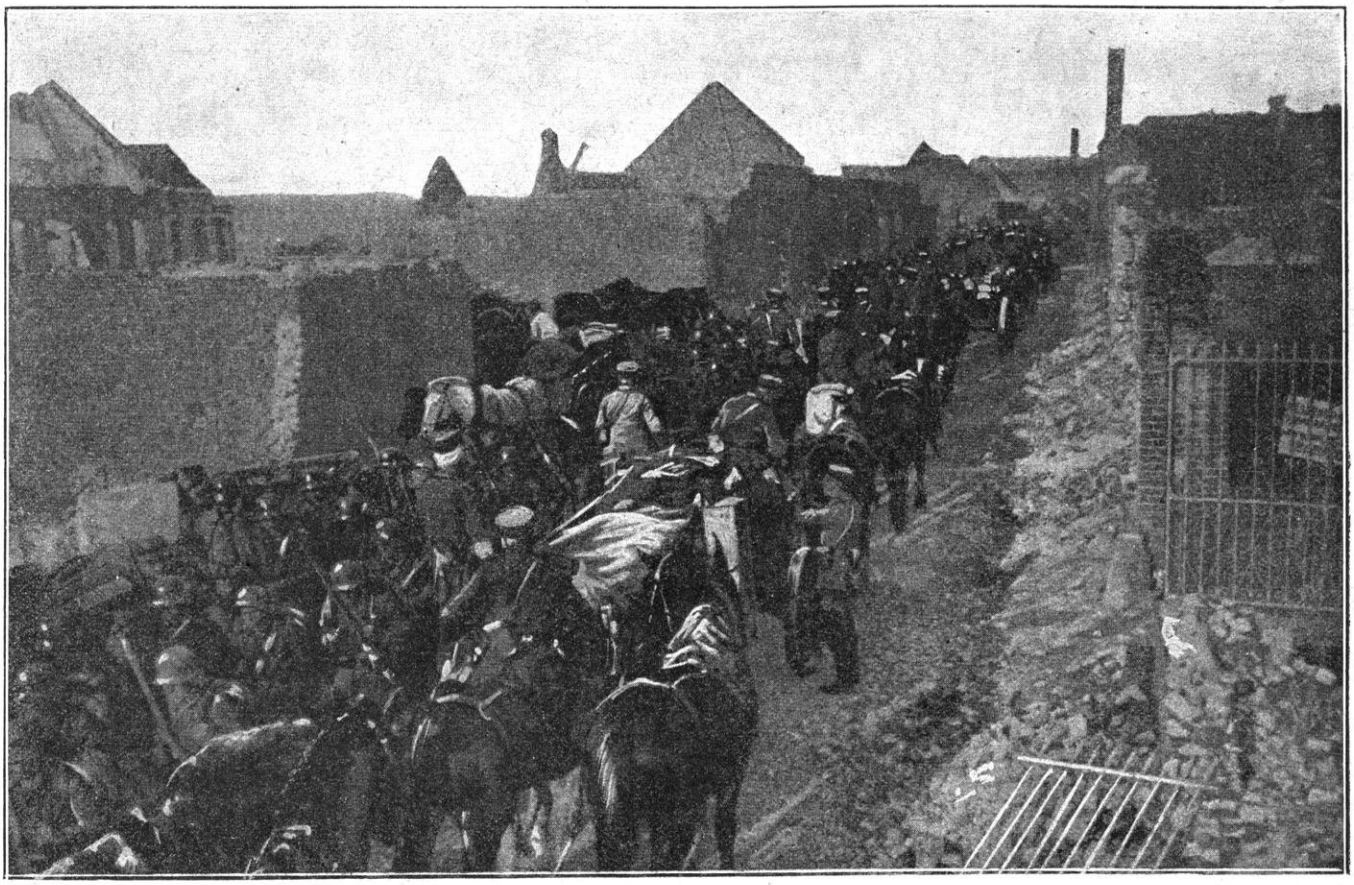
LA LIGNE HINDENBURG. LA RETRAITE ALLEMANDE SUR SAINT-QUENTIN. Le retard était exactement de deux mois sur les prévisions de Joffre. « Si le plan de Joffre eût été maintenu, écrit M. Painlevé, les armées franco-britanniques auraient pu attaquer en février, quand la Russie était encore menaçante, et attaquer sur un front plus vaste — et autrement facile que le plateau de Craonne — un ennemi surpris *en flagrant délit de recul* et dont les réserves eussent été moins nombreuses et plus dispersées. Les surprises de Vimy et de Moronvilliers se seraient produites sur toute la ligne d'assaut (1). »

Malheureusement, nous avons vu comment le plan de Joffre avait été modifié, transformé, et comment, au milieu de multiples difficultés d'ordre technique (long équipement du front de l'Aisne, abandon de l'équipement de la Somme, engorgement des voies ferrées) et d'ordre inter-allié (discussion du plan d'opérations, question du commandement unique), l'accord n'avait pu s'établir que le dernier jour de février. Tout paraissait, cependant, devoir se dérouler selon ces nouvelles prévisions quand, tout à coup, on constata que l'ennemi commençait son large mouvement de retraite sur Saint-Quentin.

Joffre, s'il fût resté, n'en eût pas été surpris. Toute sa manœuvre de 1916 avait visé cet événement, que sa méthode avait rendu inévitable. Il n'en était pas de même de Nivelle. Son plan tendait à détruire l'ennemi dans une bataille unique au delà du bastion du massif de l'Aisne emporté. Et, maintenant, c'était tout autre chose. Nivelle, par le mouvement de l'ennemi, restait pour ainsi dire le pied en l'air. Il fallait chercher encore autre chose.

Considérons, maintenant, le côté allemand.

(1) PAUL PAINLEVÉ, dans la *Revue de Paris* du 15 février 1922.



L'ARMÉE ALLEMANDE COMMENCE SA RETRAITE SUR SAINT-QUENTIN

Nous avons dit ci-dessus sur quelles données le haut commandement s'était vu acculé à la politique de la Conférence de Cambrai. Examinant la situation générale le 9 janvier 1917, Ludendorff écrit : « Sans la guerre sous-marine, *la quadruplice devait s'effondrer en 1917.* » Telle est la situation à laquelle aboutissait la stratégie des Moltke, des Falkenhayn, et son propre système. Il dit : « Le recul stratégique était l'aveu de notre faiblesse » et il reconnaît encore que, dans le camp allemand, on était sous la terreur d'une offensive à laquelle on ne pourrait résister.

La situation, écrit-il, était fort obscure... Une attaque soudaine des Russes à la fin de janvier, en direction de Mitau, nous avait effrayés... *Sur la Somme,* la situation était *si tendue* que nous devions envisager l'hypothèse d'une *attaque plus précoce* (avant avril)... La situation générale nous imposait d'obliger l'adversaire à *retarder aussi longtemps que possible l'attaque* qu'il projetait, afin de laisser à la guerre sous-marine le temps de produire son effet. Plaidaient également dans ce sens des considérations tactiques et la pénurie des approvisionnements...

En Belgique et en France, nous opposions 154 divisions à 190 divisions ennemies et une partie de ces dernières avaient des effectifs supérieurs aux nôtres ; *une telle disproportion de forces,* étant donnée l'étendue du front, nous créait une situation particulièrement défavorable. Il fallait, en outre, chercher à soustraire, le plus longtemps possible, certaines parties du front aux grosses attaques ennemies, en mettant l'adversaire dans l'impossibilité d'effectuer, dans ces secteurs, des mouvements de troupe importants. Enfin, cette manœuvre devait nous permettre d'occuper des positions qui conviendraient à des divisions affaiblies et fatiguées par le combat.

Ce sont ces considérations, auxquelles il faut ajouter celle du commencement de la guerre sous-marine, qui nous décidèrent à abandonner *la poche* que constituait notre front dans les lignes ennemies, et à nous replier sur la position Siegfried.

Ce que Ludendorff craignait donc par-dessus tout, c'était une offensive *précoce* sur ce qu'il appelle « les deux flancs de la poche », c'est-à-dire exactement l'offensive que Joffre avait préparée. Deux circonstances pouvaient seules

améliorer la situation de l'Allemagne : un retard et un déplacement de la manœuvre française. Ces deux circonstances, malheureusement, étaient en voie de se réaliser, à l'heure même où l'armée allemande, pour la première fois depuis la Marne, accomplissait un vaste mouvement de retraite, entre Arras et Soissons, sous le coup des défaites que Joffre lui avait infligées.

Rappelons encore une fois combien fut importante la Conférence de Cambrai en septembre 1916. Or, il ne fait aucun doute que c'est au cours de cette Conférence que fut décidée l'organisation de la ligne Hindenburg, la fameuse position Siegfried.

Le problème le plus grave s'était en effet posé devant le haut commandement allemand. De même, qu'à la Marne, il n'avait plus été possible de tenir parce que la défaite, atteignant toutes les armées, avait rompu la liaison entre deux d'entre elles, de même sur la Somme il n'était plus possible de tenir sous le feu menaçant de rompre à toute minute le mince fil tendu devant la grande ligne de communication, et juste au point d'attache où était suspendue la poche de Noyon.

Il s'agissait donc de trouver en arrière, sans d'ailleurs aucune certitude d'y éviter le désastre, une position naturelle, comme on en avait trouvé, deux ans plus tôt, sur le massif de l'Aisne, en Champagne et en Argonne. Ceci dit, il était de toute nécessité de limiter le recul de manière à couvrir les trois grandes villes situées à la tête des voies ferrées alimentant le front : Cambrai, Saint-Quentin, Laon. Sinon, c'était être battu et avouer la défaite.

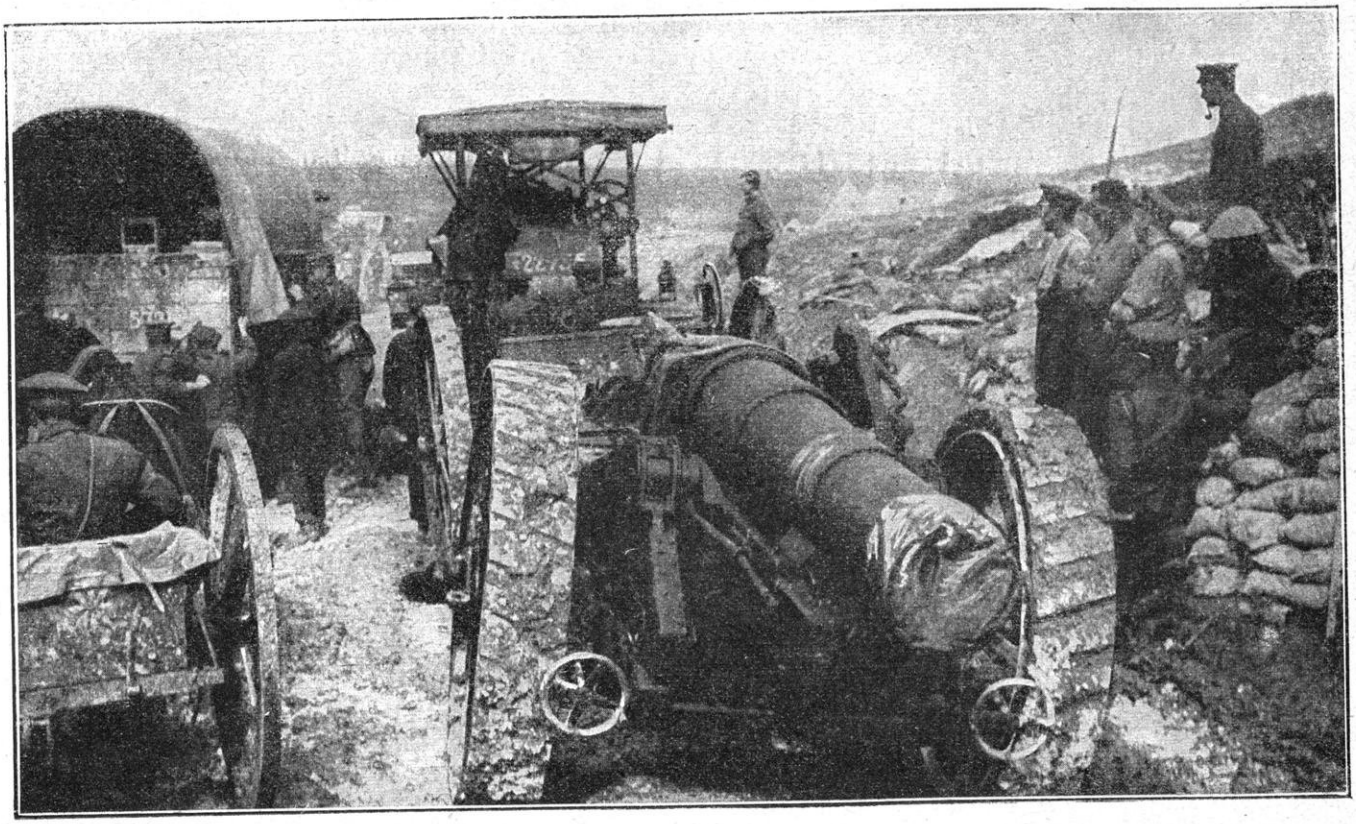
Devant ces points vitaux couraient précisément une série de barrages naturels susceptibles d'être complétés par une organisation défensive du terrain selon les principes nouveaux qui se faisaient jour à l'État-Major allemand. Le plateau du Vermandois et du Cambrésis serait la clef de voûte de ce système défensif, qu'on appuyait au nord et au sud à deux charnières extrêmement fortes, la colline de Vimy et les hauteurs de la Malmaison. Ainsi s'échelonnaient, depuis Vimy, la ligne Fontaine-les-Croisilles-Quéant, où aboutissait, venant de Pont-à-Vendin-Drocourt-Vitry, la ligne Wotan, non achevée ; puis venaient la ligne Hermies-bois d'Havrincourt, le réduit du Catelet, le canal de Saint-Quentin organisé, la ligne de hauteurs Gauchy-Neuville-Itancourt, les inondations de l'Oise de Mézières à La Fère, le puissant massif boisé de Saint-Gobain et le pilier des hauteurs de la Malmaison, qui est comme la poterne du Chemin des Dames. Si un tel rempart était constitué, il présenterait un caractère défensif formidable, barrant la plaine du Nord où l'armée allemande réquisitionnait avec rage ses dernières ressources sur les populations restées sous son joug et où elle gardait anxieusement les lignes vitales de ses communications avec le Rhin.

Les défaites de la Somme imposèrent donc le choix de la *Siegfriedstellung* : c'est la suite logique des faits. Le 13 novembre 1916, une notice officielle allemande prescrit que, derrière la première position de tranchées continues et non parallèles, « il faut au moins une position de repli, à une distance de 4 à 10 kilomètres, pour rendre une préparation d'artillerie impossible » ; il est dit, en outre, que « les mitrailleuses sont l'ossature de la ligne de combat » et qu'il faut « placer les réseaux à 40 mètres des lignes de feu, en plusieurs bandes de 5 à 10 mètres, hauteur 50 à 90 centimètres ». Le 25 décembre, une importante note, signée « Hindenburg », s'exprime ainsi :

Les durs et regrettables insuccès devant Verdun en octobre et décembre nous fournissent l'occasion des remarques suivantes :

Il n'est pas suffisant d'avoir quelques lignes de tranchées ; il faut *construire une zone fortifiée profondément articulée,* qui permette de maintenir fermement la position même après la perte de quelques éléments de tranchée.

La zone se présente dans sa partie arrière comme un système de points d'appui, groupes de mitrailleuses, etc., se soutenant mutuellement, et elle s'étend vers l'avant en un réseau de tranchées toujours plus étroitement maillé... Les abris bétonnés, couverts, doivent être placés dans les lignes arrière et dans les intervalles (faire



CONVOI DE GROSSE ARTILLERIE SUR LE FRONT DE L'AISNE

sauter ceux qui se trouvent dans les lignes avancées). A Verdun, il y avait trop d'abris aux lignes avancées ; une partie de l'infanterie ne put en sortir assez vite... On ne doit mettre en première ligne que quelques mitrailleuses isolées ; les autres seront placées en des points bien choisis, derrière ces lignes, *disposées en échiquier*, difficiles à distinguer par les avions et à prendre sous le feu de l'ennemi qui pourrait pénétrer par surprise.

Peu à peu, la méthode défensive se précise. Von Below, battu sur la Somme, en tire un enseignement qu'il donne, le 30 janvier 1917 :

Le tracé de la ligne d'infanterie doit être fonction des observations d'artillerie. Elle est bien placée si, à contre-pente, elle échappe à l'observation terrestre ennemie et si, par contre, elle est complètement surveillée par nos observateurs d'artillerie placés au moins à 500 mètres en arrière ; ceux-ci, en route, doivent voir au moins sur 200 mètres en avant de nos réseaux ; par suite, un champ de tir restreint suffira pour l'infanterie... Les réseaux devant la première tranchée doivent couvrir de larges surfaces de 60 à 200 mètres de profondeur en dents de scie.

Ludendorff, appréciant exactement son infériorité numérique, s'efforce lui-même de faire adopter l'échelonnement en profondeur de l'artillerie. Le Kronprinz, dont le groupe d'armées allait s'étendre depuis l'Oise jusqu'à l'est de Verdun, recommande, le 3 février, de compléter les lignes de tranchées par de petits ouvrages irréguliers, dissimulés, se soutenant mutuellement, en échiquier, sur 300 ou 400 mètres de profondeur, comprenant des abris de mitrailleuses noyés dans des réseaux.

Telle sera donc la tactique imposée par les défaites de Verdun et de la Somme. Von Below l'a résumée d'un mot : « La force de la défensive résidera dans l'échelonnement en profondeur. » Cette force, qui comptait jusqu'ici sur la solidité des lignes avancées, s'appuiera désormais sur *les lignes arrière qui sont les lignes principales*. Il y a là-dedans, toute une évolution militaire et historique : dans le camp allemand, on regarde plutôt en arrière qu'en avant.

En principe, la Siegfriedstellung devait donc comprendre : 1° protégée par d'épais réseaux de fil de fer, une première tranchée avancée

dans un fond ; 2° une seconde tranchée plus profonde en arrière, sur la pente remontante ; 3° sur la crête, deux tranchées principales et rapprochées, reliant des bastions en béton, communiquant par des souterrains avec d'autres bastions isolés et enfin, permettant de descendre, par des escaliers profonds, dans des couloirs et des abris disposés sur deux étages et reliés à ceux de la seconde tranchée ; 4° sur la contre-pente, une tranchée de soutien.

Après la Marne, on s'était abrité ; maintenant on se cache, on se terre. Il ne s'agit plus de lignes, mais de carrières, de mines, de réduits souterrains.... Forme de la guerre que Bernhardi n'avait pas prévue !

De tels travaux nécessitaient une main-d'œuvre considérable. Hindenburg et Ludendorff réquisitionnèrent les populations des régions occupées. Par la contrainte et la terreur, ils purent se mettre à l'œuvre dès le mois d'octobre 1916. Leurs projets transpirèrent. Bientôt, la presse ennemie elle-même parla d'une ligne de repli Lille-Mézières-Verdun. A la fin de l'année, le service de renseignements d'Annemasse dressa une carte des organisations défensives qui s'exécutaient entre Arras et La Fère. En janvier, ce service eut connaissance du projet de repli *prévu pour le mois de mars* et un officier vint donner au G. Q. G. tous les renseignements utiles. Mais le général Nivelle tenait, de son tempérament comme de ses victoires, une confiance inébranlable ; il avait dit le 15 décembre : « Notre méthode a fait ses preuves ; la victoire est certaine. »

La position Siegfried, écrit Ludendorff, devait être prête *au début de mars*. Nous procédâmes également à l'exécution du *plan des destructions* projetées sur une bande de terrain s'étendant en avant de la nouvelle position sur une *largeur de 15 kilomètres*.

Le groupe d'armées du kronprinz Rupprecht avait élaboré les travaux d'évacuation et de destruction, sous le terme convenu d'*Alberich*, et les avait répartis sur *cinq semaines*. Nous pouvions, *au cas où une attaque ennemie le rendrait nécessaire*, les interrompre à tout moment et commencer la manœuvre de repli. *Le principal était d'éviter la bataille* (c'est-à-dire la bataille de Joffre, au début de février, qui eût tombé sur une armée en pleins préparatifs de retraite et sur une ligne fortifiée inachevée). Il fallait en outre sauver tout le matériel qui n'était pas incorporé au sol et les matières premières nécessaires à la guerre, *détruire les voies de communication les localités et les puits*, et ceci pour empêcher l'ennemi d'aborder très vite la nouvelle position avec des forces importantes ; il fut défendu d'empoisonner les sources. (D'où il résulte que la bataille de Joffre eût évité les destructions effroyables d'une des régions les plus riches de la France.)

Tel fut l'esprit avec lequel s'organisa la préparation de cette opération désespérée qu'on craignait bien d'avoir à accomplir sous le feu de l'ennemi. La Conférence de Cambrai prouve que la confiance du haut commandement dans une victoire militaire n'existait plus ; même au point de vue technique, le seul remède était, pour Hindenburg et Ludendorff, de s'ancrer dans la défensive à outrance. On comptait obtenir par ce moyen un triple avantage : 1° l'État-Major garderait sa pleine autorité dans les graves décisions mettant en jeu la vie de l'Allemagne ; 2° les deux duumvirs entrant en charge prendraient, tout à coup, figure de « sauveurs », grâce à l'habile manœuvre morale qui allait faire de la retraite *une opération géniale* ; 3° durant le délai accordé par les « propositions de paix » et la guerre sous-marine le peuple allemand trompé n'entendait pas encore l'aveu de la défaite dès maintenant irrémédiable.

En gagnant six mois au moins, on verrait la tournure que prendraient les événements par suite de la campagne défaitiste et révolutionnaire, notamment en Russie.

Au fond, toutes ces mesures n'étaient que dilatoires ; elles prolongeaient la guerre sans chances sérieuses de la gagner. Elles pèseront lourdement sur la mémoire des deux chefs qui les prirent, si jamais l'Allemagne se décide à ouvrir les yeux. La grande entreprise de tromperie et de fallace qui jeta une brume épaisse sur les yeux du peuple allemand, telle fut la grave responsabilité de Hindenburg et de Ludendorff ; elle eut pour conséquence de détruire l'Allemagne et de menacer d'anéantissement la civilisation elle-même, en faisant

FORMATION DE CAVALERIE BRITANNIQUE

tout dépendre du succès de la Révolution en Russie.

— En ce point, Falkenhayn, éclairé par le ressentiment, a vu juste lorsqu'il a dit dans ses mémoires militaires : « Rien n'a vraisemblablement plus contribué au lamentable dénouement de la guerre que le fait que la réalité ne fut dévoilée à la masse du peuple que lorsqu'il n'y avait plus rien à sauver ! »

EXÉCUTION DE LA RETRAITE ALLEMANDE SUR SAINT-QUENTIN. LES ALLIÉS DISCUTENT ET SUIVENT SANS POURSUIVRE

La retraite de l'armée allemande sur la position Siegfried ayant été décidée en octobre-novembre 1916, Ludendorff en arrêta toutes les conditions avec von Kuhl, chef d'état-major du groupe d'armées du kronprinz Rupprecht, les fit approuver par Hindenburg et l'empereur Guillaume et, le 4 février, l'ordre fut donné d'exécuter l'« Alberich ». Le premier jour de ce vaste programme d'évacuation et de destruction élaboré par von Kuhl fut exactement le 9 février : il devait durer cinq semaines ; après quoi, le 16 mars, la retraite des troupes commencerait. Mais il fallait se hâter ; car une simple pression des Alliés eût arrêté les destructions et fait perdre un énorme matériel. Tandis que Ludendorff mettait le chancelier Bethmann-Hollveg au courant, son état-major se muait en agence de faux renseignements, destinés à tromper les Alliés et à distraire la presse allemande et la presse neutre.

Ce repli, avoue Ludendorff, constituait *une très grave décision*. Il constituait un *aveu de faiblesse* qui devait avoir pour effet d'exalter le moral de l'adversaire, *en déprimant le nôtre* ; mais les nécessités militaires imposaient cette solution...

Des territoires évacués, nous enlevâmes de nombreux trésors artistiques pour les mettre à l'abri, en pays occupé, conformément aux prescriptions de la Convention de La Haye, concernant la guerre sur terre. Il était profondément regrettable d'avoir à *détruire les biens des habitants*, mais *c'était inévitable*. La population fut, en grande partie, repliée vers l'Est ; une faible partie seulement fut rassemblée dans quelques localités, par exemple à Noyon, Ham, Nesle et laissée sur place avec des vivres pour plusieurs jours. Il fallait éviter de procurer à l'adversaire un accroissement de ses forces, par un apport d'hommes aptes au service militaire ou au travail ; mais il était désirable de lui renvoyer le plus grand nombre possible de bouches à nourrir.

(Disons, en passant, que ces destructions systématiques poseront, pour l'avenir, le grave problème des réparations qui inclura, pour un temps indéfini, la guerre dans la paix. Mais, qu'importait aux chefs allemands : avant tout, voiler leur honte, fût-ce sous un amas de décombres : pitié, humanité, civilisation, rien ne comptait pour eux. Le froid compte rendu de Ludendorff et cette étonnante persévérance dans le « diabolique » est une horreur ajoutée à tant d'autres).

Que faisait, cependant, l'État-major français ?

Nous l'avons dit : des renseignements précis lui étaient parvenus à Beauvais, où il s'était installé, surtout à partir de février. Des renseignements semblables arrivaient à Montreuil, au Grand Quartier général britannique. On signalait des incendies, des explosions, des enlèvements de voies ferrées, des travaux énormes entrepris par les civils.

Les Anglais d'ailleurs, enserrant dans une large tenaille le saillant allemand de Grandcourt, poussent déjà de l'avant pour faire évacuer cette poche. La croupe de Beaumont-Hamel enlevée le 11 janvier, Grandcourt le 7 février, on décide d'attaquer quand, brusquement, le 24 février, les patrouilles britanniques trouvent évacuées les positions de Pys, Miraumont et Serre. On s'étonne. Ligny, la butte de Warlencourt, Puisieux-au-Mont, Gommécourt tombent le 27 et le 28.

Cette fois, il faut bien reconnaître qu'il se passe quelque chose. Douglas Haig adresse, le 2 mars, une note à Londres et à Beauvais. Alors, comme au temps de la bataille de la Marne, l'idée d'un *traquenard* naît dans l'esprit des chefs anglais toujours inquiets, par ailleurs, de leur sécurité en Flandre, où se fait la liaison avec la mère-patrie. Pour Haig, la retraite allemande signifie une attaque prochaine à large envergure et la nécessité de prévoir, en ce cas, *l'abandon éventuel de la grande offensive.*

Le général Nivelle ayant informé aussitôt M. Briand, celui-ci, le 6 mars, télégraphia à Lloyd George que le maréchal Haig paraissait ne pas accepter les décisions de la Conférence de Calais, remettait en question le plan d'opérations et semblait vouloir renoncer à l'initiative offensive ; qu'en présence du repli allemand sur l'Ancre, le général Nivelle avait décidé, par son Instruction du 7 mars, de ne rien changer à son plan ; seule, l'attaque secondaire sur l'Ancre était supprimée, ce qui renforçait le maréchal Haig de 6 divisions.

Une conférence se réunit en conséquence à Londres, les 12 et 13 mars. Cela semble un premier pas vers le commandement unique : un accord signé des deux commandants en chef définit les rapports de subordination *momentanée* de l'armée britannique avec le général Nivelle; en outre, un organe de liaison était créé sous les ordres du général Wilson.

Cependant, le fait nouveau, c'est-à-dire la retraite allemande sur l'Ancre, prenait de jour en jour plus d'importance. Il se développait sur de larges bases, et cela, à la surprise générale; une note du deuxième bureau du G. Q. G., le 22 février, avait à peine ouvert les yeux; une note de Franchet d'Espérey, le 4 mars, qui concluait à la nécessité d'attaquer le plus tôt possible ou de modifier la forme de l'offensive, n'eut pas plus de succès. Le général Nivelle, ne croyant pas la retraite possible, maintenait encore son plan le 7 mars :

> Sur le front du G. A. N., aucun indice matériel ne permet de préciser que le repli volontaire des Allemands s'étendra à cette région. Il paraît peu vraisemblable que l'ennemi abandonne sans combat, ou même sans résister à outrance, l'un des principaux gages qu'il tient sur notre sol, c'est-à-dire la ligne la plus rapprochée de Paris, jalonnée par Roye, Noyon, Soissons... Je décide de ne pas changer dans son ensemble le plan d'opérations de 1917.

Toutefois, le général Nivelle commençait à envisager comme sérieuse l'éventualité d'un repli allemand et il prescrivait :

> Lorsque le recul de l'ennemi s'exécutera, il y aura lieu de *le suivre énergiquement,* mais en n'y employant que les effectifs nécessaires, de façon à créer des *disponibilités* dont je pourrai me réserver l'emploi sur d'autres points du front suivant les circonstances (de préférence à l'est de Reims).

On en était encore aux hypothèses et l'ennemi décampait. Chaque jour, devant le groupe d'armées de Franchet d'Espérey, la retraite se précisait. Bientôt la région de Lassigny se vide. Nivelle en est avisé à Londres et, rentré à Beauvais, il donne immédiatement, le 14 au matin, l'ordre de poursuivre. Le même jour, l'armée britannique trouva une moindre résistance au bois de Saint-Pierre-Vaast et, le 15, l'armée Fayolle tombe dans le vide au bois de Crapeaumesnil ; le 15 au soir, Haig prescrivit à tous ses corps d'armée de lancer des patrouilles ; puis il donna ses ordres pour une avance générale.

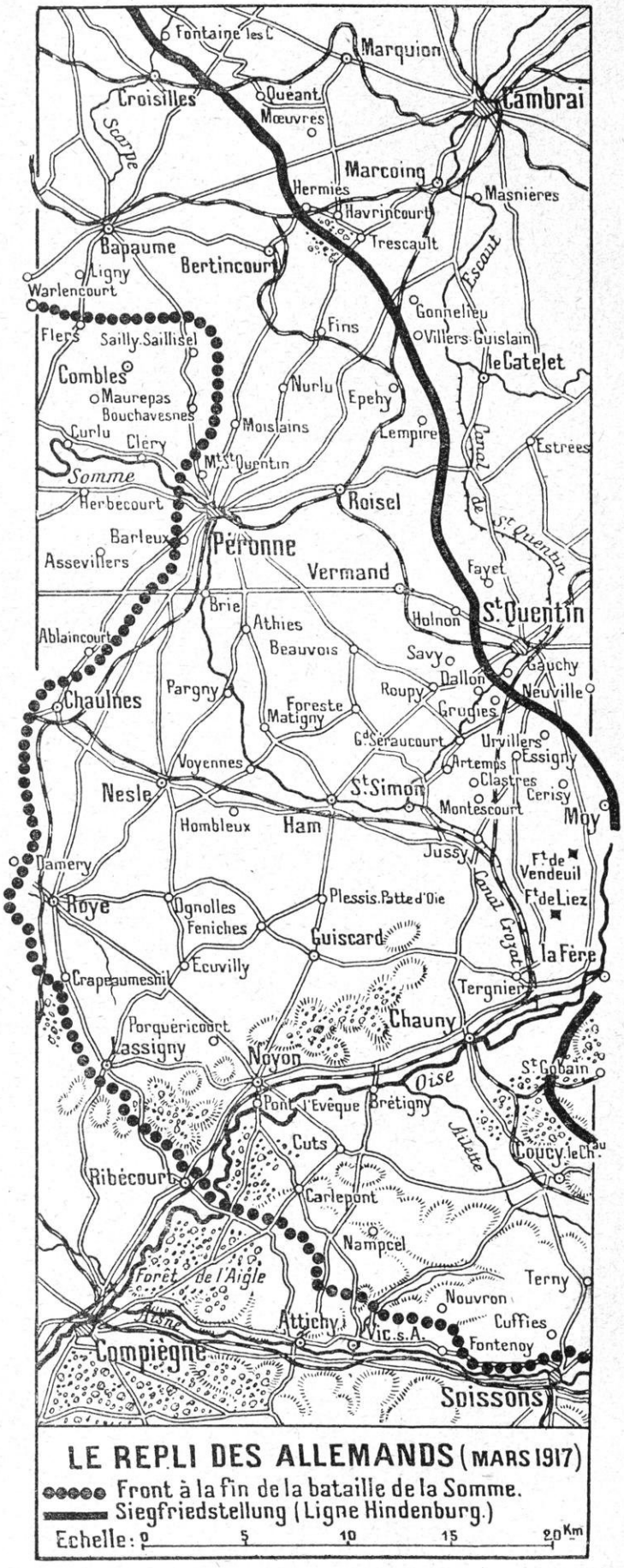
Le 17 au matin, les détachements avancés s'ébranlent partout. Ces deux journées, 17 et 18 mars, furent parmi les plus émouvantes de la guerre : l'invasion qui pesait sur la France depuis trois années, refluait. A midi, le 17, une patrouille britannique entrait dans Bapaume incendié et anéanti ; l'ennemi, sous les obus an-

glais, se retirait par la route de Cambrai. Depuis Damery jusqu'à Condé-sur-Aisne, les armées Fayolle et Humbert s'étaient mises en mouvement dans la nuit du 16 au 17. On entrait, le 17, dans les ruines de Roye et de Lassigny. Cependant, on marchait toujours prudemment; le 18 au matin, les Anglais entraient à Péronne, la cavalerie française occupait Nesle et Noyon.

Il est impossible de dépeindre la joie de ces braves gens à se retrouver parmi des Français après avoir été longtemps sous la botte allemande. Ils nous disent que les Boches sont partis dans la nuit, après avoir incendié les casernes et fait pas mal de choses plus ou moins propres. Ces libérés ont faim, aussi nous leur donnons les quelques rares boîtes de singe qui nous restent. Ils s'étonnent de voir que nous avons du pain aussi blanc et combien il leur paraît bon en comparaison du misérable pain noir qu'ils mangeaient depuis deux ans et demi! Nous entendons crier: « Aux faisceaux et rassemblement... » Nous prenons la route de Pont-l'Evêque, où nous arrivons au bout de dix minutes. Là, par exemple c'est un triste spectacle; les portes des maisons et les fenêtres sont brisées; à l'intérieur nous voyons les meubles démolis à coups de hache; la literie est déchirée, piétinée : ce n'est pas de la guerre, c'est de la sauvagerie... Nous marchons vers Noyon. Là, un accueil enthousiaste nous attendait. Toute la population civile qui restait, car les Allemands avaient emmené nombre de malheureux habitants, nous fêtait. Ce n'était qu'embrassades et poignées de mains. C'était vraiment du délire. Des gamins marchaient devant nous, avec de petits drapeaux qu'ils avaient fabriqués. Une heure inoubliable et, nous aussi, nous avions les larmes aux yeux... (1)

La colère, à la vue des destructions de l'ennemi, l'enthousiasme de la délivrance, tels sont les sentiments qui, simplement exprimés par ce soldat, se sont répandus, à la même minute, dans toute l'armée française. Dans ce « royaume de la mort », les ruines succèdent aux ruines. « Ne vous irritez pas, admirez seulement », lit-on sur un écriteau planté par les Allemands sur la place de Péronne. On avance, la haine au cœur. Ham, Guiscard, Chauny, Tergnier occupés le 19 mars, on atteint le soir Roupy, aux portes de Saint-Quentin, et la cavalerie franchit le canal Crozat.

(1) Récit d'un mitrailleur du 139e dans GINISTY, *La Victoire*, p. 163.



LE REPLI DES ALLEMANDS (MARS 1917)

Front à la fin de la bataille de la Somme.
Siegfriedstellung (Ligne Hindenburg.)
Echelle: 0 5 10 15 20 Km

Tout le pays n'est qu'un immense désert, écrivait le *Berliner Tageblatt*, sans arbre, ni buisson, ni maison. Nos pionniers ont scié ou haché les arbres qui, pendant des journées entières, se sont abattus jusqu'à ce que le sol fût rasé. Les puits sont comblés, les villages et les villes anéantis. Des cartouches de dynamite éclatent partout. L'atmosphère est obscurcie de poussière et de fumée.

Ainsi, il n'avait pas suffi à l'Allemagne de soulever l'indignation du monde par le spectacle des atrocités dont elle avait souillé, en 1914, la ruée de ses armées ; elle achevait son crime en détruisant la vie dans son principe sacré, la beauté dans son éternité et jusqu'à la mort elle-même. Nous avons vu les sépultures violées, les ossements éparpillés, les arbres sciés à un mètre du sol, les villes, les villages, les hameaux effondrés, tous les foyers éteints, et les habitants en foule, chassés et dispersés en plein hiver, dans la neige. A l'exil de ces pauvres gens, jeunes et vieux, dont combien sont morts de misère, de privations et de mauvais traitements, à la rafle des stocks, des machines, des produits de toute sorte, jusqu'aux fruits des jardins, jusqu'aux matelas et aux boutons de porte, à la déportation en masse dans les camps affreux et mortels des confins de la Russie, à l'enlèvement de 80 000 jeunes filles, l'Allemagne ajoutait maintenant l'horreur de son brigandage et de son sadisme, organisés pour cet anéantissement de toute une population et de la nature même. Il ne fait pas doute, et cela a été démontré par des enquêtes incontestables, que les propriétés furent livrées à un pillage systématique et abandonnées méthodiquement à la rapacité du soldat. D'immenses convois de bateaux et de wagons partirent, portant des colis emballés et étiquetés à des adresses individuelles. Ces trésors ont enrichi, en Allemagne, les particuliers; ils représentent des valeurs immenses. Et si ces quelques lignes n'étaient pas inscrites dans l'histoire, la réparation et le souvenir même en seraient, à tout jamais, omis et oubliés (1).

(1) Pour les faits précis relevés sur les lieux à l'époque même, voir mon livre : *L'Aisne pendant la Grande Guerre*, notamment p. 69 et suiv.

C'est au milieu de cette épouvantable désolation que les troupes françaises serrant des mains le fusil et les yeux en larmes, marchaient sur Saint-Quentin.

Les Anglais, le 18 au matin, avaient franchi la Somme au pont de Brie en colonne par un. La progression s'était étendue au Nord, les jours suivants, jusqu'à Beaurains ; la cavalerie était au contact. Pourtant on est toujours hésitant : les voies de communication sont détruites, l'ennemi est intact, ses canons sont en position, sur la nouvelle ligne encore éloignée ; ne va-t-il pas contre-attaquer? Haig tâte, en quelque sorte, le terrain non organisé qu'il fortifie en avançant. « La *prudence*, écrit-il, était évidemment de rigueur ».

Le 22 mars, une certaine résistance commença de se manifester sur la ligne générale Arras-Nurlu-Roisel-Vermand-Roupy-Clastres-canal Crozat-Coucy. Ludendorff et von Kuhl durent, cependant, renoncer à une contre-attaque générale sur le front de la position Siegfried, à cause de la fatigue des troupes et du manque d'effectifs. Même, la contre-attaque locale prévue au sud de Saint-Quentin dès le franchissement de la Somme et du canal Crozat, conduite mollement, échoua devant l'élan des troupes de Franchet d'Espérey ; celles-ci, le 22 et le 23, bousculent l'ennemi entre Clastres et Montescourt et à Artemps, le 24 aux tranchées de Savy, à Grand-Seraucourt et à Gibercourt ; les forts de Liez et de Vendeuil sont occupés; le 25, les crêtes d'Essigny-le-Grand sont enlevées.

Franchet d'Espérey avait vu son groupe d'armées réduit à la 3e armée (Humbert), composée des 14e, 35e et 33e corps et 8 divisions; la 1re armée (Fayolle) était remise à la disposition du général en chef. Quelques jours plus tard, les 3 et 4 avril, Humbert s'emparait de l'Épine de Dallon, Dallon, Giffécourt et Cerizy ; sous des rafales de neige, il enlevait Grugies, Urvillers et Moy. Saint-Quentin était en vue : on discernait le dos énorme de la cathédrale se dessinant sur le ciel. Mais, tout d'un coup, on dut s'arrêter.

Tandis que, plus au sud, on prenait le moule

DANS NOYON RECONQUISE. — REMISE DE DÉCORATIONS PAR LE PRÉSIDENT POINCARÉ

des positions allemandes tout autour du massif de Saint-Gobain étroitement enserré, les Anglais réoccupaient Roisel et Vermand, marchaient vers Cambrai et le canal de Saint-Quentin ; ils étaient arrêtés devant Quéant, mais pénétraient dans le bois d'Havrincourt, occupaient Holnon, fermant ainsi le cercle autour de Saint-Quentin.

LE CONTRE-COUP DE LA RETRAITE SUR LE PLAN DE NIVELLE. M. PAINLEVÉ ET LA CONFÉRENCE DE COMPIÈGNE

Achevée sur la position Siegfried, comme il vient d'être dit, la retraite de l'ennemi donnait à celui-ci l'avantage d'une défensive plus facile sur un front à la fois moins étendu et plus solide. Des effectifs importants purent se refaire à l'arrière ; l'état-major de la 1re armée (Fritz von Below), libéré, fut porté des deux côtés de Reims, entre les VIIe et IIIe armées ; en même temps, des divisions revinrent de Roumanie et une main-d'œuvre importante entreprit l'amélioration des positions susceptibles d'être attaquées.

La presse allemande fut si bien travaillée que l'idée de la victoire remportée par l'Entente et dont le repli était la preuve incontestable, ne put pas se répandre : Ludendorff s'en vante expressément. Le leit-motiv des journaux allemands fut, par ordre : « Nous avons rendu notre front plus mobile pour l'attaque ». Par cette nouvelle « manœuvre morale », la retraite de Noyon sur Saint-Quentin n'apparaissait pas comme une victoire alliée, elle devenait même une « généralité » allemande. Nous avons vu le maréchal Haig tomber dans le piège et craindre une attaque puissante. Ce n'était pas avec une grande confiance qu'il préparait cette offensive qui, le 9 avril, allait emporter la colline de Vimy ; aussi ne faudra-t-il pas s'étonner si ce succès

magnifique qui plongeait Ludendorff dans les pires angoisses, ne fut pas exploité.

Ludendorff dit : « Les projets de l'adversaire furent contrariés. » En effet. On pourrait même employer une expression plus forte. Le général Nivelle restait les yeux fixés sur le Chemin des Dames. Il est vrai qu'il avait à tenir compte de considérations nouvelles, qui ne relevaient pas uniquement de l'ordre militaire et qui, d'ordre politique et gouvernemental, pesaient chaque jour de plus en plus sur la conduite de la guerre.

Mais, voyons, d'abord, les conditions militaires nouvelles de l'action offensive prévue. Une première constatation : l'armée britannique et l'armée française en étaient réduites à délaisser sur les lignes anciennes du front un énorme matériel, un chantier tout équipé : gares et voies, routes, camps, dépôts, ambulances, emplacements de batteries, munitions, approvisionnements de toutes sortes. Les deux armées s'étaient avancées dans une région désertique, où il leur fallait tout créer ou recréer : tâche immense qui excluait toute idée d'offensive immédiate en face d'un ennemi puissamment retranché.

A force de tarder, le projet d'offensive s'était, en plus, divulgué. On savait partout en France qu'une bataille décisive allait être engagée et qu'elle allait libérer les territoires envahis. Chez l'ennemi, on connaissait le plan de la bataille, du moins dans le secteur Vauclerc-Craonne : le 15 février, devant Maisons de Champagne, les Allemands l'avait découvert sur le corps d'un officier de la 2e division. Ils purent ainsi porter tout leur effort défensif au point principal de l'attaque et ils eurent deux mois pour s'y préparer. A la dernière minute, le 4 avril, dans une attaque entre le pont de Sapigneul et le Godat, ils surprirent tout le dispositif de l'attaque du fort de Brimont et des deux tiers du secteur Reims-Craonne.

Le raccourcissement du front avait, d'autre part, permis au général Nivelle de prélever sur le groupe d'armées du Nord (Franchet d'Espérey), fort de 26 divisions, une masse de 16 divisions dont 12 constituèrent une nouvelle armée de réserve (1re armée) et 4 vinrent renforcer en Champagne la 4e armée, qui allait ainsi participer à l'offensive. Mais si la puissance de cette opération ainsi élargie s'en trouvait accrue, la force de la défensive ennemie l'était également, et cela n'échappait pas aux exécutants, notamment au général Mazel qui, entre Craonne et Reims, commandait la 5e armée.

Enfin les idées du général Nivelle étaient discutées dans les états-majors avec une étrange passion. Ce n'était plus l'autorité incontestée de Joffre. Maintenant, on n'hésitait plus à passer par-dessus les chefs hiérarchiques. Le colonel Renouard, chef du 3e bureau (opérations) au G. Q. G., exprimait au général Lyautey, ministre de la Guerre, qui avait lui-même des doutes sur la possibilité de la rupture, toute son angoisse personnelle. Lyautey songea, au début de mars, à remplacer Nivelle. Le général Mazel s'adressait également au général Lyautey pour lui exprimer ses doutes sur la possibilité de la rupture. Le général Mangin, de son côté, s'accommodait mal, pour préparer son plan d'attaque selon l'esprit de Verdun et selon l'esprit de Nivelle, de l'intermédiaire du général Micheler, commandant le groupe d'armées de rupture. Celui-ci perdait, comme le général Mazel, toute confiance dans la rupture (1). Les réserves allemandes, selon lui, ne pouvant plus être attirées dans la poche de Roye par la ventouse de la bataille d'usure, aucune surprise ne serait plus possible à Vimy et au Chemin des Dames : ces points, qu'on n'eût trouvés que faiblement tenus, étaient de jour en jour renforcés. S'étant confié à M. Albert Favre, celui-ci prévint M. Painlevé, ministre de la Guerre dans le cabinet Ribot formé le 19 mars, ainsi que nous l'expliquerons plus loin. Partout se développait, à l'approche de l'heure décisive, la crise d'autorité que le départ de Joffre avait fait naître.

(1) A la fin de mars, le général Micheler dit à M. Albert Favre, en visite à son quartier général : « Vous vous rappelez, monsieur le député, ce que je vous ai dit, il y a quelque temps : 80 p. 100 de chances. Maintenant, je dis : 20 p. 100. »

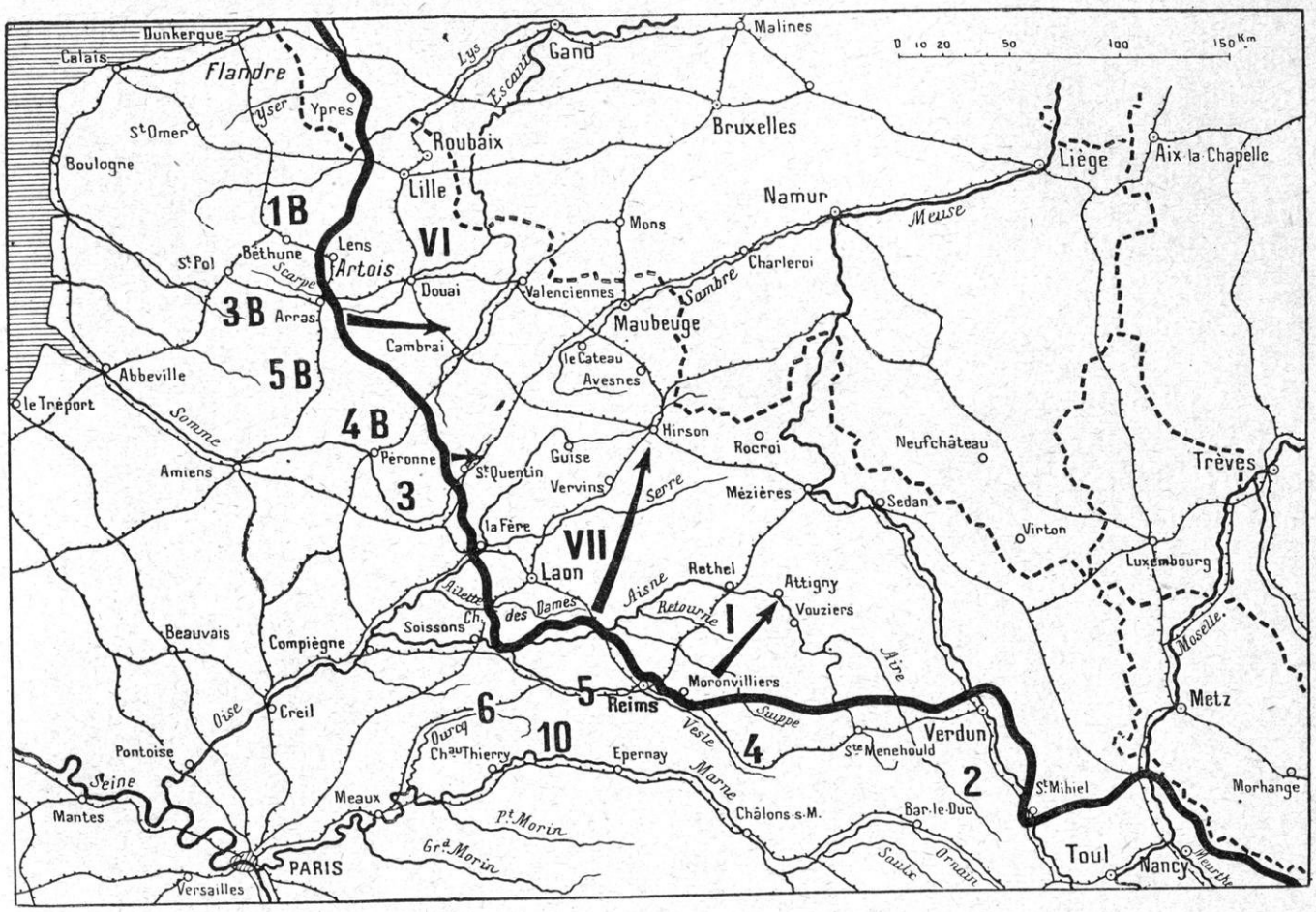


SCHÉMA D'ENSEMBLE DES DIRECTIVES DE NIVELLE

Rarement offensive plus délicate fut préparée dans une telle atmosphère de doute, de méfiance, d'opposition plus ou moins déguisée : les deux premiers exécutants, Haig et Micheler, marchaient à contre-cœur. Douglas Haig s'était résigné, à Londres, à faire l'assaut de Vimy alors que sa pensée était d'attaquer plus au nord, et il mettait comme condition de date les premiers jours d'avril. Nous avons dit l'opinion de Micheler. Ainsi, le ministre de la Guerre sortant, général Lyautey, léguait à M. Painlevé une succession lourde de pessimisme et d'inquiétude.

Le premier acte de M. Painlevé, qui eût préféré la méthode de Pétain à celle de Nivelle, fut d'écouter la voix de ceux qui soulevaient des objections et d'en conférer, le 22 mars, avec le général Nivelle. Celui-ci se montra alors avec ses fortes qualités militaires. Sa foi dans la victoire était inébranlable. Ajoutons que, mettant le retard à profit, sa préparation, dans l'ensemble, était poussée à fond. Puisqu'on l'avait appelé au poste suprême, il était du devoir de tous de le suivre et de s'inspirer de son magnifique esprit d'exécution. Malheureusement, la crise d'autorité une fois déclanchée, le harcelait maintenant : pas un homme politique influent qui ne reçût directement des colonels et généraux des notes et des avis. M. Painlevé interroge lui-même les exécutants : Franchet d'Espérey, Pétain qui assure que l'attaque sera « coiffée » par les réserves allemandes sur la seconde position, et enfin Micheler qui espère encore arriver jusqu'à Laon, mais au prix de grandes pertes (1).

(1) Nivelle conservait des défenseurs et il y avait des nuances : un rapport parlementaire lu à la Chambre le 1er mars 1917 s'exprime en ces termes : « Tous les généraux — nous y insistons — que nous avons vus, Nivelle, Fayolle, Mangin, Micheler, Pétain, sont unanimes sur ce point : c'est qu'il n'y a plus de front inviolable et que le front sera crevé par qui le voudra, à condition d'y mettre le prix. »

Écartant, cependant, l'idée de surseoir à l'offensive et d'envoyer une armée dans le Trentin, comme il y pensa un moment, — de crainte d'être seul de cet avis au gouvernement, — M. Painlevé se rallia définitivement au plan de Nivelle, mais avec une confiance mal assurée et qui laissait au commandant en chef la responsabilité tout entière. Le ministre posa encore, le 3 avril, une question précise sur les chances de l'offensive au général Nivelle. Il trouva celui-ci plein d'une « assurance impressionnante » mais affirmant, d'ailleurs, que, si la rupture n'était pas obtenue en vingt-quatre ou quarante-huit heures, il n'insisterait pas, car, « sous aucun prétexte, il ne voulait recommencer une bataille de la Somme ». On se mit d'accord sur la nécessité d'attendre le beau temps et de pousser à fond la préparation sur les deux premières positions. Et l'on put croire, enfin, close la série des discussions, quand survinrent de nouveaux méfaits de la crise d'autorité.

Les présidents du Sénat et de la Chambre étant rentrés, très inquiets, d'une visite aux états-majors, en rendirent compte à M. Poincaré et à M. Ribot ; ce dernier reçut, par ailleurs des mains du colonel Messimy, une lettre inspirée par le général Micheler et concluant à solliciter un ordre immédiat de surseoir à l'offensive. En conséquence, le gouvernement crut devoir réunir, le 6, un Conseil de guerre à Compiègne. Encore un Conseil! Et à la dernière minute! Quoi de plus contraire à la bonne direction des affaires militaires ! On recherchait encore « une entente », par une sorte de procédure politique et parlementaire, alors que, selon les exigences des responsabilités militaires, il fallait prendre une résolution et commander.

A juste titre excédé de ces tiraillements et de ces manœuvres opposés à sa conception de la bataille, le général Nivelle vint à Compiègne et, soldat, dit que l'heure des tergiversations était passée. Les Comités de guerre britannique et français ayant décidé l'offensive, lui, commandant en chef, était lié par des directives. S'il était reconnu que les facteurs nouveaux, tels que la Révolution russe et l'intervention américaine, étaient de nature à modifier ces directives, c'était au gouvernement à prendre ses décisions ; mais, alors, il ne s'agissait plus de responsabilités militaires.

Car, il faut bien le reconnaître, enfin, de retards en retards, le système dilatoire de Ludendorff triomphait. L'empereur Nicolas avait abdiqué le 16 mars. Qu'allait devenir maintenant l'armée russe et, par répercussion, l'armée roumaine, l'armée de Salonique, et même l'armée italienne? Par contre, les États-Unis ayant proclamé l'état de guerre avec l'Allemagne le 3 avril, à quelle date les premières troupes américaines combattraient-elles en France? Autant de points d'interrogation qui augmentaient l'indécision du ministre compétent, M. Painlevé.

Il eût voulu attendre, mais il n'osait pas se prononcer et hésitait devant une responsabilité à laquelle l'acculait la netteté d'attitude du général Nivelle. Malgré son insistance, celui-ci n'avait pas obtenu du général Alexeieff ni du général Cadorna l'exécution des engagements pris à Chantilly, en novembre, d'attaquer *simultanément*. Fallait-il les attendre? Nivelle ne le pensait pas : il ne voulait pas renoncer à la chance de finir la guerre en 1917 ; l'ennemi créait 22 divisions nouvelles et ramenait des forces de Roumanie et de Russie. Et s'il se mettait à reculer encore ; tomberait-on une fois de plus dans le vide?

Castelnau, Franchet d'Espérey, Micheler, Pétain, présents à la conférence furent consultés et leurs avis étant conformes à ce que nous savons de leurs dispositions, le général en chef offrit sa démission, alléguant « les multiples interventions auprès de ses subordonnés » et la liberté nécessaire au Comité de guerre pour délibérer sur la conduite générale de la guerre. Mais M. Poincaré, M. Ribot et M. Painlevé invoquèrent aussitôt l'effet désastreux d'un tel événement sur l'armée et sur le pays. A la prière de M. Albert Thomas, revenu le 8 à Compiègne et parlant au nom du gouvernement le général Nivelle retira sa lettre de démission.

Le partiétait pris. On attaquerait. Mais, il n'y

avait plus une minute à perdre. Le lendemain, 9 avril, le maréchal Haig donnait l'assaut de la falaise de Vimy.

Un dernier coup d'œil sur la situation dans le camp ennemi. Cette situation était de plus en plus grave. Les aveux de tous les dirigeants militaires et civils de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie sont formels. Attesté par les procès-verbaux de la Conférence de Cambrai de septembre 1916, le désespoir s'accroît au cours de l'hiver. La proposition de paix du 12 décembre a été écartée par l'Entente et Ludendorff écrit :

> La décision prise au sujet de la guerre sous-marine et notre recul sur la position Siegfried avaient fait comprendre à tous, même aux civils, et d'une manière frappante, la gravité de la situation, telle que la jugeait le Haut Commandement. Le gouvernement aurait dû voir clairement que, seule, une conduite énergique et réaliste pouvait nous sauver.

M. PAINLEVÉ, MINISTRE DE LA GUERRE
(CABINET RIBOT)

L'Autriche-Hongrie est à bout. Le généralissime von Arz confie à Ludendorff que « l'armée austro-hongroise ne pourra combattre que *jusqu'à l'hiver* ». L'empereur Charles aspire à la paix. Il faut se concerter. Une nouvelle conférence réunit, aux premiers jours d'avril, à Hombourg, l'empereur Guillaume, Bethmann-Hollveg, Hindenburg, Ludendorff, l'empereur Charles, le comte Czernin et von Arz. Czernin apporte la proposition de rendre l'Alsace-Lorraine à la France et cherche à éclairer le conseil sur les difficultés intérieures extrêmement sérieuses de son pays et de l'Allemagne elle-même. L'avis de Ludendorff que l'on était encore capable de grands efforts prévalut. Il n'en reste pas moins, qu'à ce moment, si la Russie sombrait, l'Autriche également s'effondrait. Le parallèle est saisissant. Il y eut là encore une de ces heures où le Destin semble hésiter : tandis qu'à Compiègne, la France se prononce pour un effort qu'elle croit définitif, à Hombourg l'Allemagne et l'Autriche, comme résignées à la défaite, s'interrogent sur les meilleurs moyens d'obtenir « une paix rapide ».

C'est donc au milieu de cette atmosphère si troublée, — aggravé encore par le lent cheminement de la propagande pacifiste vers le front, signalé par le général Nivelle au gouvernement (1), — que la bataille occidentale allait s'engager. Tel était, au moins pour une forte part, le résultat de la crise de décembre. Un des maîtres de la plus pure tradition morale, le général Humbert, appréciait la situation avec la franchise du soldat : « Nous traversons une crise grave, écrivait-il à ses fils le 14 décembre. Je crains qu'elle ne mène à l'anarchie. »

Malaise dans le camp de l'ennemi ; malaise dans le camp des Alliés. L'esprit de guerre perd peu à peu son caractère sévèrement militaire ; des préoccupations de tous ordres troublent la sérénité des décisions des grands

(1) DE CIVRIEUX, *L'Offensive de* 1917, p. 210.

chefs, l'esprit de discipline des exécutants et, bientôt, car rien n'apparaît encore, la confiance de la troupe.

Et le duel va s'engager : à Kreuznach comme à Compiègne, les dernières dispositions sont prises, ici pour attaquer, là pour se défendre. Nous avons dit le grand effort de la tactique allemande pour régler l'organisation de la défensive en réponse à la puissance du matériel franco-anglais. Bien que cette organisation ait trouvé son type achevé dans la position Siegfried, l'Allemagne s'émeut : elle a l'angoisse de la rupture.

De Compiègne, une dernière directive, le 4 avril, a communiqué à toutes les armées britanniques et françaises la dernière pensée de Nivelle : Pour atteindre le but, c'est-à-dire la *destruction* de l'ennemi, les opérations comporteront deux phases : *bataille prolongée* et *exploitation intensive*. Les offensives seront *convergentes* vers les communications allemandes. Les armées britanniques rompront le front entre *Givenchy et Quéant* et exploiteront *latéralement* en arrière de Lens-La Bassée et à revers de la ligne Hindenburg. La IV^e^ armée britannique coopérera à l'action du G. A. N. Celui-ci attaquera *Saint-Quentin*, puis le front *Harly-Alaincourt* et coopérera à l'action du G. A. R. Celui-ci rompra le front entre *Soissons et Nauroy* et poussera en direction de Guise, Vervins, Hirson. La 4^e^ armée (du G. A. C.) enlèvera, entre *Nauroy et Auberive*, le massif de Moronvilliers et poussera en direction de Vouziers et Attigny.

L'exploitation britannique se fera suivant l'axe Valenciennes-Louvain, la II^e^ armée anglaise débouchant d'Ypres en liaison avec l'armée belge. Celle-ci, rompant le front à Steenstraat et Dixmude, marchera sur Roulers et Gand, tandis que le 36^e^ corps attaquera le long de la côte. Face au nord-est, les G. A. N. et G. A. R. progresseront vers la zone Sambre-Sedan, le G. A. C. au sud.

Chaque groupement de forces doit prévoir et organiser à l'avance la ruée vers les lignes de communication adverses qui traversent la zone d'exploitation. C'est par la *marche en avant brusquée de toutes nos forces disponibles* et par la *conquête rapide des points les plus sensibles* pour le ravitaillement des armées ennemies que nous devons rechercher leur désorganisation complète et précipiter leur repli.

Le but est vaste, les objectifs lointains, l'espoir immense. Les dés sont jetés.

Mais, tout à coup, l'espoir parait s'assombrir dans une sorte de suprême hésitation. Le chef lui-même, si vigoureux qu'il soit, finit par perdre quelque chose de cette belle assurance qui était sa force : « La bataille est nécessaire, écrit Nivelle lui-même, *si l'on ne veut pas « repenser à la paix sans la victoire »*. Quoi qu'il en soit, elle aura pour résultat, tout au moins, que « *la situation se trouvera éclaircie sur l'Aisne* » et que l'on est sûr d'y remporter « *un succès honorable* ».

Cette grande préparation, cet effort unique, pour obtenir « un succès honorable » ! La grande manœuvre de rupture en coup de foudre se trouverait ainsi éliminée et comme stérilisée !

On est au 5 avril. Depuis plusieurs jours, sur le front britannique, le canon tonne.

LE SENS ET LES PRÉPARATIFS DE LA BATAILLE DE VIMY (9 AVRIL-3 MAI 1917)

Dans les dépêches qu'il adressait à Londres, le maréchal Douglas Haig s'explique avec beaucoup de sincérité sur ses intentions stratégiques pour 1917. Alors que la décision de Chantilly faisait de l'offensive d'Arras l'opération principale de l'armée britannique, le maréchal Haig déclare sans détour qu'il entend la transporter sur un autre secteur, dès que les objectifs seront atteints dans la région d'Arras où, d'ailleurs, il n'a pas l'espoir de cueillir des succès importants.

Le front choisi pour ces opérations ultérieures était celui des *Flandres*. Elles devaient être commencées aussitôt que possible après l'offensive d'Arras et *continuées tout l'été*, autant que les forces à ma disposition le permettraient... Des mesures préparatoires avaient déjà été prises, notamment l'extension nécessaire du réseau ferré du secteur qui, *depuis le début de* 1916, se poursuivait posément. J'espérais donc pouvoir, après

SOLDATS CANADIENS DANS UNE TRANCHÉE DE SOUTIEN

avoir achevé mon offensive du sud, lancer l'attaque des Flandres *sans grand délai*, et porter au nord *un coup effectif* avant que l'ennemi se soit rendu compte que *l'attaque du sud ne serait pas poussée davantage.*

Tel est donc le grand dessein du maréchal Haig, depuis qu'il a pris le commandement en chef et surtout depuis que les sous-marins allemands de Zeebrugge menacent la sécurité de l'Angleterre. La pensée de Haig est toute vers la préparation de l'offensive en Flandre, quelque retard qui lui soit imposé par les circonstances. C'est une idée personnelle au maréchal, mais c'est aussi une idée avant tout britannique.

Le plan de campagne de Chantilly, les projets de Joffre, ceux que Nivelle leur a substitués, rien n'a pu changer le plan particulier de Haig. A force de ténacité, il a obtenu que sa subordination à Nivelle ne vaudra que pour l'offensive d'avril et que « si cette opération ne produit pas tous les résultats espérés dans un temps raisonnable, l'effort principal des armées britanniques sera transféré en Flandre... Dans ce cas, ajoute-t-il, nos alliés doivent m'aider en relevant le plus possible du front tenu par mes troupes et en attaquant sur le front français, en combinaison avec mes opérations des Flandres ».

Le maréchal Haig était d'avis, d'autre part, que le retard des Italiens et surtout la révolution russe changeaient la situation telle qu'elle avait été envisagée à la conférence de Chantilly. Nous avons dit sa résistance au plan de Nivelle. Obligé de combattre à Vimy quand sa pensée est au saillant d'Ypres, il songe déjà, ayant à peine étendu sa droite de Bouchavesnes à Damery, à revenir sur cette extension. Dans de telles dispositions d'esprit, la bataille d'avril ne prenait évidemment pas toute son importance aux yeux du maréchal.

Cependant Haig, fidèle aux engagements pris par le gouvernement britannique, s'était préparé dans le secteur d'Arras. Mais si ce front d'attaque, avait l'avantage d'être en

dehors de la zone du repli allemand, il ne pouvait plus faire office de tenaille nord, la tenaille sud ayant disparu avec la retraite de l'ennemi : les actions ne sont plus, à proprement parler, des actions convergentes. Là aussi, le plan stratégique de Joffre se trouvait altéré et comme disloqué. La convergence des vues n'existait pas plus que la convergence des actions. Il s'agissait surtout, pour l'armée britannique — en tout cas, c'est ainsi que Haig comprenait sa mission, — de retenir le plus possible de divisions allemandes en emportant des points particulièrement solides, la crête de Vimy et les hauteurs de Monchy-le-Preux, et en pénétrant au delà, dans la plaine de Douai. Telle allait être la tâche de la Ire armée (général Horne) et de la IIIe armée (général Allenby).

Les travaux entrepris furent considérables : construction de voies ferrées, établissement de pistes en madriers, construction de stocks de munitions et d'approvisionnements, construction de baraquements et d'abris, de canalisations d'eau, aménagement des carrières et des caves d'Arras mises en communication avec les tranchées à l'est de la ville. Avec les gros effectifs de leurs arrières, les Anglais s'entendaient merveilleusement à ces travaux de préparation.

Nous avons dit les intentions du général Nivelle. Sa directive du 4 avril prescrivait aux armées britanniques de rompre le front entre Givenchy et Quéant, puis d'exploiter latéralement en arrière de Lens-La Bassée et à revers de la ligne Hindenburg. La IVe armée britannique devait coopérer ensuite à l'action du groupe d'armées du Nord chargé d'attaquer Saint-Quentin.

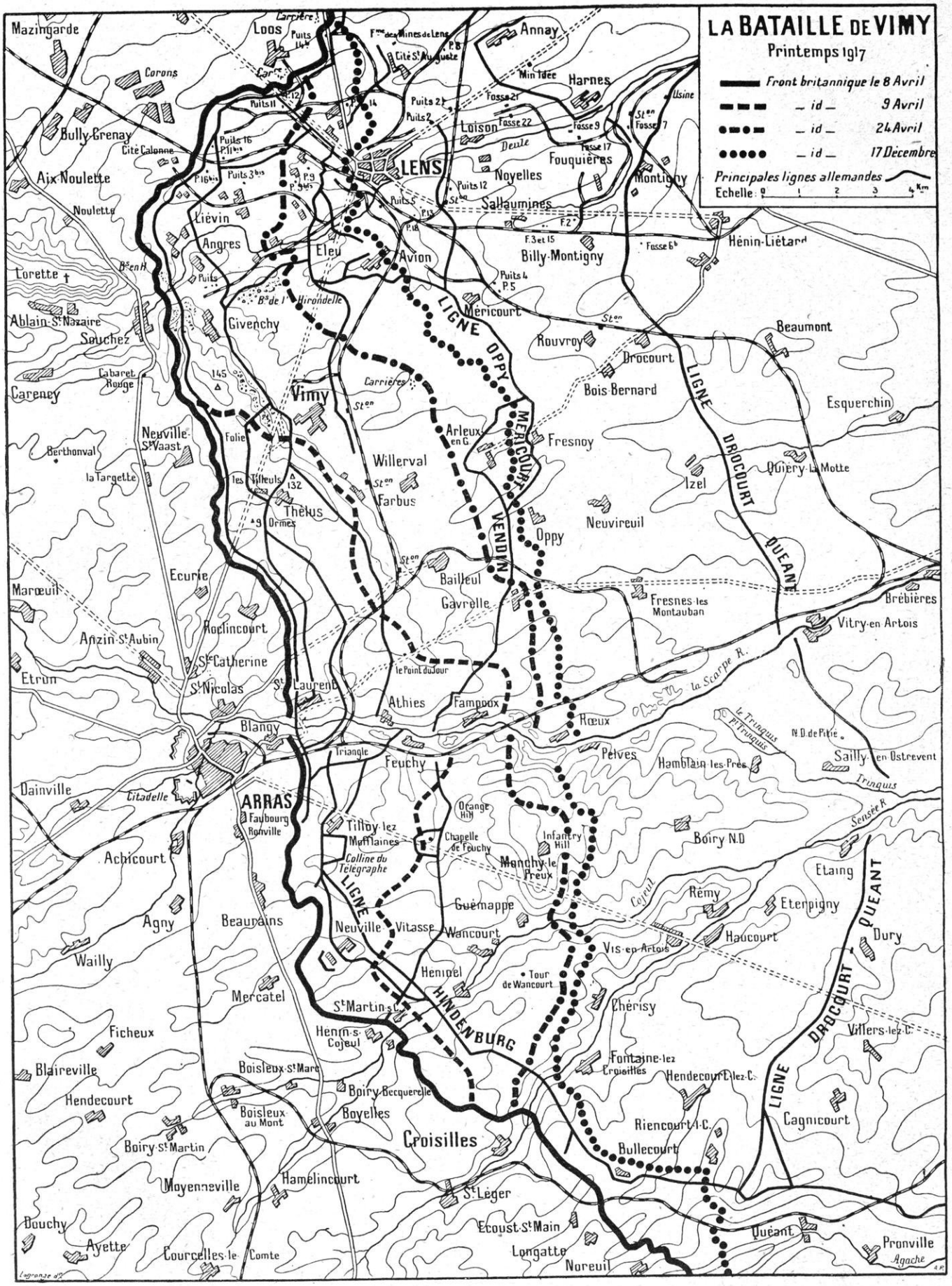
Le front attaqué par les IIIe et Ire armées, le matin du 9 avril, écrit le maréchal Haig, s'étendait sur 24 kilomètres, depuis l'extrémité nord de Croisille au sud-est d'Arras, jusqu'au sud de Givenchy-en-Gohelle, village situé en bordure nord de la crête de Vimy. Il comprenait environ 6 à 8 kilomètres de la portion nord de la ligne Hindenburg, organisation construite d'après les enseignements de la bataille de la Somme. Vers le nord, les défenses allemandes étaient installées d'après les mêmes principes que celles que nous avions déjà enlevées plus au sud. Elles comprenaient trois positions distinctes, reliées par une puissante bretelle s'étendant de la Scarpe, à Fampoux, jusqu'à Liévin et constituaient une région puissamment fortifiée de 3 à 8 kilomètres de profondeur. En outre, entre 5 et 10 kilomètres plus à l'Est, un autre système défensif était près d'être achevé. Cette position, appelée ligne Drocourt-Quéant, formait un prolongement vers le nord de la ligne Hindenburg qu'elle rejoignait à Quéant.

L'armée britannique pouvait assumer une tâche aussi difficile. Jamais encore elle n'avait été aussi forte. Son matériel, ses effectifs (62 divisions d'infanterie et 5 divisions de cavalerie) étaient au maximum de puissance. L'aviation et l'artillerie étaient en mesure de déployer une activité extrême. Cette préparation écrasante n'était naturellement pas ignorée de l'ennemi, et causait chez le haut commandement une profonde anxiété ; après une certaine détente causée par le calme inespéré du mois de février, cette émotion s'était tout à coup ravivée après la grande retraite sur Saint-Quentin. Ludendorff s'efforçait de parer au plus pressé. De Kreuznach, il fait de fréquentes visites au front d'Artois et de Champagne. Partout, on lui demande des renforts qu'il répartit entre les deux groupes d'armées du prince Rupprecht et du Kronprinz. Mais quelle sera sa tactique?

La VIe armée (général von Falkenhausen) désirait rectifier son front par une attaque locale, près de Souchez, entre Lens et Arras, et la préparait pour le début d'avril. Le 4 avril, j'eus la certitude qu'une grande attaque anglaise était imminente aux environs d'Arras. On renonça à l'opération de Souchez. Je priai le groupe d'armées de ramener ses réserves sur le champ de bataille, à travers la VIe armée. La dernière attaque, à Verdun, en octobre et décembre, nous avait réappris cette vieille vérité, que *les réserves ont leur place tout près du champ de bataille*. En conséquence, la bataille défensive prévoyait, sur les fronts attaqués, la présence, sur de nombreux points, et *en seconde vague, de divisions d'intervention* qui devaient s'opposer à la pénétration de l'ennemi dans les lignes évacuées et le rejeter (1).

C'était là cette nouvelle tactique inaugurée ou plutôt restaurée par Ludendorff et qui est restée son principal titre militaire.

(1) LUDENDORFF, *Souvenirs de guerre*.


LA BATAILLE DE VIMY
Printemps 1917
Front britannique le 8 Avril
_ id _ 9 Avril
_ id _ 24 Avril
_ id _ 17 Décembre
Principales lignes allemandes
Echelle
LENS
ARRAS
Vimy
Loos
Annay
Harnes
Liévin
Angres
Eleu
Avion
Billy-Montigny
Sallaumines
Noyelles
Fouquières
Montigny
Hénin-Liétard
Mazingarde
Bully-Grenay
Aix-Noulette
Souchez
Givenchy
Mericourt
Rouvroy
Drocourt
Beaumont
Esquerchin
Bois-Bernard
Fresnoy
Willerval
Farbus
Arleux en G.
Oppy
Neuvireuil
Quiéry-la-Motte
Izel
Fresnes-les-Montauban
Vitry-en-Artois
Brébières
Sailly-en-Ostrevent
Hamblain-les-Prés
Pelves
Rœux
Fampoux
Athies
Feuchy
Tilloy-lez-Mofflaines
Achicourt
Agny
Beaurains
Wailly
Dainville
Blangy
Anzin-St-Aubin
Roclincourt
Ste-Catherine
St-Nicolas
St-Laurent
Etrun
Marœuil
Ecurie
Neuville-St-Vaast
Berthonval
la Targette
Carency
Souchez
Ablain-St-Nazaire
Torette
Cabaret Rouge
Thélus
Les Tilleuls
Folie
Gavrelle
Bailleul
Oppy
Mercatel
Ficheux
Blaireville
Hendecourt
Boiry-St-Martin
Moyenneville
Douchy
Ayette
Courcelles-le-Comte
Boisleux-St-Marc
Boisleux-au-Mont
Boiry-Becquerelle
Boyelles
Croisilles
Hamelincourt
St-Léger
Ecoust-St-Main
Longatte
Noreuil
Queant
Pronville
Cagnicourt
Riencourt-l-C.
Bullecourt
Hendecourt-lez-C.
Fontaine-lez-Croisilles
Chérisy
Vis-en-Artois
Haucourt
Rémy
Eterpigny
Dury
Etaing
Boiry N.D.
Wancourt
Guémappe
Vitasse
Neuville
Henin-s-Cojeul
St-Martin-s-C.
Tour de Wancourt
Infantry Hill
Chapelle de Feuchy
Orange Hill
Colline du Télégraphe
Manchy-le-Preux
Triangle
le Point du Jour
Ligne Oppy Mercourt Vendin
Ligne Drocourt Queant
Hindenburg
la Scarpe R.
Cojeul
Sensée R.
Trinquis
N.D. de Pitié
Le Trinquis
Lagrange dir.

On s'attendait donc à la bataille, et on se préparait à la recevoir. La destruction des réseaux de fil de fer ayant commencé trois semaines avant l'attaque, dix-sept expéditions de bombardement ayant été entreprises sur les communications allemandes, une lutte acharnée se trouvant engagée pour la maîtrise de l'air, la VI^e armée allemande était forcément sur ses gardes. Pourtant ces fameuses divisions d'intervention dont parle Ludendorff n'étaient pas encore arrivées sur le champ de bataille, le 8 avril. Et déjà, le secteur d'Arras était secoué par la violence du bombardement anglais qu'accompagnaient de nombreux raids et des émissions de gaz.

LA BRECHE DE FAMPOUX, LE 9 AVRIL

Les troupes britanniques étaient en place. Au nord, la I^re armée (général Horne) doit, avec le corps canadien (général Byng), enlever la crête de Vimy et, ce résultat acquis, étendre son attaque sur la Souchez avec le 1^er corps (général Holland) ; le 13^e corps (général Congreve) est en réserve. Au sud, la III^e armée (général Allenby) se tient prête avec le 17^e corps (général Fergusson), le 6^e corps (général Haldane), le 7^e corps (général Snow) ; le 18^e corps (général Maxse) est également à la disposition d'Allenby, ainsi que l'état-major du 19^e corps (général Watts) et, surtout, le corps de cavalerie (général Kavanagh) qui foncera dans la brèche. L'offensive, une fois en plein développement, sera étendue à droite à la V^e armée (général Gough) et à la IV^e armée (général Rawlinson), en liaison avec le groupe d'armées de Franchet d'Espérey. Tel est le dispositif, exactement conforme au plan du général Nivelle. Des phases tactiques successives ont été prévues, correspondant aux positions allemandes à enlever méthodiquement l'une après l'autre. A chaque corps d'armée, des tanks se tiennent prêts à ouvrir la route.

A 5 h. 30, le 9 avril, toutes les batteries ouvrirent le feu à la fois. Le jour n'était pas encore levé et les éclairs des départs, la gerbe d'or des éclatements illuminaient la nuit. En réponse à nos pruneaux, le Boche envoya force fusées multicolores pour demander le barrage. Le jour se leva et, avec lui, une violente giboulée d'avril, mêlée de neige et de grêle. Malgré la rafale, tous nos aviateurs prirent leur vol dès qu'on put distinguer quelque chose et nos ballons montèrent. Tout marcha à merveille, suivant l'ordre exact du programme.

Je vis revenir un Canadien, le bras fracassé par un obus. A notre question s'il souffrait, il répondit : « Oh ! ça ne fait rien, puisque nous les *avons*. » (1).

Certes, on les avait *eus*. Et Ludendorff n'en revient pas, à tel point qu'il commence à douter de lui-même.

Quarante minutes après le départ des Tommies toute la première position allemande, sauf la cote 145, était tombée. A 7 h. 30, on repartait vers le deuxième objectif qui, à midi, était conquis à son tour. De nombreux prisonniers dont, à la Harpe, un bataillon entier du 162^e allemand, s'étaient rendus. Cependant la résistance de « l'Observation Ridge », près de la route de Cambrai, retarda quelque peu la progression de l'artillerie qui ne put détruire les réseaux du troisième objectif que de trop loin et imparfaitement. On repartit encore un peu avant midi pour pénétrer dans la zone des batteries du IX^e corps de réserve (général Dieffenbach). Les artilleurs allemands, aveuglés par les rafales de neige, abandonnèrent leurs canons en grand nombre. A 14 heures, les Écossais s'emparèrent du triangle des voies ferrées entre Arras et Feuchy qui avait résisté jusque-là et enlevèrent vivement Feuchy. La 37^e division (général Williams), survenant aussitôt, tenta d'élargir la brèche, mais elle fut arrêtée par les fils de fer non détruits de cette troisième position.

Le long de la Scarpe, une autre brèche venait d'ailleurs d'être ouverte : la 9^e division, ayant enlevé Saint-Laurent-Blangy et Athies, fut traversée par la 4^e division (général Lambton). Celle-ci, d'un seul élan, enleva Fampoux : on était à 6 kilomètres de la tranchée de départ. Succès éclatant.

Cette pointe le long de la Scarpe eût dû être

(1) NEVILLE-LYTTON, *Le G. Q. G. britannique*, p. 197.

APRÈS LA VICTOIRE BRITANNIQUE

fatale à l'ennemi : consolidé au sud, en effet, par la prise de Tilloy-les-Mofflaines, Neuville-Vitasse et Saint-Martin-sur-Cojeul, ce magnifique résultat l'était aussi au nord, où le 17e corps avait pris le Point-du-Jour et où le corps canadien de Byng ayant, à 9 h. 30, culbuté le IIIe corps bavarois (von Stein) aux Tilleuls et à la Folie, avait brisé toute résistance à Thélus et au nord à 13 heures. A ce moment, tous les objectifs étant atteints, les troupes se retranchèrent à lisière du bois de Farbus et sur les pentes escarpées de la crête de Vimy. Se retrancher, et au début de l'après-midi ! Mais le front de la VIe armée allemande n'était-il pas rompu réellement? Pour tirer du doute les Anglais, qui hésitent, s'arrêtent, puis se reposent alors que la plaine de Douai est ouverte, il faudrait qu'ils pussent lire, comme nous le faisons maintenant, dans la pensée de Ludendorff. Voici son récit haletant :

Quelques-unes de nos divisions de première ligne furent culbutées. Les divisions voisines, en s'accrochant, subirent de lourdes pertes. L'ennemi réussit, aux premières heures de la matinée, à pénétrer dans notre position d'artillerie, et à conquérir les hauteurs qui commandaient le terrain bien loin vers l'Est. Les divisions d'intervention n'étaient pas là pour rejeter l'ennemi ; on n'avait pu en amener qu'une partie en camions. *La situation était extrêmement critique*, et pouvait devenir DANGEREUSE POUR L'ENSEMBLE, *au cas où l'ennemi poursuivrait son action.*

Malheureusement cette action des Anglais, tant appréhendée par le commandement allemand, ne se poursuit pas. Douglas Haig semble avoir été impressionné par la vive résistance d'une garnison allemande au nord de la crête de Vimy, à la cote 145 et, surtout, par les fils de fer intacts au sud de Feuchy : l'après-midi, la cavalerie anglaise, surveillée par l'ennemi du haut de la colline de Monchy-le-Preux, s'y brisa. Pourtant, des patrouilles montées avaient été envoyées dans la plaine vers Willerval ; d'autres, le long de la Scarpe, capturèrent des prisonniers et des canons. Malgré tout, la confiance manquait. Nous avons dit les

doutes qui étaient émis au G. Q. G. de Montreuil, sur la possibilité d'une victoire en Artois. On avait la pensée tournée vers les Flandres et la mer du Nord. Le front craquait, sur les bords de la Scarpe, en un point où on ne l'avait pas prévu, et l'on ne se décidait pas à y saisir l'occasion unique qui se présentait mais que l'on avait cru insaisissable?

Le soir tombait... Le gros du corps de cavalerie (général Kavanagh) fut ramené à l'ouest d'Arras. On s'abstint: telle fut la suite, sur le champ de bataille britannique, de la crise générale de confiance et de persévérance. Relisons Ludendorff, l'heureux machinateur de la Conférence de Cambrai.

Heureusement, écrit Ludendorff, les Anglais se contentèrent de leur *grand succès* et, *tout au moins le 9 avril, ne continuèrent pas leur attaque...* J'étais profondément abattu. Les principes de la « bataille défensive » étaient-ils devenus faux? Si oui, que fallait-il faire? Je fis venir des officiers qui avaient participé à la bataille, en première ligne ; à les entendre, j'eus l'impression, confirmée par des conversations téléphoniques, que les principes posés par le G. Q. G. étaient justes. Mais c'est un art du commandement que de savoir les appliquer correctement (ceci est une critique à l'adresse de von Falkenhausen qui sera d'ailleurs relevé de son commandement le 22 avril). En outre, une division qui passait pour bonne avait cédé.

La bataille d'Arras constituait un mauvais début pour les combats décisifs de l'année. *Le 10 avril et les jours suivants furent des jours critiques.* On ne réussit pas, sans efforts, à boucher UNE BRÈCHE *de 12 à 15 kilomètres de large sur 6 kilomètres et plus de profondeur.* C'est une grosse dépense, qui vient s'ajouter aux pertes considérables en hommes, canons, munitions, qu'entraîne une pareille pénétration de l'ennemi. C'est l'affaire du G. Q. G., sans doute, de veiller aux réserves. Mais la situation militaire, et les troupes dont nous disposions, ne nous permettaient pas d'avoir, derrière chaque division défaillante, une division prête à la remplacer. *Une journée comme celle du 9 avril bouleversait tous les calculs* (1).

L'ENNEMI DÉCAMPE. PRISE DE LIÉVIN ET DE MONCHY-LE-PREUX

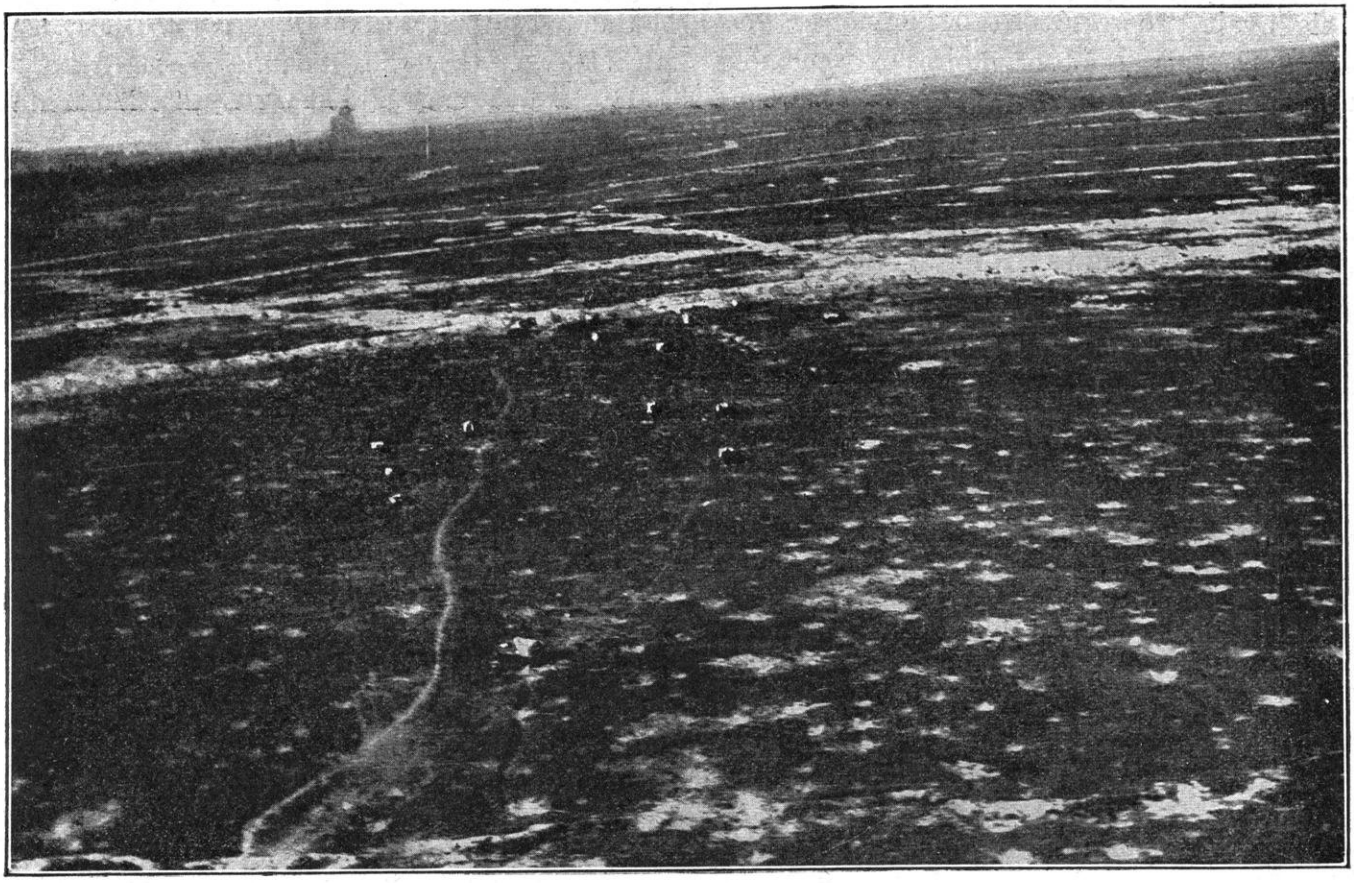
Lorsque Ludendorff se demandait avec angoisse si les Anglais allaient continuer d'attaquer, Douglas Haig déplorait le mauvais temps qui retardait le déplacement de son artillerie. Des bourrasques avec de fortes chutes de neige et des rafales de vent et de pluie ne devaient pas cesser, en effet, pendant plusieurs jours. Les deux armées Allenby et Horne s'embourbaient, fantassins, artilleurs, cavaliers. La brèche était cependant si large et si profonde que la progression continua malgré tout.

Dans la nuit, le 6e corps (général Haldane) pousse à l'est de Feuchy, occupe les pentes d'« Orange Hill » et, dans l'après-midi du 10 avril, il atteint la lisière ouest de Monchy-le-Preux. C'est l'obstacle redouté. Va-t-on passer? Les 1re, 2e, 3e divisions de cavalerie sont jetées en avant de part et d'autre du village, le long de la Scarpe et le long de la route de Cambrai. Elles s'efforcent de déborder Monchy, mais l'appui de l'artillerie est insuffisant et, par contre, le feu des mitrailleuses ennemies est meurtrier. Il faut renoncer. Sur la côte de Vimy, les Canadiens ont enlevé aux Bavarois la hauteur 145.

Le 11 avril, — ce qui prouve à quel point la défense allemande est désorganisée, — la 3e division de cavalerie et la 37e division bousculent, à 5 heures du matin, aidées par des tanks, la garnison de Monchy. Le village est pris et l'ennemi mitraillé s'enfuit en rase campagne. Mais aucune autre progression sur les 24 kilomètres du front d'offensive. A Héninel, Wancourt et Guémappe, les mitrailleuses ennemies font, le long du Cojeul, un barrage qui prend les Anglais de flanc. Allenby ne peut donc donner la main à la Ve armée (Gough) qui, à 4 h. 30 du matin, a jeté près de Bullecourt tenue par deux divisions et des tanks sur la ligne Hindenburg, le XIVe corps de réserve allemand (von Moser). Un instant maître de Riencourt-lès-Cagnicourt, Gough dut ensuite se replier sur sa ligne de départ.

Malgré cette sorte de flottement et d'hésitation dans la recherche de la décision, deux faits nouveaux, le 12 avril, allaient prouver, une fois encore, combien l'ennemi avait de peine à se ressaisir. Tandis que, le matin, Haig renonce à se servir de sa cavalerie et la ramène sous

(1) LUDENDORFF, *Souvenirs de guerre*, trad., tome II, p. 28.



OFFENSIVE DES TANKS BRITANNIQUES SUR LA LIGNE HINDENBURG

Arras, le 7e corps (Snow) enlève enfin Héninel et Wancourt sur le Cojeul et, au nord, sur la Souchez, la 1re armée (Horne) s'empare de deux mamelons importants, le « Pimple » (le Bouton : bois de Givenchy) et le bois en Hache.

Impossible, dès lors, à l'ennemi de déboucher des bois de Givenchy et de l'Hirondelle. Falkenhausen, serré comme dans un étau dans la plaine de Liévin, se décide à donner l'ordre de la retraite. Ainsi, malgré les hésitations du 9 avril, les lenteurs de l'artillerie, le piétinement des jours suivants, « style plutôt médiocre », dit Ludendorff, il a suffi aux armées britanniques de persévérer en principe dans le maintien de l'offensive pour forcer l'ennemi à plier bagage. Cette retraite, Falkenhausen l'a même envisagée jusque dans la position Wotan (Pont-à-Vendin-Drocourt-Vitry-en-Artois-Quéant) dont la construction, hâtivement poursuivie, n'était pas terminée. On comprend le reproche de Ludendorff et la disgrâce de Falkenhausen, à qui, d'ailleurs, on s'empresse déjà d'adjoindre un chef d'état-major énergique, le colonel von Lossberg. Dans la nuit, la VIe armée allemande décampe. Le 13 au matin, l'armée Horne descend les pentes de la crête ; elle entre à Petit-Vimy. L'après-midi, la progression dans la plaine est générale : Bailleul, Willerval, Vimy, Givenchy, Angres sont occupés. Le 14 à midi, on a dépassé Bailleul d'un kilomètre, on a atteint les carrières du Mont-Forêt et la corne est du bois de l'Hirondelle, mais on refuse tout combat. Vers le soir, Liévin tout entier est aux mains de Horne : Lens est à peine à 2 kilomètres.

C'était une belle victoire. Elle avait son pendant au sud où Falkenhausen, serré également dans la tenaille de Monchy et Bullecourt, avait abandonné Héninel, Wancourt et la tour de Wancourt, s'accrochait à Guémappe et à Fontaine-lez-Croisilles et luttait désespérément à l'est de Monchy-le-Preux.

La prise de Liévin, le 14 avril au soir, marque l'arrêt de l'offensive ; celle-ci ne sera reprise que le 23. On se battait depuis six jours. Les résultats étaient magnifiques. Douglas

Haig avait progressé de 10 kilomètres vers l'est et conquis des observatoires extrêmement importants, commandant toute la plaine de Douai. Il avait capturé 13 000 prisonniers et 200 canons et ouvert une brèche dans le front allemand telle que Ludendorff avait cru un instant à la rupture du front occidental. La pointe faite au centre sur Fampoux-Monchy, le long de la Scarpe, eût pu, en effet, être décisive si, comme l'a fait remarquer M. Painlevé, il se fût trouvé devant ce front rompu une armée française, sous les ordres d'un chef tel que le général Mangin.

L'ARMÉE BRITANNIQUE SE BORNE A UNE LUTTE D'USURE

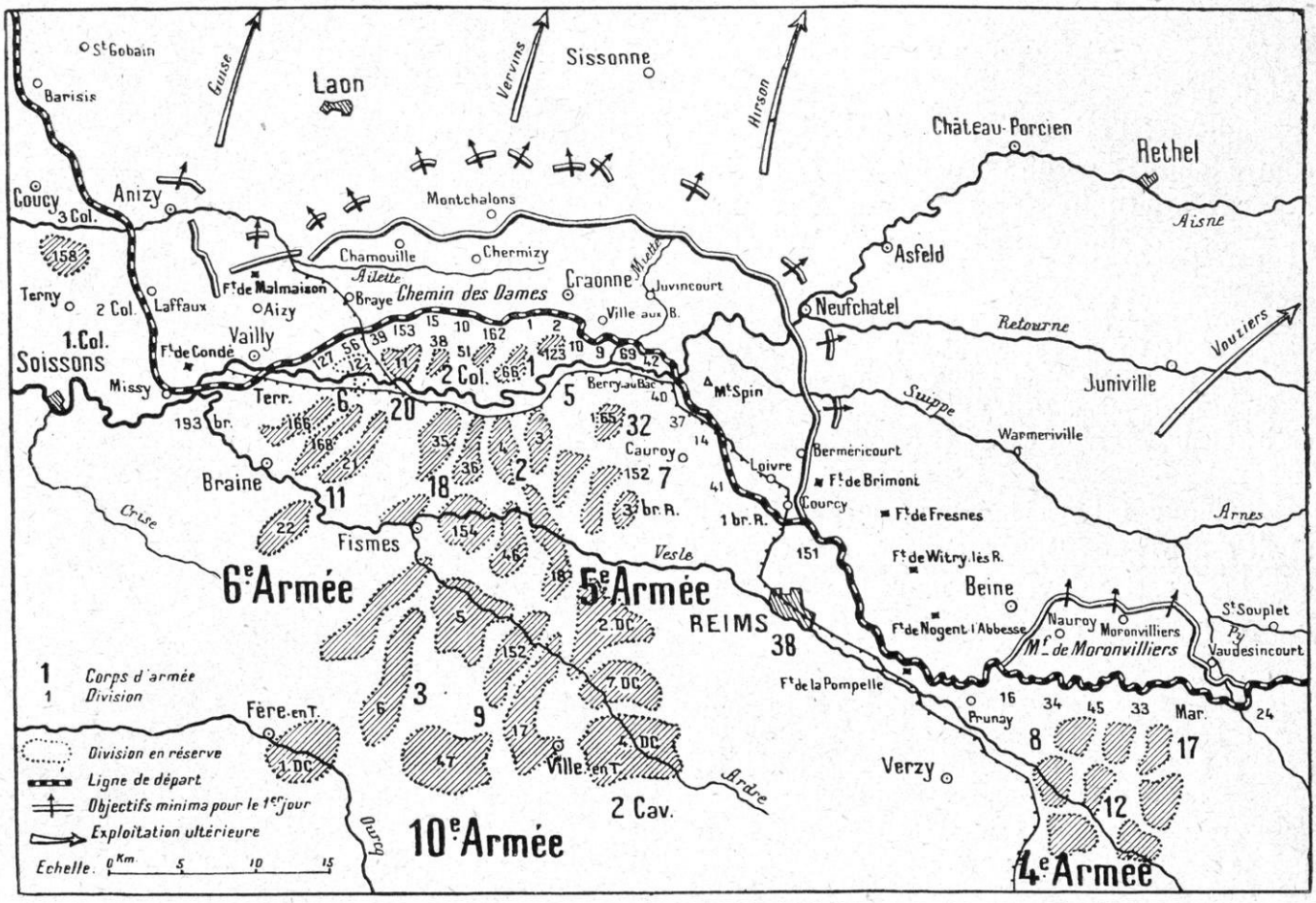
Mais, nous le savons une autre pensée obsédait le haut commandement britannique : Ypres. Ce soir du 14 avril, Haig reprend le fil du rêve à peine interrompu. L'exécution du plan de Nivelle importe moins peut-être, que la réalisation de son propre projet : les objectifs immédiats qu'il désirait tenir « avant de transférer vers le nord la masse de ses disponibilités », sont atteints; rien, ne semble s'opposer à l'arrêt de l'offensive d'Arras. Haig songe donc à l'ordonner. Le souci de la solidarité finit cependant par l'emporter. L'offensive de Micheler, sur l'Aisne, a été retardée au 16 avril; « Il était important, conclut le maréchal Haig, que l'effort britannique fût continué pour aider nos alliés. »

Nous aborderons, tout à l'heure, le récit de la bataille de l'Aisne. Mais il est nécessaire, dès maintenant, de marquer le caractère que revêt finalement la coopération de Haig : il ne vise plus la rupture de la VI^e armée allemande ; il engage une *lutte d'usure* destinée seulement à retenir les divisions ennemies en Artois pendant que Micheler et Pétain, au Chemin-des-Dames et à Moronvilliers, ont mission de *rompre*. Nous verrons comment la rupture est manquée sur l'Aisne les 16 et 17 avril; Haig n'en engage pas moins ses combats d'usure. Il y a dans tout cela quelque désordre.

Après huit jours de remise en mains, la bataille reprend au sud, le 23 avril, entre Croisilles et Gavrelle. La matinée suffit pour faire tomber Guémappe, les pentes ouest de l'« Infantry Hill », les abords de la station de Rœux, les pentes ouest de « Greenland Hill » et le village de Gavrelle. Mais il fallut lutter tout l'après-midi du 23 et toute la journée du 24 pour conserver ces positions, perdues et reprises dans des combats opiniâtres qui coûtèrent à l'ennemi 3 000 prisonniers. Von Falkenhausen, nommé gouverneur de la Belgique, venait de passer, le 22 avril, le commandement de la VI^e armée au général Otto von Below et, tout de suite, la résistance s'était affirmée entre les mains du chef qui, en octobre, rompra le front italien à Caporetto. La lutte devenait de plus en plus dure. Pourtant, comprenant toutes les difficultés du général Micheler au Chemin-des-Dames, Haig décida de le seconder encore et différa le transfert de ses disponibilités vers Ypres.

C'est ainsi que, le 28 avril, Arleux-en-Gohelle fut enlevé et Gavrelle défendu contre sept contre-attaques. Une nouvelle poussée, le 3 mai, sur un large front, amène un beau succès : Fresnoy, Rœux, Chérizy, une pointe à l'est de Bullecourt, telles sont les conquêtes un instant réalisées; mais une immédiate et énergique contre-attaque de l'ennemi lui rend Chérizy et Rœux. Cette journée marquait la fin de la bataille d'usure. Un protocole interallié, signé à Paris, le 4 mai, sur lequel nous reviendrons à propos de la bataille de l'Aisne, consacra définitivement l'abandon des offensives à objectifs lointains, mais maintint, par contre, la nécessité d'attaques incessantes à objectifs limités. En fait, la lutte d'usure elle-même s'achevait dans le secteur d'Arras et le maréchal Haig avait les mains libres pour transporter son effort sur le front d'Ypres.

Si, pendant le mois de mai, quelques petites actions isolées permirent de conquérir Bullecourt, le cimetière de Rœux ainsi que l'usine de produits chimiques et le village lui-même (mais Fresnoy fut perdu), c'en était fini



L'ATTAQUE FRANÇAISE EN AVRIL 1917

de la grande offensive du printemps sur le front occidental. Malgré le beau bilan qui s'élevait à 19 500 prisonniers, 257 canons, 464 mitrailleuses, Douglas Haig ne peut s'empêcher d'exprimer le sentiment de soulagement, de libération qu'il éprouve : « J'étais *enfin* capable, écrit-il, de pouvoir consacrer toute mon attention et le gros de mes ressources à l'exécution de *mon plan* d'opérations dans le Nord. »

Avant de suivre le maréchal Haig dans l'exécution si attendue de son projet, il nous faut dire comment on n'eût pas eu à en venir là si l'offensive engagée par les armées françaises avait abouti à la rupture et à l'exploitation espérées.

L'ARMÉE HUMBERT ÉCHOUE DEVANT SAINT-QUENTIN (13-14 AVRIL 1917)

D'après le plan d'ensemble avant que se déclenchât, le 16 avril l'assaut du Chemin des Dames, une offensive secondaire devait, dans la région de Saint-Quentin, relier la bataille d'Arras à la bataille de l'Aisne. Une directive du général Nivelle, le 4 avril, l'avait prévue ainsi : la IVe armée britannique (général Rawlinson) retiendrait devant son front le maximum de forces ennemies et lierait son action avec le groupe d'armées du Nord (général Franchet d'Espérey). Celui-ci attaquerait, en direction du Nord-Est, de part et d'autre de Saint-Quentin, enlèverait la position avancée, puis la ligne Harly-Alaincourt, en liant lui-même son action avec le G. A. R. (général Micheler).

En exécution de ces ordres, Rawlinson prit possession de plusieurs villages encore occupés par l'ennemi et couvrant la ligne Hindenburg. C'est ainsi que Gouzeaucourt fut occupé le 13 avril, puis Fayet, Gricourt, Villeret, Villers-Ghislain, Trescault, Gonnelieu ; enfin, le 24, Villers-Plouich et Beaucamp. L'armée anglaise atteignit alors le canal de Saint-Quentin aux abords de Vendhuile. L'ennemi était sous

la menace d'une attaque et c'était le but qu'on s'était proposé.

D'ailleurs, l'attaque se déclenchait au sud contre Saint-Quentin. Cette mission incombait à la 3e armée française (général Humbert), dans des conditions extrêmement difficiles.

11 *avril.* — Le problème est délicat et singulièrement compliqué du fait de l'atmosphère. A l'heure qu'il est, je ne suis pas encore fixé sur l'importance des résultats de notre préparation. Déjà deux fois j'ai dû retarder ma décision. Je viens de fixer le 13 (1).

L'attaque échoua le 13 et le 14. Nivelle avait espéré que Saint-Quentin serait pris le 14 à 15 heures. Mais, avec des moyens insuffisants, on se heurtait à des défenses formidables.

14 *avril.* — Ça n'a pas marché comme je l'espérais, écrit le général Humbert. La ligne Hindenburg est très solide et renferme des organisations bétonnées pour lesquelles les calibres dont je dispose sont insuffisants.

On a trop dit aussi que « *l'artillerie conquiert le terrain et que l'infanterie l'occupe* ».

Je reprends ma préparation car, bien que mon appareil d'artillerie ne soit pas à même de bouleverser les organisations ennemies comme sur la Somme, il est suffisant, pour peu qu'il travaille bien, pour produire des brèches permettant une attaque brusquée.

Il était inutile de s'obstiner. Le général Nivelle, ayant ordonné l'arrêt immédiat, télégraphiait le même jour à Franchet d'Espérey :

La position à enlever entre Saint-Quentin et l'Oise nécessite une préparation approfondie, des tirs précis et un accroissement de matériel d'artillerie. Prenez donc le temps nécessaire pour remplir ces diverses conditions. Vous savez que l'attaque du G. A. R. est reportée au 16. Ce n'est pas avant le 18 ou le 19 que le déploiement sur la Serre pourra se réaliser. Vous avez, par suite, jusqu'au 19 ou 20 pour vous porter à l'attaque de la ligne Hindenburg.

C'était subordonner, désormais, l'assaut de Saint-Quentin à la rupture du massif de Laon et au déploiement sur la Serre. Dans quelles conditions allait-on entamer, cette rupture, c'est-à-dire l'événement capital qui devait déclencher la victoire décisive selon la méthode inaugurée par le général Nivelle?

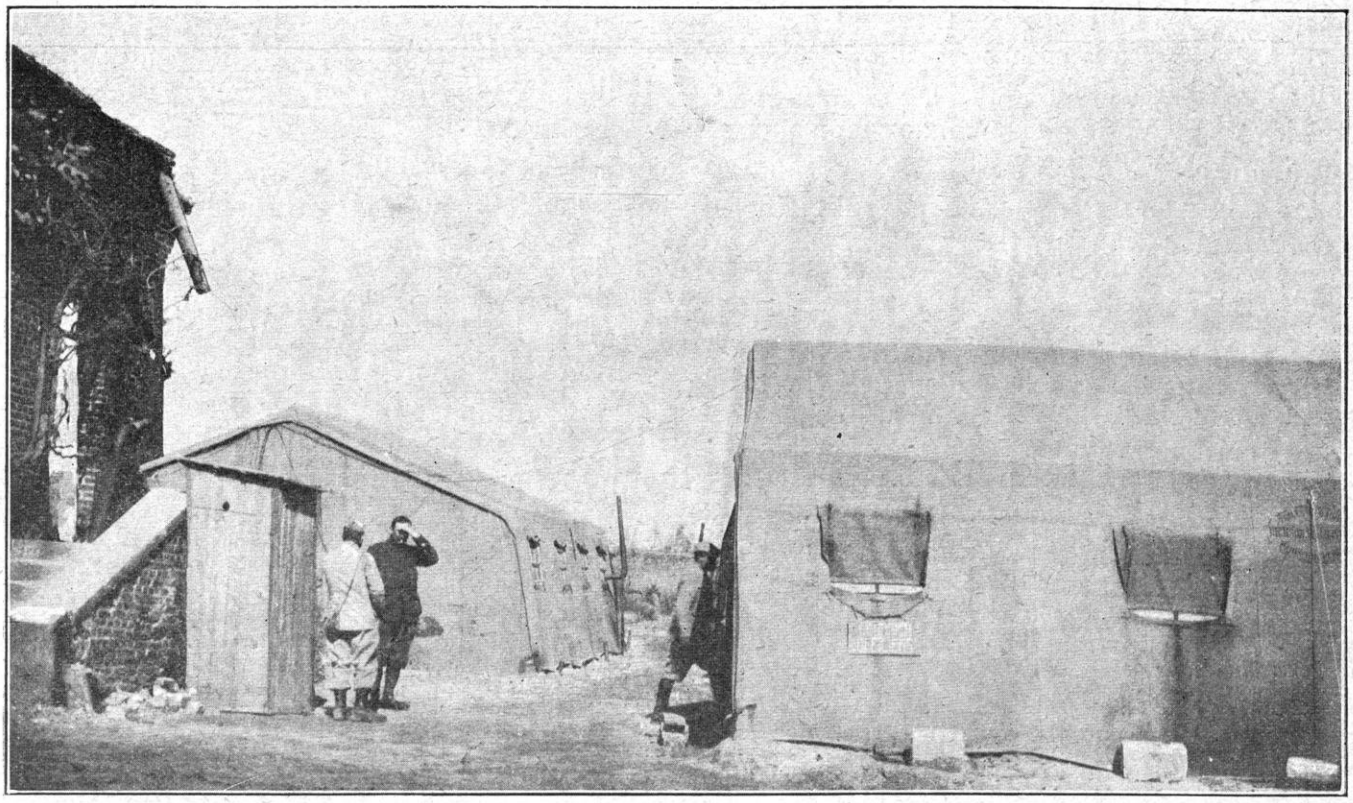
(1) Général HUMBERT, Lettres d'un chef à ses fils (*Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1922).

LA BATAILLE DE L'AISNE (16 AVRIL 1917). LES PREPARATIFS

Dès que le maréchal Haig eut fait sauter, sans pousser plus avant, la charnière de Vimy, le général Micheler se prépara, selon le plan combiné, à l'attaque de la charnière du Chemin des Dames.

Cette haute muraille, cet à-pic de falaises creusées de ravins et portant d'âpres plateaux battus par le temps affreux d'avril, c'était le grand obstacle de la France du Nord. J'ai dit, à propos de la stabilisation de 1915, combien de fois l'histoire nationale était restée accrochée à ce boulevard militaire de Paris et comment Joffre n'avait pu y livrer, en septembre 1914, qu'une « bataille d'articulation ». Ce caractère, à savoir l'articulation de la France de Paris à la France du Nord, s'était accentué encore depuis le repli de l'ennemi sur Saint-Quentin, lequel n'avait pu être exécuté que parce qu'il était appuyé au sud sur le massif de l'Aisne. La nouvelle méthode de défense en profondeur décidée par l'État-Major allemand avait en effet reçu en ce point une application d'autant plus complète qu'elle se trouvait facilitée par la configuration du terrain.

Hindenburg, dans son ouvrage, énumère les trois principes qui l'ont guidé: système de tranchées et de groupes de points d'appui, renforcement des mitrailleuses dans les lignes avancées, indépendance des petites unités. Et Ludendorff écrit que les préparatifs de défense furent exécutés « avec un soin extraordinaire » par le groupe d'armées du Kronprinz : VIIe armée (général von Bœhn) et IIIe armée (général von Einem), celle-ci remplacée, aux premiers jours d'avril, par la Ire armée (général Fritz von Below). L'idée principale de Nivelle consistait à faire agir l'élément *surprise* en abandonnant la bataille à l'articulation de la Somme telle qu'elle avait été engagée par Joffre et à transporter *subitement* l'offensive principale sur la face sud du massif



UN QUARTIER GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE (FRONT SUD DE SAINT-QUENTIN)

de Saint-Gobain-Laon. C'était un risque à courir. Si la rupture par le fort du massif réussissait, les deux opérations secondaires, l'une à l'articulation (général Humbert), l'autre aux communications (maréchal Haig), n'avaient qu'à se développer normalement pour que l'ennemi dût quitter la place. C'était la retraite de la Marne réussie dans des proportions infiniment plus larges et à une heure décisive (1).

On peut croire que la surprise eût joué, si le plan de l'attaque française n'avait pas été saisi par les Allemands. Ludendorff avoue que ses troupes ne remarquaient aucun préparatif. Malheureusement, les plans ayant été saisis, comme nous l'avons dit, à Maisons-de-Champagne et au pont de Sapigneul, l'ennemi se tint sur ses gardes et se renforça : entre le 1er janvier et le 16 avril, le front allemand, de 60 kilomètres entre l'Ailette et le nord de Reims, passe de 6 divisions à 12 divisions ; il y a, le jour de l'attaque, une autre masse de 12 divisions en réserve, prêtes à être jetées sur le Chemin des Dames.

Dans le camp français, l'équipement du front d'attaque avait obligé les organismes techniques à un effort considérable. Chaque journée de retard de ce chef donnait du temps et du répit aux ennemis.

Le froid terrible de ce long hiver, le dégel énorme qui suivit, le terrain accidenté, l'insuffisance des voies ferrées, l'accumulation nécessaire des troupes et des ravitaillements, tout concourait à accroître la difficulté. On installa des garages, des chantiers, des stoc-

(1) Le général Mangin qui affirme, dans son mémoire justificatif, n'avoir pas eu connaissance du plan du général en chef, loin de l'avoir inspiré, n'en avait pas moins caractérisé très nettement le système nouveau : « Le but de l'opération est de passer de la guerre de position à la guerre de mouvement. Les deux conditions du succès sont la *surprise*, tout au moins relative, et la *rapidité*. » Mangin ajoute : « Le choix de la saison a eu une grande importance : la rapidité dans la marche demande un bon terrain... Il est à espérer que des opérations antérieures à la principale auront enlevé à l'ennemi la liberté de ses mouvements et l'initiative des attaques et que nous pourrons attendre les belles journées, ce qui nous permettra de faire entrer en ligne nos contingents indigènes et coloniaux. » Le général Mangin n'a cessé de demander que l'attaque fût reculée jusqu'au commencement de mai.

kages dans les gares, des antennes et des épis pour l'artillerie à grande puissance ; on construisit ou on développa des voies dans les vallées de la Vesle et de l'Ardre ; on poussa jusqu'au pied de la falaise de l'Aisne des voies de $0^{m},60$; une grande gare régulatrice fut créée à Connantre ; écoutons un technicien :

> Cet effort fut disproportionné aux résultats, non seulement parce que la zone d'attaque avait été mal choisie au point de vue des communications, mais aussi parce que le programme de préparation aurait dû être établi de façon à terminer les principaux travaux de voie ferrée avant le commencement des transports de constitution des approvisionnements ; la période de travaux comporte en effet des transports de matériel, de ballast, etc., qui doivent être faits par priorité absolue... Des retouches fréquentes au programme primitif ne firent qu'aggraver cette situation (1).

Ces lenteurs nécessaires, il est vrai, mais causant des retards et exigeant de plus rudes efforts, n'échappaient pas au soldat.

Les moyens en artillerie comprenaient 5341 canons, dont 2289 à l'armée Mangin et 3 052 à l'armée Mazel. Le stock de munitions s'élevait à 23 millions d'obus de 75 et 9 millions d'obus lourds ; mais le contrôle fit défaut et le ravitaillement fonctionna mal à l'armée Mazel. Micheler n'avait pas reçu tous ses avions. On connaissait mal l'utilisation des chars d'assaut qui devaient, pour la première fois, entrer en ligne.

Le général Micheler avait réparti ainsi les 35 divisions, plus 2 brigades russes, dont il disposait : 6e armée (360 000 hommes) : 1er corps colonial, 6e corps, 20e corps, 2e corps colonial ; le 11e corps était en réserve du général en chef.

5e armée : 1er, 5e, 32e, 7e et 38e corps. La 10e armée (général Duchêne) réservée pour l'exploitation, devait apporter, au cours de la bataille, en s'intercalant entre les 6e et 5e armées, un appoint de 4 corps (12 divisions).

Le mauvais temps persistant fut un obstacle d'une portée incalculable. L'hiver ne finissait pas. Les routes étaient défoncées par le dégel ; on ne pouvait plus terrasser, ni acheminer les camions, ni, par suite, ravitailler les batteries et désembouteiller les gares. L'observation aérienne devenait très difficile et le général Mangin, qui avait réclamé une artillerie puissante, des attaques préparatoires pour obtenir une surprise relative, avait demandé que, sur un tel terrain, on attendît les beaux jours. Il obtint un délai de deux jours, puis un jour encore et enfin l'attaque fut fixée au 16 avril.

Depuis neuf jours, les canons tonnaient. On ne manquait pas de renseignements sur l'ennemi : des cartes, des plans et des croquis nombreux avaient été dressés. La préparation d'artillerie, à l'armée Mangin, permit de bouleverser entièrement les premières lignes allemandes et d'y pratiquer des brèches dans les doubles et triples réseaux de fil de fer atteignant parfois 80 mètres d'épaisseur. Mais il n'en fut pas de même dans les secondes lignes : le tir des canons courts y avait été insuffisant (1) et l'aviation de combat (220 avions), réservée par le général Micheler, n'avait pu protéger les avions de reconnaissance ou d'artillerie. A cause du manque d'observation terrestre, les artilleurs ne pouvaient travailler qu'en liaison avec les aviateurs : or, sur neuf jours de préparation, il n'y eut, à la 10e division coloniale notamment, que vingt et une heures de tir réglé, par suite du mauvais temps.

A l'armée Mazel, même cause, mêmes résultats. Voici ce que l'on constate, par exemple, au 1er corps :

> Le manque constant de visibilité ne nous a pas permis de procéder à la destruction d'un nombre suffisant de batteries ennemies ni à la destruction des organisations situées à contre-pente (la contre-pente était trouée de creutes profondes) et qui échappent complètement aux vues des observateurs terrestres. Quoi qu'il en soit, les troupes, dont le moral n'a jamais été plus élevé, prennent leurs dernières dispositions pour cette offensive dont elles attendent la décision de la guerre.

(1) Colonel Le Hénaff et capitaine Henri Bornecque, *Les chemins de fer français et la guerre*, p. 130.

(1) Voir les renseignements quotidiens communiqués aux unités et relatifs à l'état des destructions constaté sur les photographies d'avions : *Chambre des députés*, Comité secret du 29 juin 1917 (*Journal officiel*, p. 322).

APPAREIL LANCE-FLAMMES DANS UNE TRANCHÉE

Mais le mauvais temps persiste, entraînant de nouveaux retards. Par bonheur, le temps s'améliore le 13 pour devenir superbe le 14. Avions et ballons en profitent pour tenir l'air et travailler sans arrêt.

Cependant, toutes nos patrouilles et reconnaissances constatent que la première position ennemie est solidement tenue. *On a l'impression très nette que le commandement allemand a décidé d'accepter la bataille sur sa première ligne* (1).

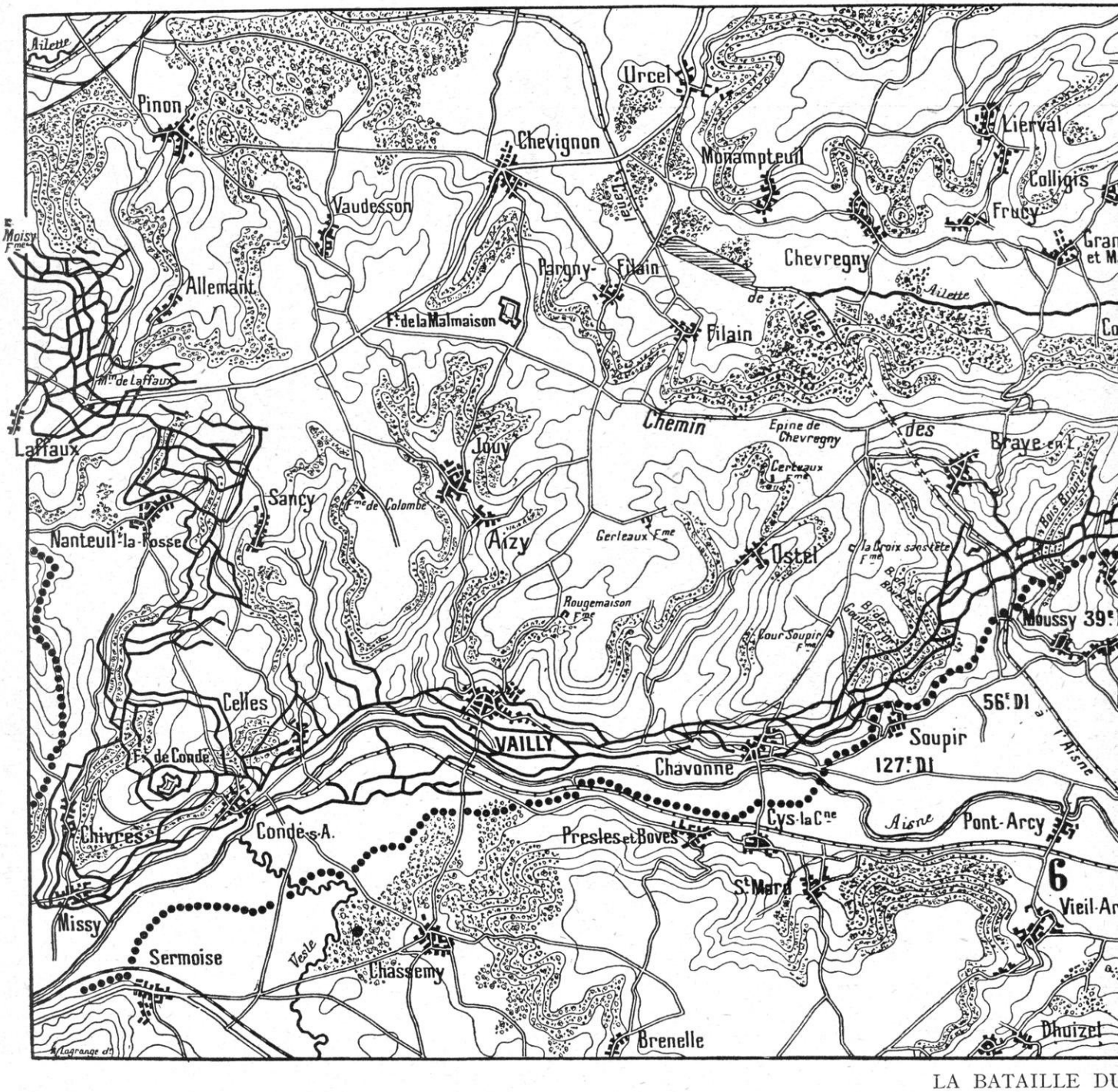
Ainsi, outre les difficultés sans nombre que nous venons d'exposer, il apparaissait nettement que l'ennemi, averti, lutterait énergiquement dans ses tranchées avancées.

L'ARMÉE MANGIN S'ELANCE. A 500 MÈTRES ELLE SE HEURTE AUX MITRAILLEUSES (16 AVRIL)

Le 15 au soir, fut communiqué aux troupes cet ordre du général Nivelle : « *Aux officiers, sous-officiers et soldats des armées françaises.* L'heure est venue. Confiance, courage et Vive la France ! » Au même instant, à la VII[e] armée allemande, le général von Bœhn lançait cette proclamation : « Demain, le sort de l'Allemagne va se jouer. Je compte que chacun de vous fera son devoir et se fera tuer sur place plutôt que de céder du terrain. »

C'est donc bien une mêlée qui paraît devoir être décisive. Les troupes françaises prennent, dans la nuit humide et noire, leurs emplacements pour l'attaque, à travers les boyaux effondrés par la pluie. A 6 heures du matin, par temps très couvert, l'attaque part depuis Soupir jusqu'à Courcy. Elle échappe, en général, au barrage allemand tardif ou désordonné. Mais bientôt, deux circonstances, dont la seconde très grave, ralentissent l'allure prévue : la pluie de la nuit et les mitrailleuses ennemies. Voyons, de l'ouest à l'est, comment les unités des deux armées sont entrées dans

(1) *Le 1[er] corps pendant la guerre*, p. 178.



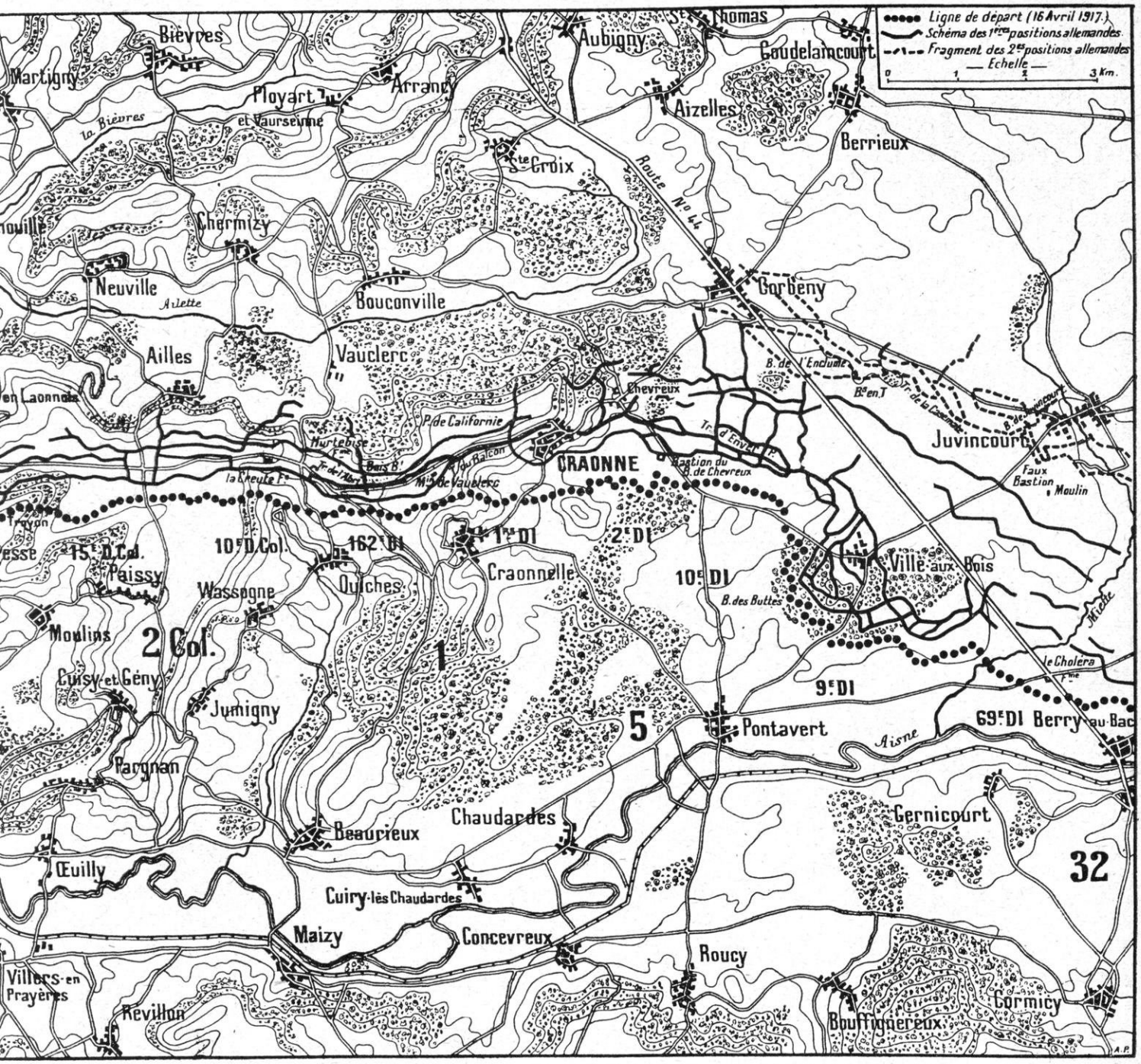
LA BATAILLE DU

cette âpre bataille et s'y sont comportées au cours de la matinée.

La 6e armée (Mangin) part d'une base en équerre. Elle attaque : 1° d'Hurtebise à Soupir (tenaille du sud), à 6 heures ; 2° de Laffaux à Vauxaillon (tenaille de l'ouest), à 9 heures.

En avant de Soupir, le 6e corps (général de Mitry) sort de ses tranchées en face du bois de la Bovette ; vingt minutes après, il est au corps à corps sur la première ligne ennemie complètement bouleversée : une triple épaisseur de fils de fer a été franchie. On pousse sur le bois de la Bovette et le bois de la Goutte-d'Or. Mais, au moment où l'on atteint la crête du bois, des mitrailleuses, sortant des creutes, arrêtent les vagues d'assaut.

A droite, le 20e corps (général Mazillier) enlève la première ligne et le bois Bronzé, mais livre un violent combat dans le bois du Paradis : là, les feux de mitrailleuses arrêtent la progression.



AMES EN AVRIL 1917

Plus à droite encore, le 2e corps colonial (général Blondlat) attaque Hurtebise. Il franchit la crête presque sans pertes, mais la vitesse prévue de 100 mètres en trois minutes est loin d'être atteinte ; aussi le barrage roulant se décroche-t-il aussitôt ; il s'éloigne trop vite et ne protège plus les vagues d'assaut.

Que fait l'ennemi?

Laissant passer le barrage qui dépasse le front et se fixe inutilement sur l'Ailette, il attend dans une véritable forteresse constituée par des creutes nombreuses et vastes. Celles-ci, qui sont d'anciennes carrières souterraines et inexploitées, ont leur entrée à contre-pente ; elles ont sur le plateau (Chemin des Dames, La Creute, Hurtebise) des débouchés invisibles et inconnus des puits profonds de 30 mètres, des escaliers, de plus de 100 marches, des tunnels inaccessibles. Non loin de ces débouchés, il y a des nids de mitrailleuses, soit sous abris casematés, soit en plein vent. Derrière le plateau, sur la contre-pente qui

regarde les marécages de l'Ailette, se trouvent bien les sorties connues et repérées des creutes. Mais elles ont été insuffisamment battues, et des mitrailleuses nombreuses y sont nichées.

Le 2e corps colonial arrive sur le plateau ; les troupes progressent lentement, alourdies par le sac trop chargé, fouettées au visage par le vent, la pluie, la neige. Les premières vagues passent... Tout à coup, sur le plateau, l'ennemi, derrière elles, sort des creutes, tire, de ses abris camouflés, dans le dos des unités surprises prêtes à descendre les pentes nord. En même temps, il vise et décime à loisir les bataillons de seconde ligne qui atteignent à leur tour le plateau. L'héroïsme reste vain ; les cadres tombent ; les lignes se creusent et chancellent. Les Sénégalais sans chefs, groupés et grelottants, se font tuer. Sauf quelques fractions de la 10e division coloniale (général Marchand), qui parviennent à descendre les pentes et à pousser jusqu'au bord de l'Ailette, les vagues du corps Blondlat sont décimées en quelques minutes. Assaillies également par les mitrailleuses de la contre-pente, les troupes avancées refluent sur les troupes de seconde ligne. La confusion grandit. Dès 7 h. 30, le barrage de gauche est replié, mais celui de droite ne le sera qu'à 15 heures.

Ainsi, il y a à peine une heure que l'on se bat et déjà l'élan est arrêté ; la lutte s'est stabilisée sur le plateau, où l'ennemi se défend sur la tranchée du rebord nord. Mangin « éperonne » les chefs, ordonne de réduire les nids de mitrailleuses, arrête les grandes unités de seconde ligne.

La bataille est-elle seulement suspendue? Les pertes sont très lourdes ; et la surprise se produit presque en sens inverse de celle que l'on escomptait. Entre Soupir et Hurtebise, on n'a parcouru que quelques centaines de mètres. Il reste cependant un espoir : le général Mangin a adopté un dispositif en tenaille. Brisé à la tenaille de droite, l'effort de la 6e armée va se porter au delà du secteur passif Soupir-Laffaux, sur la tenaille de gauche. En effet, celle-ci doit, à 9 heures, attaquer en retour d'équerre le plateau de Laffaux. C'est le 1er corps colonial (général Berdoulat). Il part, plein d'entrain, escalade les pentes raides du Mont-des-Singes et de la ferme Moisy. Que trouve-t-il? les lisières des bois hérissées de mitrailleuses sous casemates bétonnées. Impossible de venir à bout du Mont-des-Singes et de la ferme Moisy. Laffaux est pris et repris ; lourdes pertes à la 2e division coloniale (général Sadorge).

Donc, de front comme de flanc, la bataille aboutit, dès le début de la matinée, à un temps d'arrêt. L'après-midi ne sera pas meilleure. On lutte, on piétine sur place, ou bien on se replie et les pertes s'aggravent (30 p. 100 au corps de Blondlat), de sorte que, en fin de journée, on a parcouru 500 mètres alors qu'on avait prévu « la progression, le même jour, des troupes d'attaque jusqu'aux sommets des hauteurs qui dominent la plaine de Laon »!

L'ARMÉE MAZEL ARRÊTÉE DANS LA TROUÉE DE JUVINCOURT

Si la 6e armée, attaquant face au nord, avait devant elle les falaises de l'Aisne, un terrain extrêmement difficile et sans observatoires terrestres, la 5e armée (Mazel), à sa droite, attaquant du plateau de Vauclerc à Courcy, face à l'est, avait devant elle une large plaine avec d'excellents observatoires. Sa mission était d'attaquer à cheval sur l'Aisne pour couvrir le développement de la manœuvre générale vers le nord. Elle devait donc prendre pour charnière à droite la butte de Brimont et opérer à gauche une conversion face à l'est, de manière à atteindre dans la trouée, Prouvais, Amifontaine, Neufchâtel, le jour même.

Le 1er corps (général Muteau), en liaison étroite avec l'armée Mangin, a son P. C. à Beaurieux. A 6 heures, dans le brouillard, les unités partent à l'assaut. Les trois divisions enlèvent les tranchées du plateau ; le moulin de Vauclerc est dépassé, Craonne débordé, le bastion du bois de Chevreux enlevé avec, à droite, la tranchée d'Enver-pacha. Tout va bien quand, tout à coup, les mitrailleuses

Phot. Meys.

LA CRÊTE DU CHEMIN DES DAMES VUE DE LA ROUTE D'OSTEL A VAILLY

allemandes se révèlent. Elles sortent à gauche des creutes du versant nord et s'installent sur le rebord nord du plateau (bois B¹) ; d'autres, au centre, sont sur le rebord sud, sous des casemates creusées dans le roc ; à droite, elles sont installées sur le rebord est du plateau de Californie qui tombe sur la plaine de Corbeny, hérissée de blockhaus en béton. Des vides se creusent. La matinée est sanglante. Muteau fait donner l'artillerie ; elle reste impuissante. Il ordonne d'enlever le bois B¹ qui flanque tout le plateau. Pour la deuxième fois, à la 6e armée voisine, la ferme d'Hurtebise vient d'être enlevée par le 2e corps colonial. Le 127e (1er corps) réussit bien à réoccuper la tranchée de l'Abri, mais le bois B¹ reste inexpugnable : donc aucun espoir de dépasser la crête. A droite, la 2e division (général Guignabaudet) est décimée à l'est du bois de Chevreux. Mazel jette à son secours les chasseurs de la 66e division. Ainsi étayé à droite, Muteau reprend l'assaut au centre, contre le plateau de Californie ; à 20 heures, on gagne péniblement à la grenade l'ouest de la tranchée du Balcon. La journée s'achève, sévère, sanglante, lourde de déception.

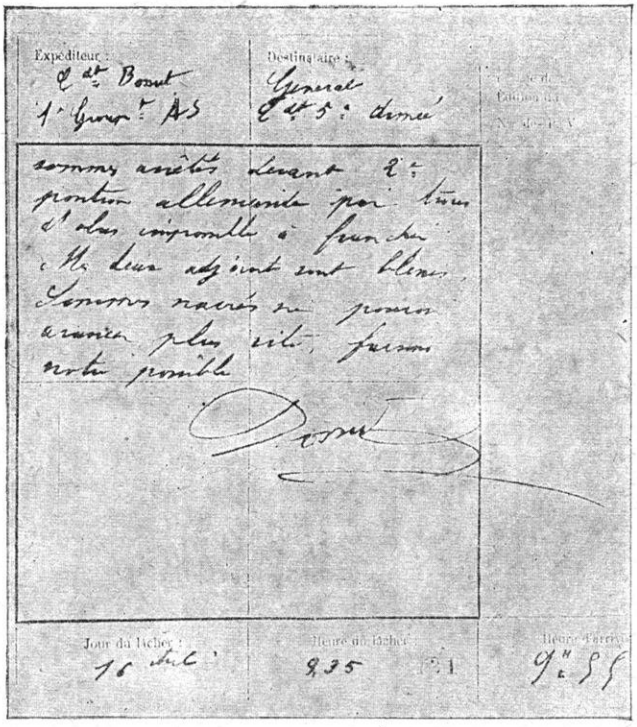
A droite, au 5e corps (général de Boissoudy), il y a un rayon de soleil. Boissoudy est à l'angle de l'équerre. Il se lance en avant dans la plaine; la première position est enlevée. Si la 10e division (Valdant) est vite arrêtée par les nombreuses mitrailleuses du bois de l'Enclume, au sud-est de Corbeny, et empêchée d'atteindre la route 44, sa voisine, la 9e division (Gadel), enlève successivement la première et la deuxième position. Dès 8 heures, ayant progressé de près de 3 kilomètres, la division Gadel est maîtresse des lignes sud de Juvincourt ; elle occupe le moulin, le faux Bastion, le boyau de Juvincourt ; des patrouilles entrent dans le village et franchissent même la Miette. Il faudrait des troupes fraîches ; on les réclame ; elles ne viennent pas. Or, des hauteurs de Prouvais et d'Amifontaine, voici des groupes allemands qui descendent vers les bas-fonds de la Miette : c'est la 213e division ennemie.

A 4 h. 30, tous ces groupes sont prêts à la contre-attaque. Celle-ci, dirigée sur la division Valdant au nord de la Ville-aux-Bois et sur le flanc gauche de la division Gadel, refoule quelque peu les forces françaises; mais celles-ci dispersent à leur tour cette contre-attaque et la brisent. Avec quelques renforts, Juvincourt serait enlevé, et les tranchées de la Casemate et du Bois en T débordées. Mais le 5e corps, haletant, ne voit rien venir. Et la nuit tombe.

Le succès du corps de Boissoudy a été égalé, à droite, par le 32e corps (général Passaga). Même entrain, même enthousiasme, même rapide progression. La 69e division (Monroe) enlève le Choléra et occupe la ferme Mauchamp; la 42e division (Deville) dépasse, elle aussi, la seconde position. Ainsi l'armée Mazel est en bonne voie dans la trouée. Que l'on pénètre plus avant et l'on débordera, peut-être, la masse énorme du Chemin des Dames, hérissée et trouée de défenses, où bataille si durement l'armée Mangin.

Mais comment à la fois pousser sur Amifontaine-Prouvais et briser, en même temps, les dernières résistances? Voici l'arme nouvelle : les chars d'assaut. Les Anglais l'ont expérimentée sur la Somme. Micheler, à son tour, en a prévu l'emploi en plaine. Les groupes Bossut et Chaubes (132 chars) ont été mis aux ordres des généraux Passaga et Boissoudy. Leur mission est : attaquer la 3e position allemande, c'est-à-dire la voie ferrée Amifontaine-Guignicourt, que l'artillerie de la 5e armée, tirant du sud de l'Aisne, n'a pu détruire.

A l'abri des bois (bois de Beaumarais et route de Pontavert à Beaurieux), les lourds chars d'assaut s'ébranlent avec lenteur, surchargés de bidons d'essence. Le groupe Bossut franchit à 10 heures la première position, le Choléra et aborde la seconde; mais les avions allemands et les observatoires de Craonne l'ont découvert. Les obus pleuvent. Le char du commandant Bossut s'enflamme; d'autres flambent ou restent en panne (1). Malgré le désarroi, on poursuit. Midi. On atteint la route Juvincourt-Guignicourt (croupe 78); on marche sur le bois Claque-Dents; mais l'ennemi canonne de Juvincourt; les uns après les autres, les chars héroïques, rompant des contre-attaques, protégeant l'infanterie épuisée, se renversent, s'immobilisent, s'enflamment. A 15 heures, il faut se replier sur la Miette et la ferme Mauchamp, à 18 heures sur le Choléra. Mêmes péripéties au groupe Chaubes. Parti de la ferme du Temple et repéré aussitôt, il est couvert d'obus et les chars se brisent, s'enlisent ou s'allument comme des torches. Tel fut ce rude baptême du feu, cet héroïque holocauste de l'arme nouvelle. Sur 132 chars, 57 furent détruits, 64 enlevés ou abandonnés, et la trouée d'Amifontaine restait toujours aux mains de l'ennemi.



COLOMBOGRAMME DU COMMANDANT BOSSUT, (1er GROUPE DE CHARS D'ASSAUT), ENVOYÉ AU COURS DE LA BATAILLE.

(1) Voir le récit du général Passaga, qui assiste, du haut de la cote 186 au-dessus de Berry-au-Bac, à l'échec des tanks (*Revue militaire française* du 1er octobre 1922).

LE COMMANDANT BOSSUT (X), DEVANT SON CHAR D'ASSAUT

Quel résultat meilleur pouvait-on obtenir au sud de l'Aisne, c'est-à-dire aux abords de la charnière de Brimont ? Là, toute progression était par avance limitée, puisqu'on pivotait en ce point. De bonne heure, les mitrailleuses du mont Spin, cote 108, de Sapigneul arrêtent net les 37e et 40e divisions. Cependant le 7e corps (général Bazelaire) enlève Berméricourt (14e division Philipot) et menace de tourner Brimont au nord. Il enlève Loivre (41e division), les « cavaliers » de Courcy et Courcy (brigade russe).

C'est un succès. On demande des renforts. A 9 h. 30, Mazel refuse de puiser dans ses faibles réserves. Cependant, il sent, sur tout son front, la partie extrêmement difficile. Ses 15 divisions ont en face d'elles un nombre égal de divisions allemandes appuyées par 232 batteries en action. A 13 h. 50, il envoie la 123e division à Boissoudy, puis deux bataillons russes et le 8e cuirassiers à pied à Passaga. Les contre-attaques allemandes sont rejetées, mais les pertes sont lourdes. Berméricourt est abandonné. Il faut relever certaines unités ; la 152e division est envoyée à Bazelaire, la 66e à Muteau.

D'heure en heure, au cours de cette rude journée, les espérances se sont évanouies et, maintenant que la nuit descend sur le vaste champ de bataille, des rafales de pluie, de grêle, de neige couvrent de leur manteau froid les blessés et les morts par milliers.

L'ÉMOTION PARLEMENTAIRE Cette journée du 16 avril qui s'achevait dans le doute, on peut dire que tous ceux qui, de près ou de loin, l'avaient attendue, la vécurent avec une intensité d'émotion qui n'a pas peu contribué à l'envelopper de légende. Nous avons dit l'enthousiasme, puis la surprise et la souffrance du combattant, l'inquiétude des chefs ; il nous faut dire maintenant les réactions qui, fatalement, vont refluer vers l'arrière où l'on scrute l'horizon avec tant d'anxiété.

D'abord, voici l'armée d'exploitation, la

10e armée (général Duchêne) dont la mission, la rupture faite, est de traverser les lignes entre les corps Blondlat et Muteau, et de déboucher, le soir même du 16, sur Monchalons et Vieux-Laon. Ardents, l'arme au pied, quatre corps d'armée : 2e (Cadoudal), 3e (Lebrun), 9e (Niessel), 18e (Hirschauer), et deux corps de cavalerie : 1er (Feraud), 2e (de Buyer), sont massés derrière les armées de rupture.

De bonne heure, à la nouvelle de l'enlèvement de la première position, Duchêne franchit l'Aisne avec ses têtes de colonnes. Mais voici des blessés qui descendent du plateau : Cerny-en-Laonnois n'est pas pris comme on l'a annoncé à 7 h. 55 ; on se bat durement à Hurtebise et à Craonne et, à droite, le mont Spin, la cote 108 résistent. On ne passe donc pas? La surprise des mitrailleuses, les pertes, le désordre enflent les récits des blessés. A 10 h. 30, les corps Blondlat et Muteau confirment l'arrêt de leur offensive. A cette nouvelle Duchêne stoppe et se contente d'appuyer Mangin et Mazel de ses batteries d'artillerie. Ainsi, en quelques heures, tombe au pied de la falaise de Pargnan, le rideau un instant levé pour l'exploitation de la victoire, par-dessus le Chemin des Dames, vers Laon, la Serre, Hirson, la Sambre.

D'heure en heure, à Savigny-sur-Ardre, le général Micheler recevait les nouvelles de ses armées aux prises avec l'ennemi. Autour de lui, des parlementaires anxieux attendaient ; certains avaient assisté, de loin, à la bataille, du haut des observatoires de Roucy et de la cote 186, près de Cormicy. L'un d'eux (1) a écrit « Certaines légendes ont alors circulé, grossissant les faits, exagérant les échecs et les pertes, particulièrement en ce qui concerne la 6e armée... Les regrettables dissentiments entre généraux n'étaient pas ignorés des armées, et l'écho en parvint à Paris dès le 16 au soir, et dès le lendemain, nous ne l'avons pas oublié, au Palais-Bourbon. »

(1) HENRI GALLI, *L'offensive française de 1917*, p. 172 et 230.

L'ARMÉE ANTHOINE ENLÈVE EN PARTIE LE MASSIF DE MORONVILLIERS (17 AVRIL)

A Compiègne, on était soucieux. Cependant, Nivelle ne perd pas confiance. Cette bataille du Chemin-des-Dames ne lui apparaît qu'un des moments de l'action engagée depuis l'Artois jusqu'à la Champagne. Il signe le communiqué qui annonce 10 000 prisonniers, et il décide d'attendre, pour orienter de nouveau la bataille, que la 4e armée ait emporté les hauteurs de Moronvilliers.

Dominant la plaine de Champagne, cette chaîne de sept ou huit sommets arrondis qui culmine au Mont Haut (257 mètres) avait été organisée par la IIIe armée allemande (von Einem) et elle était maintenant occupée par la Ire armée (Fritz von Below). Elle constituait, dit Ludendorff, « des positions de premier ordre, avec des vues très étendues vers le nord ». Nivelle n'avait pas hésité à étendre son plan d'action de ce côté et il avait prescrit à Pétain de faire donner la 4e armée (général Anthoine) « à plein et en vitesse pour assurer le succès de l'attaque principale ». Anthoine disposait de 14 divisions réparties entre le 8e corps (Hély d'Oissel), le 12e corps (Nourrisson), le 17e corps (J.-B. Dumas). Sept divisions en première ligne, soutenues par deux divisions en seconde ligne, doivent, le 17 avril, tenter la rupture. En outre, une manœuvre est possible : le succès de Mazel à Berméricourt, qui donne espoir de tourner le massif de Brimont, fait concevoir l'espérance d'une action conjuguée avec celle de l'armée Anthoine, emportant les monts de Moronvilliers, venant border la Suippe et débouchant ensuite sur Attigny. Mais la position à enlever est redoutable :

La première ligne se composait d'un enchevêtrement de tranchées sur deux ou trois parallèles, reliées par des boyaux, soutenues par des abris bétonnés, des fortins, des redoutes. Une seconde ligne à mi-pente était formée par la suite ininterrompue de la tranchée de Léopoldshöhe au bois de la Grille, de la tranchée d'Erfurt longeant le Cornillet et le Perthois, continuées par les tranchées

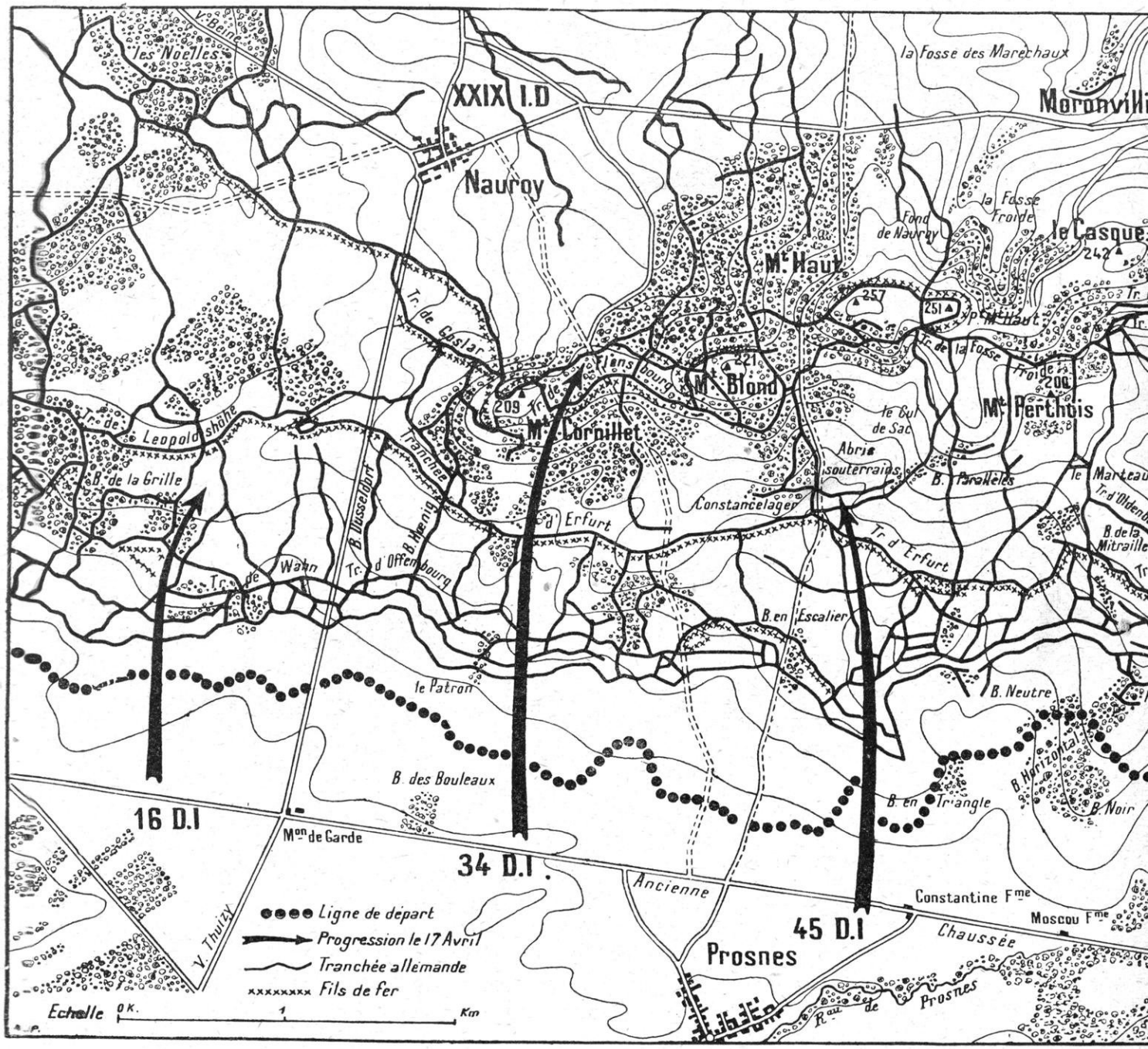
HAUTEURS DE MORONVILLIERS : LE CASQUE

du bois du Chien au pied du Casque, du Landtag au pied du Mont-Sans-Nom, avec un bon réseau de défenses accessoires. Enfin les crêtes étaient entourées d'une fortification sur la pente sud et d'une autre à contre-pente, en sorte que les sommets devenaient des centres de résistance et laissaient en arrière une ligne de retraite difficile à atteindre par la préparation d'artillerie et favorable aux contre-attaques. Deux tunnels à plusieurs entrées, l'un au mont Cornillet, l'autre au mont Perthois, et pouvant contenir un ou plusieurs bataillons, avaient été aménagés sur cette contre-pente pour abriter une garnison précisément destinée à contre-attaquer et à parer à toute progression. Trois grands boyaux permettaient de communiquer avec l'arrière (1).

Entre la route de Nauroy et Auberive, sur 10 kilomètres, Fritz von Below tient ces organisations avec 4 divisions sur un dispositif en profondeur ; 4 autres divisions sont en arrière, prêtes à intervenir. Below croit à une simple démonstration d'artillerie. Mais la violence de la préparation, commencée le 10 avril, l'inquiète : ses réserves se rapprochent.

Le temps est mauvais. La nuit du 16 au 17 avril, si dure pour les combattants des armées Mangin et Mazel, est secouée par une tempête de neige et de pluie. A 4 h. 45, les troupes s'élancent. A gauche, au groupement Hély d'Oissel, la 16e division (Le Gallais) enlève le bois de la Grille, mais, aux prises avec des nids de mitrailleuses et avec la tranchée de Léopoldshöhe intacte, elle est contre-attaquée et se maintient dans la tranchée de Wahn. La 34e division (de Lobit) grimpe jusqu'à la crête du mont Blond et du Cornillet. Là, elle se trouve en flèche, car la 45e division (Naulin), à droite, a été arrêtée par les mitrailleuses de la tranchée d'Erfurt et les abris de Constancelager. Le groupement J.-B. Dumas, dont la division Naulin fait partie, ne peut donc atteindre le mont Haut. Naulin

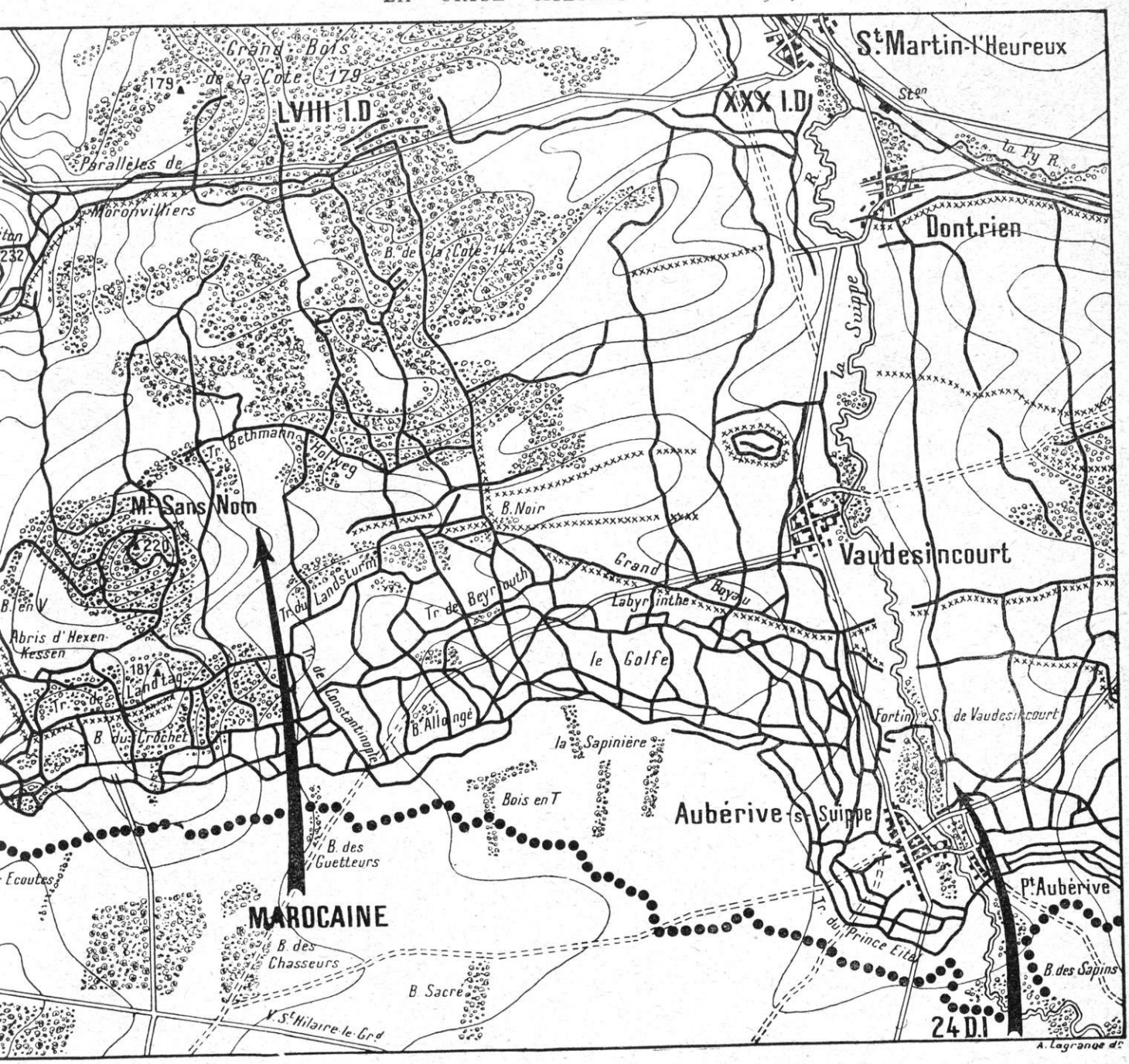
(1) La conquête du massif de Moronvilliers, dans l'*Illustration* du 4 août 1917, p. 115.



LA BATAILLE DE MO

s'accroche cependant aux pentes du mont Perthois. Mêmes difficultés, plus à droite encore, à la 33e division (Eon) : la résistance du bois du Chien et de la tranchée Oldenburg l'empêche de s'élever jusqu'au Casque et au Téton. Enfin, à la droite de l'armée, la division marocaine (Degoutte) enlève le Mont-sans-Nom, le bois Allongé et la tranchée du Golfe, tandis que, sur la Suippe, la 24e division (Mordacq) s'est emparée de Petit-Auberive.

Certes, la journée est bonne, mais il est clair que, contenue aux ailes, l'armée Anthoine, malgré son succès au mont Blond et au Cornillet, est aux prises, elle aussi, avec le système défensif allemand en profondeur. Une division ennemie a cédé, c'est l'aveu de Ludendorff ; mais l'armée Fritz von Below a, d'une manière générale, résisté avec acharnement : le massif n'est pas en entier conquis par Anthoine et, de ce côté non plus, l'exploitation n'est pas possible pour l'instant.



EN AVRIL 1917

ORIENTÉE VERS LE NORD-EST, LA BATAILLE SE STABILISE LE 18 AVRIL

Par l'effet de cette première journée, la bataille de *vitesse* se transforme soudain en une bataille de *durée*. A l'enthousiasme, à l'élan, au cran qui, en d'autres circonstances et avec des chances meilleures, eussent pu emporter la décision, doivent se substituer le pilonnage, la patience, l'endurance, la persévérance.

Déjà, sur le front de Micheler, cette nouvelle bataille s'engage. Avec sa vivacité d'esprit ordinaire, Mangin l'a compris : il prescrit, pour réduire les mitrailleuses qui se sont révélées en plein champ, de les battre systématiquement par obus de 65, de 37 et aussi de 75 ; l'infanterie devra serrer sur le barrage roulant, mais sans entassement, par groupes combinés de grenadiers V. B. et de fusils-mitrailleurs, avec soutien rapide des éléments avancés.

Surtout il s'agit de remettre en ordre les

unités. Au 2e corps colonial (Blondlat), les difficultés se sont accrues au cours de la nuit glacée du 16 au 17 ; dans la tourmente de neige et dans la boue, les Sénégalais ont perdu tout ressort et il faut relever le corps d'armée par le 11e corps (de Maudhuy). Et l'ennemi contre-attaque !

Cependant, une légère progression est marquée dans la région de Braye où le 20e corps s'empare des Grelines et le 6e corps s'installe à Chavonne et à la ferme des Grinons. Simple succès tactique, puisque Mangin ramène en arrière la 5e division de cavalerie qui bivouaque à Pargnan et aussi, derrière l'Aisne, les avant-trains et les caissons d'artillerie. A l'armée Mazel, le 1er corps, lancé contre Craonne, échoue, bien que des rassemblements ennemis aient été dispersés à Amifontaine par nos obus.

La deuxième journée n'a donc pas changé d'une manière sensible l'aspect de la bataille. Il faut bien, maintenant, adapter le thème général à ces circonstances nouvelles. Le général Nivelle ne s'obstine pas. Sa première idée est de *continuer l'offensive en forçant l'ennemi à y dépenser ses réserves*. Il pense que si les résultats initialement prévus ne peuvent plus être obtenus, d'autres le seront. D'ailleurs, l'armée Anthoine a tenté, à droite, la rupture et les premiers renseignements sont bons. Donc, si la rupture vers le nord est devenue impossible, peut-être la rupture en direction nord-est ne l'est-elle pas.

Nivelle court de bonne heure chez Micheler, à Savigny-sur-Ardre. Il complète de vive voix les renseignements déjà reçus. L'espoir, qui était à gauche (Mangin), passe à droite (Mazel). Aussi Micheler reçoit-il, à 10 h. 30, l'ordre de diriger son effort *vers le nord-est* par l'armée Mazel, tandis qu'il se consolidera seulement au nord, sur les falaises de l'Aisne, par l'armée Mangin que l'on croit éreintée.

Que maintenant Pétain réussisse à pousser l'armée Anthoine au delà de la barricade de Moronvilliers, Reims serait dégagé, et la route ouverte sur Vouziers.

On n'enlève pas facilement la confiance à un chef d'une telle énergie et d'une telle disposition d'esprit. Le rayon d'espoir que laisse encore la journée de Moronvilliers, Nivelle s'en empare et, à 21 h. 45, il met à la disposition de Pétain le 10e corps « pour exploiter, le cas échéant, les avances réalisées à la 4e armée ».

Cependant, parmi les chefs, Nivelle et Mangin seuls, rompus aux espoirs tenaces de Verdun, gardent l'âme ardente. Micheler n'escompte plus qu'un succès tactique local à Juvincourt, et Mazel, qui reçoit le 9e corps, trouve ce renfort tardif et désormais inutile. En fait, de ce côté de la bataille, la ligne se stabilise, le 18 avril, là même où la progression, vers le nord-est, était espérée. La 4e armée (Anthoine) se consolide à la crête du mont Blond, à la tranchée sud du Cornillet ; elle occupe la crête des deux Mont-Haut. La 5e armée (Mazel) encercle, à l'est de la Ville-au-Bois, le réduit du bois des Boches en y cueillant 1 300 prisonniers et 180 mitrailleuses. Mais on ne gagne pas de terrain vers le nord-est. C'est une seconde déception.

DEVANT MANGIN VON BŒHN ÉVACUE LE SAILLANT DE VAILLY (18-20 AVRIL)

Or, voici, qu'à gauche, l'armée Mangin, que Nivelle, sur les renseignements de Micheler, a cru brisée et dont une partie de l'artillerie a été transportée vers l'armée Mazel, voici cette 6e armée, disposée, comme nous l'avons vu, en équerre, qui s'ébranle tout à coup, bousculant la VIIe armée allemande, prise dans la tenaille de Vailly. Malgré un temps affreux, Mitry (6e corps) s'était infiltré dans le bois de la Bovette.

Les soldats arrivaient à plat ventre au-dessus de l'entrée des carrières où se trouvaient les réserves allemandes, tirant sur tous ceux qui sortaient de ces carrières, tandis que d'autres, arrivant par les deux flancs, forçaient à se rendre toute la garnison qui se trouvait au fond des creutes. De là, la lisière du bois de la Bovette a été atteinte. Les poilus se sont rués à travers le plateau de

UNE VUE DE VAILLY

la Croix-sans-Tête, ivres de fumée, commençant à sentir passer sur eux le vent de la victoire. Ils ont dévalé dans le ravin d'Ostel ; ils ont pris le village d'Ostel, où nous avons enlevé 80 canons. Tous les attelages étaient à terre dans leur sang, les chevaux abattus, en train de mourir.

Nous avons atteint ensuite la ferme Certeaux, qui se trouvait à 200 mètres du Chemin-des-Dames. A ce moment, nous avons vraiment cru que « ça y était » (1).

L'ennemi fuyait. Le 18 avril au matin, les troupes occupent la Creute, Braye-en-Laonnois, la Cour-Soupir. Devant elles, les villages évacués par von Bœhn brûlent. Aussitôt le 20e corps (Mazillier) monte à droite sur le plateau et le 6e corps (Mitry) occupe Vailly, Rouge-Maison et Ostel. Nanteuil-la-Fosse, d'abord enlevé par les territoriaux, est reperdu. Une reconnaissance du 1er corps colonial (Berdoulat) traverse le fort de Condé inoccupé.

(1) GASTON DUMESNIL (*Chambre des députés*, Comité secret du 29 juin 1917).

La poursuite continue le 19 avril, Berdoulat s'empare de Laffaux, des tranchées de Laffaux et de l'Épée, pousse des éléments sur le plateau nord-ouest de Celles, tandis que Mitry occupe la ferme Colombe, Jouy et Aizy. A droite, Mazillier livre un dur combat à la sucrerie de Cerny et Maudhuy (11e corps) s'empare du monument d'Hurtebise.

L'armée Mangin marche à fond : le corps Mitry pousse le 20 avril jusqu'aux fermes Certeaux et Gerbaux et le corps Berdoulat jusqu'au delà de Sancy et de Nanteuil-la-Fosse. On est obligé, pour le moment, de s'arrêter là : l'ennemi s'immobilise dans ses retranchements de la crête du Chemin-des-Dames, prêt à résister à outrance, malgré les « grosses pertes » qu'il a subies. L'expression est de Ludendorff et elle se justifie amplement par l'abandon de 80 canons, de 5 300 pri-

sonniers et des douze villages de ce saillant de Vailly dressé contre Soissons avec la sentinelle du fort de Condé qui avait tant impressionné, en 1914, le maréchal French.

Telle était la récompense des efforts constants de la 6e armée réorganisée et reprise en main sur le terrain par Mangin. S'il n'était pas à Laon, il avait enfoncé l'ennemi à coups de poing ; il le bousculait, le démolissait, et c'était bien un résultat. Deux ou trois jours de persévérance, un pas encore, et l'on eût culbuté la retraite de von Bœhn dans la vallée de l'Ailette. Malheureusement, on n'était plus aux jours d'enthousiasme et de foi de l'été de 1916. La crise d'autorité que nous avons vue surgir après le départ de Joffre se généralise maintenant et, se diluant en quelque sorte de certains milieux civils à certains milieux militaires, se transforme en crise de confiance.

QUAND LA CONFIANCE TOMBE

Dans l'ensemble, les succès ne sont pas ceux que l'on avait espérés. Le général Mazel n'a pas réussi les 19 et 20 avril dans ses attaques sur Craonne, sur le mont Sapigneul et le mont Spin, sur le bois de Chevreux. Toutefois, le général Anthoine est parvenu au sommet du Téton et du Casque et au delà d'Auberive. La poussée en avant de l'armée Mangin a décidé Nivelle à porter la 10e armée (Duchêne) entre les 6e et 5e armées.

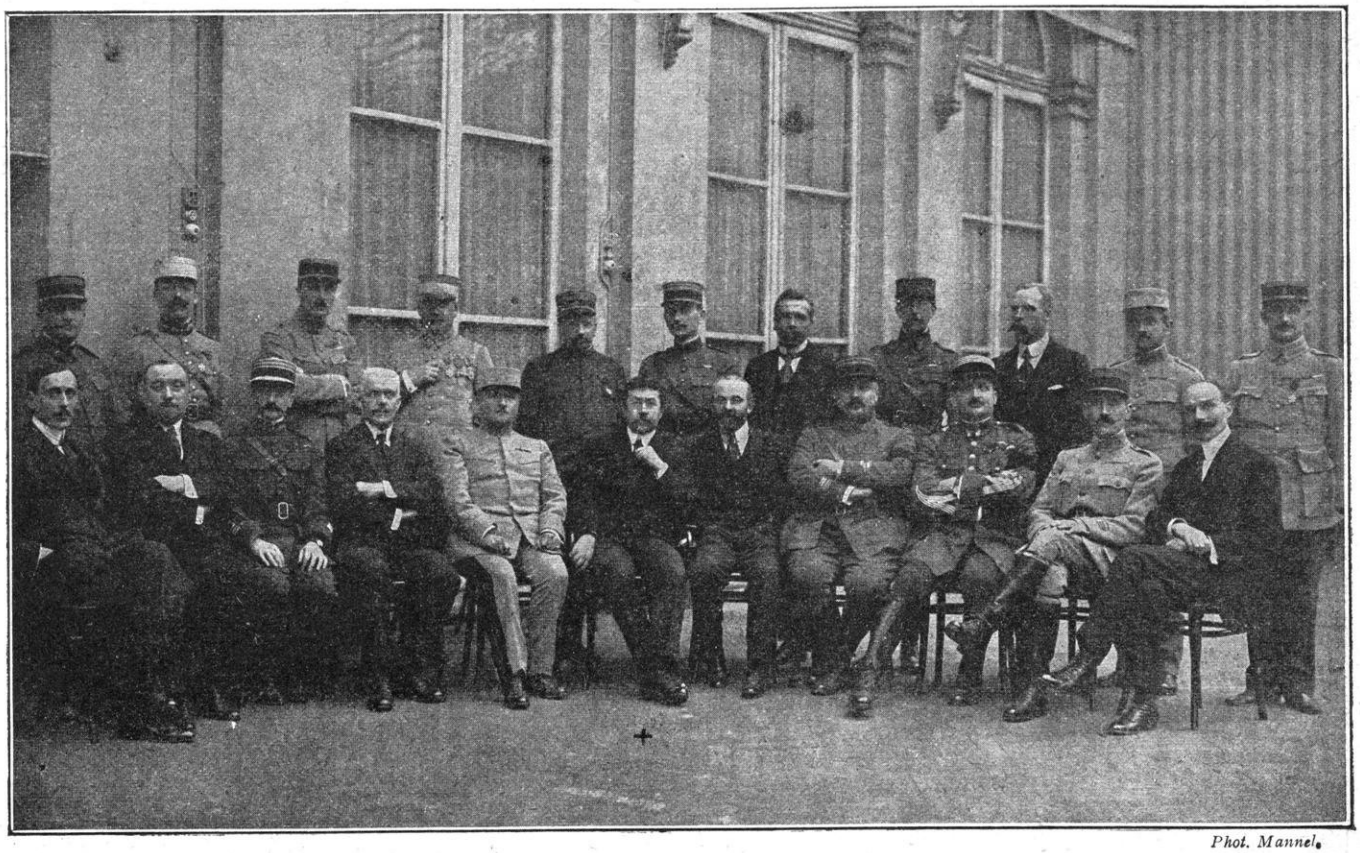
Le général en chef n'a pas encore perdu l'espoir. S'il n'a obtenu ni la rupture ni l'exploitation, il a rogné fortement les ailes de l'adversaire. Au lieu de la « vitesse », aléatoire, il s'est décidé à la lenteur, plus sûre ; malgré lui, il refait une bataille de la Somme. Mais, considérés à ce point de vue, les résultats obtenus dépassent d'ores et déjà ceux de 1916. Les réserves allemandes, en effet, s'usent terriblement : des 52 divisions en arrière au 1er avril, il en reste 12 le 25 avril. Cette usure sera bientôt deux fois, trois fois plus élevée qu'à la Somme. Et puis le butin ramassé, d'Artois en Champagne, n'est pas négligeable. On compte *21 600 prisonniers, 183 canons, 412 mitrailleuses* capturés par les Français, *18 000 prisonniers et 240 canons* par les Anglais. L'Allemagne, en présence d'un tel résultat, eût fait sonner les cloches et sorti les drapeaux. Et Nivelle concluait en prescrivant de « profiter de l'ébranlement de l'ennemi ».

Donc, au G. Q. G. de Compiègne, pas de crise de confiance. Vient-elle des troupes? A l'armée Mangin, l'impression générale, constatée par les récits des blessés et le contrôle postal, est exprimée ainsi : « C'est plus dur qu'on ne pensait, à cause des mitrailleuses, mais on les aura ! » Ou bien, suivant les points du champ de bataille : « On les a eus ! » Le moral reste solide.

Pour l'ensemble des armées ayant participé à la bataille, les pertes ne sont pas plus élevées qu'aux offensives précédentes. Elles s'élèvent, du 16 au 25 avril, à 33 000 tués ou blessés mortellement, 5 000 prisonniers, 80 000 blessés dont 20 000 rejoindront leur corps avant la fin du mois. Ceux qui, à l'armée Mangin, moins éprouvée que l'armée Mazel, ont bondi jusqu'au Chemin des Dames, continuent de combattre en pleine ardeur avec la certitude que, cette fois, « on les a ».

VAGUE DE DÉFAITISME OPPOSITION FAITE A NIVELLE

Quelle était donc cette force décevante qui, agissant autour des combattants, répandait soudain le trouble, l'inquiétude, et comme un sentiment de l'inutilité de l'effort offensif, de l'immobilité nécessaire? Ne doutons pas que ce pessimisme insaisissable est le résultat subtil et généralisé de la propagande morale allemande en France. Les menées pacifistes avaient été signalées par Nivelle au gouvernement, dès le 28 février ; il avait constaté que cette propagande s'insinuait parmi les combattants par le moyen de tracts décourageants, de réunions organisées pour les permissionnaires, de grèves dans les usines de guerre. Colportés par les agents de l'ennemi, les fausses



Phot. Mannel.

M. PAINLEVÉ, MINISTRE DE LA GUERRE, ET SON CABINET MILITAIRE ET CIVIL

nouvelles, les rumeurs, les récits controuvés, les insinuations perfides, tout cela circulait librement et cette atmosphère nocive montait peu à peu du pays vers l'arrière des armées et de là vers le front.

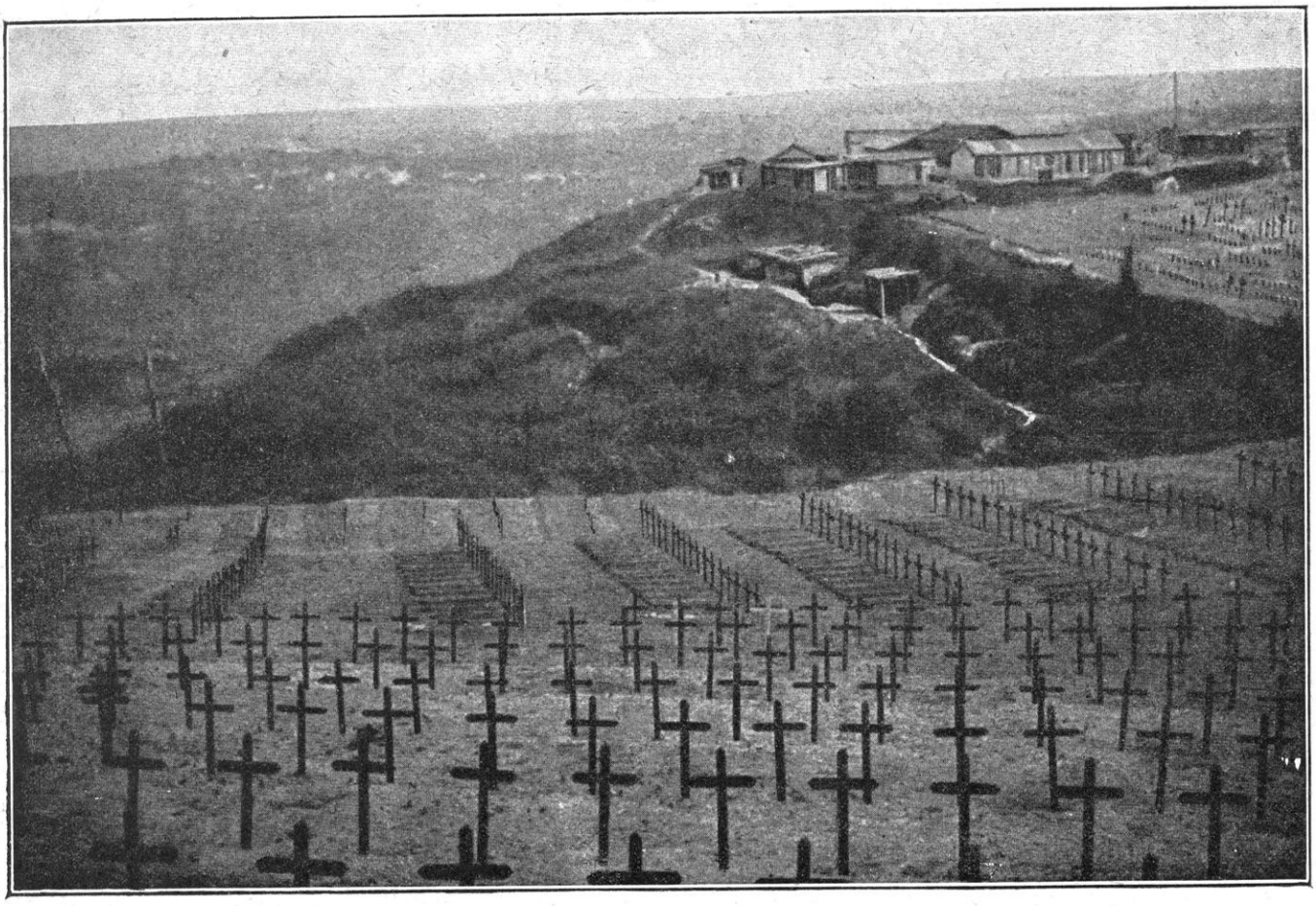
Nous avons dit au milieu de quelles difficultés « morales » la bataille s'était engagée ; nous avons dit aussi les divergences manifestes qui s'étaient produites au gouvernement et dans le haut commandement ; nous avons dit enfin comment, dès le soir du 16 avril, la légende d'une grave défaite, partie peut-être des hôpitaux avec un grossissement voulu du chiffre des blessés, se répandit et fut propagée à Paris, au Parlement et dans tout le pays, amplifiée à loisir par les agents allemands qui, à ce moment, pullulaient.

Les jours suivants, les troupes relevées qui traversent les régions d'Épernay et de Château-Thierry trouvent des gens prêts à recueillir leurs récits et à les colporter à leur tour. Pour les émissaires de l'ennemi, quelle mine à exploiter ! Les résultats obtenus par l'offensive se traduisent en défaite cuisante ; les pertes, toujours les pertes (1) sont grossies démesurément, jusqu'à 150 000 hommes pour une seule journée ; Mangin est qualifié « tueur d'hommes », lui qui, à Verdun, avait dépensé moins de monde pour reprendre tout le terrain qu'on n'en avait perdu, avant lui, pour l'abandonner.

Le gouvernement lui-même se laisse hypnotiser en quelque sorte par cette « manœuvre morale ». Celle-ci, au contraire, agit sur ceux qui la devraient combattre. Le chiffre des pertes est plusieurs fois modifié, souvent majoré, toujours incertain. L'émotion répandue dans le public n'est même pas contenue par une note officielle catégorique. Le doute qui planait avant l'offensive s'érige en blâme sans autre forme de procès.

Nous avons vu que Nivelle avait donné ses ordres pour la continuation de l'offensive, non plus en vue de la rupture, mais de l'usure des réserves allemandes. Appelé à Paris par le

(1) Voir ci-dessus (p. 100) l'article d'Almereyda.



CIMETIÈRE ALLEMAND AU CHEMIN DES DAMES (CERNY-EN-LAONNOIS)

gouvernement, le 20 avril, on l'écoute et on ne fait, ouvertement aucune objection aux ordres donnés par lui. Lloyd George les approuve également et le général en chef peut ainsi confirmer au général Wilson qu'il n'y a lieu d'envisager « aucun arrêt des opérations » lesquelles, sur le front britannique, devront porter principalement sur la ligne Quéant-Drocourt qu'on attaquera à revers par le sud et le sud-est de Quéant.

Mais le doute qui s'est emparé du Comité de guerre français commence à transpirer. Haig est informé que l'arrêt des opérations y est désiré et peut-être décidé. Il écrit à Londres, au général Maurice, que cette décision serait « très contraire à la sagesse », que les résultats acquis sont « hautement encourageants » et « les chances de succès, cette année, remarquablement bonnes ».

En réalité, le ministère a pour tendance désormais, de s'en tenir à une politique d'attente et de défensive jusqu'à l'arrivée des soldats américains. Ce système gagne des partisans. C'est plus commode et l'on ne se demande pas si la fin de la guerre par un effort immédiat n'est pas, à tous les points de vue, la solution la meilleure. Cette vague de découragement monte vers le front ; un courant s'établit qui déforme les nouvelles au gré des préoccupations générales ou des combinaisons parlementaires.

M. PAINLEVÉ ET L'AFFAIRE DE BRIMONT. LE PROTOCOLE FRANCO-ANGLAIS DU 4 MAI. LES OBJECTIFS LIMITÉS

Le 21 avril, au lendemain du succès de Mangin, le général Micheler avait signalé à Nivelle, décidé à l'usure des réserves ennemies, que son groupe d'armées n'avait

CIMETIÈRE FRANÇAIS AU CHEMIN DES DAMES (CERNY-EN-LAONNOIS)

plus que 4 divisions disponibles et que les troupes, fatiguées, étaient exposées sur leurs flancs par la résistance allemande de Craonne et de la ligne Sapigneul-Spin. Il réclamait des munitions, l'abandon de la progression en pointe sur Juvincourt, mais la consolidation de la bataille par trois opérations : 1° conquête de la crête Craonne-Froidmont ; 2° conquête de la crête mont Sapigneul-mont Spin ; 3° conquête de l'observatoire de Brimont et action combinée avec l'armée Anthoine sur le massif de Berru. Nivelle se rangea à ces vues et précisa ainsi ses buts : 1° dégager Reims; 2° compléter l'occupation du Chemin des Dames.

Donc, plus de rupture, mais progression avec consolidation. Le gouvernement n'a pas fait d'objection, mais nous savons qu'il a des doutes et même un projet tout autre qu'il ne découvre pas. Le 22, M. Painlevé se rencontre avec Mazel à l'observatoire de Roucy. Il est préoccupé des pertes récentes. Il interroge sur l'attaque prévue. Mazel répond: « Un corps d'armée sur Brimont, un autre sur mont Spin ; cela fait en gros 60 000 hommes. Les pertes seront sensibles. » Il n'en faut pas davantage pour que les inquiétudes renaissent. Le lendemain, M. Ybarnegaray, député et officier du 18e corps, se présente chez M. Poincaré et demande qu'on ajourne l'attaque de Craonne-Vauclerc « insuffisamment préparée ». Nivelle, prévenu, proteste que rien n'est décidé, sauf que Micheler et Pétain ont un projet combiné en préparation, et que de telles interventions entravent l'exercice de son commandement (1).

(1) Quelques conclusions de la Commission d'enquête (Brugère, Foch, Gouraud) : « La part du hasard est si grande à la guerre qu'il paraît impossible d'affirmer que le plan du général Nivelle n'était pas réalisable... L'action du général en chef a été troublée, contrariée, par les interventions parlementaires... Si l'ennemi avait remporté un pareil succès, il aurait pavoisé... »

Que signifiait cette émotion, sinon une opposition de plus en plus déclarée à la poursuite de l'offensive ? M. Painlevé est en effet de plus en plus troublé. Le 25, il mande Nivelle à l'Élysée. Le général s'efforce de présenter les avantages de l'offensive, les résultats acquis et la conviction que le système allemand de la noria, c'est-à-dire le transport des divisions fraîches ou usées entre les secteurs passifs ou actifs, ne peut plus fonctionner que pendant cinq semaines. Mais le risque apparu sur le projet de Brimont a ému M. Painlevé. 60 000 hommes de pertes, — alors que les effectifs atteindront à peine ce chiffre ! Il demande l'ajournement de l'attaque. Finalement on se sépare sans décision. Trouble des âmes, émotion contagieuse.

Comment conduire des opérations aussi délicates à une heure aussi critique, dans de telles conditions ? Nivelle l'a compris et il déclare à M. Painlevé que « sa démission est à la disposition du gouvernement, le jour où celui-ci la jugera utile » (1). La nomination du général Pétain comme chef d'État-Major général est, dès lors, envisagée.

Le maréchal Haig vient à son tour à Paris. Il voit M. Ribot et M. Painlevé, qui évaluant les pertes à 25 000 tués et 95 000 blessés, se montrent prêts à suspendre la bataille. Haig proteste, prétend que l'ennemi n'a plus que 12 divisions fraîches (en quoi peut-être il se trompe), qu'il faut au contraire poursuivre la bataille à fond, sans égard aux pertes, afin d'obtenir la rupture d'équilibre en notre faveur (2).

Cruelle alternative pour le gouvernement ! MM. Ribot et Painlevé déclarent, un peu contraints sans doute, que l'offensive sera continuée sans modification des lignes générales.

A la 5e armée, Nivelle voit tous les généraux, Mazel, Bazelaire, Cadoudal et leurs divisionnaires : tous ont confiance dans le succès de l'attaque de Brimont-mont Spin, qui aura lieu, sans doute, le 1er mai.

Mais M. Painlevé entend un autre son de cloche :

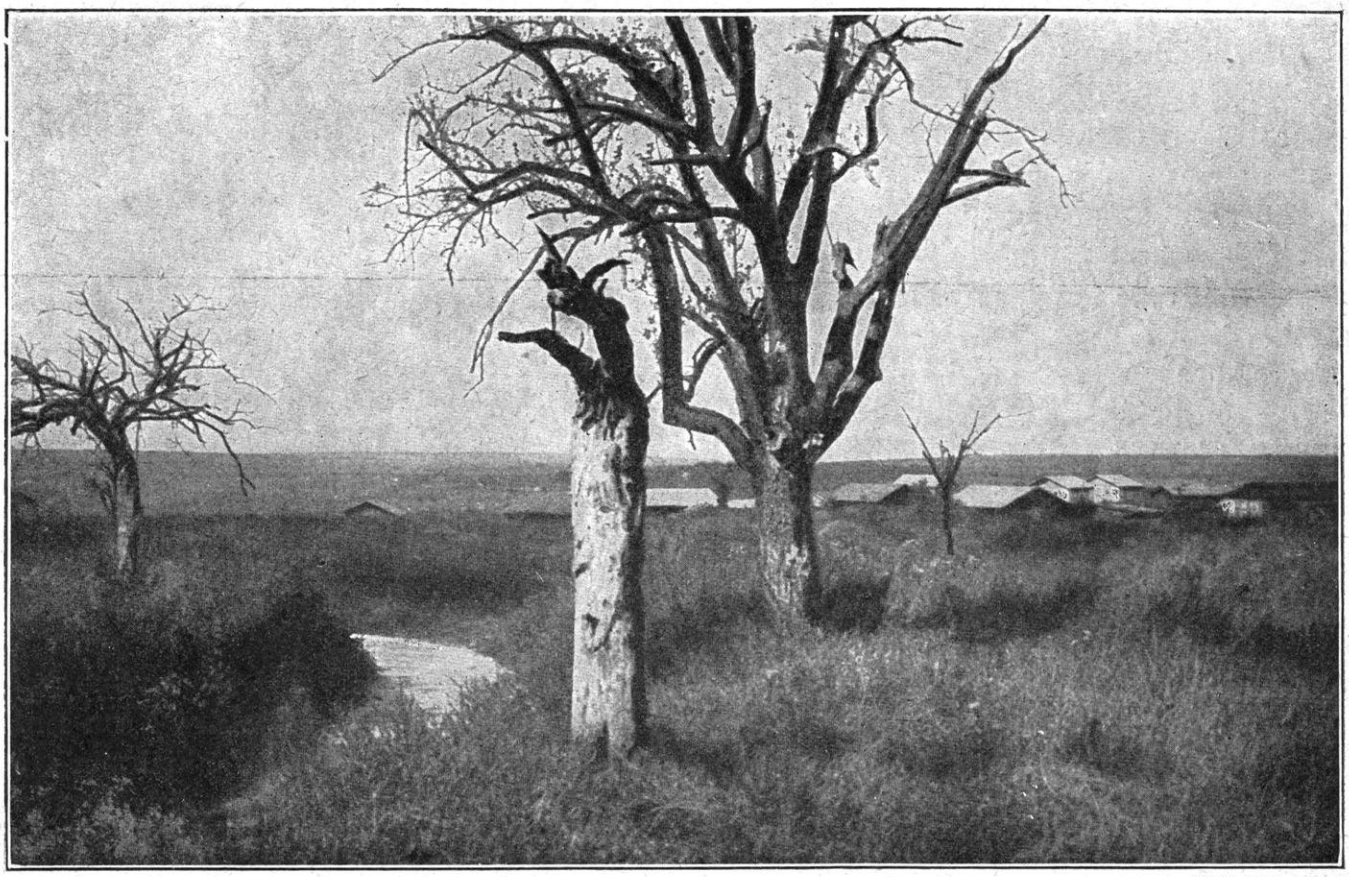
> Du 23 au 30 avril, écrit-il, je fus littéralement submergé par des renseignements issus d'officiers combattants de tous grades et que me transmettaient des hommes appartenant à toutes les opinions et à tous les milieux, parlementaires, écrivains, journalistes, ingénieurs, membres de l'Académie française, etc... Ce sont les lettres d'officiers qui exhalent, dès le début, la fureur et l'indignation. Celles des soldats réflètent surtout de la dépression et un profond découragement ; plus tard seulement, en mai, quand les opérations reprendront, de découragé le ton deviendra violent et agressif.

Le 27, le ministre de la Guerre se décide : il fait pressentir le général Pétain et obtient le 28 l'adhésion du Conseil des ministres. Toutefois, dans sa pensée, Pétain doit remplacer Nivelle comme généralissime dans la première quinzaine de mai et Foch succéder à Pétain. Le soir, Nivelle confirme, devant MM. Ribot et Painlevé, son intention de prendre une mesure contre Mangin ; en outre, il s'entendra avec Pétain à Châlons le 30. D'ailleurs, un autre dissentiment s'élève déjà, au sujet de Brimont. Le colonel Serrigny, chef d'état-major de Pétain, le général Mazel et le général Pétain lui-même estiment que, s'ils le veulent, les Allemands reprendront Brimont.

Cependant, le canon a commencé à tonner, le 28, sur la cote 108. Tout à coup, nouvelle alarme. M. Painlevé téléphone, le 29 au soir, qu'insuffisamment éclairé sur les risques de l'opération de Brimont, le gouvernement suspend sa décision « jusqu'après l'entrevue imminente du général Nivelle et du général Pétain ». M. Painlevé, en un mot, opposait la conception de Pétain à celle de Nivelle. Après de longues hésitations, qui n'avaient pas été elles-mêmes sans conséquence, il réalisait l'idée qu'il poursuivait depuis plusieurs mois. En outre, il laissait, — mais sur la proposition de Nivelle, — décider le rappel du général Mangin. Le 30 avril, le général Maistre le remplaçait à la 6e armée.

Le même jour, Nivelle et Pétain se ren-

(1) PAINLEVÉ, Comment j'ai nommé Foch et Pétain (*Revue de Paris* du 1er janvier 1922).
(2) *Id. Ibid.*



Cliché Meys.

LE VILLAGE DE LAFFAUX. — AU FOND, A GAUCHE, VAUXAILLON

contraient à Châlons, décidaient, en la retardant, l'exécution de l'attaque prévue, mais en ajournant l'opération sur Brimont. L'action de l'armée Mazel se trouvait dès lors limitée à la conquête de la crête mont Sapigneul-mont Spin. Ainsi le dégagement de Reims, quoique maintenu comme but, n'était plus possible. L'offensive perdait son caractère d'ensemble et sa force.

Cependant, on s'inquiétait toujours, à Londres, de l'incertitude qui semblait présider aux opérations en France. Lloyd George, Lord Robert Cecil, Douglas Haig, Robertson, Jellicoe vinrent à Paris, le 4 mai. Lloyd George chiffre les résultats de l'offensive : 45 000 prisonniers, 450 canons, 800 mitrailleuses. La guerre sous-marine le pousse à continuer sans répit. Il y est résolu; il demande l'appui de la France. M. Painlevé accepte, à condition que les actions soient locales, afin de réduire les pertes au minimum. Un protocole est alors signé par Nivelle, Pétain, Robertson et Haig :

La rupture, écrit M. Painlevé, n'était plus à envisager, il ne s'agissait plus de viser des objectifs lointains, mais d'abattre et d'user, avec toutes les forces disponibles, la résistance et les forces de l'ennemi, et de détruire ses divisions par des *attaques incessantes et à objectifs limités*, puissamment appuyées d'artillerie. C'était comme le martèlement de la Somme qui recommençait.

Ce protocole, inspiré en grande partie par le général Pétain, qui y avait mis sa marque, ouvrait la porte à sa nomination comme général en chef de l'armée française.

Peu à peu, on s'acheminait vers cette décision. Mais il apparaissait déjà que l'Angleterre, en 1917, ne ménagerait pas ses efforts et que la France se trouvait réduite à ménager les siens.

DUCHÊNE ET MAISTRE VAINQUEURS A CRAONNE ET A LAFFAUX (4-5 MAI)

Cependant, la reprise de l'offensive, par actions locales, avait débuté le 30 avril, pour s'étendre du 4 au 7 mai. Les

6e et 10e armées avaient mission de s'établir sur le Chemin des Dames et de pousser, si possible, jusqu'à l'Ailette; les 5e et 4e armées avaient mission de tendre à dégager Reims.

L'attaque est déclenchée le 30 avril à 12 h. 40 à l'armée Anthoine. Au 10e corps (Vandenbergh), la division Hennoque doit s'emparer du bois de la Grille ; elle n'y parvient, après de durs combats, que le 8 mai. La division Tronchaud achève la conquête du mont Blond, sauf que la garnison du tunnel du Cornillet l'empêche de conquérir le sommet de cette montagne. La division Brulard fait capituler le 2 mai la garnison du tunnel du mont Perthois sans aboutir tout à fait au mont Haut.

A la 10e armée (Duchêne), le 4 mai, Craonne, accroché à flanc de falaise, est bombardé à outrance, ainsi que le plateau de Californie ; dans la soirée, la division Paquette part à l'assaut et, en dix minutes, trois compagnies conquièrent le village.

A droite, la 5e armée (Mazel) s'est emparée des premières lignes ennemies; elle est contre-attaquée. Berméricourt est pris et perdu, l'ennemi tirant à loisir de Brimont ; les organisations souterraines du mont Sapigneul et du mont Spin (l'ennemi fera sauter à la mine nos garnisons de la cote 108 les 30 et 31 mai) sont restées intactes.

Le lendemain, 5 mai, de Vauxaillon à Craonne, Maistre et Duchêne reprennent l'assaut. Un bel élan de la 6e armée, secondé par 31 chars d'assaut refusés à Mangin en avril, emporte la ligne Mont-des-Singes-ferme Moisy-moulin de Laffaux et la ligne Panthéon-épine de Chevregny-ferme Froidmont ; la division Brécart a lutté héroïquement au moulin de Laffaux. Duchêne enlève, lui aussi, tous ses objectifs : totalité du plateau est d'Hurtebise, Vauclerc, Californie, Craonne. Malgré une vive résistance et des contre-attaques répétées, on occupe le rebord septentrional de ces plateaux et des pentes est de Californie. C'est un succès que l'on n'avait pu obtenir depuis trois ans de guerre.

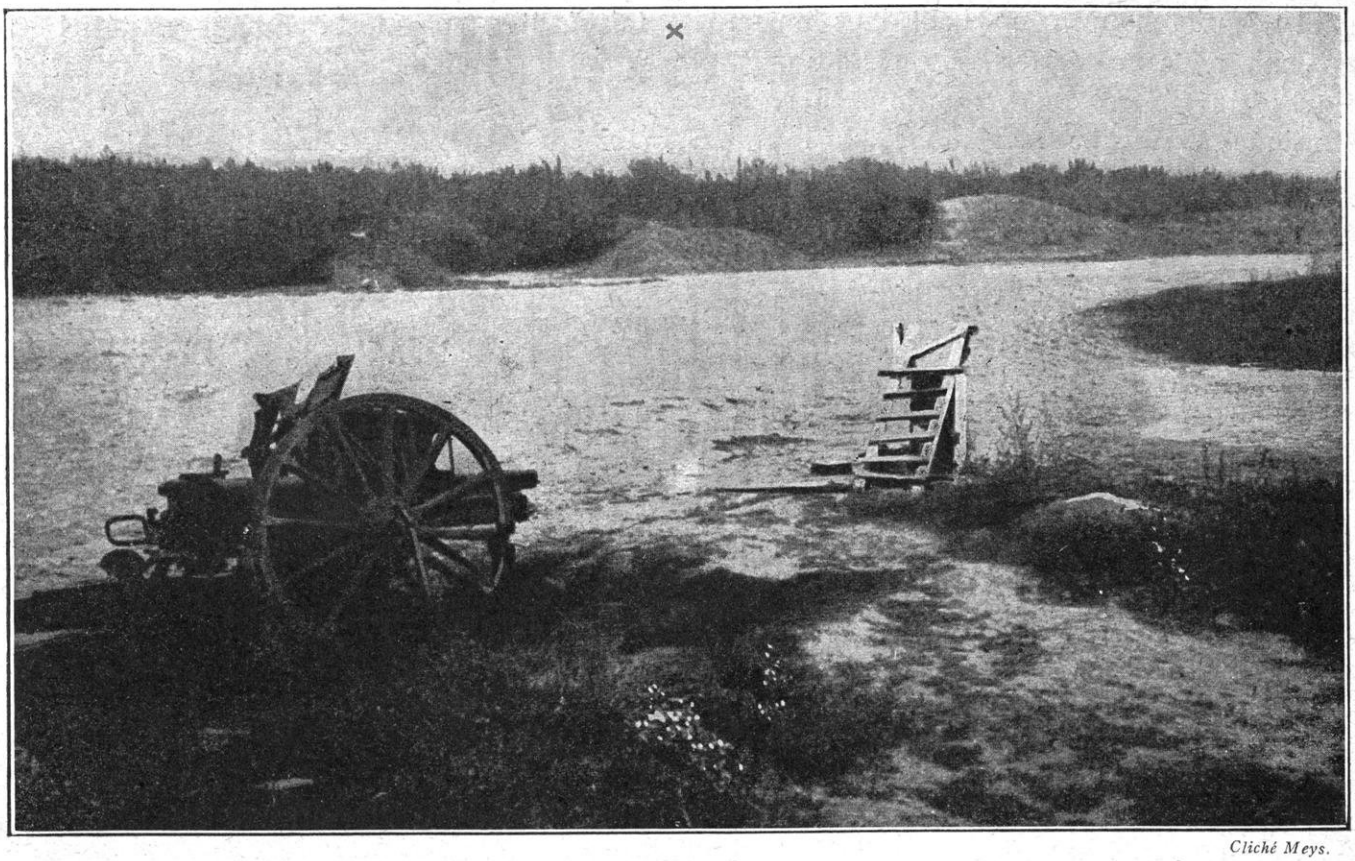
Quoique les réactions de l'ennemi soient violentes le 6 mai, on progresse au Mont-des-Singes, à l'est de la ferme Moisy ; on occupe, puis on reperd le château de la Motte. Le combat est âpre entre Hurtebise et Cerny. Duchêne perd le saillant nord-ouest de Californie et retire ses éléments avancés du plateau des Casemates.

Il n'en est pas moins vrai que sur 20 kilomètres, on tient la majeure partie du Chemin des Dames avec 7 000 prisonniers. Du 9 avril au 15 mai, on compte 110 passages de divisions ennemies, dans les secteurs d'attaque. L'usure allemande devenait donc extrêmement importante. N'était-ce pas le moment de montrer, comme l'avait demandé avec insistance Lloyd George, « de la ténacité et de l'endurance »?

PÉTAIN ET FOCH A LA TÊTE DE L'ARMÉE (15 MAI 1917). COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION GÉNÉRALE

M. Painlevé ne changeait rien à son sentiment initial mais, au sein du gouvernement, le désaccord persistait. Toutefois, le 10 mai, l'unanimité se fit sur la démission à obtenir du général en chef. Mandé à Paris, celui-ci résiste et, le lendemain, refuse, devant M. Poincaré, de quitter le commandement. Alors M. Painlevé, suivi par M. Ribot, menace à son tour de démissionner et de s'expliquer avec éclat devant la Chambre. Enfin, après avoir entendu le général et le ministre, le Conseil approuve la nomination du général Pétain en remplacement du général Nivelle. La décision devint définitive le 15 mai, ainsi que la nomination du général Foch comme chef d'État-Major général.

Le programme de M. Painlevé s'accomplissait : le ministre de la Guerre s'était, d'ailleurs, assuré un conseiller incomparable, le général Foch ; on en revenait en somme aux figures connues, sinon aux méthodes du début de la guerre ; le protocole interallié substituait, aux plans de rupture, les projets d'attaques à objectifs limités ; le général Nivelle était parti et le général Pétain avait pris le commandement en chef.



Cliché Meys.

L'EMPLACEMENT (×) DU MOULIN DE LAFFAUX ET SES ABORDS

La situation des armées franco-britanniques était bonne et c'est ainsi, nous l'avons vu, que les Anglais l'envisageaient. Si l'on n'avait pas déclenché l'offensive victorieuse prévue par Joffre le 1er février, on avait cependant récolté les fruits de la victoire de la Somme et réduit la poche de Noyon jusqu'à Saint-Quentin. Si l'on n'avait réussi ni la percée ni l'exploitation au delà de la ligne Siegfried, on avait cependant conquis des observatoires extrêmement importants : la crête de Vimy, les hauteurs de Laffaux et du fort de Condé, la crête du Chemin des Dames, le massif de Moronvilliers. On avait capturé à l'ennemi 62 009 prisonniers, 446 canons, 1 000 mitrailleuses. On avait terriblement épuisé ses divisions par la largeur et la puissance d'une offensive qui les avait usées trois fois plus vite qu'à la Somme.

Le jour où le protocole des « objectifs limités » était signé, le 4 mai, *toutes* les divisions allemandes avaient été engagées ; or il restait 30 divisions franco-britanniques intactes, et une facilité de relève indiscutable pour les Alliés puisqu'ils disposaient de 178 divisions contre 150 divisions allemandes. L'armée britannique avait atteint son maximum de puissance : 62 divisions sur 158 kilomètres, — elle ne comptera plus que 57 divisions et sur 190 kilomètres en février 1918. L'armée française était forte, au 1er avril, de 2 900 000 hommes, chiffre qu'elle n'avait jamais atteint. Au cours de l'année 1917, si l'offensive eût été continuée, cet effectif pouvait être maintenu, alors qu'il allait être diminué de 300 000 hommes à la suite d'une très importante démobilisation de 700 000 hommes. En somme, jamais l'Entente n'avait été plus forte. Le général Mangin conclut ainsi le remarquable mémoire ou il expose et juge : « On conçoit que le gouvernement et le commandement anglais aient insisté pour la continuation de l'attaque... L'arrêt de l'offensive est sans aucune excuse. »

Si nous jetons un coup d'œil dans le camp ennemi, nous constatons, d'après les statistiques du général Buat, que le front russe continue à retenir, pendant l'année 1917, un nombre constant, parfois même accru, de divisions allemandes (mars et novembre 1917 : front français, 151 et 153 divisions ; front russe, 72 et 74). La situation ne changera qu'après l'armistice russe du 3 décembre 1917. Les Alliés, avec une telle supériorité numérique, avaient donc, sur le front occidental, toute l'année 1917 pour s'assurer la victoire. N'avons-nous pas l'aveu formel de Ludendorff :

A la réflexion, dit-il dans ses Mémoires, si je transporte en avril-mai 1917 les succès remportés par les Russes en juillet suivant, *je ne vois pas comment le haut commandement allemand aurait pu rester maître de la situation...* L'action des Alliés n'était pas concertée, comme à l'automne 1916 ; chacun marchait pour son compte et nous pûmes, en agissant sur la ligne intérieure, repousser et battre séparément les adversaires isolés.

C'est pourquoi il eût peut-être suffi que l'usure des forces allemandes fût continuée en France (1), à défaut d'action concertée avec les Russes (et d'ailleurs, sait-on l'influence qu'aurait eue sur le peuple russe une victoire franco-britannique ?), pour espérer obtenir, en 1917, le résultat qu'on n'obtint qu'en 1918 On peut admettre aussi, que ces éléments de victoire n'eussent pas été suffisants. Car, pour être équitable et impartial, on doit essayer de se replacer au milieu des circonstances et des impressions du moment.

Notons, cependant, que la Révolution russe était accueillie comme une raison d'espérer un plus rude effort militaire, que la retraite d'Hindenburg était un aveu de faiblesse, que les armées française et anglaise étaient, suivant l'expression de M. Bédier, « au plus haut point de leur perfection technique », que l'entrée de l'Amérique dans la guerre apportait à l'Entente un avantage matériel et moral incalculable. D'autre part, la situation générale des Empires centraux était au plus bas et une crise à la fois politique, économique, morale les frappait. Les difficultés du ravitaillement de l'Allemagne, les revendications des partis, les grèves, la dépression morale, et surtout la déclaration faite par l'Autriche qu'elle cesserait la guerre avant l'hiver, déclaration confirmée par ses efforts pour traiter séparément, tout cela indiquait chez l'ennemi, à peine voilé par la propagande pacifiste, un affaissement dont les gouvernements français et anglais eussent pu tirer des conséquences immédiates et qu'ils eussent pu exploiter sans répit comme un élément de victoire.

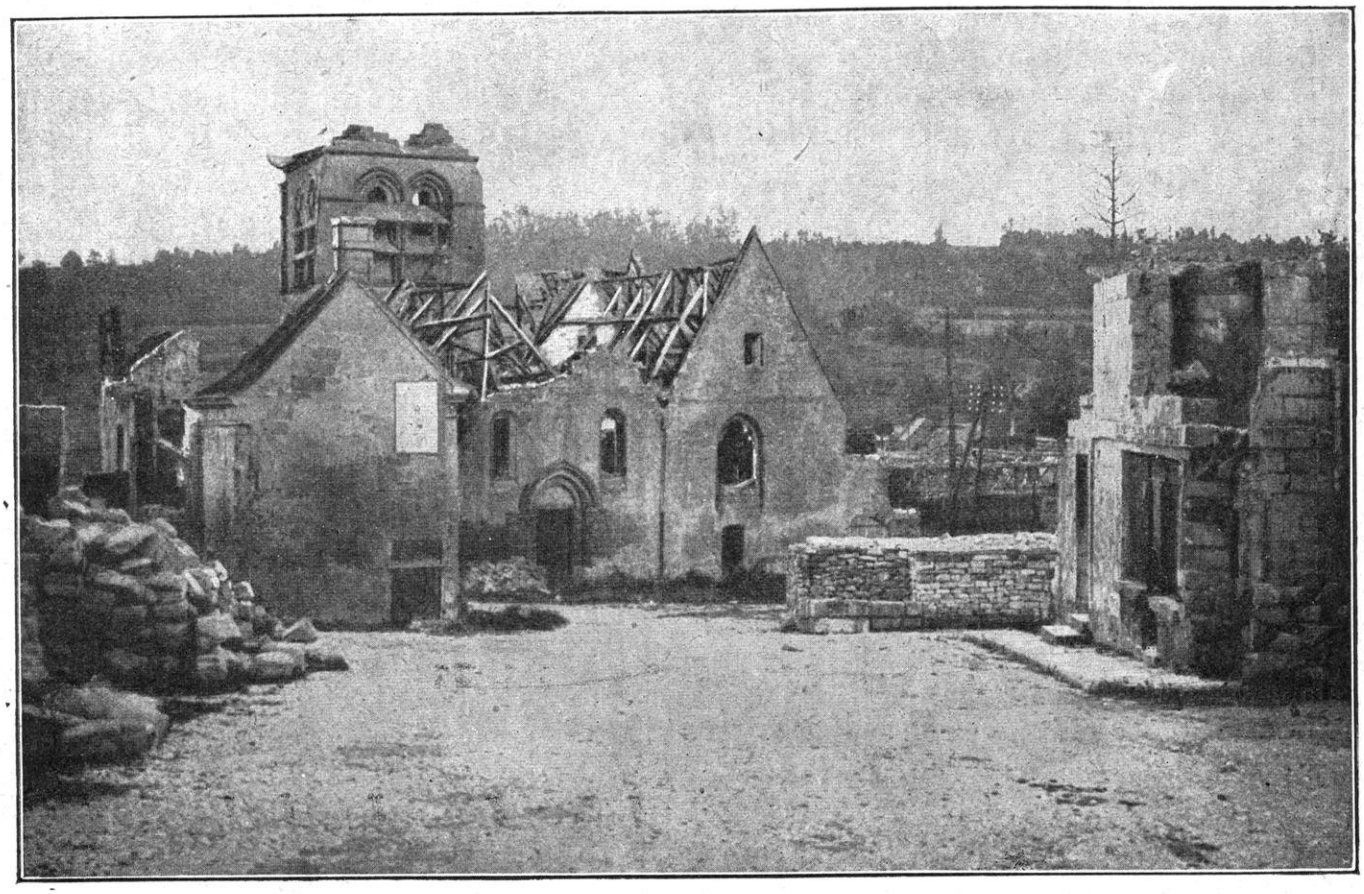
(1) Rappelons la formule lapidaire de Joffre dès la fin de 1916 : « La rupture ne sera opérée que le jour où la brèche sera suffisamment large et profonde *pour ne pouvoir plus être aveuglée par l'ennemi, faute de forces aptes à combattre, et où il nous restera des disponibilités suffisantes* pour poursuivre notre progression. »

LE MALAISE DE MAI-JUIN 1917. GRÈVES ET MUTINERIES. REPERCUSSIONS A L'ÉTRANGER

Cette situation de plus en plus difficile des Empires centraux n'était pas ignorée des gouvernements de l'Entente. Au bureau de renseignements de Rechézy, M. André Hallays avait recueilli, à la fin d'avril, les observations suivantes :

Il est impossible de s'y tromper ; à l'arrière, chez l'ennemi, tout le monde eut alors le pressentiment que, devant Arras et sur l'Aisne, les armées venaient de subir une série de lourds échecs. Tandis que, chez nous, passait une rafale de pessimisme..., qu'on s'efforçait de donner à la France l'impression de la défaite, l'État-Major allemand se voyait obligé de multiplier les notes et les commentaires *pour rassurer les Allemands consternés.*

Ces attaques avaient été pour eux une terrible surprise : au moment du repli stratégique, n'avait-on pas promis que des événements grandioses seraient la suite de cette manœuvre géniale? N'avait-on pas laissé entendre que les régions si soigneusement dévastées deviendraient le théâtre d'une nouvelle offensive? Et ce sont les armées de l'Entente qui marchent maintenant à l'assaut des positions allemandes, ramassent des milliers de prisonniers et menacent les lignes nouvelles ! En vain, les communiqués chantent victoire ; en vain les critiques militaires affirment que, grâce à un repli élastique, le haut commandement a épargné le sang des soldats, que la tentative de percée a échoué, que les communiqués de l'Entente sont un tissu de mensonges, qu'Hindenburg et Ludendorff ont su ménager leurs réserves stratégiques



LE VILLAGE ET LES BOIS DE CŒUVRES

et conserver l'initiative des opérations. *L'opinion, préoccupée des grèves,* reste insensible à ces consolations. Elle *n'est frappée que de l'énormité des pertes.*

Profiter d'une telle dépression morale de l'ennemi eût été de bonne guerre. Les organisateurs de la Conférence de Cambrai n'y eussent pas manqué. Non seulement on n'en tint pas compte mais on laissa presque sans contre-partie la propagande pacifiste et défaitiste dont nous avons étudié ci-dessus les origines. Elle eut tout le loisir de s'acheminer soudainement vers son but militaire, c'est-à-dire l'indiscipline des troupes du front poussée, en certains points, jusqu'à la rebellion.

D'après M. Painlevé, « la fatigue de trois années de guerre et des pertes subies et surtout la fatigue et la désillusion des opérations d'avril si coûteuses et si décevantes » furent la cause principale des mutineries de mai et de juin. Le général Pétain donne une explication différente : « Le mouvement, écrit-il, a, en somme, *ses racines profondes dans l'intérieur*. Or, par suite du régime des permissions auquel, d'ailleurs, on ne peut rien changer, le front est solidaire du reste de la France. »

Déjà, le 28 février, dans une lettre publiée ci-dessus, le général Nivelle avait dénoncé la propagande pacifiste faite aux armées par les tracts et par les meneurs, et, en outre l'agitation ouvrière dans les usines de guerre. Ç'avait été, a dit M. Pérès dans son rapport à la Cour de justice, « le pavé dans la mare aux grenouilles », parmi les services de M. Malvy au ministère de l'Intérieur. Cependant, l'action dissolvante avait continué.

Les premiers symptômes graves se manifestent au 1er corps colonial, le 4 mai : des papillons sont affichés dans des cantonnements, exprimant le refus de combattre, les camarades de l'usine gagnant 15 ou 20 francs par jour. Au 9e corps, le 19 mai, un bataillon qui doit monter en ligne se disperse dans les bois et

il faut une nuit pour le rassembler. Au 32e corps, un dépôt divisionnaire refuse de se rendre à l'exercice. A la 158e division, le 26 mai, des groupes prêts à remonter en secteur réclament avec insistance des permissions ; des soldats abandonnent les rangs. Le 27, à Fère-en-Tardenois, 144 mutins veulent, à tout prix, prendre place dans un train. Cependant, partout, grâce à l'action personnelle des officiers, les troupes rentrent assez rapidement dans le devoir. Le 29 mai, des manifestations se produisent dans les 5e et 9e divisions, dirigées contre le gouvernement « qui a refusé de faire la paix quand l'Allemagne la lui offrait ».

Le 2 juin, à Cœuvres, une compagnie se mutine, prend la route de Villers-Cotterets et déclare marcher sur Paris. On réussit à l'empêcher de dépasser les bois au sud de Cœuvres. Cependant la situation était assez grave pour que le général Maistre obtînt de retarder l'action offensive prévue sur le Chemin des Dames au début de juin, en même temps que l'attaque britannique sur la crête de Messines. « Nous risquerions, dit-il, de voir les hommes ne pas sortir des tranchées. »

Quelles explications donner sur cet état d'esprit, d'ailleurs localisé et qui, grâce au bon sens de la race, devait disparaître aussi rapidement qu'il était apparu ? Certes, il y avait eu des déceptions militaires, mais M. Ribot a reconnu, au procès Malvy, que, si on avait trop escompté la victoire, on avait aussi trop exagéré les pertes et les fautes du commandement. D'ailleurs, nous l'avons dit, le moral des troupes en ligne n'avait guère été atteint, l'arrière seul se trouvait, en quelques points, sous le coup des récits des blessés, exagérés et amplifiés. Sans doute, aussi, certains cantonnements étaient mal organisés ; l'ivresse s'était accrue dans l'armée, où le vin et les indemnités étaient largement distribués ; le contact des régiments russes délibérant dans leurs soviets avait été d'un mauvais exemple. Mais il faut dire nettement, avec le général Mangin, que « l'arrêt de l'offensive et le changement de commandement étaient fatalement interprétés comme un aveu de l'échec ». Et surtout, comme le fait remarquer le général Pétain, le mal avait ses racines profondes à l'intérieur.

Nous avons dit l'activité déployée par les agents de l'ennemi en France ; elle s'exerçait dans la presse socialiste et défaitiste qui exaltait la Révolution russe ; elle s'exerçait dans les milieux ouvriers et les centres industriels par la propagande et par les grèves. Celles-ci se multipliaient : à Roanne, en avril, 6 000 grévistes criant : « A bas la guerre ! » ; à Paris, 4 000 à 5 000 personnes manifestaient en corps le 1er mai ; dans l'agglomération parisienne, en tout 80 000 grévistes. Le 4 juin, une bagarre éclate sur le boulevard Berthier ; le même soir, en Comité secret, un député annonce que le 3e corps marche sur Paris, et, sur le front, une rumeur circule que Paris est à feu et à sang. Preuve que tout était bien concerté entre les meneurs.

Partout, pour étendre la propagande de l'intérieur vers le front, les soldats permissionnaires se trouvaient attirés dans les cortèges et les réunions pacifistes, notamment dans le bassin de la Loire et à Paris. Aux gares de l'Est et du Nord, les soldats, qui se trouvaient souvent sans abris, étaient la proie de gens louches payés par l'organisation défaitiste. Les trains de permissionnaires étaient infestés de papillons et de tracts : « La paix sans conquêtes, sans annexions, sans indemnité », ou « Stockholm », ou bien « A bas la guerre ». On signalait certains excès dans les gares. Enfin, des agents provocateurs parvenaient à se glisser jusque dans les cantonnements et à contaminer les dépôts divisionnaires. Tracts et meneurs étaient là dans la place. Tel fut le cheminement du défaitisme à travers le pays jusqu'au front.

Devant la gravité des faits signalés, il n'y avait pas une minute à perdre. Le général Pétain était l'homme de ces circonstances : son coup d'œil, son sang-froid, son sens psychologique, son humanité, tout le désignait

pour le rôle si délicat qu'il allait avoir à remplir. Il était résolu aux mesures énergiques. Sentant cependant à quel point la longueur de la guerre pesait sur les âmes, il était décidé aussi à apporter à la guérison du malaise une grande patience et le souci profond d'une parfaite justice. Une surveillance active fut exercée sur les dépôts, sur les voies ferrées, les gares et leurs abords ; on veilla avec un soin scrupuleux sur l'acheminement des permissionnaires ; les Commissions de réseau du Nord et de l'Est reçurent l'ordre d'apporter des améliorations, abris et cantines, aux aménagements créés pour les permissionnaires dans les gares de triage et de bifurcation. A Paris, le préfet de police prit des mesures sévères de surveillance ; dans le bassin de la Loire, de meilleures conditions de vie commune et un barème de salaires amélioré apaisèrent les ouvriers.

LA BOUE DES TRANCHÉES

La répression des mutineries fut clémente. M. Painlevé évita le rétablissement des cours martiales, demandé cependant par Pétain, et il se contenta, le 9 juin, de maintenir les conseils de guerre en abrégeant les délais légaux. Après le 10 juin, il n'y eut plus de refus collectif d'obéissance. Sur 150 condamnations à mort, 23 seulement furent exécutées ; les graciés furent envoyés aux colonies.

Tandis que prenaient fin les mutineries dont la gravité avait paru inquiétante, mais qui avaient à peine duré, le pessimisme se propageait en Italie et en Angleterre.

L'ambassadeur de France à Rome, M. Barrère, avertit notre gouvernement et le pria instamment de ne pas laisser dénaturer la vérité par des correspondances reproduites par la presse neutre et par les agences au service de l'Allemagne. On y annonçait, en effet, des débats prochains et retentissants à la Chambre sur « l'hécatombe » des troupes françaises au Chemin des Dames. Le parti germanophile en Italie tirait argument de ces mensonges et de ces exagérations défaitistes, et le représentant de la France signalait leur décevant et dangereux effet en Italie.

En Angleterre, on s'étonnait des manifestations de découragement qui se produisaient chez nous. Lord Esher, exprimant l'opinion des ministres et généraux de son pays, me disait : « Peut-être avez-vous trop annoncé que vous iriez trop loin, mais vous n'en êtes pas moins victorieux. Je ne comprends pas le découragement qui se produit. Il faut poursuivre l'action. Les communiqués allemands avouent presque une défaite. Le bluff a cessé. Plus l'ennemi souffre à l'intérieur, plus son moral baisse et plus il faut le secouer, affaiblir et user sa force de résistance. Si nous attendons trop, il signera la paix avec la Russie et il concentrera contre nous son effort suprême (1).

En Allemagne, l'effet se propage en sens contraire : un cri de joie retentit et bientôt on constate un redressement d'énergie. M. André Hallays remarque qu'après le 1er mai, un sentiment nouveau de confiance et de foi se fait jour ; qu'importent la ration de pain récemment réduite et les troubles graves de Berlin et des centres industriels ; maintenant on affirme à l'Allemagne qu'elle a remporté « une

(1) HENRI GALLI, *L'offensive française de 1917*, p. 199. Une autre conséquence grave de la crise morale en France est rapportée par Neville Lytton dans son ouvrage *Le G. Q. G. britannique*. p. 125 : « L'intervention des parlementaires français dans la conduite des opérations produisit la pire impression au G. Q. G. britannique et *éloigna de plus en plus les sphères militaires de l'idée d'un généralissime français* ».

grande victoire défensive » et elle commence à le croire. Ludendorff écrit :

> Le ministre de la Guerre français avoua, en juillet, que l'attaque avait échoué avec des pertes telles *qu'il n'était plus possible d'en supporter d'équivalentes.* Elles avaient été si grandes que le moral de l'armée commença à en souffrir et qu'il se produisit des mutineries, dont nous ne recevions d'ailleurs que de faibles échos ; *c'est seulement plus tard que nous vîmes clair.*

Ainsi l'ensemble de la crise d'autorité dont nous avons précisé le détail avait une répercussion incontestable dans le camp ennemi. Par le discours de M. Painlevé, le 7 juillet, à la Chambre, l'Allemagne apprenait que la France avait subi une défaite, que « les plans ambitieux et téméraires », les conceptions « napoléoniennes » étaient abandonnés et remplacés par une méthode de « prudence, économe de vies humaines ». Le sens du protocole interallié du 4 mai sur les attaques « à objectifs limités » était exposé à la tribune française. Hindenburg et Ludendorff, envisageant la situation générale, respiraient. Ils sentaient que, pour quelque temps du moins, ils avaient les mains libres ; le programme de Cambrai s'accomplissait : la « catastrophe » était évitée.

CHAPITRE LXIX

LES OBJECTIFS LIMITÉS

Nouvelle politique de la guerre. — La doctrine de Pétain. — Attente et objectifs limités. — La préparation des moyens. — Projets et détermination offensive du maréchal Haig. — L'été de 1917 sur le front occidental : Messines. — Le Mort-Homme. — La bataille des Flandres. — L'automne 1917 : La bataille de La Malmaison.

Le développement de la grande guerre après l'offensive d'avril 1917 forme un tout où les divers fronts, les diverses interventions sont, plus que jamais, étroitement solidaires. Il faudrait avoir simultanément présentes à l'esprit toutes les circonstances proches et lointaines qui conditionnent cette nouvelle phase de la guerre : effondrement du front russe, entrée en guerre de l'Amérique, affaissement moral de l'Allemagne, résultats de la propagande défaitiste chez les alliés, découragement de l'Autriche-Hongrie, diminution des effectifs, accroissement du matériel, modification dans les hauts commandements, blocus, guerre sous-marine, finances. Tout joue en même temps; ces causes et ces effets agissent les uns sur les autres et pèsent sur les déterminations des gouvernements et des chefs. Ils ont hâte d'en finir ; ils sentent que les peuples n'en peuvent plus ; et il leur est impossible de faire un pas ; ils sont comme frappés d'une paralysie momentanée, tandis qu'ils explorent avec une ardeur passionnée les horizons contrastés d'où peut surgir la victoire.

Ces dispositions générales créent une politique de guerre renouvelée et qui a un puissant caractère d'invention et même d'originalité. La stratégie et la tactique se transforment ; elles deviennent plus prudentes, plus lentes, plus courtes d'haleine, mais surtout aussi plus économes du sang du soldat. Grand progrès !... Mais ces efforts renouvelés aboutiront-ils à temps ? Toute la question est là.

Le protocole interallié du 4 mai, sur les objectifs limités, que venaient de signer le général Nivelle et le maréchal Haig, instaurait précisément cette doctrine stratégique nouvelle. Inspirée par le général Pétain, elle ne pouvait logiquement être mise en pratique que par lui-même : aussi, le 15 mai, les pleins pouvoirs lui avaient-ils été confiés par sa nomination au commandement en chef.

LE GÉNÉRAL PÉTAIN ET LA POLITIQUE DE RENFORCEMENT ET D'ATTENTE

Reconnaissons, d'abord, que ces formules nouvelles se dégageaient de la nécessité même. Le général Nivelle avait dit

avant le 16 avril, qu'il ne s'obstinerait pas. A défaut du succès foudroyant espéré, il avait, aussitôt après l'offensive, décidé de « recommencer la bataille de la Somme », la bataille des grands martèlements ; il avait, en outre, signé avec les Anglais ce protocole qui posait le principe des *attaques incessantes et à objectifs limités, puissamment appuyées d'artillerie.* La doctrine évoluait donc, soumise aux leçons de l'expérience.

De même qu'il avait suivi les voies de son prédécesseur en organisant, le 14 février, la réserve générale d'artillerie lourde, le général Nivelle n'avait pas manqué de dégager au plus tôt les conséquences et les leçons de la bataille de l'Aisne. Dès le 22 avril, il étudiait l'utilisation intensive par les Allemands des abris en béton ; puis, quelques jours plus tard, les procédés défensifs de l'ennemi : échelonnement en profondeur, mise en place des divisions d'intervention, renforcement de l'artillerie. Sans doute eût-il adapté sa nouvelle méthode aux nécessités qu'imposaient désormais les circonstances. Mais le général Pétain avait vu clair le premier. Sa puissante judiciaire et sa grande autorité morale le désignaient pour mettre à exécution des idées et un système dont il avait été le véritable initiateur.

Nous avons, à ce sujet, un témoignage d'une importance extrême, c'est celui du colonel Repington rapportant un entretien qu'il eut avec le général Pétain, le 27 avril 1917. Là, on voit l'homme et la thèse comme dans un miroir ; mais aussi on a un aperçu de la situation délicate où se trouvaient les grands chefs français et de la dignité avec laquelle les uns et les autres s'y conformaient :

Suis allé l'après-midi en auto à Châlons par Meaux et Montmirail d'impérissable mémoire... Arrivé au quartier général de Pétain ; là, je l'aperçus qui marchait de long en large avec un autre général : il m'accueillit aimablement et me présenta à cet autre général, le général Nivelle. J'étais assez embarrassé, ne sachant pas si l'un et l'autre connaissaient déjà la nomination du général Pétain ; pourtant, je me rendis compte que, seul de nous trois, Nivelle en était encore à l'ignorer. La situation ne manquait pas d'un certain tragique ; et il y avait quelque ironie dans la déférence que nous témoignions tous deux à celui qui n'était déjà plus général en chef. Nivelle paraissait très préoccupé, Pétain aussi calme et indéchiffrable que d'habitude... Nivelle se retira vers 9 h. 30. Pétain m'emmena dans son bureau où nous demeurâmes seuls. Pétain me demanda d'exposer d'abord mes idées : « Nous ne saurions compter cette année sur la Russie, lui dis-je ; il faut envisager l'éventualité d'une paix séparée signée par elle. » Je rendis compte de la situation en Italie et lui expliquai que ce pays vivait dans la terreur d'une attaque prochaine ; que, par conséquent, il ne serait pas d'un d'un grand secours pour l'œuvre générale, quoiqu'il possédât une masse de troupes... Pour finir, je rappelais à Pétain que la France en était à sa dernière armée, que l'échec de Nivelle venait de détruire en quelques jours au moins l'équivalent de la moitié de la classe française de l'année. Comment continuer ainsi? Nous aussi, nous avons perdu beaucoup de monde et, au taux actuel des tués et des blessés, il pourrait bien arriver que nos pertes mensuelles dépassassent les 100 000 unités sur lesquelles tablent Haig et le War Office...

Pétain assura qu'il était complètement de mon avis. Lui-même avait souvent exécuté des offensives de minime envergure, surtout à Verdun... Il lui répugne d'essayer de faire beaucoup avec peu ; il préfère tenter *peu à la fois avec beaucoup.* La situation actuelle exige de la prudence et infiniment de patience... Pétain attache la plus grande importance à ce que l'Angleterre maintienne ses effectifs en campagne toujours au complet. Il voudrait incorporer des recrues américaines dans l'armée française jusqu'à ce qu'elles soient bien instruites... Pétain partage mon opinion sur le nombre et la qualité du moral des Allemands et il croit aussi que le ratissage des dernières ressources en hommes est terminé en Allemagne. Mais il n'admet pas que nos adversaires soient battus et à bout de souffle... Tout ce que j'ai vu de Pétain me confirme dans cette idée qu'il est aujourd'hui le meilleur chef que l'on puisse trouver en France ; il réunit, en sa personne, le savoir, le jugement et le caractère à un degré supérieur et dont je ne connais pas d'autre exemple parmi les généraux français que j'ai rencontrés.

Le tableau de cette situation anxieuse où le choix des hommes va peser d'un poids si lourd, ne serait pas achevé s'il n'était complété par le récit d'un autre entretien du même colonel Repington avec un autre chef, Foch :

Au retour, je me suis arrêté à Senlis afin de causer avec le général Foch, sans emploi actif depuis le 11 décembre dernier. Nous reconnûmes, d'un commun accord, la gravité de la situation ; mais Foch ne peut indiquer avec certitude ce qu'il y aurait à faire, sans savoir exactement où nous en sommes de nos effectifs communs, de nos munitions, et quelles sont les éventualités à envisager au sujet de la guerre sous-marine. Il serait cependant assez

Général PÉTAIN — Gén. de BARESCUT, aide-major général — Lieut.-col. de SERRIGNY, chef de cabinet — Gén. DEBENEY, major général

AU G. Q. G. DE COMPIÈGNE. LE RAPPORT QUOTIDIEN AU COMMANDANT EN CHEF

disposé à recommander ce que nous appelons la tactique de la Somme, par opposition à ce qu'il nomme, un peu injustement d'après moi, l'École de Verdun... Foch trouve que, au point de vue politique, la France manque d'un chef ; il fait prier instamment Lloyd George, par mon entremise, de prendre en main la direction suprême des affaires de l'Entente et d'adopter une ligne de conduite énergique après avoir consulté Robertson et Haig. Foch demeure partisan, lui, d'une offensive prudente de courte portée, telle que la préconise Pétain. A son avis, les troupes britanniques et françaises sont actuellement admirablement en forme. Il regrette Joffre, et cela pour les mêmes raisons que moi-même... Je fus très frappé de l'entendre dire que, de nos jours, les armées ont surtout besoin d'un chef au courant du service de l'État-major, susceptible de résoudre, assis à son bureau et avec toute la science de l'art de la guerre que comporte une haute culture militaire, les problèmes qui se posent.

Voici donc la doctrine nouvelle dans toutes ses nuances. Mais l'heure était incontestablement celle de Pétain. Lui seul, avec sa sagesse ferme et son jugement impeccable pouvait donner, à l'entente de tous les alliés, le temps et le sang-froid nécessaires pour accoucher la destinée.

Par goût et par profession, le général Pétain avait rompu son esprit à toutes les difficultés de la conduite des combats. Depuis ses cours mémorables professés à l'École de guerre, il n'avait pas cessé d'approfondir, par l'expérience, ses théories et ses méthodes. Admirablement préparé, il pouvait faire bénéficier l'armée des études et des méditations poursuivies par lui pendant de longues années à la tête d'un régiment et, au cours de la guerre, au commandement de chaque petite ou grande unité, brigade, division, corps d'armée, armée, groupe d'armées. Rien de ce qui concerne le labeur du soldat ou le labeur de l'officier ne lui était étranger. Ayant acquis la connaissance des détails du métier, il avait pénétré, avec amour, leur psychologie. Et le soldat, qui se

trompe rarement, lui rendait la sollicitude qu'il lui témoignait, par une estime et une affection sans égales. Pétain, désigné par ses pairs et par le gouvernement à cette époque critique de la guerre, était aussi l'élu de la troupe.

Cette force incalculable, cette autorité incontestée qu'elle lui conférait, Pétain s'en servit, nous l'avons dit, pour panser les blessures morales dont la propagande défaitiste avait effleuré le cœur de l'armée. Il avait parcouru tout le front, visité 90 divisions, interrogé les gradés, écouté les réclamations des soldats.

Ce n'avait pas été son seul souci. Dès qu'il fut installé à Compiègne avec, autour de lui, le major général Debeney, nommé par Nivelle en remplacement du général Pont, l'aide-major général de Barescut, le chef de cabinet lieutenant-colonel de Serrigny, le général Pétain se mit à l'œuvre pour doter le plus tôt possible l'armée française d'un code tactique s'inspirant du protocole franco-britannique signé le 4 mai.

La conception nouvelle était celle-ci : se renforcer sur la défensive et attendre l'Amérique. Une directive de Pétain, le 13 juin, fixa cette conception en quatre points essentiels :

1° Attendre l'armée américaine ;

2° Prévoir l'extension du front anglais ;

3° Préparer une réserve de 40 divisions françaises ;

4° *Refuser la bataille sur un front organisé.*

Le 15 juin, écrit M. Painlevé, le général Pershing arrive à Paris. D'accord avec le général Foch, je lui réclame un million de soldats américains d'ici un an. Ils nous sont promis pour le 1er juillet 1918, et un autre million ensuite et plus encore si c'est nécessaire. Tant en France qu'en Angleterre, nous ne sommes guère que trois à y croire, le général Foch, le général Pétain et moi. Au continent russe défaillant va se substituer un autre continent d'au delà des mers.

Mais une *période redoutable est à traverser* : celle où la Russie n'est plus qu'une apparence chaque jour plus fragile, et où l'Amérique n'est pas encore là.

Et, durant toute cette période, dès que l'armée française a retrouvé sa santé, une question se pose, à mesure que la Russie décline : FAUT-IL ATTAQUER *sans attendre les Américains, tandis que l'armée russe est encore une façade qui retient devant elle une fraction des divisions allemandes?* OU FAUT-IL ATTENDRE *les contingents américains, au risque d'avoir à faire face momentanément à la totalité des forces allemandes, si la Russie s'effondre avant que l'armée des Etats-Unis puisse entrer en ligne ?*

C'est la seconde alternative qu'adopte résolument la politique de guerre Foch-Pétain. Un principe et une date dominent cette politique.

Le principe : ne point commencer la grande offensive indéfinie, l'offensive libératrice, avant d'avoir sur l'ennemi la supériorité définitive en hommes et en moyens d'action.

La date : juillet 1918, époque où la soudure des effectifs doit être réalisée par la présence d'un million d'Américains et qui sera l'échéance commune assignée à tous nos programmes de fabrication (1).

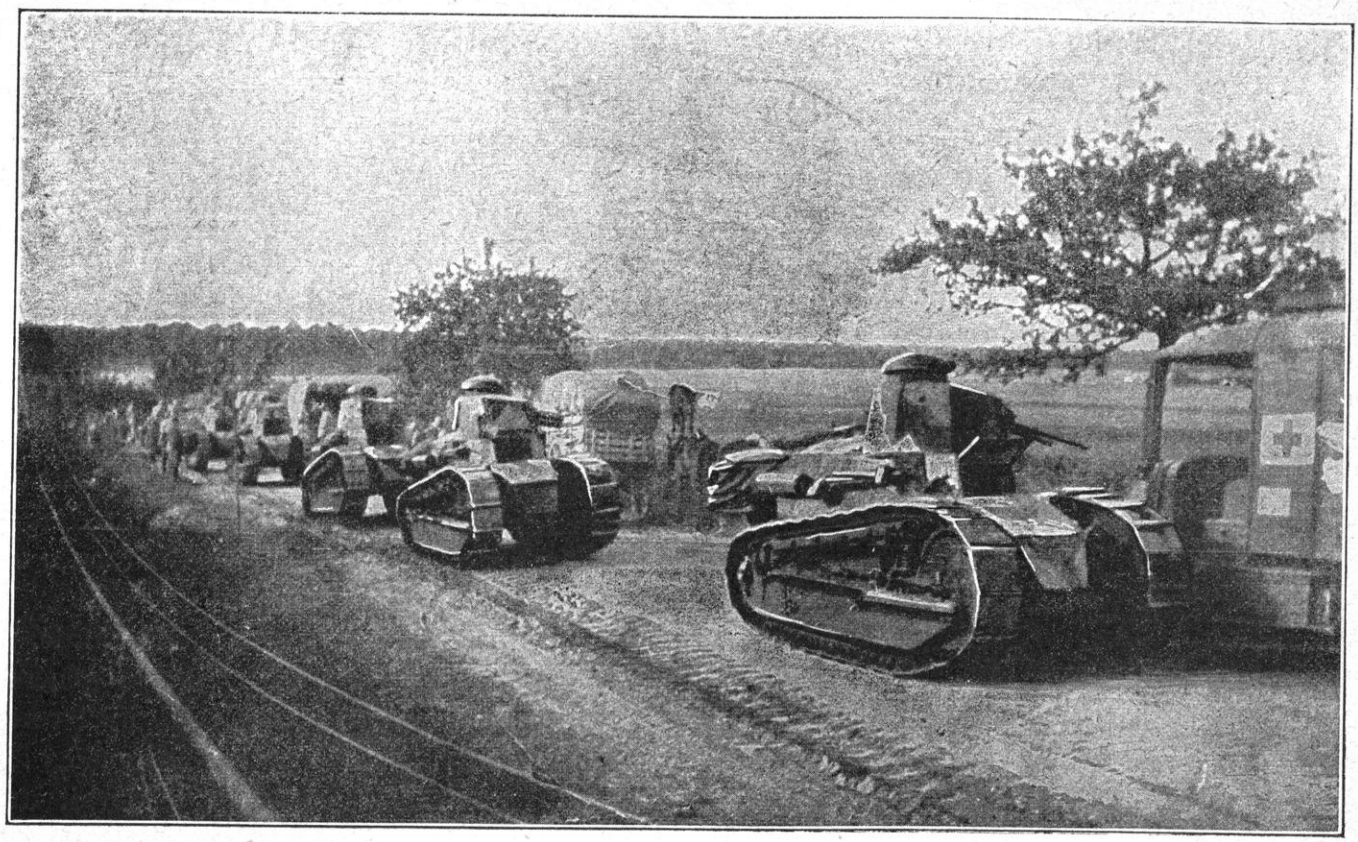
Telle est la conception du Gouvernement et du haut commandement. Examinons-la rapidement. Pouvait-on, comme le croyait encore l'Angleterre, vaincre en 1917 ?

Le côté « redoutable » de cette politique d'attente était la situation militaire de la Russie. La Russie était-elle encore capable de redressement? Si oui, on devait examiner sérieusement une offensive décisive commune : car l'Allemagne était très bas et une nouvelle retraite de la Somme l'eût mise sur les genoux. Si, au contraire, la Russie ne possédait plus qu'une « façade » militaire ou, pis, si elle s'écroulait complètement, la politique d'attente pouvait devenir des plus dangereuses, puisqu'elle laissait à l'Allemagne le loisir d'attaquer à fond avec toutes ses forces réunies sur le front occidental avant que les troupes américaines ne fussent arrivées et formées.

Pour la justification de la politique de guerre française, il était donc nécessaire que la Russie diminuée, c'est entendu, ne fût pas assez faible pour s'écrouler trop vite. Les circonstances ont fait hésiter l'Allemagne elle-même.

Malgré la décomposition certaine de l'armée russe, elle ne crut pas devoir dégarnir son front oriental. Elle connaissait, d'une

(1) PAUL PAINLEVÉ, La politique de guerre Foch-Pétain (*Revue de Paris*, 15 février 1922).



TANKS EN ROUTE POUR LA BATAILLE

part, la faiblesse de l'Autriche et, d'autre part, elle ne savait que penser de l'attitude belliqueuse de Kerensky. Au Grand Quartier général allemand de Kreuznach, des discussions étaient fréquentes sur ce sujet. Finalement, Ludendorff n'attaqua pas à l'Est. Il eut tort, et c'est sans sincérité qu'il écrit :

C'était le moment, disait-on, de frapper l'armée russe, alors que sa valeur combative était amoindrie. *Je n'y consentis point*, malgré l'amélioration de la situation à l'ouest. *Je ne voulais rien faire qui pût seulement paraître ébranler une réelle possibilité de paix.*

Cette dernière phrase est une défaite. En réalité, Ludendorff s'est trompé ; il n'a pas eu un sens exact des situations.

Le jugement du général Pétain, mis en face du double problème américain et russe, trouva l'exacte formule à appliquer à l'armée française, au moins pour le moment et dans l'état physique et moral où elle se présentait :

1° « L'armée russe n'est plus qu'une façade. Il faut nous attendre à ce qu'elle s'effondre quand elle bougera.

2° « J'attends les Américains et les tanks, mais je me prépare à fond en attendant. »

LE RENFORCEMENT DU MATÉRIEL

C'est que, en effet, outre la question des effectifs, il y avait la question du matériel. De la bataille de l'Aisne, les états-majors avaient, nous l'avons dit, dégagé des enseignements. La guerre moderne, pour aborder une grande offensive, devait s'assurer les conditions suivantes : la maîtrise de l'air, la supériorité en artillerie lourde, la supériorité en moyens destinés à réaliser la surprise dans l'attaque, enfin le maximum de protection contre les mitrailleuses. M. Painlevé dit, à ce sujet :

Quatre plans de fabrication devront nous assurer pour la même date — 1er juillet 1918 — la supériorité définitive en moyens d'action :

1° Un programme d'aviation de chasse suivi d'un pro-

gramme d'aviation de bombardement, faisant de nous les maîtres de l'air ;

2° Un programme d'artillerie lourde rapide, calculé pour doubler ce matériel ;

3° Une commande de 2 500 petits tanks, suivie d'une commande supplémentaire de 500 (c'est la claire vision de Pétain qui les avait imposés malgré l'avis de la plupart des officiers d'état-major) ;

4° Une énorme commande d'obus toxiques et d'obus fumigènes. Ces derniers étaient destinés à masquer d'un nuage l'avance des tanks ; leur emploi contribua puissamment au merveilleux succès des petits tanks en juin et juillet 1918. Quant aux obus toxiques, les Allemands nous avaient révélé, à la bataille de Verdun, la redoutable et durable efficacité des obus à l'ypérite qui, agissant sur le personnel, permettaient de réduire de sept jours à trois heures les préparations d'artillerie (1).

Quelques précisions ne sont pas négligeables.

Le problème qui se pose est toujours celui de la rupture du front fortifié. Comment, en effet, songer à l'exploitation de la victoire, à la guerre de mouvement en rase campagne, à la reprise des frontières, si l'on ne dispose pas d'un matériel spécial, d'un outil perfectionné et puissant pour franchir le réseau des tranchées de plus en plus profond, enchevêtré, hérissé, mais toujours réparé dès qu'il est ébréché ? La recherche de la solution passionne depuis 1915 l'autorité militaire et l'autorité civile et l'on peut dire que la constante évolution des idées et des programmes permet difficilement de fixer la part exacte des initiatives et des responsabilités de tous ceux qui, au Grand Quartier général, aux armées, au Gouvernement, dans les ministères, dans les Commissions du Parlement, dans les établissements de l'État, dans les industries privées, ont mis au service du pays le trésor de leur intelligence et de leur volonté.

L'idée du char d'assaut *léger* appartient au général Estienne qui réussit à convaincre, en juillet 1916, l'ingénieur Louis Renault. Le 27 novembre 1916, le général Estienne écrivit au général Joffre en lui demandant de provoquer la commande de 1 000 chars légers à l'usine Renault. Le général en chef approuva l'idée et saisit aussitôt le gouvernement. Ici, longs retards ; ce n'est qu'en mai 1917 que 1 150 chars sont commandés. Le général Estienne ayant demandé, le 12 juin, 2 500 nouveaux chars, le général Pétain écrivit au ministre de l'Armement, le 20 juin, que la commande totale fût portée à 3 500 chars. De retards en retards, on ne pouvait dès lors espérer que 700 chars pour le 1er mai 1918. La commande ne fut d'ailleurs passée par le gouvernement que le 16 octobre 1917.

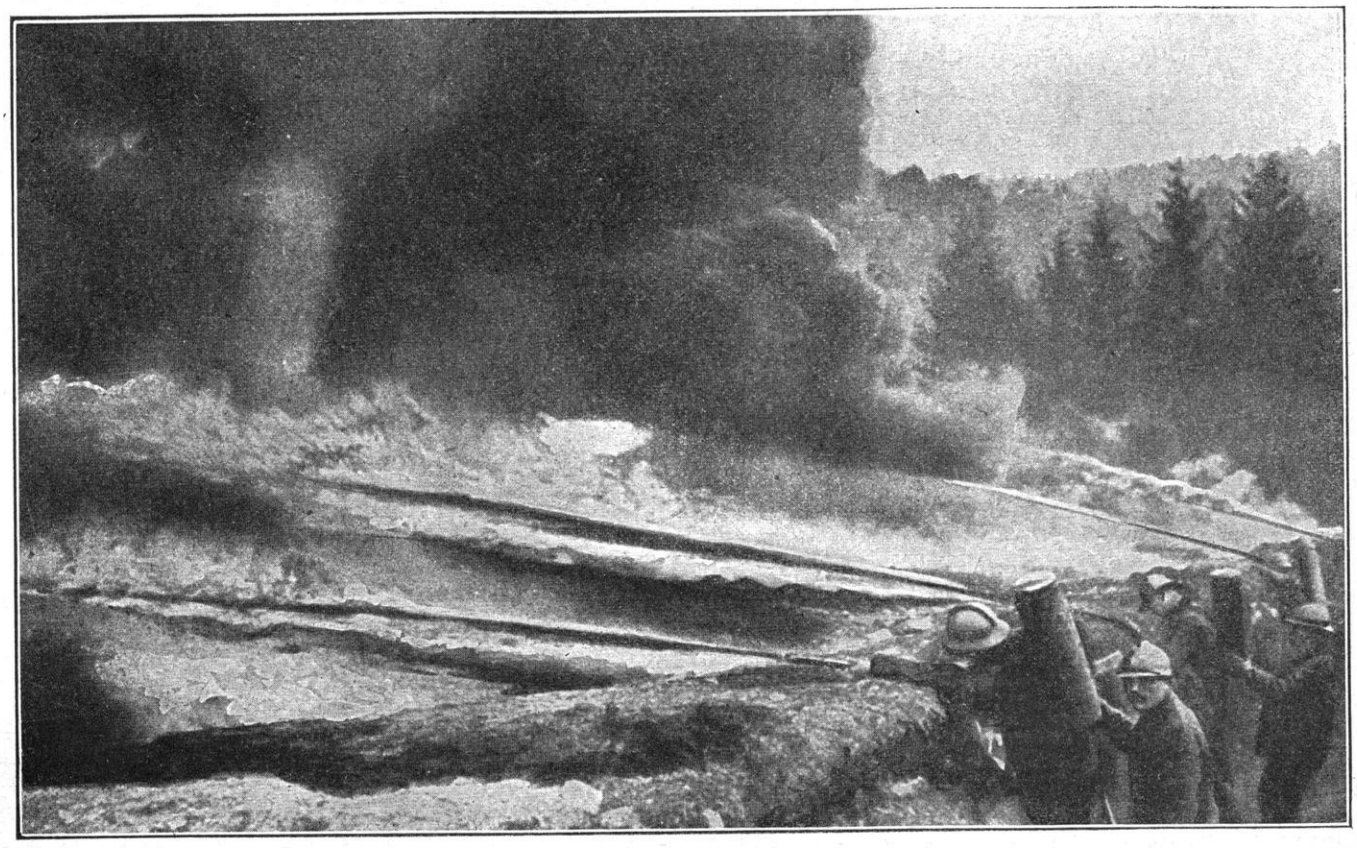
En ce qui concerne la production des gaz qui, à peu près nulle en janvier 1916, était de 1 788 tonnes en janvier 1917, elle atteindra, grâce à une forte impulsion, 3 920 tonnes en mai 1918.

Quant au programme d'artillerie lourde, il se poursuivait et se complétait ; le général Joffre l'avait dressé le 30 mai 1916 ; il comportait la fabrication de 4 960 pièces modernes (dont 3 600 pièces de 155) et il devait être exécuté en trois étapes, dont la première le 1er juillet 1917. Il s'agissait donc surtout, maintenant, de hâter la production ; or, le 1er avril 1918, on n'avait encore sur le front que 2 300 pièces de 155.

Enfin, avant la bataille d'avril, le général Nivelle avait déjà élaboré, le 15 mars 1917, un programme portant sur 2 665 avions, dont 900 de chasse et 450 de bombardement ; le général Pétain le porta, en septembre 1917, à 2 870 avec possibilité d'extension à 4 000 ; or, au jour de l'armistice, étant donné qu'on avait perdu en moyenne 30 avions par jour, 2 766 appareils seulement étaient au front.

Il convient de faire la part des difficultés énormes de la fabrication dans un pays qui avait perdu, avec les régions envahies, plus des trois quarts de ses moyens de production. Mais il importe aussi de ne pas oublier que, de 1914 à 1918, le pouvoir militaire comme le pouvoir civil ont travaillé, sans discontinuité, avec la même énergie et le même zèle, à l'amélioration des moyens matériels de gagner la guerre.

(1) *Revue de Paris*, 15 février 1922, p. 179.



UNE ÉMISSION DE GAZ INCENDIAIRES SUR LE FRONT FRANÇAIS

LES IDÉES TACTIQUES ET STRATÉGIQUES DE PÉTAIN La préparation spécialement militaire fut reprise d'une main vigoureuse par le général Pétain. Son premier soin avait été de codifier la tactique nouvelle. La longue pratique qu'il avait acquise des conditions du combat avait, en quelque sorte, fixé d'avance dans son esprit les solutions exactes. Nommé le 15 mai, il adressait en effet aux armées, dès le 19 mai, la directive nº 1 complétée, le 4 juin, par une instruction réglant son application.

Cette directive appliquait à l'armée française la décision interalliée du 4 mai sur les *objectifs limités*. Ses principes étaient les suivants :

1º Surseoir aux attaques à objectifs éloignés ; les attaques trop prolongées sur la même base forment des poches prêtant le flanc aux contre-offensives ;

2º Continuer l'usure par des attaques à objectifs limités, en économisant l'infanterie, mais en utilisant de gros moyens en artillerie ;

3º Opérer sur plusieurs secteurs du front par succession rapide et par surprise ;

4º Si la situation actuelle des forces en présence, qui motive l'attitude du haut commandement, vient à se modifier, d'autres directives seront données.

L'ensemble de ces mesures repose sur un sentiment essentiel, celui de la mesure ; mais une condition du succès un peu trop négligée est remise en honneur : le secret, la surprise. On ne reverra plus un plan d'offensive décalqué jusque dans les arrières et se glisser, on ne sait par quelles fissures, jusqu'aux mains de l'ennemi.

En sens contraire, il faut parer à une offensive éventuelle de l'ennemi et, pour cela, on veille à l'amélioration constante des organisations défensives. Renforcement en matériel et en effectifs, système d'artillerie puissant, échelonnement de l'infanterie et mise en place de disponibilités importantes. Sur ces dispo-

nibilités, sur ces réserves dont le rôle va grandir chaque jour jusqu'à devenir bientôt, en 1918, l'atout décisif de la manœuvre de Foch, l'attention vigilante de Pétain est sans cesse attirée.

Il frappe tout à sa marque. S'il est attaqué, il entend, par avance, être *préparé*; et pour cela il assure à ses lignes, à la fois la force par le nombre et le matériel, la souplesse par une préparation à fond. On rédige un plan minutieux de transport des réserves et un programme d'instruction et de repos des grandes unités.

Ainsi, dès les premières heures, se révèlent l'ordre et la méthode qu'imposera à tous le général Pétain dans ces circonstances difficiles où il assume de si lourdes responsabilités : *prudence, préparation, souplesse, surprise.*

Telles sont donc les idées qu'il s'agit d'inculquer à l'armée. Nous avons vu déjà, en 1915, le général Joffre se donner avec un soin particulier à la tâche ardue d'instruire le soldat et l'officier. D'immenses progrès avaient été réalisés qui se manifestèrent, incontestablement, dans la défensive de Verdun et dans l'offensive de la Somme. Ces grandes mêlées, suivies des batailles de Vimy et de l'Aisne, bouleversaient une fois encore les méthodes de combat. Avec des principes nouveaux, il y avait lieu de procéder à un réajustement tactique.

La directive nº 2, le 20 juin, réorganisa donc l'instruction des grandes unités dans les camps : infanterie, artillerie, génie, cavalerie, aéronautique. Il était créé un centre d'instruction pour les chefs de corps et les généraux de brigade, un centre d'études d'artillerie à Vitry-le-François, un centre d'études du génie à Châlons, des cours de tir d'artillerie, des programmes d'instruction, des stages d'officiers d'état-major dans les bataillons. De Compiègne, des officiers de liaison furent envoyés dans les centres d'instruction des armées pour se préparer à la rédaction des nouveaux règlements. On discuta beaucoup dans les quartiers généraux, non pas tant sur les principes énoncés que sur leur portée. Le général de Castelnau dit alors, très sagement : « Surtout, ne transformez pas l'armée en un champ de pédagogie (1). » Pétain, averti, insista pour qu'on interprétât ses directives dans l'esprit le plus large. Et, en fait, leur application fit grand bien. Tous se plièrent à la *méthode* dans l'attaque et dans la défense ; les phases du combat furent étudiées jusqu'au moindre détail, les gestes calculés, l'élan mesuré ; *pas d'imprévu,* tel fut le mot d'ordre.

Le général Pétain s'appliqua en même temps à donner un sens suivi à la manœuvre.

On le voit tout d'abord décentraliser l'autorité ; il la spécialise. Son premier soin est d'accroître le rôle des commandants de groupes d'armées, Franchet d'Espérey (G. A. N.), Fayolle (G. A. C.) et Castelnau (G. A. E.). La directive nº 3, au début de juillet, leur fit connaître la nécessité d'un grand échelonnement des forces en profondeur et d'une constitution continue de réserves générales. Entraîner, adapter, instruire les réserves générales, tel fut le rôle essentiel assigné par Pétain aux trois grands chefs sur le front des armées.

Au Grand Quartier général, Pétain s'entoure de collaborateurs spécialisés : le général Herr, grand-maître de l'artillerie, le général Buat, qui dirigeait la réserve générale d'artillerie et l'A. L. G. P., le général Estienne, qui eut sous ses ordres l'arme qu'il avait créée, les chars d'assaut, le colonel Duval qui prit, comme aide-major général, la direction de l'aéronautique, le colonel Payot qui remplaça le général Raguenau à la direction des services de l'arrière.

Comment Pétain présidait, avec le général Debeney, aux travaux de cet état-major d'élite, écoutant les exposés, les avis, interrogeant lui-même, des témoins nous l'ont fait connaître :

Le mot que le général Pétain prononçait si souvent, en s'adressant aux délégués des armées : « Ne cherchez pas à me faire plaisir », dépeint à merveille l'état d'esprit qui régnait dans ces réunions. Il m'est arrivé de pénétrer bien des fois dans ces sortes de conseils, — le communiqué

(1) Commandant LAURE, *Au 3e bureau du 3e G. Q. G.*, p. 26.

ayant le privilège de franchir tous les barrages, — et j'ai souvent admiré la figure profondément pensive du grand chef, son autorité sans morgue qui faisait un contraste si plaisant avec la chaleur d'élocution, la vivacité du général de Barescut, sa bienveillance, son don de provoquer la discussion et les remarques des officiers.

Le général Pétain, toutefois, avait contre lui la majesté incroyable de son visage impassible qui, littéralement, privait de l'usage de la parole, au premier aspect, ses subordonnés tant soit peu timides. Mais sa bienveillance, le soin qu'il prenait d'interroger doucement, remettait son interlocuteur à l'aise. En revanche, il ne pouvait souffrir le verbiage, les paroles étourdies, les réflexions inutiles ou le bluff des trop hardis (1).

Afin de s'entourer de toutes les garanties dans ses préparatifs, le général Pétain s'était notamment appliqué à donner une importance plus grande au 2e bureau, chargé de recueillir les renseignements sur l'ennemi. Des études successives mirent au point la connaissance de la tactique allemande, spécialement l'emploi des groupes d'assaut, les *Stosstruppen*, dont on reconstitua la méthode au cours des combats du Chemin des Dames.

GÉNÉRAL ESTIENNE
COMMANDANT DES CHARS D'ASSAUT

De toute nécessité, la grande Instruction stratégique de Joffre du 16 décembre 1916 devait se trouver modifiée. L'État-Major se mit à l'œuvre et, le 27 juillet 1917, paraissait l'ordre nº 30802, rectificatif à l'Instruction de Joffre. On supprimait l'introduction qui « orientait le commandement vers une conception plus large des opérations ». Les actions offensives ne sont plus envisagées seulement comme destinées à la « rupture », mais aussi à « l'usure » de l'ennemi.

Pour la rupture, on se tient à la conception de janvier 1916 : série d'assauts successifs et rapides, mais préparés avec « tous les moyens » et surtout « une action puissante d'artillerie ».

Mais, on précise : les objectifs à enlever ne doivent pas dépasser la portée d'action des batteries d'artillerie, celles-ci ne devant pas se déplacer. Les objectifs sont donc *limités à l'avance* ; aussi seront-ils *successifs*, chacun d'eux nécessitant une attaque spéciale avec préparation complète, dont la durée ne peut être fixée, car l'infanterie ne devra rien entreprendre sans être appuyée par l'artillerie ; leur liaison est essentielle.

Cette conception marque bien la préoccupation du détail achevé, de la conquête sûre, mais forcément restreinte.

Ce qui importe, d'après la nouvelle application de la doctrine, c'est : 1º de connaître la situation exacte de l'ennemi ; 2º d'obtenir, par le secret de la réunion des moyens, la surprise ; 3º de baser l'échelonnement des attaques sur les conditions du terrain ; 4º de calculer la largeur de l'attaque sur le nombre des unités, car la portée de pénétration de chacune d'elles est, d'avance, limitée (2).

Un frein puissant était mis, à partir de ce jour, à l'élan tactique et stratégique que les succès de 1916 avaient donné à l'armée française. Une méthode rigoureuse par attaques courtes, brèves, successives et volontairement contenues, se substituait à la recherche de l'extension, de la rapidité, aux projets de manœuvre enveloppante, d'enlèvement de l'artillerie ennemie, avec reprise de la marche en rase campagne. On n'entendait plus obtenir que *des certitudes* par l'étude étroite du réel et du possible.

EXÉCUTION DU PROGRAMME DU 4 MAI. LES ACTIONS LOCALES

On peut se faire maintenant une idée de la manière dont la guerre sera conduite du côté des Alliés, en 1917, et

(1) Jean DE PIERREFEU, *G. Q. G.*, *secteur* 1, p. 46.

(2) Voir LUCIUS, La refonte des règlements et notre doctrine de guerre (*Revue militaire générale*, 15 janvier 1922).

jusqu'aux heures décisives de 1918. La France se replie sur elle-même ; elle accroît silencieusement sa puissance matérielle et réserve le plus possible son action. L'Angleterre, que la guerre sous-marine menace, prodigue au contraire ses efforts. L'Amérique arrive ; elle débarque en juillet — sans incident, fait extrêmement important — ses premiers contingents, et le maréchal Joffre, « parrain de l'armée américaine », a passé l'Atlantique pour diriger la préparation militaire du Nouveau-Monde.

Selon l'accord franco-britannique du 4 mai, le maréchal Haig, lui aussi, devait abandonner les larges offensives et ne mener que des actions locales. Cependant l'armée britannique, ayant étudié depuis longtemps une large offensive en Flandre, la réalisera malgré tout. M. Painlevé déclare avoir fait tous ses efforts, dès juin 1917, pour amener M. Lloyd George à se prononcer pour la création d'un haut commandement interallié. Il ne parvint, comme nous le verrons, qu'à l'institution d'un Conseil de guerre interallié, que la défaite de Caporetto hâtera par l'accord de Rapallo, en novembre.

« Je ne crois pas d'ailleurs, fait observer M. Painlevé, qu'entente plus complète ait jamais pu exister que celle qui, du 15 mai au 13 novembre 1917, a régné entre le ministre de la Guerre, le chef d'État-Major général et le général en chef (1). » Cet accord, cette harmonie cordiale étant réalisés, la doctrine de l'attente et des objectifs limités étant solidement fixée, les faits de la guerre allaient prendre ce caractère de sécurité et de solidité qui caractérise si hautement la période de commandement du général Pétain.

FIN DE L'OFFENSIVE D'AVRIL 1917

Les premiers qui se présentent à l'étude sont naturellement ceux qui se rattachent directement à l'offensive d'avril.

L'ennemi, sur la Scarpe comme sur l'Aisne, n'a pas cessé de réagir depuis les coups violents qui lui ont été portés.

(1) La vérité sur l'offensive du 16 avril 1917 (*La Renaissance*, novembre 1919).

La Ire armée allemande (Fritz von Below) et la VIIe armée (von Bœhn) s'accrochaient désespérément aux crêtes du Chemin des Dames et du massif de Moronvilliers, et la Ve armée (von Gallwitz) ne se maintenait qu'avec plus d'énergie encore autour de la cote 304, sur la rive gauche de la Meuse. L'état-major du groupe d'armées du Kronprinz voulait à tout prix rectifier ces diverses positions par des actions de détail. Dans l'espoir de relever l'esprit des troupes, Ludendorff l'y autorisa. Nous verrons qu'il eut souvent à s'en repentir. En réalité, ces combats de tranchées n'eurent pour effet que d'accroître l'usure réciproque, attaques et contre-attaques ne procurant que des gains ou des reculs locaux insignifiants.

Sur l'Aisne, les deux partis se disputent à la mine la cote 108 (mont Sapigneul), qui est un terrier de craie, il est vrai d'une importance extrême, car il décidera, un jour, de l'offensive allemande sur la Vesle. Nous y perdons tant de monde le 30 et le 31 mai que le général Pétain renonce à toute action de la 5e armée (général Micheler). On se bat aussi pour le Chemin des Dames, au moulin de Laffaux, entre la ferme de la Royère et l'Épine de Chevregny, sur les derniers points d'appui des plateaux de Vauclerc et de Californie.

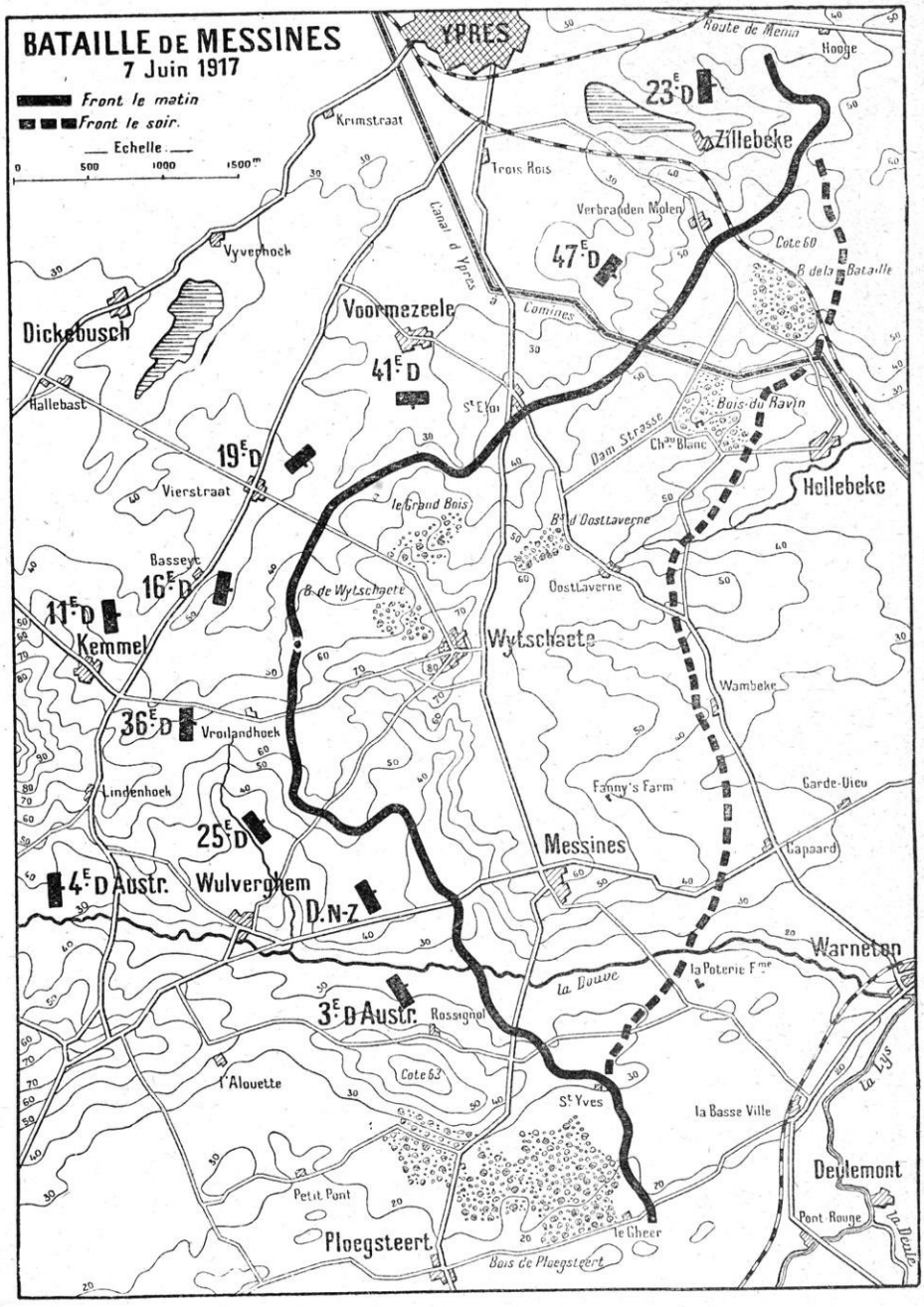
Sur ces hauteurs tant disputées, une action plus importante avait été décidée : elle devait être engagée vers la mi-juin par la 6e armée (général Maistre), tandis que le maréchal Haig mènerait une attaque sur Messines, vers le 8 juin. Mais l'on tomba en plein dans la période des mutineries : le 3 juin, le général Maistre avertit le G. Q. G. du danger qu'on pourrait courir si l'on attaquait et, après accord avec Douglas Haig, Pétain ajourna immédiatement l'opération de la 6e armée.

La lutte se poursuivait à droite, sur les hauteurs de Moronvilliers. Le général Gouraud, de retour du Maroc, où Lyautey avait repris ses fonctions, y remplaçait le général Anthoine à la tête de la 4e armée. Les divisions qui avaient combattu en avril avaient

été relevées ; le 10e corps (général Vandenbergh) remplaçait le 8e corps. Dans la soirée du 20 mai, une opération avait été engagée sur les pentes nord du Cornillet, du Casque et du Téton, par les divisions Joba, Ferradini et Aldebert : le 1er zouaves s'empara du vaste tunnel du Cornillet, où 600 Allemands furent trouvés asphyxiés.

LA BATAILLE DE MESSINES, LE 7 JUIN 1917 Au Chemin des Dames, donc, les mois de mai-juin avaient été sans résultat importants. Dans les Flandres, les Anglais avaient agi en forces et avec un plein succès.

Haig s'était écrié aussitôt après l'affaire de Vimy : « Je suis *enfin* capable de pouvoir consacrer toute mon attention et le gros de mes ressources à l'exécution de *mon* plan d'opérations dans le Nord ! » Et il ajoute dans un compte rendu : « Je donnai immédiatement au général sir Herbert Plumer, commandant la 2e armée, l'ordre d'être prêt, le 7 juin, à attaquer la crête Messines-Wytschaete. »



CARTE DE LA BATAILLE DE MESSINES

La situation de cette colline d'aspect imposant, dressée entre la vallée de la Lys au sud et le canal d'Ypres au nord, au point de jonction entre le front de France et le front de Belgique, répondait en tous points à la nouvelle tactique que les événements imposaient.

L'ennemi y dominait toute la plaine flamande. Il s'y était battu avec acharnement en octobre et novembre 1914, alors qu'il s'agissait, pour lui, de franchir l'Yser et de conquérir Ypres. Cette fois, c'était Douglas Haig qui, pour dégager définitivement Ypres et l'Yser, jusqu'au sommet de Passchendaele, sentait le besoin d'enlever d'abord le pivot de Messines, puisque la « faucille » des collines entourant Ypres se rattachait au reste du front par ce pivot.

Haig convint avec le G. Q. G. français que la concentration des troupes britanniques serait

assurée par une extension du front français, le 20 mai, jusqu'à l'Omignon. Et l'on se prépara. Ludendorff eut vent du projet. Il avait songé à abandonner l'arc de Wytschaete, mais le général Sixt von Armin, commandant la IVe armée, lui donna l'assurance qu'il tiendrait, grâce à des vues plongeantes sur les positions anglaises.

Sir Herbert Plumer prépara la bataille avec un soin extrême. Pétain a dit : « Ce plan est un modèle ». La construction des voies ferrées et des routes, l'étude des ravitaillements en eau, en vivres, etc., furent poussées à fond. Le moyen de conquérir la colline ne consistait ni plus ni moins qu'à la faire sauter et, à la suite d'une explosion formidable de dix-neuf mines puissantes, à jeter, dans la brèche, infanterie et artillerie. Depuis le mois de juillet 1915, on travaillait à ce grand œuvre. Le rapport officiel fait ressortir, à la fois, l'ingéniosité et l'anxiété de ceux qui avaient la responsabilité de ces travaux minutieux entrepris si longtemps d'avance et contre lesquels l'ennemi, de son côté, creusait également des galeries souterraines.

Huit kilomètres furent ainsi poussés sous la colline par les Anglais et 500 000 kilogrammes d'explosifs amenés et mis en place. L'ennemi devenait nerveux. Ludendorff et von Kuhl, chef d'état-major de Rupprecht de Bavière, commandant le groupe d'armées, renforcèrent en toute hâte ce pivot menacé et la IVe armée (von Armin) put ainsi disposer, sur 15 kilomètres de front, d'un millier de canons et de 11 divisions. La première ligne longeait en demi-cercle le pied de la crête depuis la Lys jusqu'à la route de Menin, la seconde ligne suivait l'arête de la colline ; deux lignes transversales, la ligne d'Oostaverne passant à l'est de ce village et la ligne de Warneton, à 1 600 mètres en arrière, achevaient la position ; autour des villages de Messines et de Wytschaete, organisés en centres principaux de résistance, les bois, les hameaux et les fermes constituaient des points d'appui solides. Ordre avait été donné, par le général von Armin, de résister à tout prix sur place.

L'attaque de la 2e armée britannique devait s'étendre depuis Saint-Yves jusqu'au mont Sorrel, soit sur 15 ou 16 kilomètres. L'objectif, limité d'avance suivant l'accord franco-britannique du 4 mai, était la ligne d'Oostaverne, à 4 kilomètres au plus de la ligne de départ.

On était au début de l'été; il faisait beau. Les avions sillonnaient le ciel, d'où 44 appareils allemands furent descendus pendant la semaine précédant l'attaque. Sept jours durant, l'artillerie britannique bouleversa les défenses ennemies, les fils de fer, les cantonnements, les communications ; 72 batteries allemandes furent réduites au silence. Les batteries belges secondèrent l'action de l'armée Plumer et la flotte britannique, pour la vingt-quatrième fois en deux mois, bombarda Zeebrugge. Le tonnerre du canon retentissait jusque sur les falaises de Dieppe et de Fécamp. Le général Harrington, chef d'état-major du général Plumer, dit aux correspondants : « Messieurs, je ne sais si demain nous ferons de l'histoire, mais je sais bien que nous changerons la géographie. »

Les troupes sont en place. Ce sont, du sud au nord, le IIe corps Anzac (général sir Godley), le IXe corps (général Hamilton-Gordon), le Xe corps (général Morland), en tout, 12 divisions.

Voici l'aube du 7 juin. A 3 heures du matin, Lloyd George est appelé au téléphone.

Une longue fusée verdâtre à panache d'étoiles rouges donne le signal. Il est 3 heures. La première fusée s'élance du sud, à la corne du bois de Ploegsteert. Dix, quinze, vingt jaillissent, se dandinent et crèvent jusqu'à l'observatoire qui se dresse aux rives du canal de la Lys à l'Yser.

Quelques secondes d'un poignant, rude, cruel silence. Les âmes se serrent, les yeux se crispent et l'on prête l'oreille. Là-bas, l'horizon de la crête est calme, printanier, et les hommes, comme les terres, semblent, au clair de lune, s'engourdir dans l'aube qui naît, de Messines à Wytschaete.

Mais la fête était commencée. Nous n'avons pas eu le temps de penser : « Les mines rateraient-elles? » que, pareilles à un vésuve de feu, de nuages noirs et de flammes, elles déchaînent leur ouragan et en plein mont (si ce nom

LE TERRAIN DE LA BATAILLE, ENTRE MESSINES ET WYTSCHAETE

peut servir à décrire une hauteur à dos plat qui, à son point culminant, atteint à peine 80 mètres), ouvrent sur 15 kilomètres leur chapelet de trous et de gouffres. Les vingt mines, depuis des mois creusées à coups de galeries, de chambres et de puits, explosent à la fois de toute la force individuelle de leurs 25 000 kilogrammes d'explosifs. Nous voyons littéralement la terre frissonner et la crête houler comme une mer que secoueraient tout à coup des remous intérieurs. Le paysage change en un clin d'œil (1).

Le fracas de ces explosions s'entendit de Londres. Aussitôt, le feu de l'artillerie se déclencha, neutralisant les batteries allemandes et couvrant de ses barrages le départ et la progression des troupes. Celles-ci, survolées par les avions, partirent à 5 heures, et grimpèrent les pentes au milieu des trous d'obus et des larges entonnoirs de mines remplis de cadavres ennemis. A 5 h. 30, la 36e division de l'Ulster atteignait les défenses sud de Wytschaete, dont la 16e division de l'Irlande avait, à gauche, traversé le bois. A 7 heures, les Néo-Zélandais avaient enlevé Messines, la 19e division nettoyait le Grand Bois et la 41e division atteignait la « Dam Strasse ». L'avance était si rapide que les tanks n'eurent guère le temps d'entrer en action. Une courte résistance à Fanny's Farm et au Château Blanc et, avant midi, les Irlandais, au centre, avaient traversé les défenses de Wytschaete.

Les troupes commencent à descendre les pentes est de la colline ; on a pénétré dans les positions d'artillerie ennemies. Vivement, les canons anglais sont poussés de l'avant. Un combat s'engage à gauche dans le bois du Ravin et dans le bois de la Bataille, de part et

(1) Henry RUFFIN et André TUDESQ, *Notre camarade Tommy*, p. 219.

d'autre du canal d'Ypres à Comines. Au centre, on est parvenu à proximité de la ligne d'Oostaverne dont l'attaque se prépare : les troupes et les tanks désignés à cet effet arrivent, protégés par le feu des canons qui se concentre sur les ponts et les routes du triangle de la Lys et du canal. Car il faut interdire le champ de bataille aux renforts allemands ; ce matin il y avait six divisions en ligne ; quatre autres sont en route, accourant à la rescousse : elles sont prises sous le feu britannique.

Enfin l'attaque de la ligne d'Oostaverne se déclenche ; le village est pris à 15 h. 45, la ligne enfoncée par les 11e et 19e divisions anglaises à 16 heures et, le soir, elle est tout entière aux mains du général Plumer. Au prix de pertes relativement légères (à peine 10 000 hommes tués et blessés), l'ennemi était bousculé, écrasé, mis dans l'impossibilité de réagir ; outre 25 000 tués et blessés, il abandonnait 7 200 *prisonniers*, 67 *canons*, 94 *mortiers de tranchée et* 294 *mitrailleuses*.

Von Armin ne put tenter une contre-attaque que le lendemain 8 juin à 7 heures du soir ; l'effet moral des explosions, « extrêmement grand », dit Ludendorff, avait jusque-là paralysé son action. La contre-attaque fut repoussée. Les Anglais se consacrèrent aussitôt à la consolidation de leurs nouvelles positions. Ils s'avancèrent, le 11 juin, jusqu'à la ferme de la Poterie, au sud-est de Messines et, le 12, occupèrent le hameau de Gapaard. Entre la Lys et Saint-Yves, les positions de l'ennemi étaient en danger ; il les évacua. Le 14 au soir, une attaque fit tomber encore quelques points d'appui au nord du canal d'Ypres et la bataille s'acheva.

C'était la première illustration de la nouvelle méthode. On avait usé de moyens matériels parfaits et on avait occupé avec une grande économie de vies humaines un observatoire important, dominant la plaine de Flandre. En plus, le coup avait ébranlé fortement le moral de l'ennemi : un prisonnier, professeur de philosophie à Kœnigsberg, avoua tristement : « Au point de vue militaire, l'Angleterre ne nous lâchera que lorsque nous n'aurons plus de sang à verser. Nous comptions sur nos sous-marins. Illusion ! »

POURSUITE DU PROGRAMME FRANCO-ANGLAIS MALGRÉ LA DÉFAILLANCE RUSSE

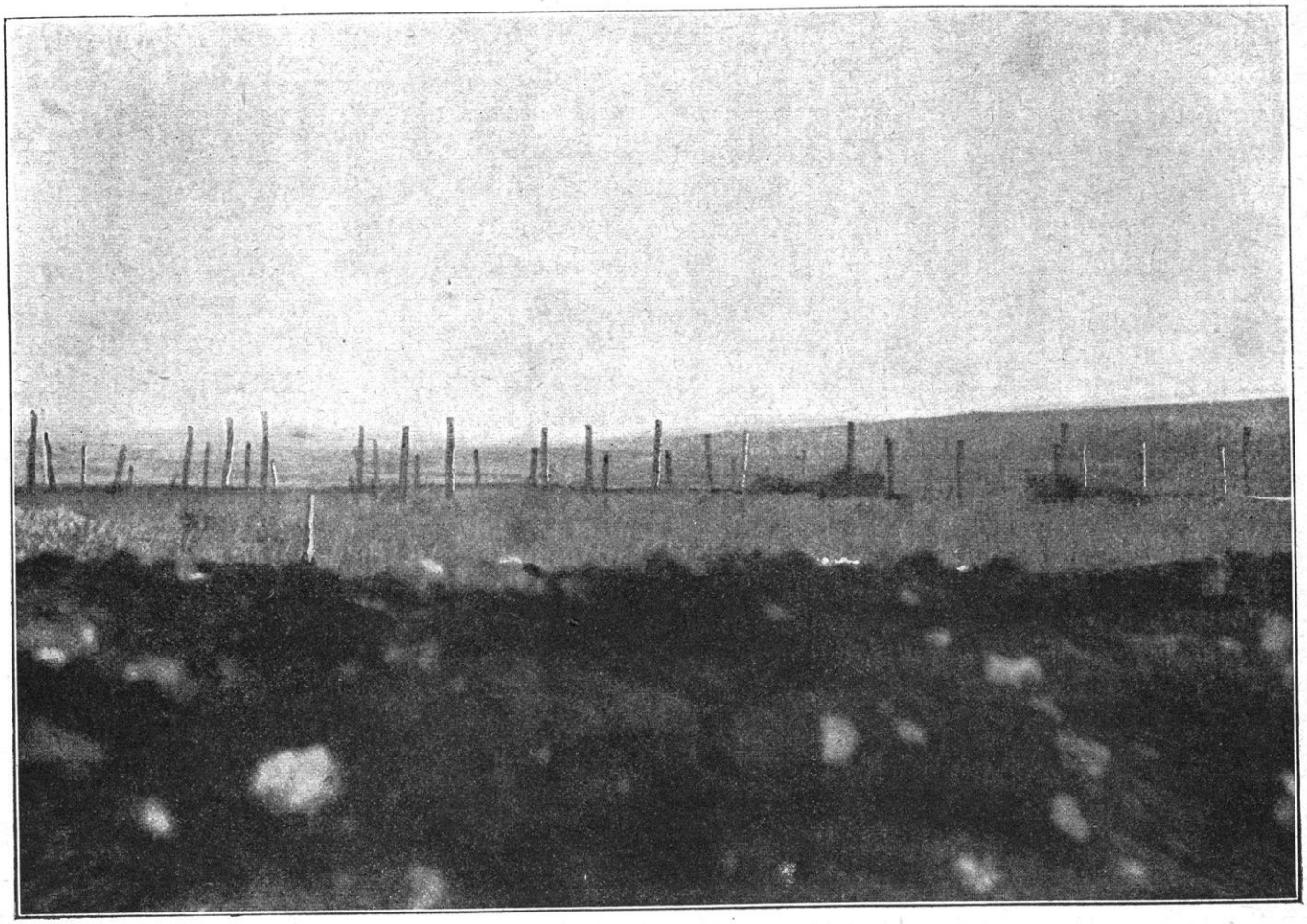
Mais, tandis que ces brillants faits d'armes se déroulaient sur le front occidental, l'ombre s'étendait sur le sort de la guerre. La Russie était en proie à la révolution et l'on commençait à douter de la valeur des promesses de Kerensky.

Ce vaste espoir d'une action combinée sur tous les fronts à la fois, s'écroulait. Ne pourrait-on pas tenter de le réaliser encore une fois ? On résolut de demander un effort ultime à la Russie et à l'Italie, *pour le mois de juillet*. Au même moment, l'armée britannique, secondée par une armée française, attaquerait en Flandre pour dégager Ostende. L'armée française, de son côté, équiperait le front du Chemin des Dames et aussi le front de Verdun qu'elle attaquerait en août. A ce moment, on pouvait encore espérer une forte coopération de l'armée italienne. Quant à l'armée russe, elle comptait déjà 1 500 000 déserteurs à l'intérieur. Nous dirons ce que fut cette offensive de juillet déclenchée par Kerensky : un succès éphémère et, aussitôt, un complet effondrement. Quant à l'Italie, ce fut, bientôt, son tour à Caporetto (octobre). L'Angleterre et la France se retrouvaient seules. Plus que jamais, c'était l'heure de l'énergie ferme et du sang-froid. Heureusement, l'armée française avait un chef maître de lui-même, maître de sa méthode, Pétain !

LA LUTTE POUR LES OBSERVATOIRES

Le programme français fut établi à l'échéance lointaine du 1er juillet 1918, avec équipement immédiat des deux fronts de l'Ailette et de Verdun et aide aux Anglais par la collaboration de la 1re armée à l'offensive des Flandres.

Quant au programme britannique, se conformant à la conception des attaques à objec-



VUE PRISE DU PLATEAU VERS LENS PENDANT UNE ACTION DES CANADIENS SUR LA SOUCHEZ

tifs limités, il se proposait de multiplier sans cesse ces attaques et de ne négliger aucun effort pour aboutir à un grand résultat dans le secteur des Flandres où, depuis que French, venu de l'Aisne, s'y était installé sur sa demande en octobre 1914, l'Angleterre s'obstinait à chercher le chemin de la victoire.

Cette année 1917 va réaliser, en effet, le vœu du général Pétain, la mainmise sur certains points importants du front destinés à servir ultérieurement de base à une reprise de l'offensive : c'est la conquête des observatoires.

Déterminés par les Allemands, depuis 1914, sur la ligne générale de hauteurs qu'ils avaient occupée après la bataille de la Marne et la Course à la mer, ces observatoires étaient défendus avec acharnement. Aussi la bataille du 9 avril, qui leur a enlevé la crête de Vimy, et la bataille du 16 avril-5 mai qui leur a enlevé la crête du Chemin des Dames et le massif de Moronvilliers, ont-elles une suite prolongée au cours des mois de juin et juillet. Attaques et contre-attaques toutes locales, mais acharnées, tel est le caractère de ces combats.

Au nord de la Scarpe, le 5 juin, les Britanniques gagnent un peu de terrain à Greenland-Hill. Au sud, le 14 juin, la 3e division enlève la crête de l'Infantry-Hill, à l'est de Monchy-le-Preux, et l'on s'y bat jusqu'à la fin de juillet. Plus au nord, les Canadiens entreprennent, sur la Souchez, des opérations contre Lens. La ville est toute proche. On croit la tenir. Dès le début de mai, on progresse pas à pas ; le 26 juin, les 3e et 4e divisions canadiennes s'emparent de la Coulotte ; le 28, elles atteignent les lisières d'Avion et enlèvent Eleu-dit-Leauvette, au sud de la ville. Mais la pensée du commandement britannique est

retenue par le grand dessein de l'offensive en Flandre et la prise de Lens est remise à plus tard. Six semaines après, le 15 août, on tente encore de déborder la ville par le nord. Le général Currie lance ses troupes canadiennes sur l'observatoire de la cote 70 et l'enlève, ainsi que les cités Saint-Laurent et Sainte-Émilie. On était sous Lens.

Au Chemin des Dames, l'ennemi disposait d'effectifs spéciaux qu'il entraînait à l'assaut avec beaucoup de méthode. C'étaient les Stosstruppen. On se battait à Vauxaillon, à Filain, à Cerny, à Ailles. Le 22 juin, lutte acharnée entre la Royère et l'Epine de Chevregny, perte du saillant des Bovettes ; le 23, attaque à la ferme Froidmont, le 28 à Cerny ; le 29, perte du saillant de la Bovelle. Chaque jour il faut se défendre ou contre-attaquer et cela coûte cher, parfois. On n'est pas sans cueillir d'ailleurs quelques beaux succès : le 25 juin, par exemple, la division Gaucher, pour dégager le monument d'Hurtebise, s'empare d'une caverne fortifiée, la « Grotte du Dragon ».

Le mois de juillet est plus dur encore que le mois de juin. Les réserves s'usent de part et d'autre. Depuis le 16 avril jusqu'à la fin de juillet, l'ennemi aura fait passer 71 divisions sur les champs de bataille de l'Aisne et de Champagne et la classe 1918 y aura comblé les vides. Nos pertes aussi sont élevées. La 3e armée (Humbert), la 6e (Maistre), la 10e (Duchesne), la 5e (Micheler), la 4e (Gouraud) ont à soutenir de durs combats de tranchées. En trois mois, de mai à juillet, elles perdent 46 000 tués et prisonniers qui s'ajoutent aux 43 000 tués et prisonniers d'avril.

Le Chemin des Dames surtout est disputé avec acharnement. Au plateau de Californie (le « Winterberg »), la division Breton oppose, le 3 juillet, une résistance acharnée à l'ennemi ; à la ferme du Panthéon, c'est la division de Corn qui, le 8 juillet, subit plusieurs assauts. A la Royère, à Cerny, les attaques allemandes se renouvellent. C'est également l'époque où les premiers grands raids aériens poussent jusqu'à Trèves, Ludwigshafen, Essen. Toujours en juillet, le 19, la division Dilleman se sacrifie pour contenir un assaut des Stosstruppen entre les deux plateaux des Casemates et de Californie ; la lutte se prolonge jusqu'au 24 : le plateau des Casemates est dégagé, le plateau de Californie est réoccupé. Mais les combats reprennent à la 10e armée entre Hurtebise et la Bovelle, du 25 au 31, tantôt avec recul, tantôt avec succès et, le 10 août, la division Brissaut-Desmaillets (6e armée) est encore assaillie entre le Panthéon et l'Épine de Chevregny.

C'est l'âpreté de ces combats qui donne son véritable caractère à la période intermédiaire de la guerre qui s'écoule entre la déception de 1917 et la décision de 1918. Prenons le secteur célèbre d'Hurtebise. On se bat sur les pentes au sud du monument pour des entonnoirs et des bouts de boyaux. On se bat des heures entières, des journées entières. Les divisions s'y succèdent : voici la division coloniale Puypéroux :

> Le moral est resté bon, mais les forces physiques sont à bout. Pendant la première quinzaine d'août, sans qu'aucune action importante se soit passée, l'activité est telle que nous perdons près de 80 tués et de 300 blessés. Les deux plateaux d'Ailles et du Moulin de Vauclerc s'avancent vers le nord comme deux bastions ; ils sont reliés par un mur ou plutôt par un vaste talus dont la crête, plateau d'Hurtebise, n'a que quelques dizaines de mètres de large. Dans ce talus sont percées de vastes creuttes, celle des Salons au nord et celle du Dragon au sud. Les attaques d'avril et de mai ont changé cette région en un paysage lunaire ; il n'y a plus un atome de végétation, le sol n'est que trous profonds et remplis d'eau et de boue. Dans la caverne du Dragon, il y a une compagnie, un poste de secours, un puits, des feuillées et même un cimetière. Le Chemin des Dames n'existe plus ; on n'en retrouve même pas la trace (1).

Non loin de là, vers l'ouest, voici la 77e division ; elle combat à la ferme Froidmont, à l'Épine de Chevregny, au Panthéon, à la falaise de Braye-en-Laonnois.

> Fantassins du Chemin des Dames, alpins et chasseurs, vous étiez las, n'est-ce pas, de cette passivité, las de cette

(1) Général Puypéroux, *La 3e division coloniale dans la Grande Guerre*, p. 115.

LE RUISSEAU DES FORGES, ENTRE HAUCOURT ET BÉTHINCOURT

vie souffrante, las de n'être pas vainqueurs ! Et *vous ne compreniez pas très bien le sens de vos efforts.* A quoi bon se battre pendant des mois pour la tranchée du Culot ou pour l'Épine de Chevregny? Qu'importait le sort du Chemin des Dames, si nous ne pouvions vaincre l'armée allemande? Et comment espérer la vaincre, quand l'Empire russe nous abandonnait? (2).

Le sens profond de cette guerre allait-il échapper à ces troupes admirables ? Comprendraient-elles ce piétinement sur place, cette lutte épaule contre épaule, quand, au loin, les fronts alliés s'écroulaient? Leur chef qui, par intuition et naturelle sympathie, saisissait si exactement leur état d'âme, prit sur lui de s'adresser à elles directement. Il eut l'idée de rédiger lui-même une série de cinq articles au *Bulletin des Armées* avec ce titre : *Pourquoi nous nous battons?* Le premier article seul parut. Mais déjà des faits plus éloquents permettaient de soutenir les courages.

(2) Capitaine HUMBERT, *La division Barbot*, p. 162.

LA BATAILLE DU MORT-HOMME PRÉPARÉE PAR GUILLAUMAT EN JUIN, JUILLET ET AOUT 1917

Le front de Verdun était resté jusque-là comme un foyer d'héroïsme ; toutes les divisions françaises y avaient successivement passé et s'y étaient en quelque sorte retrempées. La V^e^ armée allemande (von Gallwitz) avait justement demandé à améliorer ses positions à l'ouest de la Meuse. Bien qu'il se refusât, en général, à « batailler de tous côtés », Ludendorff avait cru devoir autoriser cette initiative ; il déclare, d'ailleurs, qu'il eut à s'en repentir. Tout d'abord, l'ennemi réussit, les 18 et 19 juin. Mais Guillaumat prit, à son tour, son parti de réagir selon les mé-

thodes tactiques nouvelles, c'est-à-dire avec un véritable luxe de moyens, contre ces tentatives et la division Lebocq eut ordre, le 18 juillet, de porter ses lignes en avant entre le bois d'Avocourt et les pentes ouest de la cote 304.

La cote 304, c'était, au dire d'un général allemand qui y commandait, «la clef du front occidental. »

Nous sommes ici, on s'en souvient, à l'extrémité de la vaste enceinte de hauteurs qui entoure Verdun. Le projet de von Gallwitz est de reprendre, par ce point, l'œuvre de Falkenhayn et de rendre au champ de bataille de Verdun une activité offensive destinée à effacer les victoires de Nivelle et de Mangin. Mais, on tombait mal. Pétain avait justement en vue tout un programme qui, en dernière analyse, visait à s'emparer ou à se rapprocher du bassin de Briey pour empêcher l'exploitation des mines par l'ennemi. Prévoyant que les moyens ne seraient réunis qu'en 1918, il songeait à opérer d'abord la réduction de la hernie de Saint-Mihiel et aussi à se donner de l'air du côté de Beaumont, en dégageant complètement la voie ferrée Reims-Verdun-Etain. En somme, il s'agissait, d'abord, du dégagement de Verdun.

Le général Guillaumat se dépensa sans compter, pendant trois mois, pour mettre en pratique les vues et la doctrine de Pétain.

Le but immédiat consistait à rejeter définitivement l'ennemi des derniers points qu'il occupait encore sur le cercle des hauteurs de part et d'autre de la Meuse et à prendre possession de tous les observatoires.

L'opération est, naturellement, à objectifs limités. On vise, sur la rive gauche de la Meuse, la cote 304, le Mort-Homme et la côte de l'Oie ; sur la rive droite, la côte de Talou et la cote 344, dont les vues plongent sur la rive gauche. L'offensive est montée avec 4 corps d'armée (16 divisions) : le 13e corps (général Linder), avec les divisions Gratier, Lejaille, Pauffin de Saint-Morel et Mordacq, marchera sur la cote 304 et le bois de Malancourt ; le 16e corps (général Corvisart), avec les divisions Martin, Degoutte, Daydrein et Prax, s'emparera de Regnéville et du Mort-Homme ; le 15e corps (général de Fonclare), avec les divisions Mathieu, Weywada, Saint-Just et Hennocque, enlèvera la côte de Talou et la cote 344; enfin le 32e corps (général Passaga), avec les divisions Caron, Bernard, Deville et Monroë, prendra pour objectifs le bois des Fosses, le bois de Chaume et le bois des Caurières.

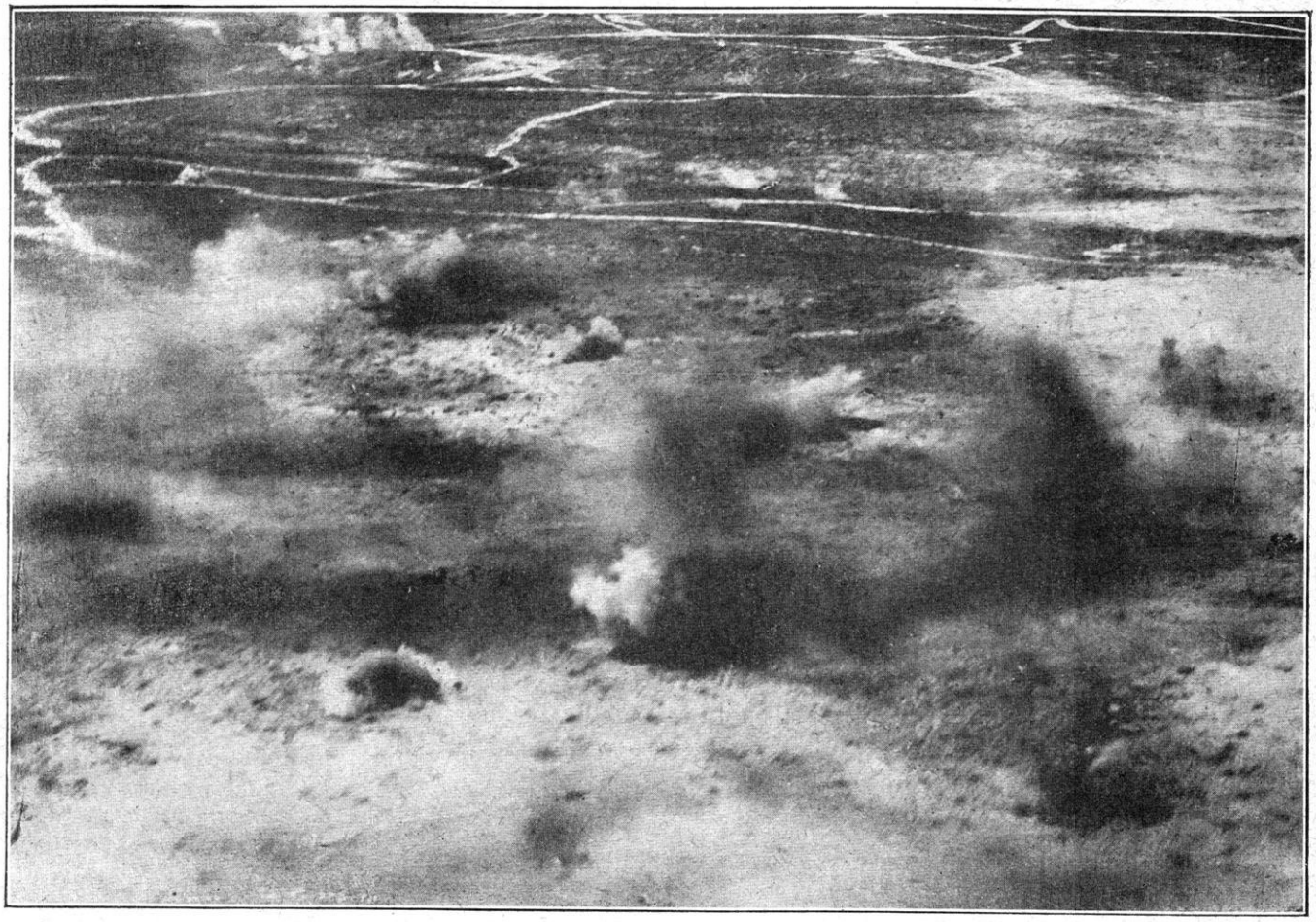
Les huit divisions de première ligne sont appuyées par une artillerie considérable, sous les ordres du général Franiatte.

L'opération est préparée avec un soin et une méthode qui doivent assurer le succès. De longs mois durant, les états-majors, notamment au 16e corps que commande depuis le mois d'avril le général Corvisart, multiplient les reconnaissances et les études du terrain pour poser les bases d'un projet d'attaque. Ils connaissent, par photographies d'avions, par observations quotidiennes, les points où se terre l'ennemi, la vie qu'il mène, les défenses qu'il entretient ; le plan d'offensive ne doit rien laisser au hasard.

En prévision des effectifs nombreux qui doivent prendre part à l'attaque, afin de pouvoir les amener à pied d'œuvre, pousser jusqu'aux positions le ravitaillement en vivres et en munitions, assurer l'évacuation des blessés, des travaux gigantesques sont entrepris. Le secteur est « habillé offensivement ». Un lacis de boyaux, de tranchées se dessine rapidement, des abris, des dépôts sont créés, les liaisons téléphoniques et optiques sont renforcées, résultat d'un labeur inouï fourni par les régiments du corps d'armée. Les officiers d'état-major vont et viennent toutes les nuits pour juger de l'état d'avancement des travaux, encourager les travailleurs et les stimuler, car le temps presse ; et ces terrassements attirent l'attention de l'ennemi toujours inquiet qui prévoit une attaque et réagit violemment.

Pendant plusieurs mois, autour de Verdun, sur les positions de 304, du Mort-Homme et en face de Cumières, on croirait une ruche en pleine activité. Le jour, tout semble calme, car l'ennemi guette et l'on ne peut entreprendre aucun travail. La nuit, par contre, règne une activité inimaginable, un mouvement extraordinaire sur les routes, sur les pistes où corvées, bourriquots, voitures de blessés, voiturettes, camions même se pressent pour gagner les premières lignes. Dans les boyaux, des compagnies entières piochent avec ardeur, éclairées seulement par les lueurs de l'artillerie ennemie qui tire rageusement dans toutes les directions. Dans les Bois Bourrus, les canons de tous calibres arrivent en masse, les batteries succèdent aux batteries, tracteurs et carterpillars sillonnent des chemins à peine frayés que la boue grasse rend presque impraticables (1).

(1) *Historique du 16e corps d'armée*, p. 32.



BOMBARDEMENT DU MORT-HOMME

Depuis le bois d'Avocourt jusqu'à Bezonvaux, il y a 25 kilomètres et l'offensive doit se déclencher sur 17 kilomètres. Tous les calibres d'artillerie sont utilisés. La densité moyenne est telle que l'on compte *un canon par 7 mètres de front,* soit une pièce de 75 par 23 mètres, un canon court par 36 mètres, un canon long par 33 mètres, un canon de tranchée par 30 ou 35 mètres.

Fait à signaler : les divisions d'attaque comptent *plus d'artilleurs que de fantassins* ; chaque bataillon d'assaut est appuyé par deux groupes de 75.

De tels préparatifs n'avaient pas été sans attirer finalement l'attention de l'ennemi. Ludendorff dit : « L'offensive ne fut pas une surprise pour la Ve armée. » Le général von Gallwitz s'était renforcé et tenait le champ de bataille avec 8 divisions en première ligne, 5 divisions d'intervention en arrière et 280 batteries.

Il avait décidé de défendre à tout prix les lignes avancées sur la rive gauche, tandis que, sur la rive droite, les observatoires se trouvant plus en arrière, on s'installerait, derrière une simple ligne de surveillance, sur une position de résistance d'où partiraient les contre-attaques ; certaines positions, comme la côte de Talou, furent évacuées au début du mois d'août.

L'artillerie française fit rage pendant six jours.

Cent quatre-vingt-sept batteries ennemies (sur 280 repérées), furent soumises à des tirs de destruction violents et, six heures avant l'assaut, neutralisées par obus spéciaux. Des pièces de 370 anéantirent les villages ; deux batteries de 400 pulvérisèrent la formidable

fourmilière du Mort-Homme, obstruant les ouvertures nord de son tunnel. Camps éloignés, carrefours, routes, pistes, tunnels où pouvaient s'entasser les réserves, abris, tranchées, emplacements de mitrailleuses, tout fut aveuglé, battu ou détruit et les fantassins étaient enthousiasmés au spectacle de cette artillerie déchaînée.

PRISE DU MORT-HOMME, DE 344 ET DE 304 (20-24 AOUT)

Le 20 août, à 4 h. 40, les parapets sont franchis d'un bond. Le barrage ennemi ne se déclenche que quatorze minutes plus tard et on a eu en maints endroits le temps d'atteindre les premières lignes. A 7 h. 30, on connaît déjà les résultats. Sur la rive droite, le 15e corps (de Fonclare) a enlevé, en très peu de temps, la côte de Talou, que l'ennemi n'occupe que très faiblement ; mais la ligne de résistance, reportée sur Samogneux-cote 344, est un chapelet d'ouvrages éloigné: pour l'atteindre, il faut traverser une zone battue d'obus à gaz. Masquées de la cagoule bleue, les troupes du 15e corps enlèvent ainsi 3 kilomètres en moins d'une heure, abordent la cote 344 (division Weywada) et l'enlèvent. Les villages de Champ, Neuville, Champneuville sont occupés. La ferme Mormont (division Hennocque), la cote 240, une partie du bois des Fosses (division Caron), les bois de Chaume et des Caurières sont enlevés par les 15e et 32e corps et l'on a atteint Beaumont.

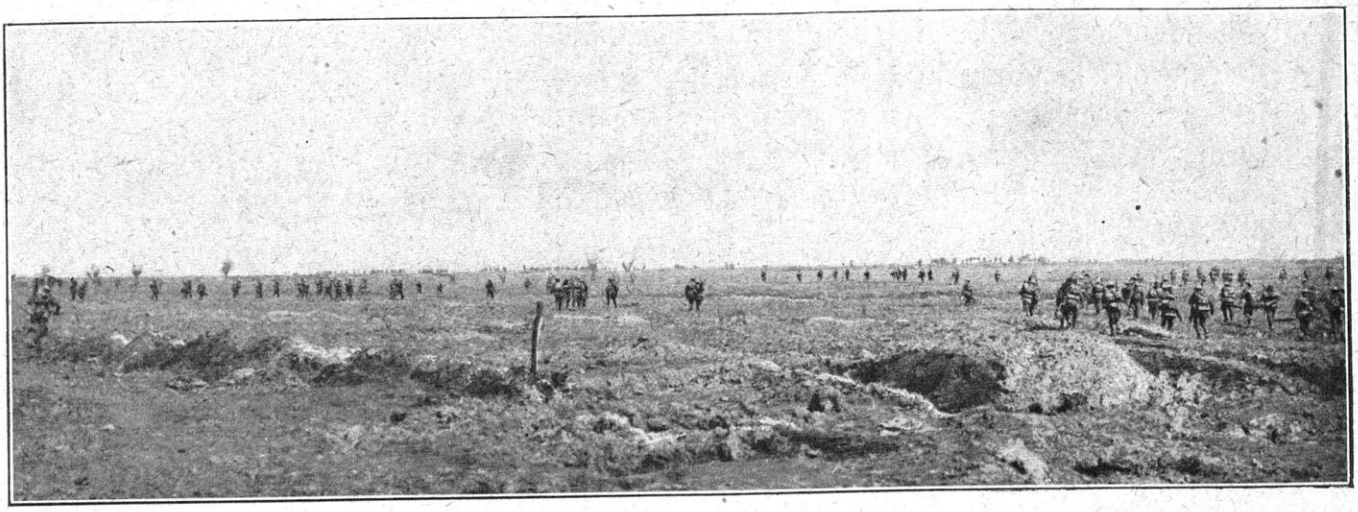
Sur la rive gauche, les objectifs prévus pour le premier jour sont également conquis. Le 16e corps (général Corvisart) a, en première ligne, la 31e division (Martin) devant le Mort-Homme et la division marocaine (Degoutte) devant Cumières ; les deux autres divisions sont en arrière, prêtes à intervenir. La division Martin gravit les pentes du Mort-Homme sous le barrage d'artillerie et le feu des mitrailleuses ; elle atteint le sommet et le dépasse. Surprises de cet élan, les troupes ennemies s'abritent dans les profonds tunnels dont les issues ont été bombardées et qui cachent de véritables charniers dans les galeries longues de 800 mètres. Une tentative de résistance et la capture de 1 850 prisonniers, 75 mitrailleuses, 60 canons à la division Martin se complète par celle de 2 000 prisonniers à la division marocaine (Degoutte) qui, par une manœuvre impeccable, a débordé la cote 295 et enlevé le bois des Corbeaux.

Cependant, le général Guillaumat, maître du Mort-Homme, emporté par le 16e corps, et du bois d'Avocourt, emporté par le 13e corps, n'a pu s'emparer de la fameuse cote 304 qui, bien qu'encerclée, résiste. Partout ailleurs, la ligne prévue est atteinte ; même, en plusieurs points, on est en avance sur le programme du premier jour : car il est difficile d'arrêter l'élan des troupes vers les positions qu'elles se sentent capables d'occuper. Ainsi, le long de la Meuse, la prise de Samogneux, prévue pour le troisième jour, est brusquée par le 15e corps, qui enlève le village le lendemain 21 août ; l'après-midi de ce même jour, sur la rive gauche, cette avance non prévue, mais heureuse, fait tomber à leur tour la côte de l'Oie et Regnéville.

Reste toujours la cote 304. Von Gallwitz espère-t-il la dégager ? La nuit du 20 au 21 au bois d'Avocourt, la journée du 21 au Mort-Homme, sont marquées par de vives réactions ; mais que peut faire l'ennemi, alors que nos reconnaissances poussent déjà jusqu'au ruisseau de Forges? La Ve armée allemande s'use rapidement : l'attaque a désorganisé, brisé les trois divisions de première ligne, à tel point que les troupes destinées à contre-attaquer ont pu tout juste les étayer ; dès le 23, von Gallwitz fait appel à 7 divisions nouvelles et les réactions qu'il tente échouent. Il a perdu la bataille.

Un dernier assaut de Guillaumat : le 24 août à l'aube, la division Pauffin de Saint-Morel bondit sur la cote 304, capture la garnison, tandis qu'à l'ouest le bois Camard est enlevé, au nord le ruisseau de Forges est atteint entre Haucourt et Béthincourt et, à l'est, le Mort-Homme est dépassé d'un kilomètre.

Sur la rive droite, après deux actions qui, le 26 août, donnent les bois de Beaumont et



ATTAQUE ANGLAISE DEVANT MESSINES

des Fosses et, le 8 septembre, le plateau à l'est de Beaumont (division Monroë), tout le cercle des hauteurs de Verdun est retombé au pouvoir de l'armée française. Les observatoires sont reconquis. La région, tenue successivement depuis dix-huit mois par la presque totalité des effectifs des deux armées adverses, battue par les feux destructeurs d'un nombre incalculable de canons, était définitivement abandonnée comme champ de bataille. Sur les emplacements qui avaient vu la ruée des premières vagues de la formidable mêlée, la France plantait son drapeau, victorieuse. Ce résultat était dû à la savante et juste méthode de Pétain. Verdun voyait, pour la seconde fois, le succès de cette méthode magistrale : la première fois elle avait contenu l'ennemi et la seconde fois, elle le battait à plate couture. La fin de la grande entreprise ennemie sur Verdun était plus qu'un symbole, c'était une réalisation qui faisait chavirer, en quelque sorte, l'axe de la guerre. L'ennemi reçut là un de ces coups au cœur qui décident de la victoire puisqu'ils lui retirent non seulement la puissance mais la volonté de continuer la guerre.

Non seulement l'ennemi se sentit vaincu mais il l'avoua. Ses pertes étaient lourdes. Ludendorff reconnaît, pour la première fois, que, près de la Meuse, sur la rive gauche, une division avait cédé. Il s'agit sans aucun doute de la 6e division de réserve qui avait abandonné 2 800 prisonniers., Le général Guillaumat a capturé en tout une centaine de canons, et plus de 10 000 prisonniers, dont près de 8 000 sur la rive gauche. Avec ses 18 divisions, il a, grâce à sa méthode, usé 24 divisions allemandes, dont plusieurs sont à peu près détruites. Ludendorff, qui recevait, au même moment, de mauvaises nouvelles des Flandres, écrit mélancoliquement :

> Les grosses pertes simultanées de ces journées d'août, en Flandre et à Verdun, pesaient lourdement sur les troupes du front ouest : on se voyait, jusqu'à un certain degré, désarmé, en dépit des constructions en béton, en face de *la puissance énorme du feu d'artillerie de l'ennemi.* La troupe ne montrait pas partout, dans la défense, la fermeté que les commandants de secteur et moi-même avions escomptée. L'ennemi avait su s'adapter à notre tactique des divisions d'intervention. Les attaques avec buts éloignés, comme en avait entrepris le général Nivelle, à la bataille d'Aisne-Champagne, ne se produisaient plus ; l'ennemi était prêt à recevoir nos contre-attaques ; sa méthode était maintenant d'*une certaine retenue dans l'exploitation des succès, ce qui, naturellement, n'était pas pour nous déplaire...*

Espérait-il que cette « retenue », cette « réserve » dans l'exploitation du succès lui donneraient jusqu'à la fin de la guerre des sujets de consolation?

Quoi qu'il en soit, le dur martèlement des observatoires accompagné de succès comme celui de Verdun et celui de Wytschaete lui infligeait, pour le moment, de graves soucis.

Malgré l'effondrement du front russe, le front occidental allié était de taille à soutenir la lutte jusqu'à la victoire si lui, Ludendorff, ne se décidait pas bientôt à se jeter dans le risque définitif et à reprendre, coûte que coûte, la guerre de mouvement.

LE BUT DE HAIG DANS LA BATAILLE DES FLANDRES. LES PRÉPARATIFS DES ARMÉES GOUGH ET ANTHOINE

Dans l'ensemble, l'état d'esprit du haut commandement allemand peut se résumer par ce mot de Ludendorff: « J'étais extrêmement préoccupé ». Il conclut, d'ailleurs, aussitôt, dans les termes suivants : « Il fallait en finir avec l'Est. Nous avions à battre la Russie et la Roumanie, afin de tenter la décision à l'Ouest, en 1918, par une offensive dirigée contre la France et appuyée sur l'action de la guerre sous-marine, au cas où celle-ci n'aurait pas encore eu, à elle seule, l'effet souhaité. »

Mais en attendant, tandis que la France ne marchait qu'avec une « retenue » systématique, l'Angleterre « se jetait comme un taureau sauvage contre le mur de fer qui le tenait éloigné de la base sous-marine allemande ».

Retournons-nous donc, encore une fois, vers les beaux succès obtenus par l'armée britannique.

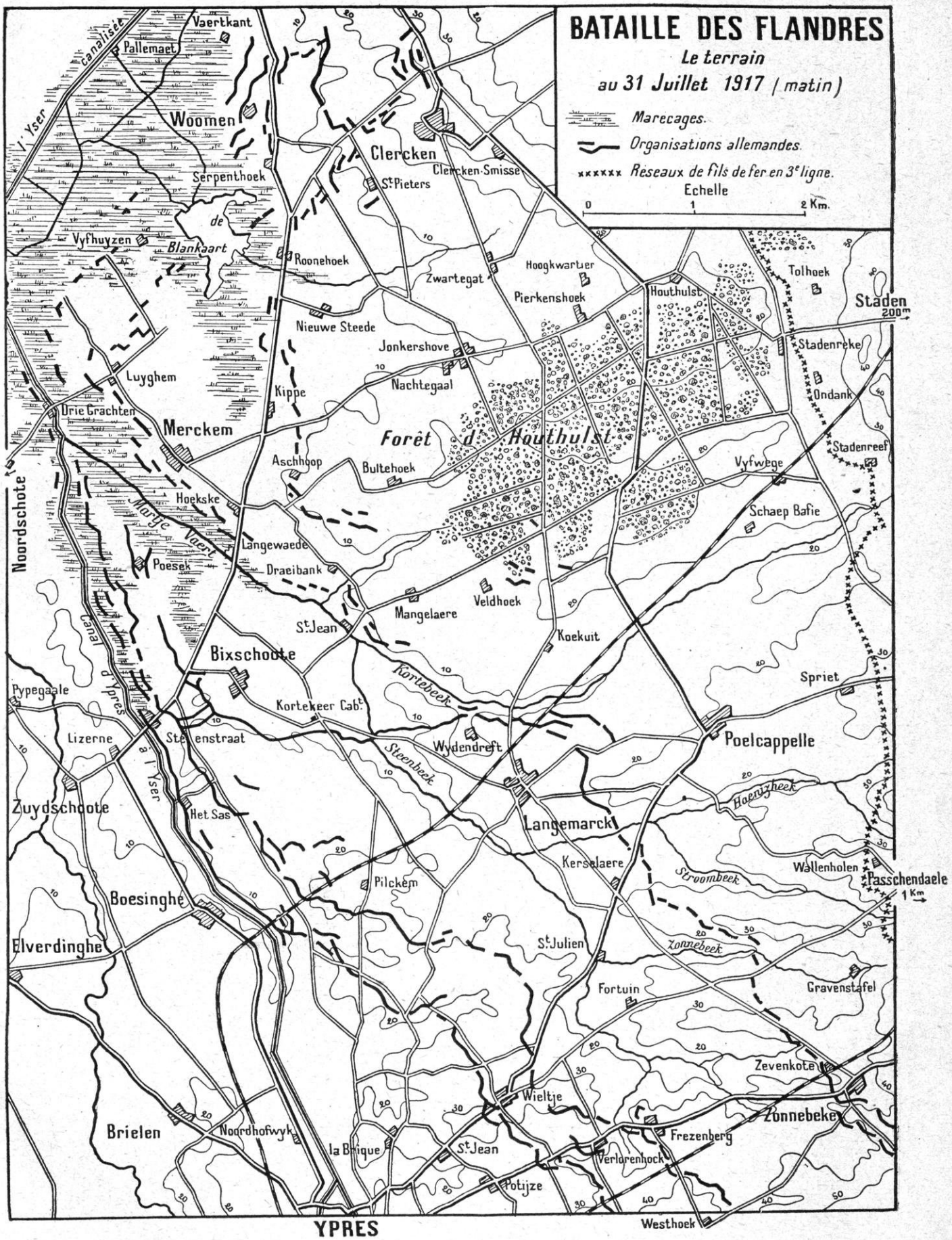
La prise de la colline de Messines, le 7 juin, avait été la préface nécessaire de l'offensive des Flandres. Faire sauter cette tour de guet d'où l'ennemi plongeait sur les lignes britanniques et l'occuper solidement pour découvrir à son tour le vaste horizon des communications allemandes, tel avait été le but du maréchal Haig. Il était maintenant protégé dans ses préparatifs et, en même temps, il surveillait les mouvements de l'ennemi.

Dans cette région plate et humide, sillonnée de lignes d'eaux et de lignes d'arbres, piquetée de hauts clochers et de moulins, les moindres ondulations ont une importance d'observatoires. La colline de Messines n'était que l'observatoire méridional d'une longue crête entourant comme d'une ceinture la cuvette d'Ypres. L'armée britannique allait se donner pour mission de sortir de cette cuvette et de s'élever progressivement, par étapes et, selon le terme tactique adopté à la conférence du 4 mai, par « objectifs limités », jusqu'à la crête de 60 mètres qui culmine au village de Passchendaele. Seulement, la cuvette était devenue, sous les ordres de Sixt von Armin, commandant la IVe armée allemande, une zone de blockhaus construits en béton dont il fallait, d'abord, s'emparer. Ce serait dur, mais, cela fait et une fois en possession des observatoires de la ceinture des collines d'Ypres, le maréchal Haig comptait bien étendre son offensive sur la côte, l'appuyer par une action navale et, menaçant ainsi de deux côtés, par Ostende et par Passchendaele, les communications de l'ennemi, il pouvait espérer le forcer à la retraite sur Bruges et Gand, c'est-à-dire obtenir l'abandon de la base sous-marine de Zeebrugge.

Ce plan combiné résultait à la fois de l'expérience acquise par les armées anglaises et du légitime souci de leur chef de donner à la dernière phase de la guerre une empreinte tout spécialement britannique. Agir par la mer était conforme à cette intention; mais l'expérience avait démontré que toute opération exclusivement navale n'a guère de chance de réussir quand les adversaires se sont engagés à fond. Depuis l'échec des Dardanelles, l'Amirauté anglaise procédait avec prudence. Hindenburg cite le mot prononcé, quelques années avant la guerre, par un marin anglais : « J'ai reçu la directive formelle de ne pas risquer la renommée que l'Angleterre s'est acquise à Trafalgar. »

Nous verrons que, malgré le soin avec lequel cette grande entreprise fut montée, elle ne devait pas réussir. L'Allemagne présentait encore une force de résistance suffisante, pour ne pas périr sur un coup venant de la mer. Zeebrugge ne pouvait pas devenir, pour elle, un Sébastopol.

Quoi qu'il en soit, le but de Haig étant ainsi clairement défini, l'accord fut négocié entre les armées alliées sur la base d'une coopération


BATAILLE DES FLANDRES
Le terrain
au 31 Juillet 1917 (matin)
Marecages.
Organisations allemandes.
Reseaux de fils de fer en 3e ligne.
Echelle
0 1 2 Km.
Vaertkant
Pallemaet
canalisée
l'Yser
Woomen
Clercken
Clercken-Smisse
St Pieters
Serpenthoek
de
Blankaart
Vyfhuyzen
Roonehoek
Zwartegat
Hoogkwartier
Pierkenshoek
Houthulst
Tolhoek
Staden
200m
Nieuwe Steede
Jonkershove
Stadenreke
Luyghem
Kippe
Nachtegaal
Ondank
Drie Grachten
Merckem
Forêt d. Houthulst
Stadenreef
Aschhoop
Bultehoek
Vyfwege
Noordschote
Hoekske
Schaep Bafie
Marge
Vaert
Langewaede
Poesek
Draeibank
Veldhoek
Mangelaere
St Jean
Koekuit
Bixschoote
Spriet
Pypegaale
Kortebeek
Kortekeer Cab.t
Canal d'Ypres à l'Yser
Lizerne
Steenstraat
Wydendreft
Poelcappelle
Steenbeek
Zuydschoote
Het Sas
Haenzheek
Langemarck
Kerselaere
Wallenholen
Passchendaele
1 Km
Stroombeek
Boesinghe
Pilckem
Elverdinghe
St Julien
Zonnebeek
Fortuin
Gravenstafel
Zevenkote
Wieltje
Brielen
Noordhofwyk
la Brique
St Jean
Frezenberg
Zonnebeke
Verlorenhoek
Potijze
YPRES
Westhoek

française et, le 7 juin, le jour de la bataille de Messines, la convention fut signée entre le maréchal Haig, le général Pétain et le général Rucquoy : l'armée britannique (30 divisions) tiendra le front Hooge-Bœsinghe, l'armée française (6 divisions) le front Bœsinghe-Steenstraat, l'armée belge le front de Dixmude, d'où elle ne débouchera que lorsque la forêt d'Houthulst sera conquise. Le 10 juin, la Ve armée britannique (général Gough) prit à son compte le front entre « Observatory Ridge » et Bœsinghe ; toutes les ressources furent mises aussitôt en jeu ; dans le secteur côtier de Saint-Georges à la mer, les Anglais relevèrent les troupes françaises et, de Bœsinghe à Noordschoote, la 1re armée française, sous les ordres du général Anthoine, vint relever les troupes belges.

Aménager un tel champ de bataille exposé de tous côtés aux vues de l'ennemi était un problème difficile. Il fallait tout ensemble améliorer ou construire des routes et des voies ferrées, aménager des cantonnements, établir des dépôts, des abris, concentrer et régler les artilleries. Le front d'attaque s'étendait depuis la Lys jusqu'à Steenstraat, sur environ 24 kilomètres. L'effort principal était prévu au centre, sur 12 kilomètres, depuis la route Zillebeke-Zandvoorde jusqu'à Bœsinghe : la Ve armée (général Gough) en était chargée avec 4 corps d'armée : 2e corps (général Jacob), 14e corps (général comte de Cavan), 18e et 19e corps. La Ve armée devait avancer par *bonds successifs*, déterminés par la forme du terrain et les lignes de défense de l'ennemi. Le maréchal Haig espérait, dès la première attaque, atteindre la crête et s'établir sur la ceinture des collines d'Ypres d'où il envisagerait aussitôt l'élargissement de son offensive jusqu'à la mer au nord et le long de la Lys au sud.

L'armée Gough était appuyée, au sud, par la IIe armée britannique (général Plumer), dont la mission était seulement de couvrir sa droite. Elle était également couverte à gauche par la 1re armée française (général Anthoine) qui, en avançant, devait protéger Gough contre une attaque de flanc venue du nord.

L'armée Anthoine comprenait le 36e corps (général Nollet) avec les 2 divisions Bernard (29e) et Valentin (133e), et le 1er corps (général Lacapelle) avec les 4 divisions Grégoire (1re), Guignabaudet (2e), Boulangé (51e) et Rauscher (162e). Son front de 7 kilomètres, entre Bœsinghe et Noordschoote, ne comprenait qu'un secteur d'attaque de 2km,450. Le général Pétain, appliquant ses méthodes, avait doté ce secteur d'une artillerie formidable : 893 pièces de tous calibres, soit *une pièce tous les* 2m,50. Le maréchal Haig avait devant lui la IVe armée allemande, commandée par Sixt von Armin, doublé sinon dominé, suivant la tradition, par un chef d'état-major actif, le colonel von Lossberg.

Si l'on en juge d'après la situation des forces allemandes devant l'armée Anthoine, la région était considérée comme un secteur calme. Entre Driegrachten et Bœsinghe, par exemple, il n'y avait que 10 bataillons, échelonnés en profondeur ; aux premières lignes, sur ces 4 kilomètres, 8 compagnies seulement, c'est-à-dire 700 hommes aux tranchées, ce qui, les hommes de service déduits, donne à peine un homme au créneau tous les 10 mètres (1). Les photos d'avions révélaient la présence d'environ 50 positions de batteries casematées, la moitié en béton, et une force de 250 à 300 canons avec des observatoires, périscopes en première ligne, casemates bétonnées ou arbres camouflés en seconde ligne. La première position défendait les abords du canal de l'Yser (ouvrages de Driegrachten et point d'appui de Luyghem, fermes en ruines organisées en caponnières, blockhaus de béton de 6 mètres de long sur 3 mètres de haut — l'abri de Papegœd avait 30 mètres de long sur 11 mètres de large, — nombreuses tranchées défendues par des mitrailleuses et par un double réseau de fil de fer). La seconde position, derrière le

(1) Voir l'ouvrage extrêmement précis et complet du capitaine DELVERT, *Les opérations de la* 1re *armée dans les Flandres*, p. 29.

LA ROUTE DE MENIN

Martjevaart et le Kortebeek, était constituée par trois lignes ; il y avait ensuite une troisième position, la Clercken Stellung ; enfin, la position Hindenburg qui s'intitulait « Flanderstellung ». Devant l'armée britannique, les organisations allemandes, procédaient des mêmes principes : ils s'expliquaient par la nécessité, où l'on était en ce pays spongieux et sursaturé d'eau, de se défendre par la *superstructure*.

L'ennemi fut bientôt en éveil. Les observatoires et les vues faciles, les préparatifs de l'équipement du front, les mouvements de relève de troupes l'avaient renseigné. Il se prépara à subir le choc et même, si possible, à le prévenir. Dans le secteur des Dunes, le 10 juillet, les deux divisions anglaises Strickland et Shute furent bombardées, leurs parapets de sable rasés, les ponts de l'Yser et du canal appelé Geleide Creek détruits ; l'ennemi attaqua le soir, réussit à isoler la garnison britannique au nord du canal, pénétra dans les lignes devant Lombaertzyde et cueillit 1250 prisonniers. Succès sans lendemain, car déjà la phase préliminaire de la bataille s'ouvrait par une offensive aérienne puissante des armées alliées : les avions survolent et bombardent Gand, Bruges, Ostende ; des combats aériens s'engagent entre des formations denses ; on repère les positions : 3 360 photographies sont prises en quatre jours.

Il faut, en effet, profiter du beau temps ; il est si peu sûr dans les Flandres ! Les artilleurs s'en plaignent. car, c'est leur tour maintenant. Suivant le protocole franco-britannique du 4 mai, l'artillerie doit « puissamment » aider l'infanterie. Du crapouillot de 58 à l'obusier de 370, un « concert » terrible commence, dont l'Allemagne tout entière se sent émue jusqu'à l'angoisse. L'empereur Guillaume, le Reichstag, les bulletins allemands signalent le bombardement comme « le plus inouï de cette guerre ». Tirs de contre-batterie sur l'artillerie ennemie, tirs d'interdiction sur les arrières de l'armée allemande, tirs de destruction sur les organisations défensives, enfin, réglage du barrage devant accompagner l'infanterie à la cadence de 90 mètres (100 yards) en quatre minutes, tout fut exécuté — et à l'armée Anthoine mieux encore qu'à l'armée Gough — avec un soin méticuleux et une véritable prodigalité de moyens. Le feu des canons, ayant commencé le 15 juillet, dura jusqu'au jour de l'attaque, 31 juillet.

Le maréchal Haig avait bien fixé l'assaut à la date du 25 ; mais von Armin s'étant décidé à retirer ses canons vers des positions en arrière,

il fallut rapprocher l'artillerie. Perte de temps; et, chose plus grave, le ciel s'est embrumé ; pas de visibilité : les artilleurs sont au désespoir. Anthoine écrivait à Haig, le 21, qu'en sept jours, ses canons n'avaient pu tirer que la valeur d'un jour de feu. Pour « mettre à nu » les défenses allemandes, il fallait du soleil. Haig décide d'attendre le 31. Quand le temps le permet, c'est un ouragan qui s'abat sur l'ennemi, l'encage littéralement et l'affole : du 26 au 30, Anthoine tire près de 100 000 obus par jour !

Du soleil, seulement un peu de soleil, et l'on marchera l'arme à la bretelle. Le 30, la pluie tombe ! Comment avancer? Le terrain creusé, bouleversé par les entonnoirs n'est plus qu'un cloaque, une plaine de boue. La boue, la pluie, l'horreur du champ de bataille flamand !

L'ASSAUT DU 31 JUILLET. ON ATTEINT SAINT-JULIEN

L'heure approchait. Le 27, la première position, abandonnée par l'ennemi, est aussitôt occupée par les troupes anglo-françaises qui franchissent le canal de l'Yser sur des passerelles jetées à la hâte. On s'installe ainsi dans la ligne de soutien allemande, sur 3 kilomètres, de part et d'autre de Bœsinghe. Ce succès ragaillardit les hommes. A voir l'état de bouleversement des lignes ennemies, à entendre le ronflement de l'artillerie, ces braves troupes du 1er corps français (1re et 51e divisions) qui combattent si près de leurs foyers envahis, foncent sous la pluie.

Le 31 juillet, l'aube perce à peine un ciel lourd de nuages. On part à 4 h. 26 ; les colonnes d'escouade serpentent sur le bord des entonnoirs et, survolées par les avions qui volent bas, collent au barrage qui les protège. Les deux divisions Grégoire et Boulangé atteignent facilement leurs objectifs ; à 7 h. 16, des bataillons sont traversés par d'autres bataillons : c'est le premier « passage de lignes » qui s'opère sur le front français. On descend vers le Steenbeek ; à 9 heures, les objectifs du troisième bond sont enlevés, mais déjà la destruction n'est plus si parfaite. Cependant le 33e a pris Bixschoote et de la tranchée Kortekeer où il s'installe, le 1er corps voit l'ennemi embourbé avec ses canons de l'autre côté du Steenbeek.

L'armée britannique marchait du même train que l'armée Anthoine. Gough était parti à 3 h. 50, ses dix divisions d'attaque précédées de projections de thermite et de pétrole et couvertes par un barrage intense. Le point le plus difficile était cette crête boisée de la route de Menin où de si rudes combats avaient été livrés en 1914 ; elle fut enlevée (bois du Sanctuaire, Hooge, hauteur de Bellewarde) par les trois divisions du 2e corps. Hollebeke et Basse-Ville à droite tombèrent également. A gauche, le 19e corps s'emparait de Verlorenhoek et de Frezenberg pendant que, près de la voie ferrée d'Ypres à Staden, le 14e corps enfonçait à Pilckem la garde prussienne. Il s'agissait de porter l'artillerie en avant : à 9 h. 30, celle-ci recommençait le feu sur ses nouvelles positions. Le 18e corps enleva alors Saint-Julien ; à sa droite, Westhoek fut atteint, mais une vive résistance se manifesta sur la route de Menin, devant les deux boqueteaux dénommés Inverness Copse et Glencorse Wood. On dut y amener des tanks, mais la lutte continua.

A 16 heures, au moment où on s'organisait sur le terrain conquis, la pluie recommença. La nuit vint, sans que l'eau s'arrêtât de ruisseler sur les capotes et les toiles de tente.

Cette première journée avait à son acquit la prise, sauf à Westhoek, de la crête d'où l'ennemi plongeait sur Ypres. On avait capturé plus de 6 000 prisonniers et 25 canons. Cependant il n'y avait pas eu surprise. Notamment devant le 1er corps français, le dispositif en profondeur de von Armin et son repli préventif lui avaient sauvé la plus grande partie de ses effectifs et de son matériel. Avec le secours de divisions d'intervention, le colonel von Lossberg croyait pouvoir, maintenant, limiter l'échec et localiser la bataille. Et comme il profitait en outre de ce facteur essentiel, la pluie, la lutte allait, sans doute, se poursuivre par bonds espacés et prendre

DEVANT WESTHOEK. — SOLDATS DU COMTÉ DU NORD EN TRANCHÉES DE RÉSERVE

d'une façon trop accusée le caractère discontinu des « objectifs limités ». On était loin d'une avance rapide sur Bruges et Gand. Par ces combats, certes vaillamment conduits mais disputés, obtiendrait-on des résultats stratégiques décisifs?

L'OFFENSIVE SE DÉVELOPPE PÉNIBLEMENT. LA PLUIE ET LES PILL-BOXES

La pluie tomba toute la nuit ; elle tomba durant quatre longs jours ; les entonnoirs, les cratères, les mares débordaient ; les cours d'eau devenaient des étangs infranchissables. Il ne resta bientôt plus que quelques pistes battues par l'artillerie ; on enfonçait jusqu'aux genoux ; beaucoup de soldats, ayant perdu leurs souliers, allaient nu-pieds ; les hommes de soupe mettaient douze heures pour parvenir aux escouades ; la relève des divisions du 1er corps, le 5 août, par une nuit complètement noire, dans cet immense cloaque, a laissé un souvenir effroyable.

Pour avoir quitté les pistes, raconte le maréchal Haig, des hommes et des animaux de bât se noyèrent.

Comment songer à reprendre la bataille dans de telles conditions? L'ennemi profita du retard pour se renforcer. Même, Gough dut un instant abandonner, jusqu'au 3 août, Saint-Julien ; par contre, il prit Westhoek. Enfin, le temps se remit au beau. La préparation d'artillerie reprit avec violence sur tout le front franco-britannique.

A l'aube du 16 août, la seconde attaque part. Les divisions Mignot (2e) et Rauscher (162e) du 1er corps français, qui ont mission de nettoyer la presqu'île de Bixschoote, emportent rapidement leurs objectifs, notamment la tête de pont de Driegrachten, avec 423 prisonniers et 11 canons, sans qu'il en coûte plus de 350 tués ou blessés. Gough avait vigoureusement marché sur Langemarck qui, vers 8 heures, était enlevé par la division Smith. Mais le reste de la ligne allemande, au sud de Saint-Julien,

résista. D'une manière générale, Gough avait éprouvé de dures difficultés. Ludendorff dit que les Anglais dépassèrent un instant Poelcappelle, puis en furent rejetés. Ils se heurtaient en effet à ce qu'ils appelèrent des « pill-boxes » (boîtes à pilules). C'étaient des fortins en ciment armé creusés par l'ennemi à défaut d'abris souterrains qui eussent été inondés. Ces « pill-boxes » se présentaient disposés en profondeur, défendus par des garnisons énergiques armées de mitrailleuses. Comme l'observation aérienne était difficile et que les contre-attaques ennemies n'étaient, pas signalées assez tôt pour que l'artillerie intervînt, l'infanterie devait lutter seule contre ces fortins bien défendus et contre les troupes allemandes de renfort qui avaient eu le temps d'arriver. Malgré les 2 100 prisonniers et les 30 canons capturés, le maréchal Haig ne pouvait se faire d'illusion : la lutte engagée ne réaliserait pas son projet et l'on était loin de Bruges et de Gand.

Et la pluie avait repris. Les pertes, des deux côtés, étaient lourdes. Une forte usure était bien infligée à l'armée von Armin, dont 21 divisions avaient dû être relevées. Mais Haig aussi perdait beaucoup de monde ; la tactique de l'ennemi désorganisant l'offensive par quelques éléments en première ligne et contre-attaquant avec de nombreuses forces en réserve l'inquiétait. Haig porta son effort vers une meilleure utilisation de l'artillerie contre les concentrations et se borna, à la fin d'août, à réduire quelques points d'appui. Il pleuvait, il pleuvait ; on dut attendre le début de septembre pour que, le temps se remettant un peu, la préparation d'une nouvelle attaque fût mise sur le chantier.

LA CRÊTE BOISÉE DE LA ROUTE DE MENIN

Pendant les beaux jours de septembre, l'aviation surtout fut active. A l'armée Anthoine, l'escadrille des Cigognes faisait merveille, mais, le 11 septembre, un deuil la frappa qui fut ressenti par la France entière : Guynemer, ayant remporté sa cinquante-troisième victoire, disparut au-dessus de Poelcappelle. L'ennemi s'acharnait sur Dunkerque et Calais. Quand tout fut prêt sur le front britannique, les deux armées Gough et Plumer attaquèrent, le 20 septembre, sur 13 kilomètres, des objectifs situés à 1 000 ou 1 500 mètres. L'effort principal déviait vers le sud et s'éloignait de la mer ; Haig s'était rendu compte qu'il lui fallait conquérir à tout prix les hauteurs boisées de la route de Menin et l'armée Plumer en était chargée. Ses divisions descendirent la croupe de Klein-Zillebeke vers la vallée de Bassevillebeek, et grimpèrent les pentes de Tower Hamlets (les hameaux de la Tour), que des feux violents de mitrailleuses protégeaient ; on dut s'arrêter à cheval sur les hauteurs. Au nord, Veldhoek, Inverness Copse, Glencorse Wood, Nonne Boschen furent enlevés et l'on pénétra dans le bois du Polygone. Tout ce terrain boisé si difficile était dégagé par le général Plumer. L'armée Gough, de son côté, enlevait une ligne de fermes organisées et le hameau de Zevenkote.

Les hauteurs de la route de Menin conquises étaient, de l'aveu de Ludendorff, d'une « extraordinaire importance ». Ceci explique l'acharnement de von Armin à les défendre pied à pied. Pour la même raison, et aussi parce que l'automne venait, le maréchal Haig se décidait à accélérer ses attaques tout en en restreignant la largeur. Comme on était loin d'un élargissement jusqu'à la côte ! On avait combattu sur 25 kilomètres en juillet, sur 13 en septembre ; c'est sur 9 kilomètres seulement que, le 26 septembre, Haig lance ses divisions pour achever la conquête de la crête boisée. En somme, réduction du front d'attaque, diminution de la profondeur du terrain à conquérir, augmentation du temps séparant les actions successives, c'est exactement la méthode condamnée par Joffre dans son Instruction du 16 décembre 1916 (1). Quant à l'opération combinée, elle était loin.

Cependant, sur les lieux mêmes, il faut, à tout prix, sortir du bourbier. Le 26 septembre,

(1) Voir ci-dessus, p. 153.

UN OBUS ÉCLATE A PROXIMITÉ D'INFIRMIERS RELEVANT DES BLESSÉS

les Australiens enlèvent tout le bois du Polygone et les Anglais l'église et le village de Zonnebeke. Le temps presse, l'hiver approche. Il faut marcher, maintenant, hardiment devant soi, vers cette crête principale qui, derrière Zonnebeke, culmine à Passchendaele.

PRISE DE POELCAPPELLE (4 OCTOBRE 1917)

Passchendaele, long espoir de l'armée britannique ! Un terrain sec ! Y arrivera-t-on jamais avant l'hiver? Voici plus de deux mois que l'on se bat dans la boue. Si l'on ne se hâte pas d'en sortir, les troupes vont s'enliser au pied de ce calvaire des Flandres. L'ennemi est aux écoutes :

Nous attendions avec la plus grande impatience, dit Hindenburg, le début de la saison pluvieuse. Nous savions, par expérience, qu'à cette époque, de vastes étendues étaient impraticables et que les entonnoirs récemment creusés par les projectiles se remplissaient d'eau si rapidement, même dans les parties les plus fermes du terrain, que les combattants qui cherchaient à s'y abriter étaient bientôt placés devant ce dilemne : *ou bien se noyer, ou bien sortir des entonnoirs*. Ainsi donc, cette bataille était destinée fatalement, elle aussi, à s'enliser dans les marécages, même si les Anglais, dans leur acharnement, ne voulaient pas la laisser s'éteindre (1).

Donc il fallait marcher, sortir du trou ; mais l'ennemi déclenche contre-attaques sur contre-attaques. Le soir du 3 octobre, tempête de pluie. N'importe, Haig a décidé d'attaquer le lendemain, toujours dans la direction du terrain sec, Passchendaele.

La IVe armée allemande (von Armin) venait de recevoir la visite de Ludendorff. Celui-ci avait décidé, après une longue discussion avec le général von Kuhl et avec le colonel von Lossberg, le renforcement des premières lignes et le principe de la contre-attaque locale avec des troupes de seconde vague toutes prêtes, et non plus des divisions d'intervention. Von Armin était sous pression. Avec deux divisions de renfort, il allait attaquer lui-même

(1) HINDENBURG, *Ma vie*, p. 252.

orsqu'à 6 heures, le 4 octobre, le barrage britannique se déclencha. Les troupes de Gough et de Plumer marchèrent à la baïonnette sur Reutel, sur Noordundhoek, sur Broodseinde, sur la croupe de Gravenstafel. Ces positions furent enlevées et, au nord, des tanks aidèrent les 11e et 4e divisions à prendre pied dans le village de Poelcappelle. La perte de 5 000 prisonniers prouvait bien la faiblesse de la tactique allemande. Ludendorff comprit qu'il fallait emprunter autant que possible les procédés de l'adversaire.

Je suivis alors mon idée, écrit Ludendorff, sans plus poser de questions à personne, et je recommandai à la IVe armée de préparer *une zone avancée de combat*, c'est-à-dire une mince bande de terrain, entre la ligne avancée ennemie et la ligne que devait tenir la troupe par une défense mobile. L'ennemi devrait, en attaquant, traverser cette zone avancée. Notre artillerie avait le temps de le prendre sous son feu, avant qu'il atteignît *notre ligne principale de résistance*. La grande difficulté consistait dans l'évacuation de la garnison qui occupait la zone avancée, au moment de l'attaque, et dans le report du feu d'artillerie sur notre propre ligne. La notion de « zone avancée » a, plus tard, reçu différentes acceptions. Les idées se sont brouillées fort souvent. Le principe était clair et simple. La IVe armée mit à exécution mon projet d'établissement d'une zone avancée, d'abord avec une certaine timidité; peu à peu elle le fit avec conviction. En outre, je fis des efforts constants en vue d'obtenir l'*emploi en masses de l'artillerie* et la *très forte concentration des feux*.

C'était du Pétain, le Pétain de la directive du 13 juin, comme, au début de la guerre, l'emploi des voies ferrées en pleine bataille avait été du Joffre.

Il fallait aussi limiter l'usure des forces qui avoue-t-on, « était extraordinairement élevée ». Ludendorff constate, dès ce moment, que la guerre d'effectifs et de matériel voulue par l'Allemagne en 1914 se retourne définitivement contre elle. Il déplore sans cesse l'énorme supériorité des Alliés en dépenses de munitions. Sur cette consommation, mise en parallèle avec celle des Allemands, voici des chiffres certains : du 16 juillet au 16 août seulement, rien qu'à l'armée Anthoine, 2 millions d'obus avaient été tirés contre 100 000 du côté allemand. Il en fut ainsi pendant toute la bataille des Flandres. Un autre mot de découragement de Ludendorff laisse apparaître le mal inguérissable : « Il faut le dire, écrit-il dans ses *Souvenirs* : certaines unités ne supportaient plus, comme autrefois, l'effet démoralisant de la bataille défensive. » Le moral fléchissait et il fléchissait, non pas seulement dans le civil, mais dans l'armée. Cet aveu renverse tout le système construit, après coup, par Ludendorff lui-même. Le maréchal Haig sentait tout cela et c'est pourquoi, malgré la lenteur des opérations, malgré ses pertes, malgré l'échec de son projet initial, il s'obstinait à lutter et à pousser l'ennemi à fond.

LE NOUVEAU PROJET DE HAIG : LA FORÊT D'HOUTHULST PAR LA CRÊTE PASSCHENDAELE

Il ne perdait pas de vue la mer. L'Amirauté britannique, en pleine lutte contre la guerre sous-marine, était inquiète pour ses communications dans la Manche ; d'autre part, l'armée russe s'effondrait et déjà l'ennemi avait envoyé des divisions en Flandre; enfin Pétain était résolu à attaquer le 23 octobre à la Malmaison et Haig lui venait en aide. A partir du 28 septembre, l'État-major britannique se retourna vers la préparation d'un nouveau plan combiné. Puisqu'on ne pouvait plus espérer marcher sur Bruges, on tenterait d'encercler au moins la forêt d'Houthulst, ce repaire de l'artillerie allemande. L'armée britannique, grimpée sur la crête à Passchendaele, la suivrait jusqu'à Staden ; et, en même temps, l'armée française pousserait par Papegoed et Merckem jusqu'au lac de Blankaart.

La date fut fixée au 9 octobre. Il se faisait tard. La nuit du 8 au 9 fut effroyable de tempête, de pluie et d'obscurité. Malgré tout, la progression fut générale. Les troupes françaises (général Nollet : 36e corps) et la garde britannique traversèrent la vallée inondée du Broenkeek et parvinrent jusqu'à Veldhoek, Mangelaere et Saint-Jansbeek. On atteignait les lisières sud de la forêt d'Houthulst. A droite, la Ve armée (Gough) avait longé le

DEVANT DIXMUDE. — L'YSER DÉBORDÉ

chemin de fer d'Ypres à Staden, dépassé Poelcappelle et commencé de s'élever sur les pentes de Passchendaele. Ce succès, complété le 12 octobre, donna 3 000 prisonniers ; mais on tomba dans des fonds impraticables : les hommes avaient de l'eau jusqu'à la poitrine.

Devant nous, autour de nous, s'étend l'immense champ d'entonnoirs. Pas un pouce de terrain qui n'ait été bouleversé, les trous chevauchent sur les trous ; les flaques d'eau teintées de sang communiquent avec d'autres flaques d'eau. Il y a des étendues vastes comme des lacs.

Pas d'autres êtres vivants que des hommes et des chevaux, d'autant plus invisibles qu'on approche de l'ennemi. Pas d'oiseau, pas de chien, pas une herbe, mais de l'eau, toujours de l'eau ; un désordre épouvantable de canons, de caissons crevés, d'attelages hachés, de munitions éparses et des centaines de cadavres de chevaux dont les uns, enlisés, sont morts de faim sur place, dont les autres ont péri sous le feu de l'ennemi. Vaste champ de pourriture, vallée de l'Ancre, cent fois agrandie, abomination de la désolation (1).

(1) Henry RUFFIN, *La Ruée ou l'histoire d'une déception*, p. 91.

On profita, les jours suivants, d'un certain raffermissement du sol et l'on se prépara encore pour un nouvel assaut, le 26 octobre. Et la pluie reparut juste au moment où, en pleines ténèbres, il fallait traverser l'immense marécage de boue du Saint-Jansbeek et du Corverbeek. Des soldats périrent enlisés. Au sud, sur les pentes de Passchendaele, les Canadiens s'accrochèrent à la croupe de Bellevue et finirent par l'enlever. Un instant, les Anglais occupèrent Gheluvelt, mais ils durent l'abandonner ; les fusils étaient enrayés par la boue.

C'est au nord surtout que le succès s'affirma. Les troupes françaises, le 27 octobre, marchant cette fois face au nord, enlevèrent Aschoop, Kippe et Merckem ; les Belges passèrent l'Yser devant Knockehoek et l'on atteignit le sud de l'étang de Blankaart ; le 28, Luyghem fut occupé.

Deux avances encore pour ne pas paraître épuisé — on l'était tant ! — et pour tenir en haleine les divisions allemandes ramenées de

Russie. Comme on ne pouvait plus avancer dans la plaine de boue, il fallait à tout prix achever la conquête du terrain sec, à Passchendaele. Les Canadiens poussèrent donc, d'abord, le 30 octobre, jusqu'à un petit mamelon, le « Crest Farm ». Puis, le 6 novembre, leurs deux divisions s'emparèrent définitivement du village de Passchendaele, de la croupe de Goudberg et des pill-boxes qui les entouraient. On tenait la crête. C'était fini.

LES RÉSULTATS. ÉPUISEMENT DE L'ARMÉE BRITANNIQUE

La bataille des Flandres s'achevait-elle par une victoire ou par un échec? Dans un camp comme dans l'autre, elle avait pris l'aspect d'une mêlée horrible dans un immense bourbier. A l'extrémité du champ de bataille européen et mondial, on avait jeté divisions sur divisions pour briser ou pour soutenir le dernier moyen de victoire mis en jeu par l'Allemagne assiégée : la guerre sous-marine. Comme en novembre 1914, la bataille du front occidental venait mourir au fond de ces mêmes marécages. Une bataille amphibie n'est pas le fait de l'homme. L'Allemagne, bien qu'elle eût perdu une partie de la ceinture des collines d'Ypres, y avait sauvé ses communications, mais elle venait d'y consommer un nombre effrayant de divisions : 78 dont 18 engagées deux ou trois fois, c'est-à-dire la moitié de ses forces en France ; elle avait abandonné 25 000 prisonniers, 75 canons, 950 mitrailleuses et vu s'affaisser le moral de son armée sous le feu terrible des artilleries alliées dont la dépense en munitions avait été vingt fois supérieure à la sienne. Elle éprouvait l'angoisse d'être finalement écrasée par la victoire des canons et elle comprenait aussi que le problème des réserves se posait avec une importance inéluctable et pressante. Mais elle avait, tout de même, gagné un temps précieux : la Russie ayant sombré, les divisions allemandes commençaient d'affluer de l'Est, assez tôt peut-être pour abattre les armées franco-britanniques avant l'arrivée de leur renfort américain.

L'Angleterre n'avait pas réussi la grande opération combinée qui avait été conçue. Ostende et Zeebrugge restaient aux mains de l'ennemi. Le plan de dégagement de la Flandre maritime avait échoué. C'est avec d'autres moyens qu'on aurait raison de la guerre sous-marine. Cette bataille avait englouti, en outre, les forces vives de l'armée britannique. Sur les 1 884 000 rationnaires (1 200 000 combattants) que ses armées comptaient en septembre 1917, 450 000 avaient été perdus dans les Flandres !

Une brèche aussi sanglante mettait en péril le front britannique tout entier, depuis le massif de Saint-Gobain jusqu'à la mer, pour le cas, maintenant certain, où l'effondrement de la Russie et le désastre de l'Italie à Caporetto libérant un nombre imposant de divisions allemandes, Ludendorff choisirait, au printemps de 1918, un terrain d'assaut sur les plateaux de Picardie. En fait, malgré un succès local, il y avait eu fausse manœuvre, tant la stratégie est d'un maniement délicat. On avait porté trop au nord ; on avait choisi un mauvais terrain ; tout cela en raison de l'attraction exercée sur la mentalité anglaise par l'élément britannique s'il en fut, la mer. Mais, du coup, on avait décalé, déséquilibré la bataille terrestre qui, seule, devait avoir raison de l'ennemi. Ce ne sera pas, en effet, avant le mois d'août 1918 que les armées britanniques retrouveront leur équilibre. La direction de la guerre, prise en mains par l'Angleterre après la bataille d'avril, avait dépensé sans compter la force britannique et exposé dangereusement le sort même de la coalition.

LA TROUPE ET LE COMMANDEMENT. LE MORAL ET LA TACTIQUE

Tandis que l'armée britannique perdait sa force sans grand résultat et mettait sa foi robuste dans la victoire à une dure épreuve, tandis qu'elle allait ainsi se dépensant, l'armée française ménageait systématiquement ses efforts offensifs, gardait prudemment ses réserves d'énergie et, par l'effet bienfaisant des mesures prescrites par le général Pétain, sentait

(Cliché Meys.)

LES MARÉCAGES DE L'AILETTE

s'affermir son moral et grandir sa confiance dans ses chefs militaires. Cependant, selon le mot employé, « l'arrière » n'était pas aussi solide que l'armée maintenant remise bien en mains. Pendant ces mois de repos et d'instruction dans les cantonnements et les camps, le soldat lisait les journaux, comparait sa vie de sacrifice et de dévouement à celle dont les échos lui parvenaient. Au moment où l'on apprenait, au début de septembre, l'effondrement de la Russie à Riga, une série de scandales étaient révélés à l'opinion, l'affaire Turmel, l'affaire Bolo, l'affaire Humbert...

On s'imagine l'écœurement que tant d'ignominie provoquait chez tous les combattants, et que nous révélait le contrôle de la correspondance. Il fallait tout le fatalisme résigné des uns, toute l'abnégation héroïque des autres pour le surmonter.

Enfin, la propagande défaitiste inaugurée par le *Bonnet Rouge* et le *Pays* continuait sous le manteau. On faisait circuler parmi les troupes, au moyen de « personnes sûres », des questionnaires, dans le genre de celui-ci : « Qui a voulu la guerre? — Qui est responsable de sa continuation? », etc... Un travail souterrain s'opérait pour faire subir à l'armée française le sort de l'armée russe (1).

Pétain poursuivait son programme de constante sollicitude. Les gares avaient été aménagées pour recevoir les permissionnaires ; le 29 juillet, le commandant en chef avait fait publier un guide du permissionnaire ; quelques jours plus tard, il insistait pour que fussent réalisées avant l'hiver l'amélioration des cantonnements existants, la création de camps et de cantonnements de passage, et l'installation de zones de repos. Il s'inquiétait de l'insuffisance du ravitaillement en légumes, du fonctionnement des centres d'Est-Villette et de Lyon, du transport des vivres, de l'installation de boulangeries près du front,

(1) Capitaine DELVERT, *loc. cit.*, p. 158.

de la surveillance de l'alimentation, de la composition des repas, de la création d'écoles de cuisiniers, de l'organisation de blanchisseries ; enfin, en octobre et novembre, il créa dans chaque armée un magasin central d'approvisionnement des ordinaires et des coopératives et, dans chaque grande unité, des coopératives furent constituées avec des succursales nombreuses au plus près des lignes.

Sous le feu de l'ennemi, le soldat avait désormais le sentiment d'une protection efficace. On mettait en ligne partout le « maximum d'artillerie ». A Verdun, le 20 août, l'infanterie avait fait une ovation à l'artillerie. Pas de « doctrine rigide », mais des « méthodes temporaires » applicables aux circonstances. On prenait l'avis des exécutants. On décidait l'organisation, dans la compagnie, du « groupe de combat » composé de fusiliers armés du fusil-mitrailleur, de grenadiers avec leurs grenades à main ou leur fusil, de voltigeurs éclairant et protégeant avec la baïonnette, le fusil et les grenades. On décidait, après expérience faite auprès de l'armée britannique, que les mitrailleuses emploieraient normalement dans les groupes de combat, le tir direct et ne seraient qu'exceptionnellement réunies en batteries. On adoptait, après essais, deux modèles d'engin d'accompagnement d'infanterie ; déjà la construction du char léger apportait la solution de la rupture du fil de fer.

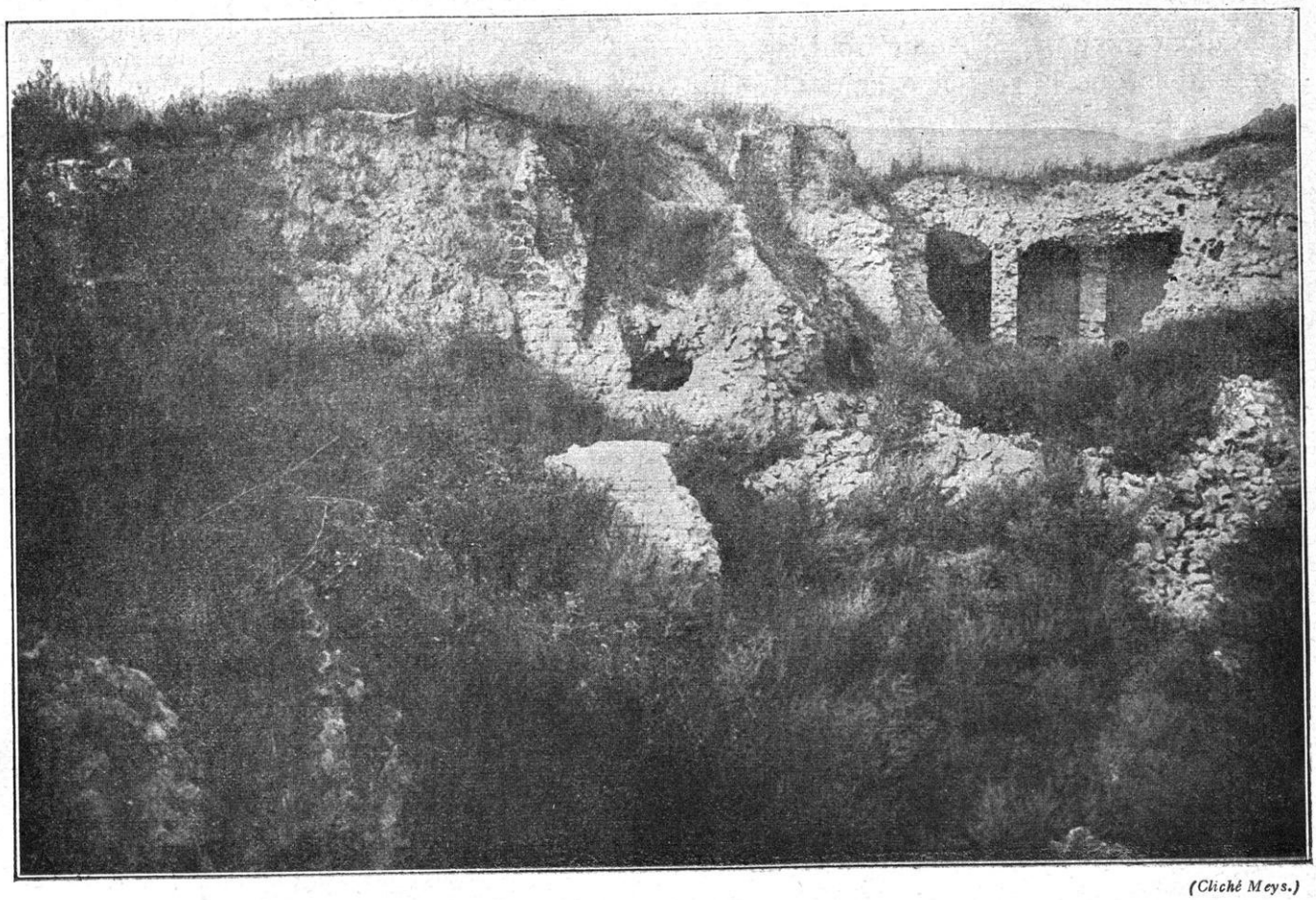
Le 22 août, une instruction exposa dans le détail les mesures à prendre pour l'aménagement complet du champ de bataille. Enfin, Pétain constituait une commission chargée de refondre en un texte unique les grandes instructions de Joffre, des 26 janvier et 16 décembre 1916, au sujet de l'offensive, mais avec ces principes nouveaux : puissance dans la préparation d'artillerie, contrôle minutieux de ses effets, recherche de la surprise tactique principalement dans l'heure de l'assaut. On interdisait absolument d'envisager la rupture et l'exploitation. Rappelant ses observations de 1915 sur la bataille de Champagne, le général Pétain déclarait qu'il s'opposait catégoriquement à ce qu'on parlât de « l'exploitation du succès ». Pour lui, chercher l'exploitation avant l'usure préalable des réserves ennemies, c'était former des « poches » prêtant le flanc aux « ripostes convergentes » de ces réserves non détruites.

LA BATAILLE DE LA MALMAISON. CONCEPTION. PRÉPARATION

C'est sous l'influence de ces idées, qu'au groupe d'armées de Franchet d'Espérey, le front de l'Ailette avait été équipé et que la 6e armée (général Maistre) étudia et prépara la bataille qu'elle devait engager le 23 octobre.

Ce fut une bataille-type, et ce fut aussi la dernière des batailles dites « de position », aux préparations longues de plusieurs mois, aux exécutions de quelques heures, — la dernière bataille, car déjà la construction du matériel est arrivée à un point tel que cette méthode, se développant et s'élargissant en quelque sorte, permettra d'aborder des réalisations nouvelles : l'Angleterre va le démontrer dans quelques jours, à Cambrai, l'Allemagne le montre à Caporetto et, dans quelques mois, à Saint-Quentin. A l'heure même où les longues préparations d'artillerie atteignent, à la Malmaison, leur maximum d'intensité et de perfection, un moyen nouveau va les supprimer. La guerre, entraînée par elle-même et par ses propres révolutions, se précipite, même techniquement, vers sa fin.

L'été avait été très dur pour les défenseurs du Chemin des Dames. Nous avons vu les combats s'y développer sans discontinuité, depuis que le succès de Mangin s'était arrêté et accroché sur la pente du plateau de la Malmaison. L'ennemi possédait là des observatoires remarquables, d'où il plongeait sur toute la profondeur de la 6e armée française, y surveillait ses moindres mouvements et, installé dans des positions naturelles renforcées, entendait exercer sa maîtrise sur tout le massif. Il y avait donc, comme le disait le général Maistre, une « question du Chemin des Dames » : la mission de la 6e armée consistait à la régler



(Cliché Meys.)

LE FORT DE LA MALMAISON. AU FOND, LA COLLINE DE LAON

définitivement par une action locale qui enlèverait d'un seul coup cet observatoire précieux.

On s'était battu pendant des mois sur le pourtour du massif, au mont des Singes, à la ferme Noisy, au moulin de Laffaux, à la ferme Mennejean, au Panthéon, aux Bovettes, à la ferme de la Royère, à l'Épine de Chevregny ; on avait réussi à se maintenir en ces points si disputés, mais on avait toujours devant soi les hauteurs tenues par l'ennemi et, surtout au centre, cet angle de la route de Maubeuge et du Chemin des Dames où se dresse la butte du fort en ruines de la Malmaison.

La mission de faire sauter ce saillant ennemi si gênant et si important, fut confiée, de l'ouest à l'est, à trois corps d'armée, les 14e, 21e et 11e corps, et à des éléments du 39e corps. Ils devaient attaquer sur un front *en tenaille* de 10 kilomètres, entre la ferme Noisy et la ferme de la Royère et, en avançant de 3 kilomètres et demi, venir occuper la ligne des villages d'Allemant, Vaudesson et Chavignon, c'est-à-dire escalader le plateau de la Malmaison et descendre ensuite par la tête des ravins qui regardent la région boisée de Pinon et de l'Ailette.

Mais, suivant son système, le général Pétain avait prescrit : 1° la conquête précise de ces hauteurs, 2° la destruction maximum des effectifs et du matériel ennemis, 3° l'économie des troupes françaises. L'opération présentait donc ces trois caractères.

On chercha d'abord à obtenir le feu le plus destructeur possible en en réduisant schématiquement la durée à quatre jours, mais en assurant sa continuité parfaite et son intensité maximum. Le général Maistre, dont le quartier général était à Belleu, put affecter à ses corps d'armée 1 670 canons (dont 768 de 75 et 902 pièces lourdes) ; l'armée se réservait en outre

105 pièces, dont des obusiers de 400 ; la densité était d'une pièce par $4^{m},50$ de front.

Ajoutons que la première ligne allemande devait être écrasée par 466 canons de tranchée (1). On avait prévu six jours de préparation en cas de difficultés et, en effet, l'observation sera impossible pendant deux jours.

Le plan de ravitaillement et de transport s'exécuta comme il avait été étudié, dans la perfection : l'artillerie, le génie, les matériels d'aviation, de télégraphie, de santé, de camouflage exigèrent un chargement de plus de 500 trains et l'aménagement de 9 gares de ravitaillement en vivres, 4 gares-dépôts d'artillerie, 4 gares-dépôts de munitions, 4 gares-hôpitaux d'évacuation. Les munitions, le matériel, les vivres une fois débarqués étaient transportés par les voies de $0^{m},60$ ou par camions aux dépôts avancés et, de là, par voitures et à bras, la nuit, jusqu'aux troupes. Tout fut en place pour le premier jour de la préparation, le 17 octobre.

Un travail minutieux avait permis de repérer jusqu'au moindre détail les organisations ennemies ; les croquis remis aux unités indiquaient tous les emplacements de batteries, les blockhaus bétonnés, les creutes aménagées. La seule étude de la creute la plus vaste, les carrières de Montparnasse, tenait de nombreuses pages d'un mémoire rédigé par le 21e corps.

Le 17 octobre, de tous les villages ruinés, de tous les ravins, de tous les emplacements camouflés, l'immense nappe de feu s'abattit sur le plateau. L'intensité sans pareille de ce tir innombrable fit une impression profonde sur ceux qui en furent les témoins :

> Au fort de Condé, nous étions plusieurs dans l'attente, anxieux, et le vieux fort semblait un vaisseau battu des vents et des vagues, et qui vibre de la carène à la mâture. Par intervalles, las d'écouter des casemates les bruits assourdis de l'ouragan, nous montions par les rudes échelles de fer jusqu'au plus haut observatoire, et là, nous regardions au loin rouler la houle, stupéfaits chaque fois que l'horreur eût pu croître. Les ondes inégales des sons et des lueurs déferlaient, comme aux jours primitifs du chaos. Ces plaines, ces vallons, ces hauteurs, que pourtant l'avant-veille nous avions longuement regardés de la même terrasse du fort, on ne les reconnaissait plus. C'était un paysage sans lignes, bien que la nuit fût claire, un paysage mouvant, fait d'épaisses masses d'ombres et de lourdes masses sonores, qui se pourchassaient confusément comme des nuées, et l'on ne savait plus ce qui était son et ce qui était forme et, quand parfois l'ouïe avait cru saisir un rythme ou la vue préciser un contour, aussitôt une rafale discordante brisait le rythme, aussitôt l'éclatement d'un obus allemand ou le cône de lumière d'un projecteur déchirait un vaste pan d'ombre, et tout muait et chavirait, et ce n'était plus qu'un abîme d'éclairs, de bruits, de fumées, de ténèbres remuées (1).

Ce chaos apparent était voulu : il était le produit technique de semaines et de mois de calculs minutieux, d'efforts patients. La conception tactique de Pétain se manifestait, en cet instant difficile de la guerre, avec sa qualité éminente, l'*ordre*.

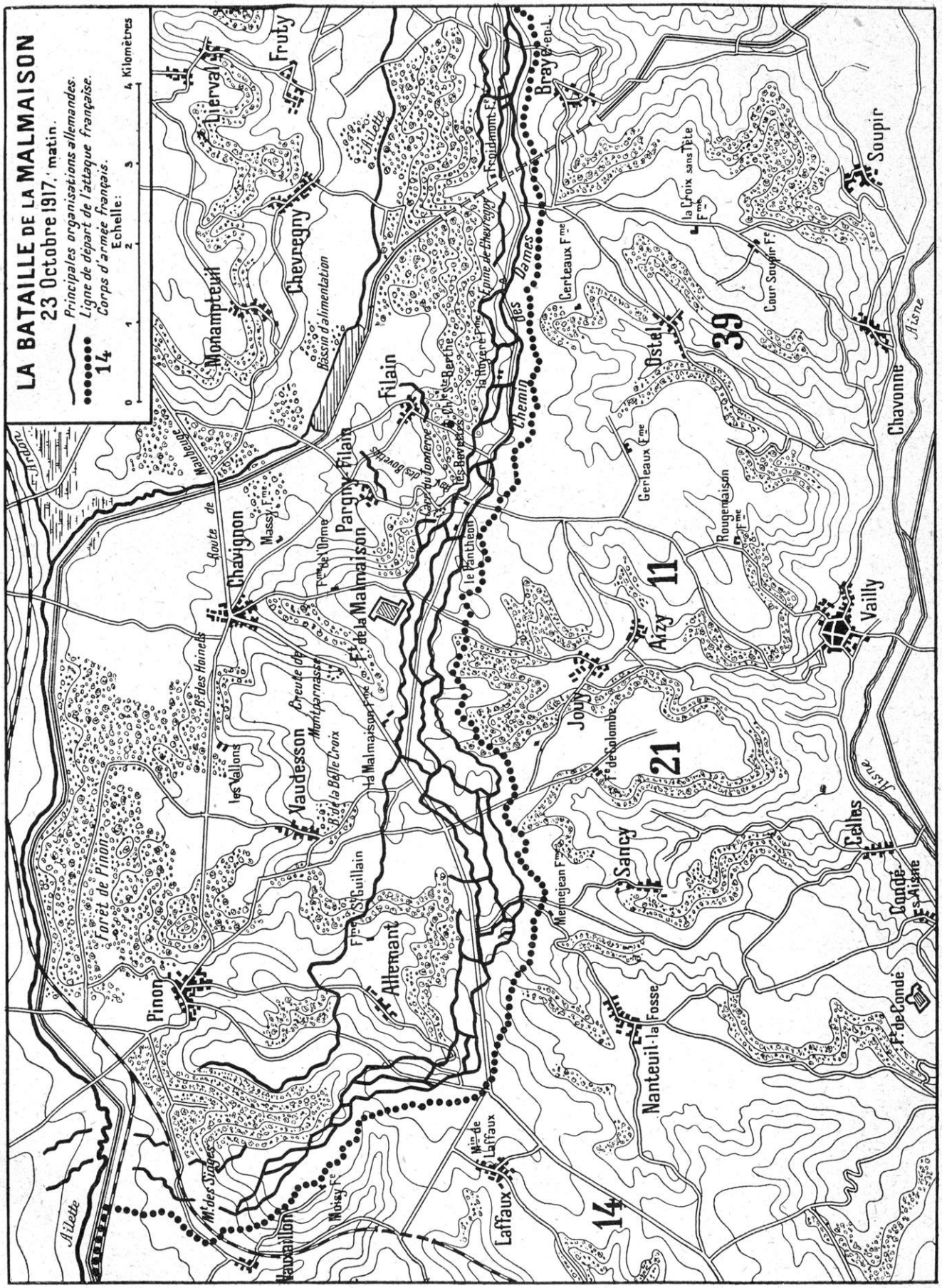
Immobilisé sur les chemins par les tirs d'interdiction, écrasé dans ses tranchées par les tirs de destruction, affolé par les tirs de harcèlement, pourchassé dans ses trous d'obus par la pluie de balles des batteries de mitrailleuses, l'ennemi ne pouvait se faire aucune illusion : la bataille était imminente. Ludendorff penchait pour l'évacuation du saillant ; il prétend que von Bœhn croyait le succès certain et, déployant une grande activité défensive, s'obstinait à vouloir tenir sur place. « Malgré tout, ajoute-t-il, le Grand Quartier général aurait dû ordonner l'évacuation de l'arc. »

La VIIe armée reçut donc tout ce qu'elle demandait ; le nombre de ses divisions passa de six à huit, égal à celui des divisions du général Maistre ; son artillerie fut portée de 116 à 180 batteries. Ordre fut donné de tenir et de lutter jusqu'au bout.

Si l'évacuation eût été ordonnée, elle eût fait tomber l'armée française dans le vide, puis, sans doute, une fois l'objectif « limité » atteint, sur une terrible ligne de feu. Le renforcement de l'adversaire, c'était, au contraire, tout ce

(1) Colonel Pellegrin, *La vie d'une armée pendant la grande guerre*, p. 161.

(1) Joseph Bédier, *L'effort français*, p. 184.


LA BATAILLE DE LA MALMAISON
23 Octobre 1917, matin.
Principales organisations allemandes.
Ligne de départ de l'attaque française.
14 Corps d'armée français.
Echelle:
0 1 2 3 4 Kilomètres
Fruty
Monampteuil
Chevregny
Filain
Chavignon
Pargny Filain
Vaudesson
Pinon
Allemant
Laffaux
Jouy
Aizy
Sancy
Celles
Vailly
Chavonne
Soupir
Ostel
Gerleaux
Rougemaison
Nanteuil-la-Fosse
Condé-s-Aisne
Ft de Condé
Aisne
Ailette
39
11
21
14

que pouvait désirer le général Maistre, et l'on comprend le mot du général Degoutte : « Tant mieux, nous en prendrons davantage (1). »

LA BATAILLE S'ENGAGE LE 23 OCTOBRE

On devait commencer le 22 octobre. Le 21 au soir, la destruction n'étant pas complète partout, on décida que « J serait J — 1 », c'est-à-dire que l'offensive, retardée d'un jour, aurait lieu le 23, à 5 h. 15.

Six jours et six nuits de feu. On est au point. A l'heure dite, il n'y a pas de pluie, pas de brouillard ; c'est encore la pleine nuit. Les troupes se sont élancées par-dessus les parapets.

A gauche, le 14e corps (général Marjoulet) prend en tenaille le saillant de Laffaux. Protégé à 200 mètres en avant par un rideau d'obus de 155 et de 75, qui se déplace de 30 mètres par minute, la première vague gagne sans difficulté la ligne ferme Mennejean-bois 160, poursuit sa progression, investit les creutes où l'ennemi résiste, notamment au centre, à Allemant. Les creutes sont enfin nettoyées et les prisonniers commencent à affluer. A 9 h. 15, on repart, mais des mitrailleuses se révèlent au bois de Saint-Guillain ; des chars d'assaut les écrasent. A part le bois 160 et quelques creutes isolées, tous les objectifs sont atteints à midi. Au soir tombant, le 14e corps, qui, à droite, approche de Vaudesson, se trouve avoir exécuté une conversion avec sa gauche comme pivot ; le général Marjoulet a fait 3 000 prisonniers.

Le 21e corps (général Degoutte) avait, au centre de la bataille, un succès égal. Ayant enlevé, à 6 heures, la ferme de la Malmaison, il atteignait son premier objectif à 6 h. 45, l'organisait pendant la pause prévue, reprenait l'assaut à 9 h. 15. Les carrières de craie de Montparnasse, dont les longues galeries avaient été organisées en solides abris, furent conquises à 10 h. 30 ; on enleva le village de Vaudesson, les bois des Hoinets et des Vallons, la creute du Corbeau, des prisonniers partout, et 18 canons au bois de la Belle-Croix. Finalement, on marcha sur un village niché dans un ravin boisé, descendant vers l'Ailette, Chavignon : à 14 heures, Chavignon tombait.

De Maudhuy, avec son 11e corps, avait, à droite, un dur morceau à enlever. La 38e division (Guyot de Salins) avait mission de s'emparer du fort de la Malmaison, et la 66e division (Brissaud-Desmaillet), du village de Pargny-Filain. A 6 heures, un zouave du bataillon Giraud (4e zouaves) agitait son fanion au sommet du fort. Après une pause, on marchait sur la ferme de l'Orme et la ferme Many, sur la briqueterie de Chatignon qu'on dépassait; à 15 heures, on occupait le Voyeu, à moins d'un kilomètre de l'Ailette et du canal.

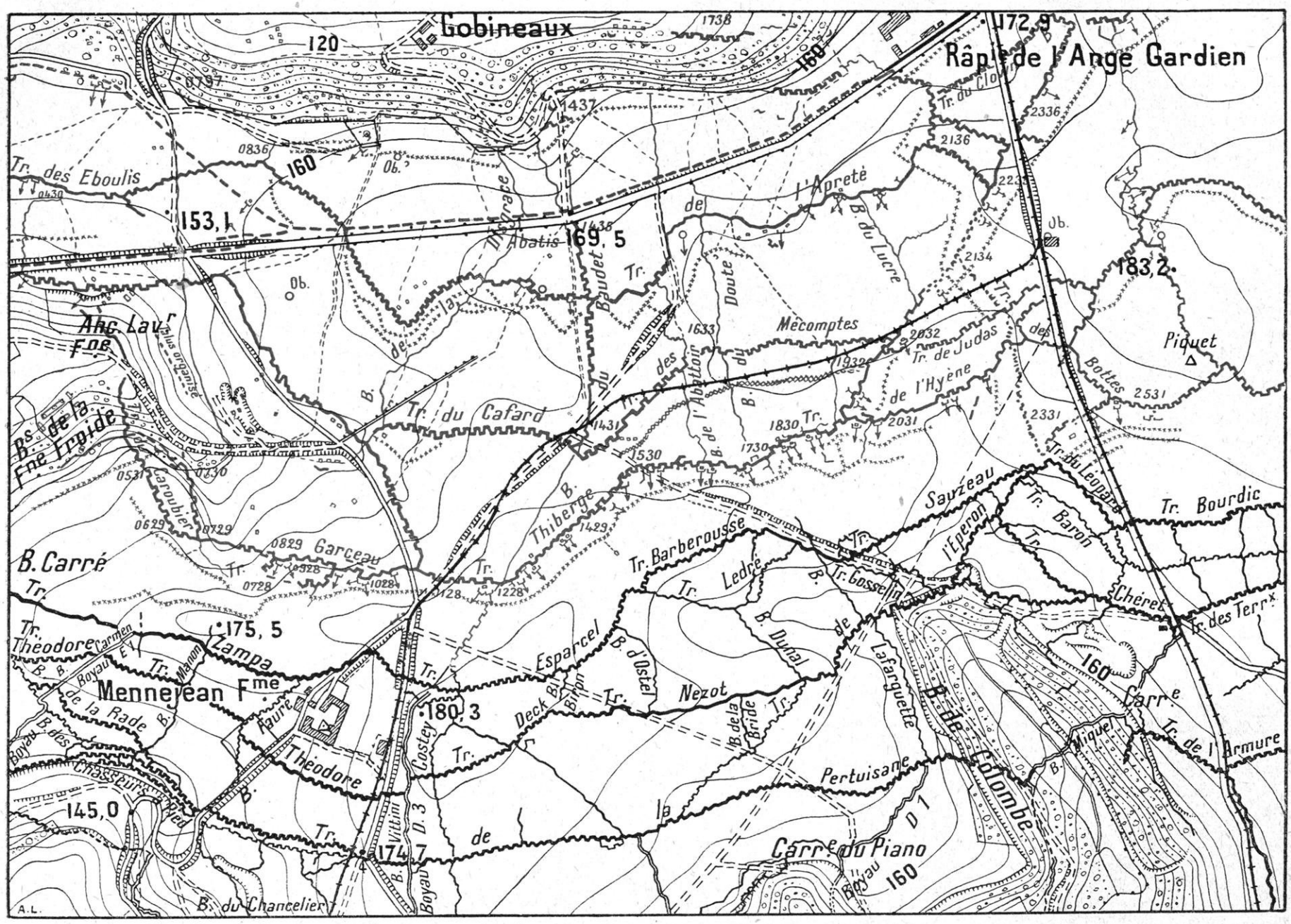
Les Alpins de la division Brissaud-Desmaillet avaient eu plus de difficultés ; ils avaient trouvé un ennemi prêt à attaquer lui-même. Ils avaient progressé sous les canons allemands tirant de Monampteuil, sous les feux des garnisons nombreuses des carrières du Panthéon, et ils ne purent que parvenir aux carrières du Tonnerre et du ravin des Bovettes. Cependant, 2 500 prisonniers étaient aux mains du général de Maudhuy.

Ludendorff ne fait pas un bien long récit de cette bataille. Il reconnaît son erreur : il eût dû d'avance évacuer. « Une division succomba, dit-il, sous l'effet extrêmement fort du bombardement par obus à gaz, et céda à l'assaut ennemi. L'ennemi avança sur Chavignon et fit une étroite, mais profonde brèche dans l'arc, *ce qui nous obligea à ordonner l'évacuation de l'arc* et le repli du front derrière le canal de l'Oise à l'Aisne. Les pertes avaient été fort douloureuses ; *quelques divisions avaient été taillées en pièces.* »

POURQUOI LA VICTOIRE NE FUT PAS EXPLOITÉE

Dès le premier jour, 7 000 prisonniers, plus de 100 canons. Le général Maistre pouvait être satisfait, et le général Pétain modifia la rédaction trop prudente du communiqué, substituant

(1) Cité par MARCEL PRÉVOST, *D'un poste de commandement*, p. 66.



UN SECTEUR DE LA BATAILLE DE LA MALMAISON

Noir : Organisations françaises.
Bleu : Organisations allemandes.

(D'après le Plan Directeur au 10.000e publié par le Service géographique de l'armée).

aux mots « sensiblement progressé » les mots « largement progressé ».

Allait-on exploiter cette victoire? Les avions signalaient des batteries allemandes repassant les ponts de l'Ailette ; des patrouilles tâtaient les abords de la forêt de Pinon. C'était le soir. Il fallait, d'abord, s'installer sur le champ de bataille, relier les entonnoirs, refaire les chemins, ramasser les blessés, rapprocher les canons, battre les ponts de l'Ailette et le plateau de Monampteuil. La journée du 24 octobre se passe à consolider la conquête du plateau de la Malmaison, à reconnaître le terrain boisé de la forêt de Pinon et les marécages de la vallée de l'Ailette.

Mais, aller au delà, « exploiter » la victoire, c'était s'engager par delà l'Ailette et se risquer dans l'étroit couloir de l'Ardon, entre les deux massifs de Laniscourt et de Monampteuil ; et il fallait, ensuite, déboucher de ce couloir pour arriver au pied de la butte de Laon. On voyait dans le ciel les tours de la cathédrale. Quelle tentation ! Et cependant on hésitait ; le principe de l'objectif limité s'opposait à l'exploitation. Laissons parler un témoin :

Le 24 octobre, je suis envoyé en liaison auprès du général Maistre : il conduit l'action de la 6e armée, avec la précision et la *minutie* qui sont chez lui qualités naturelles, mais portées à leur plus haut degré de perfection... La victoire est si complète maintenant, que nous nous demandons s'il ne faut pas passer outre aux principes fondamentaux de notre Instruction déjà presque terminée. L'idée de « l'exploitation du succès » nous hante. Mais le commandant en chef nous rappelle que *nous n'avons pas résolu le problème d'usure* : si nous voulons poursuivre l'action vers le nord, nos troupes seront retardées par les marécages de l'Ailette et par la nécessité de préparer des passages pour leur matériel, cependant que les grandes unités et l'artillerie réservées des Allemands auront tout le loisir de s'asseoir sur les massifs de Laniscourt-Monampteuil, au sud de Laon ; alors, sous les feux, puis sous les contre-attaques, nous risquerons de nous trouver en situation nettement désavantageuse et le bénéfice moral de la victoire de la Malmaison pourra être compromis. Le général Maistre, dont j'ai recueilli l'opinion à ce sujet, m'a semblé être en complet accord avec le général en chef et préférer demeurer sur un succès complet que de courir *aucune aventure.*

Le commandant en chef tient à se rendre compte sur place de la situation, et je suis désigné pour l'accompagner à Belleu. Voyage silencieux. Au poste de commandement de la 6e armée, je demeure auprès du colonel Hergault, chef d'état-major, cependant que le général Pétain, le général Maistre et le général Mollandin, chef d'état-major du général Franchet d'Espérey, entrent en conférence. Que se décide-t-il ? Je l'ignore et je ne l'apprends pas davantage pendant le retour à Compiègne, car le commandant en chef me parle de tout autre chose. Toujours est-il que, dans les journées qui ont suivi, *on n'a rien « risqué »* et que, par la suite, on s'est borné à réoccuper la totalité du Chemin des Dames, au moment où l'ennemi a replié ses positions jusqu'à l'Ailette et jusqu'au nord du massif de Craonne (1).

On se refusait donc, par dessein réfléchi, la joie de la poursuite, le bénéfice éventuel d'une conquête plus large et autrement impressionnante.

Ludendorff avait « risqué » la résistance sur place, Pétain n'avait pas « risqué » l'exploitation de la victoire. Deux tempéraments exactement opposés étaient en lutte. La modération et le sang-froid du grand chef français affirment, à ce point culminant, une des plus précieuses qualités de la race.

(1) Commandant LAURE, *Au 3e bureau du G. Q. G.*, p. 47.

FIN DU QUINZIÈME VOLUME

ERRATUM. — P. 102, *au lieu de :* novembre 1916. *lire :* 1914.

TABLE DES MATIÈRES

Page.

CHAPITRE LXV

FIN DES BATAILLES DE LA SOMME ET DE VERDUN
(FIN JUILLET-DÉCEMBRE 1916)

Conception d'ensemble du général Joffre pour la fin de l'année 1916 *: poursuite ardente de la bataille de la Somme. — Collaboration étroite de l'armée française et de l'armée anglaise. — Succès sur la Somme jusqu'en novembre. — Fin de Verdun en décembre. — Découragement dans l'armée allemande. — Dépression parmi les Alliés. — Considérations sur la bataille de la Somme. — Plan d'offensive générale conçu par le général Joffre pour le début de* 1917 1

CHAPITRE LXVI

LES FRONTS EXTÉRIEURS EN 1916

Le front russe. — Epuisement de la Russie. — L'empereur Nicolas commandant en chef. — Le général Alexeieff. — L'offensive de Broussiloff. — La Roumanie entre en guerre. — Campagne de Roumanie. — Le front de Salonique. — Les affaires de Grèce. — Le front italien. — Le front de mer : bataille du Jutland ; le blocus et la guerre sous-marine 25

CHAPITRE LXVII

LA GRANDE CRISE DE L'HIVER 1916-1917

Hiver 1916-1917. *— Suites de la conférence de Cambrai. — La manœuvre pacifiste chez les Alliés, chez les neutres et en France. — Remplacement du général Joffre. — Chute du cabinet Briand. — La crise en Autriche et en Allemagne. — Proposition de paix allemande. — La guerre sous-marine. — Les Etats-Unis entrent dans la guerre. — La « manœuvre pacifiste » en Russie. — La chute du Tsar et la Révolution russe. — « L'arrière » en Allemagne* 93

Pages.

CHAPITRE LXVIII

LA CRISE MILITAIRE DE 1917

Le plan de campagne de Chantilly. — Nivelle succède à Joffre. — Malaise dans la conduite politique et militaire de la guerre. — La manœuvre principale est transportée de la Somme sur l'Aisne. — Le recul stratégique allemand sur la ligne Siegfried. — L'offensive : la bataille de Vimy et la bataille du Chemin des Dames-Moronvilliers, les 9 et 16-17 avril 1917. — Une nouvelle politique de guerre. 147

CHAPITRE LXIX

LES OBJECTIFS LIMITÉS

Nouvelle politique de la guerre. — La doctrine de Pétain. — Attente et objectifs limités. — La préparation des moyens. — Projets et détermination offensive du maréchal Haig. — L'été de 1917 sur le front occidental : Messines. — Le Mort-Homme. — La bataille des Flandres. — L'automne 1917 : la bataille de La Malmaison. 213

TABLE DES GRAVURES

Pages.

Le général Pétain dans son wagon-salon.. 3
Le général Fayolle passant en revue la 6e armée sur le front de la Somme.. 4
Ruines de Bouchavesnes.. 5
Lieutenant-général Sir J.-H.-G. Byng, commandant le corps canadien.. 6
Le général Debeney et son état-major.. 7
Les premiers tanks dans la Somme. 9
Un Zeppelin sur Londres.. 10
Lloyd George passe en revue des volontaires du Lancashire. 11
Le président Poincaré remettant la cravate de commandeur de la Légion d'honneur au général Micheler, à Moreuil (Somme).. 13
Vestiges de Sailly-Saillisel reconquis par les troupes françaises.. 15
Le général Fayolle reçoit la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur.. 17
Le général Mangin est fait grand-officier de la Légion d'honneur 19
Glaive d'honneur offert à Verdun par l'empereur du Japon 20
A la gloire de Verdun. La Légion d'honneur, la croix de guerre française et les ordres étrangers.. 21
Le général Aimé, tué à Verdun.. 23
Le général Broussiloff. 24
Général Alexeieff, chef d'État-Major général.. 26
Le Tsar, le grand-duc Nicolas, le général Alexeieff. .. 27
Soukhomlinow, ancien ministre de la Guerre.. 29
Prince Léopold de Bavière, général feld-maréchal.. .. 30
Hindenburg en Russie. 31
Général Kouropatkine 33
Le traîneau automobile d'Hindenburg.. 34
Wladimirovitch Sturmer.. 35
Général Bothmer 36
Général von Pflanzer-Baltin.. 36
Les généraux Broussiloff et Gourko.. 37
Bénédiction donnée par un pope à des blessés dans une ambulance russe. 39
Dans les Carpathes. — Skieurs autrichiens en avant-garde. — Train de troupes russes.. 41
Skieurs autrichiens en vêtements blancs pour se confondre avec le fond de neige.. 42
Jean-C. Bratiano, président du Conseil des ministres de Roumanie 45
A Bucarest : A la nouvelle de la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie, la foule manifeste en faveur des Alliés.. 47
La reine Marie de Roumanie et la princesse Ileana.. .. 48
Le roi Ferdinand de Roumanie.. 49
Le prince héritier Carol de Roumanie passant une revue 50
Troupes roumaines défilant devant le roi et le général Averesco. 51
Général von Mackensen.. 52
Le général Berthelot en Roumanie.. 53
Le siège du gouvernement et du G. Q. G. roumains à Jassy 54
Les Allemands à Bucarest. — Von Mackensen sortant d'une église. — Troupes sur une place publique.. .. 55
Exploitations pétrolifères roumaines.. 56

Pages

Salonique. — Troupes françaises dans le ravin du Drevno, près du Vardar.. 57
Présentation d'un drapeau offert aux troupes vénizélistes par les dames de Salonique.. 61
Le Vardar. — Les Portes de fer.. 62
Général Cordonnier.. 63
Panorama de la chaîne du Méglen, le Vardar.. 64
Vue générale de Florina.. 64
Vue générale de Monastir.. 65
Le général Leblois et son état-major.. 66
M. Chaumet, ancien ministre, en compagnie du prince Alexandre de Serbie et du général Sarrail.. 67
Athènes. — Vue sur l'Acropole.. 68
M. Guillemin, ministre de France à Athènes.. 69
Au cimetière du Pirée : Les tombes provisoires des marins français tués à Athènes le 1er décembre 1916. 70
L'amiral Dartige du Fournet, à bord du cuirassé *Provence*, passe en revue le détachement qui va débarquer au Pirée. 71
Hussein Bey, roi d'Arabie.. 72
L'émir Faiçal, fils d'Hussein Bey.. 72
La Mecque vue à vol d'oiseau 73
L'archiduc Charles-François-Joseph d'Autriche inspectant un cantonnement.. 75
L'archiduc Eugène d'Autriche.. 76
Général Victor Dankl.. 77
Général Boroevic 77
Le général Cadorna.. 79
La guerre des cimes.. 80
Le duc d'Aoste. — Le comte de Turin. 80
Gorizia. — Le château. — L'église.. 81
L'amiral Jellicoe sur le quai de Portsmouth.. 83
Amiral Sir David Beatty.. 85
Le cuirassé britannique *Iron Duke*, portant pavillon de l'amiral Jellicoe à la bataille du Jutland.. 86
Bataille du Jutland. — La flotte de ligne des cuirassés allemands apparaît dans le sud.. 87
L'*Invincible*, croiseur de bataille britannique, coulé à la bataille du Jutland.. 88
L'amiral Hood, mort à bord de l'*Invincible*.. 88
Le *Queen Mary*, croiseur de bataille britannique, coulé à la bataille du Jutland.. 89
L'amiral Arbuthnot, mort à bord de la *Defence* 89
Trois croiseurs britanniques, suivis de destroyers, dessinent un mouvement tournant pour couper la retraite à la flotte allemande de haute mer.. 91
Le cuirassé d'escadre français *Suffren*, torpillé et coulé au large de Lisbonne.. 92
Le cuirassé *le Gaulois*, torpillé et coulé.. 92
Lord Asquith 95
La gazette infâme.. 97
Le procès du *Bonnet Rouge* en conseil de guerre. — L'interrogatoire de Jougla.. 99
La carte de presse de Trotzky alors qu'il était réfugié à Paris 101
La Conférence de Chantilly (15-16 novembre 1916). — Les commandants en chef des armées alliées et leurs représentants 103
Le général Joffre, le général Nivelle.. 105
M. Claveille, ministre des Travaux publics.. 107
M. Loucheur, ministre de l'Armement.. 107

TABLE DES GRAVURES

Pages.

Le général Lyautey, ministre de la Guerre, inspecte le front .. 109
Joffre, maréchal de France .. 111
L'ambassadeur Gérard .. 113
Carranza, président du Mexique .. 115
Robert Lansing, secrétaire d'État aux Affaires étrangères (États-Unis) .. 117
Passagers américains débarqués d'un navire torpillé. 119
Les Chambres américaines réunies en Congrès votent la guerre contre l'Allemagne .. 121
Mort de l'empereur François-Joseph. — La chapelle ardente .. 122
L'empereur Charles-François-Joseph, l'impératrice Zita, le kronprinz François-Joseph-Othon .. 123
Les princes Sixte et Xavier de Bourbon .. 125
Comte Clam-Martinitz, président du Conseil d'Autriche .. 126
Comte Czernin, ministre des Affaires étrangères d'Autriche .. 126
La tsarine Alexandra-Féodorowna assistant un chirurgien dans une opération .. 128
Grégory Raspoutine au milieu d'un groupe de ses adeptes .. 129
Le prince Félix Youssoupow .. 131
Sir G. Buchanan, ambassadeur d'Angleterre à Pétrograd .. 182
Le tsar, la tsarine, le tsarewitz et les grandes-duchesses .. 133
Après l'abdication : l'ex-tsar Nicolas sous la garde de ses soldats .. 135
Le grand-duc Michel-Alexandrovich, frère du Tsar. 136
En Allemagne : La récolte des objets en cuivre et en bronze .. 137
En Allemagne : L'idole Hindenburg .. 139
En Allemagne : Les écoliers vont pieds nus .. 141
W. Rathenau .. 143
Un sous-marin poseur de mines allemand, capturé .. 145
Reconstitution de l'armée serbe. — Formation de troupes à Corfou .. 149
La préparation anglaise. — Soldats canadiens amenant du matériel .. 151
Un pont camouflé .. 153
Le général Lyautey, ministre de la Guerre, en tournée d'inspection du front .. 155
Les chiens de liaison .. 157
Mise en position d'une pièce d'artillerie lourde .. 159
L'armée allemande commence sa retraite sur Saint-Quentin .. 161
Convoi de grosse artillerie sur le front de l'Aisne .. 163

Pages

Formation de cavalerie britannique .. 165
Dans Noyon reconquise. — Remise de décorations par le président Poincaré .. 169
M. Painlevé, ministre de la Guerre .. 173
Soldats canadiens dans une tranchée de soutien .. 175
Après la victoire britannique .. 179
Offensive des tanks britanniques sur la ligne Hindenburg .. 181
Un quartier général de corps d'armée (front sud de Saint-Quentin) .. 185
Appareil lance-flammes dans une tranchée .. 187
La crête du Chemin des Dames, vue de la route d'Ostel à Vailly .. 191
Colombogramme du commandant Bossut (1er groupe de chars d'assaut), envoyé au cours de la bataille .. 192
Le commandant Bossut devant son char d'assaut .. 193
Hauteurs de Moronvilliers : le Casque .. 195
Une vue de Vailly .. 199
M. Painlevé, ministre de la Guerre, et son cabinet militaire et civil .. 201
Cimetière allemand au Chemin des Dames (Cerny-en-Laonnois) .. 202
Cimetière français au Chemin des Dames (Cerny-en-Laonnois) .. 203
Le village de Laffaux .. 205
L'emplacement du moulin de Laffaux et ses abords. 207
Le village et les bois de Cœuvres .. 209
La boue des tranchées .. 211
Au G. Q. G. de Compiègne, le rapport quotidien au Commandant en chef .. 215
Tanks en route pour la bataille .. 217
Une émission de gaz incendiaires sur le front français .. 219
Général Estienne, commandant des chars d'assaut .. 221
Le terrain de la bataille entre Messines et Wytschaete .. 225
Vue prise du plateau vers Lens pendant une action des Canadiens sur la Souchez .. 227
Le ruisseau des Forges, entre Haucourt et Béthincourt .. 229
Bombardement du Mort-Homme .. 231
Attaque anglaise devant Messines .. 233
La route de Menin .. 237
Devant Westhoek : Soldats du comté du Nord en tranchées de réserve .. 239
Un obus éclate à proximité d'infirmiers relevant des blessés .. 241
Devant Dixmude : L'Yser débordé .. 243
Les marécages de l'Ailette .. 245
Le fort de la Malmaison .. 247

CARTES

L'offensive de Broussiloff .. 38
Carte de la campagne de Roumanie en 1916 .. 43
La prise de Monastir .. 59
Le front du Trentin .. 78
La bataille du Jutland .. 90
Le repli des Allemands (mars 1917) .. 167
Schéma d'ensemble des directives de Nivelle .. 171
La bataille de Vimy .. 177
L'attaque française en avril 1917 .. 183
La bataille du Chemin des Dames en avril 1917 .. 188
La bataille de Moronvilliers en avril 1917 .. 196
Carte de la bataille de Messines .. 223
Carte de la bataille des Flandres .. 235
Bataille de la Malmaison, le 23 octobre .. 249
Un secteur de la bataille de la Malmaison .. 251